École des Hautes Études en Sciences Sociales

Ecole doctorale de l'EHESS

cespra

Thèse de Doctorat préparée dans le cadre d'une cotutelle entre l'Ecole des hautes études en sciences sociales et l'établissement Universität Heidelberg

Discipline : histoire et civilisations

GERBRACHT, JULIUS

Studierte Staatswirte im Südwesten

Wissen und Verwalten im ausgehenden Ancien Régime

Thèse dirigée par: Patrice Gueniffey

Date de soutenance : le 17 mai 2019

Rapporteurs 1 Christine Lebeau, Université Paris I
2 Lothar Schilling, Universität Augsburg

Jury	1	Katja Patzel-Mattern, Universität Heidelberg
	3	Patrice Gueniffey, EHESS Paris
	4	Christine Lebeau, Université Paris I
	5	Lothar Schilling, Universität Augsburg
	6	Frank Engehausen, Universität Heidelberg
	6	Guillaume Garner, ENS Lyon

Inhalt

Résumé : Les caméralistes diplômés au Sud-Ouest allemand : Savoir et administrer à la fin de l'Ancien Régime 4

1. Einleitung 54
1.1 Theorie und Methode 63
1.2 Quellen und Aufbau der Arbeit 72
1.3 Forschungsstand 79

2. Wissen: Konstruktion, Aushandlung und Legitimierung der studierten Staatswirte 96
2.1 Die publizierte Figur des studierten Staatswirtes 96
2.2 Keine „Staatsgrübler": Die Aushandlung der Staatswirte in der Kurpfalz 128
2.3 Studierte Kameralisten in Württemberg: Aus der Verwaltung für die Verwaltung 149
2.4 Der gescheiterte badische Staatswirt: Weder Theoretiker noch Praktiker 172
2.5 Zwischenfazit 184

3. Verwalten: Studierte Staatswirte in der Praxis 188
3.1 Forstwirtschaft: Akteure der Rationalisierung des Waldes 190
3.2 Landwirtschaft: Akteure der Auflösung der Agrarverfassung 220
3.3 Bergbau: Staatswirte als Montanexperten 261
3.4 Statistik: Der makroökonomische Blick der Staatswirte 274
3.5 Studierte Staatswirte in badischen Diensten: Ein erfolgreicher Wissenstransfer? 304
3.6. Zwischenfazit 320

4. Fazit 326

5. Quellen- und Literaturverzeichnis 342
5.1 Ungedruckte Quellen 342
5.2 Gedruckte Quellen 343
5.3 Literaturverzeichnis 347
5.4 Online-Ressourcen 362

Résumé : Les caméralistes diplômés au Sud-Ouest allemand : Savoir et administrer à la fin de l'Ancien Régime

« L'autisme » : c'était la critique faite par des étudiant·e·s en économie de la Sorbonne en 2000 à leur cursus[1]. Cela fait référence au fait que les sciences économiques négligeaient toutes les dimensions politiques et sociales de leur discipline au profit de modèles mathématiques abstraits. Aujourd'hui, sous le nom de « économie hétérodoxe plurielle », des étudiant·e·s, soutenu·e·s par quelques professeur·e·s en économie, demandent une nouvelle orientation de leur discipline. Le cœur de cette nouvelle orientation est l'exigence centrale d'un savoir qui est utile pour « contribuer à la solution des problèmes sociaux[2] ». Cette thèse a pour sujet cette liaison entre savoir économique et pratiques administratives. Il s'agissait de mener des recherches sur les premiers étudiants, ou plus précisément, les premiers diplômés de cursus économiques à la fin de l'Ancien Régime dans les territoires du Sud-Ouest allemand. Deux questions centrales ont dirigé l'analyse : 1. Ces premiers étudiants en économie à la fin de l'Ancien Régime dans le Sud-Ouest allemand ont-ils partagé une culture du savoir commune ? 2. Est-ce que cette culture du savoir se manifeste dans certaines pratiques administratives économiques ?

Pour traiter de cette question dans une perspective historique, il faut prêter attention à plusieurs spécificités : les contenus des cursus d'économie étaient différents des sciences économiques d'aujourd'hui. Les précurseurs institutionnels des sciences économiques modernes étaient, dans les territoires du Saint-Empire, les nouvelles chaires (« *Lehrstühle* »), les nouvelles unités de formation de recherche (« *Fakultäten* »), ou des nouvelles écoles qui s'appelaient « *ökonomisch* », « *kameralistisch* » ou « *staatswirtschaftlich* »[3]. Alors que les premières chaires caméralistes existaient déjà en Prusse, à Halle et à Francfort sur l'Oder depuis 1727, l'institutionnalisation du savoir économique dans

1 Voir www.plurale-oekonomik.de/das-netzwerk/ziele-und-aktivitaeten (06.08.2018).
2 Ibid.
3 Voir pour l'instiutionalisation de la Nationalökonomie : Waszek (1988).

l'enseignement universitaire du Sud-Ouest de l'Allemagne s'opère à partir des années 1770. En 1774 est fondée à Kaiserslautern dans le l'électorat du Palatinat, la « *Kameral-Hohe-Schule* », première institution d'enseignement spécialisée dans les savoirs économiques. Sous le nom de « *Staatswirtschafts-Hohe-Schule* », elle déménage à Heidelberg en 1784 ou elle existe comme institution indépendante de l'Université de Heidelberg jusqu'à son intégration à cette dernière en 1802[4]. En 1777, la « Ökonomische Fakultät » de l'Université de Gießen est fondée, et existe jusqu'à 1785[5] ; puis en 1784, la « Kameralistische Fakultät » de l'Université de Mayence, qui est maintenue jusqu'à 1792[6]. Des chaires d'enseignement du savoir économique dans les territoires du sud-ouest allemand sont créées comme en 1781 dans le Wurtemberg : À la « *Hohe Karlsschule* » de Stuttgart, la « Fakultät für Ökonomie und Camerale ». Les professeurs pour l'économie et les sciences camérales y enseignent jusqu'à 1795[7]. Également en Wurtemberg, à l'université de Tübingen, des pistes pour installer deux chaires sont évoquées dès 1795, et une chaire pour la « Kameralwissenschaft » est établie en 1796, une autre chaire pour la « Forstwissenschaft » date elle de 1798. Enfin, en 1817, la première faculté consacrée tant à la formation qu'à la recherche et qui existe toujours, la « *Staats- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät* » y est fondée[8]. La notion de « *Ökonomie* » au XVIII[e] siècle se réfère à sa signification prémoderne d'un bon ordre d'une domaine agricole, une signification qui était en train d'être transférée au seigneur et son bon gouvernement[9]. Les notions « *Kameral* » et « *Staatswirtschaft* », elles peuvent aider à comprendre le rapport des étudiants de ces disciplines avec ces savoirs. Le mot « *Kammer* » des sciences camérales est déjà lié à l'application de ce savoir : les diplômés étaient destinés à servir l'administration financière du seigneur [10]. Le mot « *staatswirtschaftlich* » est une combinaison entre la fonction du diplômé au sein de l'administration au service d'État (« *Staats* ») et le savoir spécifique économique (« *wirtschaftlich* ») du

[4] Voir pour la *Kameral-Hohe-Schule* en général : Webler (1922), Plettenberg (1983) et Kremb (2012), (2015).
[5] Voir pour la *Ökonomische Fakultät* de Gießen Klippel (1995).
[6] Voir pour la *Kameral-Fakultät* de Mayence Napp-Zinn (1955).
[7] Voir pour la *Hohe-Karlsschule* en général Uhland (1953).
[8] Voir pour la *Staats- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät de Tübingen* Marcon (2004).
[9] Voir Pierenkemper (2012), p. 36, Brunner (1968), p. 117.
[10] Voir Facius (1959), p. 38.

diplômé (donc un « Économiste d'État ») qui le distingue des diplômés en droit dont l'enseignement était déjà établi sous le Saint-Empire. Il est possible de contextualiser cet Économe d'État dans une transformation des liens entre l'économie et l'État : à la fin de l'Ancien Régime, les appareils administratifs essaient d'établir une politique économique sur leur territoire pour stabiliser une expansion économique[11]. Ces efforts des appareils administratifs ont déterminé la destination des institutions de l'enseignement du caméralisme scientifique : créer un nouveau type de diplômé, dont le savoir économique devrait servir dans l'administration territoriale. Les appareils administratifs voulaient se moderniser en installant une bureaucratie efficace, et les caméralistes diplômés y servaient parce qu'ils étaient considérés comme porteurs du savoir nécessaire.

En ce qui concerne la théorie et la méthode, nous avons abordé l'histoire économique avec une perspective d'histoire culturelle[12]. Cela signifie que nous sommes convaincus qu'il faut présupposer que les changements économiques, politiques et sociaux se manifestent aux pratiques et à l'attribution de sens des acteurs concrets. Les premiers diplômés caméralistes forment un objet de recherche, parce qu'ils ont appris un savoir modelé pour être appliqué aux appareils administratifs et, en même temps, ont occupé des fonctions pour utiliser ce savoir en pratique. Il est important de remarquer que le savoir des sciences camérales qui ont été étudiées par les étudiants se sont définies par leur utilité : le savoir des sciences camérales était produit pour être utile[13]. Les deux hypothèses de recherche sont les suivantes :

1. La légitimité de la culture du savoir des caméralistes diplômés, c'est-à-dire le savoir des diplômés des sciences camérales enseignées aux *Hohe-Schulen* du Sud-Ouest allemand qui se manifeste dans leurs pratiques administratives ne s'est pas créée automatiquement. Il était nécessaire de négocier ce nouveau type de diplômé économique pour créer cette culture du savoir. Les stratégies de légitimation et le processus de négociation entre les enseignants des futurs

11 Voir Aubin et Zorn (1971), p. 617.

12 Voir sur l'histoire économique comme histoire culturelle Vogel (2004).

13 Pour la définition des sciences utiles à l'Ancien Régime voir l'introduction de Holenstein, Stuber et Gerber-Visser (2007).

caméralistes et les représentants établis de l'administration peuvent être objet de l'analyse.

2. Les domaines administratifs des caméralistes diplômés englobaient des secteurs économiques hétérogènes, notamment l'agriculture, la sylviculture, l'exploitation minière ou l'administration de l'économie générale de l'État. Même si les secteurs sont différents, les pratiques administratifs des caméralistes diplômés poursuivent un objectif similaire, parce qu'ils descendent de la même culture du savoir : le savoir des sciences camérales qu'ils ont appris aux institutions d'enseignement économique.

La notion du « savoir » et des « pratiques » est essentielle pour l'analyse. Dans la partie suivante du résumé, nous expliquons les conceptions utilisées du savoir et des pratiques (plus particulièrement des pratiques administratives). Nous avons supposé qu'un groupe d'acteurs (comme nos caméralistes diplômés) agit sur la base d'un savoir spécifique et signifiant pour ce groupe. Selon l'historien Landwehr, la catégorisation, la classification, la différenciation et la démarcation établies par les autorités administratives sont la base pour que les objets qui forment l'État, comme la population ou l'espace, soient légitimes[14]. Appliquées à ce travail, cette perspective permet de souligner que les acteurs administratifs catégorisaient le système économique des territoires. Mais cette approche d'Achim Landwehr n'explique pas la motivation et les origines du savoir des acteurs. Philipp Sarasin nous aide à comprendre la « production » et la « circulation » du savoir : D'après Sarasin, il faut prêter attention aux pratiques d'ordre et de stabilisation du savoir, observer les logiques des médias qui les transmettent et mettre les acteurs en relation avec le savoir qu'ils produisent[15]. Sarasin fait référence aux formes du savoir qui sont produits hors des systèmes administratifs. On peut supposer que le savoir des caméralistes diplômés descend du savoir des sciences camérales appris aux *Hohe-Schulen*. Mais les origines peuvent être plus diverses. C'est pour cette raison que nous avons focalisé notre

14 Voir Landwehr (2002), p. 86-88.
15 Voir Sarasin (2011), p. 164 et p. 168-172.

étude sur les pratiques concrètes des caméralistes et pas sur les publications des caméralistes théoriques.

Il n'est pas possible pour une recherche sur les savoirs de donner des résultats satisfaisants si elle ne s'intéresse aux pratiques des acteurs dans leurs usages de ces savoir. Particulièrement le savoir du caméralisme enseigné au sein des *Hohe-Schulen* est sans effet historique sans l'utilisation pratique des acteurs qui l'appliquent. Pour notre approche, nous avons utilisé les définitions du « *Historische Praxeologien* » : les pratiques relient la liberté des actions d'un individu avec les structures qui le déterminent. Ce sont les pratiques qui affectent l'acteur sans le déterminer[16]. Notre utilisation de la notion d'acteur est donc instrumentale, ils ne nous intéressent qu'au moment où les acteurs appliquent des pratiques qui se manifeste lors d'une communication dans le réseau administratif. La désignation des premiers étudiants comme « Économes d'État » indique que le service dans l'administration d'État était prévu pour ce groupe d'acteurs et que l'appareil administratif représente le réseau institutionnel. C'est pour cette raison qu'une spécification de la praxéologie était nécessaire. La théorie de la praxéologie administrative aide à opérationnaliser l'analyse des pratiques des acteurs : elle révise l'image d'une structure déterminée entre le seigneur, l'administration exécutive et des sujets impuissants en la remplaçant par un réseau d'acteurs dans une administration autonome où les sujets sont intégrés à la prise des décisions[17]. Particulièrement pour la fin de l'Ancien Régime, cette approche remplace l'image d'une bureaucratisation en focalisant l'échange communicatif entre les acteurs à tous les niveaux de l'appareil administratif[18]. Comme le système administratif est une institution qui est basé sur les actes de communication, nous pouvons conclure que ce système n'est pas fermé. Il réagit aux institutions extérieures, formelles comme le droit ou informelles comme les valeurs. Le système administratif, comme tout système, veut maintenir sa légitimité[19]. C'est pour cette raison que nous supposons que le système administratif a essayé d'intégrer le

16 Voir l'introduction dans Haasis et Rieske (2015), p. 28, p. 33 et p. 39.
17 Voir l'introduction dans Brakensiek (2014), p. 9.
18 Voir ibid., p. 10.
19 Voir l'intorduction dans Brakensiek (2005), p. 2.

nouveau savoir économique dont les diplômés étaient des porteurs. Les caméralistes diplômés portaient le message que l'appareil administratif voulait se moderniser.

Pour comprendre la mise en œuvre des pratiques administratives des caméralistes diplômés, nous avons distingué entre les pratiques parlantes et les pratiques tacites.[20] Par exemple, l'utilisation des chiffres et des tableaux par un caméraliste diplômé sans expliquer l'acte d'utilisation soi-même constitue une pratique tacite. Les pratiques que les acteurs expriment et expliquent constituent des pratiques parlantes (qui sont plus faciles à analyser parce que les acteurs essaient de les légitimer).

Pour souligner la différence entre les caméralistes diplômés comme groupe d'acteurs d'un côté et leurs enseignants et d'autre côté, nous avons utilisé le concept d'expert »[21] : L'historien Alexander Engel distingue les « économes préprofessionnels » des « économes professionnels ». Les deuxièmes sont des spécialistes qui font partie d'une discipline établie fondée sur un ensemble de connaissances concrètes, théoriques et réflexives tandis que les premières sont des experts c'est-à-dire des fonctionnaires, des marchands ou des agriculteurs qui sont porteurs des techniques empiriques et pratiques pour des solutions concrètes[22]. Ce groupe d'acteurs s'est organisé dans les Sociétés patriotiques et ces experts ont aussi proposé leur savoir aux appareils administratifs[23]. Nos acteurs ont déjà étudié les sciences camérales, ce qui signifie que le savoir qu'ils portent s'est professionnalisé. En outre, ils n'étaient pas en dehors des appareils administratifs mais y ont été intégrer. Ce sont des différences qui légitiment qu'on analyse ce groupe d'acteurs séparément en faisant l'hypothèse qu'ils ont établis des pratiques administratives spécifiques.

---

20 Voir Gardey (2008), p. 26-27 ou Clark (1999), p. 46-47 pour les pratiques administratives tacites. Nous avons tiré cette différence des pratiques tacites et parlantes de l'introduction de Schilling, Dauser et Fassl (2016), notamment p. 9.

21 Voir pour la conception de l'expert Engstrom, Hess et Thoms (2005).

22 Voir pour la contribution d'Alexander Engel : Experten des Ökonomischen – Ökonomie der Experten: Wirtschaftliche Praktiken und Expertenkulturen in der Vormoderne (12. bis 18. Jahrhundert), 08.06.2016 – 09.06.2016 Göttingen, dans : H-Soz-Kult, 06.12.2016, www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-6863, (dernier vu le 09.11.2018).

23 Voir Dauser (2016), p. 37.

En ce qui concerne le plan de la thèse, nous l'avons structurée en deux parties. Dans la première partie (chapitre 2.1-2.4), nous avons analysé les processus de la construction, de la légitimation et de la négociation du savoir des caméralistes diplômés. Dans la deuxième partie (chapitre 3.1-3.5), nous avons analysé les pratiques administratives des caméralistes diplômés sur la base d'études de cas.

L'objet central de l'analyse de la première partie de la thèse était le savoir des caméralistes diplômés. Le contenu des publications caméraliste n'était pas au centre de l'enquête. Nous avons fait l'hypothèse que les caméralistes diplômés ne se sont pas établis dans les appareils administratifs de manière automatique. Au contraire, leur légitimité était construite concurremment par leurs enseignements par la constitution d'une culture du savoir spécifique à ce groupe d'acteurs. Les enseignants des futurs caméralistes ont d'ailleurs négocié leurs diplômés avec les représentants de l'appareil d'État. Faisant suite à ces stratégies de la construction, de la légitimation et de la négociation, il était possible d'opérationnaliser et de structurer cette première partie de la thèse. Ainsi, les enseignants voulaient que « leurs » étudiants réussissent comme administrateurs, il leur était nécessaire d'établir des stratégies adéquates pour propager leurs compétences.

Dans le chapitre 2.1, nous avons examiné les stratégies de la légitimation établies par les enseignants pour s'adresser au public. L'analyse de ce chapitre était basée sur les conférences et les manuels (imprimés) des enseignants[24]. Nous avons fait l'hypothèse que les enseignants des futurs caméralistes ont développé des stratégies pour légitimer les compétences de leurs diplômés qu'ils ont adaptées aux conditions locales. Les stratégies de la légitimation autour d'une institution d'enseignement ont changé dans la durée, mais elles étaient aussi dépendantes des conditions de l'institution d'enseignement au contexte politique : à la *Kameral-Hohe-Schule* au Palatinat Électorale, il était nécessaire d'établir une stratégie de s'adresser au public qui était différente de celle de la *Fakultät für Ökonomie und Camerale* à la *Hohe-Karlsschule* à Wurtemberg. C'est pour cette raison que les chapitres suivants se sont concentrés sur les processus de la

[24] Voir la bibliographie des sources imprimées dans ce document.

négociation des caméralistes diplômés entre les institutions de l'enseignement de la discipline et les appareils administratifs. Comme nous avons fait l'hypothèse que les conditions locales spécifiques influencent la culture du savoir des caméralistes diplômés là où ils se trouvent, nous avons analysé les processus de négociation. Dans le chapitre 2.2, nous avons analysé les processus de négociation à la *Kameral-Hohe-Schule* pour laquelle il y a huit dossiers de communication dont des correspondances avec des représentants de l'appareil administratif du Palatinat-Électoral, mais aussi, après 1784, avec le rectorat et la *Philosophische Fakultät* de l'Université de Heidelberg[25]. Dans le chapitre 2.3, nous avons analysé les processus de négociation à Wurtemberg, utilisant les dossiers de la *Fakultät für Ökonomie und Camerale* à la *Hohe-Karlsschule* à Stuttgart et les dossiers autour de la fondation d'une chaire pour les sciences camérales et une chaire pour la sylviculture à l'Université de Tübingen en 1796 et 1798. Tandis que les dossiers de l'Université Tübingen se rapportent avant à toute la conception des chaires[26], les dossiers de la Hohe-Karlsschule contiennent aussi des *Probearbeiten* des étudiants et des dossiers des professeurs[27]. Dans le chapitre 2.4, nous avons analysé les processus de négociation autour de la *Staatswirtschaftliche Sektion* de l'Université de Heidelberg qui avait été installé en 1802/03, après la dissolution complète du Palatinat Électoral et la cession des zones de la rive droite du Rhin au pays de Bade. Il y a quatre dossiers de la *Staatswirtschaftliche Sektion* qui contiennent des procès-verbaux des enseignements, mais aussi des communications avec le *Engerer Senat* de l'Université de Heidelberg et avec l'appareil administratif du Grand-Duché de Bade[28].

Dans la deuxième partie de la thèse, nous avons analysé les pratiques administratives des caméralistes diplômés préalablement pris en compte dans les études de cas OU au moyen d'études de cas (suivant ce que tu voulais dire). Pour cette partie de la thèse, nous avons fait l'hypothèse que les pratiques administratives des caméralistes diplômés permettent de tirer des conclusions sur

25 GLA 205/1110-1118 et LAS A2 1241/10-25.
26 HStAS A 249 Bü 2658, A 274: Bü 63e, A 280 Bü 8 e und f, A 282 Bü 1124
27 HStAS A 272 Bü 128f.
28 UAH H-VI-190/1-4.

leur culture du savoir. Nous avons formulé l'hypothèse qu'il y avait des pratiques qui étaient spécifiques pour ces diplômés, indépendamment du secteur économique qu'ils ont administré. Comme la *Kameral-Hohe-Schule* de Lautern (et son successeur, la *Staatswirtschafts-Hohe-Schule* de Heidelberg), était une institution exclusivement dédiée à former des futurs fonctionnaires caméralistes, nous avons y trouvé presque toutes nos études de cas. Les études prosopographiques d'Oskar Poller nous ont données les noms et les fonctions de tous les anciens étudiants de la *Kameral-Hohe-Schule*[29]. Il était facile de retrouver ces caméralistes dans les inventaires d'administration et d'y identifier leurs pratiques. Leur cadre d'action avait, en général, lieu au niveau d'un « *Oberamt* » (bureau de district) d'un territoire du Sud-ouest allemand, parce que l'administration des *Oberämter* offrait des meilleures possibilités pour établir des pratiques économiques.

Dans le chapitre 3.1, nous avons analysé les pratiques des dans le secteur de la sylviculture. Sur la base de trois études de cas[30], nous avons examiné notre hypothèse que les pratiques des caméralistes diplômés ont contribué directement à la rationalisation des forêts à la fin de l'Ancien Régime parce que les forêts faisaient partie des domaines de l'appareil d'État (de la *Hofkammer*). Dans le chapitre 3.2, nous avons analysé des pratiques dans le secteur de l'agriculture. Sur la base de quatre études de cas[31], nous avons examiné notre hypothèse que les caméralistes diplômés n'ont pas mis en œuvre des nouvelles techniques eux-mêmes parce qu'ils n'étaient pas des agriculteurs, mais qu'ils ont contribué à la dissolution de la constitution agricole (« *Agrarverfassung* ») et à la commercialisation des produits agricoles. Dans le chapitre 3.3, nous avons analysé les pratiques dans le secteur de l'exploitation minière[32]. Nous avons formulé l'hypothèse que les caméralistes diplômés n'ont pas réussi à établir des pratiques comme administrateurs des mines au Sud-Ouest allemand parce que le savoir issu

[29] Voir Poller (1979) et Plettenberg (1983).

[30] Les noms de ces études de cas sont Konrad Theodor Rettig, Franz Daniel Rettig, Viktor Jägerschmid et Ludwig Gloeckle

[31] Les noms de ces études de cas sont Johann Philipp Sedelmeyer, Nikolas Stengel, Philipp von Hertling et Georg Philipp Christian Wilhelm Koester.

[32] Le nom de l'étude de cas est Johann Daniel Weber.

de l'expérience des mineurs locaux était plus éprouvé et parce que le savoir caméraliste de l'exploitation minière était déjà installé dans les académies minières[33]. Dans le chapitre 3.4, nous avons analysé des pratiques autour de la statistique administrative dans le Sud-Ouest allemand. Nous avons examiné l'hypothèse que les caméralistes diplômés n'ont pas seulement établis des pratiques pour des secteurs économiques, mais aussi pour le territoire comme entité économique[34]. Dans le chapitre 3.5, nous avons analysé le transfert du savoir des caméralistes diplômés vers le Grand-Duché de Bade. Sur la base de deux études de cas de deux caméralistes diplômés qui ont fait carrière dans l'appareil administratif de Bade[35], nous avons examiné notre hypothèse que même si la *Markgrafschaft* de Bade n'avait pas fondé une institution pour former des caméralistes, elle tentait d'utiliser le savoir des caméralistes diplômés en les intégrant dans son système administratif, même après la fin de l'Ancien Régime.

Nous pouvons aborder l'état de la recherche selon deux perspectives. La première est celle des recherches sur l'histoire du savoir économique dans les académies, universités ou sociétés patriotiques au XVIII^{e} siècle. La deuxième est celle de la politique économique administrative. En utilisant ces deux perspectives actuelles de la recherche, nous avons intégré la sphère du savoir public, notamment des Lumières Économiques, mais aussi la sphère de l'administration.

Une réévaluation fondamentale de la recherche sur les Sociétés économiques, se focalisant sur leur fonction de diffuser le savoir sur des réseaux personnels et institutionnels, est liée à deux anthologies. Alors que les essais de l'historien de la technologie Marcus Popplow traitent des journaux et des Sociétés économiques du Saint-Empire[36], ceux de Koen Stapelbroek et Jani Marjanen envisagent les Sociétés économiques dans une perspective européenne[37]. La conclusion commune de ces deux ouvrages est que la génération du savoir des

[33] Voir pour ces académies minières et pour les cultures du savoir des experts minières (« *Montanexperten »)* à Freiberg et à Clausthal Vogel (2013), notamment p. 14.

[34] L'étude de cas dans ce chapitre est Karl Theodor von Hacke, mais nous avons utilisé en plus GLA 77/6148, 6152 et 6175 et 74/9040 et BSB cgm 7547 (Lautern) pour les pratiques statistiques de l'appareil administratif et de l'Académie du Palatinat-Électorale (« Kurpfälzische Akademie »).

[35] Les études de cas sont Johann Christoph Volz et August von Boeckh.

[36] Voir Popplow (2010).

[37] Voir Stapelbroek/Marjanen (2012).

Sociétés économiques dépendait toujours du contexte local. Pendant que Popplow parle d'une culture d'innovation dans laquelle les Sociétés économiques recueillaient et diffusaient le savoir[38]. Stapelbroek et Marjanen ajoutent que par leurs actions, les Sociétés économiques formulaient aussi un savoir plutôt réflexif, par exemple sur la fonction des marchés[39]. Le mouvement des Sociétés Économiques était capable d'affecter le savoir caméraliste qui s'installait à la même époque aux *Hohe-Schulen* du Sud-Ouest-allemand, mais aussi, d'une manière subtile, la législation territoriale (et l'exécution des lois au niveau local)[40]. Cependant, l'historiographie sur la *Kameral-Hohe-Schule* a longtemps laissé dans l'ombre cette dimension pratique du savoir. Popplow est le premier à avoir décrit les innovations agraires et techniques qui ont été communiqué par les savants de la Société du Palatinat-Électorale, la « *physisch-ökonomische und Bienengesellschaft zu Lautern* » fondée en 1769[41]. Il suppose que la *Kameral-Hohe-Schule* avait formé, comme diplômé, un nouveau type du « fonctionnaire agraire et de gestion »[42]. Les recherches récentes de l'historienne Regine Dauser sur les cultures du tabac dans le Palatinat Électorale se focalisent encore plus sur le rôle des membres des Sociétés économiques comme experts externes qui conseillent l'appareil administratif[43]. Nous avons utilisé ces recherches pour opérationnaliser l'analyse du processus de la circulation du savoir économique vers les territoires à la fin de l'Ancien Régime. Nous avons constaté la différence que les caméralistes diplômés n'étaient pas des experts externes des appareils administratifs, mais néanmoins, ils étaient porteurs de ce savoir économique.

Les recherches sur le caméralisme universitaire ont longtemps ignoré ses implications dans les pratiques administratives. Par contre, l'analyse des conceptions caméralistes, par exemple leurs conceptions de l'espace[44], indique que cette dimension administrative restait un manque identifié de la recherche.

---

38 Voir l'introduction dans Popplow (2010), notamment p. 3 et p. 39.

39 Voir l'introduction dans Stapelbroek/Marjanen (2012), notamment p. 13.

40 Voir Wyss et Stuber (2010), p. 162.

41 Voir l'article « Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten. Die Ökonomische Aufklärung in der Kurpfalz » de Popplow (2010).

42 Voir Ibid., p. 234-235.

43 Voir Dauser (2016), p. 37.

44 Garner (2005).

Les recherches de l'historien Andre Wakefield offre la perspective la plus originale en montrant que les savants du caméralisme étaient incapables d'exercer comme praticiens : ils auraient seulement formé une image de l'État en bon ordre mais échoué dans tous leurs projets pratiques comme directeurs de mines ou agriculteurs[45]. Selon Wakefield, la Kameral-Hohe-Schule n'est qu'un coup de marketing pour attirer des étudiants prospères dans le Palatinat Électoral[46]. Ces résultats pourraient être corrects quant aux motifs des enseignants du caméralisme, mais cela ne signifie pas automatiquement que les étudiants de la *Staatswirtschaft* échouaient de la même manière. Par contre, l'anthologie de Pascale Laborier, Frédéric Audren, Paolo Napoli et Jakob Vogel sur les « Sciences camérales » montre les pratiques d'administration variées (et aussi transnationales) qui se réfèrent au modèle du caméralisme allemand en soulignant la fluidité des sciences camérales et la richesse des variations dans l'action pratique des caméralistes[47]. Cet état de recherche prouve qu'il est légitime d'analyser les pratiques administratives des étudiants du caméralisme.

Pour la deuxième perspective sur l'état de la recherche, nous avons utilisé les travaux modernes sur les pratiques administratives dans les territoires du Saint-Empire à la fin de l'Ancien Régime. Les approches modernes appliquent des méthodes pour analyser les processus dynamiques sur l'échange des idées et des pratiques au sein du système administratif. Un des résultats de cette réévaluation est qu'une règle basée sur les critères de la rationalité s'est développée durant cette période. Des critères semblant objectifs deviennent la base des actes de l'appareil administratif. Concernant les statistiques en général, c'était Alain Desrosières qui a montré leur effet à la dimension politique et sociale.[48] Les recherches de l'historien Lars Behrisch sur la statistique administrative à la fin de l'Ancien Régime en France, en Bavière et dans le comté de Lippe montrent bien que les pratiques statistiques des bureaux ont contribué à créer la perception du territoire comme un espace homogène avec un système économique fonctionnel

45 Voir Wakefield (2009), notamment p. 137.
46 Ibid., notamment p. 138.
47 Voir Laborier, Audren, Napoli, et Vogel (2011), notamment p. 20 de l'introduction de Pascale Laborier.
48 Voir Desrosières (2005) et Brian (2001).

et unifié[49]. Parallèlement, Christian Fieseler a montré que les pratiques cartographiques ont également formé une base pour légitimer le règne « rationnel », grâce à la connaissance exacte de la taille du pays et de sa population, et en l'utilisant comme argument[50]. C'est un point important pour notre recherche, afin de comprendre comment les techniques administratives ont affecté les acteurs. Ces résultats sur la légitimation de la seigneurie avec des principes de la rationalité des cartes et des statistiques qui se manifestent en action administrative étaient importantes pour notre travail parce qu'on soupçonnait que les caméralistes suivaient ces principes.

Les nouveaux principes de la légitimation des actions administratives par rationalité et par modernisation transformaient les pratiques exécutives. Comme l'historien André Holenstein l'a montré à l'exemple de la « *Policey* » du Bade, la police locale a commencé à partir de 1750 de collecter des informations sur l'état économique des communes, pour leur fournir, si nécessaire, des ressources[51]. La police locale intégrait les acteurs communaux pour légitimer leurs mesures et réformes[52]. Si les mesures de réforme comme l'abolition des communautés au Palatinat-Électorale produisaient des conflits sociaux dans les communes, les acteurs administratifs essayaient de trouver un consensus sur la mise en œuvre des réformes.[53] Nous avons tiré de cet état de recherche que les acteurs administratifs ont réagis aux conditions locales et aux exigences des acteurs locaux.

Le savoir économique qui se manifestait dans les publications locales des sciences camérales contenait une grande variété de domaines, mais il est possible de le structurer au niveau des pratiques administratives. C'est à ce niveau que nous pouvons intégrer plusieurs domaines du champ économique du XVIII^{e} siècle à l'histoire du savoir. Comme, par exemple, des anciens étudiants devenaient des responsables forestiers, nous avons utilisé la littérature sur l'histoire du savoir du

49 Voir Behrisch (2006), p. 7 et Behrisch (2016), p. 490.
50 Voir Fieseler (2013), p. 331.
51 Voir Holenstein (2003), p. 10 et p. 104.
52 Ibid., p. 827 et p. 833.
53 Voir Grüne (2010).

bois pour juger si les pratiques des acteurs résultent de leur savoir universitaire ou plutôt des logiques des bureaux[54]. La même chose s'est appliquée pour l'histoire de l'agriculture dont il y a aussi des approches praxéologiques[55] et pour l'exploitation minière[56]. La même chose s'applique pour les formes du savoir plutôt réflexives : nous avons utilisé les recherches de l'historienne Klara Deecke sur les théories universitaires et des pratiques administratives concernant la politique économique libérale dans les territoires du Nord-Est allemand pour avoir une preuve qu'il y a de nombreux liens entre le savoir universitaire et des pratiques administratives concernant la « *Staatswirtschaft* », même si on laisse les étudiants dehors en tant qu'acteurs[57]. Elle souligne aussi qu'il faut voir les actes administratifs économiques à l'époque comme des interventions politiques[58], ce qui est important pour notre recherche : nous avons fait l'hypothèse que les actions de nos caméralistes diplômés étaient aussi politiques. L'historien Justus Nipperdey a également mis l'accent sur l'ensemble des théories et des pratiques, en comparant la notion de la « population » au discours public du Saint Empire avec les législations bavaroises ayant la population comme objet[59]. Mais tous ces travaux sur les praxéologies administratives discutent au niveau de la simultanéité ou de l'autonomie des idées et n'utilisent pas un certain groupe d'acteurs. Au contraire, dans cette thèse, nous nous focalisons sur des preuves explicites et concrètes des acteurs ayant étudié les sciences camérales dans une *Hohe-Schule*.

Résultats : Nous avons utilisé le mot « savoir » pour focaliser sur les stratégies de la construction, de la légitimation et de la négociation autour des caméralistes diplômés. Notre analyse reposait sur l'hypothèse que les caméralistes diplômés pouvaient seulement paraître comme utiles pour les appareils administratifs si ceux qui les ont produits aux institutions d'enseignement développaient des stratégies pour les annoncer comme administrateurs idéaux.

---

54 Radkau (2012). Pour le Sud-Ouest allemand, Allmann (1988) et Grewe (2004).
55 Richter (2015). Pour le Sud-Ouest allemand, Konersmann (2005), (2011) et Grüne (2010).
56 Vogel (2013), (2015).
57 Deecke (2015).
58 Voir ibid., p.6.
59 Nipperdey (2012).

Nous avons, au chapitre 2.1, fait l'hypothèse que les enseignants des caméralistes se sont tournés vers le public pour communiquer sur les compétences de leurs nouveaux diplômés. Bien sûr, nous parlons du public des Lumières, des fonctionnaires et une petite classe de bourgeois à la fin de l'Ancien Régime. Il est probable que les réseaux des enseignants n'étaient pas limités au niveau local. Néanmoins, les destinataires les plus importants auxquels s'adressaient les futurs fonctionnaires caméralistes étaient des représentants des souverainetés et leurs administrations au Sud-Ouest allemand. Nous avons constaté une différence fondamentale : alors que les enseignants de la *Kameral-Hohe-Schule* au Palatinat-Électorale entraînaient leurs diplômés au discours public, une telle stratégie de s'adresser au public n'était pas en place dans le Wurtemberg. Les « *Bemerkungen* » et les « *Vorlesungen* »[60] qui contenaient des articles scientifiques des membres de la Société économique du Palatinat-Électorale (la *Physisch-Ökonomische und Bienengesellschaft*) depuis 1769 ne servaient pas seulement pour distribuer du savoir. Les membres de la Société les ont utilisées pour légitimer les diplômés de la *Kameral-Hohe-Schule* comme porteurs de ce savoir. Au début des activités de la Société économique du Palatinat-Électorale, les contenus des « *Bemerkungen* » s'adressaient aux agriculteurs pet leur suggéraient établir des nouvelles techniques. Mais à partir de 1772, les « *Bemerkungen* » évoquaient les fonctionnaires représentatifs de l'appareil administratif du Palatinat-Électoral qui soutenaient la Société économique comme *von Goltstein* ou *von Zedtwitz*[61]. Des membres de la Société comme Krämer et Born soulignent que ces membres honoraires seraient le plus utiles pour la Société parce qu'ils pourraient promulguer et mettre en œuvre des lois qui seraient fondées sur leur savoir. Ils critiquaient de plus les fonctionnaires locaux qui ignoreraient tout plan de réforme. À partir de 1774, avec la fondation de la *Kameral-Hohe-Schule*, les membres de la Société comme Gugenmus introduisaient l'Économe d'État comme fonctionnaire idéal[62]. Particulièrement les

[60] Voir les « Bemerkungen der kuhrpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft » et les « Vorlesungen der Churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft » (1769-1791).

[61] Voir Johann David Krämer (1772/1774), p. XXXIII et Johann Ludwig Born (1772/1774), p. 350, p. 352 et p. 353.

[62] Voir Stephan Gugenmus (1776/1779).

membres de la Société qui étaient au même temps des enseignants de la *Kameral-Hohe-Schule* comme Friedrich Casimir Medicus[63], Adolph Succow[64] et Johann Heinrich Jung-Stilling[65] soulignaient dans leurs essais que leurs étudiants seraient porteurs de leur savoir. Mais les stratégies étaient différentes dans le détail. En délégitimant l'expérience pratique, Medicus mettait l'accent sur les connaissances réflexives et théoriques de ces étudiants[66]. Mais il distinguait les compétences des diplômés de la *Kameral-Hohen-Schule* en plus des diplômés de droit en soulignant la capacité de ses diplômés de générer un développement économique. En addition, le cursus de la *Kameral-Hohe-Schule* établis par Succow et la réorganisation de ce cursus en 1784 par Medicus sont aussi légitimés dans les remarques, en soulignant que tous les aspects du savoir (les sciences de base comme la mathématique, la physique, la chimie ; les sciences camérales appliquées comme l'agriculture, la sylviculture ou les sciences de commerce et les sciences camérales exactes comme les finances, la Polizey et la législation économique de l'État) seraient indispensables pour les futurs fonctionnaires caméralistes[67]. D'après Wakefield, les cursus des futurs caméralistes n'étaient qu'une stratégie de marketing pour garder la proposition de vente unique de produire des futurs fonctionnaires caméralistes pour la *Kameral-Hohe-Schule*[68]. Mais il est probable que ces compétences étaient considérées comme utiles par l'appareil administratif. Les manuels scolaires des enseignants essayaient d'adapter les différents domaines du savoir de manière à ce qu'ils fussent utilisables pour les futurs caméralistes dans les appareils administratifs. En particulier, les manuels pour les sciences des secteurs économiques comme l'agriculture et la sylviculture de Jung-Stilling[69] ne s'adressaient pas seulement aux étudiants. Ils communiquaient en outre la fonction de ces diplômés pour la prospérité de l'État. Nous avons constaté que les professeurs des sciences des secteurs économiques qui suivaient Jung-Stilling en 1787, comme Gatterer,

63 Voir Friedrich Casimir Medicus (1773), (1780), (1784), (1785/86).

64 Voir Georg Adolph Succow (1776), (1784/85), (1790/1791).

65 Voir Johann Heinrich Jung-Stilling (1775), (1776), (1784/85) p. 3-40 et p.307-338, (1785/86) p. 3-42 et p. 229-284.

66 Voir Medicus (1785/86), notamment p. 297.

67 Voir Medicus (1784), notamment p. 4 et Jung-Stilling (1787), notamment p. 12 et p. 29.

68 Voir Wakefield (2009), p. 128.

69 Jung-Stilling (1779), (1781), (1783), (1785) et (1785).

utilisaient souvent ses manuels pour leurs cours. Mais ils ne représentaient plus l'économiste comme porteur du savoir[70]. En revanche, ils soulignaient le caractère réflexif et théorique de leur savoir. Les enseignants des sciences camérales exactes suivaient la même stratégie. Pendant que les diplômés des premières années de la *Kameral-Hohen-Schule* étaient légitimés plutôt par leur utilité, ils étaient légitimés après 1784 par leur savoir réflexif et théorique qui les distinguaient des praticiens non-diplômés.

Dans le chapitre 2.2, nous avons ensuite analysé les processus de négociation des caméralistes diplômés dans le Palatinat-Électoral. En plus du fait que Medicus expliquait la nouvelle structure du cursus de la *Kameral-Hohen-Schule* à partir de 1784 (Medicus expliquait également son choix de changer le nom au *Staatswirtschafts-Hohe-Schule*)[71] dans plusieurs lettres, deux exemples de la négociation entre Medicus et la *Hofkammer* sont particulièrement notables. Dans un *pro memoria* anonyme, l'auteur propose que la Société économique devrait de suite être composé de membres ayant une expérience pratique et être sur un pied d'égalité avec les membres de l'appareil administratif du Palatinat-Électorale[72]. Ce *pro memoria* a été envoyé à la *Hofkammer* qui l'a transmis à Medicus. Medicus a dû, pour sauvegarder sa propre stratégie de légitimité, présenter les propositions, comme totalement inutiles. Il montrait que cette proposition constituerait en fin de compte une menace pour la légitimité de l'appareil administratif lui-même, puisque les parties de de l'appareil seraient doublés par une institution qui exigerait exactement le même domaine de responsabilité[73]. Les caméralistes diplômés ont donc été légitimés par Medicus dans la perspective de pouvoir améliorer l'appareil administratif de l'intérieur, contrairement au plan proposé par le *pro memoria* anonyme, qui aurait institutionnalisé la critique permanente de l'extérieur. Le deuxième exemple est un avis d'expert de *la Hofkammer* de l'année 1797 dans lequel l'auteur juge le sens du cursus de la *Staatswirtschafts-Hohe-*

[70] Voir pour les cours : « Anzeige der Vorlesungen, welche im […] auf der Churpfälzischen Staatswirthschaft-Hohen-Schule in Heidelberg gehalten werden. Mannheim 1790-1802. »

[71] GLA 205/1115, Pro Memoria de Medicus, Heidelberg le 24 avril 1784. Voir aussi Wakefield (2009), p. 129. Voir un Pro Memoria pareille de Medicus GLA 205/1117, lettre no. 22, Heidelberg 27 décembre 1784.

[72] GLA 205/1114, Pro memoria sans date, anonyme (fol. 204).

[73] Ibid, lettre de Medicus à la *Hofkammer*, Heidelberg le 9. septembre 1785.

Schule pour l'administration d'État. L'expert du nom Hartmann y soutient l'estimation selon laquelle un *Kameralamt* ne devrait pas être transféré à un candidat sans un diplôme de la *Staatswirtschafts-Hohe-Schule*[74]. Au contraire, les enseignants de la *Philosophische Fakultät* de l'Université de Heidelberg délégitimaient le cursus conçu par Medicus en soulignant que sa conception n'était pas adaptée aux postes administratifs réels existants[75]. Ils ne remettent pas en question les sciences camérales en tant que tel, mais la forme concrète, donc la culture du savoir dans le Palatinat-Électoral.

Pour contraster ces processus de négociation dans le Palatinat-Électorale avec des processus à d'autres endroits, nous avons analysé dans le chapitre 2.3 les processus de négociation dans le Wurtemberg. La conviction qu'un État efficace et moderne devrait fonder une institution de formation des futurs fonctionnaires s'est traduite là sous la forme de la *Hohe-Karlsschule*. Conçue comme une école militaire en 1770, elle intégrait depuis 1773 des leçons pour les futurs caméralistes comme greffiers de bureau, les futurs garde-chasses et les futurs forestiers. À partir de 1782, la *Hohe-Karlsschule* avait le statut d'une université et il y avait aussi une *Fakultät für Ökonomie und Camerale.* Dans les dossiers de cette *Fakultät*, les évaluations des candidats aux chaires montrent que les candidats n'ont pas été jugé sur base de leurs connaissances réflexives et théoriques, mais sur base de leurs connaissances pratiques comme intendants ou dans un bureau caméral[76]. Les déclarations de l'enseignant Weisser qui voulait travailler comme administrateur montrent qu'il considérait le travail de bureau basé sur l'expérience pratique comme indispensable pour l'enseignement aux futurs caméralistes[77]. Selon lui, les connaissances théoriques n'étaient pas suffisantes pour l'enseignement. Cela suggère que la culture du savoir des caméralistes ayant étudié dans le Wurtemberg différait de celle des caméralistes du Palatinat-Électoral. Dans le Wurtemberg, la culture du savoir s'appuyait beaucoup plus sur

74 GLA 205/1110, Mannheim le 12. septembre 1797.

75 GLA 205/1112, La *Philosophische Fakultät* de l'Université de Heidelberg au rectorat, Heidelberg 11 octobre 1797.

76 HStAS A 272 Bü 129, plan de Gottfried Tobias Ritter, Stuttgart 5. janvier 1785, plan de Johann Gottlieb Breyer, Stuttgart 27. décembre 1784 et plan de Friedrich Föhr, Stuttgart 13. avril 1793.

77 Ibid., lettre de Johann Friedrich Christoph Weisser, Stuttgart 19. octobre 1792.

les expériences pratiques. C'est ce que montrent également les copies d'examen des étudiants. Ces travaux d'essai devraient servir à examiner les pratiques administratives possibles des futurs caméralistes. Les étudiants soulignent toujours dans leurs travaux les avantages que les mesures qu'ils proposaient auraient pour l'État. Après la fermeture de la *Hohe-Karlsschule* en 1794, Wurtemberg n'avait plus d'établissement d'enseignement pour la formation de futurs caméralistes. Le fait qu'une chaire de science caméralistes ait été créée à l'université de Tübingen en 1795 et une chaire pour la sylviculture en 1798 montre que ce type de diplômés était nécessaire du point de vue de l'appareil d'État. Les dossiers qui documentent les processus de négociation qui ont conduit à la création des deux chaires montrent que l'appareil administratif du Wurtemberg lui-même avait le plus grand intérêt à former ces nouveaux diplômés. La *Rentkammer* de Wurtemberg était convaincu que l'expérience pratique serait la caractéristique la plus importante du futur titulaire de la chaire pour les sciences camérales[78]. Les arguments pour et contre les candidats à la chaire pour les sciences ont prouvé que la *Rentkammer* s'en est rendu compte que les connaissances pratiques et l'expérience liée à la fonction d'un bureau ou d'administrateur d'un domaine agricole étaient un critère légitime pour l'attribution de la chaire. D'autre part, le savoir réflexif et théorique était seulement jugé comme utile s'il avait fait ses preuves dans l'enseignement. Les considérations concrètes de la *Rentkammer* concernant la création d'une chaire de sylviculture étaient une réaction à l'idée que l'appareil administratif avait un besoin particulier des gardes forestiers. La planification d'une chaire de sylviculture était une réaction à la perception d'une crise dans le secteur forestier : la peur du manque de bois était liée à la peur de la stagnation économique[79]. La *Rentkammer* identifiait la mauvaise administration comme étant la cause du manque de bois. Ainsi, elle avait également légitimé les diplômés de cette chaire, puisqu'elle avait formulé ses propres besoins dans le cadre de l'appareil administratif. Lors de la création de la chaire pour la sylviculture à l'université de

[78] HStAS A 280 8f, avis de la *Rentkammer* de Wurtemberg, Stuttgart 25. avril 1795 et 4 novembre 1797.

[79] HStAS A 280 8e, avis de la *Rentkammer* de Wurtemberg, Stuttgart 13. février 1798.

Tübingen, il était initialement prévu que la sylviculture et les sciences camérales seraient enseignées par le même professeur. La *Rentkammer* insistait sur le fait qu'un enseignant devait avoir de l'expertise dans la sylviculture. Mais Fulda expliquait qu'il n'avait pas ces expériences. C'est pour cette raison que la *Rentkammer* devait chercher un enseignant pour la sylviculture. Des caméralistes diplômés, considérés comme suffisants dans le Palatinat-Électoral, n'étaient pas suffisamment qualifiés du point de vue de la *Rentkammer* comme responsables forestier. L'appareil administratif du Wurtemberg essayait d'établir un enseignement pour les responsables forestiers qui répondait à ses propres besoins. Les conditions de l'université de Tübingen ont également été prises en compte dans le processus décisionnel, car l'enseignement en droit ou en sciences naturelles y existait déjà. Dans le Wurtemberg également, il y avait la conviction qu'un État efficace et moderne aurait besoin d'une institution de formation des futurs fonctionnaires qui ont étudiés les sciences camérales. Contrairement aux caméralistes du Palatinat-Électorale, les caméralistes et les responsables forestiers du Wurtemberg étaient caractérisés par le fait qu'ils avaient été développés par l'appareil administratif lui-même. Néanmoins, il faut constater qu'il avait un décalage entre l'objectif de l'appareil administratif du Wurtemberg d'intégrer les caméralistes diplômés et leur intégration réelle. Au contraire des caméralistes dans le Palatinat-Électorale, les caméralistes et les responsables forestiers diplômés de Wurtemberg n'ont pas été placés dans des postes où ils pouvaient agir économiquement. Légitimées en tant que praticiens, ils n'accèdent qu'à des postes officiels dans lesquels ils n'exercent que des activités comme simples greffiers ou forestiers.

Dans le chapitre 2.4, nous avons analysé les processus de négociation après la fin de l'Ancien Régime dans le Grand-Duché de Bade. Lors de la dissolution du Palatinat-Électoral en 1802, l'Université de Heidelberg devint la propriété du Grand-Duché de Bade. À l'occasion de ce changement, les relations entre l'Université de Heidelberg et la *Staatswirtschafts-Hohe-Schule* ont été réorganisées en l'intégrant à la *Philosophische Fakultät* comme section indépendante. Le nouveau nom de cette institution de formation des futurs caméralistes était la

Staatswirtschaftliche Sektion. Bien que cette institution se caractérât par la continuité du personnel d'enseignement (Succow, Semer et Gatterer), sa position envers l'université de Heidelberg devenait complètement différente. Nous avons émis l'hypothèse que cette réorganisation et les nouvelles conditions ont influencé les actions des enseignants et leurs stratégies pour légitimer leurs diplômés. Les dossiers de la *Sektion* contiennent des conflits entre leurs membres et d'autres parties de l'Université de Heidelberg. Ces conflits prouvent que les enseignants de la *Sektion* craignaient la perte de leur légitimité si des enseignants qui n'appartenaient pas à la *Sektion* offraient des cursus économiques. Lorsqu'un *Privatdozent* (ce qui correspond à peu près à un maître de conférence dans le système français) de la *Philosophische Fakultät* du nom de Zimmermann annonça une conférence sur les sciences camérales pour le semestre d'hiver 1806/07, la *Sektion* réagit en demandant d'arrêter la conférence[80]. Du point de vue des enseignants de la *Sektion*, le plan de Zimmermann pouvait affaiblir leur privilège de rendre disponible des diplômés avec du savoir caméral. Ils ont justifié leur privilège en affirmant que la *Philosophische Fakultät* devrait seulement transmettre l'éducation comme une fin en soi. Les enseignants de la *Sektion* supposaient qu'il y avait une contradiction logique entre la domaine scientifique de la *Philosophische Fakultät* et les tentatives de certains de leurs enseignants de communiquer du savoir caméral et donc utile. Le *Engerer Senat* de l'Université de Heidelberg jugeait cet argument comme absurde à cause du fait que les connaissances vraiment utiles ne pouvaient être acquises que dans la pratique administrative elle-même[81] - une conception qui a rendu les caméralistes diplômés obsolètes, puisqu'elle remettait complètement en question leurs savoirs scientifiques. Le fait que les enseignants de la *Sektion* ne pouvaient plus communiquer l'utilité de leurs diplômés est aussi démontré par leur refus constant d'intégrer dans leur enseignement des connaissances pratiques basées sur l'expérience. Lorsqu'un candidat du nom de Ludwig Haut s'offrit à la Sektion en 1813 avec une conférence sur l'agriculture, les membres de la *Sektion*, notamment

[80] UAH H-VI-190/1, procès-verbal (Heidelberg) 11 mai 1806.

[81] UAH H-VI-190/2, rapport du *Engerer Senat*, (Heidelberg) 11. juin 1812.

l'enseignant Heinrich Eschenmayer, le rejetèrent[82]. Les connaissances pratiques agricoles ou entrepreneuriales étaient des caractéristiques pour disqualifier le candidat Haut, car l'utilisation pratique du savoir seraient incompatible avec des exigences théoriques. Les membres de la *Sektion* refusaient toute forme de savoir pratique fondé sur l'expérience. En même temps, cependant, ils insistaient sur leur privilège à former des diplômés utiles pour l'appareil administratif. D'une part, les enseignants de la *Sektion* s'efforçaient de se distinguer de toute connaissance pratique fondée sur l'expérience et de souligner le caractère réflexif et théorique de leur savoir. D'autre part, cela signifiait qu'ils ne pouvaient plus se distinguer des enseignants de la *Philosophische Fakultät* et de la *Juristische Fakultät* en termes de contenu de leurs cours quand leurs enseignants envisageaient de donner des conférences en sciences camérales.

Sur la base de l'analyse de la première partie de la thèse, il ressort que la culture du savoir des diplômés économiques à la Fin de l'Ancien Régime dépendait des conditions locales. Le savoir attribué aux caméralistes diplômés résultait des processus de négociation entre les appareils administratifs et ceux qui enseignaient des futures fonctionnaires camérales. Le fait que dans les territoires du Sud-Ouest allemand, il y avait deux conceptions des porteurs du savoir des sciences camérales différents montre qu'il n'existait pas une culture du savoir unique des caméralistes diplômés à la fin de l'Ancien Régime. Bien que les territoires du Saint-Empire s'efforçaient à la fin de l'Ancien Régime de prendre des mesures de réforme pour moderniser l'administration et la gestion de l'économie, les mesures choisies différaient selon les régions. Les diplômés en études des sciences camérales ne fonctionnaient qu'en tant que possibilité parmi tant d'autres de réforme, et ce que l'on attendait d'eux a également fait l'objet de processus de négociation. Dans le Palatinat-Électoral, le caméraliste diplômé était conçu comme un contre-modèle des experts des Sociétés économiques et de leur savoir pratique. Bien qu'au début de la *Kameral-Hohen-Schule*, le caméraliste devrait être un porteur du savoir des membres de la *Physisch-Ökonomische und Bienengesellschaft* pour institutionnaliser des mesures de réforme dans l'appareil

[82] UAH H-VI-190/3, procès-verbal, (Heidelberg) 30. février 1813.

administratif, sa conception changeait : Les caméralistes diplômés devenaient des administrateurs idéaux dont les connaissances promettent une utilité immédiate sans spécification exactement dans quelles fonctions administratives ils devraient être appliquées Les caméralistes diplômés du Palatinat-Électoral ont été légitimés à la fois comme experts pratiques pour certains secteurs économiques et comme porteurs du savoir réflexif-théorique pour administrer l'économie de l'État en soi. Cette double fonction indique la raison pour laquelle ce modèle de la culture du savoir des caméralistes diplômés n'avait pas de succès : ils ont été présentés simultanément en tant que théoriciens et praticiens. En revanche, le modèle du caméraliste diplômé de la *Hohe-Karlsschule* du Wurtemberg, représentait plutôt l'idée d'un fonctionnaire pour des tâches très concrètes et pratiques dans l'appareil administratif. C'était l'appareil administratif du Wurtemberg lui-même qui exprimait ses propres besoins en caméralistes et forestiers diplômés et c'est pour cette raison que les membres des institutions d'enseignement des sciences camérales n'avaient pas besoin d'établir des stratégies pour légitimer leurs diplômés. Ils n'avaient qu'à s'assurer que les connaissances pratiques puissent leur être attribuées ainsi qu'à leurs étudiants. Mais cela a également conduit les caméralistes diplômés du Wurtemberg à occuper des postes dans l'appareil administratif où ils n'avaient pas des capacités d'actions pour établir des pratiques de l'économie politique. Au contraire, le modèle des caméralistes diplômés développé dans le Palatinat-Électoral ne pouvait plus être défendu après la fin de l'Ancien Régime. L'analyse des processus de négociation autour de la *Staatswirtschaftliche Sektion* de l'Université de Heidelberg a montré que la culture du savoir de ce modèle spécifique des caméralistes qui seraient à la fois théoriciens et praticiens ne pouvait plus être maintenue.

La deuxième partie de notre thèse utilisait le mot « pratique » comme fil directeur. Nous avons analysé les pratiques administratives des caméralistes diplômés à partir d'études de cas. Notre analyse reposait sur l'hypothèse que les pratiques des caméralistes diplômés se reposaient sur leur culture du savoir. Il était donc possible d'identifier des pratiques spécifiques pour ce groupe d'acteurs, indépendamment des études de cas. Dans ces pratiques administratives, c'est-à-

dire dans leurs actions, décisions ou propositions ayant pour objet de faire évoluer les conditions économiques, leur culture du savoir réelle (et non idéale, comme dans le premier chapitre), était mise en œuvre.

Autour de l'installation d'une chaire pour la sylviculture à l'Université de Tübingen en 1798, nous avons déjà mentionné que les acteurs administratifs avaient identifié un besoin de forestiers diplômés à la fin de l'Ancien Régime parce que, de leur point de vue, il y avait une pénurie de bois. Nous avons émis au chapitre 3.1 l'hypothèse que les caméralistes diplômés comme forestiers devaient servir à garantir la rationalisation de la sylviculture au niveau local. Le processus de rationalisation de la sylviculture était permis tout d'abord par le fait que nombre de forêts étaient des domaines des *Hofkammern,* donc propriétés étatiques. À la fin de l'Ancien Régime, les activités de régulation souveraine ont de plus en plus visé à rationaliser la culture des forêts. Dans le cas du Palatinat-Électoral, la foresterie était du ressort de la *Hofkammer* depuis 1767 dont elle avait été formée une subdivision en 1787, la *Hofforstkammer*[83]. En 1783, il a été décrété que les forêts du Palatinat-Électorale devaient être arpentées et des plans de coupe de la forêt ont été élaborés, ce qui devait éviter aux autorités administratives centrales d'avoir à visiter elles-mêmes la forêt.[84] C'est dans ces développements administratifs qu'il faut contextualiser le rôle des caméralistes diplômés comme sylviculteurs. Quant aux activités des membres de la *Physisch-Ökonomische und Bienengesellschaft*, les membres de la Société ne se s'occupaient pas de foresterie avant la fondation de la *Kameral-Hohe-Schule* en 1774. En 1769, Friedrich Casimir Medicus avait décrit les forêts du Palatinat-Électoral comme un facteur perturbateur de la croissance économique et démographique, les zones forestières étant un obstacle à l'agriculture[85]. La sylviculture est devenue importante pour les enseignants de la *Kameral-Hohe-Schule* parce que l'appareil administratif avait besoin des responsables forestiers pour ses objectifs de rationalisation.

---

83 Voir Mußgnug (1999) p. 14 et p. 15 et Gigl (1999), p. 26.

84 Voir Allmann (1988), p. 190 et 193.

85 Voir Medicus (1769), p. 45 et p. 46.

Comme première étude de cas, nous avons analysé les pratiques administratives du maître forestier Konrad Theodor Rettig, dont le fils Franz Daniel Rettig s'était inscrit à la Kameral-Hohe-Schule en 1782[86]. Alors que Konrad Theodor Rettig était maître forestier pour les *Oberämter* Lautern et Lauterecken jusqu'en 1792, son fils Franz Daniel a pris cette position dès 1792[87]. Les activités de Konrad Theodor Rettig relatives à l'entretien des forêts camérales à partir de 1787[88] étaient fondées sur des pratiques d'écriture centrées sur la cartographie des forêts et sur la mise en place des plans de coupe de la *Hofforstkammer*. Sur la base de la description des forêts, Rettig déclarait prendre le *Oberholz* de cette forêt, c'est-à-dire avant tout des pins à haute croissance. Cela correspond tout à fait à la perspective caméraliste de la sylviculture, qui avait déclaré le *Oberholz* comme les bois les plus importants[89]. Rettig communiquait à la *Hofforstkammer* une sylviculture durable dans le sens que les forêts camérales qu'il administrait pourraient encore être utilisés pendant plus de 20 ans. Il se mettait en scène comme un fonctionnaire forestier qui était durable au sens des sciences camérales et donc rationnel. Rettig proposait également de reboiser les districts du champ de culture de Siegelbach et de séparer les champs uniformément utilisés par des fossés. Rettig s'est mis en scène par ces pratiques comme un fonctionnaire se consacrant à mettre en œuvre une des exigences des Sociétés économiques en matière de la séparation fonctionnelle des zones ressources différentes selon des critères économiques. Le fait que les tables forestières ne déterminaient pas les pratiques administratives de Rettig, mais que ces nouvelles pratiques d'écrire étaient nécessaires pour lui pour mener ses actions d'une manière significative est démontré par le fait que Rettig soulignait qu'il ne pouvait établir ses pratiques de manière significative que là où des informations cartographiques exactes étaient disponibles[90]. L'étude de cas de l'acteur Konrad Theodor Rettig a montré que dans le secteur économique de la sylviculture, les pères des caméralistes diplômés avaient déjà aligné leurs pratiques sur l'idéal des sciences camérales. Konrad

86 Voir Poller (1979), p. 238-240.

87 Ibid.

88 LAS A2 283. Voir également Allmann (1989), p. 204-205, qui considérait le traitement des forêts de Konrad Theodor Rettig comme exclusivement axées sur le profit de la *Hofkammer*.

89 Voir Radkau (2012), p. 160f.

90 Voir LAS A2 295 UNr. 1-5.

Theodor Rettig s'est mis en scène en tant que forestier responsable, suivant l'idéal d'une sylviculture complètement rationalisée. Le fils Franz Daniel Rettig devenait chargé de l'aménagement des forêts du Département du Mont-Tonnerre. Dans ses descriptions des droits de l'utilisation des bois et de l'économie forestier[91], il soutenait explicitement la perspective de l'appareil administratif en déclarant les droits d'utilisation privées comme illégitimes. Comme c'était le cas chez son père, les pratiques de Franz Daniel Rettig résultaient des sciences camérales, mais elles fonctionnaient également dans le nouvel ordre politique de la nation française.

Du point de vue de l'appareil administratif, les pratiques des caméralistes diplômés comme forestiers étaient utiles s'ils parvenaient à générer le plus grand revenu financier possible à partir du bois qu'ils extrayaient. Vendre le bois aux enchères était la solution considérée comme la plus profitable du point de vue de l'administration. Les auteurs des publications camérales, cependant, rejetaient la formation de prix libres pour le bois parce qu'ils pensaient que la hausse des prix du bois compromettrait fortement la capacité d'exportation de l'industrie et des mines[92]. Sur ce problème des ventes aux enchères de bois, nous avons analysé les pratiques de Viktor Jägerschmid qui avait étudié à la *Staatswirtschafts-Hohe-Schule* à partir de 1794/95 et qui était devenu ensuite administrateur et maitre forestier à la ville de Gernsbach[93]. A partir de 1806, il organisa diverses ventes aux enchères de bois que la ville de Gernsbach souhaitait réaliser avec le bois de sa forêt communale[94]. Jägerschmid indiquait à l'administration de l'*Oberforstamt* Eberstein quels prix la ville de Gernsbach avait négocié, car les prix négociés devaient correspondre à la valeur des arbres abattus. Jägerschmid évaluait ainsi la rentabilité du processus de vente. Ses déclarations montrent qu'il ne connaissait pas seulement le nombre d'arbres qui étaient aptes à être abattus, ses descriptions indiquant qu'il savait aussi juger de la qualité des arbres. Jägerschmid répondait ainsi tacitement aux attentes de l'*Oberforstamt*. Jägerschmid estimait que la vente était justifiée du point de vue forestier si le prix obtenu était

91 Voir LAS G12 25 UNr. 2
92 Voir Sieferle (1982), p. 196.
93 Voir Poller (1979), p. 164.
94 Voir GLA 263/270 et GLA 144/224

relativement élevé par rapport à la qualité du bois. Bien que les prix du bois aient été librement négociés entre les représentants de la ville de Gernsbach et les parties privées intéressées, l'appareil administratif n'avait pas confiance dans le contenu informatif des prix, car Jägerschmid a dû intervenir et participer à la négociation des prix. Le savoir de Jägerschmid était nécessaire parce qu'il était en mesure d'évaluer la qualité des arbres et, sur cette base, d'évaluer le prix de vente. Du point de vue des acteurs administratifs, il était rationnel de faire vérifier les prix par un fonctionnaire local avec de l'expertise dans le domaine, ce qui explique pourquoi Jägerschmid remplissait une fonction importante du point de vue de l'*Oberforstamt*. Dans une autre situation, Jägerschmid faisait remarquer que la vente de bois ne pouvait pas être recommandée du point de vue d'un sylviculteur, car les arbres poussaient encore. Cependant, il fallait quand même abattre ces arbres, car la ville de Gernsbach avait besoin de revenus à court terme pour pouvoir payer ses contributions à la guerre. Jägerschmid argumentait à ce moment-là aussi dans le sens d'une rationalité forestière qui, comme il l'admettait lui-même dans son argumentation, devait être mise de côté en raison de la situation politique. Cela montre que Jägerschmid, en tant que fonctionnaire forestier, essayait d'évaluer différentes rationalités. Dans son argumentation, il attribuait les différentes essences de bois ainsi que les composants des troncs à l'utilisation la plus économique possible, ce qui montre à son tour qu'il a rendu ses connaissances forestières utilisables et qu'il a ainsi permis de garantir les meilleurs revenus possibles. Selon Jägerschmid, les revenus les plus élevés pourraient être obtenus en offrant l'écorce de bois aux tanneurs et en vendant le bois, c'est-à-dire les branches des blocs, comme bois de chauffage. Avec ces propositions, Jägerschmid avait mis en scène sa pensée rationnelle. Il a pu expliquer de manière convaincante pourquoi la procédure qu'il a proposée était la meilleure solution possible tant pour la ville de Gernsbach que pour l'*Oberforstamt* Eberstein dans la situation concrète, du point de vue d'un sylviculteur qui intégre la situation politique dans ses décisions. La manière dont Jägerschmid a fait réaliser concrètement les ventes aux enchères des bois prouve qu'il s'est mis en scène par ses actions comme forestier caméraliste qui essayait de prendre en compte à la

fois les intérêts de l'appareil administratif (le *Oberforstamt*) et les intérêts des groupes locaux (la ville de *Gernsbach*).

Les caméralistes qui ont fait carrière dans le secteur de la sylviculture mettaient en œuvre des pratiques qui prouvent qu'ils voulaient appliquer au niveau local une sylviculture selon des principes des sciences camérales. Tous les acteurs dont nous avons analysé les pratiques ont concentré leurs activités forestières sur la rentabilité de leurs pratiques. En travaillant sur la base cartographique et selon des plans de rentabilité, ils ont pu allier leurs connaissances locales aux exigences du souverain. Ils utilisaient aussi cette position intermédiaire dans les ventes aux enchères. Comme la plupart des forêts appartenaient à l'État (et ce y compris après la fin de l'Ancien Régime) les caméralistes diplômés ont pu répondre facilement aux attentes des appareils administratifs dans ce secteur économique.

Dans le chapitre 3.2 de la thèse, nous avons analysé les pratiques dans le secteur de l'agriculteur. La diffusion des connaissances des sciences camérales dans le Sud-Ouest allemand était liée avec les activités des Lumières économiques, notamment dans Palatinat-Électorale du fait de la continuité institutionelle entre la *Physisch-Ökonomische und Bienengesellschaft* et la *Kameral-Hohe-Schule*. Cela suggère que les appareils administratifs qui voulaient se réformer et se moderniser pensaient que les caméralistes diplômés pouvaient mettre en œuvre des innovations agricoles qui avaient été proposées par les membres de la Société économique. Nous avons supposé que, malgré ces conditions préalables, nos acteurs n'étaient pas des innovateurs agricoles, mais que leurs pratiques ont contribué à un processus qui a transformé l'ordre politique et social autour de la fin de la constitution agraire (« *Agrarverfassung* »). Selon la perspective de leurs enseignants, les diplômés ne devaient pas agir eux-mêmes au sens pré-moderne comme économes, c'est-à-dire comme agriculteurs. En tant qu'acteurs étatiques, les caméralistes devaient assumer une fonction de médiation et de prescripteur en promouvant de nouvelles techniques agricoles ou en assurant la mise en œuvre des lois agraires en tant que fonctionnaires locaux. Les appareils administratifs, qui dans le secteur économique de la sylviculture possédaient directement les forêts,

ne pouvaient intervenir qu'indirectement dans l'agriculture par des décrets et règlements. Ils intervenaient de plus en plus par décrets et ordonnances, remettant ainsi en cause les normes juridiques traditionnelles de l'agriculture et donc les pratiques agricoles établies[95]. À ce stade, les caméralistes diplômés pouvaient devenir utiles du point de vue des appareils administratifs. Ils avaient besoin de fonctionnaires qui connaissaient la législation agricole et qui pouvaient faire appliquer leurs objectifs, manifestés dans les décrets et les ordonnances.

Nous avons, comme étude de cas, analysé les pratiques d'un père d'un caméraliste diplômé. Johann Philipp Sedelmeyer fut administrateur des gradients (« *Gefällverwalter* ») à Hohenecken (près de Kaiserslautern) jusqu'en 1790, avant que son fils Daniel Sedelmeyer, qui s'était inscrit à la *Kameral-Hohe-Schule* en 1781, assume cette fonction[96]. Nous avons analysé un conflit autour du statut héréditaire d'un moulin qui était propriété de la *Hofkammer* du Palatinat-Électoral, mais qui se trouvait sur le territoire du comté de *von Sickingen*[97]. Toutefois, ce moulin et son champ associé était à la disposition des sujets du Palatinat-Électoral qui l'utilisaient pour l'agriculture. Quand les sujets s'étaient vus refuser l'accès à la zone par les fonctionnaires du territoire de *von Sickingen*, Sedelmeyer prouvait par ses actions administratives qu'il pouvait être utile parce qu'il essayait de garantir les droits d'accès des sujets du Palatinat-Électoral. Sedelmeyer n'utilisait pas d'arguments économique, mais il faisait référence aux droits traditionnels. Afin de légitimer l'appareil administratif du Palatinat-Électoral et d'assurer l'utilisation agricole de ce terrain pour ses propres sujets, Sedelmeyer argumentait sur la base de sa connaissance des droits locaux d'utilisation agricole. Même si Johann Philipp Sedelmeyer lui-même n'avait pas étudié à l'école Kameral-Hohen-Schule, ses actions administratives prouvent qu'il pouvait s'appuyer sur sa connaissance des normes juridiques locales. Il était soucieux de prendre en considération à la fois les intérêts du souverain et ceux de ses sujets. Mais il n'avait pas mis en scène une rationalité économique.

---

95 Voir Lütge (1967), p. 301.

96 Voir Poller (1979), p. 269f.

97 Voir LAS A2 1181 UNr. 6, notamment fol. 234, 270 et 282.

Le prochain acteur dont nous avons analysé des pratiques administratives étaient Nikolas Stengel, qui s'était inscrit à la Kameral-Hohe-Schule en 1783 et qui, après ses études, devint *Gefällverwalter*, *Schultheiß* et maire de la ville de Wiesloch[98]. Dans l'exercice de ses fonctions, Stengel s'est retrouvé dans une situation conflictuelle concernant les exploitations ovines. La mise à disposition de pâturages pour l'élevage de moutons était une demande déjà formulée par les membres des Sociétés économiques. Les agriculteurs exigeaient que les pâturages communs soient abolis, afin qu'ils puissent être intégrés dans l'économie commercialisée de l'agriculture et pour promouvoir l'agriculture individuelle et privée[99]. Pour l'élevage de moutons en particulier, il existe également un exemple d'un enseignant de la Staatswirtschafts-Hohe-Schule qui s'occupait de ce sujet : Ludwig Wallrad Medicus, fils de Friedrich Casimir Medicus avait souligné dans une publication de 1802 que l'élevage de moutons sur les terres arables étaient désavantageux pour l'agriculture[100]. D'après Medicus, le fait que l'élevage de moutons n'existait qu'en situation de monopole constituait également un problème. L'élevage ovin n'était pas considéré comme un problème en soi, mais sa conception comme partie de la constitution agraire était vue comme nuisible. C'est dans ce contexte que l'on peut classer le conflit dans la ville de Wiesloch. Ceux qui détenaient le monopole de l'élevage ovin, avaient signalé à plusieurs reprises au conseil municipal depuis 1791 qu'ils n'étaient plus en mesure, en raison de leur situation économique, de payer l'argent dû pour l'utilisation des pâturages, ce que Stengel refusait. Comme les bergers n'étaient plus en mesure de payer l'argent et comme le nombre des moutons avait diminué, les citoyens de Wiesloch commençait à se demander pourquoi l'élevage ovin était toujours maintenu en tant qu'institution. C'est pourquoi, en 1801, la Commission d'État du Rhin-Palatinat reçut une plainte d'un certain Carl Theodor Schluhs, qui demandait l'abolition des élevages ovins et qui soulignait qu'il avait une majorité de la ville de Wiesloch derrière lui pour cette demande. Là encore, l'aversion des paysans à l'égard des élevages de moutons devient évidente, ce à quoi Ludwig Wallrad

98 Voir Poller (1979), p. 283 et p. 284.
99 Voir Grüne (2011), p. 135f.
100 Voir Ludwig Wallrad Medicus (1802), notamment p. 10 et p. 12.

Medicus avait également fait allusion. Apparemment, les troupeaux de moutons dans les champs avaient causé des dégâts et donc réduit les rendements des propriétaires de la ville de Wiesloch. Toutefois, Stengel niait que cela ait causé des dommages suffisamment importants pour justifier l'abolition de l'élevage ovin [101]. Stengel expliquait que le nombre d'ovins avait en effet été réduit à un point tel que les élevages d'ovins auraient pu être abandonnés. Cependant, il exprimait l'opinion que les demandes qui avaient été faites contre le maintien des élevages de moutons avaient été dirigées contre l'abus, mais pas contre l'utilisation légitime des élevages de moutons. Stengel justifiait le maintien des bergers, option qu'il privilégiait, par le fait qu'ils ne pourraient causer aucun dommage économique s'ils étaient utilisés correctement. Au départ de son argumentation, Stengel ne légitimait pas l'élevage ovin en se référant à certains savoirs économiques, mais à l'exemple concret d'un éleveur de bœufs urbains dont le cheptel avait augmenté malgré l'existence des élevages ovin. La référence explicite de Stengel au fait que le pâturage de moutons serait d'une grande importance par rapport aux activités locales montre qu'il a essayé d'intégrer les conditions économiques concrètes sur le terrain dans sa stratégie de légitimation. Dans la suite de son argumentation, Stengel n'a plus utilisé l'argumentation inductive orientée vers l'observation des conditions économiques concrètes, mais a formulé des principes économiques. Dans son premier argument, Stengel se fondait sur le fait que l'élevage était nécessaire pour fertiliser les champs, mentionnant également que l'élevage ovin était la culture la plus fertilisante par rapport à la superficie ou à la quantité limitée de fourrage. Stengel déclarait également que le sol serait compacté par le pâturage des moutons et donc rendu plus fertile. Il faisait valoir que s'il y avait moins d'ovins, la viande et la laine se raréfieraient et deviendraient plus chères pour les agriculteurs, qui seraient désavantagés et agiraient donc à leur propre désavantage économique s'ils s'engageaient à supprimer l'élevage ovin. Stengel utilisait ainsi sa connaissance des mécanismes économiques de l'offre, de la demande et de la formation des prix pour présenter la demande des propriétaires et des agriculteurs de la ville de Wiesloch d'abolir les fermes ovines comme

[101] GLA 190/384. Voir particulièrement la lettre de Stengel à la *rheinpfälzische Landeskommission*, Wiesloch 12. Février 1802.

économiquement irrationnelle. Stengel ne manque pas non plus de souligner que la menace d'abolition de l'élevage ovin concernait aussi l'État. Il utilise comme argument la perte de revenus redoutée pour l'État, en tenant compte non seulement de la perte potentielle de recettes fiscales, mais aussi de la réduction redoutée du volume des échanges commerciaux. Le *Hofratskollegium* du Rhin-Palatinat suivit l'argumentation de Stengel. Cinq ans plus tard, dans une lettre adressée au *Hofratskollegium*, les habitants de Wiesloch demandaient à nouveau la dissolution définitive des exploitations ovines en soulignant qu'il faisait partie du savoir de la Staatwirtschaft que les élevages ovins étaient nuisibles pour l'agriculture[102]. Les citoyens de Wiesloch écrivaient que la culture du tabac florissante était surtout avantageuse pour les revenus du pouvoir. Ils se servaient donc aussi de l'argument de l'utilité pour l'État. Stengel, à ce moment, avait également reconnu que l'agriculture à trois champs (« Dreifelderwirtschaft ») constituait un élément dépassé de la constitution agricole et que l'élevage ovin en jachère n'était plus une pratique à soutenir. Les habitants de Wiesloch s'étaient opposés à l'acteur Stengel, qui légitimait ses intentions en soulignant d'être rational et économique, mais qui n'était pas en accord avec les pratiques agraires au niveau local.

Le caméraliste diplômé que nous avons choisi comme sujet pour étude de cas suivante est Philipp von Hertling, qui avait commencé ses études à la Staatswirtschafts-Hohe-Schule en 1789/90 et qui, après ses études était devenu *Gefällverwalter* pour l'Oberamt de Ladenburg en 1793[103]. Ses pratiques administratives à partir de 1793 ont pu être reconstituées à partir des dossiers de la *Gefällverwaltung*[104]. Hertling a mis aux enchères les impôts que les sujets devaient payer aux souverains du pays en nature. Il devait évaluer dans quelle mesure l'offre concrète d'un participant au marché était économique. Le fait que Hertling ait dû tenir compte des ressources naturelles restantes montre une fois de plus que les marchés de l'agriculture s'étaient commercialisés, mais qu'ils étaient encore limités par leur caractère de subsistance. Hertling a tenu compte de

102 Voir ibid, lettre des citoyens de Wiesloch, Mannheim 17. Octobre 1806.
103 Voir Poller (1979), p. 154.
104 GLA 156/106 pour tous les procès-verbaux sous l'organisation de Hertling de 1795 à 1804

l'évolution générale des prix afin de pouvoir évaluer un prix de négociation. Pour cela, il avait besoin d'une connaissance du marché local, ce qu'il avait évidemment, parce qu'il avait souligné dans plusieurs ventes aux enchères qu'un prix plus élevé et donc des revenus souverains plus élevés pourraient être atteints. Dans un autre cas, Hertling a conclu de l'offre croissante qu'il fallait s'attendre à une nouvelle baisse des prix, c'est pourquoi il a recommandé une vente rapide. Cela montre qu'en tant qu'acteur étatique, ce dernier a tenté de s'adapter aux exigences d'une agriculture commercialisée, démontrant sa connaissance des mécanismes de prix en relation avec l'offre et la demande. Toutefois, la *Hofkamme*r formulait des attentes en matière d'action. Les prix devaient être basés non seulement sur l'évolution des prix que Hertling avait supposée, mais bien plus sur les prix fixes du marché dans les deux capitales du Palatinat-Électorale, Mannheim et Heidelberg. Cela signifie que Hertling devrait inclure les prix du marché publiés dans les *Mannheimer Intelligenzblätter*, ce qu'il a adopté comme pratique dans la suite. Ceux-ci n'ont pas été rédigées par des acteurs étatiques, mais leur contenu informatif, comme le montre ici l'exemple des prix du marché, a été de plus en plus reconnu et utilisé par l'administration[105]. Hertling a mis en scène son savoir sur des mécanismes de prix ainsi que de l'économie agricole locale. En transformant ce savoir en pratiques, il s'était présenté comme un caméraliste utile l'État. Toutefois, Hertling avait mis en œuvre les spécifications pratiques de l'administration centrale en matière de fixation des prix, car la *Hofkammer* était soucieuse d'établir des mécanismes de marché supra-locales dans l'agriculture et, en même temps, de prévenir une éventuelle chute des prix et donc des pertes financières.

Comme dernière étude de cas pour l'agriculture, nous avons choisi Georg Philipp Christian Wilhelm Koester, dont les trois fils avaient étudié à la Staatswirtschafts-Hohe-Schule[106]. L'administration départementale de Mont-Tonnerre avait donné aux citoyens la possibilité de faire leurs propres propositions pour améliorer la législation agricole et l'état de l'agriculture. Les citoyens

105 Voir Riedl (2014), p. 44.
106 Voir Poller (1979), p. 176-179.

devaient donc faire des propositions que les acteurs étatiques, en tant que législateurs, pourraient potentiellement mettre en œuvre directement. Koester déposa auprès de l'administration départementale du Mont-Tonnerre une proposition de création d'un institut agricole[107]. Dans son plan, Koester souligne que le secteur agricole doit être le secteur économique le plus important du point de vue de l'État et que l'appareil administratif doit veiller à ce que les citoyens aient les connaissances nécessaires pour devenir eux-mêmes actifs dans l'agriculture. Il souligne dans cette proposition les études économiques de ses fils, puisqu'il pouvait montrer qu'il avait lui-même traité avec le savoir des sciences camérales. Koester ne décrivait pas l'agriculture comme la seule source de produit net comme dans les conceptions physiocratiques. Il mettait plutôt l'accent sur les richesses que le secteur agricole génère. De cette façon, les connaissances qu'il présentaient étaient cohérentes avec les manuels agricoles des enseignants de la Kameral-Hohe-Schule. Koester s'était en plus penché sur la question de la densité de la population, abordant ainsi un sujet qui était abordé à la fin de l'Ancien Régime par des professeurs universitaires de statistique et de géographie. Le discours sur la densité de population n'est devenu possible que grâce aux enregistrements cartographiques et démographiques[108]. Koester a lié la densité de population à l'agriculture en expliquant que dans les régions densément peuplées comme le département du Mont-Tonnerre, il était impératif d'augmenter les rendements agricoles, sinon la densité de population optimale serait dépassée et il y aurait nécessairement des pénuries alimentaires. De plus, Koester se présentait comme un innovateur qui avait personnellement mis en œuvre à Friedelsheim (sa ville natale) les techniques agricoles propagées par les Lumières économiques. Pour la création d'un institut agricole, Koester proposait un cursus qui différait de la formation des caméralistes diplômés en ce qu'il n'était pas destiné à former des fonctionnaires administratifs mais des entrepreneurs agricoles et commerciaux privés. Selon le cursus, l'augmentation du rendement agricole et donc de la prospérité économique résulterait du fait que les citoyens eux-mêmes géreraient

[107] Voir LAS G6 341, plan de Georg Philipp Christian Wilhelm Koester, Friedelsheim, 8. Floréal [environ an 8].

[108] Voir Fieseler (2013), p. 119.

l'agriculture à des fins commerciales, ce qui serait dans l'intérêt du département et de l'État français dans son ensemble. Ce Plan de Koesters peut donc aussi servir d'étude de cas pour une proposition d'action qui illustre le changement général de l'agriculture dans la transition vers le XIXe siècle. Ainsi, le plan de Koester représente aussi, du point de vue de l'ordre économique étatique, la transition vers les concepts économiquement libéraux du début du XIXe siècle[109]. Les caméralistes diplômés que nous avons étudiés n'ont pas mis en œuvre de nouvelles méthodes agricoles, mais ont participé à la dissolution de la constitution agricole et à la transition de l'économie de subsistance pré-moderne vers l'économie de marché moderne. Ils ont légitimé leurs pratiques administratives à la fois par leur savoir concret des conditions économiques locales et par leur connaissance réflexive des principes du caméralisme.

Comme troisième secteur économique dans lequel les caméralistes diplômés mettaient en œuvre des pratiques administratives, nous avons analysé l'exploitation minière (chapitre 3.3). Nous avons fait l'hypothèse que dans l'exploitation minière, les caméralistes diplômés étaient les plus susceptibles d'établir des pratiques administratives, puisque cette industrie était particulièrement étroitement imbriquée dans l'appareil administratif. Mais nous soupçonnions que, bien que dans l'exploitation minière, leur savoir aient dû être particulièrement bien applicables, les caméralistes diplômés n'ont pas prévalu dans l'industrie minière leur savoir spécial. Cela s'explique par le fait qu'il existait déjà des académies spéciales pour l'exploitation minière, qui n'avait cependant pas été créée dans le Sud-Ouest allemand, mais dans les territoires au milieu du Saint-Empire comme dans la Saxe, où l'exploitation minière était beaucoup plus importante en raison des conditions géographiques. Dans ces académies minières, seuls les futurs experts miniers basés sur la conception des sciences camérales devaient être formés[110]. Quant à la *Kameral-Hohe-Schule*, l'enseignant Georg Adolph Succow ajouta dans son manuel de minéralogie de 1790 que les sciences minières avaient tellement progressé que la transmission des connaissances

[109] Voir Deecke (2015), p. 613.
[110] Voir Vogel (2013), p. 14.

correspondantes ne pouvait plus être envisagée dans le cadre des études des sciences camérales[111]. Apparemment, la production du savoir dans ce secteur économique était jugée trop spécialisée par Succow. De plus, l'exploitation minière dans le sud-ouest de l'Allemagne n'était tout simplement pas assez pertinente pour conduire à une production séparée du savoir.

Nous avons choisi comme étude de cas Johann Daniel Weber, l'un des premiers étudiants de la Kameral-Hohen-Schule, qui s'était inscrit en 1774 et qui devint inspecteur des mines de mercure à Wolfstein (à l'Oberamt Lautern) en 1780[112]. En tant qu'inspecteur des mines, Weber devait ainsi contribuer à faire valoir les intérêts de l'administration centrale, plus précisément de la *Bergwerkskommission* du Palatinat-Électoral. Weber soulignait dans ses rapports que ses actes n'avaient causé aucun préjudice financier, étant donné que les minerais n'avaient été extraits que dans un trimestre autre que celui au cours duquel ils étaient facturés[113]. Par ses remarques, Weber a cherché à s'assurer que ses actions répondaient aux attentes de l'appareil administratif pour une approche rationnelle et compréhensible, préservant ainsi sa légitimité. Cela a permis à Weber de se mettre en scène en tant qu'expert minier et de prouver son utilité pour l'État, car ses actions promettaient précision et traçabilité. Weber soulignait en plus qu'il avait décidé de continuer à creuser dans la mine. Il a donc implicitement indiqué qu'il connaissait les conditions minières locales, puisqu'il a entrepris une évaluation autonome pour déterminer si l'exploitation minière en valait la peine en termes concrets ou non. Il faisait référence à son évaluation des conditions minières sur le site et a étayé ses pratiques rétrospectives par sa connaissance minéralogique des divers types de minerai. Toutefois, Weber écrivait que ses pratiques étaient d'accord avec celles du *Bergmeister* Ludolph, qui représentait l'expérience pratique. Malgré son attribution en tant qu'expert minier, Weber a jugé nécessaire, dans le cadre de ses activités d'administrateur

111 Voir Succow (1790), p. 2.

112 Voir Poller (1979), p. 308-310.

113 LAS A2 518 UNr. 4, notamment le lettre de Weber, Wolfstein 27. septembre 1780 et Wolfstein, 17. juin 1781.

minier, d'utiliser l'expérience pratique des mineurs sous son autorité comme légitimation pour ses propres projets.

Du point de vue des pratiques comme administrateurs miniers, nous avons conclus que les caméralistes diplômés du Sud-Ouest allemand n'étaient pas utiles pour l'État dans cette fonction, bien que Weber ait certainement été un acteur qui a essayé d'appliquer ce modèle. Son savoir de l'exploitation minière n'a pas prévalu sur l'expérience pratique des mineurs sur place, de sorte que l'appareil administratif n'avait pas confiance en les experts miniers potentiels. Cependant, ses pratiques administratives prouvent au moins qu'il a essayé d'assumer le rôle qu'il était destiné à jouer à l'interface entre le système administratif et les mineurs locaux. Weber a cherché à accroître sa légitimité en faisant implicitement référence à ses connaissances minières provenant des sciences camérales comme base pour ses décisions opérationnelles dans les mines. Cependant, il a explicitement légitimé ses actions par le fait que ses décisions coïncidaient avec les évaluations du *Bergmeiste*r Ludolph, qui à son tour représentait une expérience pratique. En renforçant cette expérience pratique, il a affaibli sa propre légitimité et, en tant qu'acteur, n'a pas changé le fait que cette expérience pratique restait décisive dans la pratique minière de la mine dont il était responsable.

Le chapitre 3.4 s'est focalisé les pratiques statistiques. Pour vérifier si les caméralistes diplômés avaient appliqué des pratiques qui ont concerné toute l'économie du territoire, nous avons analysé les liens entre les pratiques statistiques de l'administration au Sud-Ouest-allemand et le savoir statistique universitaire des enseignants des futurs caméralistes. Comme Lars Behrisch l'a montré, les statistiques ont été établies comme pratiques administratives à la fin de l'Ancien Régime au niveau des États territoriaux, d'abord pour des raisons fiscales, avant qu'on utilisait les chiffres dans les discours politiques et économiques[114]. L'accumulation de savoir sur la situation économique dans le Palatinat-Électoral a déjà eu lieu avant que les appareils administratifs n'occupent. Les membres de l'Académie des Sciences du Palatinat-Électoral (*Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften*) ont testé les pratiques d'accumulation de savoir

[114] Voir Behrisch (2016), p. 312.

empiriques avec lequel ils voulaient faire des déclarations sur l'état économique. En 1776, cette académie a conçu un questionnaire *physico-économique* à cet effet[115]. Les quatorze questions de ce questionnaire montrent quels aspects de l'état économique du Palatinat électoral ont été considérés comme intéressants par les membres de l'Académie. Ils témoignent d'un échange communicatif entre les acteurs savants et les acteurs administratifs, qui devaient répondre aux questions dans leurs bureaux. Les questions elles-mêmes ont montré que l'Académie du Palatinat-Électoral avait rassemblé la description des conditions physico-économiques non seulement dans le but d'acquérir de simples informations, mais aussi pour obtenir des arguments qui pourraient servir de base à des demandes de mesures d'amélioration économique. Les informations que l'Académie avait accumulées grâce aux questionnaires sur les conditions physiques et économiques ont ainsi servi de base de légitimation pour exiger des mesures de réforme économique de l'appareil administratif. Dans le Palatinat-Électoral, les questionnaires ont été remplacés par les statistiques administratives collectées depuis 1770[116], car les enquêtes statistiques quantifiées et périodisées des acteurs étatiques ont simplement rendu les questionnaires obsolètes. L'appareil administratif a été influencé non seulement sur le plan thématique, mais aussi dans les pratiques appliquées par les acteurs savants. En 1772, le gouvernement du Palatina-Électoral envoyait quinze questions aux Ämter de Lautern et de Germersheim qui suivaient le modèle du questionnaire[117].Les questions n'exigeaient aucune justification ou légitimation de la part des responsables locaux, mais seulement des réponses descriptives. Néanmoins, ce questionnaire prouve que, afin d'obtenir une connaissance aussi complète que possible des ressources économiques potentielles, les acteurs étatiques ont utilisé des pratiques qui ont été testées par des acteurs individuels tels que les membres de l'Académie. Les acteurs administratifs ont également utilisé la méthode de comparaison des pays sur la base des données dont ils disposaient. En 1783, le secrétaire Mayer utilisait a méthode de comparaison, qui était en fait typique des

115 BSB München, cgm 7547, fol. 56.17-56.34.
116 Voir Hippel (2000), p. 77.
117 LAS A2 112 UNr. 1 und 5.

statistiques universitaires savantes et qui n'était pas vraiment une méthode des acteurs étatiques[118]. Sa déclaration selon laquelle la terre est restée inutilisée à des fins agricoles parce qu'elle était bon marché à l'achat mais trop éloignée, ce qui a conduit à la persistance du problème de la pauvreté[119], est similaire à la description des problèmes agricoles que les membres de l'Académie avaient déjà donnée en 1766. Cependant, Mayer a également déduit de sa comparaison que les tableaux généraux de 1783 n'étaient pas encore significatifs en ce qui concerne la croissance économique. Ce tableau de production, qui manquait jusqu'alors, a été établi un an plus tard. Ce n'est qu'en enregistrant la croissance économique que le rayon d'intervention des acteurs étatiques a pu être étendu.

Ces pratiques d'utilisation du matériel statistique par les acteurs étatiques sont complétées par l'étude de cas suivante : Carl Theodor von Hacke s'était inscrit à la Staatswirtschafts-Hohe-Schule en 1792/93 et était ensuite devenu ministre de l'intérieur de Bade en 1808 et ministre des affaires étrangères en 1815[120]. En tant que ministre des Affaires étrangères en 1816, il a été confronté à un problème politique qu'il a essayé de résoudre statistiquement : au cours des négociations de paix qui ont suivi le Congrès de Vienne en 1814 et 1815, les négociations de règlement territorial ont suivi à Francfort-sur-le-Main. Lors des négociations de la Commission territoriale de Francfort, il s'agissait de décider de la réorganisation des différents Etats de la Confédération allemande de telle sorte qu'aucun souverain ne subisse de pertes territoriales et qu'en cas de doute il doive être indemnisé[121]. Hacke, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, avait pour mission d'obtenir le meilleur résultat possible pour le Grand-Duché de Bade dans ces négociations de compensations territoriales. En identifiant les parties du territoire de Bade qui convenaient comme objets d'échange potentiels, il devenait possible d'obtenir un meilleur résultat pour peser dans les négociations de compensation[122]. Afin d'identifier - les objets d'échange, il était nécessaire du point de vue de Hacke d'établir la comparabilité. Hacke utilisait à cette fin des

118 Voir Klueting (1986), p. 19.
119 GLA 77/6175, Pro Memoria du sécretaire Mayer, Mannheim 14. März 1783.
120 Voir Poller (1979), p. 125-129.
121 Voir Behrisch et Fieseler (2007), notamment p. 16.
122 GLA 48/6745, avis d'expert de Hacke, Karlsruhe 18 mai 1816.

données statistiques existantes sur le territoire badois et les territoires voisins. Au début du XIXème siècle, ce matériel était publié : les annuaires statistiques que Hacke utilisait étaient les Annuaires du département du Mont-Tonnerre[123], dans lesquels les enquêtes statistiques sur les départements français avaient été publiés. En indiquant la faible densité de population des zones concernées comme objet d'échange sur la rive droite du Rhin, Hacke avait clairement indiqué que, du point de vue du Grand-Duché de Bade, ces zones n'étaient pas utiles. Hacke s'avère donc être un acteur dont les actions visaient à assurer les meilleurs résultats possibles pour l'État de Baden, mais qui ignorait les niveaux inférieurs à ceux de l'État central et ne s'intéressait pas du tout aux conditions économiques concrètes des régions en question pour les échanges. De son point de vue, le matériel statistique rendait obsolète de faire sa propre image sur place, de sorte qu'il réduisait complètement les zones d'échange à leurs dimensions statistiques. Son avis d'expert sur les négociations de règlement territorial prouve qu'il a su utiliser politiquement et économiquement le matériel statistique publié à des fins scientifiques après la fin de l'Ancien Régime pour identifier les territoires à échanger les plus avantageusement pour le Grand-Duché de Bade, ce qui lui a permis de se présenter comme un acteur utile pour l'État.

Nous avons analysé un processus du transfert du savoir dans le chapitre 3.5 de notre thèse. Notre recherche portait sur la question de savoir si les caméralistes diplômés avaient été vu comme adapté pour l'exportation dans le pays Bade. Le fait que les caméralistes diplômés aient réussi leurs carrières dans l'appareil administratif de Bade après 1800, comme par exemple Carl Theodor von Hacke, suggère que ces diplômés étaient considérés par l'appareil administratif badois comme utiles. La négociation de cette utilité des caméralistes diplômés de l'Ancien Régime pour l'État de Bade était l'objet de l'analyse. Le premier acteur, Johann Christoph Volz, avait déjà été envoyé à la Kameral-Hohe-Schule pour étudier en 1781[124]. En 1788, Volz avait annoncé qu'il voulait faire quelques voyages économiques à travers le pays de Bade. La *Rentkammer* de Bade était d'accord

[123] Les publications de Bodmann (1811) et Müller (1815) contenaient des informations pour les zones des rives gauche et droite du Rhin concernées.

[124] Voir Poller (1979), p. 296-298.

avec les intentions de voyage de Volz. Mais elle lui a également confié la tâche de visiter des fermes et des usines modèles et de vérifier leur viabilité économique[125]. Cette instruction prouve que Volz était considéré par la *Rentkammer* comme un acteur utile pour l'État. Elle n'a pas seulement utilisé Volz comme un acteur symbolique pour mettre l'accent sur sa propre volonté de réforme, mais elle a considéré ses connaissances comme directement applicables et a supposé qu'elles profiteraient à l'État. Apparemment, la *Rentkammer* supposait que Volz était même capable de transférer ses connaissances locales à ces responsables administratifs locaux. Cela signifie également que la *Rentkammer* avait plus confiance dans les connaissances des sciences camérales de Volz que dans l'expérience pratique des acteurs administratifs locaux. Elle souhaitait examiner la mise en œuvre pratique des mesures de réforme économique par les autorités locales selon des critères scientifiques.

Nous avons ensuite choisi August von Boeckh, qui s'était inscrit à la Staatswirtschafts-Hohe-Schule en 1800, comme deuxième étude de cas pour ce chapitre[126]. Comme Volz presque vingt ans avant lui, Boeckh avait reçu une bourse de la *Rentkammer* pour ses études, en échange d'un compte-rendu de celles-ci. Le soutien financier de la *Rentkammer* a logiquement conduit à une volonté de s'assurer de l'utilisation des fonds. Néanmoins, le *Rentkammerrat* (membre du conseil) Junker a non seulement voulu savoir si les études étaient couronnées de succès[127], mais était également intéressé par les cours que Boeckh assistait exactement. Junker s'est donc préoccupé de connaître les domaines spécifiques du savoir des sciences camérales que Boeckh avait acquis. Junker s'est vu dans une position lui permettant de mettre en question le contenu des études camérale-scientifiques et de juger de si elles pouvaient servir l'appareil administratif. Certains aspects du savoir transmis n'étaient pas utiles d'après Junker. En déclarant que l'architecture (« *Baukunst* »), les statistiques et les affaires d'État (« *Staatsgeschäfte* ») ne pouvaient être transmises que par travaux pratiques administratives, Junker les a délégitimées. Dans sa communication avec Boeckh,

125 GLA 76/8130, procès-verbal de la *Rentkammer* der Bade, Karlsruhe 14. Juni 1788
126 Voir Poller (1979), p. 73-75.
127 GLA 69/3, notamment les lettres du printemps 1801.

Junker indiquait qu'il considérait comme le plus important pour les candidats d'apprendre, par la pratique administrative, les connaissances jugées nécessaires pour leurs fonctions ultérieures. Junker voulait éviter que Boeckh ne s'occupe de savoir théorique et réflexif. Les caméralistes diplômés comme Volz et Boeckh remplissaient la fonction de transfert du savoir caméraliste pour l'administration du pays de Bade. Au début de la carrière professionnelle de Volz et Boeckh dans l'appareil administratif, la *Rentkammer* de Bade ne les avait pas seulement vus en tant que futures parties de leur système. Elle faisait explicitement référence aux sciences camérales, donc à leur savoir académique qu'ils avaient acquis pendant leurs études respectivement à Lautern et à Heidelberg. Cela montre que l'appareil administratif badois attendait une utilité spécifique de la part des caméralistes diplômés, ce qu'il ne requérait pas d'autres candidats au service administratif. Volz et Boeckh, pour leur part, avaient mis en scène la dimension de la connaissance caméraliste académique qu'ils pouvaient s'attribuer par leurs études.

L'analyse qui portait sur les pratiques administratives des caméralistes diplômés a montré que les champs d'action des caméralistes diplômés correspondaient à la fluidité des sciences camérales[128], mais que les pratiques elles-mêmes suivaient, dans certains aspects, des schémas généraux. Les caméralistes diplômés utilisaient à la fois leur savoir des sciences camérales comme savoir abstrait et théorique et leur savoir des conditions locales pour justifier leurs pratiques. Ils soulignaient que leurs actions étaient économiquement rationnelles afin de justifier leurs actions et de les faire paraître techniquement neutres. Contrairement à leurs enseignants, qui avaient apporté leur savoir aux appareils administratifs en tant qu'experts externes avec l'ensemble du savoir des sciences camérales, les caméralistes diplômés ont pu devenir actifs de l'intérieur des systèmes administratifs. Le poste administratif spécifique qu'ils occupaient en faisait également des spécialistes d'un secteur économique.

Dans le secteur forestier, les administrateurs de l'État ont pu appliquer directement leurs pratiques parce qu'ils n'avaient qu'à mettre en œuvre localement la volonté de rationalisation qui était présent en tant qu'idées

[128] Voir Laborier (2011), p. 20.

souveraines d'ordre dans les décrets. Craignant le manque de bois, les appareils administratifs ont vu le besoin de forestiers qualifiés, car ils espéraient que leurs actions amélioreraient la situation. Dans ses actions, le forestier Konrad Theodor Rettig essayait de se mettre en scène comme un rationalisateur de la forêt au niveau local. Bien qu'il ait seulement été le père d'un caméraliste diplômé, il avait déjà pleinement formé lui-même des pratiques caméralistes, mais sans légitimer ses actions avec la dimension académique des sciences camérales. Son fils Franz Daniel Rettig se servaient des mêmes pratiques, mais il les avait réalisées plus explicitement. Viktor Jägerschmid avait essayé dans son organisation des ventes aux enchères de bois de la ville de Gernsbach de prendre une fonction de médiateur entre les intérêts forestiers de l'*Oberforstamt* Eberstein et les intérêts financiers de la ville de Gernsbach. Ludwig Gloeckle suivait dans ses actions aussi la perspective de l'État (dans son cas la France respectivement le département de Mont-Tonnerre), en sécurisant les ressources en bois au niveau local. Comme les forêts sont restées propriété de l'État après la fin de l'Ancien Régime, le savoir des caméralistes restait encore utile du point de vue des appareils administratifs. Seule l'institutionnalisation de la science forestière en tant que discipline académique a pu rendre obsolète les caméralistes diplômés[129]. Dans le secteur économique de l'agriculture, les pratiques faisant référence aux sciences camérales doivent être placées dans le contexte de la dissolution de la constitution agricole - un processus qui les a finalement rendus obsolètes dans ce secteur. Comme Stengel dans le contexte de l'abolition de la jachère dans la ville de Wiesloch, les caméralistes diplômés ont été confrontés aux vestiges de la constitution agricole qu'ils voulaient conserver afin de ne pas abandonner complètement leur marge de manœuvre. Les pratiques de Koester, qui avait proposé à l'administration du département de Mont-Tonnerre de créer un institut de formation agricole, prouve que l'agriculture était déjà devenue une industrie productrice qui devait être exploitée par des acteurs du secteur privé. Dans la formation des futurs agriculteurs, un acteur comme Koester pouvait promettre à l'Etat un bénéfice significatif, mais dans l'ensemble, le lien entre le pouvoir seigneurial et

[129] Voir Neuhaus (2014) pour l'institutionalisation des sciences forestières au Bade et Wurtemberg au XIXème siècle.

l'agriculture était perdu, dans le cadre duquel les caméralistes auraient pu remplir une fonction significative. Dans le secteur économique de l'exploitation minier, l'étude du cas de Johann Daniel Weber a montré que ce dernier n'était pas en mesure, en tant qu'acteur, de s'établir par ses pratiques comme expert minier. Weber n'avait pas eu du succès parce qu'il ne pouvait pas opposer ses connaissances théoriques au savoir empirique des mineurs locaux, parce que l'administration minière ne lui faisait pas beaucoup confiance et parce que l'exploitation minière dans le sud-ouest de l'Allemagne n'était pas assez importante économiquement en soi de rendre les caméralistes diplômés nécessaires dans ce secteur. La double forme de la statistique en tant que champ de savoir entre le savoir statistique universitaire et les pratiques de la statistique administrative pouvait être utile pour les caméralistes diplômés, comme l'étude de cas de Karl Theodor von Hacke l'a montré. Il a utilisé les chiffres disponibles sur la densité de population qui ont circulé dans le discours scientifique et public pour développer ce qu'il considère comme les demandes les plus rationnelles pour l'intérêt de l'État de Bade en matière de négociations territoriales, ce qui prouve sa maîtrise de cette double forme de la statistique à l'époque. L'intégration des acteurs Volz et Boeckh, qui devaient apporter à l'administration de Baden des connaissances apprises dans un territoire voisin, avait fonctionné parce que les deux parties concernées étaient attachées à la promesse des sciences camérales comme sciences utiles pour l'État. La *Rentkammer* de Bade les avait perçus et traités comme des experts en politique économique pour l'ensemble du territoire. Par ailleurs, les deux caméralistes diplômés se sont mis en scène comme pouvant tenir cette promesse de permettre la croissance économique depuis l'intérieur de l'administration.

L'action économique humaine concrète diffère fondamentalement de ce que prédisent les modèles économiques. D'un point de vue historique, cette critique est justifiée à deux égards : premièrement, tout au long de l'histoire, les acteurs économiques se sont appuyés sur les connaissances théoriques et économiques disponibles à leur époque, qui différaient fondamentalement du modèle du « homo oeconomicus ». En outre, l'action économique n'a jamais eu lieu en

suivant les théories économiques. Les pratiques économiques n'étaient jamais déterminées par des conceptions économiques, ce que les approches méthodologiques centrées sur l'acteur, montrent bien. Le présent ouvrage a repris ces présomptions en examinant le savoir et les pratiques des premiers diplômés en économie du Sud-Ouest allemand à la fin de l'Ancien Régime : les caméralistes diplômés. L'analyse s'est concentrée, d'une part, sur la manière dont les caméralistes diplômés ont été formés, et légitimés et la manière dont leur position a été négociée et, d'autre part, sur la façon dont ils ont mené leurs pratiques économiques par rapport à ces théories.

Les termes "savoir" et "pratiques" avaient une signification centrale pour l'analyse : le point de départ de l'analyse était la thèse qu'il y avait une culture du savoir des diplômés des sciences camérales qui distinguaient les diplômés de tout autre acteur économique de l'époque et que cette spécification peut être tracé sur la base de leurs pratiques à l'intérieur des appareils administratifs. Dans le contexte des mouvements de modernisation et de réformes visé par les souverains, les appareils administratifs étaient pris dans le feu croisé de la critique du public éclairé. Les institutions d'enseignement des sciences camérales des années 1770 dans le sud-ouest allemand, la *Kameral-Hohe-Schule* et la *Fakultät für Ökonomie und Camerale* à la *Hohe-Karlsschule*, étaient destinés à produire les futurs administrateurs qui pouvaient initier des mesures de réforme sur la base de leur savoir économique. L'analyse a fourni deux résultats centraux :

1. La manifestation concrète des conceptions des caméralistes diplômés différait selon le contexte spatial et dépendait de ceux qui les avaient formés, légitimés et placés.

2. les caméralistes diplômés ont légitimé leurs pratiques en faisant référence au « well-ordered police state » s'appuyant sur l'idée d'un d'ordre économique rationnel. Ces références ont augmenté leurs capacités d'actions, cependant, les effets de leurs pratiques devraient être considéré d'un œil critique car ils n'ont servi, le cas échéant, que les objectifs de leurs souverains.

Quant au premier résultat : le développement de la culture concrète du savoir des caméralistes diplômés différait d'un lieu à un autre car, simplement, ils étaient conçus par différents acteurs dans différentes conditions. Bien que les caméralistes diplômés aient eu comme caractéristique commune de servir les appareils administratifs à cause de leur savoir utile pour l'État, les acteurs étatiques avaient des besoins différents auxquels les diplômés devaient répondre. La conception des caméralistes diplômés placés dans le Palatinat Électorale était le produit des Lumières économiques locales dont les promoteurs voulaient réaliser à travers eux ce qu'ils n'avaient pas eux-mêmes réalisé. C'est pour cette raison qu'ils ont recommandé les diplômés comme des méta administrateurs dans le Palatinat Électorale sans leur affecter de domaines d'application concrets. Le « well-ordered police-state », c'est-à-dire L'État administré de manière rationnelle et efficace devait devenir réalité après que le savoir distribué par les membres de la Société économique du Palatinat, la *Physisch-Ökonomische und Bienengesellschaft* eux-mêmes n'avait pas eu l'effet désiré d'un développement économique sur l'ensemble du territoire. Comme l'analyse de l'avis de l'expert de la *Hofkammer* du Palatinat-Électorale de 1797 a montré, l'appareil administratif était tout à fait convaincu de ce modèle. Les diplômés des sciences camérales de Wurtemberg, d'autre part, avaient une toute autre forme de culture du savoir. Ils étaient vus comme des praticiens pour des tâches administratives très concrètes. Même lorsque la *Hohe-Karlsschule* de Stuttgart obtint le statut d'université en 1782, les professeurs de la *Fakultät für Ökonomie und Camerale* étaient toujours orientés vers la formation de caméralistes pour des fonctions concrètes dans l'administration. C'est pourquoi les enseignants du Wurtemberg ont eux-mêmes mis l'accent sur leur savoir pratique en tant qu'administrateurs ou en tant que propriétaires fonciers. L'analyse des processus de négociation entourant la création de la chaire de sciences camérales et forestières à Tübingen a montré que, dans le Wurtemberg, l'appareil administratif a formulé ses propre demande de futurs caméralistes diplômés. D'autre part, les enseignants de la *Staatswirtschaftliche Sektion*, établie lors de la dissolution du Palatinat électoral et de la transition de l'Université de Heidelberg à Baden en 1802/03, ont délégitimé

les connaissances pratiques fondées sur l'expérience ce qui a affaibli leur message de base de produire des diplômés utiles.

La culture du Savoir des caméralistes diplômés dans le sud-ouest allemand a ainsi fluctué entre le modèle wurtembergeois d'un caméraliste diplômé destiné à des fonctions pratique dans l'administration et le modèle du Palatinat-Électoral d'un « Économe d'État » comme méta-administrateur, qualifié pour toutes les fonctions de l'appareil administratif grâce à son savoir théorique et réflexif. La culture du savoir du caméraliste diplômé au Palatinat Électoral s'explique par le fait qu'ils défendaient la promesse de réformes bureaucratiques. L'historien Robert Bernsee, dans ses travaux sur la corruption et les réformes bureaucratiques en Bavière et en Prusse, a souligné que l'appareil administratif était déjà fondamentalement critiqué sous l'Ancien Régime ce qui avait conduit à des réformes administratives dès 1780[130]. L'analyse des stratégies par lesquelles les caméralistes diplômés du Palatinat Électoral ont été légitimés montre que leurs formations les présentaient comme un moyen pour les administrations de s'auto-moderniser en intégrant dans leurs rangs des porteurs du savoir nécessaire aux réformes. Bien que l'appareil administratif du Wurtemberg ait également considéré l'enseignement en sciences camérales comme nécessaires pour les mêmes raisons de modernisation et de réforme, il n'a pas communiqué ce potentiel de réforme dans le discours public. Peut-être l'absence d'une Société économique dans le Wurtemberg a fait en sorte qu'il n'y a pas eu de critique externe de l'État de sorte qu'il n'était pas besoin de présenter l'embauche de caméralistes comme mesures de réforme. Par conséquence, les caméralistes diplômés de Wurtemberg étaient simplement destinés à être utiles dans les appareils administratifs sans avoir à remplir une promesse fondamentale de réforme.

Une ligne institutionnelle de continuité peut être tracée entre les premières chaires, facultés et *Hohe-Schulen* qui enseignaient les sciences camérales et les sciences économiques du XIXe siècle, et ce pas uniquement dans le Sud-Ouest du Saint-Empire. Cependant, il y a eu une rupture dans cette ligne, non seulement en

130 Voir Bernsee (2018), p. 373.

termes de contenu des études en tant que telles, mais surtout en termes du savoir et des compétences attribuées aux diplômés. En ce qui concerne une ligne de continuité elle est plutôt avec les écoles (*Hochschulen*) agraires, forestières et techniques du XIXe siècle[131]. L'utilité comme caractéristique de la culture du savoir des caméralistes de l'Ancien Régime était transférée du savoir universitaire aux instituts responsables des sciences appliquées. Les diplômés aux sciences camérales représentaient, du moins dans leur image idéale, un type de diplômé qui avait une formation scientifique, mais dont les connaissances devaient avant tout être utiles.

Pour ce qui est du deuxième résultat, l'analyse des pratiques administratives a montré que la caractéristique de la culture du savoir des caméralistes diplômés a, en effet, affecté leurs capacités d'action. Les caméralistes diplômés du Palatinat-Électoral se sont mise en scène comme ceux qui apporteraient les réformes économiques exigées pendant que les caméralistes diplômés du Wurtemberg essayaient juste de remplir leurs fonctions. Les diplômés de la *Kameral-Hohe-Schule* ont légitimé leurs pratiques économiques en affirmant la rationalité économique de leurs mesures. Mais cette promesse de rationalité n'a toutefois été que partiellement tenue. Même si les sciences camérales ont obtenu le statut de science universitaire et académique dans le Sud-Ouest-allemand, les pratiques de l'*Adjunktion* sont restées. Les pères des caméralistes diplômés avaient déjà légitimé leurs pratiques administratives faisant référence implicitement à la rationalité économique de leurs mesures. Le fait que leurs fils étudiaient les sciences camérales indique qu'ils espéraient que ces études donneraient une plus grande légitimité à l'héritage de leur position administrative. Les fils de ces caméralistes, d'autre part, ont même pu se présenter comme des modernisateurs à cause de leur qualification formelle, ce qui leur a donné une capacité d'action supplémentaire. Comme les relations de parenté dans l'appareil administratif sont restées intactes[132], les caméralistes diplômés ont pu se mettre en scène comme porteurs du savoir des réformes. Leur savoir des sciences camérales prétendaient

131 Voir Kremb (2012) p. 243 et Asche (2017) p. 288.
132 Voir Bernsee (2018), p. 379 et p. 383.

transmettre des connaissances techniques neutres dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de l'exploitation minière, mais aussi en ce qui concerne le bon budget financier, la bonne législation et l'application des bonnes lois. Les sciences camérales se sont toujours présentées comme savoir qui promeut le bien commun et qui est incontesté. Comme membres internes de l'appareil administratif, les caméralistes ont pu utiliser leur savoir des sciences camérales d'une manière différente de ceux qui ont produit ce savoir. Pendant qu'ils servaient d'un côté comme une message qui devrait assurer la confiance des sujets dans l'appareil administratif, leurs pratiques ont d'autre côté ouvert des nouvelles possibilités d'intervention pour le souverain du territoire.

Contrairement aux producteurs du savoir théorique des sciences camérales ou du savoir technique des Lumières économique qui n'avaient pas encore été professionnalisés et qui avaient seulement apporté leur expertise aux appareils administratifs, les caméralistes diplômés étaient quantitativement plus nombreux et directement intégrés aux systèmes de l'administration. Leur champ d'activité peut être qualifié comme « multilocal », car leurs pratiques et n'avaient pas d'influence structurelle sur les développements macroéconomiques. Mais dans leurs actions, ils étaient, du point de vue de l'État, utiles pour légitimer la mise en œuvre des idées de l'ordre rationnel. Les caméralistes diplômés ont orienté leurs pratiques vers des principes économiques que leurs enseignants avaient postulés comme des principes abstraits et universellement valables : alors qu'aujourd'hui nous devons lutter contre les conséquences négatives des monocultures dans l'agriculture et dans la sylviculture et contre les contraintes d'augmentation constante de la productivité, les caméralistes dans le Sud-Ouest allemand à la fin de l'Ancien Régime étaient garants que l'État comme acteur économique pouvait installer exactement cette productivité et cette fixation sur le développement économique comme la première cause de l'intérêt commun.

Le présent travail apporte un éclairage nouveau sur l'historiographie moderne de l'administration en examinant la réfraction de la culture du savoir des caméralistes diplômés et leur influence sur les pratiques administratives. À la fin de l'Ancien Régime, ils ont légitimé leurs pratiques en la présentant comme

correspondant à une rationalité économique capable de de créer le monde idéal du bonheur commun. En réalité, ils n'ont produit et légitimé que les possibilités d’intervention de l’appareil administratif gouvernementaliste.

1. Einleitung

Autismus – das war der Vorwurf, den Studierende der Wirtschaftswissenschaften an der Pariser Sorbonne im Jahr 2000 ihrem Fach machten. Diese Kritik war Ausgangspunkt einer größeren Initiative. Die Kritiker organisierten sich im „Netzwerk Plurale Ökonomik“ und forderten eine „Neugestaltung der Volkswirtschaftslehre“ und eine umfassende „Selbstreflexion des Faches“.[1] Die Forderung des Netzwerks Plurale Ökonomik, die wirtschaftswissenschaftlichen Studiengänge so neu auszurichten, dass die Vermittlung von Wissen zur „Lösung realer gesellschaftlicher Probleme“ im Vordergrund steht,[2] nimmt die vorliegende Arbeit auf und betrachtet diese Forderung historisch, indem sie die Akteursgruppe der ersten akademisch ausgebildeten ökonomischen Studienabsolventen untersucht. Ihr Studium, das wird die vorliegende Arbeit zeigen, war als Antwort auf die ‚realen Probleme‘ ihrer Zeit konzipiert worden und sie sollten diese Probleme lösen. Im Fokus dieser Arbeit stehen also die ökonomischen Studienabsolventen im deutschen Südwesten im ausgehenden Ancien Régime, denn in diesem Zeitraum entstanden erstmals Lehrstühle, Fakultäten und Hohe-Schulen, die solche ökonomische Studienabsolventen hervorbringen sollten. Es war aus der Sicht der südwestdeutschen Landesherren im späten Ancien Régime, die solche Institutionen der ökonomischen Ausbildung in ihren Territorien einrichten ließen, offenbar wichtig, dass dieses wirtschaftliche Wissen an Studierende vermittelt wurde. Warum aber waren diese ökonomischen Absolventen aus der Sicht des Staates relevant, welche besonderen Kenntnisse zeichneten sie aus beziehungsweise wurden ihnen zugeschrieben und wie handelten sie? Die vorliegende Arbeit wird eine Antwort darauf geben, wie und in welchen Kontexten diese ökonomischen Absolventen das Wissen, das sie durch ihr Studium erwerben sollten, nach ihrem Studium nutzbar machen konnten und

[1] www.plurale-oekonomik.de/das-netzwerk/ziele-und-aktivitaeten (06.08.2018). Vgl. insbesondere https://www.plurale-oekonomik.de/das-netzwerk/geschichte-des-netzwerkes (06.08.2018). Laut eigenen Angaben wurde ein ‚Arbeitskreis Postautistische Ökonomik‘ in Deutschland dann am 16. November 2003 etabliert.

[2] Ebd.

welche Erwartungen in das Wissen und die Fähigkeiten dieses neuen Absolvententyps gelegt wurden.

Die vermittelten Wissensbestände in den ökonomischen Studiengängen im ausgehenden Ancien Régime unterscheiden sich wesentlich von den Inhalten des heutigen wirtschaftswissenschaftlichen Studiums. Die moderne Universitätsdisziplin der Volkswirtschaftslehre, die sich im 19. Jahrhundert vorwiegend als Nationalökonomie bezeichnete, ging aus den im 18. Jahrhundert in den Territorialstaaten des Reiches entstehenden, wahlweise als ‚kameralistisch', ‚ökonomisch' oder ‚staatswirtschaftlich' bezeichneten Lehrstühlen, Fakultäten oder Hohen Schulen hervor.[3] In den südwestdeutschen Territorien begann die Phase der Einrichtung ökonomischer Lehrstühle und Fakultäten in den 1770er-Jahren. In der Kurpfalz wurde 1774 in Kaiserslautern eine separate Institution zur Vermittlung ökonomischer Wissensbestände, die „Kameral-Hohe-Schule" gegründet, die 1784 unter dem Namen „Staatswirtschafts-Hohe-Schule" nach Heidelberg verlegt wurde und dort bis 1802 bestand, bevor sie als sogenannte „Staatswirtschaftliche Sektion" in die Philosophische Fakultät der nun badischen Universität Heidelberg integriert wurde.[4] An der württembergischen „Hohen Karlsschule" in Stuttgart, die 1781 den Universitätsstatus erhielt, gab es bis zur ihrer Auflösung 1795 spezielle Lehrer an einer separaten Fakultät für „Ökonomie und Camerale".[5] An der württembergischen Universität Tübingen wurden 1795 und 1798 ein Lehrstuhl für Kameral- und ein Lehrstuhl für Forstwissenschaften errichtet, die im Jahr 1817 in die erste, bis heute ununterbrochen bestehende

[3] Einen Überblick über die ökonomischen Studiengänge vor der Etablierung der Wirtschaftswissenschaften im 19. Jahrhundert vgl.: Waszek, Norbert: Die Institutionalisierung der Nationalökonomie an deutschen Universitäten. Zur Erinnerung an Klaus-Hinrich Hennings. St. Katharinen 1988.

[4] Zur Kameral-Hohen-Schule vgl. die folgenden Gesamtdarstellungen: Plettenberg, Alexandra: Die Hohe-Kameral-Schule zu Lautern 1774 - 1784. München 1983 und Webler, Heinrich: Die Kameral-Hohe-Schule zu Lautern. Ein Beitrag zur Geschichte der Sozialökonomik als Universitätswissenschaft. Heidelberg 1922. Aktuellere Forschungsbeiträge zur Kameral-Hohen-Schule sind im Forschungsstand aufgeführt. Vgl. auch Stieda, Wilhelm: Die Nationalökonomie als Universitätswissenschaft. Leipzig 1907, wo neben der Kameral -Hohen-Schule (S. 109-131) auch der Institutionalisierungsprozess der Nationalökonomie am Beispiel der Staatswirtschaftlichen Sektion (S. 132-148) besprochen wird. Auch die Institutionalisierung der unten genannten Fakultäten in Mainz und Gießen wird von Stieda beschrieben.

[5] Vgl. als Gesamtdarstellung: Uhland, Robert: Die Geschichte der Hohen Karlsschule in Stuttgart. Stuttgart 1953.

wirtschaftswissenschaftliche Fakultät überführt wurden.[6] Weitere Gründungen in räumlicher Nähe zu diesen Institutionen der ökonomischen Ausbildung in den südwestdeutschen Territorien entstanden 1777, als die Ökonomische Fakultät an der Universität Gießen gegründet wurde, die bis 1785 bestand,[7] und 1784, als die Kameralfakultät an der Universität Mainz gegründet wurde, die bis 1792 bestand.[8] Bereits 1768 wurde an der Universität Freiburg ein Lehrstuhl für „Kameral- und Polizeywissenschaft“ eingerichtet.[9] Die Namen waren unterschiedlich, aber das hinter diesen Institutionen stehende Ziel war grundsätzlich das gleiche: Sie sollten Absolventen hervorbringen, deren Wissen nützlich für den Staat war, sodass die Verwaltungen sie zum eigenen Nutzen in ihre Apparate integrieren konnten. Im Mittelpunkt der vorliegenden Arbeit stehen durch den Fokus auf den Südwesten allerdings die württembergischen und die kurpfälzischen Institutionen der ökonomischen Ausbildung, da diese eine auffällige Parallelität aufweisen: Sowohl die Kameral-Hohe-Schule in Lautern als auch die Hohe Karlsschule in Stuttgart waren Neugründungen, und in beiden Fällen wurde die ökonomische Studienausbildung um 1800 von diesen Hohen Schulen auf die bereits bestehenden Landesuniversitäten in Heidelberg und in Tübingen übertragen. Diese spezielle Entwicklung zweier ökonomischer Ausbildungsinstitutionen, die zunächst in neugegründeten Hochschulinstituten ihren institutionellen Niederschlag fanden, dann aber in die älteren Landesuniversitäten überführt wurden, ist Veranlassung dafür, den Südwesten als Untersuchungsraum in der vorliegenden Arbeit zu fokussieren, da diese institutionellen Neugründungen auch in Hinblick auf die erwünschten Fähigkeiten ihrer zukünftigen Absolventen hervorzuheben sind. Die neuen Hohen Schulen im Südwesten wurden vornehmlich mit der Intention, nützliche Absolventen für den Staatsdienst zu generieren, gegründet, weswegen

[6] Vgl. Marcon, Helmut (Hg.): 200 Jahre Wirtschafts- und Staatswissenschaften der Eberhard-Karls-Universität Tübingen. Stuttgart 2004.

[7] Vgl. Klippel, Diethelm: Die Ökonomische Fakultät der Ludwigs-Universität Gießen, S. 25-34, in: Gießen im 18. Jahrhundert. Universität - Stadt – Region. Gießen 1995.

[8] Vgl. als Gesamtdarstellung: Napp-Zinn, Anton Felix: Johann Friedrich von Pfeiffer und die Kameralwissenschaften an der Universität Mainz. Wiesbaden 1955.

[9] Die Universität Freiburg gehörte bis 1806 zu Vorderösterreich. Der erste Lehrstuhlinhaber dort war Franz Joseph Bob, der 1779 ein kameralistisch-wissenschaftliches Lehrbuch, die „Systeme der Polizeywissenschaft und dem Erkenntnisgrundsatz der Staatsklugheit und ihrer Zweige“, veröffentlichte.

sie im Gegensatz zu den Lehrstühlen und Fakultäten der etablierten Universitäten in Bezug auf die leitende Fragestellung der Arbeit besonders relevant sind.

Die Lehrinstitution für die ökonomischen Absolventen im ausgehenden Ancien Régime hatten verschieden Bezeichnungen, die bereits Hinweise auf die vermittelten Wissensbestände geben können. Semantisch war der Begriff der ‚Ökonomie' in der Vormoderne noch mit seinem Begriffsursprung, der Lehre vom Haus, verbunden: Als Ökonomen galten Gutsverwalter, die mit begrenzten Ressourcen arbeiteten und nicht im modernen Sinn der Ökonomie Wohlstandsmehrung und Akkumulation von Gütern oder von Kapital anstrebten.[10] Die historische Bezeichnung eines Studiums als ‚ökonomisch' ist somit ein Hinweis darauf, dass die Verwaltung landwirtschaftlicher Güter im Studium vermittelt werden sollte. Die vormoderne Bedeutung des Begriffs der Ökonomie beinhaltete aber auch ein dezidiert herrschaftliches Element, da diese Bedeutung auch auf die Haushaltung der Landesherren übertragen werden konnte, was erklärt, warum dieser Begriff in der Moderne zur „Lehre von den Gütern und Nahrungsgeschäften" wurde.[11] Ökonomie wurde als Universitätsstudium zur „Wissenschaft der staatlichen Einflussmöglichkeiten auf wirtschaftliche Abläufe",[12] das heißt, Ökonomie als Universitätswissenschaft sollte Wissen darüber vermitteln, wie die Landesherren als Wirtschaftsverwalter ihrer Territorien auf die Güterproduktion Einfluss nehmen konnten.[13] Damit wird schon klarer, was die Studierenden in ihrem ökonomischen Studium im ausgehenden Ancien Régime lernen sollten. Der ‚Kameralist' war vom Wortsinn her der Verwalter der landesherrlichen Finanzen der Hofkammer, er war also für die Verwaltung der landesherrlichen Domänen zuständig und damit grundsätzlich für die Einnahmen der Landesherren. Je mehr die landesherrlichen Verwaltungsapparate im Laufe des 18. Jahrhunderts danach strebten, in die einzelnen Wirtschaftssektoren durch

[10] Vgl. Pierenkemper, Toni: Geschichte des modernen ökonomischen Denkens. Große Ökonomen und ihre Ideen. Göttingen 2012, S. 36.
[11] Vgl. Brunner, Otto: Das „Ganze Haus" und die alteuropäische „Ökonomik", in: Ders. (Hg.): Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte, S. 103-127. Göttingen 1968², S. 117.
[12] Ebd.
[13] Vgl. Burkhardt, Johannes: Der Begriff des Ökonomischen in wissenschaftsgeschichtlicher Perspektive, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 55-76, S. 62 und S. 65.

Erlasse und Verordnungen einzugreifen,[14] desto mehr erschienen solche Kameralbeamte notwendig, die nicht einfach nur die Finanzen der Landesherren verwalteten, sondern die die Funktionsweise der Verwaltungsapparate selbst in Bezug auf deren wirtschaftspolitische Handlungsspielräume verstanden und aktivieren konnten.[15] Das macht noch klarer, was von den ökonomischen Absolventen erwartet wurde. Die Wirtschaftshistoriker Hermann Aubin und Wolfgang Zorn sprechen in Bezug auf das ausgehende Ancien Régime von einer „Staatsraumwirtschaft", die sie so definieren, dass in ihr die Wirtschaft und der Staat gleichzusetzen ist und punktuelle wirtschaftspolitische Maßnahmen zugunsten einer auf das Wirtschaftswachstum insgesamt abzielenden Wirtschaftspolitik abgelöst wurden.[16] Die Kameralisten sollten nun also aus den staatlichen Verwaltungsapparaten heraus Wirtschaftspolitik betreiben. Genau dieser Sinn steckt dann auch im Begriff der ‚Staatswirtschaft', dessen Verbreitung auf den kameralistischen Publizisten Johann Heinrich Gottlob von Justi und sein 1755 erstmals erschienenes zweibändiges Werk „Staatswirthschaft oder systematische Abhandlung aller Ökonomischen und Cameralwissenschaften" zurückgeht.[17] Der Staatswirt sollte somit der Träger von dem Wissen sein, das notwendig war, um eine auf das Wirtschaftswachstum abzielende Wirtschaftspolitik aus der staatlichen Verwaltung heraus zu implementieren. Erst im ausgehenden Ancien Régime etablierte sich diese Zielsetzung in der ökonomischen Wissensvermittlung an den südwestdeutschen Lehrinstitutionen aufgrund der aus den Auswirkungen des Siebenjährigen Krieges resultierenden wirtschaftlichen Krisen und einer entsprechenden zeitgenössischen Wahrnehmung

[14] Im Verlauf der Arbeit wird zwischen den Wirtschaftssektoren der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und des Bergbaus als gewerblichem Wirtschaftszweig unterschieden. Der Begriff des ‚Gewerbes' umfasst in der Frühen Neuzeit noch alle Arbeitsformen, wird aber in der wirtschaftshistorischen Literatur des 20. Jahrhunderts nur in Bezug auf Industrie und Fabrikation verwendet, um den Unterschied zur agrarisch geprägten Gesellschaft der Vormoderne zu verdeutlichen. Vgl. dazu Pierenkemper, Toni: Gewerbe und Industrie. München 1994, S. 3f. Der Wirtschaftshistoriker Wilfried Reininghaus schließt den Bergbau in den gewerblichen Sektor ein. In dieser Arbeit wird der Bergbau ebenfalls zum Gewerbe gezählt. Vgl. Reininghaus, Wilfried: Gewerbe in der Frühen Neuzeit. München 1990, S. 3.

[15] Vgl. Facius, Friedrich: Wirtschaft und Staat: Die Entwicklung der staatlichen Wirtschaftsverwaltung in Deutschland vom 17. Jahrhundert bis 1945. Boppard am Rhein 1959, S. 38.

[16] Vgl. Aubin, Hermann und Zorn, Wolfgang (Hg.): Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Band 1: Von der Frühzeit bis zum Ende des 18. Jahrhunderts. Stuttgart 1971, S. 617.

[17] Johann Heinrich Gottlob von Justi: Staatswirthschaft oder systematische Abhandlung aller Ökonomischen und Cameralwissenschaften, die zur Regierung eines Landes erfordert werden. 2 Bände, Leipzig 1755.

dieser Krisensituation, der man durch administrative und ökonomische Reformen zu begegnen versuchte. Die oben genannten Lehrstühle, Fakultäten und Hohen Schulen standen für das Versprechen, Absolventen hervorzubringen, die die Landesherren nicht einfach nur als weitere Kameralbeamte übernehmen konnten, sondern die auch die Perspektive auf ein völlig neues wirtschaftspolitisches Handeln in Aussicht eröffneten.[18]

Die Bezeichnungen für die genannten Lehrstühle, Fakultäten und Hohen Schulen waren zwar unterschiedlich, bezogen sich aber, wie bereits erwähnt, auf die gleichen kameralistischen Wissensbestände, die den Studierenden vermittelt werden sollten und die dazu dienten, sowohl die landesherrlichen Finanzeinnahmen zu erhöhen als auch das Wirtschaftswachstum im Territorium an sich zu befördern. In der Geschichtsschreibung zur Institutionalisierung der Wirtschaftswissenschaften wird der Unterschied zwischen dem ökonomischen Universitätswissen im 18. Jahrhundert, das eher praktische Verwaltungskenntnisse vermittelte, und dem des 19. Jahrhunderts, das eher Richtlinien für politisches Handeln beinhaltete, betont.[19] In dieser Geschichtsschreibung zur Institutionalisierung der Wirtschaftswissenschaften erscheint die Wissensvermittlung im 18. Jahrhundert nur als Vorstufe zu der des 19. Jahrhunderts, in der dann die Wirtschaftswissenschaften in Form der Nationalökonomie ihre Vollendung gefunden haben. Dabei sind gerade die praktischen Kenntnisse der ökonomischen Studienabsolventen im ausgehenden Ancien Régime nie näher berücksichtigt worden. Zwar bildete das Universitätsstudium, vor allem das juristische Studium, bereits vor der Gründung der ökonomischen Lehrstühle, Fakultäten und Hohen-Schulen zukünftige Verwaltungsbeamte aus, sodass Universitätsabsolventen in den Verwaltungsapparaten der Territorialstaaten kein neues Phänomen waren. Die ökonomischen Absolventen zeichneten sich aber dadurch aus, dass sie über Wissensbestände verfügten, die sie von den juristischen Absolventen

[18] Vgl. Tribe, Keith: Governing Economy. The reformation of German economic discourse, 1750 – 1840. Cambridge 1988, S. 91.

[19] Vgl. Hennings, Klaus Hinrich: Aspekte der Institutionalisierung der Ökonomie an deutschen Universitäten, in: Waszek (Hg.), S. 42-54, S. 53.

unterschieden. In dieser Arbeit werden diese Akteure als ‚Staatswirte' bezeichnet, da diese Bezeichnung am deutlichsten macht, dass ihre Handlungen, Maßnahmen und Anweisungen die Wirtschaft des Staates betrafen.[20] Die studierten Staatswirte bildeten somit eine neue Gruppe von Verwaltungsbeamten mit einer eigenen Wissenskultur. Sie sollten durch ihr im Studium erworbenes Wissen dabei helfen, wirtschaftliche Reformmaßnahmen aus den staatlichen Verwaltungen heraus zu implementieren und somit für wirtschaftliches Wachstum zu sorgen – sie besaßen damit Wissen, das man den studierten Juristen nicht zuschreiben konnte. Die studierten Staatswirte sind in einem Zeitraum zu kontextualisieren, der in Bezug auf wirtschaftliche Gesetzmäßigkeiten und deren Wahrnehmung durch seinen Umbruchscharakter geprägt ist. Der Historiker Franz Hederer weist darauf hin, dass dieser Umbruch im Zeitraum der von Reinhart Koselleck als „Sattelzeit" bezeichneten Epoche einzuordnen ist und sich insbesondere an den Konzeptionen des ökonomischen Denkens entzündet habe.[21] In jedem Fall lassen sich in Hinblick auf die wirtschaftliche Entwicklung im ausgehenden Ancien Régime gewisse Strukturveränderungen feststellen, die den Rahmen der Analyse dieser Arbeit darstellen: Während das vormoderne Verständnis von Wirtschaft, Gesellschaft und Staat diese nicht als separate Teilsysteme, sondern als zusammenhängendes Gesamtsystem auffasste, zeichnet sich die moderne, im 19. Jahrhundert etablierte Auffassung von Wirtschaft dadurch aus, dass diese als ein autonomes Teilsystem reflektiert und damit als von Eigengesetzlichkeiten bestimmt betrachtet wird.[22] Während in der Vormoderne Boden knapp und Arbeit günstig war und Märkte eine Funktion als Subsistenzmärkte erfüllten, zeichneten sich die Wirtschaftsordnungen des 19. Jahrhunderts durch die sich vollziehende

[20] Die Wissensbestände der studierten Staatswirte werden dagegen in der vorliegenden Arbeit als kameralistisch bezeichnet, wobei im Verlauf der Arbeit noch zwischen theoretisch-wissenschaftlichen und praktisch-erfahrungsbasierten kameralistischen Kenntnissen unterschieden wird. Vgl. dazu auch Vogel, Jakob: Aufklärung untertage: Wissenswelten des europäischen Bergbaus im ausgehenden 18. und frühen 19. Jahrhundert, in: Schleiff, Hartmut und Konecny, Peter (Hg.): Staat, Bergbau und Bergakademie. Montanexperten im 18. und frühen 19. Jahrhundert, S. 13-34. Stuttgart 2013.

[21] Vgl. Hederer, Franz: Im Sog des Egalitären. Ökonomisches Denken und der Wandel gesellschaftlicher Ordnungsvorstellungen in der Sattelzeit. Göttingen 2014, S. 12 und S. 338. Reinhart Koselleck hat den Epochenumbruch dagegen in Hinblick auf semantische Verschiebungen und Innovationen festgemacht, vgl. u. a. Koselleck, Reinhart: Begriffsgeschichten. Studien zur Semantik und Pragmatik der politischen und sozialen Sprache. Frankfurt a. M. 2006.

[22] Vgl. Pierenkemper, Große Ökonomen, S. 36.

Transformation von Agrar- zu Industriegesellschaften aus, in denen dann das arbeitende Subjekt zu einen Teil des Produktionsprozesses wurde, Märkte nach Tauschprinzipien funktionierten und Wachstum das übergeordnete Ziel wirtschaftlichen Handelns darstellte.[23] In der vorliegenden Arbeit wird dargelegt, wie die studierten Staatswirte in diesem sich verändernden wirtschaftlichen Kontext das ihnen durch ihr Studium zugeschriebene Wissen für die Verwaltungsapparate nutzbar machen konnten und welche Rolle sie in dem beschriebenen Umbruchsprozess ökonomischer Ordnungsvorstellungen und damit einhergehender Praktiken spielten. Dass sie ihr Wissen nutzbar machen sollten, war dabei elementarer Bestandteil der vormodernen ökonomischen Wissensvermittlung. Das Leitbild der Nützlichkeit, das die Staatswirte letztendlich durch ihr Handeln in den Verwaltungsapparaten praktisch umsetzen sollten, ist laut den HistorikerInnen André Holenstein, Martin Stuber und Gerrendina Gerber-Visser, die über die Oekonomische Gesellschaft Bern geforscht haben, folgendermaßen zu definieren: Zum einen sollte das ökonomische Wissen die rationale Bewältigung konkreter Probleme ermöglichen, vor allem in Bezug auf die Frage nach der Nutzung und der Steigerung natürlicher Ressourcen, gleichzeitig sollte auch das Potential aller Individuen im Staat gesteigert werden, sodass sowohl Staat als auch Gesellschaft an Wohlstand durch Verbesserung der wirtschaftlichen Verhältnisse gewinnen würden.[24] Diese lenkende Beeinflussung sollte durch die staatlichen Verwaltungsapparate erfolgen, da staatliches Handeln, wie eben geschildert, im 18. Jahrhundert als Eingriff zur Verbesserung aller gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse nicht nur als legitim, sondern auch als notwendig erschien, weswegen die landesherrlichen Verwaltungsapparate als zentrale Wirtschaftsakteure aufzufassen sind. Genau an diesem Punkt deutet sich an, worin speziell die Nützlichkeit der studierten Staatswirte liegen sollte: Sie sollten als ökonomische Wissensträger die in dem

[23] Vgl. ebd., S. 37, S. 39 und S. 49.

[24] Der Begriff der „nützlichen“ Wissenschaft hat sich in der Forschung zu den Aktivitäten der Ökonomischen Gesellschaften etabliert, die praktisch-landwirtschaftliches Wissen sammelten und zirkulieren ließen. In dieser Tradition stehen die in der vorliegenden Arbeit betrachteten studierten Staatswirte, die aber eine neue Funktion als Träger dieses nützlichen im Sinne eines instrumentell verwendbaren Wissens erfüllen sollten. Vgl. Holenstein, André, Stuber, Martin und Gerber-Visser, Gerrendina: Einleitung, in: Dies (Hg.): Nützliche Wissenschaft und Ökonomie im Ancien Régime. Akteure, Themen, Kommunikationsformen – Einleitung. Heidelberg 2007, S. 7-16, S. 7-8.

Wissen enthaltene Dimension der praktischen Umsetzung aus den Verwaltungsapparaten heraus umsetzen und das Ziel der Verbesserung quasi im Verwaltungsapparat selbst etablieren. Zwei Thesen leiten die vorliegende Arbeit somit an:

1. Die studierten Staatswirte im ausgehenden Ancien Régime des Südwestens zeichneten sich durch eine übergreifende Wissenskultur, also einem allgemein anerkannten Verständnis darüber, welchen Sinnzusammenhang ihr Wissen gegenüber anderen Wissensformen ausbildete aus. Den zentralen Sinnzusammenhang der Wissenskultur der studierten Staatswirte bildete die Nützlichkeit ihres Wissens für den Verwaltungsapparat, der durch ihr Wissen wirtschaftliches Wachstum generieren können sollte. Diese spezifische Nützlichkeit war jedoch nicht gegeben, sondern Ergebnis eines Durchsetzungsprozesses. Die studierten Staatswirte mussten von ihren Lehrern an den ökonomischen Lehrinstitutionen im kommunikativen Austausch mit den Verwaltungsapparaten als legitim durchgesetzt werden. Worin genau die ökonomische Nützlichkeit der Staatswirte bestand, das entschied sich je nach Standort und je nach Akteuren, die an der Deutung beteiligt waren. Statt einen teleologischen Institutionalisierungsprozess vorauszusetzen, werden also in Bezug auf die Fähigkeiten, die den Studienabsolventen zugeschrieben wurden, Konstruktions-, Legitimations- und Aushandlungsakte berücksichtigt, mit denen begründet wurde, warum die studierten Staatswirte nützlich seien.

2. Aus der Wissenskultur der studierten Staatswirte resultierten bestimmte Muster in ihrem Verwaltungshandeln, insbesondere in Bezug auf ihr wirtschaftspolitisches Verwaltungshandeln. Da es einen Sinnzusammenhang in Bezug auf ihre Wissenskultur gab, folgten auch die administrativen Praktiken der Staatswirte diesem Sinn. Auch diese These setzt voraus, dass die studierten Staatswirte ihr Verwaltungshandeln nicht einfach vollziehen konnten, sondern es begründen und legitimieren mussten.

Die Arbeit leistet somit einen Beitrag zu einer kulturalistisch ausgerichteten Wirtschaftsgeschichte, weil sie nicht nach allgemeinen wirtschaftlichen und sozialen Entwicklungen, sondern nach Wissen, Praktiken, Sinngebungsmustern

und Rationalitäten des wirtschaftlichen Handelns von Akteuren in historischen Kontexten fragt.[25] Mit diesem Fokus auf der Aushandlung der Staatswirte als Träger kameralistischer Wissensbestände einerseits und auf dem Handeln dieses Akteurskreises aus den Verwaltungsapparaten heraus andererseits gelingt es der Arbeit, historischen Wandel nicht nur auf wirtschaftlich-soziale Entwicklungen oder abstrakte Ideen, sondern auf das konkrete Handeln der Staatswirte zurückzuführen. Dadurch wird ein bis dahin in der historischen Forschung vernachlässigtes Desiderat beseitigt: Die vorliegende Arbeit zeigt, warum diese neuen Absolventen eines kameralistischen Studiums, die Staatswirte, überhaupt ausgebildet wurden, was für Handlungen sie vollzogen und wie die Handlungen mit dem ihnen zugeschriebenen Wissen zusammenhingen.

1.1 Theorie und Methode

Um die Thesen dieser Arbeit überprüfen zu können, werden vor der eigentlichen Analyse zunächst die Begriffe ‚Wissen' und ‚Praktiken' operationalisierbar gemacht. Um den Zusammenhang zwischen den kameralistischen Wissensbeständen und den Verwaltungspraktiken der studierten Staatswirte darzustellen, folgt nun zunächst eine Bestimmung des Wissensbegriffs. Danach werden praxeologische Forschungsansätze allgemein und speziell verwaltungspraxeologische Überlegungen angewandt

Da das in den kameralistischen Studiengängen vermittelte Wissen an sich darauf angelegt war, dass es in den territorialen administrativen Apparaten zur Anwendung kommen sollte, ist es legitim, eine Verbindung zwischen dem im Studium erworbenen Wissen und dem späteren Verwaltungshandeln zu vermuten. Allerdings sollte das Verwaltungshandeln der studierten Staatswirte nicht mit den

[25] Vgl. Berghoff, Hartmut und Vogel, Jakob: Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Ansätze zur Bergung transdisziplinärer Synergiepotentiale, in: Dies. (Hg.): Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivwechsels, S. 9-42. Frankfurt a. M. 2004, S.9.

Wissensbeständen gleichgesetzt werden, die in den zeitgenössischen theoretisch-kameralistischen Publikationen zu finden sind. Aber auch aus den kameralistischen Wissensbeständen, die die Lehrer der studierten Staatswirte im Südwesten als Lehrbücher oder als wissenschaftliche Beiträge zum gelehrt-aufgeklärten Diskurs veröffentlicht hatten, wird das Handeln der studierten Staatswirte nicht ersichtlich. Der Frühneuzeithistoriker Achim Landwehr betont, dass viel mehr die Prozesse der „Kategorisierung, Einteilung, Differenzierung und Abgrenzung" durch staatliche Verwaltungsbehörden[26] die Wissensbestände staatlicher Akteure formten. Aus dieser Überlegung folgt, dass das Verwaltungshandeln der Staatswirte sich aus den Anforderungen ergeben konnte, die der Verwaltungsapparat selbst stellte und dass das Wissen, das die Staatswirte als Verwaltungsbeamte in ihrem administrativen Handeln erkennen ließen, aus der Verwaltungspraxis selbst stammte. Dennoch gibt es gute Gründe dafür, das Handeln von staatlichen Verwaltungsakteuren auch auf äußere Einflüsse wie auf die erwähnten theoretisch-kameralistischen Wissensbestände zurückzuführen. Darauf weist der Wissenschaftshistoriker Philipp Sarasin hin, der die Produktion und Zirkulation von Wissen untersucht.[27] Sarasin nimmt also diejenigen Akteure in den Blick, die neue Wissensbestände wie das theoretisch-kameralistische Wissen formten. Diese Bestandsgruppen von zusammenhängenden Wissensbeständen nennt Sarasin „Wissen rationaler Ordnung"[28] und spricht ihnen das Potential zu, auf verschiedenen Ebenen zu zirkulieren, sodass das theoretisch-kameralistische Wissen auch das praktische Verwaltungshandeln beeinflussen konnte. Da sowohl der Ansatz von Landwehr als auch der von Sarasin plausibel erscheinen, kann das dem Verwaltungshandeln der Staatswirte zugrundeliegende Wissen sowohl auf die Kategorisierungsprozesse in den Verwaltungen selbst als auch auf die theoretisch-kameralistischen Wissensbestände, die im deutschen Südwesten zirkulierten, zurückgeführt werden. Das zeigt aber auch, dass Wissen als analytische Kategorie am sinnvollsten bearbeitet werden kann, wenn das konkrete Verwaltungshandeln

[26] Vgl. Landwehr, Achim: Das Sichtbare sichtbar machen. Annäherungen an ‚Wissen' als Kategorie historischer Forschung, in: Achim Landwehr (Hg.): Geschichte[n] der Wirklichkeit. Beiträge zur Sozial- und Kulturgeschichte des Wissens. Augsburg 2002, S. 61-89, hier S. 86-88.
[27] Sarasin, Philipp: Was ist Wissensgeschichte?, in: Internationales Archiv für Sozialgeschichte der deutschen Literatur 36(1) 2011, S. 159-172, hier S. 164.
[28] Vgl. ebd. S. 159.

der studierten Staatswirte fokussiert wird, da sich an diesen Punkten ihr Wissen praktisch manifestiert. Um das Handeln der Staatswirte fassbar zu machen, ist es somit methodisch geboten, auf praxeologische Ansätze zurückzugreifen.

Um das Handeln der Staatswirte analytisch fassbar zu machen, und um zu erklären, warum sie so handelten, wie sie handelten, dienen der vorliegenden Arbeit praxeologische Ansätze als Werkzeuge. Laut den Definitionen des Bandes „Historische Praxeologie“ sind Praktiken Handlungsmuster im Sinne von in ihrer Zeit verstehbaren Routinen und stellen eine Verbindung zwischen der Handlungsfreiheit von Akteuren und der Determiniertheit struktureller Bedingungen her.[29] Praktiken werden in den Quellen vor allem dann sichtbar, wenn Akteure ihre Handlungsabsichten offenlegen, sie also legitimieren. Wenn Akteure Handlungen mehrfach vollzogen oder sich bei mehreren Akteuren die gleichen Handlungen nachweisen lassen, dann liegen diesen Handlungen offenbar übergreifende Logiken zugrunde, nämlich bestehende Wissensordnungen.[30] Wissensordnungen werden durch Praktiken überhaupt erst wirksam. Historische Akteure als Untersuchungsobjekte sind dabei als Träger ihrer Praktiken aufzufassen. Der Begriff des Akteurs ist in der Analyse also bedeutend, aber der Akteur wird ausschließlich instrumentell, also in Relation zu den Praktiken, die er verwendet, betrachtet.[31] Das heißt, Akteure sind nicht im biographischen Sinne relevant. Damit geht eine Auffassung des historischen Akteurs einher, die diesen als „Handlungsgröße“ begreift, der in einer „Handlungsverflechtung“ zu untersuchen ist.[32] Die Staatswirte werden also in der vorliegenden Arbeit in ihrem Handeln fokussiert. Ihr Handeln wird dadurch fassbar, dass sie es entweder mit dem Verweis auf bestehende kameralistische Wissensordnungen legitimierten, oder dadurch, dass es mehrfach oder auch von anderen Staatswirten angewendet wurde. Wird das Handeln der Staatswirte fassbar, können Handlungsmuster

[29] Vgl. Haasis, Lucas und Rieske, Constantin: Historische Praxeologie. Eine Einführung, in: Dies. (Hg.), Historische Praxeologien, S. 7-54. Paderborn 2015, S. 9 und S. 13f.
[30] Vgl. ebd., S. 28f, S. 33 und S. 39: Die Autoren zergliedern diesen Untersuchungsprozess in die Ebenen der Materialität, der Prozessualität und der Historizität. Im Rahmen der vorliegenden Arbeit ist die Aufrechterhaltung dieser Trennung nicht notwendig.
[31] Vgl. ebd., S. 48 und S. 50.
[32] Vgl. Schüttpelz, Erhard: Elemente einer Akteur-Medien-Theorie, in: Schüttpelz, Erhard und Thielmann, Tristan (Hg.): Akteur-Medien-Theorie, S. 9-70. Bielefeld 2013, S. 9f.

erkannt werden, die auf die Wissensordnungen hinweisen, durch die ihr Handeln bedingt ist. Da die studierten Staatswirte als Verwaltungsakteure zum einen, so die Vorannahme, Handlungen vollzogen, die in irgendeiner Form die Wirtschaft im Staat betrafen, andererseits aber auch an der „Herstellung und Durchführung kollektiver Entscheidungen“ beteiligt waren, sind ihre Praktiken aus analytischer Sicht auch als politisch zu begreifen, weswegen ihr Handeln in der vorliegenden Arbeit als wirtschaftspolitisches Handeln bezeichnet wird.[33]

Da die Staatswirte ihr Wissen als Verwaltungsbeamte einsetzten und aufgrund der Tatsache, dass dieses Wissen in seiner konzeptionellen Anlage dazu gedacht war, im Verwaltungsapparat angewandt zu werden, werden nun theoretische Überlegungen speziell zur Praxeologie der Verwaltung für die Arbeit operationalisierbar gemacht. Die eben dargestellten praxeologischen Vorannahmen bleiben bestehen und werden für Verwaltungspraktiken spezifiziert. Im Untersuchungszeitraum dieser Arbeit, dem ausgehenden Ancien Régime, trägt die verwaltungspraxeologische Betrachtung zu einer differenzierteren Analyse des Verhältnisses zwischen Herrschaft, administrativer Praxis und Untertanen bei. Der moderne verwaltungspraxeologische Ansatz geht davon aus, dass es keine strukturhistorische Determiniertheit gab, die zu einer Ausdifferenzierung, Hierarchisierung und Bürokratisierung der Verwaltungsbehörden geführt hatte. Stattdessen setzt er ein Akteursgeflecht voraus, bestehend aus Untertanen, ständischen Eliten und Beamten der mittleren und unteren Amtsbehörden, die nicht einfach nur landesherrliche Erlasse ohne Eigenleistung umsetzten, sondern im Rahmen dieses Umsetzungsprozesses einen Handlungsspielraum in Bezug darauf besaßen, wie mit den landesherrlichen Vorgaben umzugehen sei.[34] Herrschaft durch Verwaltung ist in der Analyse somit kein unausweichlicher Prozess der zunehmenden Bürokratisierung und Rationalisierung mehr, sondern

[33] Stollberg-Rilinger, Barbara: Einleitung: Was heißt Kulturgeschichte des Politischen?, in: Dies (Hg.), Was heißt Kulturgeschichte des Politischen? Berlin 2005, S. 9-26, S. 14 und S. 21. Vgl. auch Deecke, Clara: „Staatswirtschaft vom Himmel herabgeholt“. Konzeptionen liberaler Wirtschaftspolitik in Universität und Verwaltung 1785-1845. Ausprägungen und Brechungen am Beispiel Ostpreußens und Vorpommerns. Frankfurt a. M. 2015, S. 2, die das Verwaltungshandeln des späten Ancien Régime und des beginnenden 19. Jahrhunderts auch als „Wirtschaftspolitik“ charakterisiert. Siehe auch den Forschungsstand in Kapitel 1.3.

[34] Vgl. Brakensiek Stefan: Einleitung: Herrschaft und Verwaltung in der Frühen Neuzeit, in: Ders. (Hg.), Herrschaft und Verwaltung in der Frühen Neuzeit S. 9-24, Berlin 2014, S. 9.

landesherrliche Ordnungsvorstellungen sind eher ein kommunikativer Ausgangspunkt, der in der Umsetzung durch Amtsträger der mittleren und unteren Behörden erst Wirksamkeit entfaltet.[35] Der Historiker Stefan Brakensiek betont, dass Herrschaft nicht ohne die Zustimmung der von der Herrschaft Betroffenen funktioniere, weswegen es vermittelnde Institutionen zwischen Obrigkeit und Untertanen brauche.[36] Die studierten Staatswirte sind als Akteure dieser vermittelnden Institutionen aufzufassen: Sie sollten als Verwaltungsakteure die landesherrlichen Ordnungsvorstellungen umsetzen, aber sie repräsentierten durch das ihnen zugeschriebene kameralistische Wissen auch die kommunikative Botschaft an die Untertanen, dass sie wirtschaftliches Wachstum ermöglichen könnten. Herrschaftliche Erlasse und Verordnungen stellten also nur den Ausgangspunkt eines Aushandlungsprozesses dar, in welchem die landesherrlichen Verwaltungen mit den mittleren und unteren Amtsbehörden und diese wiederum mit lokalen Gemeinschaften in kommunikativen Austausch traten.[37] In diesem Kommunikationsnetzwerk sind die Handlungen der studierten Staatswirte einzuordnen und zu verstehen.

Der verwaltungspraxeologische Ansatz unterstützt darüber hinaus auch die These, dass die Praktiken der Staatswirte sich auf verwaltungsexternes Wissen beziehen konnten. Obwohl die landesherrlichen Verwaltungsapparate im ausgehenden Ancien Régime nach etablierten bürokratischen Mustern funktionierten (fest etablierte Berichtsverfahren, hierarchische Strukturen),[38] reagierten die etablierten staatlichen Akteure doch auf äußere Impulse, und sie reagieren auch heute noch so, da Verwaltungen grundsätzlich bestrebt sind, sich selbst als ein sinngenerierendes System zu präsentieren.[39] Die Verwaltungsapparate adaptierten also äußere Werte und Normen.[40] Da im

[35] Vgl. ebd., S. 10.
[36] Vgl. Brakensiek, Stefan: Herrschaftsvermittlung, im alten Europa. Praktiken lokaler Justiz, Politik und Verwaltung im internationalen Vergleich, in: Ders., Wunder, Heide (Hg.): Ergebene Diener ihrer Herren? Herrschaftsvermittlung im alten Europa, S. 1-22. Köln, Weimar und Wien 2005, S. 2.
[37] Vgl.: Iseli, Andrea: Gute Polizey. Öffentliche Ordnung in der Frühen Neuzeit. Stuttgart 2009, S. 131-135.
[38] Vgl. Brakensiek, Einleitung., S. 19.
[39] Vgl. Emich, Birgit: Verwaltungskulturen im Kirchenstaat? Konzeptionelle Überlegungen zu einer Kulturgeschichte der Verwaltung, in: Brakensiek, Stefan (Hg.): Herrschaft und Verwaltung in der Frühen Neuzeit, S. 164-181. Berlin 2014, S. 168.
[40] Vgl. ebd., S. 168.

ausgehenden Ancien Régime ein neuer Studienabsolvent im Südwesten erschien, der Wirtschaftswachstum und Wohlstand zu schaffen versprach, lag es aus der Sicht dieser Verwaltungsapparate nahe, diese neuen Studienabsolventen zu integrieren, um ihre eigene Legitimität sicherzustellen. Dadurch, dass sie die Staatswirte integrierten, konnten die Verwaltungsapparate die praktische Umsetzung dieses externen theoretisch-kameralistischen Wissens, das Wohlstand und, im zeitgenössischen Terminus, einen Zustand der allgemeinen „Glückseligkeit“ zu schaffen versprach, am glaubhaftesten in Aussicht stellen. In jedem Fall sollten die studierten Staatswirte als Akteure in diesem kommunikativen Netzwerk der Verwaltung nicht bloß als Statisten aufgefasst werden, sondern als Träger spezifischer ökonomisch-kameralistischer Wissensbestände, die sich in ihren Praktiken manifestieren. Da die Staatswirte durch ihre ökonomischen Praktiken aus dem Verwaltungsapparat heraus dem Ziel der Herrschaftsvermittlung dienten und damit eine politische Funktion erfüllten, können ihre Praktiken somit analytisch als „wirtschaftspolitisch“ bezeichnet werden, wobei sie selbst durch ihr wirtschaftspolitisches Handeln die Ordnungsvorstellungen der landesherrlichen Verwaltungsapparate umsetzen halfen.[41]

Auf den Untersuchungsgegenstand übertragen bedeutet das, dass die studierten Staatswirte innerhalb der Verwaltung Praktiken etablierten oder anwandten, die auf die ihnen verfügbaren Wissensbestände zurückzuführen sind, und die sich im kommunikativen Austausch mit anderen Akteuren äußerten. Um diese kommunikativen Verwaltungspraktiken der studierten Staatswirte zu operationalisieren und sie als speziell kameralistisch-ökonomische Praktiken zu identifizieren, ist es darüber hinaus noch hilfreich, zwischen den Praktiken des Schreibens und den Praktiken durch das Schreiben zu unterscheiden.[42] Es gab

[41] Vgl. Deecke, Clara: "Staatswirtschaft vom Himmel herabgeholt". Konzeptionen liberaler Wirtschaftspolitik in Universität und Verwaltung 1785-1845. Ausprägungen und Brechungen am Beispiel Ostpreußens und Vorpommerns. Frankfurt a. M. 2015, S. 2, die das Verwaltungshandeln des späten Ancien Régime und des beginnenden 19. Jahrhunderts auch als „Wirtschaftspolitik“ charakterisiert. Siehe auch den Forschungsstand in Kapitel 1.3.

[42] Vgl. Gardey, Delphine: Schreiben, Rechnen, Ablegen. Wie eine Revolution des Büros unsere Gesellschaft verändert hat. Mit einem Vorwort von Hans-Christian von Herrmann. Aus dem Französischen von Stefan Lorenzer. Konstanz 2008., S. 26f.

neben den in den Verwaltungsapparaten etablierten Schreibpraktiken auch solche, die in dem Untersuchungszeitraum erlernt wurden und die mit staatswirtschaftlichen Wissensbeständen in Zusammenhang gebracht werden können. Die Anwendung von Zahlen und Tabellen als Ordnungsformen der Verwaltung stellen solche erlernten Praktiken des Schreibens dar und sind ein Ausdruck dafür, dass das Verwaltungshandeln zunehmend auf wirtschafts- und sozialpolitische Felder fokussierte, in denen die Repräsentation von personeller Autorität weniger wichtig als die objektive Rationalität politisch-ökonomischer Kategorien, die sich in Ordnungen und Zuordnungen, wie sie Tabellen repräsentieren, war.[43] Der Schreibakt an sich spielt in der Analyse aber gegenüber den Verwaltungspraktiken, die sich *durch* das Schreiben äußern, nur eine untergeordnete Rolle. Die Analyse der ökonomischen Praktiken, die sich durch das Schreiben äußern, wird den weitaus größeren Teil der Arbeit ausmachen, da in ihnen operationalisierbare Legitimierungsstrategien enthalten sind. Mit ökonomischen Praktiken durch das Schreiben ist gemeint, dass eine wirtschaftspolitische Maßnahme dadurch nachweisbar ist, dass diese von dem Akteur vorgeschlagen, angeordnet und auch begründet wird. Diese Unterscheidung entspricht de facto derjenigen zwischen sogenannten „sprechenden“ und „stillschweigenden“ Praktiken, die auch in der vorliegenden Arbeit angewendet wird, um die Analyse der Praktiken zu operationalisieren: Sprechende Praktiken sind solche, die von den Akteuren reflektiert und legitimiert werden, was es in der Untersuchung zusätzlich ermöglicht, aus ihnen spezifische ökonomische Legitimierungsstrategien zu extrahieren, während stillschweigende Praktiken ohne diese Legitimierungsstrategien der Akteure erkannt werden müssen, weil sie von diesen nicht reflektiert werden. [44]

Um fassbar zu machen, welche Funktion die studierten Staatswirte durch ihr Handeln in den Verwaltungsapparaten erfüllten, ist es darüber hinaus hilfreich,

[43] Vgl. Clark, William: On the Table Manners of Académie Examination, in: Bödeker, Hans Erich, Reill, Peter Hanns und Schlumbohm, Jürgen (Hg.): Wissenschaft als kulturelle Praxis, 1750-1900, S. 33-68. Göttingen 1999, S. 46f. Aufschreibesysteme wie zum Beispiel Tabellen können also für den Schreibakt handlungsleitend sein, sind aber nicht handlungsdeterminierend.

[44] Vgl. Schilling, Lothar, Dauser, Regina und Fassl, Peter: Einleitung, in: Dies, Wissenszirkulation auf dem Land vor der Industrialisierung. Augsburg 2016, S. 9.

sie mit dem Konzept des Experten in Beziehung zu setzen. Die Autoren des Bandes zu den Figurationen des Experten weisen in ihrer Einleitung auf den zwiespältigen Charakter der Experten hin, die einerseits, wenn der Staat sich ihrer Expertise bedient, politische Entscheidungsprozesse anstoßen, die aber andererseits den Anschein einer neutralen und durch ihre Wissenschaftlichkeit allgemeinen Gültigkeit vermitteln und somit unpolitisch erscheinen.[45] Experten tragen also externes Wissen an den Staat heran, das für sich eine besondere Gültigkeit beansprucht. Versucht man, die Lehrer der studierten Staatswirte konzeptionell zu erfassen, fällt auf, dass diese noch nicht als moderne Fachspezialisten auftraten, da es noch keine wirtschaftswissenschaftliche Spezialdisziplin gab, die ein auf einem konkreten, theoretischen, reflexiven und in seinen Abgrenzungen eindeutigen Wissensbestand der Wirtschaftswissenschaften beruhte. Diese Gruppe der von Alexander Engel als „Präprofessionsökonomen" bezeichneten Experten waren Beamte, Kaufleute oder Bauern und somit Träger von Erfahrungswissen, sie entnahmen ihr Wissen also aus ihrer praktischen landwirtschaftlichen oder finanzwirtschaftlichen Tätigkeit.[46] Ihre Ziele waren somit auf konkrete Lösungen praktischer Probleme ausgerichtet und dieses Wissen schlugen sie auch den staatlichen Akteuren vor.[47] Diese Expertendefinition trifft auf die studierten Staatswirte insoweit nicht mehr zu, da sie ein systematisiertes und für das Studium formalisiertes Wissen erworben hatten. Die studierten Staatswirte waren also Träger von Wissensbeständen, die durch die errichteten ökonomischen Lehrstühle, Fakultäten und Hohen Schulen formal etabliert wurden, was sie von den Experten unterschied, die sich in den 1760er-Jahren in Ökonomischen Gesellschaften zusammentaten und von außen an die Verwaltungsapparate mit ihren Wissensbeständen herantraten – ein Transferprozess externen Wissens, den die FrühneuzeithistorikerInnen Lothar Schilling und Regina Dauser als Zirkulation „staatsrelevanten Wissens"

[45] Vgl. Engstrom, Eric J., Hess, Volker und Thoms, Ulrike (Hg.), Einleitung, in: Dies, Figurationen des Experten. Ambivalenzen der wissenschaftlichen Expertise im ausgehenden 18. und frühen 19. Jahrhundert, S. 7-17. Frankfurt a. M., Berlin und Bern 2005, S. 7.

[46] Vgl. die Zusammenfassung des Beitrags von Alexander Engel im Tagungsbericht: Experten des Ökonomischen – Ökonomie der Experten: Wirtschaftliche Praktiken und Expertenkulturen in der Vormoderne (12. bis 18. Jahrhundert), 08.06.2016 – 09.06.2016 Göttingen, in: H-Soz-Kult, 06.12.2016, www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-6863 (09.11.2018).

[47] Vgl. ebd.

beschreiben.[48] Das kameralistisch-ökonomische Wissen, das den studierten Staatswirten zugeschrieben wurde, stand noch in der Tradition des Wissens der vormodernen Wirtschaftsexperten, was die Staatsrelevanz anging, denn genau dieses nützliche Wissen, was die Wirtschaftsexperten auszeichnete, sollte ja an die Studierenden vermittelt werden, damit die Verwaltungsapparate dauerhaft davon profitieren konnten. Die studierten Staatswirte repräsentierten somit ein ganz spezifisches Verhältnis sowohl in Bezug auf das sich professionalisierende ökonomische Wissen als auch in Bezug auf ihre Stellung in den Verwaltungsapparaten. Ihr wirtschaftliches Wissen stand auf einer anderen Stufe der Professionalisierung als das Wissen der Wirtschaftsexperten, da die Verwaltungsapparate die studierten Staatswirte nicht als externe Berater behandelten, sondern sie in ihr System integrierten, um sie als ausgebildete Spezialisten in den ausdifferenzierten Wirtschaftssektoren zum Einsatz zu bringen.[49] Allerdings hatten die Staatswirte in diesen Positionen dennoch das Problem, dass sie mit Akteursgruppen in Konflikt geraten konnten, die über konkurrierende Wissensbestände verfügten: Lothar Schilling und Regina Dauser legen dar, dass ländliche Gemeinschaften über ganz andere implizit-erfahrungsbasierte Wissensbestände des wirtschaftlichen Handelns verfügten, die den Sinnzusammenhang ihres Handelns konstituierten.[50] Aus den konkurrierenden Wissensbeständen resultierten, so kann hieraus abgeleitet werden, unterschiedliche Praktiken der studierten Staatswirte einerseits und der lokalen Gemeinschaften andererseits, was sich in Konflikten äußern konnte. Das theoretisch-kameralistische Studium vermittelte Wissensbestände, die mit solchen impliziten, erfahrungsbasierten Wissensbeständen dann in Konflikt gerieten, wenn unterschiedliche Praktiken der jeweiligen Wissensträger aufeinandertrafen.

---

[48] Vgl. Regina Dauser / Lothar Schilling, Einleitung: Raumbezüge staatsrelevanten Wissens, in: Dies. (Hrsg.), Grenzen und Kontaktzonen von Wissensräumen zwischen Frankreich und den deutschen Ländern, 1700-1850, In: Discussions 7 (2012): http://www.perspectivia.net/content/publikationen/discussions/7-2012/dauser-schilling_einleitung (01.02.2016).

[49] Vgl. Troitzsch, Ulrich: Technik und Gesellschaft im 18. Jahrhundert. Forschungsstand und Forschungsdefizite, in: Ders. (Hg.) Technologischer Wandel im 18. Jahrhundert, S. 9-38. Wolfenbüttel 1981, S. 9 und S. 18.

[50] Vgl. ebd., S. 12. Verschiedene Wissensbestände kamen durch Zirkulation miteinander in Konflikt, zum Beispiel das Wissen von Agrarreformern mit lokalen Wissensbeständen dörflicher Gruppen, während aber lokale Amtsträger wie Pfarrer gleichzeitig Interesse an den ökonomischen Wissensbeständen zeigten.

Das Wissen der studierten Staatswirte wurde an die studierenden Staatswirte transferiert, damit es durch sie in den Verwaltungen Anwendung finden konnte. Das tatsächliche Handeln, das überhaupt erst Aussagen über die Wirksamkeit des Wissens ermöglicht, wird durch die Verwaltungspraxeologie operationalisierbar gemacht. Die Praktiken der staatswirtschaftlichen Absolventen im Verwaltungsapparat sind in deren kommunikativen Handlungen mit anderen Verwaltungspositionen auffindbar. In der Analyse werden somit zuerst die Aushandlungsprozesse um das Wissen der studierten Staatswirte untersucht, um herauszufinden, durch welche wirtschaftspolitischen Handlungen diese ökonomischen Absolventen sich als nützlich erweisen sollten. Da aber die Sinnzusammenhänge des Wissens der studierten Staatswirte nur durch deren konkrete Handlungen fassbar gemacht werden können, werden die verwaltungspraxeologischen Methoden genutzt, um aus den wirtschaftspolitischen Handlungen der Staatswirte und ihren Handlungslegitimationen Rückschlüsse auf deren Wissenskultur ziehen zu können.

1.2 Quellen und Aufbau der Arbeit

Da es in der vorliegenden Arbeit einerseits darum gehen wird, welche Wissensbestände und damit welche Fähigkeiten den studierten Staatswirten zugeschrieben wurden, und andererseits darum, wie die studierten Staatswirte demgegenüber tatsächlich handelten, bietet es sich an, die Arbeit in zwei große Teile zu gliedern: Im ersten Teil der Arbeit werden die Strategien untersucht, mit denen die studierten Staatswirte, genauer gesagt ihr Wissen und ihre daraus resultierenden Fähigkeiten, von ihren Lehrern an den Instituten der ökonomischen Ausbildung legitimiert wurden und wie die Verwaltungsapparate im Gegenzug diesen neuen Absolvententyp aufnahmen. Im zweiten Teil der Arbeit werden dann die studierten Staatswirte selbst in den Blick genommen und dabei analysiert, wie diese als Verwaltungsbeamte wirtschaftspolitische Praktiken etablierten und

legitimierten. Im Folgenden werden die Quellen und ihr Aussagepotential für die beiden Teile der Arbeit kurz vorgestellt.

Der erste Teil beantwortet die folgende leitende Frage: Wie wurde der neue, mit kameralistisch-ökonomischem Wissen ausgestattete Absolvententypus ausgehandelt? Die Lehrer an den Lehrstühlen, Fakultäten und Hohen Schulen mussten für ihre Studierenden ein Alleinstellungsmerkmal erarbeiten. Das war deswegen notwendig, weil die juristischen Fakultäten der etablierten territorialstaatlichen Universitäten ihren Absolventen ebenfalls Wissen zu vermitteln versprachen, das diese als Amtsträger in den Verwaltungsapparaten anwenden können sollten. Damit war von Beginn an eine Konkurrenzsituation gegeben.[51] Darüber hinaus gab es zunächst keine formalen Voraussetzungen, die Qualifikanten für Verwaltungspositionen mitbringen mussten. Formale Standards, die die Bewerber um eine Stelle im Verwaltungsapparat mitzubringen hatten, wurden von Landesherren per Erlass aufgestellt, als die entsprechenden kameralistisch-ökonomischen Lehrstühle, Fakultäten und Hohen Schulen vorhanden waren, so zum Beispiel 1778 in der Kurpfalz.[52] Auf diese Weise sollte gewährleistet sein, dass dieses praxisbezogene Wissen tatsächlich in den Verwaltungsapparaten implementiert wurde. Die entsprechenden Erlasse änderten aber nichts daran, dass die Adjunktionspraxis weiterhin gängig blieb, sodass man auch nach der Einrichtung dieser ökonomischen Institutionen nicht davon sprechen kann, dass ihre Absolventen automatisch anerkannt waren.[53] Diese Bedingungen führten dazu, dass es für die Hochschullehrer, die die neuen ökonomischen Absolventen ausbildeten, essentiell war, diese dadurch zu legitimieren, dass sie ihnen einen spezifischen, für den Staat unverzichtbaren Wissensbestand zuschrieben und diesen auch nach außen kommunizierten.

Aufgrund der in den theoretischen Anmerkungen dargelegten Vorannahmen über die Zirkulation von Wissen ergibt sich, dass die theoretisch-

[51] Im Fall der Kameralfakultät in Mainz schreibt Napp-Zinn, ihr Ziel sei es gewesen, die wirtschaftliche Ausbildung von Juristen und einer eigenen Verwaltungsbeamtenkategorie“ sicherzustellen. Von einem separaten Akteurstyp spricht Napp-Zinn zwar nicht, aber von einem neuen Aufgabenfeld der Absolventen als „staatliche Wirtschaftsleiter“. Vgl. Napp-Zinn, Die Kameralfakultät in Mainz, S. 114.
[52] Zu diesem Erlass siehe den Hinweis in Kapitel 2.3.
[53] Vgl. Kohnle, Armin: Kleine Geschichte der Kurpfalz. Karlsruhe 2005, S. 216.

kameralistischen Wissensbestände, die dafür gedacht waren, dass die Studierenden sie im Verwaltungsdienst anwenden konnten, in lokal bestimmten Produktionskontexten entstanden. Sie waren von den personellen und institutionellen Bedingungen der jeweiligen Hohen Schule und ihrer Lehrer abhängig, aber nicht von ihnen determiniert. Die 1774 gegründete Kameral-Hohe-Schule zu Lautern in der Kurpfalz war die erste Hohe-Schule, die sich ausschließlich der Vermittlung von kameralistischem Wissen widmete.[54] An ihrem Beispiel zeigt sich die Abhängigkeit der Wissensproduktion von den lokalen Bedingungen. Die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule standen aufgrund der Tatsache unter besonderem Handlungsdruck, dass sie das von ihnen vermittelte kameralistische Wissensfeld überhaupt erst legitimieren mussten. Die gedruckten Vorlesungen, Lehrbücher und wissenschaftlichen Beiträge dienten somit nicht nur als „Wissensspeicher“ und zum „Wissenstransfer“, wie der Politikwissenschaftler Klaus Kremb ihre Funktion im Rahmen der Kameral-Hohen-Schule verortete,[55] sondern auch als Kommunikationsmedien zur Legitimierung der studierten Staatswirte. Dass die Kameral-Hohe-Schule eine singuläre Stellung hatte, weil sie ausschließlich auf die Vermittlung kameralistischen Wissens ausgerichtet war, bedeutet aber nicht, dass es keine Handlungsnotwendigkeiten der Lehrstühle und Fakultäten in anderen Territorien zur Ausbildung potentieller Staatsbeamter gab. Aber diese singuläre Stellung der Kameral-Hohen-Schule führte dazu, dass von deren Lehrern eine weit breitere Überlieferung an gedrucktem Quellenmaterial zur Verfügung steht als an anderen Standorten der ökonomischen Wissensvermittlung: Sowohl die jährlich publizierten ‚Bemerkungen‘ beziehungsweise ‚Vorlesungen‘ der physisch-ökonomischen und Bienengesellschaft zu Lautern als auch die gedruckten Lehrbücher der Lehrer der Kameral-Hohen-Schule lassen sich als Quellen heranziehen (Kapitel 2.1), um die in den gelehrten publizistischen Diskurs eingebrachte Figur des studierten

[54] Auch wenn die Kameral-Hohe-Schule nach ihrem Umzug von Lautern nach Heidelberg im Jahr 1784 in Staatswirtschafts-Hohe-Schule umbenannt wurde, wird in der vorliegenden Arbeit der Einfachheit halber durchgehend der ursprüngliche Name verwendet.

[55] Vgl. Kremb, Klaus: "Die aechte Quelle des Reichthums". Wissenstransfer im 18. Jahrhundert. Prolegomena zu einem Tagungsprojekt der Pfälzischen Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften und der TU Kaiserslautern; in: Kaiserslauterer Jahrbuch für pfälzische Geschichte und Volkskunde 12 (2012), S. 233-251.

Staatswirtes fassbar zu machen (repräsentative staatliche Akteure dürfen als Teilnehmer dieses Diskurses aufgefasst werden, denn an sie richtete sich die publizierte Figur des studierten Staatswirtes ja primär).[56]

Aufschlussreich sind darüber hinaus die direkten Korrespondenzen der Lehrer kameralistisch-ökonomischen Wissens mit den Verwaltungsapparaten, in denen der Bedarf an den studierten Staatswirten zwischen den Kommunikationspartnern ausgehandelt wurde. Die Inhalte dieser Korrespondenzen werden in dieser Arbeit methodisch im Hinblick auf die dort verwendeten Legitimationsstrategien und Aushandlungsprozesse um die ökonomischen Studienabsolventen analysiert (Kapitel 2.2). Die Akten der physikalisch-ökonomischen und Bienengesellschaft zu Lautern und der Kameral-Hohen-Schule[57] beinhalten dabei nicht nur die entsprechenden Strategien der Lehrer, sondern auch die Reaktionen von Adressaten des kurpfälzischen Verwaltungsapparats oder der Universität Heidelberg, deren Mitglieder als konkurrierende Akteure auftreten, da dort ja ebenfalls potentielle Verwaltungsbeamte ausgebildet werden sollten. Auch die Überlieferungen der Fakultät für Ökonomie und Kamerale an der Hohen-Karlsschule in Württemberg und der Lehrstühle für Kameral- und Forstwissenschaften an der Universität Tübingen bieten ausreichend Material, um die Strategien zur Legitimierung der ökonomischen Absolventen zu analysieren (Kapitel 2.3).[58] Die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion, die 1803 als Nachfolgeinstitution der Staatswirtschafts-Hohen-Schule weitergeführt wurde, verfolgten ebenfalls Legitimationsstrategien in Aushandlung mit dem badischen Staat und der Universität Heidelberg, was aus dem bis 1822 laufenden Sektionsbestand[59]

[56] Siehe das Verzeichnis der gedruckten Quellen am Ende dieser Arbeit.
[57] Siehe LAS A2 1241/10-25 und GLAK 205, 1110-1118. Vgl. zur Überlieferungssituation der Kameral-Hohen-Schule auch das Quellenverzeichnis bei Plettenberg, Die Hohe Kameral-Schule zu Lautern. Vgl. auch Knoll, Ilona: Der Mannheimer Botaniker Friedrich Casimir Medicus (1736 - 1808). Leben und Werk. Heidelberg 2003, wo ein Register der Briefe von und an Medicus aus diesen Beständen abgedruckt ist.
[58] Die Bestände zu den ersten Versuchen der Einrichtung einer staatswirtschaftlichen Fakultät in Tübingen HStAS A 249 Bü 2658, A 274 Bü 63e, A 280 Bü 8e und f, A 282 Bü 1124. Siehe für die relevanten Bestände der Hohen-Karlsschule in Stuttgart, also die der Fakultät für Ökonomie und Camerale und ihrer Vorgängerlehrstühle HStAS: A 272 Bü 128f.
[59] Siehe UAH H-VI-190/1-4. Der Bestand umfasst darüber hinaus vor allem die interne Planung von Vorlesungen für jedes Semester. Die Überlieferung der ab 1803 bestehenden Staatswirtschaftlichen

ersichtlich wird (Kapitel 2.4). Im ersten Teil der Arbeit wird somit zunächst die publizierte Figur des studierten Staatswirtes untersucht, bevor die Aushandlungsprozesse an den einzelnen Lehrinstitutionen fokussiert und die standortgebundenen Unterschiede in der Konzeption der studierten Staatswirte herausgearbeitet werden.

Der zweite Teil der Arbeit fokussiert die Praktiken der studierten Staatswirte als Verwaltungsbeamte in den zeitgenössischen Wirtschaftssektoren der Forstwirtschaft (Kapitel 3.1), der Landwirtschaft (Kapitel 3.2) und des Bergbaus (Kapitel 3.3) sowie auf der Ebene der Zentralverwaltung der Territorialstaaten. Dabei wird zu diesem Untersuchungszweck auch ein Kapitel der Verwaltungstechnik der administrativen Statistik (Kapitel 3.4) gewidmet, deren Nutzung Aussagen über das gesamtstaatliche wirtschaftspolitische Handeln der Staatswirte ermöglicht. Andererseits wird die Eingliederung der studierten Staatswirte in die Markgrafschaft beziehungsweise ins (Groß-)Herzogtum Baden zur Analyse kommen, um Aussagen darüber treffen zu können, ob das Wissen der studierten Staatswirte auch als Exportmodell funktionierte (Kapitel 3.5). Die leitende Frage dieses zweiten Teils der Arbeit lautet: Wie implementierten und legitimierten die studierten Staatswirte ihre wirtschaftspolitischen Maßnahmen und auf welche Wissensbestände verweisen ihre Handlungen? Der große Vorteil für diese Untersuchung besteht darin, dass für die Kameral-Hohe-Schule, aber auch für die Hohe-Karlsschule in Stuttgart Arbeiten vorliegen, die die Biographien der Studienabsolventen rekonstruieren. Für die kurpfälzischen studierten Staatswirte enthält die prosopographische Studie des Historikers Oskar Poller den Stammbaum und den Lebensweg aller Studenten, die zwischen 1774 und 1803 eingeschrieben waren.[60] Schon allein die Zahl von 310 Studierenden in diesem Zeitraum bietet genug akteurszentrierte Fallbeispiele, um deren Praktiken in den südwestdeutschen Verwaltungsapparaten differenziert zu untersuchen. Absolut

Sektion umfasst dagegen vor allem sektions- und universitätsinterne Sitzungsprotokolle und Korrespondenzen.

[60] Vgl. Poller, Oskar: Schicksal der ersten Kaiserslauterer Hochschule und ihrer Studierenden: Kameral-Hohe-Schule zu Lautern 1774-1784, Staatswirtschafts-Hohe-Schule zu Heidelberg 1784-1804. Lebensbeschreibungen und Abstammung der Professoren und Studierenden. Ludwigshafen am Rhein 1979. Die Beschreibungen der Studierenden der Kameral-Hohen-Schule bei Plettenberg ergänzen Pollers Darstellung.

betrachtet erscheint diese Zahl zu groß für eine praxeologische Untersuchung. Sie wird aber dadurch handhabbar, dass in diesem Kapitel nur die Absolventen in den Blick genommen werden konnten, die im raumzeitlichen Kontext als Verwaltungsbeamte für einen Wirtschaftssektor in ihrer jeweiligen Amtsfunktion wirtschaftspolitische Maßnahmen anwandten. Während die biographischen Darstellungen fast nur die familiären und beruflichen Entwicklungen der Studierenden beinhalten, ermöglichen es Fallbeispieluntersuchungen, bei einzelnen Akteuren in die Tiefe zu gehen, was überhaupt erst Zusammenhänge zwischen den Verwaltungspraktiken und der zugrunde liegenden Wissenskultur erkennbar werden lässt. Auf diese Weise können in diesem Kapitel die Fallbeispiele einzelner Absolventen analysiert werden, die nach ihrem Studium in Verwaltungspositionen handelten, in denen sie potentiell einen auf einen Wirtschaftssektor fokussierten Teilbereich der theoretisch-kameralistischen Wissensbestände anwenden konnten. Da in den prosopographischen Studien die Karrierestationen der ehemaligen Studierenden ja immer enthalten sind, konnten für die vorliegende Arbeit die Aktenbestände erhoben werden, aus denen ersichtlich wird, welche Praktiken die Akteursfallbeispiele innerhalb des Verwaltungsapparats anwandten. Die aussagekräftigsten Aktenbestände sind dabei meist auf der Ebene der Oberamtsverwaltungen verortet, da die Oberämter eine Mittelposition zwischen der Umsetzung herrschaftlicher Verordnung und der Kenntnis der lokalen ökonomischen Bedingungen darstellten und hier die Verwaltungspraktiken der studierten Staatswirte somit am aussagekräftigsten sind.[61] Diejenigen Staatswirte, die nicht mehr im Ancien Régime studiert hatten, also diejenigen, die sich nach 1802/03 an der Staatswirtschaftlichen Sektion der nun badischen Universität Heidelberg für ein staatswirtschaftliches Studium eingeschrieben hatten, wurden dagegen nicht mehr berücksichtigt, da zu diesen Studierenden kein prosopographisches Material vorlag und die Arbeit auf das

[61] Siehe dazu auch die Literaturhinweise zu Beginn des zweiten Teils der Arbeit (Kapitel 3). Für die rechtsrheinischen Oberämter der Kurpfalz sind die Akten der jeweiligen Oberämter beziehungsweise der Ämter und Städte, größtenteils im Generallandesarchiv Karlsruhe (GLA), für die linksrheinischen Oberämter und Städte im Bestand A2 des Landesarchivs Speyer (LAS) zu finden. Die verwendeten Bestände sind dem Quellenverzeichnis zu entnehmen. Außerdem wurden aus den Aktenbeständen der kurpfälzischen Generaltabellen und der badischen Menschen- und Viehtabellen die Signaturen GLA 77/6175 und 74/9040 verwendet.

ausgehende Ancien Régime und das frühe 19. Jahrhundert beschränkt ist, wobei diese Beschränkung allein schon durch die Untersuchung einzelner Akteursfallbeispiele, die noch vor dieser Epochengrenze studierten, aber im 19. Jahrhundert als Kameralbeamte tätig wurden, aus gutem Grund relativ flexibel gehandhabt wird.[62] Für die Hohe-Karlsschule in Stuttgart konnten dank einer prosopographischen Studie von Werner Gebhardt die Studierenden, die „Oeconomie und Camerale" studiert hatten, erfasst werden.[63] Die Hörer kameral- und forstwissenschaftlicher Vorlesungen an der Universität Tübingen entfalteten ihr Verwaltungshandeln wiederum erst wieder außerhalb des Untersuchungszeitraums.[64] Dennoch gilt: Wenn die studierten Staatswirte auch über die Epochengrenze der Frühen Neuzeit hinaus ihr Handlungspotential entfalten konnten, worauf das vorliegende biographische Material hindeutet, spricht das dafür, den Beginn des 19. Jahrhunderts in die Untersuchung zu integrieren und die Epochengrenze des Ancien Régime zumindest ansatzweise zu transzendieren.[65]

[62] Diese Studierenden könnten aus den Matrikelbüchern der Universität Heidelberg entnommen werden, da das Studienfach bei der Einschreibung mitangegeben wurde. Vgl. Toepke, Gustav (Bearb.): Die Matrikel der Universität Heidelberg (4. Teil): Von 1704 – 1807. Heidelberg 1903 und ders. (Bearb.), Die Matrikel der Universität Heidelberg (5. Teil): Von 1807 – 1846. Heidelberg 1904. Alle Matrikelbücher sind online einsehbar. Eine prosopographische Studie zu den studierenden Staatswirten nach 1802/1803 liegt nicht vor.

[63] Vgl. Gebhardt, Werner: Die Schüler der Hohen Karlsschule. Ein biographisches Lexikon. Stuttgart 2011.

[64] Die Namen und die Herkunftsorte dieser Studierenden findet man bei Starbatty, Joachim und Strecker, Heinrich: Über 400 Semester. Wirtschaftswissenschaftliche Vorlesungen an der Eberhard Karls Universität Tübingen 1798-2013. Stuttgart 2014.

[65] Die Quellenzitate in dieser Arbeit wurden in Bezug auf die Interpunktion und die Lesbarkeit Großschreibung von Substantiven und Substantivierungen zur besseren Lesbarkeit an die aktuelle Rechtschreibung angepasst, Zerschreibungen wurden ausgeschrieben. Zur Identifizierung der Quellenzitate in den Akten wurde, soweit möglich, Ort, Datum, Verfasser und Empfänger eines Schreibens in der Fußnote mit angegeben. Wenn die entsprechenden Informationen fehlten, wurde, wenn die entsprechende Akte paginiert ist, die Seitenzahl hinzugefügt.

1.3 Forschungsstand

Der für diese Arbeit relevante Forschungsstand ergibt sich aus zwei Forschungsfeldern. Das erste Forschungsfeld beschäftigt sich mit gelehrtem ökonomischem Wissen und gelehrten ökonomischen Praktiken. Hier können vor allem Arbeiten zu den Ökonomischen Sozietäten des 18. Jahrhunderts nutzbar gemacht werden, da diese zwar keine Absolventen des ökonomischen Studiums untersuchen, aber dafür zu der Thematik der Zirkulation ökonomischer Wissensbestände für diese Arbeit nutzbare Aussagen treffen. Das zweite Forschungsfeld bezieht sich auf Forschungsarbeiten, die wirtschaftspolitisches Handeln in Herrschaft und Verwaltung untersuchen und damit einen geeigneten Forschungskontext zur Untersuchung des Verwaltungshandelns, das im Fokus dieser Arbeit steht, anbieten. Diese Zweiteilung ermöglicht es, den Untersuchungsgegenstand sowohl aus der wissensgeschichtlichen als auch aus der verwaltungspraxeologischen Perspektive in den bestehenden Forschungskontext einzuordnen. Aus diesem Grund wird zunächst der Forschungsstand zu den Ökonomischen Sozietäten und zum gelehrt-theoretischen Kameralismus für die vorliegende Arbeit nutzbar gemacht, bevor die aktuellen verwaltungspraxeologischen Arbeiten unter besonderer Berücksichtigung von Studien zum wirtschaftspolitischen Verwaltungshandeln operationalisierbar gemacht werden.

Die Forschung zu den Ökonomischen Sozietäten ist wichtig für diese Arbeit, weil es im Fall der Kameral-Hohen-Schule zu Lautern die Mitglieder der 1769 gegründeten „Physisch-Oeconomischen und Bienen-Societät zu Lautern“ gewesen waren, die diese Schule zur Ausbildung künftiger Verwaltungsbeamter etabliert hatten. Die kurpfälzische Entwicklung von einer Ökonomischen Gesellschaft, die landwirtschaftliche Verbesserungstechniken verbreiten wollte, hin zur Ausbildung ökonomisch geschulter Beamter war historisch singulär. Die Gründung der Kameral-Hohen-Schule im Jahr 1774 wurde vor allem deshalb realisiert, weil sie als der effektivere Weg gesehen wurde, um ökonomische Wissensbestände zirkulieren zu lassen. Diese Dimension der Verbreitung und die Nutzbarmachung

von ökonomischem Wissen wurde von der Aufklärungsforschung der 1950er-Jahre gegenüber der sozialgeschichtlichen Betrachtung der gelehrten Gesellschaften, die als Instanzen der Emanzipation des Bürgertums betrachtetet wurden, lange vernachlässigt.[66] Dagegen steht das produzierte und distribuierte Wissen der Ökonomischen Sozietäten seit den 1990er-Jahren, ausgehend von den Aufklärungsforschern Henry Lowood und Helmut Reinalter, mehr im Fokus. Reinalter sah in den Sozietäten Zentren, die den „Ministerien und Verwaltungsinstanzen in der Akkumulation, Bewertung, Weitergabe und praktischen Umsetzung von Wissen zweifellos ebenbürtig, wenn nicht überlegen" waren.[67] Lowood verglich die Sozietätsgründungen im Reich und unterschied eine Phase in den 1760er-Jahren, in denen die landwirtschaftliche Verbesserung das Gründungsmotiv bildete, und eine der 1790er-Jahre, in denen die Gesellschaften eher bestrebt waren, spezialisierte wissenschaftliche Themen zu behandeln.[68] Diese Erkenntnis ist für diese Arbeit wichtig, weil sie ein grobes Raster für die Veränderung in der Sammlung und Distribution von Wissen darstellt, der auch die staatswirtschaftlichen Studenten ausgesetzt waren.

Die hilfreichsten methodischen Überlegungen zur Erforschung der Ökonomischen Sozietäten befinden sich in den Sammelbändern des Technikhistorikers Marcus Popplow[69] und in dem Sammelband von Koen Stapelbroek und Jani Marjanen.[70] Die Beiträge in dem Band von Stapelbroek und Marjanen untersuchen die Aktivitäten der Ökonomischen Sozietäten in einem übergeordneten europäischen Kontext und zeigen auf, dass der Prozess der Wissensgenerierung immer von den lokalen Bedingungen abhing, das heißt, dass

[66] Vgl. Hubrig Hans: Die Patriotischen Gesellschaften des 18. Jahrhunderts. Weinheim 1957, S. 9.
[67] Vgl. Schlögl, Rudolf: Die patriotisch-gemeinnützigen Gesellschaften: Organisation, Sozialstruktur, Tätigkeitsfelder, in: Reinalter, Helmut (Hg.): Aufklärungsgesellschaften, S. 61-82. Frankfurt a. M. 1993, S. 63 und S. 76. Die Bedeutung der Sozietäten wurde an diesem Punkt der historischen Forschung darin gesehen, dass ihre Verbesserungsvorschläge den Landesherren in der Durchsetzung ihrer Ordnungsvorstellungen gegen die partikular wirkenden Stände helfen konnten.
[68] Vgl. Lowood, Henry: Patriotism, profit, and the promotion of science in the German Enlightenment: the economic and scientific societies, 1760-1815. Michigan 1991, S. 5f.
[69] Vgl. Popplow, Marcus (Hg): Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens: Strategien innovativer Ressourcennutzung in Zeitschriften und Sozietäten des 18. Jahrhunderts. Münster, München und Berlin 2010.
[70] Vgl. Stapelbroek, Koen und Marjanen, Jani (Hg.): The Rise of Economic Societies in the Eighteenth Century. Patriotic Reform in Europe and North America. Basingstoke 2012.

lokale ökonomische Bedingungen und Gegebenheiten einen Einfluss auf das gesammelte und distribuierte Wissen hatten.[71] Der europäische Vergleich zeigt darüber hinaus, dass die Sozietätsmitglieder auch über die Vermittlung landwirtschaftlicher Techniken hinausgingen und reflexiv-theoretische ökonomische Wissensbestände formten, zum Beispiel über die Funktionsweise von Märkten.[72] In der Untersuchung der Verwaltungspraktiken ist also zu beachten, dass schon die Ökonomischen Sozietäten nicht nur agrarisches Wissen zirkulieren ließen. Marcus Popplow bezeichnet die Initiativen der Ökonomischen Sozietätsmitglieder mit dem Begriff der „Innovationskultur der Ökonomischen Aufklärung“: Er betont, dass das landwirtschaftlich-technische Wissen, das die Sozietäten sammelten und verbreiteten, auch Einfluss auf formelle (Recht) und informelle Institutionen (Traditionen, Vorstellungen, Vertrauen) hatte.[73] Es beeinflusste, so Popplow weiter, sowohl die Verwaltungen als auch die theoretisch-kameralistischen Wissensbestände.[74] Das belegt, dass die Wissensbestände der Ökonomischen Sozietäten für die hier angestrebte Untersuchung der studierten Staatswirte mitberücksichtigt werden müssen, da sie auf die theoretisch-kameralistischen Wissensbestände Einfluss hatten. Der europäische Vergleich zeigt übrigens auch, dass in den Sozietätsaktivitäten subtile Einflussversuche auf die Gesetzgebung nachweisbar sein können, wie Regula Wyss und Martin Stuber am Beispiel der Ökonomischen Sozietät Bern zeigen konnten.[75] Der Aufklärungshistoriker Hans-Erich Bödeker weist mit Blick auf die Ökonomischen Sozietäten im Reich darauf hin, dass deren Mitglieder nie politisch

[71] Vgl. Stapelbroek, Koen und Marjanen, Jani: Political Economy, Patriotism and the Rise of Societies, in: Stapelbroek und Marjanen, Rise of Economic Societies, S. 1-25, S. 3.
[72] Vgl. ebd., S. 2.
[73] Vgl. Popplow, Marcus: Die Ökonomische Aufklärung als Innovationskultur des 18. Jahrhunderts zur optimierten Nutzung natürlicher Ressourcen, in: Ders. (Hg.), Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens, S. 2-48, S. 39.
[74] Vgl. Stapelbroek und Majranen, Political Economy, S. 13.
[75] Vgl. Wyss, Regula und Stuber, Martin: Paternalism and Agricultural Reform: The Economic Society of Bern in the Eighteenth Century, in: Stapelbroek und Marjanen, Rise of Economic Societies, S. 157-181, S. 162. Die Autoren erwähnen die Fixierung des Getreidepreises, der in Bern 1792 abgeschafft wurde, nachdem seit 1761 in der Berner Sozietät über Preisfestsetzungen Diskussionen geführt wurde.

aktiv wurden, sondern sich eher in der Vermittlerrolle bei der Umsetzung ihrer Ideen im lokalen Kontext positionierten.[76]

Natürlich ist speziell die Kameral-Hohe-Schule zu Lautern, die aus einer Ökonomischen Sozietät hervorging, ein historisch singuläres Verbindungselement zwischen Sozietätswissen und universitärem Wissen, was es um so relevanter macht, diese Verbindung mitzuberücksichtigen.[77] Es fällt umso mehr auf, dass die Arbeiten speziell zur Kameral-Hohen-Schule nie näher auf das Thema Verwaltungspraktiken eingegangen sind, was natürlich auch daran liegt, dass praxeologische Fragestellungen erst in den letzten Jahren in den Fokus gerückt sind: Zwar ordnete Alexandra Plettenberg in ihrer Dissertation über die Kameral-Hohe-Schule diese Institution in eine Zeit ein, in der sich die Entstehung einer „Volkswirtschaft in Urform" vollzog, was Wissen über Staat, Recht und Policey notwendig gemacht habe.[78] Aber das Verwaltungshandeln der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule ist kein Untersuchungsgegenstand und die Studierenden der Hohen-Schule erfahren ebenfalls nur eine biographische Beschreibung. Erst der Technikhistoriker Marcus Popplow formulierte in seinem Aufsatz zur Ökonomischen Aufklärung in der Kurpfalz die These, dass technische Innovationen in den reforminteressierten Verwaltungsapparaten mit Interesse aufgenommen wurden und das Sozietätswissen so in Anwendung kam.[79] Popplow stellt darüber hinaus auch die Vermutung auf, dass gerade die Kameral-Hohe-Schule zu Lautern durch ihre personale Verbindung zur Ökonomischen Aufklärung in der Kurpfalz Absolventen hervorbringen konnte, die eine spezielle Gruppe landwirtschaftlicher Reformer zu Beginn des 19. Jahrhunderts bildeten.[80] Er betont, dass man aus Fallbeispieluntersuchung der Karrieren der Absolventen der Kameral-Hohen-

[76] Vgl. Bödeker, Hans-Erich: Economic Societies in Germany, 1760–1820: Organisation, Social Structures and Fields of Activities, in: Stapelbroek und Marjanen, Rise of Economic Societies, S. 182-211, S. 206.
[77] Vgl. Popplow, Marcus: Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten. Die Ökonomische Aufklärung in der Kurpfalz, in: Ders. (Hg.), Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens, S. 175-235.
[78] Plettenberg, Die Hohe Kameral-Schule , S. 38. Vergleichbar dazu konstatierte Sieglinde Graf für die bayerische Gesellschaft zu Ötting-Burghausen einen Schwerpunkt, den sie als „kameralwissenschaftlich" bezeichnete: Einzelne Mitglieder betonten dort die Bedeutung der Landwirtschaft zur Steigerung der Staatseinkünfte sowie policeyliche Maßnahmen zur Nahrungsvorsorge, zur Preisfestsetzung und zur Armenfürsorge. Vgl. Graf, Sieglinde: Aufklärung in der Provinz. Die sittlich-ökonomische Gesellschaft von Ötting-Burghausen 1765 – 1802. München 1993, S. 139.
[79] Vgl. Popplow, Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten, S. 200 und S. 202.
[80] Vgl. ebd., S. 235.

Schule Aufschlüsse bezüglich des „Nachwirkens der Innovationskultur der Ökonomischen Aufklärung“ gewinnen könne, was die Agrarentwicklung der Region zu Beginn des 19. Jahrhunderts betrifft.[81] Gerade in Hinblick darauf, dass nicht einmal klar ist, ob sich die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule in ihrer Wissenskultur von anderen kameralistischen Studienabsolventen unterschieden und was für Verwaltungspraktiken von studierten Staatswirten überhaupt angewandt wurden, zeigt sich, dass in Hinblick auf die kameralistischen Studienabsolventen ein Forschungsdesiderat vorliegt. Die Überlegungen von Popplow sind ein Beleg dafür, dass geklärt werden muss, wie sich die Konzeptionen der kameralistischen Studienabsolventen je nach Standort unterschieden und ob die Praktiken der kurpfälzischen studierten Staatswirte sich tatsächlich als so innovativ erwiesen, wie es Popplow vermutet hat. Allerdings wird die Analyse im Folgenden über die Untersuchung von agrarpolitischen Maßnahmen der studierten Staatswirte hinausgehen, da der Fokus der Arbeit nicht auf landwirtschaftlichen Innovationen, sondern auf dem Wissen und den Praktiken der studierten Staatswirte selbst liegt, die als Verwaltungsbeamte ein viel breiteres wirtschaftspolitisches Spektrum als nur die Landwirtschaft abdeckten. Aufgrund der akteurszentrierten Herangehensweise zielt diese Arbeit auch nicht darauf ab, Neuerkenntnisse über strukturelle landwirtschaftliche Entwicklungen vorzulegen. Zuletzt hat die Frühneuzeithistorikerin Regina Dauser am Beispiel des Tabakanbaus in der Kurpfalz gezeigt, dass die territorialen Verwaltungen das Expertenwissen von Ökonomischen Sozietätsmitgliedern tatsächlich miteinbezogen, dass sich in der Praxis aber das agrarische Wissen der (Tabak-)Bauern als durchsetzungsfähiger erwies.[82] Auch wenn in den genannten Forschungsbeiträgen die Sozietätsmitglieder und keine studierten Staatswirte im Fokus stehen, sind die analysierten Akteurszusammenhänge doch übertragbar. Auch die studierten Staatswirte trugen ökonomische Wissensbestände in ihre Verwaltungskontexte hinein. Im Detail liegt hier aber ein wichtiger Unterschied: Die Wissensbestände der studierten Staatswirte hatten durch die Einrichtung von

[81] Vgl. ebd., S. 234.
[82] Vgl. Dauser, Regina: ‚Experten-Kulturen‘. Wissenszirkulation und Tabakanbau am Beispiel der Kurpfalz, in: Dauser, Schilling, Fassl: Wissenszirkulation auf dem Land, S. 37-46, S. 45f.

Lehrstühlen, Fakultäten und Hohen-Schulen bereits einen weiteren Schritt in ihrer Etablierung genommen. Das theoretisch-kameralistische Wissen, über das die Staatswirte verfügten, dürfte also in dem Zeitraum, in dem sie als Akteurstyp erschienen, bereits ein höheres Maß an Akzeptanz erlangt haben. Außerdem handelten die Staatswirte als integrierte Elemente der Verwaltungsapparate und nicht als externe Experten, sie konnten also auch auf ihr praktisches Erfahrungswissen als Verwaltungsbeamte verweisen und waren dadurch, dass sie selbst Teil des Verwaltungssystems waren, zusätzlich legitimiert. Welchen Unterschied diese institutionalisierten kameralistisch-wissenschaftlichen Wissensbestände im Gegensatz zu dem fluiden Expertenwissen der Ökonomischen Gesellschaftsmitglieder für die Praktiken der studierten Staatswirte machten, ist ein Forschungsdesiderat.

Die Arbeiten, die sich mit dem theoretischen Kameralismus befassen, sagen oft wenig über die tatsächliche Verwaltungspraxis aus. Der Historiker Keith Tribe stellt in seiner Arbeit zu den ökonomischen Diskursen in den Territorien des Reiches zwar fest, dass die Theoretisierung ökonomischer Gesetzmäßigkeiten das Ziel gehabt habe, bestehende Verwaltungsroutinen abzulösen.[83] Tribe schlussfolgert somit aber auch, dass an den Universitäten das theoretisch-reflexive ökonomische Wissen entstanden sei, welches es obsolet gemacht habe, dass Kameralbeamte als staatliche Akteure in das Wirtschaftshandeln im Staat steuernd eingriffen und dass sich so der Wirtschaftsliberalismus durchgesetzt hätte.[84] Allerdings fehlt in dieser teleologischen Betrachtung die Verbindung zum tatsächlichen, konkreten Verwaltungshandeln, um die Eingriffe der Verwaltungsakteure wirklich zu den kameralistischen Theorien in Bezug setzen zu können. Das Problem bei den von den kameralistischen Theorien ausgehenden Ansätzen liegt darin, dass sie voraussetzen, dass das Verwaltungshandeln direkt aus den Theorien ableitbar wäre. Forschungen wie die des französischen Historikers Guillaume Garner, der über die Raumentwürfe des Kameralismus die theoretischen Konzeptionen mit den wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten

[83]Vgl. Tribe, Keith: Die 'Kameral Hohe Schule zu Lautern' und die Anfänge der ökonomischen Lehre in Heidelberg, in: Waszek, Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 162-191, S. 176.
[84] Vgl. Tribe, Governing Economy, S. 106.

verknüpft, zeigen, wie die Verbindung zwischen theoretischen Konzeptionen und Verwaltungspraktiken hergestellt werden kann.[85] Garner unterscheidet das Raumverständnis des Kameralismus, in dem Staat und Gesellschaft identisch und in dem der Raum das Objekt des administrativen Herrschaftsapparats der Policey gewesen seien,[86] von der ab 1810 weitestgehend vollzogenen Trennung des politisch-juristischen Raumes vom ökonomischen Raum, die die Schaffung eines wirtschaftsliberalen Marktraumes ermöglicht habe. Ähnlich argumentiert der Historiker Markus Sandl, der die Durchsetzung eines einheitlichen und geschlossenen ökonomischen Raumes damit erklärt, dass in den kameralistischen Publikationen ein wirtschaftlicher Kreislauf, in den die Märkte und die Wirtschaftssektoren eingebunden waren, konzipiert worden sei.[87] Der Kameralismus postuliere diese systematische Integration der wirtschaftlichen Wirkungskreise, woraus folge, dass Reformmaßnahmen nicht mehr auf lokale Räume, sondern auf ökonomische Beziehungen in diesem Raum abzielten.[88] Das kann als Erklärungsansatz für das Auftreten der studierten Staatswirte in den zentralen Instanzen der Verwaltungsapparate herangezogen werden: Da sich die Vorstellung eines übergeordneten Wirtschaftskreislaufs durchgesetzt hatte, brauchten die Verwaltungsapparate Beamte, die die Kompetenzen dazu hatten, die komplexen ökonomischen Beziehungen im Staat zu steuern. Allerdings fehlt auch in diesen Arbeiten eine Analyse des konkreten Verwaltungshandelns. Der Historiker Andre Wakefield dagegen beurteilt die Diskrepanz zwischen der Kammer als dem Ort der Finanzverwaltung der Fürsten und der ihr nachfolgenden Kameralwissenschaft als Universitätsfachgebiet, das die Kameralpraxis zur Wissenschaft erhob, als so offensichtlich, dass er konstatiert, die Kameralwissenschaften seien nur aufgrund ihrer Selbstdarstellung erfolgreich gewesen.[89] Er nennt unter anderem die kurpfälzische Kameral-Hohe-Schule als Beispiel für das Versprechen, Kammerdiener für Städte, Manufakturen und Minen

[85] Vgl. Garner, Guillaume: État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique 1740 - 1820. Paris 2005, S. 12.
[86] Vgl., ebd., S. 377.
[87] Vgl. Sandl, Marcus: Ökonomie des Raumes. Der kameralwissenschaftliche Entwurf der Staatswirtschaft im 18. Jahrhundert. Köln, Weimar und Wien 1999, S. 379 und S. 381.
[88] Vgl. ebd., S. 465.
[89] Vgl. Wakefield, Andre: The disordered police state. German cameralism as science and practice. Chicago 2009, S. 137.

auszubilden, das de facto nie eingelöst worden sei.[90] Die Träger des kameralistischen Wissens seien nur darin erfolgreich gewesen, ein Idealbild des geordneten Staates zu vermarkten, was ihnen lukrative Posten in den landesherrlichen Kammern und Universitäten eingebracht habe und finanziell liquide Studierende ins Land gezogen habe.[91] Aber auch, wenn die Lehrer der Kameralwissenschaft nur einen idealtypisch geordneten Polizeystaat postulierten, der nicht umgesetzt werden konnte, so schufen sie doch zumindest ein Bild, das für die Studierenden handlungsleitend gewesen sein konnte. Außerdem ging Wakefield in seiner Arbeit nur von einzelnen gelehrten Akteuren aus, im Falle der Kameral-Hohen-Schule von den Lehrern Friedrich Casimir Medicus und Johann Heinrich Jung-Stilling, beschäftigte sich aber nicht mit den Studienabsolventen selbst, sodass seine Aussagen in dieser Hinsicht Mutmaßungen bleiben. Demgegenüber sind die kameralistischen Wissensbestände in Bezug auf das Verwaltungshandeln in einem von den HistorikerInnen Pascale Laborier, Frédéric Audren, Paolo Napoli und Jakob Vogel herausgegebenen Sammelband zum Kameralismus untersucht worden, wobei die Beiträge dieses Sammelbandes zeigen, dass der theoretische Kameralismus durchaus das transnationale praktische Verwaltungshandeln prägte, indem er als das deutsche Modell des „Polizeystaates“ fungierte, dem andere Verwaltungsapparate und Verwaltungsakteure nacheiferten.[92] Die Historikerin Pascale Laborier weist in ihrer Einleitung des genannten Bandes darauf hin, dass es wichtig sei, kameralistische Praktiken in ihren Handlungsräumen und unter Berücksichtigung der jeweiligen Funktionen der Handlungsträger zu untersuchen, was die vorliegende Arbeit auch an ihrem Untersuchungsgegenstand, den studierten Staatswirten, vollziehen wird.[93] Laborier weist darüber hinaus darauf hin, dass das Wissen, das unter dem Begriff des Kameralismus zusammengefasst werden könne, sowohl im

[90] Vgl. ebd., S. 133.

[91] Vgl. ebd., S. 138. Vgl. auch Popplow, Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten, S. 234, der die Analyse von Wakefield so zusammenfasst, dass die Kameral-Hohe-Schule laut diesem eine „Mogelpackung“ gewesen sei.

[92] Vgl. Laborier, Pascale, Audren, Frédéric, Napoli, Paolo et Vogel, Jakob (Hg.): Sciences camérales. Activités pratiques et histoire des dispositifs publiques, Paris 2011.

[93] Vgl. Laborier, Pascale: Introduction. Les sciences camérales, prolégomènes à toute bureaucratie future ou parades pour gibiers de potence, in: Laborier, Audren, Napoli et Vogel, Sciences camérales, S. 11-30, S. 18.

Verwaltungshandeln wie auch im Verwaltungshandeln sehr fluide war und je nach Standort von den Akteuren, unterschiedlich bestimmt werden konnte.[94] Gerade weil in der vorliegenden Arbeit Akteure untersucht werden, die sich mit kameralistischen Wissensbeständen in Form eines Studiums auseinandersetzten und danach als Kameralbeamte tätig wurden, liegt es nahe, dass diese Wissensbestände nicht nur als erfolgreiche Marketingstrategie betrachtet werden sollten. Die studierten Staatswirte erfüllten eine bisher nicht systematisch analysierte, personale Verbindung zwischen dem produzierten und distribuierten kameralistisch-wissenschaftlichen Wissen und dem angewandten Verwaltungshandeln des Kameralismus. Es sei an dieser Stelle noch einmal betont, dass die studierten Staatswirte im Gegensatz zu den kameralistischen Theoretikern vollständig in die Verwaltungsapparate integriert worden waren. Dadurch hatte ihr Handeln automatisch mehr Akzeptanz im Verwaltungsapparat als das Handeln ihrer Lehrer, die ihre kameralistischen Wissensbestände von außen herantrugen. Der Politikwissenschaftler Klaus Kremb stellt die Kameral-Hohe-Schule zu Recht nicht in die Traditionslinie der Universitäten, sondern in die der modernen Fachhochschulen, mit der Begründung, dass deren verwaltungspraktische, technische und ökonomische Lehrinhalte in der Kameral-Hohen-Schule in Urform zu finden gewesen seien.[95] Kremb stellt darüber hinaus die These auf, dass der gescheiterte Wissenstransfer, also der Widerstand gegen die neuen Methoden zur Erschließung von Reichtumsquellen, dazu geführt habe, dass die Kameral-Hohen-Schule als institutionelles Modell sich nicht etablierte.[96] Dieses Urteil setzt allerdings voraus, dass die studierten Staatswirte an der praktischen Umsetzung ihrer Wissensbestände gehindert wurden, was erst untersucht werden müsste. Auch diese Überlegungen zeigen, wie wichtig gerade im Hinblick auf die Kameral-

[94] Vgl. ebd., S. 20.

[95] Vgl. Kremb, Klaus, „Die Begierde und der Eifer, wahre Grundsätze zu verbreiten" Die Physikalisch-ökonomische Gesellschaft und die Kameral-Hohe-Schule in Kaiserslautern, in: Ders. (Hg.), Wissensdialog und Wissenstransfer. Von der Aufklärungsgesellschaft des 18. zur Kompetenzgesellschaft des 21. Jahrhunderts, S. 33-50. Speyer 2015, und: Kremb, Klaus: "Die aechte Quelle des Reichthums". Wissenstransfer im 18. Jahrhundert. Prolegomena zu einem Tagungsprojekt der Pfälzischen Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften und der TU Kaiserslautern; in: Kaiserslauterer Jahrbuch für pfälzische Geschichte und Volkskunde 12 (2012), S. 233-251., hier insbesondere S. 243: Kremb betont, dass die Lehrer der Kameral-Hohen Schule die empirische Beobachtung als wissenschaftliches Prinzip propagiert hatten.

[96] Vgl. Kremb, „Die aechte Quelle…“, S. 250.

Hohe-Schule die hier vorliegende Arbeit ist, die das Handeln der studierten Staatswirte untersucht, denn die Tatsache, dass die kurpfälzischen studierten Staatswirte nach ihrem Studium in Verwaltungspositionen übernommen wurden, spricht gegen diese These des Widerstands gegen die neuen Methoden der Erschließung von Reichtumsquellen. Die vorliegende Arbeit kann somit eine genauere Antwort auf die Forschungsfrage geben, wie ökonomische Wissensbestände durch staatliche Akteure selbst in die Praxis überführt wurden. Die studierten Staatswirte als staatliche Akteure wurden in Hinsicht auf diese Frage bislang noch nicht ausreichend berücksichtigt, obwohl sie durch ihr theoretisch-kameralistisches Wissen sowie durch ihr ökonomisches Sozietätswissens als auch durch ihre Stellung als Verwaltungsakteure für eine solche Untersuchung prädestiniert sind.

Die zweite Forschungsrichtung bildet die dynamische, auf den Austausch von Ideen und die Implementationsmechanismen von Gesetzen und Erlassen konzentrierte Verwaltungsgeschichte. Diese hat zur Beschreibung des Verwaltungshandelns im späten Ancien Régime differenziertere Charakteristika herausgearbeitet, die die ältere Verwaltungsgeschichte, die sich in einer statischen Organisationsbeschreibung erschöpft, an Erkenntnispotential weit übertrifft. Eine solche Erkenntnis, die aus der dynamischen Verwaltungsgeschichte des späten Ancien Régime hervorgegangen ist, beschreibt den Wandel zur Herrschaftsausübung nach rationalen Kriterien im ausgehenden Ancien Régime. Ausgangspunkt ist, dass das Verwaltungshandeln in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts immer mehr dem Ideal einer rationalen, auf objektiver empirischer Basis beruhenden Herrschaftsausübung folgte. Der Frühneuzeithistoriker Achim Landwehr hat am Beispiel Venedigs in der Frühen Neuzeit gezeigt, dass die Verwaltungen durch die räumliche Erfassung ihrer Territorien und durch die Subsumierung ihrer Einwohner unter dem objektivierten Sammelbegriff ‚Bevölkerung' überhaupt erst einen in sich geschlossenen und legitimierten Herrschaftsort konstituierten.[97] Kategoriebildung, Differenzierungen und Abgrenzungen funktionieren, wie bereits erwähnt als objektiv begründeter

[97] Vgl. Landwehr, Achim: Die Erschaffung Venedigs. Raum, Bevölkerung, Mythos 1570 - 1750. Paderborn, München, Wien und Zürich 2007, S. 18.

Ausdruck staatlich-institutioneller Machtansprüche, indem sie Herrschaft durch Ordnung und Zuordnung manifestieren. Die Durchsetzung rationaler Ordnungsvorstellungen setzte sich aber nicht nur aufgrund von Machtansprüchen, sondern auch über den Austausch zwischen Verwaltungen und Gelehrten durch. Forschungen wie die des Wissenschaftshistorikers Éric Brian zeigen, dass in Frankreich ab 1770 ein Austausch zwischen ökonomischen Gelehrten und Verwaltungsbeamten rund um den Sinn von Bevölkerungszählungen und kartographischen Erfassungen stattfand und diese legitimierte.[98] Das zeigt, wie eng das Verwaltungshandeln mit dem Handeln gelehrter Akteure zusammenhing.[99] Die Verbindung speziell zwischen Statistik und Politik am Ende des Ancien Régime wurde von dem Frühneuzeithistoriker Lars Behrisch untersucht, der feststellt, dass ab den 1760er-Jahren durch die Etablierung statistischer Praktiken der Territorialstaat als homogen und funktional geschlossenes ökonomisches System für die Verwaltungen operationalisierbar gemacht wurde.[100] Die Legitimation des dynastisch-ständischen Territorialstaates mit landesherrlichen und adeligen Gütern sei so zugunsten eines funktional strukturierten Wirtschaftsraumes als Summe von Verwaltungseinheiten, Nutzflächen und Ressourcen abgelöst worden.[101] Die Forschungsergebnisse zum konstruktiven Charakter der Statistik und deren Verhältnis zum politischen Handeln durch Verwaltungsinstitutionen im späten Ancien Régime decken sich nicht exakt mit denen des 19. und des 20. Jahrhunderts. Der Politikwissenschaftler Daniel Schmidt konstatierte, dass die quantitativen Erhebungen im Laufe des 19. Jahrhunderts im politisch-administrativen Diskurs als konfliktfreies wissenschaftliches Wissen galten[102] und von staatlichen Akteuren somit nicht mehr selbst einer wissenschaftlichen

[98] Vgl. Brian, Éric: Staatsvermessungen. Condorcet, Laplace, Turgot und das Denken der Verwaltung: politische Philosophie und Ökonomie. Wien und New York 2001, S. 157 und S. 174.
[99] Vgl. Desrosières, Alain: Die Politik der großen Zahlen. Eine Geschichte der statistischen Denkweise. Berlin und Heidelberg 2005, vgl. S. 20: Auch Alain Desrosières betonte die politische Implikation von statistischen Daten und deren scheinbar objektive Evidenz, die politische Maßnahmen rational legitimieren konnten.
[100] Vgl. Behrisch, Lars: Vermessen, Zahlen, Berechnen des Raums im 18. Jahrhundert, in: Ders. (Hg.), Vermessen Zählen, Berechnen. Die politische Ordnung des Raums im 18. Jahrhundert, S. 7-26. Frankfurt a. M. 2006, S. 7.
[101] Vgl. Behrisch, Lars: Zahlen machen Räume: Landwirtschaftsstatistik und Raumwahrnehmung in der Grafschaft Lippe im späten 18. Jahrhundert, in: Ders. (Hg.), Vermessen, Zählen, Berechnen, S.95-130, S. 95.
[102] Vgl. Schmidt, Daniel: Statistik und Staatlichkeit. Wiesbaden 2005, S. 40f.

Betrachtung unterzogen wurden. Schmidt stellt für das 19. Jahrhundert somit eine allmählichen Trennung zwischen politischer und wissenschaftlicher Repräsentation und Verwendung von Zahlenstatistiken fest, was auch den Quellenwert der Statistiken selbst in der Moderne einschränkt, da die beschriebenen Austauschprozesse zwischen gelehrten Akteuren und Verwaltungsakteuren nun nicht mehr stattfanden.[103] Den Forschungsergebnissen zum konstruktiven Potential von Statistiken im ausgehenden Ancien Régime entsprechen jene zu den Kartierungsprozessen. Auch hier wurde in der jüngsten Forschung die Nutzung des (Karten-)Materials in den Verwaltungen zur rationalen Legitimierung von Herrschaftsansprüchen thematisiert.[104] Die Karten wurden, wie Statistiken, an alle Verwaltungsbehörden weitergeleitet und etablierten sich auf diese Weise als ein Kommunikationsmedium innerhalb der Verwaltung.[105] Diese Herrschaftsausübung nach rationalen Prinzipien bildete den Ausgangspunkt eines veränderten Handelns in den Verwaltungsapparaten, womit sich die Frage stellt, in welchem Maße das Verwaltungshandeln der studierten Staatswirte auf diesen rationalen Herrschaftskriterien beruhte.

Ob rationale Ordnungen, die materiell in Karten und Statistiken repräsentiert sind, aber direkten Einfluss auf die Herrschaftsausübung hatten, ist eine noch nicht beantwortete Frage. Dass die Herrschaftsausübung der Verwaltungen, auch vor Ort, am Ende des Ancien Régimes durchaus von theoretisch-kameralistischen Wissensbeständen geprägt gewesen sein konnte, zeigt sich in dem zunehmenden Fokus der Verwaltungsapparate auf

[103] Vgl. ebd., S. 22. Vgl. darüber hinaus Brückweh, Kerstin: Menschen Zählen. Wissensproduktion durch britische Volkszählungen und Umfragen vom 19. Jahrhundert bis ins digitale Zeitalter. Berlin und Oldenburg 2015, S. 319. Brückweh betont am Beispiel britischer Volkszählungen, dass die Praktiken der Datenerhebung vom 19. Jahrhundert bis ins 21. Jahrhundert erstaunlich konstant blieben. Das bestätigt auch Schneider, Michael C.: Wissensproduktion im Staat: Das königlich preußische statistische Bureau 1860 – 1914. Frankfurt a. M. 2013, S. 15: Schneider betont in seiner Untersuchung des preußischen statistischen Bureaus ebenfalls dessen Eigenlogiken des statistischen Erhebens und der resultierenden Wissensproduktion. Durch die spezialisierten Bureaus im 19 Jahrhundert entstand mit den Bureaus eine institutionelle Auslagerung der Informationsproduktion

[104] Vgl. Fieseler, Christian: Der vermessene Staat: Kartographie und die Kartierung nordwestdeutscher Territorien im 18. Jahrhundert. Hannover 2013, S. 331.

[105] Vgl. ebd., S. 336 und S. 344. Fieseler streift in seiner Untersuchung auch die Kartierungen in den Territorien des Oberrheins: Während in Baden die kartographische Erfassung und Darstellung als eine sehr effektive verwaltungstechnische Praxis der Regierung erlernt wurde, sei die Kartierung der Kurpfalz, die ab 1760 einzelne Gelehrte der Akademie der Wissenschaften verantworteten, für die Verwaltung weit weniger erfolgreich verlaufen, vgl. S. 69-80.

wirtschaftspolitische Aktivitäten. Der Frühneuzeithistoriker André Holenstein hat in seiner Untersuchung der Kommunikationsprozesse zwischen ausführender Policey und Gemeinden am Beispiel der Markgrafschaft Baden-Durlach aufgezeigt, dass die lokalen Policeybeamten ab 1750 detaillierte Informationsbeschaffungs- und Wissenserarbeitungsmaßnahmen praktizierten, da sie die öffentliche Ordnung durch die Bereitstellung potentieller Ressourcen sicherstellen wollten.[106] Die kommunikative Einbindung der Gemeinden habe die Akzeptanz dieser Reformmaßnahmen sogar tendenziell erhöht, weil die lokalen Akteure beteiligt wurden.[107] Die hier vorliegende Untersuchung staatswirtschaftlicher Akteure und Praktiken wird auch deren Kommunikation mit lokalen Gemeinden im Blick behalten, um die Einbindungs- und Konfrontationsstrategien der staatswirtschaftlichen Absolventen in diese Forschungen einordnen zu können. Mikrohistorische Arbeiten, wie die des Sozialhistorikers Niels Grüne richten den Blick auf den dynamischen Austausch zwischen sozialen Schichten in Dorfgemeinden und deren Konflikte mit Verwaltungsrepräsentanten.[108] Solche Arbeiten, die auf mikrohistorischer Ebene vorgehen, ermöglichen eine Kontextualisierung der Forschungsergebnisse, da sie lokale Konfliktfelder beispielsweise in Bezug auf die Abschaffung der Allmenden in der Kurpfalz in den 1770-er Jahren analysieren. Das ermöglicht es der vorliegenden Arbeit, das Handeln der studierten Staatswirte mit den Wissensbeständen lokaler Gemeinschaften in Bezug zu setzen.[109] Die Verbindungen zwischen theoretisch-universitären Wissensbeständen und wirtschaftspolitischen Aktivitäten der Verwaltungen sind als Forschungsgegenstand in Bezug auf staatliche Akteure bereits in Einzelfällen untersucht worden. Mit einem konkreten wirtschaftlichen Thema, nämlich mit der Durchsetzung wirtschaftsliberaler Konzeptionen, hat die Historikerin Klara Deecke sich am Beispiel Pommerns und Ostpreußens auseinandergesetzt und dabei sowohl die universitäre Lehre als auch die

[106] Vgl. Holenstein, André: "Gute Policey" und lokale Gesellschaft im Staat des Ancien Régime. Tübingen 2003, S. 101 und S. 104.
[107] Vgl. ebd., S. 827 und S. 833.
[108] Vgl. Grüne, Niels: Dorfgesellschaft - Konflikterfahrung – Partizipationskultur. Sozialer Wandel und politische Kommunikation in Landgemeinden der badischen Rheinpfalz (1720-1850). Stuttgart 2011.
[109] Vgl. Vgl. insbesondere zur Rolle der bäuerlichen Oberschichten und der lokalen Herrschaft Mahlerwein, Gunter: Die Herren im Dorf. Bäuerliche Oberschicht und ländliche Elitenbildung in Rheinhessen 1700 – 1850. Mainz 2001.

Verwaltungspraktiken einbezogen. Deecke belegt in ihrer Arbeit, dass sowohl theoretisch-universitäre Konzeptionen als auch verwaltungspraktische Umsetzungen von Standortbedingungen abhingen.[110] Auch wenn in der Arbeit von Deecke die Studierenden als Akteursgruppe nicht berücksichtigt werden, ist ihre Erkenntnis für die vorliegende Untersuchung wichtig, dass die universitäre Konzeption der Staatswirtschaft zum praktischen Verwaltungshandeln in Bezug gesetzt werden kann, ohne dabei die Eigenlogiken von universitären Theorien und den Verwaltungspraktiken aus dem Blick zu verlieren.[111]

Da die Untersuchung von wirtschaftspolitischen Praktiken sich je nach Akteursfallbeispiel auf bestimmte Wirtschaftssektoren beschränkt, kann in dieser Arbeit darüber hinaus auf spezifische Forschungsliteratur zu den Wissenskulturen in den jeweiligen Sektoren zurückgegriffen werden. Für die Forstwirtschaft konnten neben den grundlegenden Arbeiten zur Ressource Holz von Joachim Radkau, die einem wissensgeschichtlichen Ansatz Rechnung tragen,[112] auch Arbeiten zur Geschichte des Waldes im Südwesten, insbesondere in Bezug auf die Pfalz herangezogen werden.[113] In Bezug auf die Agrargeschichte des Südwestens wurden unter anderem die agrargeschichtlichen Arbeiten des Historikers Frank Konersmann verwendet, der ebenfalls die Pfalz fokussiert.[114] Auch zum Bergbau liegen Arbeiten vor, die spezifische historische Wissenskulturen und Verwaltungspraktiken in diesem Wirtschaftssektor mitberücksichtigen.[115] Die Bevölkerung als Regierungsobjekt und als Gegenstand des politisch-ökonomischen

[110] Vgl. Deecke, „Staatswirtschaft vom Himmel herabgeholt.“, S. 6.
[111] Vgl. ebd., S. 615f.
[112] Vgl. Radkau, Joachim: Holz. Wie ein Naturstoff Geschichte schreibt. München 2012.
[113] Vgl. Allmann, Joachim: Der Wald in der Frühen Neuzeit. Eine mentalitäts- und sozialgeschichtliche Untersuchung am Beispiel des Pfälzer Raumes 1500 – 1800. Berlin 1988 und Grewe, Bernd-Stefan: Der versperrte Wald. Ressourcenmangel in der bayerischen Pfalz (1814-1870). Köln, Weimar und Wien 2004.
[114] Vgl. insbesondere Konersmann, Frank: „Ueber die Nutzbarkeit des Predigtamtes“. Pfarrer als Agrarschriftsteller und Landwirte in der Pfalz (1770-1852), in: Aufklärung 17 (2005), S. 5-33 sowie ders.: Agrarproduktion – Gewerbe – Handel. Studien zum Sozialtypus des Bauernkaufmanns im linksrheinischen Südwesten Deutschlands (1740-1880), in: Ders. (Hg.): Bauern als Händler. Ökonomische Diversifizierung und soziale Differenzierung bäuerlicher Agrarproduzenten (15. – 19. Jahrhundert), S. 77-94. Stuttgart 2011. Vgl. für den Zusammenhang von Landwirtschaft und Herrschaft auch Richter, Susan: Pflug und Steuerruder. Zur Verflechtung von Herrschaft und Landwirtschaft in der Aufklärung. Köln, Weimar und Wien 2015.
[115] Vgl. Schleiff und Konecny, Staat, Bergbau und Bergakademien, sowie Weber, Wolfhard (Hg.): Salze, Erze und Kohlen. der Aufbruch in die Moderne im 18. und frühen 19. Jahrhundert (Geschichte des deutschen Bergbaus Band 2), Münster 2015. Vgl speziell für den deutschen Südwesten Spuhler, Ludwig: Der Bergbau in der Pfalz, in: Pfalzatlas. Textbd. 1, Speyer 1964, S. 117-148.

Diskurses ist bei Justus Nipperdey Untersuchungsgegenstand, was im Kapitel zu den statistischen Praktiken der studierten Staatswirte von Relevanz sein wird.[116] Der Nutzen dieser Arbeiten liegt darin, dass sie dabei helfen, für die vorliegende Untersuchung das Handeln der Akteure in den entsprechenden Wissenskontext eines Wirtschaftssektors einzuordnen, was dann beispielsweise Rückschlüsse darauf ermöglicht, ob das Handeln der Staatswirte eher durch strukturelle Gegebenheiten im Wirtschaftssektor bedingt oder ob es spezifisch auf das theoretisch-kameralistische Wissen zurückführbar war. Da die studierten Staatswirte als Träger von Wissensbeständen konzipiert wurden, die es möglich machen sollten, die administrativen Apparate zu reformieren, sind für die vorliegende Arbeit auch die Forschungsergebnisse des Historikers Robert Bernsee über Korruption und bürokratische Reformen in Bayern und Preußen zwischen 1780 und 1820 relevant: Bernsee betont, dass Korruptionskritik und bürokratische Reformen nicht einfach geschahen, sondern dass sie von Reformakteuren aktiv legitimiert und gestaltet werden mussten, um das Verwaltungshandeln verändern zu können.[117] Die studierten Staatswirte im Südwesten können als eine besondere Ausprägung dieses Strebens nach bürokratischen Reformen angesehen werden. Sie wurden als Träger von Wissensbeständen konzipiert, die die Verwaltungen effizienter und moderner gestalten sollten, um wirtschaftliches Wachstum durch den Staat zu ermöglichen. Die studierten Staatswirte mussten aber, um diese Funktion zu erfüllen, von denjenigen, die sie in diesem Sinne ausbildeten, erst legitimiert werden. Aus diesem Grund ist es auch relevant, die Legitimierungsstrategien derjenigen gelehrten Akteure, die den Staatswirten das theoretisch-kameralistische Wissen vermittelten, miteinzubeziehen. Erst die Analyse der Legitimierungsstrategien und der Aushandlungsprozesse um die Legitimität der Staatswirte zeigt, wie die Wissenskultur der Staatswirte tatsächlich geprägt war.

[116] Vgl. Nipperdey, Justus: Die Erfindung der Bevölkerungspolitik. Staat, politische Theorie und Population in der Frühen Neuzeit. Göttingen 2012.

[117] Bernsee, Robert: Moralische Erneuerung. Korruption und bürokratische Reformen in Bayern und Preußen, 1780-1820. Göttingen 2018, S. 28.

Die Forschungsarbeiten aus der modernen Verwaltungsgeschichte tragen den dynamischen, kommunikativen Prozessen zwischen Normgebern und umsetzenden Verwaltungsadressaten Rechnung. Eine vergleichende Betrachtung von Universitäts- und Sozietätsforschung einerseits und von praxeologischer Verwaltungsforschung andererseits hat gezeigt, dass beide Richtungen heute das Ziel verfolgen, den Austausch zwischen diesen Sphären in den Blick zu nehmen. Die älteren, eher personengeschichtlich und statisch-organisationsgeschichtlich argumentierenden Arbeiten zu den Territorialverwaltungen des späten Ancien Régime werden dennoch als Hilfsmittel gebraucht. Auch wenn der aufgeklärte Absolutismus als Epochenmerkmal ausgedient hat, sind die Arbeiten, die von der landesherrlichen Regierungstätigkeit ausgehen und daraus das eigene Narrativ ableiten, hilfreich: Sie ermöglichen es, die Felder der Regierungstätigkeit der jeweiligen landesherrlichen Verwaltungen zu identifizieren, um von diesem Punkt aus konkrete Verwaltungspraktiken in den Blick zu nehmen.[118] Arbeiten aus der klassischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte des deutschen Südwestens werden ebenfalls herangezogen, unter anderem die Überblicksaufsätze von Meinrad Schaab über die Zuverlässigkeit statistischer Erhebungen in der Kurpfalz, der Markgrafschaft Baden und dem Herzogtum Württemberg ab der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts[119] sowie zu den ersten Bevölkerungsstatistiken im Königreich Württemberg und im Großherzogtum Baden.[120] Die Arbeiten des Wirtschafts- und Sozialhistorikers Wolfgang von Hippel zu den wirtschaftlichen und sozialen Bedingungen in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts im deutschen Südwesten, in denen unter anderem Ableitungen der wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten aus den amtlichen Statistiken heraus erfolgen, ermöglichen es, das

[118] Vgl. beispielsweise Mörz, Stefan: Aufgeklärter Absolutismus in der Kurpfalz während der Mannheimer Regierungszeit des Kurfürsten Karl Theodor (1742-1777). Stuttgart 1991. Vgl. Schaab, Meinrad: Geschichte der Kurpfalz. Band 2: Neuzeit. Stuttgart 1992, sowie Zimmermann, Clemens: Reformen in der bäuerlichen Gesellschaft. Studien zum aufgeklärten Absolutismus in der Markgrafschaft Baden 1750-1790. Ostfildern 1983.

[119] Vgl. Schaab, Meinrad: Die Anfänge der Landesstatistik im Herzogtum Württemberg, in den Badischen Markgrafschaften und in der Kurpfalz, in: Zeitschrift für Württembergische Landesgeschichte 26 (1967), S. 89-112.

[120] Vgl. Schaab, Meinrad: Die Herausbildung einer Bevölkerungsstatistik in Württemberg und in Baden während der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: Zeitschrift für Württembergische Landesgeschichte 30 (1971) S. 164-200.

Handeln der studierten Staatswirte in den Kontext der sozioökonomischen Gegebenheiten zu stellen.[121]

Aus der Gegenüberstellung zweier Forschungsrichtungen wird der wissenschaftliche Mehrwert dieser Arbeit besonders deutlich: Die Geschichtsschreibung zum theoretischen Kameralismus an den Universitäten und zu den ökonomischen Sozietäten im Reich hat die konkreten Auswirkungen wirtschaftlichen Wissens auf das Verwaltungshandeln bis vor kurzem meist nur vermutet und nur anhand einzelner Fallbeispiele konkret untersucht. Die Frage nach der Wissensanwendung durch Absolventen der ersten ökonomischen Studiengänge ist bislang komplett ignoriert worden. Dagegen hat die moderne Verwaltungsgeschichtsschreibung zwar durch praxeologische Ansätze methodische Zugriffsmöglichkeiten auf die Untersuchung des Handelns von Verwaltungsakteuren ermöglicht, diese Methodik aber noch nicht speziell auf die studierten Staatswirte übertragen, was aufgrund des entsprechenden Wissens, über das diese verfügten, und aufgrund der Verwaltungspositionen, die sie einnahmen, besonders relevant erscheint. Die Verknüpfung dieser beiden Richtungen wird durch die vorliegende Arbeit, die das konkrete Handeln von Absolventen ökonomischer Studiengänge in der administrativen Praxis analysiert, vollzogen. Diese Arbeit wird also erstmals eine Antwort darauf ermöglichen, ob und wie die ersten Wirtschaftsstudierenden in den südwestdeutschen Territorien, die studierten Staatswirte, in der Lage waren, ihr Wissen zur Beeinflussung (und damit auch zur Verbesserung?) der Gesellschaft anzuwenden.

[121] Vgl. Hippel, Wolfgang von: Die Kurpfalz zur Zeit Carl Theodors (1742-1799). Wirtschaftliche Lage und wirtschaftspolitische Bemühungen, in: Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins 148 (2000), S. 177-243, S. 221.

2. Wissen: Konstruktion, Aushandlung und Legitimierung der studierten Staatswirte

Im ersten Teil der Arbeit steht die Aushandlung der studierten Staatswirte im Fokus. Zur Analyse kommen die Strategien, mit denen die Lehrer der Staatswirte im Südwesten das ökonomische Wissen und die ökonomischen Kenntnisse ihrer Studienabsolventen konstruierten und legitimierten. Der Analyse liegt die Hypothese zugrunde, dass dadurch, dass die studierten Staatswirte als nützliche Akteure für die Verwaltungsapparate erst ausgehandelt werden mussten und dass ihre Lehrer ihnen dazu bestimmte Wissensbestände zuschrieben, deren Anwendung durch die Verwaltungsapparate wirtschaftliches Wachstum und Modernisierung versprach. Die Legitimierungsstrategien derjenigen, die versuchten, die Akzeptanz der studierten Staatswirte sicherzustellen, sind somit ein Hinweis darauf, welche Wissenskultur die studierten Staatswirte konkret besaßen und welche Handlungsspielräume ihnen dadurch zur Verfügung standen. Aus diesem Grund werden in den nun folgenden Kapitel die Konstruktion, die Aushandlung und die Legitimierung der studierten Staatswirte durch ihre Lehrer an den Hohen Schulen im Südwesten im ausgehenden Ancien Régime zur Analyse kommen, da diese, so die Vorannahme, die Wissenskultur der studierten Staatswirte prägten.

2.1 Die publizierte Figur des studierten Staatswirtes

Die Legitimierungsstrategien, die dazu dienen sollten, die Akzeptanz der ökonomischen Absolventen sicherzustellen, werden in diesem Kapitel der Arbeit in Hinblick auf die publizierte Figur des studierten Staatswirtes analysiert. Hier wird also untersucht, mit welchen Wissensbeständen und mit welchen Fähigkeiten der südwestdeutsche studierte Staatswirt in den publizistischen Diskurs eingebracht und zu legitimieren versucht wurde. Als Quellenbasis dieses Kapitels dienen zum

einen die ‚Bemerkungen' beziehungsweise ab 1784/85 die ‚Vorlesungen' der 1769 gegründeten kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft.[122] Die jährlich erschienenen Bemerkungen (Vorlesungen) stellten zwar in erster Linie das zentrale Medium der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft zur Zirkulation und zur Distribution ihrer ökonomischen Wissensbestände dar und richteten sich an eine aufgeklärte Öffentlichkeit. Aber in einigen Bemerkungen (Vorlesungen) finden sich auch Strategien zur Legitimierung der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule, die in diesem Kapitel zur Analyse kommen. Zum anderen werden in diesem Kapitel die Lehrbücher, die die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule publiziert hatten, in Bezug darauf untersucht, wie sie die studierten Staatswirte als Wissensträger der in den Lehrbüchern enthaltenen Wissensbestände kommunizierten und sie damit legitimierten. Im Fokus der Analyse stehen also nicht die ökonomischen Wissensinhalte der Bemerkungen (Vorlesungen) und der Lehrbücher, sondern die in diesen Medien kommunizierte Figur des studierten Staatswirtes als Träger der darin enthaltenen Wissensbestände.

Die ursprünglichen Zielsetzungen der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft stimmten zunächst mit den allgemeinen Zielsetzungen aller Ökonomischen Sozietäten, die in den 1760er-Jahren gegründet worden waren, in Hinblick darauf überein, dass innovative landwirtschaftliche Anbaumethoden an die Landbevölkerung weitergegeben werden sollten.[123] Bei dieser intendierten Vorgehensweise der Wissenszirkulation durch die Ökonomischen Sozietäten sollten die Wissensbestände über agrarische Verbesserungsmethoden direkt von den Sozietätsmitgliedern auf die Landwirte übertragen werden, die sie dann umsetzen sollten. Aus den Bemerkungen des Jahres 1772 lassen sich aber bereits die ersten Schritte hin zu einer eher pädagogischen Stoßrichtung ableiten, die darauf abzielte, eine gesonderte Akteursgruppe als Wissensträger hervorzubringen. In der „Geschichte der Gesellschaft" von 1772, die den Bemerkungen des gleichen Jahres vorausgeht und die als eine Art Jahresbericht zu begreifen ist, wurde von dem Sekretär der

[122] Im Folgenden wird für die „physisch-ökonomische und Bienengesellschaft zu Lautern" der besseren Lesbarkeit wegen die Bezeichnung „kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft" verwendet.
[123] Für die Statuten der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft siehe auch Kapitel 2.2.

Gesellschaft, Johann David Krämer, auf die neuen Ehrenmitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft[124] verwiesen und dabei der Hofkammerrat von Goltstein besonders hervorgehoben.[125] Dessen Ehrenmitgliedschaft sei deswegen so bedeutend, weil er am „am Ruder der öffentlichen Geschäften" sitze.[126] Die kurpfälzische Hofkammer, der Goltstein als Rat beisaß, war die zentrale Finanzbehörde des Landes und unter anderem für die Einnahmen, die Ausgaben und die Verbesserung der Gefälleinnahmen zuständig, außerdem beaufsichtigte sie alle Kameralbeamten.[127] Wenn ein Gesellschaftsmitglied an dieser Stelle die Ehrenmitgliedschaft eines Hofkammerrates hervorhebt, dann zeigt das, dass die Hofkammer und die ihr untergeordneten Kameralbeamten in den Fokus der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft geraten waren. Durch Goltstein sei es der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft effektiver möglich, ihre landwirtschaftlichen Reformvorhaben in die Praxis umzusetzen, da Goltstein als Rechtsbefehler auftreten und landwirtschaftliche Verbesserungen durch Erlasse implementieren könne. Wenn es aus der Sicht der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft nicht gelang, die agrarischen Verbesserungen direkt an die Landwirte zu kommunizieren, dann mussten die Veränderungen im Verwaltungsapparat stattfinden. Diese argumentative Strategie findet sich auch in der Bemerkung des Gesellschaftsmitglieds Johann Ludwig Born[128] über die Viehweide im Oberamt Lautern,[129] der betonte, dass „sowohl bei jenen, die über

[124] Im Gegensatz zu den regulären Mitgliedern, die vor allem nachgewiesene ökonomische Kenntnisse haben sollten, waren die Ehrenmitglieder hohe, meist adelige Repräsentanten, die die Ziele der Gesellschaft unterstützen.

[125] Johann Ludwig Franz von Goltstein wurde 1774 Mitglied der kurpfälzischen Regierung als Geheimer Staats- und Konferenzminister. Armin Kohnle bezeichnet ihn als „Vertreter der gemäßigten Aufklärung", siehe Kohnle, Geschichte der Kurpfalz, S. 199.

[126] Johann David Krämer: Geschichte der Gesellschaft, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physicalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1772, Mannheim 1774, S. XXXIII. Krämer betont darüber hinaus: „Heilsame Ackerpolizey-Gesetze [sind] die Grundstützen eines verbesserten Ackerbaues in dem Staat", was ebenfalls darauf hinweist, dass die Gesellschaftsmitglieder indirekten Einfluss auf die landesherrliche Gesetzgebung nehmen wollten.

[127] Vgl. Gigl, Caroline: Die Zentralbehörden Kurfürst Karl Theodors in München 1778 – 1799. München 1999, S. 24 f.

[128] Johann Ludwig Born war Pfarrer in Weilerbach, bevor er Inspektor in Germersheim wurde. Er ist also ein Beispiel für das Interesse von Pfarrern an der praktisch-erfahrungsbasierten ökonomischen Aufklärung. Vgl. dazu auch: Wyss, Regula: Pfarrer als Vermittler ökonomischen Wissens? Die Rolle der Pfarrer in der Oekonomischen Gesellschaft Bern im 18. Jahrhundert. Nordhausen 2007.

[129] Johann Ludwig Born: Von den mancherley Nachtheilen der in dem Oberamt Lautern herkommlichen gemeinen Zugvieh- oder Ochsenweyden, in: Bemerkungen vom Jahr 1772, S. 304-354.

seine [gemeint ist der Ackerbau, J.G.] Ausübung wachen, als bey dem, so es befolgen soll, eine innere Ueberzeugung von ihrer [der landwirtschaftlichen Gesetzgebung, J.G.] Nüzlichkeit“ vorhanden sein müsse.[130] Auch Born fokussierte die Verwaltungsbeamten als potentielle Wissensträger und forderte, dass diese von den Wissensbeständen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft überzeugt werden müssten. Born nannte auch Handlungsfelder, in denen er sich von den administrativen Akteuren Verbesserungen erhoffte: „Sind denn Kornmagazine, sind denn festgesetzte Fruchtpreise ec. ec. die ächten Mittel […] Wir überlassen sie ihrem Werthe, glauben aber, daß die Aufhebung aller Weydegänge, und hinlänglicher Kleebau alle dergleichen Projekten weit übertreffen […] Die beste Vorrathskammer ist der Speicher eines jeden Einzelnen“.[131] Die konkreten wirtschaftspolitischen Forderungen Borns nach Kleeanbau und der Einschränkung oder Aufhebung der gemeinen Viehweide sollten von den Verwaltungsakteuren zur Kenntnis genommen und dann von diesen implementiert werden. Born schaltete in seiner Argumentation bereits die kurpfälzischen Verwaltungsakteure als Verbindungselemente zwischen den Wissensbeständen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft und deren intendierte Anwendung durch die Landwirte ein. Dass mit Born ein Geistlicher als Agrarreformer auftrat, stellte keine Ausnahme dar, worauf der Agrarhistoriker Frank Konersmann hinweist und dieses Phänomen damit begründet, dass die Bewegung der Ökonomischen Aufklärung bei den Geistlichen einen gefühlten Erwartungsdruck hinsichtlich ihrer „Nützlichkeit“ verursachte und die sich aus diesem Grund mit ‚nützlichen‘ landwirtschaftlichen Wissensbeständen auseinandersetzten.[132] Born jedenfalls versuchte sich dadurch als nützlich zu inszenieren, indem er von den etablierten Akteuren des kurpfälzischen Verwaltungsapparats forderte, die von ihm geforderten Maßnahmen des Kleeanbaus und des Verbots der Viehweide umzusetzen und so wirtschaftliches Wachstum zu ermöglichen. In den Bemerkungen des Jahres 1773 findet sich in der vorangehenden Geschichte der Gesellschaft wiederum eine Anmerkung von Johann David Krämer, der darauf verwies, dass der

[130] Ebd., S. 350.
[131] Ebd., S. 352f.
[132] Vgl. Konersmann, Pfarrer als Agrarschriftsteller, S. 33.

Hofkammervizepräsident Anton Freiherr von Perglas als Ehrenmitglied aufgenommen worden war. Über diesen schrieb Krämer: „Er besorgte ehemahls auf dem neu angelegten adelichen Guthe zu Mundenheim […] die Aufsicht, und nun widmet er sich mit unbegränztem Eifer den Kameralwissenschaften. Die Kuhrpfalz hat von Ihm das nachahmungswürdige Beispiel, wie sehr auch diese Wissenschaft den Adel ziere“.[133] Auch an diesem Punkt wird wieder ein Ehrenmitglied der Gesellschaft dazu genutzt, die Aktivitäten der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft zu legitimieren. Darüber hinaus betonte Krämer aber auch, dass Freiherr von Perglas sich mit den Kameralwissenschaften auseinandergesetzt habe. Perglas wird von Krämer als ein Beispiel dafür angeführt, dass auch hohe repräsentative Verwaltungsbeamte, die sich eigentlich durch ihre Herkunft als ausreichend legitimiert betrachten konnten, nun Wert darauf legten, sich mit den kameralistischen Wissensbeständen auseinanderzusetzen, um ihre Legitimität sicherzustellen. Dadurch, dass Krämer an diesem Punkt hervorhebt, dass Freiherr von Perglas sich mit den Kameralwissenschaften beschäftigt habe, legitimierte er darüber hinaus die Kameralwissenschaften selbst und damit ein gelehrtes Wissensfeld, das in der Kurpfalz zu diesem Zeitpunkt noch nicht in Form eines Lehrstuhls, einer Fakultät oder einer Hohen-Schule vorhanden war. So wurde gleichzeitig ein Bedarf konstruiert, der später mit der Einrichtung der Kameral-Hohen-Schule bedient wurde. In den Bemerkungen des Jahres 1773 sind weitere Hinweise darauf zu finden, dass das kameralistische Studium bereits als nützlich für den Staat beworben wurde, als die Kameral-Hohe-Schule noch gar nicht bestand. Das Wissen der studierten Staatswirte wurde also als staatsrelevant kommuniziert, bevor diese selbst als Wissensträger ausgebildet wurden. Friedrich Casimir Medicus, der spätere Direktor der Kameral-Hohen-Schule, hatte in den 1760er-Jahren vor allem medizinische Publikationen zu den Pocken produziert, sich aber später in seiner botanischen Forschung der Pflanzenphysiologie, der Pflanzensystematik und den Pflanzenwurzeln zugewandt, was laut seiner Biographin Ilona Knoll ein Hinweis auf das landwirtschaftliche Interesse sei, das Medicus durch seine Aktivität in der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft dann

[133] Geschichte der Gesellschaft, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1773, S I-XLVIII, Lautern, 1775, S. XXVII.

zur Anwendung bringen wollte.[134] Diese Anwendungsorientierung zeigt sich in einer Bemerkung von Medicus aus dem Jahr 1773, in der er konstatierte, dass sich praktisch-erfahrungsbasiertes landwirtschaftliches Wissen nicht durch die Landwirte selbst verbreiten könne, da das eine Dorf offenbar nicht in der Lage sei, die bereits umgesetzten agrarischen Verbesserungsmaßnahmen eines anderen Dorfes zu übernehmen: „Auch der Bauer will seine Grundsäzze haben. Und wenn man nicht im Stande ist, ihm seine Einwürfe zu widerlegen und zu heben, so kann man getrost darauf rechnen, daß weder Befehle noch Beispiele ihn lenken werden".[135] Medicus stellte die Landwirte gegenüber agrarökonomischen Innovationstechniken als unaufgeklärt und damit beratungsresistent dar, weswegen eine bloße Gesetzgebung, die beispielsweise den Kleebau oder die Stallfütterung anordne, auch nicht funktionieren könne. Laut Medicus seien Amtsträger notwendig, die ein grundlegendes theoretisches Wissen über wirtschaftliche Verbesserungsmaßnahmen besäßen, das über reine praktische Erfahrung hinausgehe: „Nein, lieber einige Jahre später mit so kostspieligen Versuchen angefangen; lieber erst recht tüchtige Männer abgerichtet und unterrichtet, lieber noch einige Zeit auf die Erlernung ächter Grundsäzze verwendet".[136] Medicus erwähnte zwar nicht explizit, dass die von ihm mitgegründete Kameral-Hohe-Schule genau diesen Zweck erfüllen sollte. Aber seine Legitimierungsstrategie zielte darauf ab, einen Bedarf an studierten Staatswirten zu konstruieren, den er dann mit der Kameral-Hohen-Schule erfüllen konnte. Indem Medicus praktische Erfahrung delegitimierte, erschuf er ein Alleinstellungsmerkmal für die zukünftigen Absolventen der Kameral-Hohen-Schule, die über theoretisch-reflexives, im wissenschaftlichen Studium erworbenes kameralistisches Wissen verfügen würden.

Die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft blieb auch nach der Gründung der Kameral-Hohen-Schule zu Lautern im Jahr 1774 bestehen, allerdings waren deren Lehrer gleichzeitig auch Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen

[134] Vgl. Knoll, Medicus, S. 75, S. 85-88 und S. 101.
[135] Friedrich Casimir Medicus: Ueber die blos practischen Beispiele, in: Bemerkungen vom Jahr 1773, S. 210-258, S. 224.
[136] Ebd., S. 238f.

Gesellschaft. Aufgrund dieser Doppelstellung der Lehrer als gleichzeitige Gesellschaftsmitglieder war ein Motiv dafür vorhanden, die Bemerkungen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft dafür zu nutzen, die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule zu legitimieren. In den Bemerkungen ab dem Jahr 1775 wurde in der Geschichte der Gesellschaft die Gründung der Kameral-Hohen-Schule bereits retrospektiv als ein Erfolgsprojekt dargestellt.[137] In diesen Band der Geschichte der Gesellschaft ist eine Rede von Medicus eingefügt, die dieser anlässlich des Stiftungstags der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft gehalten hatte, und in der er betonte, dass „jene Männer, die in Zukunft in seinen [in denen eines Fürsten, J.G.] Staaten von jenen Bedienungen leben wollen, von denen das Wohl des ganzen Staates abhängt, auch diese [Kameral-]Wissenschaften zuvor gründlich sollen erlernet haben".[138] Medicus postulierte also in der Stiftungsrede, dass diejenigen, die ein Kameralamt übernehmen wollten, die Kameralwissenschaften studiert haben müssten. Indem Medicus das kameralistische Studium als notwendig für das Staatswohl darstellte, legitimierte er die Kameral-Hohe-Schule, da sie als einzige Institution in der Kurpfalz ihre Absolventen mit diesen Wissensbeständen ausstattete. Auch wenn Medicus das nicht explizit erwähnte, deutet sich in dieser Ausführung doch an, dass er praktische Erfahrung in einem Kameralamt nicht als gleichwertige Qualifikation anzusehen geneigt war. In den Bemerkungen selbst finden sich ab dem Jahr 1774 häufiger Hinweise darauf, dass die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule als Träger des Wissens legitimiert werden sollten, das die Gesellschaftsmitglieder produzierten und in den Bemerkungen publizierten. Die Bemerkung zum Ackerbau im Dorf Handschuhsheim[139] von Stephan Gugenmus,[140] in dem dieser die Landwirtschaft von Handschuhsheim als Musterbeispiel für die gesamte Kurpfalz darstellte, führte dieser mit der Bemerkung ein, dass neben dem „Privatwirth", der durch Nachahmung der Handschuhsheimer Bauern seinen eigenen Ertrag steigern

[137] Geschichte der Gesellschaft vom Jahr 1775, 1776, 1777, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1775, Lautern 1779 S. IIIf.
[138] Ebd., S. XVIIf.
[139] Stephan Gugenmus: Von dem Ackerbaue des kurpfälzischen Dorfes Handschuhsheim, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physicalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1776, S. 65-120. Lautern 1779.
[140] Stephan Gugenmus hatte persönlich in Handschuhsheim neue agrarökonomische Anbaumethoden erprobt. Näheres dazu in Heiberger, Hans: Handschuhsheim. Chronik eines Heidelberger Stadtteils. Handschuhsheim 1986².

könne, „die Auflösung dieser Fragen […] gleich wichtig für den Staatswirth [sei], weil er aus dem Exempel einer ganzen Dorfgemeinde ersehen kann, wie weit die Fruchtbarkeit des Erdreiches durch eine kluge Wirtschaft getrieben werden kann“.[141] Zwar verwies Gugenmus an dieser Stelle nicht explizit auf den studierten Staatswirt, also den Absolventen der Kameral-Hohen-Schule, aber er nutzte den Staatswirt als Figur, um ihn von dem privatwirtschaftlich agierenden Landwirt zu unterscheiden. Der Staatswirt entsprach in der Zuschreibung von Gugenmus keiner existierenden Amtsfunktion im kurpfälzischen Verwaltungsapparat, sondern er stellte in seiner Argumentation einen idealen Verwaltungsbeamten dar, der sich mit den Wissensbeständen der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft auseinandergesetzt hatte und der die landwirtschaftlichen Gegebenheiten in Handschuhsheim auf territorialer Ebene zu übertragen wisse. Da das nur aus der staatlichen Verwaltung heraus und nur auf Basis einer gewissen Anzahl von Personen in der Verwaltung gelingen konnte, wird deutlich, dass Gugenmus hier auf die Fähigkeiten der Studienabsolventen der Kameral-Hohen-Schule abzielte, ohne sie direkt zu nennen. Auch Gugenmus übernahm die für die Ökonomische Aufklärung[142] typische pauschale Kritik an den etablierten Amtsträgern in den Verwaltungsapparaten, die die sinnvollen bestehenden landwirtschaftlichen Verordnungen nicht umsetzen würden,[143] womit er auch wieder den Absolventen der Kameral-Hohen-Schule als potentiellen Amtsträgern zusätzliche Legitimität zuschrieb, denn diese versprachen, solche personellen Veränderungen möglich zu machen. Eine ähnliche Argumentationsstrategie verfolgte wiederum Born in seiner Bemerkung des gleichen Jahres „Ueber den landwirthschaftlichen Zustand von Weilerbach“.[144] In dieser Bemerkung beschrieb Born zunächst den angeblichen Erfolg der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft

[141] Vgl. Gugenmus, Von dem Ackerbaue, S. 65f. Die besondere Fruchtbarkeit des Bodens in Handschuhsheim erklärt sich geologisch damit, dass die Abschwemmungen in der oberen Neckarregion die Böden dort fruchtbar gemacht haben.

[142] Marcus Popplow betont, dass der Begriff der „Ökonomischen Aufklärung“ als Zuschreibung für die „Innovationskultur“ der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts passend sei, da sich Verwaltungsbeamte, Gelehrte, Geistliche oder Landbesitzer übergreifend mit dem Thema Ressourcennutzung beschäftigt hätten. Deswegen wird der Begriff auch in der vorliegenden Arbeit verwendet. Vgl. Popplow, Die Ökonomische Aufklärung als Innovationskultur, S. 3.

[143] Vgl. Gugenmus, Von dem Ackerbaue, S. 110.

[144] Johann Ludwig Born: Über den landwirthschaftlichen Zustand von Weilerbach, in: Bemerkungen vom Jahr 1776, S. 121-164.

in diesem Gerichtsbezirk und legitimierte deren Aktivitäten mit dem Narrativ, dass die Gesellschaftsmitglieder dort, wo sie tätig wurden, für wirtschaftliches Wachstum sorgten.[145] Diese Beschreibung ergänzte er mit der Erwähnung, dass es die Aufgabe des Staatswirtes sei, „den schlechten oder verbesserten ökonomischen Zustand einzelner Oerter zu wissen", denn dies sei „in der Oekonomie, besonders der Staatswirthschaft, von eben dem Belange, als in der politischen Geschichte der Reiche und Staaten die Begebenheiten der Regenten".[146] Auch diese Argumentation belegt, dass die Gesellschaftsmitglieder den studierten Staatswirt dadurch zu legitimieren versuchten, dass sie ihn als Träger der Kenntnisse der Gesellschaftsmitglieder darstellten, ohne dabei explizit von den Absolventen der Kameral-Hohen-Schule zu sprechen. Wie bei Gugenmus, so wird auch bei Born der Staatswirt als derjenige charakterisiert, der das lokal erprobte Wissen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft im staatlichen Handeln etablieren und so das wirtschaftliche Wachstum befördern könne.

In den Bemerkungen ab dem Jahr 1775 belegen vor allem die Beiträge des bekanntesten Lehrers der Kameral-Hohen-Schule, Johann Heinrich Jung-Stilling,[147] dass dieses Publikationsorgan von den Gesellschaftsmitgliedern nicht nur zur Verbreitung nützlicher Wissensbestände, sondern auch zur Legitimierung der studierten Staatswirte als Träger dieser Wissensbestände genutzt wurde. Jung-Stillings Bemerkung über die „staatswirthschaftliche" Holznutzung des Siegerlandes" begann er mit der Forderung, der „Cameralist oder Statist muß reisen [und] […] Erkäntnisse sammeln, die ihm nothwendig fruchtbar werden

[145] Weilerbach habe vor dem Engagement der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft unter Bettelei, fehlenden gewerblichen Aktivitäten und Auswanderung gelitten. Die Einführung des Kleeanbaus, der Kalkdüngung und der Stallfütterung habe den „Nahrungszustand" stabilisiert und damit Gewerbe und Kaufkraft befördert, vgl. ebd. S. 136.

[146] Ebd., S. 122f.

[147] Jung-Stilling lehrte ab 1778 an der Kameral-Hohen-Schule und ab 1787 an der Universität Marburg. Vgl. insbesondere zur kameralistisch-wissenschaftlichen Tätigkeit Jung-Stillings Schwinge, Gerhard: Der Wirtschaftswissenschaftler Johann Heinrich Jung als Vertreter der Aufklärung in der Kurpfalz, 1778-1787. Siegen 2013. Dort ist ab S. 46 ein bibliographisches Register der kameralistisch-wissenschaftlichen Veröffentlichungen von Jung-Stilling zu finden. Vgl. darüber hinaus: Kremb, Klaus und Müller-Merbach, Heiner: Johann Heinrich Jung-Stilling. Wirtschaftswissenschaften im Zeitalter der Aufklärung; in: Kremb, Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 61-76.

müßen, wenn er dereinst im Staate würksam wird".[148] Schon in dieser Bemerkung setzte Jung-Stilling quasi voraus, dass er in den Bemerkungen Wissen bereitstelle, das die studierten Staatswirte als spätere Amtsträger nützlich umsetzen würden. Seine Reisebeschreibungen dienten laut eigenen Angaben dazu, „den jungen Cameralisten Regeln mitzugeben, nach welchen sie sich auf ihren ökonomischen Reisen zu richten hätten".[149] Jung-Stillings Vorlesungen der folgenden Jahre bestätigen diese Legitimierungsstrategien. So beschrieb er in seiner Vorlesung aus dem Jahr 1785 am Beispiel einer ökonomischen Exkursion, die im Rahmen des Curriculums der Staatswirtschafts-Hohen-Schule im Sommersemester immer mittwochs stattfand, inwieweit der Gutshof in Mönchszell ein Vorbild für das Handeln des zukünftigen Staatswirtes sein könne.[150] Jung-Stilling betonte in dieser Vorlesung, dass solche Reisen die Studierenden „zur Verwaltung eines Kreises von einem unendlich grösern Umfang" befähigen würden.[151] Er verfolgte hier also die Strategie, die Vorlesungen, die er als Mitglied der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft zu halten hatte, dazu zu nutzen, die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule zu legitimieren, indem er erläuterte, warum das von ihm vermittelte Wissen die Studienabsolventen als Amtsträger qualifiziere. In der genannten Vorlesung nutzte Jung die Exkursion zu einem landwirtschaftlichen Gut als Qualifikationsargument für seine Studierenden, die auf Basis dieser Exkursion befähigt seien, ein Verwaltungsamt zu übernehmen, da sich im Prinzip die gleiche Aufgabe stelle wie bei der Gutsverwaltung. Auch seine Vorlesung über die Einrichtung eines „bequemeren Kameral-Rechnungstyl",[152] in der er die doppelte Buchführung als Technik für das Verwaltungshandeln der Revisoren und der Hofkammer vorschlug, diente Jung-Stilling dazu, darauf hinzuweisen, dass diese Technik an der Kameral-Hohen-Schule vermittelt würde.[153] Er richtete sich in

[148] Johann Heinrich Jung-Stilling: Staatswirthschaftliche Anmerkungen bei Gelegenheit der Holznutzung des Siegerlandes, in: Bemerkungen des Jahres 1775, S. 126-169, S. 130f. Jung nennt in diesem Aufsatz die mit Holz betriebenen Bergwerke im Siegerland als Beispiel für ein ökonomisches Reiseziel.
[149] Ebd., S. 133.
[150] Johann Heinrich Jung-Stilling: Vom hohen Werthe eines rechtschaffenen staatswirthschaftlichen Landbeamtens, hergeleitet aus der landwirthschaftlichen Geschichte des freiherrlich-Uxküllschen Guts zu Münchszell, in: Vorlesungen vom Winter 1785 bis 1786, S. 3-42. Mannheim 1787.
[151] Ebd., S. 15f.
[152] Johann Heinrich Jung-Stilling: Vorschläge zu einem bequemeren Kameral-Rechnungstyl, in: Volesungen von dem Winter 1785 bis 1786, S. 229-284.
[153] Ebd., S. 232.

seinen Ausführungen also an dem Wissen aus, von dem er ausging, dass es die Verwaltungsapparate, insbesondere natürlich die kurpfälzische Hofkammer, als Bedarf ansahen. Lokale ökonomische Wissensbestände waren in den Vorlesungen des Lehrers für Geschichte an der Kameral-Hohen-Schule, Friedrich Peter Wundt,[154] ebenfalls ein Anlass dafür, die wirtschaftlichen Gegebenheiten in den jeweils von ihm beschriebenen Oberämtern zu behandeln und dabei auch potentielle Aktivitäten der studierten Staatswirte anzudeuten. In Wunds Beschreibung des Oberamts Bretten[155] in den Vorlesungen 1785/86 ist eine „staatswirtschaftliche Betrachtung" enthalten: Auf der Basis eines Vergleichs der Familien-, Seelen- und Gebäudezahlen aus den Jahren 1720, 1779 und 1785[156] leitete Wundt ab, dass sich das Oberamt im wirtschaftlichen Aufschwung befände, gab aber dennoch auch die Handlungsempfehlung, „auf allen den Pläzen im Feld, die man doch nicht leicht zu etwas anders gebrauchen kann, zum Brand nüzliche Holzarten" anzupflanzen.[157] Wenn Wundt solche Handlungsempfehlungen als ‚staatswirtschaftliche Betrachtungen' bezeichnete, dann diente das indirekt dazu, die studierten Staatswirte zu legitimieren, die genau diese geforderten Maßnahmen umsetzten und somit die Aktivitäten der Ökonomischen Aufklärer auf gesamtstaatlicher Ebene umsetzen würden. [158]

[154] Friedrich Peter Wundt war seit 1776 Pfarrer in Kaiserslautern und Mitglied der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft, ab 1777 war er Professor der Kameral-Hohen-Schule, bevor er ab 1788 Landesgeschichte an der Universität Heidelberg lehrte und 1790 reformierter Pfarrer in Wieblingen wurde.

[155] Friedrich Peter Wundt: Etwas zur Geschichte der pfälzischen Oberämter überhaupt und zur ältern und neuern Geschichte und Erdbeschreibung des Oberamtes Bretten insbesondere, in: Vorlesungen der Churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1785 bis 1786, zweiter Band, S. 43-126. Mannheim 1787.

[156] Ebd., S. 100. Wundt fügte in diese Vorlesung die administrative Statistik der kurpfälzischen Generaltabellen des Jahres 1779 ein und verglich die Ertragszahlen dieses Jahres mit denen des Jahres 1720, wobei er die Ertragszahlen dieses Jahres indirekt aus einer Urkunde ableitet, die das erhobene Schatzungskapital aus dem Jahr 1720 auflistet. Wundt nutzte also ein historisches Dokument als Grundlage dafür, eine landwirtschaftliche Ertragssteigerung zu belegen. Die Urkunde, die aus fiskalischen Zwecken entstanden ist, dient als Informationsquelle für Erträge und Bevölkerungsgröße. Aus dem Vergleich der beiden Jahre leitete Wundt dann ein aktuelles wirtschaftliches Wachstum ab.

[157] Ebd., S. 120

[158] Nicht alle landeshistorischen Arbeiten Wunds beinhalten diesen staatswirtschaftlichen Aspekt. In seiner „Geschichte und Beschreibung der Stadt Heidelberg" werden zwar Seelen-, Geburten-, Gestorbenen- und Ehezahlen von 1776 bis 1786 miteinbezogen, aber aus ihnen errechnet Wund nur die durchschnittliche Geburtenrate und Mortalität, ohne daraus irgendwelche staatswirtschaftlichen Handlungsforderungen abzuleiten. Vgl. Friedrich Peter Wundt, Geschichte und Beschreibung der Stadt, Mannheim 1805.

Im Jahr 1779 publizierte Medicus eine separate Vorlesung, in der er den Beitrag der Ökonomischen Gesellschaft zum wirtschaftlichen Aufschwung im Oberamt Lautern darstellte.[159] In dieser Vorlesung betonte er, dass die Einrichtung der Kameral-Hohen-Schule dort ebenso wie die bisherige Verbreitung landwirtschaftlicher Techniken durch die Gesellschaftsmitglieder zum wirtschaftlichen Wachstum beigetragen habe, weswegen er gerade die Eltern im Oberamt Lautern dazu zu motivieren versuchte, ihre Kinder an der Kameral-Hohen-Schule studieren zu lassen. Medicus grenzte dazu die studierten Staatswirte von den studierten Juristen ab und betonte die Differenz: „Die Rechtsgelehrsamkeit zeiget, was nach dem jure civili, criminali, feudali, canonico und publico rechtens sei, sie sagt kein Wort, wie ein Land in Aufnahme könne gebracht".[160] Dadurch, dass Medicus dem juristischen Studium zuschrieb, nur das Wissen über bestehende Verhältnisse zu vermitteln, konnte er den kameralistischen Wissensbeständen das Alleinstellungsmerkmal zuschreiben, wirtschaftliches Wachstum zu generieren: „Ihr einziger Gegenstand ist die Aufnahme der Länder durch Ackerbau, Bergbau, Manufakturen, Handwerker und Handlung […] Folglich ist bei der Rechtsgelehrsamkeit die Ruhe, bei der Kameralwissenschaft aber der Reichtum der Länder der wahre Gegenstand der Bemühungen".[161] Medicus versuchte also, das kameralistische Studium als attraktiv zu kommunizieren, indem er diesem Studium das Alleinstellungsmerkmal zuschrieb, eine Veränderung des status quo herbeiführen zu können. Außerdem seien von den aktuell 432 kurpfälzischen Kameral- und Administrations-Ober-und Unterbedienungen, also denjenigen Ämtern, die der Hofkammer unterstellt waren, nur 20 Stellen dabei, die ein juristisches Studium voraussetzen würden: „Endlich, sind denn von dieser grosen Anzahl von Kameral- und geistlichen Administrations-Bedienungen nicht wenigstens zwei Drittel mit Männern besezet, die gar nicht studirt, und die den Umfang ihres Amtes nur durch die Länge der Zeit,

[159] Friedrich Casimir Medicus: Ueber den Nuzen, den die oekonomische Gesellschaft der Stadt und dem Oberamte Lautern schon verschaffet hat, und noch in Zukunft verschaffen wird. Lautern und Mannheim 1780.
[160] Ebd., S. 12.
[161] Ebd., S. 13.

und praktisch erlernet haben?“.[162] Mit diesem Argument wollte Medicus dem Vorbehalt begegnen, für die Kameralämter seien eigentlich studierte Juristen notwendig. Er ging davon aus, dass dieser Gedanke Eltern davon abhalten könne, ihre Kinder zu studierten Staatswirten ausbilden zu lassen. Da dieses Argument aber die Gefahr in sich trug, das kameralistische Studium zu disqualifizieren, da die praktische Erfahrung sich bei den meisten Amtsträgern als ausreichend erwiesen hätte, betonte Medicus, dass die zukünftigen studierten Staatswirte den wirtschaftlichen Wohlstand noch viel mehr steigern würden, als es bis zu diesem Punkt sowieso schon der Fall gewesen wäre. Die Strategie von Medicus zielte also darauf ab, das juristische Studium als Voraussetzung für die Kameralämter zu disqualifizieren, ohne die Praxis der Adjunktion an sich anzugreifen und sich so innerhalb des kurpfälzischen Verwaltungsapparats unnötig Feinde zu machen.

In den Bemerkungen des Jahres 1782 findet sich ein Beitrag von Medicus über den Sinn von staatlich gewährten Monopolen für einzelne Gewerbetreibende, der wiederum zeigt, dass Medicus ebenfalls an der Konstruktion des Staatswirtes als idealer Verwaltungsbeamter beteiligt war. Medicus verteidigte die staatlich gewährten Monopole und führte auch an diesem Punkt den Staatswirt als idealen Akteur vor, allerdings, um die Vergabe von Monopolen zu verteidigen: „Soll da der Staatswirth einen solchen unternehmenden Mann nicht in seinen Schuz nehmen, ihn gegen solche schwachdenkende, oder auch leidenschaftliche Burger [der dem Unternehmer Konkurrenz machen könnte] kräftigst schüzen?“[163] Auch hier zeigt sich wieder, dass der Staatswirt in den Bemerkungen vor allem eine Projektionsfläche darstellte, auf die auch das ideale wirtschaftspolitische Handeln, das dem jeweiligen Gesellschaftsmitglied vorschwebte, projiziert wurde. Aus der Sicht von Medicus stellten Monopolvergaben eine sinnvolle wirtschaftspolitische Maßnahme dar. Aus diesem Grund schrieb er dem Staatswirt, der ja als ein idealer Wirtschaftsakteur kommuniziert wurde, zu, dass dieser zum Wohl des Staates in bestimmten Fällen Unternehmern oder Fabrikanten Monopolrechte gewähren

[162] Ebd., S. 18

[163] Friedrich Casimir Medicus: Auch etwas über Monopolium, verbothener Einfuhr und Ausfuhr, in: Bemerkungen vom Jahr 1782, S. 169-204, S. 177.

würde. Diese Legitimierungsstrategie, die dem studierten Staatswirt zuschreibt, die idealen wirtschaftspolitischen Handlungen zu vollziehen, zeigt sich auch in einer Bemerkung von Medicus des gleichen Jahres, in der dieser allgemein über die richtige Vorgehensweise bei der Verbesserung der Landwirtschaft schrieb. Die Verbreitung des düngeintensiven Anbaus von Obstbäumen sei empfehlenswert und sollte nicht aus Angst vor einem Preisverfall durch ein Überangebot zurückgehalten werden: „Freilich wird man mir einwenden, daß bei diesem starken Früchtenbaue dieselben im Preise so fallen werden, daß es sich nicht mehr der Mühe verlohnen dürfte, sie zu erzielen. Wahr würde dies seyn, wenn der Staatswirth hier stehen bleiben, und nicht auf das Consumo derselben einen gehörigen Ruckblick verwenden würde“.[164] An dieser Stelle betonte Medicus, dass das Wissen, das er an dieser Stelle in den Bemerkungen publizierte, das Wissen des Staatswirtes sei. Der Staatswirt unterstütze den Anbau von Obstbäumen, da er wisse, dass die Nachfrage bei erhöhtem Angebot ebenfalls steigen würde. Auch wenn es eigentlich als Sache der Landwirte selbst angesehen werden müsse, wie sie die von ihre Ackerflächen nutzten, solle sich der Staatswirt an dieser Stelle einmischen, denn „ich bleibe noch immer dabei, daß von dem Bauernstande überhaupt zu reden, allein keine Veredlung des Feldbaues zu erwarten sei, weil sie theils nicht die Erziehung genossen haben, über ihr eigenes Beste nachzudenken, andern theils der wahren Agrikultur so viele Hindernisse im Wege liegen, die ohne Mitwürkung des Staatswirthes nicht weggeräumt werden können“.[165] Der Staatswirt war laut Medicus also quasi dafür zuständig, sich in die Arbeit der Landwirte einzumischen, da nur er über das Wissen verfüge, dass wirtschaftliches Wachstum ermögliche. Da Medicus einfach davon ausging, dass die Landwirte nicht zu rationalem wirtschaftlichem Handeln in der Lage und auch nicht daran interessiert seien, brachte er die Staatswirte als Träger rationalen wirtschaftlichen Handelns vor und delegierte die Aufgabe, Wachstumsimpulse zu setzen, an sie. Dass Medicus mit dem Verweis auf den Staatswirt die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule meint, ist hier wieder nur implizit enthalten und wird von Medicus

[164] Friedrich Casimir Medicus: Wie kann elender Ackerbau einer Gemarkung in einen bessern verwandelt werden, in: Bemerkungen vom Jahr 1782, S. 232-336, S. 278.
[165] Ebd., S. 286.

nicht explizit ausgeführt. Aber auch hier wird der Staatswirt wieder als der ideale Verwaltungsakteur kommuniziert, der grundsätzlich ökonomisch richtige Entscheidungen treffe.

Ab der ersten Ausgabe der publizierten Vorlesungen des Winters 1784/85 nahmen die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft explizit auf das Curriculum des staatswirtschaftlichen Studiums Bezug und verdeutlichten das Anwendungsfeld der Absolventen, das sich aus dem kameralistischen Studium ergebe. Auf dieser Basis wurde nun auch der Staatswirt konkret als Absolvent der Kameral-Hohen-Schule und nicht nur als abstrakt-idealer Verwaltungsbeamter kommuniziert, wozu auch der seit 1784 bestehende Studienverlauf an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule argumentativ genutzt wurde. In der Vorrede der Vorlesungen von 1784/85 wird das bereits deutlich: „Denn indem es des Staatswirthes Beschäftigung nie seyn kann, selbst Bauer, Fabrikant ober Handelsmann zu werden, sondern er diese sämtliche Kenntniße nur gründlich verstehen muß, um als Gesezgeber sie, glücklich zu leiten […] so ist es ganz gewiß, daß dieselbe [also die Grundwissenschaften und die Quellenwissenschaften, siehe Kapitel 2.2] nur Vorbereitungs - Wissenschaften sind, um ein durchaus gründlicher Kameralist, Polizei-Direktor und Staatswirth zu werden“.[166] Die Legitimierungsstrategie der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft zielte nun ausschließlich darauf ab, die studierten Staatswirte, also die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule, so zu präsentieren, dass nur sie durch ihr Studium dazu befähigt seien, für wirtschaftliches Wachstum zu sorgen, indem sie das wirtschaftliche Handeln im Staat steuerten. Die Vorlesungen ab dem Jahr 1784/85 verfolgten die Strategie, den Staatswirt nicht nur als idealen Wirtschaftsakteur darzustellen, sondern das Idealbild des Staatswirtes mit den Absolventen der Kameral-Hohen-Schule gleichzusetzen. Medicus schrieb, dass die Mitglieder der Ökonomischen Gesellschaften dann am nützlichsten seien, „nicht wenn wir den Erfindungs-Jahren irgend einer nüzlichen Wahrheit nachgrüblen oder mit pedantischer Weisheit irgend einen unmöglich zu bestimmenden Saz eines Griechen oder Römers aufklären, sondern wenn wir die Staatswirthschaft in

[166] Vorrede, in: Vorlesungen der kurpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1784 bis 1785, Mannheim 1785 (unpaginiert).

allen ihren Theilen mit brauchbaren Wahrheiten erweitern“.[167] Medicus betonte, dass die Gesellschaftsmitglieder zwar nützliches Wissen produzieren müssten, dass dieses Wissen aber durch die Studierenden der Kameral-Hohen-Schule in die Praxis überführt werden müsse. Auch Jung betonte in seiner Vorlesung über die Vieharzneikunde: „Soll der Vieharzt ein guter Landwirth [sein], so muß derjenige, der die Oberaufsicht über den gesamten Viehstand hat, auch die Vieharznei verstehen […] da nun dieses unwidersprechlich, und es eben so gewiß ist, daß dem staatswirthschaftlichen Bedienten jene Verwaltung der landwirtschaftlichen Polizei zukommt, so ist erwiesen, daß er auch die Aufsicht auf die Vieharznei haben, und sie also studiren müsse“.[168] Jung beschrieb also, dass sein in dieser Vorlesung publiziertes Wissen für die studierten Staatswirte als Adressaten gedacht sei, was zeigt, dass die Vorlesungen nun dazu dienen sollten, darzulegen, welches Wissen die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule besaßen. Medicus legitimierte in einer seiner Vorlesungen des Jahres 1785 den studierten Staatswirt sogar dadurch, dass er ihn nun als Gegenmodell zu den Mitgliedern der Ökonomischen Gesellschaften entwarf: „Ganz anderst geht man bei der Wahl ökonomischer Mitglieder zu Werke. Wer den Handwerksvortheil versieht, aus einem Äcker recht viel Kartofel zu erbauen, oder wer Versuche mit dem Krappbaue gemacht, Hopfen gepflanzt, oder gar nur eine schöne Flur von Sommer- und Winterfrüchten aufweisen kann, der ist der wohlfähige Mann“.[169] Medicus meinte das ironisch und kommunizierte ein Bild von den Mitgliedern Ökonomischer Gesellschaften, in dem diese sich ausschließlich durch praktisch-landwirtschafte Tätigkeit auszeichneten. Diese dürften deswegen nicht als Staatswirte angesehen werden: „Ist er ein Bienenfreund, so soll nun alles mit Lindenbäumen besezt werden, damit seine Bienen eine volle Weide haben. Der Forstmann will alles zu Wald anlegen, und der Pferde-Liebhaber ganze Strecken Weidganges öd liegen lassen, damit seine

[167] Friedrich Casimir Medicus: Über den Werth gelehrter Gesellschaften, in: Vorlesungen vom Winter 1784 bis 1785, S. 179-192. Mannheim 1785, S. 190.
[168] Johann Heinrich Jung-Stilling: Einige wichtige Bemerkungen über das Studium der Staatswirthschaft, nebst dem Beweiß, daß auch die Vieharzneikunde dazu gehöre, in: Vorlesungen von dem Winter 1784 bis 1785, S. 3-40, S. 35f.
[169] Friedrich Casimir Medicus: Über die Ursachen, warum ökonomische Gesellschaften nicht immer den Nuzen gestiftet haben, den man von Ihnen erwartet, in: Vorlesungen von dem Winter 1785 bis 1786, S. 285-328, S. 296.

Fohlenzucht recht blühend werde und dergleichen mehr“.[170] Die Träger praktisch-erfahrungsbasierten Wissens verwechselten also laut Medicus ihr Privatinteresses oder ihren Wirtschaftssektor mit dem Staatswohl. Er rückte diese Praktiker ins Absurde, indem er betonte, dass diese nicht verstünden, „wie sich dieß alles in einem wohleingerichteten Staate verhältnißmässig gegen einander verhalten müsse“.[171] Medicus definierte die Wissenskultur der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule also nun auf eine andere Weise, als es Gugenmus und Born zum Zeitpunkt ihrer Gründung getan hatten. Während Born und Gugenmus den Staatswirt als denjenigen darstellten, der die Wissensbestände der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft im Verwaltungsapparat etablierte, grenzte Medicus die studierten Staatswirte von den Aktivitäten der Ökonomischen Gesellschaften ab.

Die Bemerkungen beziehungsweise die Vorlesungen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft beinhalteten also spezifische Strategien zur Legitimierung der studierten Staatswirte als Träger der publizierten Wissensbestände. Zunächst identifizierten die Gesellschaftsmitglieder in den Bemerkungen die etablierten Akteure im Verwaltungsapparat als Zielobjekte ihrer Wissensbestände. Nach der Gründung der Kameral-Hohen-Schule musste der Staatswirt nicht mehr als das abstrakte Bild eines Idealbeamten entworfen werden, sondern konnte konkret mit den vermittelten Wissensbeständen der Kameral-Hohen-Schule in Verbindung gebracht werden. Die Legitimierungsstrategien der Mitglieder der ökonomischen Gesellschaft liefen nach der Gründung der Kameral-Hohen-Schule zunächst eher darauf hinaus, die Staatswirte als ideale Verwaltungsakteure darzustellen, ohne direkt die Studierenden der Kameral-Hohen-Schule zu nennen. Nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule nach Heidelberg im Jahr 1784 und der Umbennenung in Staatswirtschafts-Hohe-Schule verfolgten die Lehrer in den Vorlesungen der Gesellschaft eine andere Strategie, indem sie das von ihnen publizierte Wissen explizit als Wissen der studierten Staatswirte kommunizierten und das Wissen der Staatswirte als Gegensatzmodell zu den praktischen Wissensbeständen der Ökonomischen Gesellschaften positionierten.

[170] Ebd., S. 297.
[171] Ebd., S. 297.

Die Strategie, die Figur des Staatswirtes in den publizistischen Diskurs einzubringen, um die Legitimität der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule zu erhöhen, lässt sich aufgrund der personalen Übereinstimmung der Gesellschaftsmitglieder und der Lehrer der Kameral-Hohen-Schule auch anhand der Lehrbücher nachweisen, die die Gesellschaftsmitglieder in ihrer Funktion als Lehrer publiziert hatten. Auch diese Lehrbücher dienten nicht nur als Medium des „Wissensdialogs" und des „Wissenstransfers" neuer Wissensbestände, wie sie Klaus Kremb charakterisiert hat,[172] sondern sie dienten auch dazu, die Akzeptanz der studierten Staatswirte zu erhöhen. Der Historiker Guillaume Garner betont, dass die kameralistischen Publikationen vor 1770 vor allem von Autoren verfasst worden waren, die nicht im universitären Betrieb etabliert waren und die deswegen auch das Element des Neuen in den von ihnen publizierten Wissensbeständen betonten.[173] Um diesen Unterschied zu den bisher etablierten universitären Wissensbeständen besonders hervorzuheben, wiesen die Autoren kameralistischer Publikationen auf die unmittelbare Nützlichkeit und die Anwendbarkeit ihrer Wissensbestände für die landesherrlichen Verwaltungsapparate hin, wobei sich diese angebliche praktische Anwendbarkeit in den entsprechenden Publikationen vor allem darin niederschlug, dass dort abstrakt-deduktive Lehrsätze enthalten waren, die ein Idealbild des kameralistisch verwalteten Staates vermittelten.[174] Die pädagogische Intention war in den kameralistischen Publikationen also schon vor der Gründung der Kameral-Hohen-Schule enthalten.[175] Der Historiker Keith Tribe erkennt ab 1770 einen Umbruch in der kameralistischen Wissensvermittlung im Reich, der sich darin äußert, dass nicht mehr nur Verwaltungshandeln vermittelt werden sollte, sondern eine „systematische Ausbildung in den Grundlagen der ökonomischen Prozesse" anvisiert worden sei, wofür die Kameral-Hohe-Schule als Musterbeispiel gelten könne.[176] Auch Alexandra Plettenberg betont in ihrer Arbeit über die Kameral-

[172] Kremb, Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 48.
[173] Vgl. Garner, État, Économie et Territoire, S. 60.
[174] Vgl. ebd., S. 53.
[175] Vgl. Tribe, Governing Economy, S. 11f.
[176] Vgl. Tribe, Die Kameral-Hohe-Schule, S. 176.

Hohe-Schule, dass sich der dort von Georg Adolph Succow[177] entworfene viersemestrigen Lehrplan, das sogenannte „Lauterer System“,[178] dadurch auszeichne, dass er ein „alle Bereiche der Wirtschaftswissenschaften umfassendes System“ darstelle, womit er sich von allen anderen ökonomischen Lehrstühlen und Fakultäten im Reich unterscheide.[179] Sowohl der Studienplan als auch die Lehrbücher ergänzten darüber hinaus aber auch die Strategie der Lehrer, die studierten Staatswirte zu legitimieren, in dem ihnen eine ganz spezifische Wissenskultur zugeschrieben wurde. Zu erwähnen ist noch, dass die publizierten Lehrbücher mit den Vorlesungen der Lehrer meistens übereinstimmten, denn im Universitätsbetrieb des späten Ancien Régime wurden Schriftlichkeit und Mündlichkeit in der Wissensvermittlung nicht als Kategorien voneinander unterschieden.[180] In den Vorlesungsverzeichnissen der Staatswirtschafts-Hohen-Schule ist beispielsweise immer angegeben, ob ein Lehrer in seiner Vorlesung sein eigenes Lehrbuch oder das eines anderen Autors verwendete, was direkt auf den Vorlesungsinhalt schließen lässt.[181] Die studierten Staatswirte konnten außerdem die von der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft gegründete Bibliothek nutzen, die im Jahr 1787 2594 Bände und im Wintersemester 1804/05 9145 Bände, die ausschließlich kameralistisch-ökonomische Themen beinhalteten und dabei vor allem landwirtschaftliche, naturgeschichtliche, staatswirtschaftliche und ab den 1780ern vermehrt geographische und statistische Publikationen umfassten.[182]

[177] Georg Adolph Succow hatte Medizin in Jena und Erlangen studiert. Seit 1770 war er Sekretär der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft und seit 1774 Professor der Kameral-Hohen-Schule. Bis zu seinem Tod 1813 blieb er Professor der Staatswirtschaftlichen Sektion.

[178] Vgl. Georg Adolph Succow: Plan der Hohen Kameralschule, welche mit kurfürstlich gnädigster Erlaubnis den 3. October 1774 eröffnet worden ist. Zweite Auflage, Lautern 1776. Der viersemestrige Studienplan findet sich ebd., S. 20f. Diese Einteilung des kameralwissenschaftlichen Studiums wurde ein Vorbild für andere kameralistisch-wissenschaftliche Universitätsstandorte. Im Jahr 1784 wurde im Zuge der Hochschulreformen an der Universität Mainz das kameralistische Studium ähnlich gegliedert: Es sei laut Napp-Zinn dem „Organismus der Produktion“ gefolgt: Auf das Studium der Landwirtschaft, Forstwirtschaft und des Bergbaus folgte ein Studium der Manufaktur- und Fabrikwissenschaft und im Anschluss daran der Polizey- und Kameralwissenschaften. Vgl. Napp-Zinn, Die Kameralfakultät in Mainz, S. 100.

[179] Vgl. Plettenberg, Die Hohe-Kameral-Schule, S. 149.

[180] Vgl. Tribe, Governing Economy, S. 12.

[181] Vgl. Anzeige der Vorlesungen, welche im […] auf der Churpfälzischen Staatswirthschaft-Hohen-Schule in Heidelberg gehalten werden. Mannheim 1790-1802.

[182] Vgl. Willer, Wilfried: Die Bibliothek der Churpfälzischen Physikalisch-Ökonomischen Gesellschaft (1770-1804). Wiesbaden 1967, S. 272-274.

Dennoch unterscheiden sich die Lehrbücher, die aus dem Lehrbetrieb der Kameral-Hohen-Schule entstanden waren, von anderen theoretisch-kameralistischen Publikationen dadurch, dass sie argumentative Strategien beinhalteten, die darauf abzielten, mit den gedruckten Wissensbeständen die studierten Staatswirte zu legitimieren. Schon das Lauterer System selbst wurde von Succow dadurch legitimiert, dass er es in Bezug zu der späteren Nützlichkeit der Studienabsolventen setzte. Er konstatierte ein Defizit in der bisherigen kameralistischen Wissensvermittlung: „Auf der einen Akademie liest man blos über die Feldwirthschaft […] auf der anderen liest man über die gesamten Kameralwissenschaften, aber im Grunde versteht man unter der Kameralwissenschaft nur die Finanzwissenschaft“[183] und hob auf diese Weise die studierten Staatswirte positiv hervor, da deren Wissen nicht auf einen Wirtschaftssektor beschränkt sei. Die im ersten Semester vermittelte Geometrie gebe beispielsweise „eine Anleitung zu dem Feldmessen“ und auch die Mineralogie sei notwendig, da „deren Einfluß in die Chymie und Bergwerkskunde eine genauere Kenntniß nöthig macht“.[184] Diese Studienstruktur wurde von Friedrich Casimir Medicus nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule nach Heidelberg im Jahr 1784 und deren Umbenennung in „Staatswirtschafts-Hohe-Schule“ in einer „Nachricht an das Publikum“ noch einmal spezifiziert.[185] Medicus beschrieb in dieser Nachricht, warum er das kameralistische Studium in „Grundwissenschaften“, „Quellenwissenschaften“ und „eigentliche Staatswirtschafts-Wissenschaften“ unterteilt habe:[186] Die studierten Staatswirte müssten „bei diesen Kameralbedienungen anfangen, weil sie ihm die richtige Kenntnis des Landes, seiner inneren Beschaffenheit, Stärke und Schwäche“ verschaffen würden und der studierte Staatswirt dann in den „Lands-Collegien“ seinen eigentlichen Verwendungszweck erfüllen könne.[187] Die Studiensystematik diente also dazu, die studierten Staatswirte als potentielle Verwaltungsbeamte in

[183] Georg Adolph Succow: Plan der Hohen-Kameralschule, welche mit kurfürstlich gnädigster Erlaubnis den 3. October 1774 ist eröffnet worden. Zweite Auflage, Lautern 1776, S. 8.
[184] Ebd., S. 27.
[185] Friedrich Casimir Medicus: Nachricht an das Publikum, die Verlegung der Staatswirthschafts-Hohen-Schule nach Heidelberg betreffend. Mannheim 1784.
[186] Dieser Studienplan ist abgedruckt bei Wakefield, The disordered police-state, S. 147. Vgl. auch Kapitel 2.3 dieser Arbeit.
[187] Friedrich Casimir Medicus: Nachricht an das Publikum, S. 4.

allen Amtshierarchien zu bewerben. Auch Jung-Stilling ging in seiner „Jubelrede über den Geist der Staatswirthschaft“ anlässlich des Feiertags des 400-jährigen Bestehens der Universität Heidelberg auf die Studienstruktur der Staatswirtschafts-Hohen-Schule ein: „Das Forstwesen, der Bergbau, die Landwirthschaft, die Fabriken, und die Handlung sind die Quellen alles Glücks der Staaten und der Völker – wer sie leiten soll, der muß sie kennen!“.[188] Nur an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule würden, so Jung-Stilling in dieser Rede, die Regeln vermittelt, „welche dem Staatswirth sagen, was er zu thun habe, um jene Gewerbe blühend zu machen, das ist Fürsten und Völker zu beglücken?“.[189] Andre Wakefield hat dargelegt, dass die Studienstruktur von den Lehrern der Staatswirtschafts-Hohen-Schule in den Vordergrund gerückt wurde, weil die Studierenden der Universität Heidelberg ebenfalls Kurse an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule belegen durften, weswegen das systematische staatswirtschaftliche Studium als Alleinstellungsmerkmal der studierten Staatswirte diente, die auf diese Weise einen Vorteil gegenüber den Absolventen der Universität Heidelberg haben sollten.[190] Aber ungeachtet dieses möglichen Motivs kommunizierten die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule eine ganz spezifische Wissenskultur der studierten Staatswirte, von der zu vermuten ist, dass sie eine Auswirkung darauf hatte, welcher Handlungsspielraum den studierten Staatswirten im Verwaltungsapparat zuerkannt wurde.

Bereits das naturkundliche Grundstudium, das an der Kameral-Hohen-Schule in den ersten zwei Semestern vorgesehen war, wurde in den Lehrbüchern in Hinblick auf die spätere Nutzbarmachung durch die Staatswirte dargestellt.[191] Georg Adolph Succow betonte in der Einleitung zu seinem Lehrbuch für die „Oekonomische Botanik“, er habe bei „allen den Gewächsen“, die in diesem Lehrbuch aufgeführt seien, immer auch den „oekonomische[n] Gebrauch“,

[188] Johann Heinrich Jung-Stilling: Jubelrede über den Geist der Staatswirthschaft. Mannheim 1787, S. 12.
[189] Ebd., S. 29.
[190] Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 128. Vgl. auch Kapitel 2.3 dieser Arbeit.
[191] Oskar Poller weist darauf hin, dass noch bis zum Beginn des 20. Jahrhunderts naturwissenschaftliche Inhalte als Grundstudium im wirtschaftswissenschaftlichen Studium vermittelt wurden, vgl. Poller, Schicksal der Kameral-Hohen-Schule, S. 23.

beispielsweise bei den Varietäten der jeweiligen Nutzpflanzen, angegeben.[192] Auch in seinem Lehrbuch der Chemie[193] betonte Succow in der Einleitung: „Die Anwendung der Chymie auf die Grundsätze der Landwirthschaft, besonders aber auf die Gewerbe, Manufakturen und Fabriken, ist von so großer Ausdehnung, daß sie für den Kameralist, der in diesen Fächern mehr als Oberflächenkenntniße zu erwerben sucht, eine unentbehrliche Wißenschaft bleibt".[194] Die Struktur dieses Lehrbuches entspricht ebenfalls dieser Absichtserklärung. Der „Angewandten Chemie" ist der größte Teil des Lehrbuchs eingeräumt, die wiederum nach Verfahren gegliedert ist, die in den verschiedenen Wirtschaftssektoren zur Anwendung kommen. Die „Zerlegungen der Körper aus dem Mineralreiche" machen mehr als die Hälfte des Lehrbuchs aus.[195] Die Legitimierungsstrategie von Succow, die hinter diesen Einführungswerken steht, bestand darin, den studierten Staatswirt als Träger von naturkundlichen Wissensbeständen darzustellen, das völlig darauf reduziert wurde, in den Wirtschaftssektoren des Staates nutzbar gemacht zu werden. Auch Succows Lehrbuch der Mineralogie[196] ist darauf ausgelegt, die Möglichkeiten der praktischen Anwendungen zu vermitteln, allerdings schrieb Succow hier: „Die Benutzung der Mineralien steht übrigens mit der Kenntniß des Bergbaues […] in einem genauen Zusammenhang. Inzwischen läßt sich die eigentliche Bergbaukunde hier wegen ihrer besonderer Ausdehnung nicht vortragen, so sehr auch beide unzertrennliche Fächer sind".[197] Succow betonte also, dass die Mineralogie Wissen vermittele, das für den Wirtschaftssektor des Bergbaus notwendig sei, das aber wiederum so komplex sei, dass es ein separates Studium erfordere. Diese Einschätzung könnte darauf zurückzuführen sein, dass es in den mitteldeutschen Territorien bereits fest etablierte Bergbauakademien gab, nämlich die 1765 gegründete Bergakademie zu Freiberg, die 1775 gegründete Bergakademie zu Clausthal und die 1770

[192] Georg Adolph Suckow: Oekonomische Botanik. Mannheim und Lautern 1777, Vorrede (unpaginiert).
[193] Georg Adolph Suckow: Anfangsgründe der ökonomischen und technischen Chymie. Leipzig 1784.
[194] Ebd., S. V-VI.
[195] Dieser Teil umfasst S. 410-891. Vgl. das Inhaltsverzeichnis ebd., S. 645.
[196] Georg Adolph Succow: Anfangsgründe der Mineralogie. Leipzig 1790.
[197] Ebd., S. 2.

gegründete Bergakademie in Berlin.[198] Im Jahr 1790 war also aus der Sicht Succows das Wissensfeld des Bergbaus bereits so ausdifferenziert, dass es im eher auf die Breite des kameralistischen Wissensfeldes ausgelegten staatswirtschaftlichen Studiums nicht mehr adäquat vermittelt werden konnte. Das Bergbauwesen selbst findet in diesem Lehrbuch deswegen auch keine Berücksichtigung mehr.[199] Auch Succows Lehrbuchreihe über die „Anfangsgründe der theoretischen und angewandten Naturgeschichte der Thiere“[200] folgt diesem Schema der Anwendbarkeit des vermittelten Wissens, indem auch hier vor allem der Gebrauch, „welcher für Landwirthschaft, Technologie und Handel von Wichtigkeit seyn kann“, detailliert vermittelt wird und medizinisch-anatomische Beschreibungen ausgelassen werden.[201] Succow reduzierte also die naturkundlichen Wissensbestände, um damit die Botschaft zu kommunizieren, dass die studierten Staatswirte zwar nützliches naturwissenschaftliches Wissen besäßen, aber davon eben nur das, was wirklich nutzbar gemacht werden könne. Ergänzend dazu sei noch erwähnt, dass Succow auch in seinen Vorlesungen als Mitglied der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft dazu beitrug, den studierten Staatswirten solche nützlichen Wissensbestände zuzuschreiben, beispielsweise in Bezug auf geologisch-kartographisches Wissen: „Für diejenigen, welche sich der Staatswirthschaft gewidmet, wäre Lokalkenntniß ihres Landes zuverläßig der nuzbarste Schritt zu ihrer ersten Thätigkeit“.[202] Auf Basis detaillierten Kartenmaterials könne der studierende Staatswirt ökonomische Reisen unternehmen und besitze dann genaues Wissen über die im Land vorhandenen ökonomischen Bedingungen, was ihm in seiner späteren Karriere als

[198] Vgl. hierzu als weiterführende Literatur: Schleiff, Hartmut: Aufstieg und Ausbildung im sächsischen Bergstaat zwischen 1765 und 1868, in: Ders., Konecny, Staat, Bergbau und Bergakademie, S. 125-160 sowie Engel, Michael: Der berg- und hüttenmännische Unterricht in Berlin 1770 bis 1810, die sogenannte Bergakademie, in: Schleiff, Konencny, Staat, Bergbau und Bergakademie, S. 161-192. Vgl. auch Kapitel 3.3 dieser Arbeit.

[199] Vgl. Succow, Anfangsgründe, Inhaltsverzeichnis S. V-XVI.

[200] Georg Adolph Succow: Anfangsgründe der theoretischen und angewandten Naturgeschichte der Thiere. Erster Theil. Von den Säugethieren. Leipzig 1797. Weitere Teile: Ders., Anfangsgründe, Von den Fischen, Leipzig 1799. Ders, Anfangsgründe, Von den Vögeln, Leipzig 1801.

[201] Ebd., S. V.

[202] Georg Adolph Succow: Über einige wesentliche Hilfsmittel zur Landeskunde und ihrer Vervollkommenung, in: Vorlesungen vom Winter 1784 bis 1785, S. 193-214, S. 211.

Kameralbeamter nutzen werde.[203] In einer anderen Vorlesung betonte Succow, dass architektonische Kenntnisse ebenfalls zum Wissensbestand des Staatswirtes gehören müssten, da dieser das Bauwesen in der Stadt oder auf dem Land aus der Verwaltung heraus zu koordinieren habe. Auch über die architektonischen Grundkenntnisse wird der studierte Staatswirt von Succow als derjenige legitimiert, der das Handeln privatwirtschaftlicher Akteure koordinieren müsse, um wirtschaftliches Wachstum zu garantieren.[204]

Im Studienplan des Lauterer Systems waren nach den Grund- und Hilfswissenschaften die ‚angewandten Kameralwissenschaften', die nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule nach Heidelberg in ‚Quellenwissenschaften' umbenannt wurden, vorgesehen. Wie bereits erwähnt, war dieser Teil des Studiums darauf angelegt, den studierten Staatswirten das Wissen zu vermitteln, das in den zeitgenössischen Wirtschaftssektoren zur Anwendung kam, also vor allem in der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft, dem Bergbau, aber auch in den Fabriken und Manufakturen.[205] Die Tatsache, dass Medicus diesen Teil des Studiums als Quellenwissenschaften bezeichnete, weist darauf hin, dass diese Wissensfelder auf der Gewinnung und Verarbeitung von Produkten aus den Wirtschaftssektoren aufbaute, ohne die wirtschaftliches Handeln an sich aus der Sicht der gelehrten Akteure nicht möglich war.[206] Da in diesem Bereich Wissen vermittelt werden sollte, das in den jeweiligen Wirtschaftssektoren zur Anwendung kam, lag es nahe, dass hier in der Wissensvermittlung praktisch-

[203] Vgl. zur Nutzung kartographischen und statistischen Materials durch studierte Staatswirte auch Kapitel 3.4.

[204] Georg Adolph Succow: Über das Studium der Architektur, insbesondere für den Staatswirth, in: Vorlesungen der churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1789 bis 1790. Fünften Bandes zweiter Theil, S. 107-144. Mannheim 1791, S. 107f. Vgl. dazu auch Boßhardt, Werner: Architekten an der Staatswirtschaftlichen Fakultät, in: Marcon, 200 Jahre Wirtschafts- und Staatswissenschaften, S. 1457-1470: Architektur war auch an der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule und am 1795 gegründeten Lehrstuhl für Kameralwissenschaften in Württemberg Teil des Studiums (S. 1457).

[205] Das übergreifende Merkmal dieses Wissensfeldes bestand in seinem Bezug zur Gewinnung und Verarbeitung von Ressourcen, also von Feldfrüchten, von Holz oder von geologischen Erzeugnissen.

[206] Auch diese mit den verfügbaren Ressourcen verknüpften Wissensfelder, die der Staat für sich nutzbar machen konnte, blieben noch im 19. Jahrhundert Teil des wirtschaftswissenschaftlichen Studiums. Die älteste wirtschaftswissenschaftliche Fakultät Deutschlands in Tübingen hatte neben einem Lehrstuhl für theoretische Verwaltungslehre, einem Lehrstuhl für Nationalökonomie und Finanzkunde, einem Lehrstuhl für Staatsverwaltungspraxis und einem Lehrstuhl für Polizey-, Kameral-, Regiminal- und Finanzpraxis auch einen Lehrstuhl für Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Handel, Bergbau und bürgerliche Baukunst.

erfahrungsbasierte Präprofessionsökonomen besondere Glaubwürdigkeit für sich beanspruchen konnten. Da sich in den südwestdeutschen Territorien im späten Ancien Régime noch keine Spezialschulen für einzelne Wirtschaftssektoren, die mit den sächsischen Bergakademien vergleichbar wären, etabliert hatten, war die entsprechende Wissensvermittlung konkurrenzlos, weswegen es aus der Sicht der Lehrer der Hohen-Schule sinnvoll war, sich nicht auf einen bestimmten Wirtschaftssektor zu beschränken. Jung-Stilling, der ab 1778 ordentlicher Professor an der Kameral-Hohen-Schule für Vorlesungen in der Landwirtschaft, der Technologie, der Handlungswissenschaft und der Vieharzenykunde war, hatte in seinen literarischen Selbstbeschreibungen immer wieder betont, dass er in der Jugend praktische Kenntnisse der Land-, und Forstwirtschaft erworben hätte, was sicherlich seine Expertenzuschreibung begünstigt hatte. Für die Wissensfelder, in denen er Vorlesungen hielt, publizierte er jeweils auch ein separates Lehrbuch. Diese Lehrbücher sind laut Keith Tribe in ihrem wissenschaftlichen Wert im Vergleich zu den Lehrbüchern der anderen Lehrer als minderwertig zu beurteilen.[207] Demgegenüber steht das Forschungsresultat von Klaus Kremb in Bezug zu Jung-Stilling, der darlegt, dass Jung-Stilling auch Konzeptionen zur Differenzierung der steuerlichen Abgaben je nach Wirtschaftssektor entwickelte, die in Auseinandersetzung mit den Publikationen von Adam Smith entstanden seien.[208] Was in diesen Lehrbüchern von Jung-Stilling allerdings immer enthalten ist, ist eine spezifische Legitimierungsstrategie für das jeweils behandelte Wissensfeld in Hinblick auf die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule. Der 1779 erschienene „Versuch einer Grundlehre sämtlicher Kameralwissenschaften“[209] verfolgte zunächst noch die Strategie, die Studienstruktur des Lauterer Systems noch einmal zu bewerben.[210] Im 1781 veröffentlichten „Versuch eines Lehrbuches

[207] Vgl. Tribe, Die Kameral-Hohe-Schule, S. 179.
[208] Vgl. Kremb, S. 74f.
[209] Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch einer Grundlehre sämmtlicher Kameralwissenschaften. 1779. Siehe Inhaltsverzeichnis. Es ist in die „Allgemeine Grundlehre“, in der Bedürfnisse, Produkte, Gewerbe, Haushaltung und Buchhaltung, also Begriffe und Techniken, erläutert werden, in die „Bürgerliche Gewerbskunde“, in der Landwirtschaft, Kunstwirtschaft und Handlungswirtschaft erläutert werden, und in die „Staatsgewerbskunde“, in der Staatswissenschaften und Staatshaushaltung erläutert werden, unterteilt
[210] Im Jahr 1790, als Jung bereits Lehrer in Marburg war, gab er darüber hinaus noch ein „Lehrbuch der Cameral-Wissenschaft oder Cameral-Praxis“ heraus, bei dem er in der Vorrede betonte: „Der junge Mann, der das alles nun wusste, war noch immer zu den unmittelbaren Cameralgeschäften nicht eher brauchbar,

der Forstwirthschaft“ begründete Jung-Stilling folgendermaßen, warum dieses Lehrbuch notwendig sei: „Unter allen Kameralwissenschaften traf dies Schicksal die Forstwirthschaft am meisten: Wer sich darauf legte, war mehr Jäger als Wirth, und viel weniger Staats-Wirth“.[211] Dieses Lehrbuch erfüllte also auch die Funktion, darzulegen, was die studierten Staatswirte gegenüber den Jägern oder Förstern als Forstbeamte in dem Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft auszeichne. Die studierten Staatswirte als potentielle Forstbeamte hätten einen auf die Wirtschaftlichkeit der Forste für den Staat gerichteten Fokus, was die Jäger und Förster nicht leisten könnten, da sie diese staatliche Perspektive nicht einnehmen würden. Jung-Stillings Untergliederung seines Lehrbuchs in die „Erlernung“ und die „Ausübung“ der Forstwirtschaft zeigt, dass die Wissenskultur der studierten Staatswirte von Lehrern wie Jung-Stilling so definiert wurde, dass der Absolvent entweder im jeweiligen Wirtschaftssektor selbst oder als Koordinator des wirtschaftlichen Wachstums in allen Wirtschaftssektoren Verwendung finden können sollte. Diese Unterteilung anhand der späteren Verwendungsmöglichkeiten der Staatswirte nutzte Jung-Stilling auch in seinem Lehrbuch zur Landwirtschaft,[212] zur Vieharzneykunde[213] und zur Fabrikwissenschaft.[214] Jung-Stilling betonte in diesen Lehrbüchern, dass nur Kenntnisse in allen Wirtschaftssektoren ein adäquates staatswirtschaftliches Handeln ermöglichten, es dem studierten Staatswirten aber dennoch auch möglich sei, einen bestimmten Wirtschaftssektor zu verwalten. Die Gründungen von Fabriken, die dann allerdings von privatwirtschaftlich handelnden Unternehmern

---

bis er sich auf einer Schreibstube oder im Amt selbst gewisse noch fehlende Kenntnisse und Routine erworben hatte“. Hier betont Jung also die Notwendigkeit von Routine, die sich aus dem Verwaltungsamt selbst ergibt.

[211] Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Forstwirthschaft. Mannheim und Lautern 1781.

[212] Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Landwirthschaft der ganzen bekannten Welt, in so fern ihre Produkten in den Europäischen Handel kommen. Leipzig 1783, Vorrede. Vgl. auch das Schema auf S. 8.

[213] Johann Heinrich Jung-Stilling: Lehrbuch der Vieharzneykunde. Erster Theil. Heidelberg 1785, S. 1.

[214] Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Fabrikwissenschaft zum Gebrauch akademischer Vorlesungen. Nürnberg 1785, insbesondere die Vorrede (unpaginiert). Interessanterweise unterscheidet Jung-Stilling explizit nicht zwischen Fabrik und Manufaktur, unternimmt aber mit der Trennung von chemischer und mechanischer Verarbeitung die Unterscheidung zwischen Fabrik und Manufaktur, die in der Technikgeschichtsschreibung verwendet worden ist. Vgl. Forberger, Rudolf: Zu den Begriffen „Manufaktur“ und „Fabrik“ in technischer und technologischer Hinsicht, in: Troitzsch (Hg.), Technologischer Wandel, S. 175-188, S. 175.

geführt werden sollten, seien in diesem Zusammenhang „die Funken, welche der weise Staatswirth streut, um allenthalben Licht und Leben unter den Menschen zu verbreiten“.[215] Auch hier wird der studierte Staatswirt der Kameral-Hohen-Schule zum Impulsgeber, um überhaupt erst wirtschaftliches Wachstum zu ermöglichen, das aus den privatwirtschaftlich handelnden Landwirten und Unternehmern nicht hervorgehen könne, gleichzeitig könne er aber auch als ein Spezialist für einen Wirtschaftssektor eingesetzt werden.[216]

Jungs Position als Lehrer für die Quellenwissenschaften an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule übernahm 1787 Christoph Wilhelm Jakob Gatterer, der bis zur Auflösung der Staatswirtschaftlichen Sektion im Jahr 1823 in Heidelberg unterrichtete.[217] Er hatte selbst Kameralwissenschaften studiert, auf ihn trifft die Zuschreibung als praktischer Wirtschaftsexperte also schon nicht zu. Seine Berufung zum ordentlichen Professor an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule erfolgte mit der Verpflichtung, dass er Vorlesungen in der Landwirtschaft, der Fabrikwissenschaft, der Technologie und der Forstwissenschaft zu halten habe. Der Umfang der von ihm vermittelten gewerblichen Wissensfelder entsprach also noch dem breiteren Spektrum, das auch Jung abgedeckt hatte. In den Jahren 1785 und 1786 erschienen zwei Bände einer von ihm veröffentlichten „Anleitung, den Harz und andere Bergwerke mit Nutzen zu bereisen“.[218] Es handelte sich somit um einem bergbaulichen Reiseführer, der aber darüber hinaus „als Handbuch zu Vorlesungen dienen [soll]“.[219] Die Beschreibung der Harzregion dürfte auf seine eigene Lehrtätigkeit in Göttingen zurückzuführen sein, im Rahmen der er selbst die Bergwerke im Harz besuchte. Während der erste Band die gewerblichen

[215] Johann Heinrich Jung-Stilling: Von den gemeinnützigsten Fabriken. Erste Abhandlung. Vom Oelgewerbe, in: Vorlesungen vom Winter 1784 bis 1785, S. 307-338, S. 307.
[216] Vgl. dazu auch Johann Heinrich Jung-Stilling: Gemeinnüziges Lehrbuch der Handlungswissenschaft. Für alle Klassen von Kaufleuten und Handlungsstudirenden. Leipzig 1785, S. 15 und auch das Schema von Jung-Stilling auf S. 21, das sich als einziges nicht an zukünftige administrative Akteure, sondern an zukünftige Kaufleute richtete, dabei aber auch betonte, dass der Staat von erfolgreichen Kaufleuten auch einen Vorteil habe.
[217] Vgl. Drüll, Gelehrtenlexikon 1803 – 1932: Christoph Wilhelm Jakob Gatterer hatte die kameralistischen Wissenschaften in Göttingen studiert und wurde 1787 promoviert. 1823 erfolgte seine Pensionierung, die auf eigene Bitte erfolgte und die vom badischen Innenministerium als Anlass zur Auflösung der Staatswirtschaftlichen Sektion genommen wurde.
[218] Christoph Wilhelm Jakob Gatterer: Anleitung, den Harz und andere Bergwerke mit Nutzen zu bereisen. Erster Theil, Göttingen 1785. Zweiter Theil, Göttingen 1786.
[219] Ebd., Erster Theil, S. VII.

Aktivitäten im Berg- und Hüttenwesen im Harz behandelt,[220] enthält der zweite Band eine systematische Bibliographie der Literatur über den Harz, eine Sammlung aller Polizeyverordnungen, die von Landesherren der Harzregion erlassen wurden sowie Beschreibungen aller Städte und Gemeinden im Harz und Ausführungen über das dortige Klima, die Pflanzen, die Tiere und die Mineralien.[221] Das zeigt, welche Aspekte Gatterer in der Wissensvermittlung an die Studierenden für wichtig hielt: Einerseits vermittelte er Kenntnisse in den gewerblichen Aktivitäten selbst, andererseits aber auch der landesherrlichen Verordnungen und der statistisch-geographischen Gegebenheiten. Allerdings befindet sich in diesem Lehrbuch kein expliziter Verweis auf den studierten Staatswirt als Wissensspeicher. Gatterer, aber auch die späteren Lehrer in den Quellenwissenschaften nutzten diese Art der Legitimierung des studierten Staatswirtes durch die Lehrbücher nicht mehr. Das zeigt auch das forstwissenschaftliche Lehrbuch von Ludwig Wallrad Medicus, dem Sohn von Friedrich Casimir Medicus, der ebenfalls Lehrer an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule war.[222] Ludwig Wallrad Medicus ging in der Einleitung seines forstwissenschaftlichen Lehrbuchs nur kurz auf die Geschichte der Forstwissenschaft ein, indem er schrieb: „Lange stand diese [die Forstwissenschaft] isolirt, bis nach und nach die sämtlichen Gewerbs- und Regierungswissenschaften oder die staatswirthschaftlichen Wissenschaften in ein Ganzes vereinigt wurden […] Nun macht die Forstwissenschaft einen Theil derselben, und zwar der ökonomischen Wissenschaften, aus“.[223] Das Lehrbuch nimmt auf das Lehrsystem der Staatswirtschafts-Hohen-Schule keinen Bezug mehr und stellt viel mehr einen ausschließlich auf die Forstwissenschaften bezogenen Wissensspeicher dar, der sich an spätere Forstwirte richtete und damit einen höheren Grad an Spezialisierung in den Wissensfeldern der einzelnen Wirtschaftssektoren bezeugte, da es den Staatswirt als Adressaten offenbar nicht

[220] Vgl. ebd., Inhaltsverzeichnis.
[221] Vgl. Gatterer, Anleitung, Zweiter Theil, Inhaltsverzeichnis.
[222] Vgl. Drüll, Dagmar: Heidelberger Gelehrtenlexikon 1652 – 1802. Berlin, Heidelberg und New York 1986, S. 101: Ludwig Wallrad Medicus hatte sich 1787/88 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert und war seit 1795 ihr Professor für Land-, Forstwirtschaft und Bergbaukunde. Seit 1795 war er Bergrat des Oberbergamtes Mannheim. Nach 1804 lehrte er in Würtzburg, Landshut und München.
[223] Ludwig Wallrad Medicus: Forsthandbuch oder Anleitung zur deutschen Forstwissenschaft. Tübingen 1802, S. 1f.

mehr ansprach. Je weniger die Lehrer selbst praktische Experten waren, desto weniger achteten sie auch darauf, die praktische Nutzbarkeit ihres Wissens durch die studierten Staatswirte hervorzuheben.

Die „eigentlichen Kameralwissenschaften“ beziehungsweise die „staatswirtschaftlichen Wissenschaften“ bildeten an der Kameral-Hohen-Schule den letzten Teil der Studienausbildung und wurden in die Wissensfelder Finanzen (Staatshaushalt), Polizey (Ausführung der Gesetze) und eigentliche Staatswirthschaft (Gesetzgebung) unterteilt.[224] Ludwig Benjamin Schmid, der als erster Lehrer seit 1775 für dieses Wissensfeld zuständig war,[225] bevor er 1787 als Professor für Kameralwissenschaften an die Hohe-Karlsschule in Stuttgart berufen wurde, konzipierte für dieses Wissensfeld eine „Lehre von der Staatswirtschaft“.[226] Oskar Poller ordnet dieses Lehrbuch ideengeschichtlich in den „Reformmerkantilismus“ ein, weil Schmid darin zwar das Ziel der Vermehrung der Finanzen des Fürsten postuliere, aber gleichzeitig auch die Gewerbefreiheit und die Einschränkung von Monopolen forderte, um das allgemeine Wirtschaftswachstum zu berücksichtigen. Dies habe Friedrich Casimir Medicus wiederum dazu bewogen, in seiner im vorigen Kapitel erwähnten Vorlesung über das Monopol eine Gegenposition zu beziehen, um nicht mit dem kurpfälzischen Verwaltungsapparat in Konflikt zu geraten.[227] In der ersten Gesamtdarstellung der Kameral-Hohen-Schule bezeichnet Webler diese Arbeit Schmids als die wichtigste Publikation der Kameral-Hohen-Schule, da diese von dem Grundbegriff der „Güter“ ausgehe und über die Güterproduktion die ordnende Funktion des Staatswirtes definiere und die Wirtschaft so als in sich geschlossenen Organismus darstelle.[228] Schaut man sich unabhängig von diesen Einordnungen an, wie der studierte Staatswirt in diesem Lehrbuch legitimiert wurde, fällt vor allem auf, dass dieser laut Schmid fast für alles Verwaltungshandeln zuständig war: Bei Schmid ist

[224] Vgl. auch hier die Bezeichnungen im ‚Lauterer System‘ beziehungsweise in der Studiensystematik der Staatswirtschafts-Hohen-Schule.
[225] Ludwig Benjamin Schmid war eigentlich promovierter Pfarrer und ist damit ein weiterer Beleg dafür, dass auffällig oft Geistliche als Ökonomische Aufklärer auftraten. In Poller, Schicksal der Hohen-Schule, bezeichnet dieser Schmid als „maßgebenden Theoretiker“ der Kameral-Hohen-Schule (Vgl. S. 27).
[226] Ludwig Benjamin Schmid: Lehre von der Staatswirtschaft. Zu den Vorlesungen auf der Kameral-Hohen-Schule zu Lautern. Erster und zweiter Band, Mannheim und Lautern 1780.
[227] Vgl. Poller. Schicksal, S. 27f.
[228] Vgl. Webler, Die Kameral-Hohe-Schule, S. 136 und S. 151.

der Staatswirt für die „Sitten“, also die Kontrolle der Erziehungsanstalten, die „Religion“, also die Kirchenzucht, die „Freiheit“, also die maßvolle Gesetzgebung, die „Güter“, also die gesetzgeberische und gesetzausführende Kontrolle über den Handel, die Geldzirkulation, den Preis, den Bevölkerungsstand, die Gewerbepolizey und den Luxuskonsum, die „Sicherheit“ und die „Handhabung und Ausführung der Gesetze“ zuständig.[229] Dass das Aufgabenfeld des Staatswirtes bei Schmid explizit die politisch-moralische Verbesserung des Staates und seiner Untertanen durch Erziehung und Religion umfasste, zeigt nur, wie eng ökonomische und moralphilosophische Überlegungen am Ende des Ancien Régime miteinander verknüpft waren. Die sittliche, moralische und ökonomische Verbesserung des Staates und seiner Untertanen wird durch dieses Lehrbuch von Schmid zu einem Versprechen, das der studierte Staatswirt als Akteur nicht nur in der Verwaltung der Wirtschaftssektoren, sondern auch in der staatlichen Schul- und Kirchenverwaltung erfüllen könne. Offenbar ging es Schmid darum, den studierten Staatswirt dadurch zu legitimieren, dass er ihn als denjenigen darstellte, der von staatlicher Seite für die Verbesserung des Ist-Zustands zuständig war. Auch in einer Bemerkung von Schmid über den Vorteil der Einrichtung öffentlicher Armenhäuser in den Oberämtern, in der er schrieb: „Die Aemter also […] kommen nicht zurecht, weil alles zusammenhängt, wofern nicht der Staatswirth, der die gesamte Landeshaushaltung einrichtet und regiert, nach einem allerwärtigen Plan, wo alles in einander greift, alle erforderlichen Anstalten [also auch die Einrichtung der Armenhäuser] […] anordnet […]“,[230] bestätigt sich diese Legitimierungsstrategie, den Staatswirt als idealen Verwaltungsakteur darzustellen.

Aus den späteren Lehrbüchern zu den „eigentlichen Staatswirtschafts-Wissenschaften“ von den Lehrern, die Schmid nach dessen Abgang 1787 an der Kameral-Hohen-Schule folgten, lassen sich keine Strategien mehr ableiten, die dazu dienen sollten, die studierten Staatswirte als Wissensträger zu legitimieren. Das legt nahe, dass dieser Teil des kameralistischen Wissensbestandes zu

[229] Schmid. 1780, Lehre von der Staatswirthschaft. Siehe das Inhaltsverzeichnis auf S. 341-344 und S. 773-776.

[230] Ludwig Benjamin Martin Schmid: Von der vielfältigen Brauchbarkeit öffentlicher Armenhäuser, in: Bemerkungen der kurpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1782, S. 3-59. Mannheim 1784, S. 59.

theoretisch und zu selbstreflexiv war, um daraus sinnvoll abzuleiten, welchen konkreten Nutzen die studierten Staatswirte haben würden, was in den einzelnen Wirtschaftssektoren noch leichter zu bestimmen war. Auch die bereits erwähnte Spezialisierung der Lehrer, die keine praktischen Wirtschaftsexperten mehr waren, sondern selbst Kameralwissenschaften studiert hatten, trug dazu bei, dass die praktische Umsetzbarkeit der von ihnen vermittelten Wissensbestände in den Hintergrund rückte. Der studierte Staatswirt konnte durch die nun publizierten Lehrbücher nur als der ideale Verwaltungsakteur postuliert werden, ohne dass ihm ein konkreter praktischer Nutzen zugesprochen werden konnte, den er als Träger des Wissens der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft noch gehabt hatte. Die entsprechenden Vorlesungen der Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule deuten diese Lesart zumindest an, da hier der Staatswirt ausschließlich als abstraktes Ideal auftaucht. In einer Vorlesung von Jung-Stilling aus dem Jahr 1787 über die Gewerbepolizey betonte dieser beispielsweise: „Ist die Gewerbpolizei gut […] so ist alles andere eine leichte Sache, der Finanzminister oder Rath kann hernach leicht heben und sammeln, wo etwas zu heben und zu sammeln ist; und der Staatswirth hat gut haushalten, wo die Cassen angefüllt sind“.[231] In welcher Position der Staatswirt diesen Gestaltungsspielraum hatte, darauf ging Jung-Stilling gar nicht ein, weil es eine solche Position konkret überhaupt nicht gab. Das gleiche gilt für die Vorlesung des Lehrers Johann Ludwig Erb,[232] der in seiner Vorlesung schrieb: „Wie oft, sage ich, hat nicht die Finanzverwaltung den Flor der Gewerbe und des Handels untergraben, auf den der Staatswirth, als auf das Werk seiner Schöpfung, mit Recht stolz war“.[233] Auch Erb stellte den Staatswirt als denjenigen dar, der den gewerblichen Wirtschaftssektor überhaupt erst in Aufschwung gebracht habe, ohne das an konkreten Personen oder Amtsfunktionen

[231] Johann-Heinrich Jung-Stilling: Bemerkungen über die wichtigsten Theile der Gewerbpolizei, in: Vorlesungen der churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1786 bis 1788, III. Band, S. 141-180. Mannheim 1788, S. 143.

[232] Johann Ludwig Erb war zwischen 1787 und 1791 Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule und bewarb sich später bei der Staatswirtschaftlichen Sektion ebenfalls noch einmal um einen Lehrauftrag. Vgl. Drüll, Dagmar: Heidelberger Gelehrtenlexikon 1803 – 1932. Berlin, Heidelberg und New York 1986, S. 61f

[233] Johann Ludwig Erb: Versuch die eigenthümlichen und rechtmäsigen Grenzen der Polizei zu bestimmen, in: Vorlesungen von dem Winter 1786 bis 1788, S. 181-224, S. 185.

festzumachen. Auch Martin Engelbert Semer,[234] der seit 1787 Professor an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule in Heidelberg und selbst davor Studierender an der Kameral-Hohen-Schule gewesen war, folgte in seiner Vorlesung über den „Bevölkerungsgrundsatz“ diesem Narrativ. Er schrieb dem Staatswirt die Handlungsrichtlinie zu, keine populationistische Politik zu verfolgen: „Die Bevölkerung empfiehlt sich daher auch von dieser Seite keineswegs so sehr, daß sie als der erste und Hauptgrundsaz bei Finanzoperationen dem Staatswirthe zum Leitfaden dienen könnte“.[235] Im Unterschied zu den anderen Vorlesungen handelt es sich hierbei aber zumindest über eine in die Zukunft gerichtete Handlungsvorgabe und nicht über angebliche Leistungen der Staatswirte, die nicht näher genannt werden. Semers „Beitrag zur näheren Bestimmung des Begrifes der eigentlichen Staatswirthschaft und ihres Gebietes“ stellt ebenfalls eine solche Handlungsvorgabe dar.[236] Semer betonte, dass „Wohlstand […] das Geschäft des eigentlichen Staatswirthes“ sei. Auch hier gab Semer dem studierten Staatswirt eine konkrete, in die Zukunft gerichtete Handlungsvorgabe, indem er ihm im Sinne von Justis Definition der Staatswirtschaft die Aufgabe zuschrieb, nicht nur die landesherrlichen Finanzen, sondern das allgemeine wirtschaftliche Wachstum zu garantieren.[237] Semer versuchte den studierten Staatswirt also dadurch zu legitimieren, dass er ihm zuschrieb, nach den Prinzipien zu handeln, die er selbst als rational und wachstumsfördernd charakterisierte, ohne dass er ihm dazu konkrete Techniken in einem Wirtschaftssektor zuschrieb. Was in diesen Idealbildern des Staatswirtes allerdings fehlt, ist das Versprechen, der Staatswirt würde in irgendeiner Form eine verbesserte Ressourcennutzung ermöglichen und konkrete Produktions- und Verarbeitungsprozesse verbessern.

Der Historiker Andre Wakefield hat in seiner Arbeit über den theoretischen Kameralimsus geschrieben, dass Medicus an der Kameral-Hohen-Schule eine

[234] Vgl. Drüll, Gelehrtenlexikon 1803 – 1932, S. 253: Semer war seit 1786 Professor der Staatswirtschafts-Hohen-Schule. Er war außerdem für die Bibliothek der Staatswirtschafts-Hohen-Schule und für die Herausgabe der „Vorlesungen“ der physikalisch-ökonomischen Gesellschaft verantwortlich.

[235] Martin Engelbert Semer: Zweifel über den Bevölkerungsgrundsaz, als ersten Grundsaz staatswirthschaftliche Wissenschaften, in: Vorlesungen von dem Winter 1786 bis 1788, S. 263-330, S. 328.

[236] Martin Engelbert Semer: Beitrag zur näheren Bestimmung des Begrifes der eigentlichen Staatswirthshaft und ihres Gebietes. Mannheim 1794. Die folgende Zitate finden sich dort auf S. 38.

[237] Vgl. Klein, Ernst: Geschichte der öffentlichen Finanzen in Deutschland (1500-1870). Wiesbaden 1974, S. 79 und S. 84.

„advertising campaign“ betrieben habe.[238] Damit wird den Lehrern rund um den Direktor der Kameral-Hohen-Schule Friedrich Casimir Medicus im Nachhinein eine Rationalität zugeschrieben, die nur auf den finanziellen Erfolg der Schule an sich gerichtet war. Die bisher dargestellten Legitimierungsstrategien der Lehrer der studierten Staatswirte an der Kameral-Hohen-Schule deuten aber zumindest an, dass diese eine spezifische Wissenskultur des studierten Staatswirtes konstruiert hatten: Den kurpfälzischen Absolventen sollte durch die dargestellten Legitimierungsstrategien ein relativ hoher wirtschaftspolitischen Handlungsspielraum eingeräumt werden, sowohl in deren potentiellen Funktionen als leitende Amtsträger in den einzelnen Wirtschaftssektoren als auch in Bezug auf die staatliche Wirtschaftsverwaltung insgesamt. Ob die Verwaltungsapparate den kurpfälzischen studierten Staatswirten diesen Handlungsspielraum aber überhaupt zugestanden und ob die kurpfälzischen Staatswirte dadurch wirklich den umfassenden wirtschaftspolitischen Handlungsspielraum hatten, den ihre Lehrer an der Kameral-Hohen-Schule ihnen ermöglichen wollten, wird erst der weitere Verlauf der Analyse zeigen.

2.2 Keine „Staatsgrübler“: Die Aushandlung der Staatswirte in der Kurpfalz

Das vorige Kapitel (2.1) der Arbeit hat ergeben, dass die studierten Staatswirte im späten Ancien Régime in der Kurpfalz durch die gelehrten Publikationen der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft und durch die Lehrbücher der Lehrer der Kameral-Hohen-Schule als ideale Verwaltungsbeamte geformt und in den publizistischen Diskurs eingebracht worden waren. Den kurpfälzischen studierten Staatswirten wurde dabei eine spezifische Wissenskultur zugeschrieben: Sie wurden von den Lehrern der Kameral-Hohen-Schule und von den Mitgliedern der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft einerseits als Träger

[238] Vgl. Wakefield, The disordered police-state, S. 124.

der praktischen Wissensbestände der Ökonomischen Aufklärung, andererseits als Träger theoretisch-kameralistischer Wissensbestände kommuniziert. Die studierten Staatswirte wurden also mit dem Argument legitimiert, dass sie sowohl in einzelnen Wirtschaftssektoren als auch in Bezug auf die gesamtstaatliche Wirtschaftsverwaltung nützlich sein würden. Nun stellt sich die Frage, welchen Bedarf die Verwaltungsapparate selbst in Bezug auf den studierten Staatswirt formulierten. Erst die Untersuchung der Aushandlungsprozesse zwischen denjenigen, die die studierten Staatswirte konzipierten, und denjenigen, an die das Angebot dieses Absolvententyps gerichtet war, zeigt, ob sie diese publizierte Wissenskultur auch praktisch umsetzen konnten. Um direkt an das vorige Kapitel anzuschließen, werden im folgenden Kapitel zunächst die Aushandlungsprozesse rund um die kurpfälzischen studierten Staatswirte analysiert.

Die Ökonomischen Gesellschaften nutzten seit ihrer Gründungsphase in den 1760er-Jahre generell den kommunikativen Austausch mit hohen Repräsentanten der landesherrlichen Verwaltungsapparate, um Unterstützung für ihre Anliegen zu erhalten. Auch wenn deren Aktivitäten, die ja in erster Linie die Verbesserung der Landwirtschaft zum Ziel hatten, sowieso von den Landesherren unterstützt wurden, stellte der kommunikative Austausch eine sinnvolle strategische Ergänzung dar, um die eigene Akzeptanz zu erhöhen. Die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft hatte dazu in ihrer Satzung in ihrem Gründungsjahr 1769 bereits festgelegt, dass neben den regulären Mitgliedern, die sich durch nachweisbare ökonomische Expertise auszeichnen sollten, auch die Ehrenmitglieder die Landwirtschaft „in ihrer Gegend […] nach den von der Gesellschaft vernünftig gefundenen und erprobten Grundsätzen“ behandeln sollten. Außerdem sollten sie sich „verbindlich machen, den gesellschaftlichen Nutzen und Vortheil zu befördern“.[239] Eine implizite Aufforderung an die Ehrenmitglieder ist in dieser Satzung deswegen enthalten, weil die Erwartungshaltung formuliert wurde, dass diejenigen, die sich als solche Ehrenmitglieder zur Verfügung stellen wollten, das grundsätzliche Ziel der

[239] LAS 1241 UNr. 19: Dagegen galt für die ordentlichen Mitglieder: „Um zu einem ordentlichen einheimischen Mitglieder wahlfähig zu seyn, sind oekonomische Kenntnisse, wahrer Eifer zum Baessten der Gesellschaft, und die wirkliche Ausübung einer vernünftigen Landwirtschaft erforderlich“.

landwirtschaftlichen Verbesserung zu teilen bereit sein mussten. In diesen Korrespondenzen betonten die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft im Rahmen ihrer kommunikativen Aktivitäten im Jahr 1770 gegenüber den Ehrenmitgliedern, dass der Transfer von agrarökonomischen Wissensbeständen an die Landbevölkerung erfolgreich verlaufe. Aus den Antworten der Ehrenmitglieder ist dabei zu entnehmen, dass diese zwar die Distribution agrarischer Wissensbestände an die Landbevölkerung an sich befürworteten, aber den Erfolg dieses Projekts dennoch in Frage stellten. Das Ehrenmitglied Peter Emanuel von Freiherr von Zedtwitz, ein wichtiger Repräsentant des kurpfälzischen Verwaltungsapparats und Teil der kurpfälzischen Regierung,[240] betonte, dass ihm die Schriften der Gesellschaftsmitglieder über die bestehenden Hindernisse in der Landwirtschaft sehr gut gefielen, aber er wage „nicht zu gewähren, ob diese Betrachtung alte Gewohnheiten und Vorurtheile überwältigen“ werde.[241] Zedtwitz ließ an dieser Stelle offen, welche Personen er als Hindernis für die erfolgreiche Verbreitung landwirtschaftlicher Verbesserungsvorschläge ansah, in dem Brief ist nur von Gewohnheiten und Vorurteilen im Allgemeinen die Rede. Damit deutete er allerdings an, dass es strukturelle Gegebenheiten seien, die den Erfolg der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft voraussichtlich verhindern würden. Er empfahl also implizit einen Strategiewechsel. Auch andere Ehrenmitglieder äußerten gegenüber der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft die Befürchtung, dass es Hindernisse bei der Durchsetzung der landwirtschaftlichen Wissensbestände geben werde. Friedrich Karl von Moser, der 1772 Erster Minister von Hessen-Darmstadt wurde und die Gründung der Ökonomischen Fakultät in Gießen initiiert hatte, betonte in einem Brief an die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft, dass sich die landesherrlichen Verwaltungsapparate in der Vergangenheit nicht durch Reformfreudigkeit ausgezeichnet hätten: „Wenn eine löbliche Gesellschafts-

[240] Vgl. Kunz, Wolfgang: In Treue fest zur Kurpfalz. Freiherr Peter Emanuel von Zedtwitz-Liebenstein (1715-1786), Dorfherr und Minister, in: Mannheimer Geschichtsblätter (1995), S. 283-296, insbesondere S. 292: Zedtwitz errichtete in Mundenheim ein landwirtschaftliches Mustergut, wo er nach einer Rheinüberschwemmung auch Aufforstungsmaßnahmen anordnete. Zedtwitz ist somit Beispiel für einen Akteur aus der Adelsschicht, der trotz seines etablierten Status im Verwaltungsapparat den Reformideen der ökonomischen Aufklärung offen gegenüberstand.

[241] LAS 1241 UNr. 11: Brief von Freiherr von Zedtwitz an die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft. Schwetzingen 27. Mai 1770.

Abhandlung von den Vierfutter-Kräutern offene Ohren und Herzen u. geschäftige Hände findet, so haben sie schon dem Vaterland grössere Wohlfahrt damit bewiesen, als eine ganze Generation von Ober- und Unter-Ministern […] aufzuweisen vermag“. [242] Moser reproduzierte also ebenfalls das stereotype Bild der Ökonomischen Aufklärung von angeblich reformbehindernden Amtsträgern der administrativen Apparate, die nicht Willens seien, notwendige landwirtschaftliche Verbesserungsmaßnahmen zur Steigerung des wirtschaftlichen Wachstums durchzuführen. Die Kritik von Moser ist dabei abstrakt formuliert, er nennt keine konkreten Personen. Aber dadurch, dass er die ministerielle Ebene der Verwaltungsapparate und damit einen Personenkreis andeutete, der angeblich landwirtschaftliche Reformmaßnahmen verhindere, benannte er ein strukturell anzugehendes Reformhindernis. Konkrete Kritik an bestimmten Amtsträgern äußerte auch er nicht, um zu vermeiden, dass sich die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft Feinde in der kurpfälzischen Landesregierung machte. Stattdessen war es sowohl aus der Sicht der Gesellschaftsmitglieder als auch aus Sicht der Ehrenmitglieder sinnvoll, das diffuse Feindbild des rückständigen Verwaltungsapparats aufrechtzuerhalten, um eine Erklärung dafür zu haben, dass der von den Mitgliedern versprochene allgemeine wirtschaftliche Wohlstand durch eine florierende Landwirtschaft sich noch nicht flächendeckend gezeigt hatte. Indem der Verwaltungsapparat als diffuses Reformhindernis dargestellt wurde, wurden die staatlichen Akteure dazu genötigt, sich den Verbesserungsvorschlägen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft gegenüber zu öffnen, da sie sonst Legitimitätsverluste fürchten mussten. Die Einschätzungen von anerkannten Publizisten wie Moser trugen sicherlich auch dazu bei, dass die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft die Zirkulation ihrer Wissensbestände als nicht zielführend erachteten und sich entschlossen, ein Studium für die zukünftigen Kameralbeamten zu etablieren und so über die Träger ihrer Wissensbestände die Verwaltungsapparate von innen heraus zu reformieren.

Allerdings funktionierten die Strategien der Legitimierung der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule nach deren Gründung offenbar nicht wie gewünscht.

[242] LAS 1241 UNr. 20: Brief von Moser an die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft. Darmstadt, 12.September 1770.

Andre Wakefield schreibt, dass Medicus aufgrund der niedrigen Zahl der Studierenden an der Kameral-Hohen-Schule versucht habe, sich eine Monopolstellung in der Ausbildung zukünftiger Staatsbeamter zu sichern, indem er den dann auch tatsächlich veröffentlichten Erlass der kurpfälzischen Hofkammer vom 19. Dezember 1778, der das Studium an der Kameral-Hohen-Schule für zukünftige Kameralbeamte verpflichtend gemacht hatte, sowie dessen regelmäßige Erneuerung gefordert habe.[243] Auch der 1784 von Medicus entworfene Plan eines abgeschlossenen und systematisierten Studiums habe nur dazu gedient, die Unabhängigkeit des kameralistischen Wissensfeldes gegenüber den traditionellen Universitätsfakultäten aufrechtzuhalten, was, wie bereits erwähnt, nach dem Umzug nach Heidelberg ein nachvollziehbares Vorgehen war, weil die Studierenden der Universität Heidelberg ebenfalls staatswirtschaftliche Vorlesungen besuchen wollten.[244] Auch an diesem Punkt gilt wieder, dass dieses Motiv zwar plausibel erscheinen mag, was aber nicht heißt, dass das von Medicus konzipierte Studium zur kameralistischen Wissensvermittlung nicht trotzdem eine spezifische Wissenskultur der kurpfälzischen Staatswirte ausgeprägt hat. In dem Pro Memoria an Karl Theodor, in dem Medicus sein Modell des staatswirtschaftlichen Studiums skizzierte, betonte dieser gegenüber dem Kurfürsten, dass der Name Kameral-Hohen-Schule zu dem Missverständnis geführt habe, man bilde Hofkammerräte aus, obwohl doch der Staatswirt für das „Wohl des Landes zuständig“ sei.[245] Medicus kommunizierte also auch im direkten Austausch mit Karl Theodor, dass der studierte Staatswirt eigentlich derjenige sei, der das wirtschaftliche Handeln des Staates steuern müsse, obwohl es keine Amtsposition des Staatswirtes in der Kurpfalz gab. Karl Theodor und damit den zentralen Instanzen des Verwaltungsapparats wurde also direkt kommuniziert, dass die Absolventen der Staatswirtschafts-Hohen-Schule mehr als nur potentielle Hofkammerräte seien. In dem „unmasgeblichen Vorschlag“, der dem Pro Memoria angehängt ist, hatte Medicus darüber hinaus dem Kurfürsten detailliert dargestellt, warum welches Wissen den studierten Staatswirt für den Staat

[243] Vgl. Wakefield, the disordered police state, S. 125. Der Erlass der Hofkammer vom 19. Dezember 1778 ist auch unter der Signatur GLA 205/1110 zu finden.
[244] Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 129.
[245] Vgl. GLA 205/1115: Pro Memoria von Medicus an Kurfürst Karl Theodor, Heidelberg 24. April 1784.

nützlich machen werde. Über die Grundwissenschaften schrieb Medicus: „Die Naturgeschichte macht den künftigen Staatswirth mit denjenigen Theilen bekannt, die er mit der Zeit zum Nuzzen seines Landes anwenden soll. […] Eines Theils ist die reine Mathematik die beste Logik, die den künftigen Staatswirth richtig denken lehret. Andern Theils ist die angewandte Mathematik bei allen Fabriken, dem Bergbau, den Mühlbau und vorzüglich in der Baukunst unentbehrlich“. Die Quellenwissenschaften dienten der „Gewinnung der rohen Produkte, ferner die Lehre der Handwerker und Fabricken, oder die Veredlung der rohen Produkten“, die Polizeywissenschaft der „Anweisung, wie alle die Geschäfte des bürgerlichen Lebens […] geleitet werden müssen“. Die Finanzwissenschaft lehre, „wie die Staatsgelder […] ohne Bedrückung der Quellen-Wissenschaften können erhoben und nüzlich verwendet werden“ und die „wahre Staatswirthschaft“ lehre, „in jedem Lande die Gesezze zu erfinden, die alle diese vorher genannten Wissenschaften in Leben und Thätigkeit bringen“.[246] Auch ein anderes von Medicus verfasstes Pro Memoria an den Kurfürsten Karl Theodor belegt, dass dieser 1784 sein Modell des studierten Staatswirtes gegenüber den Verwaltungsapparaten zu definieren versuchte und aus diesem Grund diesen spezifischen Entwurf des studierten Staatswirtes entwickelte, der auf das Studium an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule exklusiv zugeschnitten war: „Die Mathematik, Naturgeschichte, Naturlehre und Chemie sucht sie [die Staatswirtschaft] dem bürgerlichen Leben anwendbar zu machen. Diese nutzt sie auf Ackerbau, Viehzucht, Forst, Fabriken, Handlung und zeigt andurch, wie der Staatswirth durch nützlich Gesetze so sämtlich Fleiß in Flor bringen könne“.[247] Der studierte Staatswirt, wie ihn Medicus an diesen Stellen definierte, erhielt durch die systematisierte Zuordnung der Wissensbestände, über die er verfügen sollte, ein ganz spezielles Profil, bei dem zwar die Gesetzgebung am Ende des Studiums steht, bei dem aber die Wirtschaftssektoren den eigentlichen Ankerpunkt bilden.

[246] Vgl. ebd., Andre Wakefield weist darüber hinaus darauf hin, dass die Konzeptionen des „unmasgeblichen Vorschlags“ in Bezug auf die naturkundlichen Grundwissenschaften auf die entsprechende Einrichtung der Hilfswissenschaften auf Gottfried Achenwall und die Unterteilung der Quellenwissenschaften in Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Bergbau und Fabrikation auf den Kameralisten Johann Beckmann, die an der Universität Göttingen lehrten, zurückzuführen sind. Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 127f.

[247] GLA 205/1117, Brief Nummer 22: Pro Memoria von Friedrich Casimir Medicus an Kurfürst Karl Theodor, Heidelberg 27. Dezember 1784.

Medicus legitimierte den studierten Staatswirt damit, dass er die mathematisch-naturwissenschaftlichen Grundkenntnisse besitze, die in den Wirtschaftssektoren gebraucht würden und sein wirtschaftspolitisches Handeln sei ohne diese Kenntnisse in den Wirtschaftssektoren nicht möglich. Medicus betonte in diesem Pro Memoria darüber hinaus, dass die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft im Rahmen dieser Neukonzeption des staatswirtschaftlichen Studiums den Auftrag hätten, den „Vortrag an den künftigen Staatsdiener" zu leisten und dieser zukünftige Staatsdiener sich wiederum darauf konzentrieren solle, „Theorien durch glückliche practische Anwendung in das würckliche Leben überzutragen, nicht so wohl, dass er selber Bauer oder Fabricant oder Handelsmann wird, sondern daß er durch nützliche Anwendung der Staats-, Polizey- und Finanz-Geseze diese sämmtliche Beschäftigungen des bürgerlichen Lebens unterstützt, auch durch nützliche Anleitung bildet".[248] Die These von Wakefield, dass Medicus ein Modell des studierten Staatswirtes entworfen hatte, das nur dem Ziel diente, ein Monopol in der Ausbildung zukünftiger Staatsdiener zu erreichen, mag zwar von dem her, was Medicus bezwecken wollte, plausibel sein, aber dennoch schuf Medicus dadurch einen Absolvententyp, der für die Verwaltungsapparate besonders attraktiv erscheinen musste, da er ihre Ziele zu erfüllen versprach. Das ändert zwar nichts daran, dass Medicus tatsächlich erfolgreich darin gewesen war, sein Modell zu bewerben. Sein Vorschlag, der eigentlich als Plan zur Gründung einer staatswirtschaftlichen Fakultät an der Universität Ingolstadt gedacht war,[249] trug dort zur Etablierung von insgesamt drei staatswirtschaftlichen Lehrstühlen bei, die sogar nach dem Umzug der Universität nach Landshut im Jahr 1799 in ein kurzzeitig bestehendes Kameralinistitut transformiert worden waren.[250] Es ist plausibel, dass Medicus durch seine Konzeption der Wissenskultur der studierten Staatswirte seinen Absolventen

[248] Ebd.
[249] Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 129.
[250] Vgl. Dickerhof, Harald: Kameralstudium und Bildungssystematik in Bayern von der Spätaufklärung bis zum Vormärz, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 233-265, S. 256. Dickerhof schreibt, dass dieses Institut fast ausschließlich von Juristen als Ergänzung besucht worden sei. Das bedeutet aber nicht, dass die Absolventen nicht doch in Amtspositionen kamen, in denen sie das erworbene staatswirtschaftliche Wissen nutzen konnten. Eine Studie zu den Verwaltungspraktiken der studierten Staatswirte dieses Instituts wäre wünschenswert, um diese Erkenntnislücke zu schließen.

später auch wirtschaftspolitische Handlungsfelder ermöglichte, die dieser Konzeption entsprach.

Um die Aushandlungsprozesse erfassen zu können, denen sich diese kurpfälzische Konzeption der studierten Staatswirte ausgesetzt sah, sind konkurrierende Modelle, an denen sich Medicus abarbeiten musste, besonders anschaulich. In einem anonym und ohne Datum an die kurpfälzische Hofkammer gesandten Pro Memoria, welches diese an Medicus weiterleitete, lobte der Autor dieses Pro Memorias den Umzug der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft nach Heidelberg und brachte angesichts dieses Umzugs unter anderem die folgenden Verbesserungsvorschläge in Bezug auf die Organisation der Gesellschaft in die Diskussion ein:

> 3) Müssen practische Unternehmungen bestimmet werden, welche zu Aufnahme des Aecker- und Wingertsbau vorgeschrieben werden, welche von den meisten Mitgliedern so mit Gütern versehen, das Jahr hindurch geprüfet und geübet, und demnächst das Resultat eines jeden auf der Haupt- und General Versammlung vorgebracht und darnach dem Publico zum besten in Druck gegeben werden sollten
>
> 4) Einem jeden Mitglied müsste aufgegeben seyn, auf alle Hindernisse des Acker- und Wingertsbaues, Waldung und Wiesen, dann was eigentlich in die Aufnahme des Staats einschlägig, sonderbare Obachthung zu tragen, darüber seine Vorschläge schriftlich zu übergeben, worüber demnächst das Consetum seine Ueberlegung zu machen hätte, damit allenfalls die nöthigen Mittel und Weege zu deren Abstellung eingeschlagen werden können
>
> 5) Diese Gesellschaft müsste die Erlaubnis haben, was zu Beförderung des commercii deren Fabricken, Beziehung auswärtigem Handels, Verschaffung des Debits innländischer Producten, dem Staat nützlich und räthlich zu prüfen, zu untersuchen und demnächst Seiner Churfürstlichen Durchlaucht unterthänigst vorzulegen, und da
>
> 6) Nach dem obigen Vorschlag die Gesellschaft nicht nur aus Lauterern und Heidelbergern Innwohnern, sondern auch aus sonstigen samtlichen Oberämtern und darin befindlich erfahrenen Männern bestehen soll; so ist leichtlich zu ermessen, dass dadurch das Wohl aller Theilen der Pfalz erfahren geprüfet und verbessert werden könne
>
> 7) In diese Gesellschaft sollten auch Churfürstliche Regierungs-, Hofgerichts- und Kammerglieder zugezogen und mit incorporirt werden. Die Abhandlungen der so vielfältigen wichtigen Staats- und Landes-Verbesserungen würde sie dadurch in Stand setzen, in ihren Dicasteriis selbst zum gemeinsamen nützlichen Zweck zu arbeiten
>
> 8) Zu dieser Gesellschaft sind ferner rechtschaffene erfahrene Schultheisen, berühmte vermögliche Bauern mitzuziehen, für welche in der allgemeinen Versammlung ein besonderer Tisch zu halten. Diesen müsste man zur Aufmunterung und thätigen Uebung in der Verbreitung der Wissenschaften des Feldbaues ein Ehrenzeichen geben, gewisse Vorzüg unter anderen Bauern gesatten, wodurch dann ein ungemeiner Wetteifer unter den Bauernstand erfolgen würde

> 9) Und da an Instruierung der Jugend in dem Ackerbau äusserst gelegen, der Bauer einmals von denen Ursachen des gedeylichen Wachsthums, von Würckung der Natur, Sonne, Regen und Luft, wie solche in die Pflanzen ihre Würckung machen, Kenntnis haben, mithin auch über die Verbesserung des Feldbaues noch nützlich nachsinnen können, so wäre von der Gesellschaft und denen darin geübten und erfahrenen Männern ein Agricultuo-Catechismus zu verfertigen, welche die Schulmeistern in ihren Schulen denen Kindern zum Lernen aufzugeben hätten.[251]

Schon der dritte Verbesserungsvorschlag in diesem Pro Memoria stand der Legitimierungsstrategie, die Medicus verfolgte, diametral entgegen. Die Ideen des anonymen Autors entsprachen eher den Idealen der Gründungsphase der Ökonomischen Gesellschaften, da an diesem Punkt praktisch-erfahrungsbasierte Wissensbestände als Vorbedingung für die Aufnahme gefordert werden. Der vierte Punkt in der Argumentation führt diesen Verbesserungsgedanken weiter, fügt ihm aber im Subtext darüber hinaus noch eine Dimension hinzu, die aus analytischer Sicht als politisch brisant zu bezeichnen ist. Die Gesellschaftsmitglieder seien durch ihre praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbestände befähigt, die bestehenden Verhältnisse da, wo sie das wirtschaftliche Wachstum verhindern, zu kritisieren und den landesherrlichen Verwaltungsinstanzen gegenüber Handlungsempfehlungen auszusprechen. Diese Handlungsempfehlungen hätten durch die Zielvorgabe der ökonomischen Verbesserung alternativlosen und damit bindenden Charakter durch die scheinbare Rationalität der vorgeschlagenen Maßnahmen. Damit wäre es nicht mehr die Aufgabe der Gesellschaftsmitglieder gewesen, studierte Staatswirte für den Verwaltungsdienst auszubilden. Stattessen würden sie die landesherrliche Verwaltung permanent kritisieren, in der Überzeugung, ihre Verbesserungsvorschläge seien rational und der Widerstand gegen diese Vorschläge irrational, was Konflikte programmiert hätte. Der fünfte Punkt führt das Argument am Beispiel der Fabriken und des Handelswesens weiter aus, indem dort vorgeschlagen wird, jegliche Verbesserungsvorschläge direkt an den Landesherren weiterzuleiten, was dazu geführt hätte, dass dessen Verhältnis

[251] GLA 205/1114 Pro Memoria ohne Datum (fol. 204). Die ausgelassenen, da für die Argumentation nicht relevanten Punkte lauten: „1) Was für bessere Aufnahme der Gesellschaft, deren Verbreitung vorträglich und rathsam? 2) Wie die Fonds und Einkünfte zu administriren, zu benutzen und zu verbessern? 10) Auch müssten jährlich gewisse Priesfragen gegen Bestimmung eines Pramii in Zeitungen bekannt gemacht werden, welche demnächst von dem Concreto geprüfet, die Praemia zu erkennen, und demnächst dem Publico bekannt zu machen wären“.

zum Verwaltungsapparat entweder völlig gestört worden wäre, oder dass er selbst zum Zielobjekt der Kritik geworden wäre, wenn er die Forderungen der Gesellschaftsmitglieder nicht erfüllt hätte. Der sechste Punkt, wonach alle mit praktisch-erfahrungsbasierten Kenntnissen ausgestatteten Einwohner der Kurpfalz dieser Gesellschaft beitreten können sollten, entspricht ebenfalls dem Ideal, das aus der Gründungsphase der Ökonomischen Gesellschaften in den 1760er-Jahren entsprungen ist. Auch dieser Vorschlag stand der Konzeption der studierten Staatswirte von Medicus diametral entgegen. Dass die hohen Landesbeamten, wie im siebten Punkt formuliert, inkorporiert werden sollten, hätte bedeutet, sie zusätzlich noch formal den Zielen der Ökonomischen Gesellschaften unterzuordnen. Eine solche Zwangsmaßnahme gegen die landesherrliche Verwaltung und deren faktische Unterordnung unter die Ökonomische Gesellschaft hätte Konflikte zwischen der Landesherrschaft und den Untertanen ebenfalls programmiert. Der mögliche Transfer landwirtschaftlichen Wissens an Studierende wird in dem Pro Memoria erst im letzten Punkt abgehandelt, wobei der Autor das Konzept des Hochschulstudiums völlig ignoriert und stattdessen von einer landwirtschaftlichen Schulbildung ausgeht, die auf Basis der praktisch-erfahrungsbasierten Kenntnisse der Gesellschaftsmitglieder etabliert werden solle, womit das Ziel diese Plans darin bestanden haben dürfte, Landwirte heranzubilden und keine zukünftigen Verwaltungsbeamten.

Medicus musste die hier gemachten Vorschläge zur Wahrung seiner eigenen Legitimierungsstrategie als völlig unbrauchbar darstellen. Medicus schrieb dementsprechend auch, dass eine so konzipierte Gesellschaft mit der „Landes-Ober-Polizeydirection beynahe übereinkommt. Die Glieder sollen über Äcker, Wiesen, Weinberg, Waldung, Fabriken, Commercium und alles, was zur Aufnhame des Staates einschlägig ist, Aufsicht führen. Durch eine solche Geschäfts-Übertragung müssen mit allen übrigen kurfürstlichen Dicasterien eine Menge Collisionen entstehen“.[252] Er machte in seiner Stellungnahme also deutlich, dass eine solche Neukonzipierung der Ökonomischen Gesellschaft ein bestehendes Glied des kurpfälzischen Verwaltungsapparats, das der

[252] Ebd., Antwort von Medicus an die Hofkammer, Heidelberg 9. September 1785. Ein Regest dieser Antwort von Medicus findet sich auch bei Knoll, Medicus, S. 195f.

Landesoberpolizeydirektion, kopieren und damit notwendigerweise eine Konkurrenzsituation entstehen würde. Damit zeigte Medicus der kurpfälzischen Hofkammer, dass dieser Vorschlag letztlich eine Bedrohung der Legitimität des Verwaltungsapparats selbst darstelle, da der Hofkammer eine Institution zur Seite gestellt würde, die exakt den gleichen Aufgabenbereich eingefordert, dabei aber durch den Verweis auf die Rationalität der ökonomischen Wissensbestände immer das stärkere Argument auf der eigenen Seite gehabt hätte: „Würde man die unmasgeblichen Vorschläge dieser neuberufenen Rathschläg-Geber, die aus allerhand geistlich- und weltlichen Stände, Schultheißen und Bauern bestehen sollen, höchsten Orts nicht gleich ausführen: so würde dies zu einer unzählbaren Menge von Klagen Anlas geben, die Mismuth und Gährung zur Folge haben".[253] Damit zeigte Medicus der kurpfälzischen Hofkammer, dass dieser Vorschlag eben gerade nicht zu deren Legitimitätssteigerung, sondern im Gegenteil zu deren Legitimitätsverlust führen würde. Er machte deutlich, dass politische Konflikte zwischen Untertanen und Landesherren in Bezug darauf, wessen wirtschaftspolitische Ansichten handlungsverbindlich seien, notwendigerweise entstehen müssten. Man würde „Geistliche, Bauern, oder auch andere weltlichen Standes dazu beauftragen, [und] so würden viele ja bevollmächtigt, sich in Sachen zu mischen, die sie gar nichts angehen, und von denen sie auch nichts als höchstens was Fragmentarisches verstehen".[254] Medicus delegitimierte an dieser Stelle jeden Ansatz einer solchen wirtschaftspolitischen Einmischung, die nicht durch den landesherrlichen Verwaltungsapparat selbst initiiert werden würde. Medicus unterstrich seine Ansicht noch mit dem Argument, dass er persönlich es immer verhindert habe, dass in den Sitzungen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft „Abhandlungen über Pfälzische Staats-Gebrechen dürften verlesen oder gar gedruckt werden, in der festen Überzeugung, daß Ehrfurcht für die gesetzgebend Gewalt einen guten Staatsbürger [bezeuge]".[255] Auch damit konnte Medicus wiederum die studierten Staatswirte legitimieren, da diese als Träger der publizierten Wissensbestände keine Gefahr für die Legitimität der

[253] Ebd.
[254] Ebd.
[255] Ebd.

Landesherrschaft darstellten, denn Medicus hatte ja laut eigenen Angaben alle politisch bedenklichen Schriften aus dem Publikationsweg ausgeschlossen. Die kurpfälzischen studierten Staatswirte wurden von Medicus also mit der Perspektive legitimiert, den Verwaltungsapparat von innen heraus reformieren zu können, im Gegensatz zu dem Plan in dem anonymen Pro Memoria, der Kritik von außen institutionalisiert hätte: „Wenige gründliche Männer, die zweckmäßig arbeiten, führen diesen Plan gewisser aus, als Leute, denen meistens Grundsätze fehlen, und die durch wenige eigene Erfahrungen sich berechtiget glauben, auch Staatsgrübler werden zu wollen, da sie zu dem eigentlichen Zweck an und von sich selbst unfähig sind“.[256] Hier zeigt sich wieder die Legitimierungsstrategie von Medicus, praktische-erfahrungsbasierte Wissensbestände zu disqualifizieren.

Es entspricht dieser argumentativen Strategie der Disqualifizierung erfahrungsbasierter Wissensbestände, dass die von den Studierenden an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule erworbenen Kenntnisse auch in Zeugnissen mit konkreten späteren Verwaltungsstellen in Zusammenhang gebracht wurden. Für den Schüler Jacob Heinrich Andreae aus Heidelberg liegen entsprechende Zeugnisse der Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule vor. Semer schrieb in seinem Zeugnis für Andreae, dass „derselbe während abgeflossenen Sommer-Cours meine Vorlesungen über die Policey mit ununterbrochenem Fleise besucht hat […] Er werde in seinem ihm künftig anzuvertrauendem Policeyamte dem Vaterlande und gemeinen Wesen erspriesliche Dienste leisten“.[257] Semer brachte das Wissen, das er Andreae vermittelt hatte, also direkt mit einer zukünftigen Amtsfunktion in Verbindung und zertifizierte so, dass der Absolvent für den Staat nützlich sein würde. Welchen Erfolg diese Legitimierungsstrategien im Aushandlungsprozess mit dem kurpfälzischen Verwaltungsapparat hatten, zeigt aber vor allem ein Gutachten der kurpfälzischen Hofkammer aus dem Jahr 1797. Dieses Gutachten war von der Hofkammer angefordert worden, weil Medicus zuvor (wieder einmal) die Erneuerung des Erlasses vom Jahr 1778 gefordert

[256] Ebd.
[257] GLA 205/1113: Zeugnis von Martin Engelbert Semer für Jacob Heinrich Andrae, Heidelberg 6. Oktober 1787.

hatte.[258] Die Einschätzung des Gutachters für die kurpfälzische Hofkammer, verfasst von einem gewissen Hartmann, zeigt, welchen Erfolg Medicus dabei gehabt hatte, die von ihm maßgeblich geprägte Wissenskultur der kurpfälzischen Staatswirte zu etablieren. In seinem Gutachten führte Hartmann zuerst die Vorgeschichte der Staatswirtschafts-Hohen-Schule aus. Aus einem auf „Landwirtschaft und Manufaktur“ beschränkten Institut, gemeint ist die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft, sei im Jahre 1774 eine „Cameral-Academie“ hervorgegangen, „welche mit Lehrstülen so wohl für das Ganze der Cameral-Wissenschaft, als der hiezu nötigen Hülfswissenschaften besezet“ und „endlich im Jahre 1784 unter dem ihrer vollendeten Ausdehnung und Umfassung entsprechenden Titel einer Staatswirthschafts-Hohen-Schule nach Heydelberg“ versetzt worden sei. [259] Der Gutachter Hartmann beschrieb also die Umwandlung von einer Ökonomischen Gesellschaft zu einer Hohen-Schule als eine teleologische Entwicklung, die mit der Staatswirtschafts-Hohen-Schule ihre Vollendung gefunden habe. Auch die Überzeugung des Gutachters, dass das staatswirtschaftliche Studium nur durch eine Kombination kameral- und hilfswissenschaftlicher Unterrichtsfelder sinnvoll strukturiert werden könne, spricht dafür, dass die Legitimierungsstrategien von Medicus erfolgreich gewesen waren. Die Vollendung sei laut dem Gutachter Hartmann aber erst durch den Umzug nach Heidelberg erreicht worden: „Dieser glücklich erwählte Vereinigungs-Punct zweyer Hoher Schulen hat das unentbehrliche Land zwischen den Rechts- und Cameralwissenschaften auf die zweckmäßigste Weise befestiget“.[260] Der Gutachter Hartmann beurteilte also gerade das Nebeneinander der juristischen und der kameralistischen Wissensvermittlung in Heidelberg als das geglückte Ergebnis dieser von ihm nachgezeichneten Entwicklung. Diese Interpretation Hartmanns dürfte allerdings nicht im Sinne der Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule gewesen sein, da diese für sich das Alleinstellungsmerkmal beanspruchten, ihren Studierenden einen in sich geschlossenen Wissensbestand für das zukünftige Kameralamt zu vermitteln. Juristische Wissensbestände waren

[258] Vgl. GLA 205/1110: Pro Memoria von Medicus an die kurpfälzische Hofkammer, Heidelberg 1. August 1797.
[259] Ebd., Gutachten der kurpfälzischen Hofkammer, Mannheim 12. September 1797.
[260] Ebd.

aus der Sicht der Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule nur als Ergänzung für die studierten Staatswirte zu verstehen. Hartmann ging im weiteren Verlauf seines Gutachtens auf die Kenntnisse ein, die im staatswirtschaftlichen Studium vermittelt würden: „Die blose nahmentliche Aufzählung der Land-, Forst- und Bergwirtschaft, der Fabriquen-, und Handlungswissenschaft, dann der Politic und Statistic, der eigentlichen Staatswirthschaft, Finanz- und Policey-Wissenschaft, und endlich des Privat-Cameral-Rechtes reichet schon, hie die Größe des Staatswirtschaftlichen Gebietes, welches sich in ein oeconomisches und ein politisches Feld abtheilet, zu messen“.[261] Diese Aufzählung zeigt, dass der Gutachter Hartmann sich mit dem Studienverlauf und auch mit dessen systematischem Sinn offenbar auseinandergesetzt hatte. Hartmann war in der Lage, die einzelnen Wissensfelder des staatswirtschaftlichen Studiums in Heidelberg zu benennen und gab auch die Struktur des Studiums wieder. Die von Hartmann beschriebene Einteilung der Staatswirtschaft in das ökonomische und das politische Feld zeigt auch, dass die Staatswirtschaft in ihrer Zeit als eine politische Wissenschaft verstanden wurde. Allerdings wurde der Begriff des Politischen als Quellenbegriff, wie auch hier bei Hartmann, im Sinne einer Gestaltung des Gemeinwesens durch Gesetzgebung und Gesetzesvollzug genutzt und beinhaltete keinen Miteinbezug eines eventuellen Konfliktpotentials. In jedem Fall unterstützte der Gutachter Hartmann die Einschätzung, dass ein Kameralamt nicht ohne ein staatswirtschaftliches Studium an einen Anwärter übertragen werden solle. Die Übernahme eines Kameralamtes ohne vorheriges staatswirtschaftliches Studium sei als Praxis „ein Abkömmling jener Zeit, in welcher das Cameral-Studium einer Schreib- und Rechenkunst unterlag, und man oft mit mehr Sorgfalt, Prüfung und Überlegung zur Wahl eines Cammerdieners, als der eines Cammerrathes schritt“. Dies sei „mit den Bedürfnüssen unserer Tage und unserer Staaten schlechthin unvereinbahrlich“.[262] Auch hier zeigt sich, dass Medicus und die anderen Professoren der Staatswirtschafts-Hohen-Schule offenbar erfolgreich darin gewesen waren, ihre Konzeption des studierten Staatswirtes in den Verwaltungsapparat zu tragen, denn Hartmann als

[261] Ebd.
[262] Ebd.

administrativer Akteur reproduzierte deren Ansicht, dass die Übernahme eines Kameralamtes ohne das entsprechende Studium zwar in der Vergangenheit möglich gewesen sei, aber in einer modernen Verwaltung, die sich selbst als reformwillig ansah und wirtschaftliches Wachstum zur Legitimitätssicherung brauchte, nicht mehr zulässig sein könne. Der kurpfälzische Verwaltungsapparat konstatierte also selbst einen Bedarf an genau den studierten Staatswirten, die die Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule konstruiert hatten. Die kurpfälzische Hofkammer folgte der Argumentation des Gutachters Hartmann und publizierte das Reskript von 1778 noch einmal, da Hartmann „ganz geschickt und gründlich aus[führe], von welchem Nutzen der gleichen Lehrinstitute, insofern auf diese Befolgung festgehalten werden, für den Staat seye".[263] Die Argumentation von Hartmann ist ein Beleg dafür, dass es Medicus und den anderen Lehrern der Staatswirtschafts-Hohen-Schule gelungen war, die administrativen Akteure davon zu überzeugen, dass ohne die kurpfälzischen studierten Staatswirte notwendige Reformmaßnahmen nicht durchgeführt werden könnten. Die Wissenskultur der kurpfälzischen Staatswirte kann also aus der Sicht der Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule als erfolgreich ausgehandelt betrachtet werden, denn die Hofkammer erkannte genau diese Wissenskultur als nützlich an, was dafür spricht, dass sie die studierten Staatswirte auch nutzte.

Dass die Aushandlungsprozesse um die Akzeptanz der studierten Staatswirte dennoch auch auf Widerstand stießen, zeigt der kommunikative Austausch zwischen Medicus und den Repräsentanten der Universität Heidelberg nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule im Jahr 1784. Aufgrund der bereits erwähnten Konkurrenzsituation, die darin bestand, dass sowohl die Universität als auch die Hohe-Schule in Heidelberg zukünftige Amtsträger hervorbringen wollten, führte sowohl die gegebene räumliche Nähe und darüber hinaus die strukturelle Verbindung zwischen den beiden Einrichtungen (die Staatswirtschafts-Hohe-Schule galt zwar weiterhin als eigenständiges Institut, aber deren Lehrer waren zugleich auch Glieder der Universität Heidelberg) zu Konflikten zwischen diesen beiden Institutionen. Nach dem vollzogenen Umzug der Kameral-Hohen-Schule

[263] Ebd., Bemerkung der kurpfälzischen Hofkammer zum Gutachten von Hartmann vom 12. September 1797.

nach Heidelberg im Jahr 1784 zeigten sich das Oberkuratel[264] und das Rektorat der Universität Heidelberg angesichts der Nachbarschaft zur Staatswirtschafts-Hohen-Schule allerdings zunächst positiv gestimmt. Diese Nachbarschaft sei „für die pfälzischen Studierenden“ ein Vorteil, denn „die meisten jungen Leute erfahren nicht gleich auf Universitäten ihre zukünftige Bestimmung, sondern sie müssen sich in allen Arten von Wissenschaften bilden, wodurch sie einstens den Staaten ersprießliche Dienste leisten können, dazu muss ihnen aber auch die Universität als das General-Studium die möglichste Gelegenheiten darbieten“.[265] Bei allem Lob für die Staatswirtschafts-Hohe-Schule wird hier deutlich, dass das Rektorat und das Oberkuratel der Universität Heidelberg die Legitimierungsstrategien ihrer Lehrer nicht einfach übernehmen wollten. Das Rektorat und das Oberkuratel betonten, dass die Studierenden erst im Studium ihre spätere Berufsbestimmung kennenlernen könnten. Diesem Argument liegt eine konkurrierende Legitimierungsstrategie der Repräsentanten der Universität Heidelberg zugrunde, deren Ziel es war, die Gleichwertigkeit von Universität und Hoher Schule in Bezug darauf, Absolventen bereitzustellen, herzustellen. Das Rektorat und das Oberkuratel wiesen darauf hin, dass erst das Studium selbst den Studierenden zeigen könne, wie sie dem Staat am besten nützlich werden würden, wodurch sie die singuläre Stellung der Staatswirtschafts-Hohen-Schule delegitimierten, die für sich allein beanspruchte, solche nützlichen Verwaltungsbeamte hervorzubringen. Außerdem betonten das Rektorat und das Oberkuratel, es komme „noch besonders in Betracht, daß alle diejenigen, welche die Staatswirthschaft gründlich und zum zukünftigen zwecklichen Gebrauch erlernen wollen, nach der Einrichtung aller Staats- und Kammeral-Collegien in den deutschen Ländern nothwendig auch Kenntnis der eingeführten Staats- und Privat-Rechten haben müssen“.[266] Der Umzug der Staatswirtschafts-Hohen-Schule nach Heidelberg führte laut diesem Argument zu einer Verbesserung in der Ausbildung zukünftiger Staatsdiener, weil die Kombination von staatswirtschaftlichem und von juristischem Studium erst das Wissen vermittele, das für das spätere Kameralamt wünschenswert sei. Mit

[264] Das Oberkuratel setzte sich aus Personal des kurpfälzischen Verwaltungsapparats zusammen und diente der landesherrlichen Interventionsmöglichkeit in die Angelegenheiten der Universität Heidelberg.
[265] Ebd.: Das Rektorat und Oberkuratel Heidelberg an Medicus. Heidelberg, 28. Mai 1784.
[266] Ebd.

diesem Argument versuchten das Rektorat und das Oberkuratel, die Universität Heidelberg als gleichwertigen Teil bei der Ausbildung zukünftiger Kameralbeamter darzustellen, obwohl die Lehrer der Staatswirtschafts-Hohe-Schule in Bezug auf die Ausbildung der Kameralbeamten auf ihr Alleinstellungsmerkmal bestanden. Aus diesem Grund konnte das Rektorat und das Oberkuratel aber auch nicht darauf verzichten, den Studierenden der Universität Heidelberg den Zugang zu den staatswirtschaftlichen Vorlesungen zu ermöglichen, was Medicus mit Verweis auf die Struktur des Studiums strikt ablehnte. Rektorat und Oberkuratel betonten dagegen, dass das „fragmentarische Hören", also der Besuch einzelner Vorlesungen der Staatswirtschafts-Hohen-Schule nur denen verboten werden könne, die sich dort von Beginn an eingeschrieben hätten und am Ende ihres Studiums ein exklusives Zeugnis der Staatswirtschafts-Hohen-Schule anstrebten. Den Studierenden der Universität Heidelberg könne man aber die staatswirtschaftlichen Vorlesungen nicht vorenthalten, da deren Eltern für das Studium an der Universität Heidelberg bezahlt hatten. Da die Universität und die Hohe-Schule rechtlich gesehen eine Institution bildeten und die Studierenden der Staatswirtschafts-Hohen-Schule auch Vorlesungen der Universität hören durften, müsse den Universitätsstudierenden das gleiche Recht zuerkannt werden.[267] Durch dieses Argument konnten das Rektorat und das Oberkuratel sicherstellen, dass ihre Studierenden sich staatswirtschaftliche Wissensbestände aneignen konnten. Sie kamen den Lehrern der Staatswirtschafts-Hohen-Schule sogar entgegen, indem sie ihnen den studierten Staatswirt als speziellen Absolvententyp weiterhin zusprachen. Dabei stellten Rektorat und Oberkuratel die kameralistischen Wissensbestände an sich nicht in Frage.

Als Medicus im Jahr 1797 noch einmal forderte, dass das Reskript des Jahre 1778, wonach nur das Studium an der Kameral-Hohen-Schule zum Kameralamt qualifiziere, erneuert werden solle, und dass nur das systematische Studium an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule erlaubt sein sollte, fühlten sich die Lehrer der Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg angegriffen. Sie wollten ihren Studierenden den Besuch staatswirtschaftlicher Vorlesungen ebenfalls

[267] Ebd.

ermöglichen und wiesen aus diesem Grund darauf hin, dass der Umzug der Staatswirtschafts-Hohen-Schule nach Heidelberg eine völlig andere Ausgangssituation geschaffen habe:

> Der größte Theil der jungen Leute weiß auf der Academie noch nicht, in welchem Fache er dereinst werden gestellet werden. In dieser Ungewissheit richtet er seine Studien so ein, daß er zu mehreren Staatsämtern wenigstens vorbereitet ist. Er studieret die Rechte, weilen die Rechtsgelehrsamkeit zu den meisten Bedienungen erforderlich ist, aber er bearbeitet auch zugleich die Hauptwissenschaften, mit welchen die Staatswirthschafts-Hohe-Schule sich beschäftiget, er mischt also unter seine juristische Collegia, nach gewissen Stufenfolgen, unter der Anleitung eines sachverständigen Mannes z B. Landwirthschaft, Finanz, Polizey, Staatswirthschaft [etc.].[268]

Die Lehrer der Philosophischen Fakultät stellten in diesem Brief an das Rektorat und das Oberkuratel der Universität Heidelberg nun das kurpfälzische staatswirtschaftliche Studium und den Staatswirt als Absolvententyp an sich in Frage. Auch sie nutzten das Argument, wonach sich erst im Studium für die Studierenden entscheide, welche Amtsfunktion sie später wahrnehmen würden, weswegen ein völlig separiertes staatswirtschaftliches Studium nicht zielführend sei. Dadurch aber, dass die Lehrer der Philosophischen Fakultät ein Standardmodell einer Studienausbildung für den zukünftigen Staatsdienst entwarfen, wonach das juristische Studium durch die staatswirtschaftlichen Wissensfelder punktuell ergänzt werden solle, delegitimierten sie den in sich abgeschlossenen systematischen Ausbildungsgang der studierten Staatswirte und damit den kurpfälzischen Absolvententyp an sich. Sie setzen dem studierten Staatswirt das Gegenmodell eines Absolventen gegenüber, der sich je nach sich abzeichnender Amtserfordernis mit einzelnen Teilbeständen des kameralistischen Wissensfeldes auseinandergesetzt hat. Die Lehrer der Philosophischen Fakultät versuchten also, die Wissenskultur des kurpfälzischen studierten Staatswirtes als unpassend für die Erfordernisse des Verwaltungsapparats zu delegitimieren. Der maßgeblich von Medicus konzipierte studierte Staatswirt sei „nur auf ein Fach zum

[268] Ebd.: Die Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg an das Rektorat und das Oberkuratel der Universität Heidelberg. Heidelberg 11. Oktober 1797.

Nachtheile des zukünftigen Staatsdienstes“ beschränkt und somit als Modell ungeeignet.[269] Insbesondere die niederen Kameralbedienungen erforderten aus der Sicht der Lehrer der Philosophischen Fakultät nur „einen redlichen Mann und guten Rechner, wie z B. die Collectoren, und blose Schatzern; andere bedürfen nur einiger Theilen der Kameralwissenschaften, zum Beispiel der Forstbediente braucht wohl Forstwissenschaft und als Vorbereitungsstudien Mathematik, Botanik und Physik. Wir sehen aber nicht ein, wie man diese Leute verbindlich machen will, Staatswirthschaft, Finanz, Polizey zu studiren“.[270] Die Lehrer der Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg versuchten also, das von Medicus entworfene Lehrplanmodell zu delegtimieren, indem sie darauf hinwiesen, dass die kurpfälzische Konzeption des staatswirtschaftlichen Studiums de facto für keine real bestehende Verwaltungspositionen geeignet sei. Sie argumentierten damit, dass für die spätere Verwendung der Absolventen, wenn überhaupt, nur Teile des theoretisch-kameralistischen Wissensbestandes notwendig seien, nämlich diejenigen, die das Wissen für denjenigen Wirtschaftssektor vermitteln würden, in dem der Absolvent tätig zu werden wünsche. Damit dekonstruierten die Lehrer der Philosophischen Fakultät nicht nur den systematischen Studienverlauf von Medicus, sondern auch den kurpfälzischen Wissenskultur der studierten Staatswirte an sich. Dieses Argument führten die Lehrer der Philosophischen Fakultät im Folgenden noch weiter aus: „Diese Verordnung spricht nur von Kameraloberbedienungen. Der zukünftige Regierungsrath, der Landschreiber, Stadtdirector, jeder Ober – und Unterbeamte auf dem Lande, ja selbst der Justizmann sollte in der Land-, und Staatswirthschaft, in Finanz und Polizey nicht unwissend seyn“.[271] Das Wissen, über das die studierten Staatswirte durch ihr Studium verfügen sollten, war also nach Ansicht der Lehrer der Philosophischen Fakultät eigentlich allgemeine Amtsvoraussetzung. Damit deuteten sie an, dass es sich bei den staatswirtschaftlichen Studieninhalten um Wissensbestände handelte, die in der Amtsroutine selbst erworben werden

[269] Ebd. An dieser Stelle sei noch einmal darauf hingewiesen, dass eine Übersicht über die Studierenden der Staatswirtschafts-Hohen-Schule zeigt, dass tatsächlich eine Mehrheit der Studierenden ab 1784 nur für ein Semester dort eingeschrieben war und ansonsten das juristische Studium absolvierte.
[270] Ebd.
[271] Ebd.

würden. Dadurch wurde der von Medicus konzipierte studierte Staatswirt noch einmal zusätzlich delegitimiert, da er nach Aussage der Lehrer der Philosophischen Fakultät nur das lerne, was er in den angestrebten Amtspositionen sowieso lernen würde. Die Professoren der Philosophischen Fakultät sprachen der Wissenskultur der kurpfälzischen studierten Staatswirte also die Funktionalität ab: Entweder seien bestimmte Amtspositionen, zum Beispiel die eines leitenden Forstbeamten, zu spezialisiert, als dass dafür ein in sich geschlossenes staatswirtschaftliches Studium notwendig sei, oder die staatswirtschaftlichen Wissensbestände vermittelten nur das, was sich aus den Amtserfordernissen selbst ergebe, was das Studium obsolet mache. Es zeigt sich, dass die Legitimierungsstrategien für die studierten Staatswirte, die Medicus und die anderen Lehrer der Staatswirtschafts-Hohen-Schule verfolgten, durchaus notwendig waren, da andere Akteursgruppen konkurrierende Interessen verfolgten. Die Repräsentanten der Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg stellten das Ziel der Staatswirtschafts-Hohen-Schule, wirtschaftliches Wachstum aus dem Handeln der staatlichen Verwaltung heraus zu ermöglichen, nicht in Frage, sie stellten auch die kameralistischen Wissensbestände an sich nicht in Frage, sie beurteilten aber die spezielle Ausprägung der kurpfälzischen Wissenskultur der Staatswirte als ungeeignet. Das bedeutet, dass es auch von Seiten der repräsentativen Akteure der Universität Heidelberg akzeptiert war, dass kameralistische Wissensbeständen notwendigerweise an die Studierenden vermittelt werden müsste, die später im kurpfälzischen Verwaltungsapparat tätig werden würden. Die Delegitimierungsstrategien der repräsentativen Akteure der Universität Heidelberg richtete sich aber gegen die konkrete Ausprägung der Wissenskultur der Staatswirte, die Medicus als Direktor der Staatswirtschafts-Hohen-Schule entscheidend geprägt hatte, sodass nicht das kameralistische Wissen an sich in Abrede gestellt wurde, sondern diese spezifische kurpfälzische Ausprägung.

Das vorliegende Kapitel hat die Aushandlungsprozesse rund um die studierten Staatswirte zwischen den Lehrern der Kameral-Hohen-Schule und insbesondere ihrem Direktor Medicus auf der einen Seite sowie den Repräsentanten der Universität Heidelberg und der kurpfälzischen Hofkammer auf

der anderen Seite analysiert. Gegenüber dem Forschungsstand, dass der Konflikt zwischen den Lehrern der Staatswirtschafts-Hohen-Schule und der Universität Heidelberg durch die räumliche und strukturelle Verbundenheit befördert worden sei[272] und gegenüber der These von Andre Wakefield, dass die Struktur des staatswirtschaftlichen Studiums, die Medicus entworfen hatte, nur dazu gedient habe, das Monopol in der Absolventenausbildung für die eigene Hohe-Schule zu sichern,[273] hat sich aus der Quellenanalyse eine andere Lesart ergeben, die daraus resultiert, dass die Aushandlungsprozesse um die Figur des kameralistischen Studienabsolventen zwischen den beteiligten Akteuren in den Fokus gerückt worden sind. Es hat sich herausgestellt, dass die kurpfälzische Hofkammer nicht nur von den kameralistischen Wissensinhalten, sondern auch von der speziellen Wissenskultur der kurpfälzischen studierten Staatswirte überzeugt war, sodass die Legitimationsstrategie der Lehrer der Kameral-Hohen-Schule durchaus als erfolgreich beurteilt werden kann. Es war die spezielle Wissenskultur der kurpfälzischen Staatswirte, die daraus bestand, diese als ideale Verwaltungsakteure in allen Amtspositionen darzustellen, die einerseits die Hofkammer überzeugte, die andererseits aber auch in Frage gestellt wurde. Die Nützlichkeit der kameralistischen Wissensbestände an sich stand dagegen zu keinem Zeitpunkt zur Disposition. Die Repräsentanten der Universität Heidelberg, insbesondere die Lehrer der Philosophischen Fakultät, akzeptierten grundsätzlich die Nützlichkeit einzelner Teile des kameralistischen Wissensfeldes, aber nicht die kurpfälzische Wissenskultur der studierten Staatswirte. Sie argumentierten dabei mit den realen Amtserfordernissen, für die entweder praktische oder nur spezielle theoretische kameralistische Wissensbestände notwendig seien, während Medicus mit den idealen Amtserfordernissen argumentierte, die nur seine Konzeption der studierten Staatswirte erfüllen könne. Die dargelegten kurpfälzischen Aushandlungsprozesse um die Wissenskultur der studierten Staatswirte zeigen, dass Legitimierungsstrategien, wie die von Medicus, dazu beitrugen, wie die Wissenskultur der ökonomischen Absolventen am jeweiligen Standort definiert wurde. Es wurde aber auch gezeigt, dass die kurpfälzische Ausprägung der

[272] Vgl. Knoll, Medicus, S. 53.
[273] Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 125f.

Wissenskultur der studierten Staatswirte vom Verwaltungsapparat rezipiert und anerkannt wurde, was dafür spricht, dass die jeweils geprägte Wissenskultur auch Einfluss auf das Verwaltungshandeln der studierten Staatswirte selbst hatte. Um diese Vermutung zu überprüfen, wird nun im folgenden Kapitel das württembergische Modell der ökonomischen Absolventen analysiert, um Unterschiede in der jeweiligen Wissenskultur auszumachen.

2.3 Studierte Kameralisten in Württemberg: Aus der Verwaltung für die Verwaltung

Das vorhergehende Kapitel (2.2) hat gezeigt, dass die spezifische Wissenskultur der studierten Staatswirte in der Kurpfalz ein Resultat der Legitimationsstrategien war, die die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule verfolgten, um die Akzeptanz ihrer Studierenden im kurpfälzischen Verwaltungsapparat zu erreichen. Dieses Resultat soll im Folgenden am Beispiel einer Ausprägung der Wissenskultur der ökonomischen Absolventen an einem anderen Standort untersucht werden. In Württemberg gab es mit der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule in Stuttgart und später mit dem kameralwissenschaftlichen und dem forstwissenschaftlichen Lehrstuhl an der Universität Tübingen im ausgehenden Ancien Régime Stationen der kameralistischen Studienausbildung, die mit dem kurpfälzischen Fall vergleichbar sind. Im Folgenden werden die Aushandlungsprozesse in Bezug auf die Akzeptanz der württembergischen ökonomischen Absolventen analysiert, um sie mit den kurpfälzischen Aushandlungsprozessen vergleichen zu können.[274]

Die ursprünglich 1770 als „Garten und Stuccator-Knaben-Schule“ im Schloss Solitude eingerichtete Hohe-Karlsschule wurde 1773 in eine Militärschule

[274] Als Quellenbegriff findet sich die Bezeichnung der württembergischen Absolventen als ‚Staatswirte‘ nicht, sie werden bis zum Ende des Ancien Régime als Kameralisten bezeichnet, deswegen wird in Bezug auf die württembergischen Legitimierungsstrategien im Folgenden von studierten Kameralisten gesprochen.

umgewandelt und 1775 nach Stuttgart verlegt, wo sie 1782 ihre endgültige Ausprägung erfuhr und ab diesem Zeitpunkt auch als Hohe-Karlsschule bezeichnet wurde. Auch wenn man erst ab diesem Zeitpunkt von Absolventen einer Hohen Schule sprechen kann, da die Hohe-Karlsschule 1782 den Status einer Universität, nur ohne das Promotionsrecht, erhalten hatte, hatte die kameralistische Wissensvermittlung auch vor dieser Umwandlung einen Vorlauf. Schon 1773 wurde in den Unterricht an der Militärschule die Ausbildung von Förstern und Jägern integriert. Die Schule sollte qualifizierte Staatsdiener hervorbringen,[275] weswegen auch ein Unterricht für zukünftige Kameralbeamte und Förster eingerichtet wurde, die ja auch als Staatsdiener fungieren sollten. Ab 1782, also nachdem die Hohe-Karlsschule den Universitätsstatus erhalten hatte, wurden die Studierenden aus diesen beiden Unterrichtsfeldern in einer eigenen Fakultät für Ökonomie und Camerale vereint. Diese Fakultät blieb zwar in separate Klassen für angehende Kameralisten, Forstleute und Kaufleute unterteilt, aber schon der Zusammenschluss dieser Felder der Wissensvermittlung in einer Fakultät spricht dafür, dass hier verschiedene Aspekte eines ökonomischen Wissensfeldes vermittelt werden sollten. Robert Uhland betont in seiner Gesamtdarstellung der Hohen-Karlsschule, dass die in dieser neu eingerichteten Fakultät für Ökonomie und Camerale vermittelten Wissensbestände schon vor der Umwandlung 1782 über die bloße Vermittlung von praktischen Schreib- und Rechentechniken für Förster, Amtsschreiber und Kaufleute hinaus ging.[276] Schon 1771 sei durch den Ausbildungsgang für zukünftige Kameralisten und Forstleute ein „neuer Typ von Verwaltungsbeamten“ entworfen worden, der ab 1782 voll ausgeprägt gewesen sei.[277] Das hier vermittelte Wissen habe sich durch und eine Mischung aus theoretischen und praktischen Wissensbeständen und durch einen mathematisch-naturwissenschaftlichen Fokus ausgezeichnet und habe damit die zeitgenössischen „üblichen volkswirtschaftlichen Anschauungen“ sinnvoll ergänzt.[278] Der mathematisch-naturwissenschaftliche Unterricht war allerdings auch an der

[275] Vgl. Wunder, Bernd: Kleine Geschichte des Herzogtums Württemberg. Leinfelden-Echterdingen 2009, S. 187.
[276] Vgl. Uhland, Hohe-Karlsschule, S. 113 der diese Wissensfelder auch als „Berufswissenschaften“ bezeichnet.
[277] Ebd., S. 148.
[278] Ebd., S. 241.

kurpfälzischen Kameral-Hohen-Schule fest etabliert gewesen, sodass dieser Aspekt ein übergreifendes Merkmal der beiden südwestdeutschen Ausbildungsinstitutionen darstellt. Es gab also in jedem Fall Gemeinsamkeiten in der Wissenskultur der ökonomischen Absolventen in Württemberg und in der Kurpfalz, was belegt, dass die Ausbildung ökonomischer Studienabsolventen im ausgehenden Ancien Régime an verschiedenen Standorten nach ähnlichen Mustern ablief.

Allerdings liegt es dennoch nahe, dass die konkrete Ausprägung der Wissenskultur der württembergischen Absolventen sich konzeptionell vom kurpfälzischen studierten Staatswirt unterschied. Keith Tribe hat in Bezug auf die Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule festgestellt,[279] dass nur etwa 26 ihrer Absolventen (von insgesamt ungefähr 2300 Schülern der Hohen-Karlsschule insgesamt) in Verwaltungsämter kamen.[280] In Württemberg war der Ämterkauf noch gängiger als in der Kurpfalz und von Herzog Karl Eugen als Praxis gebilligt, sodass für die wirklich einflussreichen Verwaltungsämter theoretisch-kameralistische Wissensbestände faktisch keine Legitimationssteigerung brachten.[281] Diese begrenzte Reichweite der Handlungsmöglichkeiten für die württembergischen studierten Kameralisten ist ein Hinweis darauf, dass auch ihre Wissenskultur ganz anders ausgeprägt gewesen sein könnte. Der Historiker Bernd Wunder weist in seinem Aufsatz über die Entstehung des modernen württembergischen Staates im 19. Jahrhundert darauf hin, dass in Württemberg in erster Linie eine Konkurrenz zwischen Berufsbeamten und Schreibern bestanden

[279] Die Professoren, die seit 1773 an der Fakultät für Ökonomie und Camerale lehrten beziehungsweise vor 1782 für den Unterricht für angehende Kameralisten und Forstleute verantwortlich waren, sind unter HStAS A 272 Bü 128 und 129 aufgeführt, die hier angegebenen Namen sind dem Aktentitel aus dem online-Findbuch entnommen: Johann Friedrich Stahl, Jakob Friedrich Autenrieth (Kameralwissenschaft), Johann Heinrich Dannenberger (Handelswissenschaft) Johann Simon Kerner (Naturgeschichte und Botanik), Friedrich Christian Franz (Handelsgeographie), Johann Friedrich Christoph Weisser (Polizeiwissenschaft und Rechnungswesen), Johann Friedrich Görung (Handlungswissenschaft), Ferdinand Friedrich Pfeiffer (Polizeiwissenschaft), Gottfried Tobias Ritter (Handlungswissenschaft), Johann Georg August Hartmann (Forst- und Jagdwissenschaft), Johann Friedrich Wilhelm Widenmann (Bergbaukunst), Lehrer der Handlungswissenschaften.

[280] Vgl. Tribe, Governing Economy, S. 178.

[281] Vgl. Wunder, Kleine Geschichte, S. 180.

habe.[282] Diese Schreiber, Wunder nennt sie „subalterne Praktiker“, seien für wirtschaftspolitische Reformvorhaben ungeeignet gewesen, da sie nur gelernt hätten, Gewohnheitsrecht anzuwenden und erst die Gründung der Staatswissenschaftlichen Fakultät in Tübingen im Jahr 1817 habe es ermöglicht, die etablierten Schreiber obsolet zu machen.[283] Da in Württemberg diese Kultur der Amtsschreiber sehr beständig war, dürften es die studierten Kameralisten schwer gehabt haben, sich gegen dieses Modell durchzusetzen. Andererseits kommt der Historiker Matthias Asche in seinem Aufsatz zur Hohen-Karlsschule zu einer positiven Beurteilung dieser Lehrinstitution und weist darauf hin, dass sie einerseits in der Tradition der kameralistischen Vorstellung einer nützlichen Universität gestanden habe,[284] andererseits aber eine Art in Klassen organisiertes Polytechnicum gewesen sei, weswegen von ihr aus eine Kontinuitätslinie zu der 1818 gegründeten landwirtschaftlichen Versuchs- und Musteranstalt in Hohenheim und zu der Technischen Hochschule in Stuttgart gezogen werden könne.[285] Diese Lesart spricht wiederum dafür, dass die Absolventen der Hohen-Karlsschule durchaus über nützliches, praktisch anwendbares Wissen verfügten, das der Staat für sich nutzbar machen konnte. Welches Wissen den studierten Kameralisten nun konkret zugeschrieben wurde, wird nun Gegenstand der Analyse sein.

Als an der Fakultät für Ökonomie und Camerale im Jahr 1784 der Lehrstuhl für Handlungswissenschaften neu besetzt werden sollte, bewarb sich der spätere Lehrer Gottfried Tobias Ritter für diese Position, indem er einen Plan vorlegte, „wie er seine Vorlesungen und Unterricht in denen Handlungswissenschaften einrichten würde“.[286] Ein anderer Bewerber mit Namen Johann Gottlieb Breyer legte ebenfalls einen solchen Plan vor, „die Handlungs-Wissenschaften in eine

[282] Vgl. Wunder, Bernd: Die Entstehung des modernen Staates in Württemberg. Verwaltung und Gesetze – Bürger – Beamte, in: Schindling, Anton: 1806 – Souveränität für Baden und Württemberg. Beginn der Modernisierung? S.99-122. Stuttgart 2007, S. 109.
[283] Vgl. ebd.
[284] Vgl. Asche, Matthias: Zwischen Polytechnicum und Universität – zur Stellung der Hohen Carlsschule im höheren deutschen Bildungswesen der späten Aufklärung, in: Mährle, Wolfgang (Hg.): Aufgeklärte Herrschaft im Konflikt. Herzog Carl Eugen von Württemberg 1728–1793, S. 286-298. Stuttgart 2017, S. 288.
[285] Vgl. ebd., S. 298.
[286] HStAS A 272 Bü 129, Plan von Gottfried Tobias Ritter, Stuttgart 5. Januar 1785.

systematisch-dogmatische Ordnung zu bringen“, den er als Lehrer praktisch umsetzen wollte.[287] Dass die beiden Bewerber solche Studienpläne als Nachweis ihrer Befähigung einreichten, zeigt zunächst einmal, dass die optimale Art und Weise der Wissensvermittlung an dieser Fakultät ebenfalls ein Gegenstand von Aushandlungsprozessen zwischen den Bewerbern und den etablierten Lehrern war. Die potentiellen Lehrer am Lehrstuhl für Handlungswissenschaften mussten im Voraus nachweisen, dass sie in der Lage waren, ihren Unterricht so zu konzipieren, dass er für die späteren Kaufleute nützlich sein würde. Es war also von Anfang an das akzeptierte Ziel der etablierten und der sich bewerbenden Lehrer der Fakultät für Ökonomie und Camerale, nützliches und praktisch anwendbares Wissen an die Studierenden zu vermitteln. Im Jahr 1793 war der Lehrstuhl für Handlungswissenschaften abermals zu besetzen. Zu diesem Zeitpunkt bewarb sich ein gewisser Friedrich Föhr auf den Lehrstuhl, der von sich schrieb: „Da ich mich von Jugend auf der Handlung gewidmet und mehrere Jahre in Leipzig und Basel auf einigen der angesehensten und wichtigsten Comptoirs mit allen den einem Kaufmann verkommenden Geschäften ganz bekannt gemacht habe, so hoffe ich nun, im Stande zu seyn, jungen Leute, die sich der Handlung widmen wollen, nach allen Theilen den gehörigen Unterricht in dieser Wissenschaft erteilen zu können“.[288] Der Bewerber Föhr verfolgte also die Legitimierungsstrategie, die eigenen praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbestände hervorzuheben. Seine Erfahrung als Kaufmann sollte sicherstellen, dass auch die Studierenden solches anwendbares Wissen erhalten würden, von dem sie als spätere Kaufleute profitieren konnten. Auch wenn der Lehrstuhl für Handlungswissenschaften zur Fakultät für Ökonomie und Camerale gehörte, diente die Wissensvermittlung an diesem Lehrstuhl allerdings nicht dazu, spätere Kameralbeamte hervorzubringen, sondern privatwirtschaftlich handelnde Kaufleute. Dennoch galt auch das handlungswissenschaftliche Wissen als staatsrelevant, da erfolgreiche Kaufleuten ebenfalls einen mittelbaren Vorteil durch Steuereinnahmen versprachen. Die Professoren Widenmann und Ritter, die sich mit der Bewerbung von Föhr auseinandersetzten, lehnten dessen Berufung

[287] Ebd., Plan von Johann Gottlieb Breyer, Stuttgart 27. Dezember 1784.
[288] Ebd., Plan von Friedrich Föhr, Stuttgart 13. April.1793.

aber ab, da Föhr die „nötige Waaren-Kenntnis und überhaupt Kenntnis mehrerer Gegenstände, die für den Kaufmann auf grosen Handelspläzen […] von groser Wichtigkeit sind“, fehlen würden.[289] Diese Beurteilung von Widenmann und Ritter zeigt, dass der Bewerber Föhr nicht aufgrund seiner nicht nachweisbaren theoretisch-reflexiven, in einem Universitätsstudium erworbenen Kenntnisse abgelehnt wurde, sondern weil seine nachgewiesenen praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbestände aus Sicht der Lehrer noch nicht ausreichend seien. Auch hier zeigt sich also wieder, dass von den Lehrern der Fakultät für Ökonomie und Camerale persönlich praktisch-erfahrungsbasiertes Wissen verlangt wurde, da nur diese Lehrer das Wissen an die Studierenden vermitteln könnten, das man von Seiten der etablierten Lehrer der Fakultät zu vermitteln wünschte.

In den Akten des Lehrers für Kameralwissenschaften Johann Friedrich Christoph Weisser ist eine Bitte dieses Lehrers um eine Versetzung in den württembergischen Verwaltungsdienst enthalten. Weisser bat die württembergische Rentkammer darum, dass ihm eine Stelle als Expeditionsrat übertragen werden solle. Er argumentiert damit, dass er es immer für seinen Beruf gehalten habe,

> den Kameral-Wissenschaften mich ganz zu widmen. Je mehr ich mich aber mit der Theorie beschäftige, desto mehr fühle ich den Mangel eigener Erfahrung. Praktischer Unterricht sezt eigene Praxis voraus. Mein 16-jähriger Aufenthalt im Oberamt und Stadtschreiberein ist nicht ganz, nicht gröstenteils diejenige Praxis, mit der es einem künftigen Praktiker gedient sein kann, sondern es sollten praktische Kenntnisse sein, die man in solchen Ämtern sich sammeln muss, bei welchen mit aus verschiedenen Orten des Staats Vermögen verwaltet werden. Diese Praxis kann ich nur aus Büchern.[290]

Da man dem Lehrer Weisser zugestehen sollte, dass die von ihm genannten Gründe der gewünschten Versetzung in den Verwaltungsdienst nicht nur vorgeschoben waren, ist seine Argumentation ein Beleg dafür, dass er praktisch-erfahrungsbasierte Amtsroutine als Kameralbeamter für den Unterricht

[289] Ebd.
[290] Ebd., Pro Memoria von Johann Friedrich Christoph Weisser an die württembergische Rentkammer, Stuttgart 19. Oktober 1792.

zukünftiger Kameralisten als unabdingbar ansah. Die theoretisch-reflexiven Wissensbestände, die Weisser sich zuschreiben konnte und auch zuschrieb, waren aus seiner Sicht für die Ausbildung zukünftiger Kameralbeamter nicht ausreichend. Das spricht dafür, dass die württembergische Wissenskultur des studierten Kameralisten sich von der des kurpfälzischen studierten Staatswirtes dadurch unterschied, dass praktisch-erfahrungsbasierte Wissensbestände viel entscheidender waren. Die Professoren der Hohen-Karlsschule legitimierten sich dadurch als Lehrer zukünftiger Kameralbeamter, dass sie sich solche praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbestände aus der Verwaltungspraxis zuschreiben konnten. Sie kommunizierten, dass erst diese eigene praktische Erfahrung ausreichend Legitimität dafür gebe, den zukünftigen Kameralisten Wissen zu vermitteln.

Dieser Strategie der Selbstlegitimierung anhand von praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbeständen durch die Lehrer der Fakultät für Ökonomie und Camerale entspricht die Praxis der Wissensvermittlung an der Hohen-Karlsschule. Für die angehenden Kameralisten und Forstleute sind sogenannte Probearbeiten überliefert, die darauf hindeuten. Diese Probearbeiten, die von den Schülern der Hohen-Karlsschule am Ende ihres Studiums verfasst wurden, dürften nicht nur die Funktion gehabt haben, aus der Sicht der Lehrer die Kenntnisse der angehenden Kameralisten und Forstleute noch einmal abschließend zu überprüfen. Die Probearbeiten dürften darüber hinaus auch dazu gedient haben, die möglichen Verwaltungspraktiken der potentiellen Amtsträger in einer Art Simulation zu testen.[291] Eine Probearbeit wurde beispielsweise von dem angehenden Kameralisten Carl Friedrich Duttenhofer[292] am 6. Dezember 1779 eingereicht und trägt den Titel „von dem Pflanzenleben in Beziehung auf den Ackerbau“. In dieser Arbeit wies er nach, dass er die richtigen Nutzpflanzen zur optimalen Ertragssteigerung eines Anbaugebiets bestimmen konnte. Duttenhofer belegte durch die Probearbeit also, dass er mit seinem Wissen als Gutsverwalter

[291] HStAS A 272 Bü 112. Die im Folgenden genannten Probearbeiten sind alle in dieser Signatur enthalten.
[292] Vgl. Gebhardt, Die Schüler der Hohen Karlsschule, S. 217: Karl August Friedrich Duttenhoffer studierte 1773 bis 1780 an der Hohen-Karlsschule Kameralwissenschaften und Physik und wurde später württembergischer Wasserbau-Direktor.

landwirtschaftliche Ertragssteigerungen ermöglichen könne. Eine weitere Probearbeit des angehenden Forstbeamten Friedrich Heinrich Mayer[293] vom 10. Dezember 1780 trägt den Titel „Abhandlung von dem Verfall der Waldungen und deren Wiederherstellung“, der in der Widmung an Herzog Karl Eugen schrieb, „daß Höchstderselbe als ein in dem landesfürstlichen Oeconomie-Weesen erfahrner Fürst wohl wissen, welch nachtheilige Folgen für einen Staat der Holzmangel nach sich ziehen könne“. Mayer stellte in seiner Probearbeit also direkt die Staatsrelevanz des von ihm behandelten Gegenstands dar, indem er auf die im zeitgenössischen ökonomischen Diskurs verankerte Angst vor dem Versiegen der Ressource Holz zu sprechen kam und diesen bevorstehenden Holzmangel als Problem des Staates insgesamt charakterisierte. Dass es im späten Ancien Régime eine reale Wirtschaftskrise aufgrund von Holzmangel gab, hat der Historiker Joachim Radkau revidiert, aber Radkau betont gleichzeitig, dass die historischen Akteure im ausgehenden Ancien Régime tatsächlich von einer solchen wirtschaftlichen Krisensituation aufgrund von Holzmangel ausgingen.[294] Eine Probearbeit wie die von Mayer zeigt, dass sich die Thematik des Holzmangels aus der Sicht der Studierenden der Hohen-Karlsschule dazu eignen konnte, sich selbst als staatsnützlich zu inszenieren. Eine 1779 eingereichte „Geschichte des Holzhandels“ des angehenden Forstbeamten Christoph von Massenbach[295] stellt dem Titel entsprechend eher eine historische Abhandlung dar, aber auch der Holzhandel war aus der Sicht des Staates relevant, da durch den Handel aus den Holzbeständen staatliche Einnahmen generiert wurden. Der Autor dieser Probeschrift über den Holzhandel konnte also ebenfalls davon ausgehen, dass sein Wissen als staatsnützlich angesehen würde. Eine Arbeit des angehenden Forstbeamten Johann Georg Andreas Schöttle[296] mit dem Titel „Probschrift von der wirthschaftlichen Behandlung der Nadelwaldungen“ aus dem Jahr 1780 griff mit den Nadelbäumen ein forstwirtschaftlich relevantes Thema auf und konnte

[293] Vgl. ebd., S. 367: Friedrich Heinrich Maier studierte von 1772 bis 1780 das Jagdwesen und wurde 1781 Förster im herzoglichen Jägerhaus zu Wellingen.
[294] Vgl. zu der Angst vor der Holzknappheit Radkau, Holz, S. 153.
[295] Vgl. Gebhardt, Die Schüler der Hohen Karlsschule, S. 373: Christoph Julius von Massenbach studierte Jagdwesen von 1771 bis 1779 an der Hohen Karlsschule und verfolgte im Anschluss eine militärische Karriere.
[296] Vgl. ebd., S. 478: Johann Georg Andreas Schöttle studierte Jagdwesen von 1771 bis 1780 an der Hohen Karlsschule und wurde danach Förster zu Mötzingen.

seine Themenwahl auch wieder mit der Staatsrelevanz begründen: Die Zucht von Nadelbäumen wurde in den kameralistisch-forstwirtschaftlichen Publikationen als besonders vorteilhaft dargestellt, da sie am produktivsten war.[297] In Bezug auf die potentielle Nützlichkeit für den Staat ist die Probeschrift des angehenden Kaufmanns Karl August von Schönfeld[298] mit dem Titel „Von dem vortheilhaften Einfluss der Handlung auf einen Staat“ erwähnenswert, die dieser am 9. Dezember 1779 eingereicht hatte und in der Schönfeld die Vorteile, die aus der Sicht des Staates aus kaufmännischem Handeln resultieren konnten, darlegte, was bestätigt, dass auch die Ausbildung von Kaufleuten als staatsrelevantes Feld angesehen wurde. Auch wenn die Probeschriften eine Pflichtaufgabe im Rahmen des Studiums an der Hohen-Karlsschule darstellten und nichts über das tatsächliche Verwaltungshandeln der jeweiligen Studienabsolventen aussagen können, spricht die praktische Anwendung dieser Prüfungen im Rahmen der Ausbildung zukünftiger Kameralbeamter an der Hohen-Karlsschule dennoch dafür, dass die Anwendbarkeit und Nützlichkeit bei der Wissenskultur der württembergischen ökonomischen Absolventen im Vordergrund stand. Die angehenden württembergischen Kameralisten wurden von ihren Lehrern durch die Zuschreibung praktisch anwendbarer Wissensbestände legitimiert und nicht durch ihre theoretisch-reflexiven Fähigkeiten und ihr Wissen über die gesamtstaatlichen wirtschaftlichen Bedingungen, mit denen ihre Ausbildung in der Kurpfalz begründet wurde.

Nachdem die Hohe-Karlsschule im Jahr 1794 geschlossen worden war, gab es in Württemberg auch keine Lehrinstitution zur Ausbildung studierter Kameralisten mehr. Dass das aus der Sicht des Staates ein Defizit darstellte, zeigt sich daran, dass daraufhin im Jahr 1795 an der Universität Tübingen ein Lehrstuhl für Kameralwissenschaft und im Jahr 1798, ebenfalls in Tübingen, ein Lehrstuhl für Forstwissenschaft eingerichtet wurde. Als Spezifikum der Universität Tübingen im Vergleich zu anderen Universitäten im ausgehenden Ancien Régime hat der

[297] Vgl. Radkau, Holz, S. 166.

[298] Vgl. Gebhardt, die Schüler der Hohen Karlsschule, S. 477: Karl August von Schönfeld studierte Kameralwissenschaften von 1771 bis 1780 an der Hohen Karlsschule und wurde danach Rentkammerassessor und später Hofrat in Calw.

Historiker Bernhard Homa hervorgehoben, dass die Universität Tübingen zwar zu der Zeit, als die Hohe-Karlsschule eingerichtet worden war, wie viele Universitäten im Reich kurz vor der Schließung stand, dass sie aber der Auflösung entging, weil die württembergischen Eliten das dortige Studium favorisierten.[299] Die Universität Tübingen als Institution stand aber vor dem typischen Dilemma der Universitäten im ausgehenden Ancien Régime: Die Universitäten sollten nun kein scholastisches Wissen mehr vermitteln, sondern wissenschaftlichen Ansprüchen in Hinblick auf die Gewinnung neuer Erkenntnisse genügen, aber gleichzeitig weiterhin auch ihre althergebrachte Funktion erfüllen, Verwaltungsbeamte für den Staat hervorbringen.[300] Dass an der Universität Tübingen 1795 und 1798 ein kameral- und ein forstwissenschaftlicher Lehrstuhl eingerichtet worden waren, ist somit ein Hinweis darauf, dass die Universität Tübingen diesen traditionellen Auftrag der Hervorbringung zukünftiger Verwaltungsbeamter weiterhin zu erfüllen gedachte, dass sie nun aber auch einen neuen, den speziell kameralistisch geschulten Absolvententyp produzieren wollte. Durch die Schließung der Hohen-Karlsschule in Stuttgart und damit auch der Fakultät für Ökonomie und Camerale ergab sich für die Universität Tübingen also eine gute Gelegenheit, sich staatsrelevanter zu machen, indem sie die Ausbildung studierter Kameralisten übernahm. Bereits in den 1750er-Jahren hatte es schon Bemühungen gegeben, die Universität Tübingen zu reformieren, unter anderem auch dadurch, dort die kameralistische Wissensvermittlung zu etablieren.[301] Aber erst im ausgehenden Ancien Régime war die Relevanz der kameralistischen Wissensbestände offenbar als notwendig genug angesehen worden, um entsprechende Lehrstühle zu etablieren.

Die Aktenbestände, die die Aushandlungsprozesse dokumentieren, die zur Einrichtung der beiden Lehrstühle für Kameralwissenschaften und Forstwissenschaften führten, zeigen, dass es der württembergische Verwaltungsapparat selbst war, der Interesse daran hatte, in Württemberg

[299] Vgl. Homa, Bernhard: „[…] aus Eyfer vor der Universität Bestes“: die Politik Carl Eugens gegenüber der Universität Tübingen im Spannungsfeld von Gestaltungswillen, -möglichkeiten und -grenzen, in: Mährle, Aufgeklärte Herrschaft, S. 249-271, S. 271.
[300] Vgl. ebd., S. 269.
[301] Vgl. Kleinehagenbrock, Frank: Die Konsolidierung von Regierung und Verwaltung in Württemberg unter Carl Eugen. Zur Bedeutung der Reformimpulse Johann Jacob Mosers für die herzogliche Politik, in: Mährle, Aufgeklärte Herrschaft, S. 184-198, S. 193.

weiterhin studierte Kameralisten ausbilden zu lassen. Der württembergische Kirchenrat begrüßte es, dass die entsprechenden „Anstalten für Kameralisten und Forstleute“ zur „besseren Aufnahme der für das Vatterland äusserst wichtigen Studii der Oeconomie und Cameralwissenschaften“ beschlossene Sache seien.[302] Der württembergische Kirchenrat war also davon überzeugt, dass die kameralistische Wissensvermittlung für den Staat unentbehrlich sei. Da die traditionellen Fakultäten an der Universität Tübingen bereits vertreten waren, zeigt sich, dass deren Absolventen aus der Sicht des Kirchenrats die studierten Kameralisten nicht ersetzen konnten. Der württembergische Kirchenrat gab zwar zu bedenken, dass „die Anlage eines oeconomischen Gartens, allerlei, oeconomischer Versuche in Äcker, Wiesen und Weinberg oder in Waldungen, ein Aufwand für Modelle zum Behuf des technolog. Studiums und so weiter“ nicht ganz günstig seien, die entsprechenden Investitionen sich aber rentieren würden.[303] Da das durch die Versuchsanlagen teuer einzurichtende kameralwissenschaftliche Studium vom Kirchenrat nicht in Frage gestellt wurde, mussten die Absolventen dieser Lehrstühle aus der Sicht der administrativen Akteure notwendig sein, denn sonst wären diese Lehrstühle nicht eingerichtet worden.

Nachdem der kameralwissenschaftliche Lehrstuhl an der Universität Tübingen im Jahr 1795 beschlossene Sache war, setzte sich die württembergische Rentkammer in der Folge mit der Frage auseinander, mit welcher Person dieser Lehrstuhl besetzt werden sollte. Die Überlegungen in der württembergischen Rentkammer dazu, wer für diesen Lehrstuhl aus welchen Gründen geeignet sei, belegen, welche Kompetenzen in der Wissensvermittlung von dem potentiellen Inhaber dieses kameralistischen Lehrstuhls erwartet wurden, was wiederum Erkenntnisse über die württembergische Wissenskultur der kameralwissenschaftlichen Absolventen ermöglicht. Ein potentieller Kandidat für diesen Lehrstuhl war ein ehemaliger Schüler der Hohen-Karlsschule, Johan Gottlieb Biber. Zu Biber kam die württembergische Rentkammer in ihrem Gutachten zu folgender Einschätzung: „In den Hülfswissenschaften des

[302] HStAS A 280 8f: Württembergisches Kirchenratsprotokoll vom 11. April 1795.
[303] Ebd.

Kameralisten soll er es ziemlich weit gebracht haben“, er sei aber gleichzeitig auch „mit der cameralistischen Literatur noch wenig bekannt“.[304] Über einen anderen potentiellen Kandidaten und ehemaligen Schüler und auch Lehrer an der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule, den Hof- und Domänenrat Jakob Friedrich Autenrieth, steht im Gutachten, seine Ämter in „der herzoglichen Canzley und auf dem Lande“ und seine „Erfahrungen in mehreren Theilen der Landwirthschaft machen ihn vor vielen anderen geschickt, gute practische und besonders für das Vaterland brauchbare Cammeralisten und Landwirthe zu bilden“.[305] Die württembergische Rentkammer war also überzeugt davon, dass gerade sein durch praktische administrative Erfahrung erworbenes Wissen den Kandidaten Autenrieth dazu qualifiziere, studierte Kameralisten heranzubilden. Theoretisch-reflexive Wissensbestände, wie sie in der Kurpfalz als Alleinstellungsmerkmale der studierten Staatswirte hervorgehoben wurden, waren aus der Sicht der württembergischen Rentkammer dagegen offenbar keine notwendige Voraussetzung dafür, zukünftige Kameralisten auszubilden. Das spricht dafür, dass der württembergische Verwaltungsapparat in der angestrebten Wissensvermittlung vor allem die praktische Anwendbarkeit des Wissens im Blick hatte, die ein Lehrer mit eigener praktischer Erfahrung am besten gewährleisten könne. Offenbar sah es die württembergische Rentkammer als potentielle Alternative für die Studierenden der Kameralwissenschaften an, statt als Kameralbeamter auch als Verwalter eines landwirtschaftlichen Guts tätig werden zu können, denn sie hielt es für sinnvoll, den kameralwissenschaftlichen Lehrstuhl mit jemandem zu besetzen, der praktisch-landwirtschaftliche Erfahrung nachweisen konnte. Das zeigt, dass die württembergische Rentkammer es als Option ansah, vom kameralwissenschaftlichen Lehrstuhl auch auf andere Weise zu profitieren, da dort auch wissenschaftlich gebildete Landwirte hervorgebracht werden könnten, von denen sich die administrativen Akteure ebenso wie von den Kaufleuten einen mittelbaren Nutzen versprachen. Andere potentielle Kandidaten für den Lehrstuhl wurden von auswärtigen Universitätslehrern vorgeschlagen. Der von der Rentkammer aus diesem Grund angefragte Carl Daniel Heinrich Bensen, zu

[304] Ebd., Gutachten der württembergischen Rentkammer vom 25. April 1795.
[305] Ebd.

diesem Zeitpunkt Professor der Philosophie und der Kameralwissenschaften in Erlangen, schlug als Kandidaten einen seiner Studierenden namens Frank vor, „welcher durch seine vor einigen Jahren herausgegebene landwirthschaftliche Polizey sich rühmlich bekannt gemacht hatte“.[306] Der ebenfalls angefragte Jung-Stilling, der mittlerweile Professor in Marburg war, schlug als Kandidaten einen seiner Studierenden namens Eigenbrod vor, der „nicht nur die Philosophie, Mathematik und Physik gründlich studirt, sondern auch über die ganze Staatswirthschaft Collegia gehört und anderen jungen Leuten wieder Unterricht darin ertheilt habe, besonders […] auch in der Landwirthschaft sich wichtige Kenntnisse erworben“ habe.[307] Aus den Argumenten, die von den angefragten Lehrstuhlinhabern für die jeweiligen Kandidaten angeführt wurden, wird deutlich, auf welche Wissensvermittlung die württembergische Rentkammer aus der Sicht derjenigen, die potentielle Lehrstuhlbesetzungen vorschlugen, Wert legte. Theoretisch-reflexive Wissensbestände der potentiellen Lehrstuhlinhaber hoben Jung-Stilling und Bensen dann hervor, wenn die Bewerber sie schon in ihrer Lehrtätigkeit angewandt hatten. Dagegen gingen sie beide davon aus, dass praktisch-landwirtschaftliche Kenntnisse ihrer Kandidaten grundsätzlich als positiv bewertet werden würden, weswegen sie diese Kenntnisse gegenüber der württembergischen Rentkammer besonders hervorhoben. Sie setzten also darauf, dass die Rentkammer vor allem Kandidaten mit praktisch-erfahrungsbasiertem Wissen bevorzugen würde.

Über die weiteren Bewerber für den kameralwissenschaftlichen Lehrstuhl fällte die württembergische Rentkammer im Verlauf des Auswahlprozesses ebenfalls noch Urteile. Der Bewerber Carl Friedrich Fulda, der später den Lehrstuhl auch erhielt, wurde von der Rentkammer folgendermaßen bewertet: „Dieser junge Mann hat in der Hohen-Carlsschule Mathematik und bürgerliche Baukunst studiert, nachher hat er sich auf das Studieren der Landwirthschaft gelegt […] Ob er aber auch das Fach der Staatswirthschaft schon bearbeitet habe“ und „ob er die Gabe eines guten mündlichen Vortrags“ besitze, wisse man noch nicht.[308] Auch

[306] Ebd.
[307] Ebd.
[308] Ebd., Gutachten der württembergischen Rentkammer vom 4. November 1797.

hier zeigt sich wieder, dass die württembergische Rentkammer zwar Wert darauf legte, dass der potentielle Lehrstuhlinhaber auch über theoretisch-reflexive Wissensbestände verfügte, was sich daran zeigt, dass das Fach der Staatswirtschaft ein relevantes Kriterium darstellte. Ebenso wichtig waren aber offenbar aus der Sicht der württembergischen Rentkammer praktische Kenntnisse in der Landwirtschaft und vor allem die nachgewiesene Fähigkeit des Bewerbers, den Studierenden das kameralistische Wissen auch wirklich vermitteln zu können. Die Rentkammer wollte also anscheinend sicherstellen, dass die Wissensvermittlung im Lehrstuhlbetrieb auch tatsächlich funktionieren würde, was zeigt, dass sie Absolventen mit kameralistischem Wissen brauchte. Über einen gewissen Carl Friedrich Hauff aus Marburg schrieb die württembergische Rentkammer, es sei bekannt, dass dieser „nicht nur […] über einige Zweige der Cameralwissenschaft Vorlesungen halte", sondern auch „auf dem Landgut des von Bostell die Landwirthschaft practisch eingesehen [habe], einen Weinberg nach seiner eigenen Anordnung habe anlegen und mehrere Wirtschafts-Gebäude ausführen lassen".[309] Hier hob die württembergische Rentkammer wiederum die praktische landwirtschaftliche Erfahrung, die sich in der Anlegung eines Weinbergs und in der Planung von Wirtschaftsgebäuden nachweisen lasse, positiv hervor, da die beiden Tätigkeiten als Nachweis für praktisches kameralistisches Wissen anerkannt wurden. Wie bereits in Kapitel 2.1 erwähnt, wurden architektonische Kenntnisse als Bestandteil des kameralisisch-wissenschaftlichen Studiums angesehen, weil Kameralbeamte aus den Verwaltungen heraus die Bauvorhaben im Staat zu koordinieren hatten.[310] Ein anderer Kandidat, Viktor Jägerschmid, ein ehemaliger Studierender der Staatswirtschafts-Hohen-Schule, habe „sich bereits durch einige Druckschriften bekannt gemacht, welche nicht nur seinen grosen Fleis beweisen, sondern auch seine Bekanntschaft mit der Technologischen Litteratur, mit den Hilfswissenschaften und mit dem practischen Theil der bearbeiteten Gegenstände" bezeugen. Jägerschmid wolle Vorlesungen für „geometrische Planzeichnungen, Civil-Bau-Kunst, ökonomisch-technische Chemie, Grundlehre der

[309] Ebd.

[310] Die Baukunst war, wie bereits in Kapitel 2.1 dargelegt, in einer Vorlesung der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft von Georg Adolph Succow als notwendiger Teil des staatswirtschaftlichen Studiums propagiert worden.

Staatswirthschaft, Bergbau, Forstwirthschaft, Landwirthschaft, Technologie und Finanzwissenschaft“ übernehmen.[311] Im Falle Jägerschmids betonte die württembergische Rentkammer die Publikationstätigkeit des Bewerbers als positives Kriterium und setzte sich auch mit den von Jägerschmid vorgeschlagenen Vorlesungsgegenständen auseinander. Für die Rentkammer war es somit wichtig, welche Wissensinhalte Jägerschmid am kameralwissenschaftlichen Lehrstuhl vermitteln würde. Als negativ bewertete die württembergische Rentkammer jedoch die fehlende Lehrerfahrung Jägerschmids. Ein Professor der Philosophie der Universität Gießen namens Friedrich Ludwig Walther kam auch in Frage, da dessen „mit vielen Beyfall aufgenommenes Hauptwerck – Versuch eines Systems der Cameralwissenschaften, und sein seit 9 Jahren erprobte Lehrer-Erfahrung“ ihn auszeichneten,[312] allerdings war die Rentkammer auch darüber informiert, dass seine Vorträge nicht besonders fesselnd waren. Aus den Argumenten für und gegen die jeweiligen Bewerber lässt sich ableiten, dass die württembergische Rentkammer in erster Linie daran interessiert war, einen Bewerber zu finden, der die bestmögliche Bereitstellung nützlicher Absolventen gewährleisten konnte. Dies realisierte die Rentkammer dadurch, dass praktisch-erfahrungsbezogene Kenntnisse der Bewerber in der Funktion als Kameralbeamte oder als Verwalter eines landwirtschaftlichen Guts ebenso ein legitimes Kriterium für die Lehrstuhlbesetzung darstellten wie praktische Lehrerfahrung, die eine erfolgreiche Wissensvermittlung an die Studierenden versprach. Dagegen wurden theoretisch-reflexive Wissensbestände nur dann von der Rentkammer als positiv bewertet, wenn sie sich schon in der praktischen Lehrtätigkeit des Bewerbers bewährt hatten.

Nachdem der kameralwissenschaftliche Lehrstuhl eingerichtet und durch Fulda besetzt worden war, widmete sich der württembergische Verwaltungsapparat der Planung eines forstwissenschaftlichen Lehrstuhls. Die konkreten Überlegungen der württembergischen Rentkammer, neben dem kameralwissenschaftlichen Lehrstuhl auch einen forstwissenschaftlichen Lehrstuhl

[311] Ebd. Zu Jägerschmid vgl. auch Kapitel 3.1 dieser Arbeit.
[312] Ebd. Das genannte Lehrbuch erschien als: Friedrich Ludwig Walther: Versuch eines Systems der Cameral-Wissenschaften, 5 Bände. Gießen 1793-1798.

zu errichten, obwohl die Forstwirtschaft noch allgemein als Teil des kameralistischen Wissensfeldes angesehen wurde, lässt sich als Reaktion auf die Wahrnehmung erklären, dass im württembergischen Forstwesen ein besonderer Bedarf an studierten Fachkräften bestand. Dass dieser Bedarf an studierten Fachkräften im Forstdienst kein rein württembergisches Phänomen war, zeigt schon der Blick in den übrigen Südwesten: Am Ende des 18. Jahrhunderts begannen die ersten Schritte zur Institutionalisierung der Forstwissenschaft als Disziplin, so zum Beispiel in Gernsbach in Baden, wo 1795 der markgräflich badische Oberforstmeister Friedrich Heinrich Georg Freiherr von Drais eine Lehrschule für Förster gegründet hatte.[313] Diese Schule sollte zwar kein Wissen für leitende Forstbeamte bereitstellen, sondern Jäger und Förster praktisch ausbilden, aber Drais empfahl seinen Schülern zu Beginn des 19. Jahrhunderts die forstwissenschaftlichen Vorlesungen an der Staatswirtschaftlichen Sektion in Heidelberg als wissenschaftliche Ergänzung zur praktischen Wissensvermittlung, was belegt, dass der Unterschied im Ausbildungsgang zwischen niederen Forstdienstern und höheren Forstdienern schon teilweise etabliert war.[314] Der Forstwissenschaftler Markus Matthias Neuhaus hat in seiner Arbeit zur Institutionalisierung der Forstwissenschaft im 19. Jahrhundert in Baden und in Württemberg darüber hinaus gezeigt, dass es auch an der Staatswirtschaftlichen Sektion der Universität Heidelberg, die im nächsten Kapitel dieser Arbeit Untersuchungsgegenstand sein wird, den Versuch gab, die Forstwissenschaft als separate Disziplin für höhere Forstdiener zu etablieren: Der bereits erwähnte Christoph Wilhelm Jakob Gatterer versuchte im Jahr 1804, einen forstwissenschaftlichen Lehrstuhl zu etablieren, der Versuch scheiterte aber ebenso wie ein zweiter Anlauf 1809.[315] Gatters Scheitern zeigt, dass die

[313] Vgl. Neuhaus, Markus Matthias: Forstliche Wissenschaftsgeschichte des langen 19. Jahrhunderts – Institutionalisierung forstlicher Ausbildung in Baden und Württemberg. Diss. Universität Freiburg im Breisgau 2014 (online-Ressource), S. 34. Neuhaus betont, dass an dieser Schule einfache Förster ausgebildet wurden (S. 35). Die Ausnahmen (wie Karl Friedrich Viktor Jägerschmid und der berühmte badische Forstmeister und Erfinder des Fahrrads Karl Friedrich Freiherr Drais von Sauerbronn) hatten über diese Forstschule hinaus an der Hohen-Karlsschule beziehungsweise an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule studiert. Das Lehrinstitut zog 1799 nach Pforzheim, 1803 nach Schwetzingen und 1807 nach Freiburg.

[314] Vgl. ebd., S. 40.

[315] Vgl. ebd., S. 61-77.

Spezialisierung und die separate Institutionalisierung der einzelnen kameralistischen Wissensfelder nicht einfach strukturell determiniert waren, sondern von Akteursentscheidungen abhingen, was darauf hindeutet, dass man Institutionalisierungsprozesse nicht als strukturell bedingte Entwicklungen ansehen sollte. Die Ausdifferenzierung des kameralistischen Wissensfeldes war keine notwendige Entwicklung, sondern resultierte aus den Wahrnehmungsstrukturen und Handlungsspielräumen der beteiligten Akteure, die solche Prozesse für notwendig hielten.

Die württembergische Rentkammer, die einen solchen forstwissenschaftlichen Lehrstuhl bereits 1798, also noch im ausgehenden Ancien Régime einrichtete, sah einen solchen Lehrstuhl deswegen als notwendig an, weil sie speziell im forstwirtschaftlichen Sektor eine Krisensituation konstatierte. Die Planung eines separaten forstwissenschaftlichen Lehrstuhls war also eine Reaktion des württembergischen Verwaltungsapparats auf diese Krisenwahrnehmung. Konkret konstatierte er einen Mangel an der Ressource Holz, eine Angst, die im ausgehenden Ancien Régime recht verbreitet war und die der Historiker Joachim Radkau, wie bereits erwähnt, als eine wahrgenommene Krise bezeichnet, die aus indirekten Effekten wie Preissteigerungen, die vor allem aus einer erhöhten Nachfrage resultierten, abgeleitet wurde.[316] Dass der Holzmangel somit nicht nur eine von den realen Bedingungen völlig losgelöste Furcht war, sondern sich aus der Sicht der Akteure auch in bestimmten Phänomenen widerspiegelte, belegt die folgende Beschreibung der württembergischen Verhältnisse durch die Rentkammer, mit der sie begründet, dass ein forstwissenschaftlicher Lehrstuhl notwendig sei:

> Neben dem, daß bereits viele Gewerbe gelitten haben, neben dem, daß alle Producte, zu deren Gewinnung und Verarbeitung Holz erforderlich ist, im Preise sehr stark gestiegen sind […] und der Industrie manche Schranken gesezt werden, uns der Gedanke äusserst beunruhigen, daß, während der Holzertrag immer mehr abnimmt, die Bevölkerung alljährlich steigt, das Bauen an sich erweitert, der Feuerstätte immer mehr werden und der Luxus mit der wachsenden Cultur gleichen Schritt hält.[317]

[316] Vgl. Radkau, Holz, S.152f.
[317] HStAS A 280 8e: Gutachten der württembergischen Rentkammer vom 13. Februar 1798.

Die Argumentation der Rentkammer zeigt, dass diese nicht nur von einer Krise im forstwirtschaftlichen Sektor überzeugt war, sondern auch das wirtschaftliche Wachstum in ganz Württemberg durch den Holzmangel als gefährdet ansah, da sowohl die Industrie wie auch die Bevölkerung einen erhöhten Holzbedarf hätten. Den konstatierten Holzmangel leitete die württembergische Rentkammer aus dem ökonomischen Effekt des Preisanstiegs ab, was die Erkenntnisse von Radkau anhand eines konkreten Fallbeispiels bestätigt. Eine zunehmende Holzknappheit sei darüber hinaus deshalb zu vermuten, weil das kontinuierliche Bevölkerungswachstum die Holznachfrage ebenfalls erhöhen werde. Die württembergische Rentkammer leitete also explizit den Holzmangel aus indirekten Effekten wie Preisanstiegen ab. Diese Ableitung einer wirtschaftlichen Krisensituation aus den beobachteten ökonomischen Effekten machte es nun aus der Sicht der Rentkammer notwendig, nach Möglichkeiten zu suchen, um sich dieser Entwicklung entgegenzustellen. Sie identifizierte die Ausbildung ihrer Forstbeamten als Ursache der von ihr wahrgenommenen Krise im forstwirtschaftlichen Sektor: „Wenn die Vollkommenheit der Waldwirthschaft auf einer naturgemäßen Einrichtung beruht, und es den Vorstehern an Naturkundwissen fehlt, wenn die Bestimmung des nachhaltigen Ertrags nur durch mathematische Prüfungen erhalten werden kann und den Forstmännern das Studium der Mathematik fremd ist pp so liegt ein Gebrechen in der Wald-Administration zutage“.[318] Die württembergische Rentkammer führte den Holzmangel also auf fachlich unzureichend ausgebildete Forstbeamte zurück und formulierte damit gleichzeitig einen Bedarf an studierten Fachkräften. Da die vorhandenen Forstbeamten nicht über hinreichende naturkundliche und mathematische Kenntnisse verfügen würden, könnten sie weder die lokalen natürlichen Bedingungen für die Holzwirtschaft bestimmen, noch könnten sie zuverlässige und nachhaltige Ertragsprognosen aufstellen. Damit formulierte die Rentkammer zugleich einen Bedarf, der durch ein für diesen Zweck konzipiertes Studium gedeckt werden sollte. Dadurch, dass die württembergische Rentkammer

[318] Ebd.

diesen Bedarf des Verwaltungsapparats an forstwirtschaftlichen Absolventen formulierte, legitimierte sie gleichzeitig die Absolventen des forstwissenschaftlichen Studiums. Dass die Konzeption dieses forstwirtschaftlichen Lehrstuhls dabei aber noch eng mit dem Entwurf des kameralwissenschaftlichen Lehrstuhls verzahnt war, zeigt der weitere Verlauf des Gutachtens, in dem die württembergische Rentkammer zwischen dem niederen und dem höheren Forstwesen unterschied und für die „höhere Classe der Forstcandidaten" folgenden Studienverlauf konzipierte:

> Unter Voraussezung, daß diese Candidaten einen vollständigen philosophischen Cursum absolviert haben, wäre solchen folgender Unterricht zu ertheilen. 1. In der reinen und angewandten Mathematik a. die Planimetrie b. die Stereometrie c. die ebene Trigonometrie d. die Anfangsgründe der Algebra e. die practische Geometrie nebst dem Planzeichnen f. Land- und Wasserbaukunst 2. In der Naturkunde a. die Naturgeschichte b. die Naturlehre 3. In den Cammeralischen Wissenschaften a. Encyclopädie aller cammeralischen Wissenschaften b. Landwirthschaft c. Rechnungswesen. Nach vollendetem Cursu dieser Wissenschaften würden alsdem 4. Mit den Vorlesungen über die Forstwissenschaft der Anfang gemacht werden können, und zwar in folgender Ordnung: a. die Forstwirthschaft b. die Forsttechnologie, c. die Forstpolicey d. das Forstrecht e. die praktischen Ausarbeitungen, Aufsätze, Berichte in Forstsachen. Dafür seien drei Jahre zu veranschlagen.[319]

Die württembergische Rentkammer emanzipierte das forstwissenschaftliche Studium durch diesen Studienverlauf am Lehrstuhl als gleichwertig neben dem Lehrstuhl für Kameralwissenschaften. Vergleicht man diesen Studienverlauf mit den Studienverläufen der Kameral-Hohen-Schule, zeigt sich, dass die Strukturierung der kameralistischen Wissensfelder zu einem systematischen Studium auch in diesem Plan enthalten ist, indem dem forstwissenschaftlichen Studienverlauf ein Grundstudium vorgeschaltet ist, das mathematisch-naturwissenschaftliche Kenntnisse vollständig in Hinblick auf spätere Nutzbarmachung der Absolventen vermitteln sollte. Für die zukünftigen Forstwirte ist in diesem Plan beispielsweise mathematischer Unterricht vorgesehen, um sicherzustellen, dass die studierten Forstwirte die Waldflächen, die sie

[319] Ebd. Vgl. diesen Plan auch mit den Plänen zur Errichtung eines forstwissenschaftlichen Lehrstuhls an der Staatswirtschaftlichen Sektion, siehe Neuhaus, die Institutionalisierung der Forstwissenschaft, S. 77.

verwalteten, exakt vermessen konnten, weswegen die angewandte Mathematik von den Gutachtern auch im Rahmen des Studiums ausdifferenziert wurde. Der naturkundliche Teil des Studiums sollte beispielsweise nützliche Kenntnisse in enzyklopädischer Form über die Baumarten vermitteln. Außerdem sollten den studierten Forstwirten auch Kenntnisse der benachbarten kameralistischen Wissensfeldern mitgegeben werden, was noch einmal belegt, dass die Ausdifferenzierung und Spezialisierung der Forstwissenschaften zu diesem Zeitpunkt in Württemberg noch nicht komplett vollzogen war, denn sie wurde von der Rentkammer den anderen Teilbereichen der Kameralwissenschaften zur Seite gestellt. Gerade dadurch, dass am Ende Forstwirtschaft, Forsttechnologie, Forstpolizey und Forstrecht im Studium vermittelt werden sollten, stellte die württembergische Rentkammer sicher, dass die zukünftigen Forstbeamten auch wirklich über alle die Wissensbestände verfügten, die sie als höhere Forstbeamte potentiell anwenden können sollten. Die Rentkammer forderte außerdem noch, dass dieses Studium für spätere württembergische Forstbeamte verpflichtend gemacht werden sollte, was dafür spricht, dass sie überzeugt war, nur ein solcher Lehrstuhl könne die Krise des forstwirtschaftlichen Sektors lösen.

Die württembergische Studienkommission folgte den Plänen der Rentkammer zur Einrichtung eines Lehrstuhls der Forstwissenschaften in Tübingen, bat aber um ein weiteres Gutachten der Rentkammer, das die Ausgestaltung der forstwissenschaftlichen Lehre klären sollte.[320] Das fertige Gutachten vom 1. Oktober 1798 befasste sich vor allem mit der Frage, ob das niedere Forstwesen künftig vom höheren Forstwesen getrennt in Stuttgart unterrichtet werden solle. Bei der Einrichtung des höheren Forstwesens in Tübingen wollte man zunächst die Forstwissenschaften zusammen mit den Kameralwissenschaften an einem Lehrstuhl unterrichten lassen. Dabei sah man aber das Problem, dass „die Verbindung des forstwissenschaftlichen Unterrichts mit dem Kameral-Unterricht in Tübingen für das Bedürfnis derer, welche zu höheren Forststellen sich qualifiziren wollen, nicht ganz hinlänglich sey, weil der einzige Lehrer der Kameralwissenschaften in Tübingen [Fulda] jährlich höchstens ½

[320] Ebd.: Errichtung eines Lehrstuhls für Forstwissenschaft. Gutachten der württembergischen Rentkammer vom 1. Oktober 1798.

Jahr der Forstwissenschaft widmen könne, welcher Zeitraum kaum für die Theorie, zu einer practischen Anleitung aber ganz nicht hinlänglich wäre“.[321] Hier argumentierte die Rentkammer damit, dass die direkte Verbindung des kameralwissenschaftlichen und des forstwissenschaftlichen Unterrichts grundsätzlich sinnvoll, in der konkreten Ausgestaltung in Tübingen aber problematisch sei, da Fulda hauptsächlich kameralwissenschaftliche Vorlesungen halten wolle und „dem Vernehmen nach in der Forstwissenschaft noch fremd“ sei, sodass er, wenn er „sich in dieses Fach erst hinein arbeiten müsste, es ihm an der Erweiterung seiner Kenntnisse in den übrigen Theilen der Kameralwissenschaft hinderlich werden könnte“.[322] Die württembergische Rentkammer bestand also darauf, dass ein forstwissenschaftlicher Lehrer auch speziell forstwissenschaftliche Expertise besitzen müsse, die bei Fulda, auch nach dessen eigenen Angaben, nicht gegeben sei. Das zeigt, wie groß der Bedarf nach studierten Forstwirten aus der Sicht des württembergischen Verwaltungsapparats war und dass man den kameralwissenschaftlichen Unterricht in diesem Punkt nicht als Ersatz ansah. Ein Unterricht unter solchen Bedingungen „könnte höchstens den Nuzen haben, daß junge Juristen oder Schreiber, welche einmal Rats- oder verrechnende Beamte und nicht eigentlich Forstoffizienten werden wollen, in Hinsicht auf die künftige Aufsicht über Cammer- oder herrschaftliche Waldungen sich die rechten Begriffe von der Forstwissenschaft“ aneignen.[323] Dadurch, dass die württembergische Rentkammer eine Krise in einem ganz bestimmten Wirtschaftssektor lokalisierte, sah sie es als notwendig an, darauf mit spezialisierten Studienabsolventen zu reagieren. Studierte Kameralisten mit forstwissenschaftlichen Kenntnissen, die in der Kurpfalz als ausreichend betrachtet wurden, waren aus der Sicht der Rentkammer nicht ausreichend qualifiziert dafür, ein leitendes Forstamt zu übernehmen. Das ganze Studium musste auf den späteren Forstdienst ausgerichtet sein. Der württembergische Verwaltungsapparat reagierte auf einen konstatierten Bedarf an spezialisierten Absolventen mit einem zugeschnittenen forstwissenschaftlichen Studienangebot. Die Wahl auf Tübingen als Standort für

[321] Ebd.
[322] Ebd.
[323] Ebd.

den forstwissenschaftlichen Lehrstuhl fiel auch deshalb, weil „die übrigen schon vorhanden Lehrer für alle dem Forstmann dienlichen Hülfswissenschaften z. B. Mathematik, Naturgeschichte, Physik, württembergisches Forstrecht pp benützt werden können“.[324] Die Gegebenheiten der Universität Tübingen wurden von der württembergischen Rentkammer also ebenfalls bei der Entscheidungsfindung berücksichtigt, weil sie für das forstwissenschaftliche Studium nutzbar gemacht werden konnten und dem Verwaltungsapparat dabei halfen, den konstatierten Bedarf an studierten Forstwirten personell sicherzustellen. Bei der Entscheidung zur Besetzung des Lehrstuhls fiel die Wahl im Endeffekt auf den Forstgeometer Julius Nördlinger „in Rücksicht auf die ausgezeichneten Talente und Kenntnisse desselben, theils im forstwissenschaftlichen Fache, theils auch in mehreren anderen damit zusammengehörenden Theilen der Kameralwissenschaften“.[325] Den potentiellen Anforderungen an die Absolventen in ihren späteren forstamtlichen Tätigkeiten entsprachen die Kenntnisse, durch die Nördlinger sich auszeichnete und die er an die Studierenden zu vermitteln versprach. Besonders seine Arbeit „Über Eisenhüttenwesen und Köhlerey“ weise nach, dass dieser „sowohl die Forstwissenschaft nach ihrem ganzen Umfang als auch einige andere Theile muthiger practischer Kameral-Kenntnisse“ besitze.[326] Offenbar war es aus der Sicht der württembergischen Rentkammer ein besonderer Vorteil von Nördlinger, dass dieser zusätzlich zu den forstwissenschaftlichen Kenntnissen noch Kenntnisse im gewerblichen Wirtschaftszweig durch seine Arbeit über das Hüttenwesen und die Köhlerei vermitteln konnte, was zeigt, dass die württembergische Rentkammer auch andere Wirtschaftssektoren im Auge behielt und es für sinnvoll erachtete, den forstwissenschaftlichen Absolventen auch dieses für nützlich erachtete Wissen zu vermitteln.

Auch in Württemberg schlug sich die Überzeugung, dass ein effizienter, moderner und wachstumsorientierter Staat Einrichtungen zur Hervorbringung administrativer Akteure bräuchte, die über solche Wissensbestände verfügten, in Form von speziellen Ausbildungsorten für kameralistisches Wissen nieder. Die

[324] Ebd.
[325] Ebd.: Reskript der württembergischen Rentkammer vom 6. August 1805.
[326] Ebd.

analysierten Legitimierungsstrategien rund um die Fakultät für Ökonomie und Camerale und später rund um die kameral- und forstwissenschaftlichen Lehrstühle belegen, dass auch in Württemberg diejenigen Studienabsolventen, die Träger kameralistischer Wissensbestände waren, als potentielle Träger von Reformwissen angesehen wurden. In Württemberg wurde, im Gegensatz zur Kurpfalz, der Bedarf an studierten Staatswirten aber von dem Verwaltungsapparat selbst formuliert. Die studierten Kameralisten und Forstleute waren nicht wie die studierten Staatswirte in der Kurpfalz von den Lehrern konzipiert worden, die ihr Angebot an den Verwaltungsapparat herantrugen, sondern wurden direkt als Bedarfstypus von der Verwaltung selbst konzipiert. Angesichts dessen, dass die Lehrstühle für Kameral- und für Forstwissenschaften den ersten Schritt der Gründung der ältesten, heute noch bestehenden staats- und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Tübingen darstellen, stellt sich somit die Frage, ob der Bedarf des württembergischen Verwaltungsapparats an diesen studierten Kameralisten und Forstwissenschaftlern der Universität Tübingen auch nach dem Ende des Ancien Régime weiterhin vorhanden war. Zumindest deuten beispielsweise die Theorien des bekanntesten Lehrers aus der Gründungszeit der Fakultät, Friedrich List, auf eine solche Kontinuität hin, denn in dessen Schriften spielen staatliche Akteure bei der Implementierung wirtschaftspolitischer Maßnahmen immer eine sehr starke Rolle.[327] Gerade die völlige Umstrukturierung des zentralen württembergischen Verwaltungsapparats 1806 mit der Einrichtung eines Staatsministeriums, das in Fachministerien, untergliedert war, sowie die völlige Neubildung der württembergischen Oberämter, die wirtschaftspolitisch verwaltet werden mussten, hätten den württembergischen ökonomischen Absolventen viele Handlungsspielräume eröffnet.[328] Leider sind die Verwaltungspraktiken der kameral- und forstwissenschaftlichen Absolventen der Universität Tübingen ein Forschungsdesiderat, dem sich die vorliegende Arbeit nicht widmen konnte. Es gab allerdings eine Diskrepanz zwischen dem Ziel des

[327] Vgl. Schafmeister, Klaus: Entstehung und Entwicklung des Systems der Politischen Ökonomie bei Friedrich List. Eine Rekonstruktionsanalyse seiner Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklung in Württemberg 1806-1823 und Pennsylvania 1806-1835. St. Katharinen 1995, S. 400.

[328] Vgl. Mann, Bernhard: Kleine Geschichte des Königreiches Württemberg 1806-1918. Karlsruhe 2012², S. 95.

württembergischen Verwaltungsapparats, studierte Kameralisten in das eigene System zu integrieren, und der tatsächlichen Integration dieser Absolventen, was eng damit zusammenhängt, wie die württembergischen ökonomischen Absolventen konstruiert und legitimiert wurden. Gerade weil die württembergische Verwaltung eigenständig den Bedarf an praktisch nutzbaren Absolventen konstruierte und die Akteure der Fakultät für Ökonomie und Kamerale beziehungsweise an den kameral- und forstwissenschaftlichen Lehrstühlen auf diesen Bedarf exakt zu reagieren versuchten, indem sie ihre Studierenden als Praktiker konzipierten, war der württembergische studierte Kameralist in seinen Handlungsfeldern limitiert. Da er als bloßer Schreib- und Rechenpraktiker für fest definierte Kameralämter konzipiert worden war, lag es nicht nahe, ihm Amtspositionen zu übertragen, in denen er wirtschaftspolitische Entscheidungen treffen konnte. Die Wissenskultur der württembergischen studierten Kameralisten hatte den Vorteil, dass dessen Lehrer nicht den publizistischen Diskurs suchen mussten, um ihre Absolventen zu legitimieren, denn die Akzeptanz des Verwaltungsapparats war schon gegeben. Dafür fehlte der württembergischen Ausprägung der Wissenskultur der ökonomischen Absolventen aber das abstrakte Versprechen auf Reformen und wirtschaftliches Wachstum, das der kurpfälzische Staatswirt dadurch, dass er als idealer Verwaltungsakteur kommuniziert worden war, glaubhaft vertrat.

2.4 Der gescheiterte badische Staatswirt: Weder Theoretiker noch Praktiker

Als die Kurpfalz 1802 aufgelöst wurde und die ehemals kurpfälzischen rechtsrheinischen Oberämter und Hauptstädte an Baden fielen, gelangte auch die Universität Heidelberg in badischen Besitz. Anlässlich dieses Wechsels wurde auch das Verhältnis zwischen ihr und der Staatswirtschafts-Hohen-Schule neu geregelt, indem diese in die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg integriert

wurde. Die nun als Staatswirtschaftliche Sektion bezeichnete Einrichtung war zwar durch personelle Kontinuität charakterisiert (Succow, Semer und Gatterer blieben weiterhin Lehrer), aber strukturell wurde sie neu aufgestellt: Das sogenannte 13. Organisationsedikt vom 13. Mai 1803[329] erklärte sie zu einer eigenständigen Sektion, die aber Teil der Philosophischen Fakultät der Universität Heidelberg war und somit keine separate Fakultät bildete. An der Universität Heidelberg wurden weiterhin studierte Staatswirte ausgebildet, aber mit dem Verwaltungsapparat des Kurfürstentums (ab 1803) beziehungsweise des Großherzogtums Baden (ab 1806) gab es nun einen anderen Adressaten, an den sich das Angebot an studierten Staatswirten richtete. Der Übergang der Universität Heidelberg an Baden im Jahr 1803 bedeutete den Wechsel zu einem staatsfinanzierten Schul- und Erziehungswesen im Gegensatz zur eher korporativistisch ausgerichteten Universität im späten Ancien Régime.[330] 1809 erfolgte darüber hinaus, veranlasst durch den badischen Staats- und Kabinettsminister Sigismund von Reitzenstein, eine Verwaltungsreform, die eine gleichförmige Verwaltungstätigkeit zwischen Fachministerien, Kreisdirektorien und Bezirksämtern anstrebte und zum Ziel hatte, Kompetenzen hin zu den Kreisämtern auszulagern.[331] Das alles spricht dafür, dass die studierten Staatswirte der Universität Heidelberg für den großherzoglichen Verwaltungsapparat von Interesse waren. Dadurch, dass die Staatswirtschaftliche Sektion mit der Universität Heidelberg, speziell mit der Philosophischen Fakultät, institutionell nun noch enger verwoben war, blieb die Konfliktsituation, die vorher schon vorhanden war, jedoch weiter bestehen. Die Staatswirtschaftliche Sektion wurde am 13. Mai 1822 aufgelöst und deren Lehrer in die Philosophische Fakultät der Universität Heidelberg integriert, was eher dafür spricht, dass das Modell des studierten Staatswirtes, das noch in der Kurpfalz entstanden war, scheiterte. Zwar blieben die Lehrer der Staatswirtschaft, beziehungsweise ab 1841 der „Staats- und Kameralwissenschaften“ erhalten und mit dem ab 1822 in Heidelberg lehrenden

[329] Vgl. zu diesem Organisationsedikt Wolgast, Eike: Die Universität Heidelberg 1386-1986. Berlin, Heidelberg und New York 1986, S. 88.

[330] Vgl. Cser, Andreas: Zur Eingliederung pfälzischer Landesteile in Baden, in: Reese, Armin (Hg.): Eigenständigkeit und Integration. Das Beispiel Rhein-Neckar-Raum, S. 205-253. Villingen-Schwenningen 1987, S. 225.

[331] Vgl. Krosigk, Rüdiger von: Bürger in die Verwaltung! Bürokratiekritik und Bürgerbeteiligung in Baden. Zur Geschichte moderner Staatlichkeit im Deutschland des 19. Jahrhunderts. Bielefeld 2010, S. 24 und S. 26.

Karl Heinrich Rau auch mit einem Lehrer bestückt, der als derjenige gilt, dem in seinem wissenschaftlichen Werk der Übergang von der älteren Kameralistik zur modernen Volkswirtschaftslehre gelang,[332] aber das ändert nichts daran, dass die Lehrer der Sektion den studierten Staatswirt offenbar nicht mehr legitimieren konnten. Wilhelm Stieda führt dieses Scheitern der Staatswirtschaftlichen Sektion in seiner Institutionalisierungsgeschichte der Nationalökonomie auf die unklare Stellung der Sektion zurück, die sie in eine Verteidigungsposition brachte.[333] Stiedas Interpretation läuft also darauf hinaus, dass die Staatswirtschaft in Heidelberg sich eigentlich hätte erfolgreich institutionalisieren müssen, die uneinsichtige Universität Heidelberg diesem Prozess jedoch massiv behinderte. Fokussiert man jedoch das eigentliche ‚Produkt' der Sektion im Aushandlungsprozess zwischen den Sektionsmitgliedern und anderen universitären Akteuren, dann wird deutlich, dass die angeblich sabotierten Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion viel eher strategische Fehler in Bezug auf die Aushandlung ihrer Absolventen begingen.

In den Aktenbeständen der Staatswirtschaftlichen Sektion finden sich in jedem Fall Hinweise darauf, dass es von Seiten des Großherzogtums Baden Interesse an den staatswirtschaftlichen Wissensbeständen und an den Studienabsolventen der Sektion gab. Im Jahr 1808, als das badische Polizeydepartement den Professoren der Universität Heidelberg vorschlug, Preisfragen für die Studierenden einzureichen, für deren Beantwortung der badische Staat Medaillen vergeben wollte, betonte das Polizeydepartement in Hinblick auf die Staatswirtschaftliche Sektion: „Man wünsche, daß sich von den Studierenden viele diesen als noch zu sehr verabsäumten Fächern widmen, und somit dem Staate die willkommene Auswahl würdiger Arbeiter für den Staatswohlstand darbieten mögen".[334] Der badische Verwaltungsapparat formulierte also anlässlich der Vergabe von Preismedaillen seine Überzeugung, dass die studierten Staatswirte der Sektion Garanten des wirtschaftlichen

[332] Vgl. Hentschel, Volker: Die Wirtschaftswissenschaften als akademische Disziplin an der Universität Heidelberg 1822-1924, in: Waszek (Hg.), Die Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 192-232, S. 196.
[333] Vgl. Stieda, Die Nationalökonomie als Universitätswissenschaft, S. 132.
[334] UAH H-VI-190/1: Geheimratsprotokoll vom 15. März 1808.

Wachstums seien. Dieser Befund würde dafür sprechen, dass die Legitimierungsstrategien der Lehrer der Staatswirtschaft in Heidelberg auch über das Ende des Ancien Régime hinaus erfolgreich sein konnten. Bei der Betrachtung der Preisfragen, die die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion formulierten, fällt allerdings auf, dass diese sehr stark an die theoretisch-reflexiven Wissensbeständen der Staatswirtschaft angelehnt sind. Als die Sektionsmitglieder im Jahr 1811 selbst Preisfragen vorschlagen durften, fiel Heinrich Eschenmayer[335] beispielsweise die folgende Frage ein: „Wie wirken Arbeit und Kapital auf den Nationalwohlstand und Nationalreichthum“, während Gatterer vorschlug, einem „astronomischen Kalender des Pflanzenwachstums“, eine „theoretisch-practische Beschreibung irgend einer Fabrik aus der hiesigen Gegend“ oder eine Antwort auf die Frage „ist es den Feldfrüchten zuträglich, nützlich, oder schädlich, die öffentlichen Strassen und Weege mit Bäumen zu bepflanzen“ erstellen zu lassen.[336] Während Eschenmayers Frage völlig auf theoretisch-reflexives, im Studium vermitteltes staatswirtschaftliches Wissen abzielte, waren Gatterers Fragen zumindest grundsätzlich dafür geeignet, dem badischen Verwaltungsapparat zu zeigen, dass diejenigen, die die Preisfragen beantworteten, für den Staat nützlich sein konnten. Die von Gatterer gestellten Fragen belegen, dass dieser als Fragesteller darauf achtete, das praxisorientierte Profil der Absolventen der Sektion zu berückscihtigen, während die anderen Lehrer diese Perspektive vernachlässigten. Dieser Befund deckt sich mit einer ähnlichen Ausgangslage im Jahr 1813, als das badische Innenministerium die Staatswirtschaftliche Sektion darum bat, ihr Fragen für das sogenannte Kuhnsche Stipendium für Studierende vorzulegen. Friedrich Seeger[337] schlug als Fragen vor:

[335] Vgl. Drüll, Gelehrtenlexikon 1803 – 1932, S. 65: Philipp Christoph Heinrich Eschenmayer hatte sich 1785/86 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert und war seit 1811 ordentlicher Professor der Staatswirtschaftlichen Sektion. Er publizierte unter anderem eine „Anleitung zu einer systematischen Einrichtung des Staats-Rechnungswesens und zur Kenntnis der dahin einschlagenden Rechte“ (2 Bde. Heidelberg 1807), „Über die Consumptionssteuer (Heidelberg 1813) und „Über das formelle Prinzip der Staatswirtschaft als Wissenschaft und Lehre“ (Heidelberg 1815).

[336] UAH H-VI-190/2: Protokoll der Sektion Eschenmayer 16. November 1811, Gatterer vom 20. November 1811.

[337] Vgl. Drüll, Gelehrtenlexikon 1803 – 1932, S. 252f: David Dionysius Friedrich Josef Seeger war seit 1810 ordentlicher Professor der Staatswirtschaftlichen Sektion und hatte als Sektionslehrer ein „System der Wirtschaftslehre“ (Karlsruhe 1807), einen „Entwurf der Staatswissenschaft (Heidelberg 1810) und einen „Versuch über das vorzüglichste Abgabensystem (Heidelberg 1811) publiziert.

„Welche wissenschaftlichen Theile begreift man gewärtig unter dem Ausdruck Kameralwissenschaften? Aus welchen Gründen seiend sie so zusammengestellt worden, wie es gewöhnlich von den bisherigen Schriftstellern geschehen? Und wie verhielt es sich mit jenen Wissenschaften in ihrer Beziehung auf die Oekonomie und Politik?“, während Gatterer die folgenden Fragen vorschlug: „Welches ist die zweckmäßigste, im Allgemeinen anwendbarste Methode, sumpfigste Ländereyen auszutrocknen? Und wozu sind nachgehends dergleichen trocken gelegte Ländereyen am wirthschaftlichsten zu brauchen“.[338] Auch hier zeigt sich, dass diejenigen Lehrer, die an der Staatswirtschaftlichen Sektion die theoretisch-reflexive Prägung der Staatswirtschaft vorantrieben, in ihren Preisfragen nicht darauf achteten, dass die Studierenden durch deren Beantwortung ihre spätere potentielle Nützlichkeit unter Beweis stellen konnten. Dagegen achtete Gatterer, der ja schon an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule Lehrer gewesen war, bei der Formulierung seiner Fragen darauf, dass die angehenden Staatswirte diese Nützlichkeit inszenieren konnten. Dieser Befund deckt sich auch mit späteren Preisfragen, die die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion im Jahr 1818 formulierten.[339] Hier zeigt sich bereits, dass die Sektionsmitglieder ein wesentliches Merkmal der kurpfälzischen Staatswirte völlig aus den Augen verloren: Die praktische Nützlichkeit ihres Wissens.

In den Protokollen der Staatswirtschaftlichen Sektion sind darüber hinaus auch Konflikte zwischen den Sektionsmitgliedern und der Philosophischen Fakultät überliefert, die belegen, dass die Professoren der Staatswirtschaftlichen Sektion es als Legitimationsbedrohung ansahen, wenn sich Lehrer, die nicht der Sektion angehörten, mit staatswirtschaftlichen Wissensfeldern beschäftigten, so zum Beispiel für das Wintersemester 1806/07, als ein Privatdozent der Philosophischen Fakultät namens Zimmermann eine Vorlesung „über das Kameralistische Studium“ ankündigte, was vor allem Seeger verhindern wollte.[340] Der Engere Senat der

[338] UAH H-VI-190/3: Protokoll der Sektion, Seeger 27. August 1813, Gatterer 27.August 1813.
[339] Vgl. UAH H-VI- 190/4: Notiz von Sponeck vom 7. November 1818 und von Gatterer vom 8. November 1818.
[340] UAH H-VI-190/1: Protokoll der Staatswirtschaftlichen Sektion, Bemerkung Seeger vom 11. Mai 1806. Vgl. in Bezug. Vgl. auch Stieda, Die Nationalökonomie als Universitätswissenschaft, S. 132f.

Universität Heidelberg[341] riet zwar davon ab, ein Unterbinden der Vorlesung anzustreben, aber die Sektionsmitglieder bestanden auf ihrem exklusiven Recht, staatswirtschaftliche Vorlesungen halten zu dürfen. Diese Feststellung wird durch einen weiteren derartigen Vorfall bestätigt. Als im Sommersemester 1812 die Sektionsmitglieder feststellen mussten, dass im Vorlesungsverzeichnis der Philosophischen Fakultät unter anderem die „Staatswissenschaft, als Einleitung zum gesammten juridischen und politischen Studium“ angeboten wurde, reagierten die Sektionsmitglieder wieder empört.[342] Es sei nicht angemessen, so die Lehrer der Sektion, dass ein Lehrer der Philosophischen Fakultät eine staatswissenschaftliche Vorlesung halte, „weil die Philosophie eine allgemeine Bildungskenntnis ist, der Zweck staatswissenschaftlicher Kenntnis aber auf die besondere Bildung für ein einzelnes und eigenthümliches Fach im Leben, und für einen speziellen Stand im Staate angeht, wie der juridische, medizinische, theologische auch“.[343] An dieser Stelle verschleierten die Sektionsmitglieder ihre Intention nicht, auf ihrem Alleinstellungsmerkmal zu bestehen. Sie begründeten ihr Privileg damit, dass auch die übrigen Fakultäten ein solches Vorrecht bei Hervorbringung ihrer Absolventen hätten und die Philosophische Fakultät die ausschließliche Aufgabe habe, Bildung als Selbstzweck zu vermitteln. Die Sektionsmitglieder unterstellten der Philosophischen Fakultät also einen logischen Widerspruch zwischen dem Selbstverständnis ihres Wissenschaftsbereichs und der von einem ihrer Mitglieder geplanten Vermittlung staatswissenschaftlicher und damit praktischer und nützlicher Wissensbestände. Die Lehrer der Sektion argumentieren also nicht damit, dass nur sie durch das Wissen, das sie besaßen und vermittelten, Absolventen mit staatswirtschaftlichem Wissen hervorbringen könnten, sondern nur damit, dass ausschließlich sie den Anspruch haben dürften, solche Absolventen bereitzustellen. Statt darzulegen, warum ihr studierter Staatswirt ein nützlicherer Absolvent als der Student der Philosophie sei, bestanden die Sektionsmitglieder also darauf, ausschließlich die Fachbereiche unterrichten zu dürfen, die sie als ihren Bereich definierten. Allerdings

[341] Die Zusammensetzung des Engeren Senats wechselte, ab 1822 bestand er aus dem Prorektor, dem Ex-Prorektor und den Dekanen der vier Fakultäten.
[342] UAH H-VI-190/2: Protokoll der Staatswirtschaftlichen Sektion vom 23. April 1812.
[343] Ebd.

begründeten sie nicht, warum speziell das an der Sektion vermittelte Wissen für den Staat nützlich sei. Der Engere Senat der Universität Heidelberg reagierte angesichts der Beschwerde der Staatswirtschaftlichen Sektion dann auch nur damit, deren Auflösung anzustreben. Aus der Sicht des Engeren Senats bestand die Trennung sowieso nur deswegen, da „es in Kaiserslautern eine besondere Schule für Landwirthschaft gab, der man nachher aus Scheuung die Existenz ließ“.[344] Mit der Konzeption des studierten Staatswirtes setzte sich der Engere Senat also nicht weiter auseinander. Stattdessen zeigte er sich überzeugt davon, dass die Zahl der Lehrer der Sektion auf maximal drei verringert werden müsse und diese Zahl sei „umso mehr hinreichend, da doch die Lehrlinge in diesem Fach auf Academien nur vorbereitet werden können, und den wichtigsten Theil ihrer Kenntnisse am Ende immer erst durch die Benutzung practischer Anstalten erwerben müssen“.[345] Das Alleinstellungsmerkmal der Staatswirtschaftlichen Sektion, nützliche Absolventen zu produzieren, konterte der Engere Senat also damit, dass wirklich nützliches Wissen nur in der administrativen Praxis selbst erworben werden könne – eine Konzeption, die den studierten Staatswirt vollständig obsolet machte, da sie das ihm durch das Studium zugeschriebene Wissen vollständig in Frage stellte. Dieses Argument nutzte der Engere Senat auch dafür, der Sektion das von ihr geforderte Promotionsrecht abzusprechen und sie damit zu delegitimieren: „Bekanntlich gibt es in Deutschland nur Magister und Doctoren der Philosophie, nicht aber doctores cameralium und dergleichen […] So ehrwürdig auch practische Fächer an sich seyn mögen, so kann doch ein Titel […] nur denen ertheilt werden, welche in den höheren Wissenschaften gehörig gebildet sind“.[346] Auch hier wurde das Ziel der Sektion, nützliches Wissen zu vermitteln, gegen die Sektion selbst verwendet, da der Engere Senat praktisches Wissen als minderwertig im Vergleich zu theoretischem, und damit promotionswürdigem Wissen darstellte. Für Stieda ist die ablehnende Haltung des Engeren Senats der Beleg dafür, dass die Staatswirtschaftliche Sektion von Anfang an keine Chance hatte.[347] Allerdings lässt diese Betrachtung außen vor, dass die Sektionsmitglieder offenbar nicht darauf

[344] Ebd., Bericht des Engeren Senats der Universität Heidelberg vom 11. Juli 1812.
[345] Ebd.
[346] Ebd.
[347] Vgl. Stieda, Die Nationalökonomie als Universitätswissenschaft, S. 138f.

achteten, die Nützlichkeit ihrer Absolventen argumentativ auszuhandeln, denn sie rechtfertigten ihr Anliegen, kameralistisches Wissen exklusiv vermitteln zu dürfen, nur formal über ihre Rechte und nicht inhaltlich in der Weise, dass sie darlegten, was ihre eigene Wissensvermittlung besonders auszeichne und eine solche Exklusivität rechtfertige. Die Tatsache, dass andere Universitätslehrer Vorlesungen über das kameralistische Studium anbieten wollten, deutet zum einen darauf hin, dass das Wissensfeld auch für Lehrer der Philosophischen Fakultät grundsätzlich von Interesse war. Vermutlich lag es gerade daran, dass den kameralistischen Wissensbeständen zugeschrieben wurde, nützlich zu sein, dass sie auch außerhalb der Sektion als Lehrgegenstand gerne verwendet wurden. Das erklärt, warum sich potentiell auch Studierende der Philosophischen Fakultät für diese Vorlesung interessierten. Dadurch, dass sie solche Vorlesungen besuchten, eröffneten sie sich eine erhöhte Chance, als Absolventen in Verwaltungsämter zu gelangen, weil sie sich das als nützlich geltende staatswirtschaftliche Wissen zuschreiben konnten. Das wiederum hätte für Lehrer der Philosophischen Fakultät, die wie Zimmermann eine kameralistische Vorlesung anbieten wollten, den Vorteil gehabt, dass viele Studierende diese Vorlesung besucht hätten. Aus der Sicht der Sektionsmitglieder schwächte das aber das Alleinstellungsmerkmal ihres Angebotes, nützliche Studienabsolventen bereitzustellen. Dieses Argument nutzten sie aber nicht, sondern versuchten rein formalistisch zu argumentieren, indem sie sich als alleinzuständig für die Vermittlung staatswirtschaftlichen Wissens erklärten. Die Sektionsmitglieder begründeten ihre Forderung mit dem Argument, dass eine fehlende fachspezifische Habilitation notwendigerweise einen Qualitätsverlust in der Lehre bedeuten würde. Auch wenn der Engere Senat offenbar tatsächlich kein Interesse an der Aufrechterhaltung der Staatswirtschaftlichen Sektion an den Tag legte, lag es doch auch an den Sektionsmitgliedern selbst, dass ihre Legitimität schwand. Dadurch, dass sie es versäumten, die praktisch-nützlichen Eigenschaften ihrer Absolventen im Aushandlungsprozess um ihre Legitimität hervorzuheben, schwächten sie ihre eigene Position.

Dass es den Lehrern der Sektion nicht mehr gelang, den studierten Staatswirt als staatsrelevanten Absolventen noch sinnvoll zu definieren, zeigen nicht nur die internen Diskussionen über den Umfang des eigenen Wissensfeldes,[348] sondern auch die konsequent betriebene Verweigerung der Sektionsmitglieder, praktisch-erfahrungsbasierte Wissensbestände in ihrer Lehre zu integrieren, obwohl doch praktisches Wissen immer ihr Alleinstellungsmerkmal gewesen war. Als sich ein Kandidat namens Ludwig Haut der Staatswirtschaftlichen Sektion für das Sommersemester 1813 mit einer Vorlesung über den Ackerbau anbot, reagierten die Sektionsmitglieder zunächst unterschiedlich. Während Gatterer und Carl Friedrich Graf von Sponeck[349] innerhalb der Sektion zunächst keine Einwände gegen Hauts Vorlesungsankündigung hatten, kam für Eschenmayer eine solche Vorlesung und der damit verbundenen Ernennung Hauts zum Privatdozenten überhaupt nicht in Frage, weil diese nur über praktische Erfahrung verfüge: „Und jetzt will dieser Mensch schon über die Theorie Vorlesungen halten; weil er vielleicht einige Wochen in Hochwyl bey Fellenberg und einige Briefe von Herrn Staatsrath Thaer als Antwort erhalten hat!“, was diesen zu nichts qualifiziere, da es nicht angehe, dass „bankrotte Weber, Bleicher und Suppenfabrikanten, die in ihrem Leben nicht studiert haben, Vorlesungen über die Theorie einer Wissenschaft halten zu lassen, in dem, ich wette darauf, Herr Haut nicht weiß, was Theorie eigentlich ist“.[350] Unabhängig davon, ob die

[348] Vgl. die Diskussionen des Jahres 1811, eine eigene Zeitschrift herauszubringen. Statt die Nützlichkeit des eigenen Wissens hervorzuheben, verrannten sich die Sektionsmitglieder in definitorischen Problemen: Seeger schlug vor, die Beiträge in dieser Zeitschrift in die Fachgebiete Ökonomie und Staatswissenschaften zu trennen, was Eschenmayer ablehnte, denn „wir müssten dafür zu viele Mitarbeiter, als: Philosophen, Rechtsgelehrte, besonders gute Politiker, deren Anzahl gering ist, Pädagogen und so weiter nothwendig haben, und dadurch würde der Spielraum zu groß. Wir formieren eine staatswirthschaftliche Section, und müssen in diesem Kreise eingeschränkt bleiben“. Die von Seeger vorgeschlagene Selbstzuschreibung als Spezialisten in der Vermittlung ‚staatswissenschaftlicher‘ Wissensbestände wurde dann nicht realisiert, da neben Eschenmayer auch Semer Bedenken gegen die zu weite Definition äußerte. Vgl. dazu H-VI-190/2: Protokoll der Staatswirtschaftlichen Sektion vom 20. Januar 1811.

[349] Vgl. Drüll, Gelehrtenlexikon, S. 258: Carl Friedrich Christian Wilhelm Graf von Sponeck war Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion für Forstwissenschaften. Er hatte 1779-1781 an der Hohen-Karlsschule studiert, und war Oberforstmeister in Blaubeuren, Altensteig und Neuenburg, bevor er 1808 ordentlicher Professor der Sektion geworden war. Er hatte in seiner Zeit als Lehrer der Sektion die Werke „Über die Anlegung, Einrichtung und den Nutzen der Holzgärten und Holzmagazine in forstlicher und staatswirthschaftlicher Hinsicht“ (Heidelberg 1816) und „Über den Schwarzwald“ [Heidelberg 1817] und „Über die Veräußerung von Staatswaldflächen zu landwirthschaftlichem Gebrauch“ [Heidelberg 1823] publiziert.

[350] UAH H-VI-190/3: Protokoll der Staatswirtschaftlichen Sektion vom 30. Februar 1813.

Gerüchte, die Eschenmayer angeblich über Haut gehört hatte, zutrafen, zeigt sich, dass die Selbstzuschreibung praktischer Kenntnisse eines potentiellen Lehrers aus der Sicht der Sektionsmitglieder gerade kein Qualifikationsmerkmal darstellten: „Herr Haut kann seinen Zuhörern nichts zeigen, als wie man pflügt, egget, erntet und etwa wie man melkt, – und dieses kann jeder bey jedem Bauern in Neuenheim, noch näher als Neuburg, einsehen“.[351] Praktische landwirtschaftliche oder unternehmerische Kenntnisse waren also Merkmale, die Eschenmayer zum Ausgangspunkt dafür nahm, Haut als Vermittler von Wissensbeständen zu disqualifizieren, da diese sich durch ihren praktischen Nutzen für theoretische Ansprüche unbrauchbar machten. Der innere Widerspruch in diesen Bestrebungen der Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion, ihr Fachgebiet einerseits als Universitätswissenschaft als voll anerkannt und legitimiert durchzusetzen, andererseits aber weiterhin für die zukünftigen Staatsbeamten nützliches Wissen bereitzustellen, wird an dieser Stelle offensichtlich. Hier zeigt sich, warum der Typus des studierten Staatswirtes, der im Ancien Régime noch funktionierte, nun scheiterte. Die Sektionsmitglieder lehnten es ab, praktisch-erfahrungsbasiertes Wissen in irgendeiner Form anzuerkennen. Sie bestanden gleichzeitig aber auf dem Alleinstellungsanspruch, nützliche Staatswirte, die über eben dieses Wissen verfügten, bereitzustellen. Eschenmayer bestand im Falle Hauts beispielsweise darauf, dass dieser sich einem Promotionsverfahren unterziehe, da er „auch theoretische Vorlesungen […] angekündigt hat, und die Theorie viele physische, chemische, mineralogische, technologische Kenntnisse, auch die Bekanntschaft mit Literatur, voraussetzt“, sodass man „auf die grose Wichtigkeit der theoretischen Lehre der Landwirtschaft für die Studierenden“ bestehen müsse.[352] Eschenmayer setzte also voraus, dass die Landwirtschaft theoretisches Wissen benötige, das in der Praxis nicht erworben werden könne. Dass der studierte Staatswirt als Träger nützlich-anwendbaren Wissens und damit als ein für den Verwaltungsapparat interessantes Angebot so nicht legitimiert werden konnte, erklärt, warum das Modell des studierten Staatswirtes nicht mehr die Attraktivität

[351] Ebd.
[352] Ebd., Protokoll der Staatswirtschaftlichen Sektion vom 11. März 1813.

ausstrahlte, die es im ausgehenden Ancien Régime noch gehabt hatte.[353] Während Haut als ein praktischer Experte auftrat und die Sektionsmitglieder dadurch in Bedrängnis brachte, blieben gleichzeitig die Lehrer anderer Sektionen oder Fakultäten aus deren Sicht eine Bedrohung. Eschenmayer beschwerte sich im Jahr 1818 im Namen der Sektion beim Engeren Senat darüber, dass der Historiker Johann Georg Wagemann[354] eine staatswirtschaftliche Vorlesung halten wolle und versuchte wiederum, diese zu verhindern. Wagemann reagierte auf den Inhibitionsversuch von Eschenmayer, indem er gegenüber dem Engeren Senat betonte, er wolle „die Geschichte der Systeme der Staatswirtschaft" behandeln, denn „man kann ja bey dem Vortrage einer jeden Wissenschaft entweder den dogmatischen oder den historischen Gesichtspunkt vorzüglich berücksichtigen". Er schrieb außerdem: „Nun gehört zur vollständigen Kenntnis der Geschichte, besonders der neuern Zeit, wohl wesentlich auch die Kunde der Ausbildung der staatswirthschaftlichen Grundsätze, sowohl in der Wissenschaft als in der Staatsverwaltung. Ich glaube daher, daß […] mir diese Vorlesung nicht genommen werden könne".[355] Wagemann machte also deutlich, dass er sich mit den Methoden eines Historikers an das Phänomen der Staatswirtschaft annäherte und somit überhaupt nicht vorhatte, den Hörern seiner Vorlesung nützliches Wissen zu vermitteln. Er betonte sogar, dass er die Staatswirtschaft sowohl als theoretisches Konzept als auch als Richtlinie des Verwaltungshandelns als historisch relevant anerkennen würde, was die Legitimität der Staatswirtschaftlichen Sektion sogar erhöht hätte. Dennoch sahen die Sektionsmitglieder die geplante Vorlesung von Wagemann ausschließlich als Legitimitätsbedrohung an und setzten es erfolgreich beim Engeren Senat durch, dass dieser seine Vorlesung zur Geschichte der Systeme der Staatswirtschaft nicht halten durfte. Die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion bewarben ihre Absolventen nicht als

[353] Ebd. Zwar erledigte sich das Problem mit der Personalie Haut recht bald, weil dieser sich gegenüber Eschenmayer damit einverstanden erklärte, sich der Habilitierungsordnung zu unterwerfen. Am 17. April 1813 bestätigte das badische Innenministerium, dass es von der Zulassung Hauts zum Privatlehrer nicht abrücken würde.

[354] Johann Georg Wagemann war seit 1811 Lehrer für Neuere Geschichte an der Universität Heidelberg. Ein staatswirtschaftliches Werk, das aus seiner geplanten Vorlesung hätte hervorgehen können, hat er nicht veröffentlicht.

[355] UAH H-VI-190/4: Brief von Wagemann an den Engeren Senat, Heidelberg 14. Oktober 1818 [beide Zitate].

unverzichtbare Träger staatsrelevanten Wissens, sondern beschäftigten sich stattdessen damit, ihre Wissensbestände nicht nur gegenüber praktischen Experten, sondern auch gegenüber professionellen Universitätslehrern der anderen Fakultäten abzugrenzen, was es aus der Sicht des Engeren Senats zunehmend unklar erscheinen ließ, wofür die Staatswirtschafte Sektion eigentlich stand.

Das Handeln der Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion trug, wie die Analyse dieses Kapitels gezeigt hat, wesentlich dazu bei, dass die Sektion aufgelöst und einer ausschließlich theoretisch-reflexiven Nationalökonomie Platz machte. Obwohl die badischen Staatsbehörden ab 1803 vereinheitlicht wurden und die Verwaltungsreform von 1809 das badische Großherzogtum in Kreise aufteilte, die die bis dahin bestandenen Provinzverwaltungen völlig ablöste, gelang es den Lehrern der Sektion nicht, die studierten Staatswirte beispielsweise als potentielle Beamte der neu gegründeten Kreise zu kommunizieren.[356] Die Analyse der Legitimationsstrategien der Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion zeigt, dass es nicht primär die speziellen institutionellen Bedingungen waren, die zur Auflösung der Sektion geführt hatten. Die Sektionsmitglieder brachten ihre Studienabsolventen nicht mehr in die Aushandlungsprozesse mit der Universität und dem Verwaltungsapparat ein und versäumten es vor allem, diese als staatsnützlich darzustellen. Die Sektionslehrer hatten sich in ihrer Legitimationsstrategie in eine Sackgasse manövriert: Sie bemühten sich einerseits darum, sich von allen praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbeständen abzugrenzen und den theoretisch-reflexiven Charakter ihres Faches zu betonen, andererseits führte das dazu, dass sie sich nicht mehr inhaltlich gegenüber den Lehrern der Philosophischen und der Juristischen Fakultät abgrenzen konnten, wenn diese planten, staatswirtschaftliche Vorlesungen zu halten, weswegen sie auf formale Argumente auswichen. Auch wenn der badische Verwaltungsapparat durchaus Interesse an den Wissensbeständen der Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion und an den Absolventen als den Wissensträgern zeigte, fehlte dem studierten Staatswirt, wie er an der Sektion hervorgebracht

[356] Vgl. Engehausen, Frank: Kleine Geschichte des Großherzogtums Baden 1806-1918, S. 24-26. Karlsruhe 2012[3].

wurde, die Zuschreibung, in den staatlichen Wirtschaftssektoren zur Ressourcensteigerung und damit zu Wachstumsprozessen beitragen zu können. Damit verloren die kurpfälzischen studierten Staatswirte die Funktion der Nützlichkeit und damit den zentralen Kern ihrer Wissenskultur, der sie im ausgehenden Ancien Régime noch ausgezeichnet hatte.

2.5 Zwischenfazit

Ausgehend von den Resultaten lässt sich die zentrale Erkenntnis ableiten, dass die ökonomischen Absolventen ein Aushandlungsprodukt waren. Die ökonomischen Absolventen gingen aus einem Wechselspiel aus der Nachfrage der Verwaltungsapparate des späten Ancien Régime und aus den Angeboten derjenigen Akteure, die in Hohen-Schulen dem Bedarf entsprechend auszubilden versprachen, hervor. Daraus ergaben sich unterschiedlich ausgeprägte Wissenskulturen der ökonomischen Absolventen je nach Standort. Schon allein das Ergebnis, dass im deutschen Südwesten die Kurpfalz und Württemberg völlig verschiedene Entwürfe des studierten Staatswirtes beziehungsweise des studierten Kameralisten konzipierten, zeigt, dass es eine übergreifende Form der studierten Staatswirte im späten Ancien Régime nicht gab. Dass die Markgrafschaft Baden beispielsweise überhaupt keine Lehrinstitution zur Hervorbringung studierter Staatswirte errichtete, zeigt darüber hinaus, dass es nicht strukturelle Bedingungen waren, die zur Ausbildung dieses neuen Absolvententyps führten, sondern dass die studierten Staatswirte als Resultat der Legitimierungsstrategien beteiligter Akteursgruppen konzipiert worden waren. Zwar strebten die Territorien des Reiches in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts übergreifend danach, wirtschaftliche Reformmaßnahmen einzuleiten, um Wachstum zu generieren, aber die Maßnahmen selbst unterschieden sich je nach Standort und waren entscheidungsabhängig.

Auch wenn die ersten kameralwissenschaftlichen Lehrstühle im Reich schon in den 1720er-Jahren gegründet worden waren, ist es im Falle des Südwesten offensichtlich, dass erst die von Popplow als „Innovationskultur“[357] bezeichnete Ökonomische Aufklärung die Grundlage bildete, auf der im nächsten Schritt die ökonomischen Absolventen ausgehandelt wurden. Die kurpfälzischen studierten Staatswirte als mutmaßliche Innovationsakteure aus der im Reich singulären Lehrinstitution der Kameral-Hohen-Schule waren ein solches Aushandlungsprodukt. Sie waren in der Kurpfalz entworfen worden, weil die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft Träger ihrer (agrar-)ökonomischen Wissensbestände in die Verwaltungsapparate integrieren wollten. So konnte das nützliche Wissen, das die Gesellschaftsmitglieder publizierten, gleichzeitig dadurch an Attraktivität gewinnen, dass Akteure bereitgestellt wurden, die dieses nützliche Wissen im Verwaltungsapparat selbst implementieren würden. Nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule nach Heidelberg im Jahr 1784 modifizierte Medicus die Figur des studierten Staatswirtes, indem er sie mit einem systematisierten Curriculum verknüpfte, was sicherlich auch dazu diente, das Monopol der Staatswirtschafts-Hohen-Schule bei der Ausbildung von Kameralbeamten zu erhalten, wie Wakefield behauptet.[358] Aber dadurch, dass Medicus den Staatswirt von den praktisch-erfahrungsbasierten Wirtschaftsexperten der ökonomischen Gesellschaften abgrenzte und dieses Modell des theoretisch-reflexiven Staatswirtes im Austausch mit Akteuren des Verwaltungsapparats aushandelte, generierte er einen idealen Verwaltungsakteur, dessen Wissensbestände einerseits unmittelbare Nützlichkeit sowohl in den Zentral-, als auch in den Mittelbehörden oder auf Amtsebene versprachen, die sich aber andererseits auch von praktischer Erfahrung abgrenzten. Der kurpfälzische studierte Staatswirt, so versprachen es diejenigen, die ihn entworfen hatten, konnte sowohl als praktischer Experte in bestimmten Wirtschaftssektoren, als auch als theoretisch-reflexiver Spezialist das Verhältnis aller Wirtschaftssektoren im Territorium zueinander organisieren. Dieser Spagat liefert bereits einen Hinweis darauf, warum dieses Modell der studierten Staatswirte nicht dauerhaft

[357] Vgl. Popplow, Die Ökonomische Aufklärung, S. 3.
[358] Vgl. Wakefield, The disordered police state, S. 125f.

funktionieren konnte. Es lag weniger an einer vermeintlich strukturell gegebenen Tendenz der Modernisierung der Verwaltungsapparate, die die Wissensbestände der studierten Staatswirte kurpfälzischer Prägung obsolet machte, sondern an den Legitimierungsstrategien seiner Lehrer, dass das Modell scheiterte. Je mehr die Lehrer der studierten Staatswirte es als handlungsrelevant ansahen, sich von praktisch-erfahrungsbasierten Wissensbeständen abzugrenzen, desto schwieriger wurde es, seine Nützlichkeit hervorzuheben. Dagegen folgte das Modell des studierten Kameralisten, wie er an der Hohen-Karlsschule in Württemberg ausgebildet wurde, eher den tradierten Vorstellungen eines schreibenden und rechnenden Kammerdieners im administrativen Apparat, auch wenn hier ebenfalls die Vermittlung dieser Wissensbestände zur Anwendung kam. In Württemberg konstatierte also der Verwaltungsapparat zwar selbst, dass studierte Kameralisten und Forstbeamte dabei helfen konnten, wirtschaftliche Krisen zu überwinden, aber das führte nur dazu, dass die entsprechenden Ausbildungsinstitutionen eingerichtet wurden, und nicht dazu, dass die Absolventen auch wirklich als wirtschaftspolitisch eigenständig handelnde Amtsträger tätig wurden. Trotz der Tatsache, dass die württembergische Rentkammer die studierten Kameralisten und Forstwirte dem eigenen Bedarf entsprechend konzipierte, führte vermutlich erst die Gründung der staats- und wirtschaftswissenschaftlichen Fakultät der Universität Tübingen im Jahr 1817 dazu, dass das wirtschaftswissenschaftliche Studium und damit auch deren Absolventen in Württemberg breitere Akzeptanz fand, was allerdings empirisch erst noch zu prüfen wäre.

Die Untersuchung der Legitimierungsstrategien, die von den Lehrern der Staatswirtschaftlichen Sektion nach dem Übergang der Universität Heidelberg an Baden verfolgt wurden, hat in jedem Fall ergänzend zu den dargestellten Befunden gezeigt, dass die Figur des studierten Staatswirtes in der kurpfälzischen Prägung nach dem Ende des Ancien Régime und der Kurpfalz nicht in erster Linie aufgrund der vollzogenen Modernisierungsmaßnahmen der Verwaltungsapparate selbst an Attraktivität verlor. Dadurch, dass der studierte Staatswirt in der Konzeption der Sektion nicht mehr versprach, praktisches und technisches Wissen in den Wirtschaftssektoren unmittelbar anwenden zu können, verlor er sein

Alleinstellungsmerkmal der Nützlichkeit, auf das die Ökonomischen Aufklärer bei ihrem ursprünglichen Entwurf der studierten Staatswirte noch so großen Wert gelegt hatten. Am Ende dieses ersten Teils der Arbeit stellt sich nun umso mehr die Frage, wie nützlich die studierten Staatswirte denn nun wirklich waren. Um das zu untersuchen, ist es notwendig, die wirtschaftspolitischen Praktiken der studierten Staatswirte in den Blick zu nehmen, da die bis jetzt untersuchten Konzeptionen nur Idealbilder seiner Fähigkeiten und Kenntnisse vermittelten. Das soll nun im zweiten Teil der Arbeit geschehen.

3. Verwalten: Studierte Staatswirte in der Praxis

Der folgende Teil der Arbeit wird zeigen, wie und warum die studierten Staatswirte als Verwaltungsakteure wirtschaftspolitische Praktiken anwandten und wie sie ihr Handeln legitimierten. Die Analyse der wirtschaftspolitischen Praktiken der studierten Staatswirte wird es ermöglichen, Rückschlüsse auf die Wissensbestände zu ziehen, auf deren Basis sie ihre Handlungen vollzogen. Diese Rückschlüsse sind deswegen möglich, weil Praktiken über das individuelle Akteurshandeln hinaus auf übergreifende Wissensbestände verweisen, wenn sie mehrfach oder von anderen Akteuren der gleichen Akteursgruppe vollzogen werden. Praktiken werden dabei dadurch sichtbar, dass die Akteure sie explizit legitimierten, aber sie können auch stillschweigend von ihnen vollzogen worden sein, dann müssen sie aus dem Schreibakt heraus analytisch erfasst werden. Die übergreifende Akteursgruppe bilden die studierten Staatswirte im Südwesten, die Untersuchung erfolgt anhand von Fallbeispielen. Der folgenden Analyse geht die These voraus, dass die studierten Staatswirte wirtschaftspolitische Praktiken anwandten, die Rückschlüsse auf ihre Wissenskultur ermöglichen.

Im weiteren Verlauf der Analyse werden zunächst die zentralen Wirtschaftssektoren des ausgehenden Ancien Régime als Handlungsfelder der studierten Staatswirte untersucht, nämlich die Forstwirtschaft (Kapitel 3.1), die Landwirtschaft (Kapitel 3.2) und der Bergbau (Kapitel 3.3). Diesen drei Kapiteln schließt sich ein Kapitel (3.4) über die statistischen Praktiken der studierten Staatswirte an, um zu untersuchen, ob sich neben den wirtschaftspolitischen Maßnahmen in den einzelnen Wirtschaftssektoren auch übergreifende, auf die Wirtschaftseinheit des Staates abzielende staatswirtschaftliche Praktiken identifizieren lassen. Abschließend wird in einem Kapitel (3.5) am Beispiel Badens untersucht, wie die im ausgehenden Ancien Régime ausgebildeten studierten Staatswirte von den administrativen Apparaten angenommen wurden. Diese Gliederung ermöglicht es, die Praktiken der als Fallbeispiele gewählten studierten Staatswirte in den Kapiteln direkt miteinander vergleichen zu können, um am Ende

dann die übergreifenden Übereinstimmungen und Differenzen in den jeweiligen speziellen administrativen Kontexten der studierten Staatswirte herauszuarbeiten.

Alexandra Plettenberg hat in Hinblick auf die Studierenden der Kameral-Hohen-Schule festgestellt, dass diese in vielen Fällen aus Familien von Regierungsbeamten stammten, in denen sich die Söhne gegenüber ihren Vätern durch das staatswirtschaftliche Studium Potential zum Aufstieg im Verwaltungsapparat gegenüber ihren Vätern versprachen.[359] Diese übliche Adjunktionspraxis der Vererbung von Ämtern bleibt in der Anaylse nicht unberücksichtigt. Die wirtschaftspolitischen Praktiken von Vätern studierter Staatswirte bildet in der Analyse eine sinnvolle Ergänzung zu den Praktiken der studierten Staatswirte selbst. Die Väter studierter Staatswirte hatten zwar selbst kein ökonomisches Studium absolviert, aber sie hielten das kameralistische Wissen für sinnvoll, sonst hätten sie es ihre Söhne nicht studieren lassen. Die Väter nutzten also das kameralistische Studium für ihre Söhne, um die Vererbung des Amtes zu legitimieren. Das bedeutet aber auch, dass sie den theoretisch-kameralistischen Wissensbeständen eine legitimitätssteigernde Wirkung zusprachen, und aus diesem Grund ist es sinnvoll, auch die Praktiken der Väter studierter Staatswirte in den Blick zu nehmen, da sich somit auch aus ihrem wirtschaftspolitischen Handeln Rückschlüsse auf kameralistische Wissensordnungen finden lassen. Gerade aus dem Grund, dass die Väter diese Wissensbestände aber nicht in einem systematischen Studium erworben hatten, bilden sie die ideale Kontrollgruppe, um den Unterschied zu dem wirtschaftspolitischen Handeln derjenigen, die die Staatswirtschaft systematisch studiert hatten, hervorzuheben. Klara Deecke hat in ihrer Untersuchung der wirtschaftsliberalen Verwaltungspraktiken in Pommern und Ostpreußen darüber hinaus mit gutem Grund die administrativen Akteure in den Mittelbehörden (im deutschen Südwesten die Oberämter) als Untersuchungsobjekte ausgewählt, da diese Amtsträger zwar landesherrliche Vorgaben erhielten, aber gleichzeitig auch die lokalen ökonomischen Gegebenheiten verwalten mussten, weswegen sich bevorzugt in diesen Amtspositionen kameralistische Wissensbestände in

[359] Vgl. Plettenberg, Die Hohe-Kameral-Schule, S. 183.

konkreten Praktiken widerspiegelten.[360] In Bezug auf die Absolventen der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule hat sich der Forschungsstand im Wesentlichen bestätigt, dass diese in der Regel in pure Schreibämter kamen, in denen sie keinen wirtschaftspolitischen Handlungsspielraum hatten. Sie konnten deswegen in der Analyse nur ganz am Rande Berücksichtigung finden. Der Befund bestätigt die Ergebnisse des ersten Teils der Arbeit, dass die ökonomischen Absolventen in der Kurpfalz und in Württemberg unterschiedlich konzipiert wurden. Die unterschiedliche Ausprägung der Wissenskultur der studierten Staatswirte beziehungsweise Kameralisten führte auch zu unterschiedlichen wirtschaftspolitischen Handlungsspielräumen der Absolventen.

3.1 Forstwirtschaft: Akteure der Rationalisierung des Waldes

Die Untersuchung der Verwaltungspraktiken, die die studierten Staatswirte in den Wirtschaftssektoren des späten Ancien Régime implementierten, beginnt mit dem Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft. Die im ersten Teil der Arbeit dargestellten Legitimierungsstrategien der württembergischen Rentkammer, die sich vor dem Hintergrund eines befürchteten Holzmangels für die Einrichtung eines forstwissenschaftlichen Lehrstuhls aussprach, weisen bereits darauf hin, dass die Absolventen des kameralistischen Studiums aus der Sicht der Verwaltungsapparate in diesem Wirtschaftssektor als besonders relevant angesehen wurden. In diesem Kapitel wird dargelegt, wie sich die Praktiken der studierten Staatswirte in Hinblick auf die strukturellen Entwicklungen in der Waldnutzung einordnen lassen. Weil die Landesherren bestrebt waren, die Wälder

[360] Vgl. Deecke, „Staatswirtschaft vom Himmel herabgeholt.“, S. 18, die ebenfalls die Beamten der Mittelbehörden untersucht. Vgl. auch Popplow, Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten, S. 235, der die dementsprechende Vermutung aufstellt, dass die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule, die auf Oberamtsebene tätig wurden, am ehesten landwirtschaftliches Innovationspotential entfalten konnten.

in ökonomisch effiziente Forste umzuwandeln,[361] hatten die studierten Staatswirte in diesem Wirtschaftssektor bei dem Vollzug ihrer Verwaltungspraktiken großen Handlungsspielraum, so die These dieses Kapitels. Aufgrund des ihnen in ihrem Studium vermittelten Wissens wurde ihnen von den Landesherren das Potential zugesprochen, dass sie in den Wäldern die Rationalisierungsprozesse auf lokaler Ebene aus den Verwaltungen heraus implementieren könnten, die vom zentralen Staatsapparat als Ordnungsvorstellung kommuniziert wurde. Inwieweit die konkreten Verwaltungspraktiken der studierten Staatswirte als Forstwirte vor Ort diese Erwartungen erfüllen konnten und inwieweit sie somit Akteure der Rationalisierung des Waldes waren, wird sich im Folgenden zeigen.

Speziell in Bezug auf den Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft ist im späten Ancien Régime von einem generellen Rationalisierungsbestreben der Landesherren zu sprechen, die über möglichst rentable Forste verfügen wollten. Die landesherrlichen Verwaltungsapparate hatten in diesem Zusammenhang ein einfaches Motiv dafür, sich in ihren Rationalisierungsbestrebungen auf die Forstwirtschaft zu konzentrieren: Neben den Gemeindewäldern waren die meisten Waldbestände im deutschen Südwesten Kameralwälder und somit herrschaftliche Domänen. Sie gehörten der Hofkammer und mussten von ihren Kameralbeamten bewirtschaftet werden, die aus den Waldressourcen Finanzeinnahmen zu generieren hatten. Durch den steigenden Holzbedarf im 18. Jahrhundert steigerte sich die schon in der gesamten Frühen Neuzeit existierende Spannung zwischen den traditionsbegründeten Nutzungsansprüchen der Landbevölkerung und den landesherrlichen Besitzansprüchen. Der im Zuge der Protoindustrialisierung steigende Holzbedarf im Bergbau und in der frühindustriellen Fabrikation führte zu höheren Holzpreisen und diese wurden als Symptom eines allgemeinen Holzmangels gedeutet, wobei lokal tatsächlich Holzmangel und Preissteigerungen auftreten konnten.[362] Der Umwelthistoriker Rolf Peter Sieferle weist darüber hinaus darauf hin, dass angesichts dieser konstatierten Holznot häufig die Bauern und ihre Bautätigkeit für den scheinbaren Holzmangel verantwortlich gemacht

[361] Vgl. Radkau, Holz, S. 143.
[362] Vgl. ebd., S. 132f.

wurden.[363] Dieser Vorwurf an die Landbevölkerung war deswegen absurd, weil die Landesherren am Ende des Ancien Régime bereits eine rein forstwirtschaftliche Nutzung der Waldbestände durchgesetzt hatten, indem sie schnell wachsende Nadelbäume wie Kiefern hatten pflanzen lassen. Kiefern brachten Oberholz, also lukratives Bauholz, während die Landbevölkerung dem Wald traditionellerweise in erster Linie Unterholz als Brennholz entnahm, weswegen sie sich für die Kiefern nicht besonders interessierten.[364] In diesen Kontext des steigenden Holzbedarfs in der frühindustrialisierten Wirtschaft ist auch die Verwissenschaftlichung der Forstwirtschaft im späten Ancien Régime einzuordnen. Die Forstwirtschaft als Wissenschaft war zunächst, wie auch die übrigen Wirtschaftssektoren, Teil des kameralistischen Wissensfeldes. Innerhalb dieses Wissensfeldes behandelten die theoretischen Konzeptionen der Forstwirtschaft die Bedeutung der Ressource Holz für die Maximierung der finanziellen Einnahmen des Staates. Die Forstwirtschaft vor der Institutionalisierung der Forstwissenschaften als separater Fachdisziplin beruhte auf Lehren zur optimalen Ausbeute der Waldbestände und vermittelte dabei kein Wissen über die Bedeutung lokaler Gegebenheiten wie der Bodenbeschaffenheit für die Waldnutzung.[365] Erst am Ende des 18. Jahrhunderts differenzierte sich die Forstwissenschaft als separate Fachwissenschaft aus, die auf biologisch-naturwissenschaftlichen Wissensbeständen beruhte. Obwohl oder gerade weil der Wald in der kameralwissenschaftlichen Betrachtung auf seine forstwirtschaftliche Funktion reduziert wurde, verbesserte sich das Bild des Forstbeamten im Laufe des 18. Jahrhunderts. Dieser galt im ausgehenden Ancien Régime als ein ökonomisch denkender, nüchtern rechnender Amtsträger, während die Forstämter bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts oft noch mit denjenigen besetzt wurden, die aufgrund ihrer Herkunft eine Verwaltungsposition beanspruchen konnten, die aber von Seiten der Landesherrschaft für unfähig gehalten wurden und von denen man glaubte, dass sie im Wald am wenigsten Schaden anrichten konnten.[366]

[363] Vgl. Sieferle, Rolf Peter: Der unterirdische Wald. München 1982, S. 187f.
[364] Vgl. ebd., S. 191.
[365] Vgl. Radkau, Holz, S. 163.
[366] Vgl. ebd. S. 179f.

Ab der Mitte des 18. Jahrhunderts zielten die landesherrlichen Verordnungstätigkeiten zunehmend darauf ab, die Wälder in Forste umzuwandeln, um sie einträglicher zu machen. Im Falle der Kurpfalz war das Forstwesen seit dem Jahr 1767 der Hofkammer unterstellt[367] und seit 1787 verwaltete eine Unterabteilung der Hofkammer, das Hofkammerforstamt, die Kameralwälder.[368] Die landesherrlichen Forstverordnungen, die in der Kurpfalz in den 1780er-Jahren erlassen wurden, sind laut Joachim Allmann ein Beleg dafür, dass es aus der Sicht des Staates darum ging, die finanziellen Einkünfte zu maximieren.[369] So wurde 1783 per Erlass verordnet, dass die herrschaftlichen Waldbestände vermessen werden sollten. Außerdem wurden Hauungspläne konzipiert, die es den zentralen Verwaltungsinstanzen ersparen sollten, den Wald selbst aufsuchen zu müssen.[370] 1790 sei bereits ein Drittel der kurpfälzischen Wälder vermessen worden.[371] Dieser administrativen Entwicklung steht die Entwicklung der forstwirtschaftlichen Wissenskultur in der Kurpfalz gegenüber. Vor der Gründung der Kameral-Hohen-Schule stand die Forstwirtschaft nicht im Fokus der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft, wie ein Blick in die Bemerkungen der Gesellschaftsmitglieder zeigt, die in erster Linie landwirtschaftliche Themen behandeln. Friedrich Casimir Medicus hatte im Jahr 1769 die kurpfälzischen Waldbestände noch als Störfaktor für das wirtschaftliche Wachstum und die Bevölkerungszunahme in der Kurpfalz bezeichnet, da die Waldflächen ein Hindernis der Landwirtschaft und damit des wirtschaftlichen Wachstums, „eine höchstwichtige Hinderniß des Ackerbaues“ seien. Gerade in den kurpfälzischen Oberämtern Lautern und Alzey „die noch reich an Waldungen sind, sollte man genaue Carten machen, und alsdann das Land gegen Morgen und Mittag öffnen, und die Wälder aushauen lassen […] Die Wälder würden jezo ein Schuz des Bauren sein, da sie vorhin sein Untergang und Verderben gewesen“.[372] Medicus sah den

[367] Vgl. Gigl, Die Zentralbehörden, S. 26.
[368] Vgl. Mußgnug, Einleitung, in: Schilling, Lothar (Hg.): Repertorium der Policeyordnungen der Frühen Neuzeit. Bd. 3.1: Wittelsbachische Territorien (Kurpfalz, Bayern, Pfalz-Neuburg, Pfalz-Sulzbach, Jülich-Berg, Pfalz-Zweibrücken). Frankfurt a. M. 1999, S. 14f.
[369] Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit. S. 190.
[370] Vgl. ebd., S. 193.
[371] Vgl. ebd., S. 202.
[372] Friedrich Casimir Medicus: Von dem Bevölkerungs-Stand in Chur-Pfalz, vorzüglich in Mannheim. Frankfurt und Leipzig 1769, S. 45, S. 46f.

Wald 1769 zwar nicht an sich als Problem an, aber als bestehendes Hindernis der Landwirtschaft müsse er entsprechend zurechtgestutzt werden. Diese Position war relativ typisch für die Ökonomischen Aufklärer: Eine übergreifende Forderung, die man bei diesen Akteuren findet, ist die räumliche und funktionale Trennung zwischen landwirtschaftlichen Nutzflächen und Waldarealen und insbesondere die Abschaffung aller gemeinheitlich genutzten Waldflächen, wobei allgemein dem Wald gegenüber der Landwirtschaft eine geringere Bedeutung beigemessen wird.[373] Erst am Ende des 18. Jahrhunderts und im Kontext der allgemein befürchteten Holznot rückte die Forstwirtschaft stärker in den Fokus, und auch Friedrich Casimir Medicus setzte sich mit dem befürchteten Holzmangel auseinander und bewarb das Anpflanzen der Robinie als Lösungsstrategie.[374] Die Forstwirtschaft wurde für die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule relevant, weil der Verwaltungsapparat Forstwirte brauchte, um seine Ziele durchzusetzen. Die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule konnten also sicher sein, dass diese Absolventen als staatsrelevant angesehen wurden. Aus diesem Grund schreibt Joachim Allmann, die Kameral-Hohe-Schule hätte dem Ziel gedient, die „Beherrschung der Natur durch den Menschen“ durchzusetzen.[375] Alexandra Plettenberg bestätigt diesen Befund, indem sie schreibt, dass die Forstwirtschaft das wichtigste Spezialfach in Lautern gewesen sei.[376] Wie sich das im Handeln der studierten Staatswirte manifestierte, wird im Folgenden gezeigt werden.

Als erstes Akteursfallbeispiel soll der Forstmeister Konrad Theodor Rettig im Fokus der Analyse stehen. Konrad Theodor Rettig hatte nicht selbst Forstwirtschaft studiert, aber sein Sohn Franz Daniel Rettig hatte sich 1782 an der Kameral-Hohen-Schule immatrikuliert.[377] Während Konrad Theodor Rettig bis 1792 Forstmeister für die linksrheinischen Oberämter Lautern und Lauterecken war, übernahm sein Sohn Franz Daniel diese Ämter ab dem Jahr 1792, womit hier

[373] Vgl. Radkau, Holz, S. 146f.
[374] Vgl. Knoll, Medicus, S. 63 und S. 66. Die entsprechende Publikation von Medicus lautet: Friedrich Casimir Medicus: Über nordamerikanische Bäume und Sträucher, als Gegenstände der deutschen Forstwirthschaft und der schönen Gartenkunst (Mannheim 1792), in der dieser darauf verweist, wie wichtig die Vermittlung der Naturgeschichte (also naturkundlichen Wissens) für ein forstwirtschaftliches Lehrbuch sei (S. 6).
[375] Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 53.
[376] Vgl. Plettenberg, Die Hohe-Kameral-Schule, S. 167.
[377] Vgl. Poller, Schicksal, S. 238ff.

ein Beispiel für die Ämtervererbung gegeben ist.[378] Der Historiker Joachim Allmann geht in seiner Arbeit über den Wald in der Frühen Neuzeit am Beispiel der Pfalz auf Konrad Theodor Rettig ein, der 1756 eine mathematisch-geometrische Erfassung der Kameralwälder in den Oberämtern vorgenommen und diese zum Zweck der Erfassung auch persönlich besichtigt hatte.[379] Für die vorliegende Arbeit sind aber die späteren forstwirtschaftlichen Praktiken Rettigs interessanter, die in den Beständen zur „Renovation, Abschätz- und Eintheilung, dann forstwirthschaftliche Verhandlung“ der „Lauterer, Ramsteiner und Hohenacker Forsten“[380] zu finden sind. Allmann beurteilt die Art der Forstwirtschaft, wie sie Konrad Daniel Rettig praktiziert habe, als eine bloß unter ökonomischen Gesichtspunkten stattfindende Behandlung der Forste, die nicht einmal wirtschaftlich erfolgreich gewesen sei, da die von Rettig betriebene bloße Kieferbepflanzung den Boden unfruchtbar gemacht habe.[381] Die forstwirtschaftlichen Aktenbestände der Oberämter Lautern und Lauterecken ermöglichen darüber hinaus aber noch genauere Einblicke in die Verwaltungspraktiken Rettigs. Zunächst einmal ist zu konstatieren, dass Rettigs forstwirtschaftliches Handeln auf den Schreibpraktiken beruhte, die für das späte Ancien Régime kennzeichnend waren. Die kartographische Erfassung der Forste und die von der Hofforstkammer vorgegebenen Hauungspläne bildeten die Voraussetzung dafür, dass sich Rettigs forstwirtschaftliches Handeln entfalten konnte. Das zeigt sich bereits in der Ankündigung, mit der Rettig im Jahr 1787 den von ihm entworfenen Hauungsplan ankündigt. In dem Verzeichnis seien Angaben darüber enthalten „was für Hölzer in jedem Schlag und dessen Morgenzahl des Cameral-Reichswalds Lauterer und Ramsteiner Forstes pro hoc anno gehauen, wohin selbe verwendet, auch welche Distrikte das künftige Jahr abzutreiben seyen“.[382] Um dieses Verzeichnis so genau wie möglich zu halten, habe er „iedesmal die geometrische Aufnahme deren gehauenen Distrikte mit blinden Linien“ in die kartographische Darstellung eingefügt.[383] Bereits an den Angaben,

[378] Vgl. ebd.
[379] Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 182.
[380] LAS A2 283. Vgl. auch Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 204f in Bezug auf Rettigs forstwirtschaftliches Handeln im Ramsteiner Forst.
[381] Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 204f.
[382] LAS A2 283: Rettig an die kurpfälzische Hofforstkammer, 10. September 1787.
[383] Ebd.

die Rettig zu dem Inhalt des Verzeichnisses machte, zeigt sich, dass Rettig durch seine forstwirtschaftlichen Praktiken die Zielvorgaben der Hofforstkammer zu erfüllen versuchte, die sich in den Hauungsplänen manifestieren. Seine Bemerkung, dass er die Fortschritte in der kartographischen Erfassung der gefällten Forstdistrikte in die Bezirkskarten des Lauterer und Ramsteiner Forsts eingefügt habe, kommunizierte Rettig als eine Aktion, die er in Eigenleistung vollbracht habe. Da Rettig dieses konkrete Vorgehen nicht legitimierte, ging er offenbar davon aus, dass es Erwartungen der Hofforstkammer erfüllen würde. Dieses Vorgehen zeigt, dass Rettig selbst die vollständige kartographische Erfassung der ihm unterstehenden Forste zu erfüllen versuchte. In einem weiteren Schreiben an die Hofforstkammer aus dem Jahr 1787 bemerkte Rettig, dass er im sogenannten Tiergarten des Kameral-Reichswalds in Lautern „nach ersagter Waldbeschreibung das noch vorfindliche Bau- und Nuzholz vollends heraus genommen“ und dieses „in der loosweisen Versteigung solcher Gestalt versilbert, daß […] sämtliche Blöcher wohl und über ihren wahren Werth angebracht worden seyen“.[384] Auch hier beschreibt Rettig wieder die von ihm angewandten forstwirtschaftlichen Praktiken, ohne dass er sie gegenüber der Hofforstkammer begründete, was belegt, dass er deren Einverständnis voraussetzte. Es handelt sich also um eine Praxis in stillschweigender Übereinkunft. Auf Grundlage der Waldbeschreibung entnahm Rettig diesem Forst das Bau- und Nutzholz, also lediglich die aus der Sicht der Hofforstkammer interessanten Bestände. Dieses Handeln entspricht völlig der Perspektive des theoretischen Kameralismus auf die Forstwirtschaft, die nur Oberholz als staatsrelevant deklarierte.[385] Rettig erwähnt darüber hinaus aber auch, dass er die dem Tiergarten entnommen Blöcher[386] mit Mehrwert versteigert habe. Auch hier konnte Rettig voraussetzen, dass es im Sinne der Hofforstkammer sein würde, wenn er die Blöcher der freien Preisbildung einer Versteigerung überließ, da er so Mehreinnahmen generieren konnte.

In der Ankündigung seines Verzeichnisses für das Jahr 1790 hatte Rettig in Bezug auf den sogenannten Lauterer und den Ramsteiner Forst einen Vorschlag,

[384] Ebd.: Bericht Rettig an die Hofforstkammer, Lautern 9. November 1787.
[385] Vgl. Radkau, Holz, S. 160f.
[386] „Blöcher“ sind gefällte und von Ästen gesäuberte Baumstämme.

wie „diese Wirthschaft nachhaltig betrieben“ werden könne.[387] Was Rettig unter einer nachhaltigen Forstwirtschaft verstand, zeigen die folgenden Handlungsempfehlungen:

> 1) Von nun an im Lauterer Forst als im Ramsteiner Forst von dem vorhandenen würklichen Blochstämmen alljährlich 300 Stämme zu fällen, wodurch man im Lauterer Forst vermög den Anlagen an den würklich vorhandenen Blochstämmen 27 Jahren und im Ramsteiner Forst 21 Jahren zu hauen haben wird, nach Verlauf dieser Jahres Frist aber
>
> 2) Weilen bis dahin die angehende Stämme durch die besonders in Lauterer Forst häufig vorhandenen beynahe angehenden Bäume sehr stark vermehret, diese aber auch durch verschiedene widrige Zufälle merklich verringert werden können, eine neue Abzählung und Repertion-Eintheilung vorzunehmen.[388]

Aus diesem Handlungsvorschlag von Rettig wird deutlich, welches Konzept einer nachhaltigen Forstwirtschaft er in konkrete Handlungen transformieren wollte. Die Ankündigung, eine nachhaltige Forstwirtschaft zu betreiben, dürfte auf die von Rettig angegebenen Jahreszahlen von 27 Jahren im Lauterer Forst und von 21 Jahren im Ramsteiner Forst bezogen sein. Rettig kommunizierte der Hofforstkammer also eine nachhaltige Forstwirtschaft in dem Sinne, dass die Baumbestände in diesen Forsten noch über 20 Jahr lang genutzt werden konnten. Diese Ankündigung widerspricht nicht der Feststellung Allmanns, dass Rettigs forstwirtschaftliches Handeln überhaupt nicht nachhaltig gewesen sei,[389] da Rettig durch seinen Handlungsvorschlag das kameralistische Verständnis von Nachhaltigkeit aufgriff. Der hier von Rettig kommunizierte Entwicklungszeitraum, der 21 beziehungsweise 27 Jahre umfasste, sollte der Hofforstkammer Planbarkeit und Ertragssicherheit versprechen. Rettig inszenierte sich also als ein im kameralistischen Sinne nachhaltiger und dadurch rationaler Forstbeamter.

Weitere Handlungsvorschläge, die Rettig an die Hofforstkammer kommunizierte, bestätigen, dass dieser sich als der rationale Forstbeamte zu

[387] LAS A2 283: Bericht Rettigs an die Hofforstkammer, Lautern 26. August 1790.
[388] Ebd.
[389] Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 205.

inszenieren versuchte, den auch die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule mit ihrem Idealbild des staatswirtschaftlichen Forstwirtes beworben hatten. In einem weiteren Bericht aus dem Jahr 1790 machte Rettig den Handlungsvorschlag, die Forstdistrikte in der Nähe der Gemarkung Siegelbach mit Gräben zu begrenzen, „damit die dermalen zum Ackerfeld auf Siegelbacher Gemarkung angelegten Distrikten […] von denen gemeinen Feldereien abgeschnitten und zu Waldungen wiederum angepflanzt werden können".[390] Rettig schlug also vor, die Distrikte der Siegelbacher Gemarkung, die davor als Ackerfeld genutzt worden waren, aufzuforsten und die gemeinheitlich genutzten Feldflächen durch Gräben abzutrennen. Rettig zeigt sich in dieser von ihm dokumentierten Handlung als Akteur der forstwirtschaftlichen Nutzbarmachung neuer Distrikte. Durch seinen Vorschlag, landwirtschaftliche und forstwirtschaftliche Nutzflächen zu trennen und gemeinheitlich genutzte Feldflächen zu isolieren, präsentierte sich Rettig entsprechend dem Idealbild des studierten Staatswirtes, das bereits die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft entworfen hatten. Diese hatten nicht nur gefordert, alle Formen des gemeinheitlichen Besitzes abzuschaffen. Sie hatten auch dafür geworben, die verfügbaren Ressourcen des Staates zu optimieren, indem die Nutzflächen exakt voneinander getrennt und privatwirtschaftlich handelnden Individuen zugeordnet werden sollten. Indem Rettig vorschlug, durch Gräben die forstwirtschaftlichen Distrikte von den gemeinheitlich genutzten Flurflächen abzugrenzen, inszenierte er sich wiederum als ein Verwaltungsakteur, der die Forderungen der Ökonomischen Aufklärer nach funktionaler Abtrennung der ökonomisch genutzten Bodenflächen aus dem Verwaltungsapparat heraus umsetzte. Ein weiterer Handlungsvorschlag aus diesem Bericht zeigt darüber hinaus, dass Rettigs forstwirtschaftliche Praxis zwar darauf angelegt war, die Ziele der kurpfälzischen Hofforstkammer nach einer für sie maximal profitablen Forstnutzung zu erfüllen, dass es für ihn dabei aber auch möglich war, selbst Handlungen vorzuschlagen. Über den sogeannnten Kennelgarten im Oberamt Lautern schrieb Rettig, dieser sei zwar „vermög der Waldbeschreibung zur Abgabe noch nicht geeignet, dennoch ist meine ohnmasgebliche Meinung im Fall, in dem

[390] LAS A2 283: Bericht Rettigs an die Hofforstkammer, Lautern 26. August 1790.

in anderen zur Abgabe bestimmten Theile nicht hinlänglich Blochbaum vorhanden sind, hierinnen des fehlende von denen wirklich abgängigen alten Kiefern zu nehmen“.[391] Aus der Sicht Rettigs war es notwendig, seinen Vorschlag zu legitimieren, weil in diesem konkreten Fall sein Handlungsvorschlag der Waldbeschreibung widersprach, die eigentlich die objektive Basis für sein forstwirtschaftliches Handeln bilden sollte. Um aber zu zeigen, dass auch diese intendierte Handlung von Rettig den Zielen der Hofforstkammer entspräche, betonte er, dass im Kennelgarten alte Kiefern vorhanden seien, die sicherstellen könnten, dass die Ertragsprognosen erfüllt werden würden.

Die Forstwirtschaftstabellen selbst, die die Oberämter der Kurpfalz seit 1783 ausfüllen mussten,[392] belegen als gedrucktes Aufschreibesystem in erster Linie den landesherrlichen Herrschafts- und Nutzungsanspruch auf die Forstbestände, da diese vorgab, welches Wissen über die Forstbestände vor Ort als relevant zu gelten hatte.[393] Die Forstwirtschaftstabellen gaben somit in den Spalten die Kategorien dessen vor, was aus ihrer Sicht wissenswert war: Der Flächeninhalt des jeweiligen Walddistrikts, die bereits gehauenen Flächen, die noch zu hauenden Flächen, der Ertrag je Distrikt, die Ausgabe des Holzes (für die Besoldung, den Verkauf oder die Herrschaft), die Gegenüberstellung der im laufenden Jahr gefällten und im kommenden Jahr zu fällenden Distrikte, die Distrikte, die im folgenden Jahr „besaamt“ werden sollen und die, aus denen die „Blochbäume“ genommen werden sollen, sowie die gestochenen und zu stechenden Gräben.[394] Dass diese Forstwirtschaftstabellen das konkrete Handeln des Forstmeisters Rettig aber nicht determinierten, zeigt sich daran, dass dieser darauf hinwies, dass er seine Praktiken nur da sinnvoll etablieren könne, wo

[391] Ebd.
[392] Vgl. Die Forstwirtschaftstabellen unter LAS A2 295 UNr. 1-5. Die Tabellen in den Unternummern lauten: /1 und /2 Die Forstwirthschaft im Lauter- Reichs und Hohenecker Waldungen betr. 1791f. /3 Forstwirthschaftstabellen über die Cameral-Waldungen Rockenhäuser Forstes 1789-1793. /4: Hochspeier, Frankensteiner und Morschbacher Forstwirtschaftstabellen 1790ff. /5: Wolfsteiner Forstwirthschafts-Tabellen 1789-1793.
[393] Vgl. Landwehr, Die Erschaffung, Venedigs, S. 224 am Beispiel der Bevölkerungstabellen. Landwehrs Erkenntnis, dass die gedruckten Tabellen die herrschaftlichen Ordnungsvorstellungen durch das Aufschreibesystem durchzusetzen versuchen, lässt sich auch für alle anderen Tabellen über die ökonomischen Ressourcen des Staates anwenden.
[394] Vgl. LAS A2 295 UNr. 1-5. Die Tabellenspalten sind entsprechend in allen Untersignaturen gleich.

exakte kartographische Informationen vorlägen. Dies sei beim Rockenhäuser Forst beispielsweise nicht der Fall, „weil diese Waldungen noch ohngemessen, in kein Plan geleget, auch nicht abgetheilet“ worden seien.[395] Auch für den sogenannten Löwensteiner Schlag bei Rockenhausen moniert Rettig die „bei der Absteinung erhaltenen leeren Ecken, worüber der Morgengehalt ohnbestimmt ist“.[396] Auch für die Walddistrikte in Wolfstein und der dortigen Rezeptur Einöllen konstatierte Rettig im Jahr 1789, dass eine exakte Waldbeschreibung fehle, die erst 1793 „würklich vermessen und in Plan gebracht worden, aber noch nicht eingetheilet“ worden seien.[397] Im gleichen Jahr schrieb Rettig, es sei außerdem „sehr zu wünschen […], wenn die herrschaftlichen Waldungen des Rockenhäuser Forstes kommenden Sommer vermessen und eingetheilt würden“.[398] Diese Aussagen Rettigs bestätigen, dass auch in den 1790er-Jahren die kurpfälzischen Forstbestände noch nicht vollständig vermessen worden waren, dass er aber aus seiner Sicht nur dann sinnvoll forstwirtschaftlich handeln könne, wenn die ihm unterstehenden Forste exakt und lückenlos kartographiert worden seien. Auch diese Aussagen von Rettig stellen einen Teil seiner Strategie der Selbstinszenierung dar. Er legitimierte seine Handlungen dadurch als forstwirtschaftlich, indem er betonte, dass sie auf der Basis des Ideals eines vollständig vermessenen Territoriums, zumindest in Hinblick auf die von ihm zu bewirtschaftenden Kameralwaldbestände, erfolgt seien. Das Fallbeispiel des Akteurs Konrad Theodor Rettig belegt, dass im Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft bereits die Väter studierter Forstwirte ihre Praktiken nach dem kameralistischen Leitbild eines Forstbeamten ausgerichtet hatten. Konrad Theodor Rettig inszenierte sich selbst als Forstmeister, der auch über die bloße Erfüllung der Hauungspläne hinaus durch sein eigenständiges Handeln dazu beitrug, das Ideal einer durchrationalisierten Forstwirtschaft zu erfüllen.

Als der Sohn von Konrad Theodor Rettig, Franz Daniel Rettig, im Jahr 1792 das Amt des Forstmeisters für die Oberämter Lautern und Lauterecken übernahm,

[395] LAS A2 295 UNr. 3: 1. Tabelle für den Kameralwald Rockenhausen für 1789.
[396] Ebd.: 6. Tabelle für den Kameralwald Rockenhausen für 1792.
[397] Vgl. LAS A2 295 UNr. 5: 2. Tabelle pro 1789. 4. Tabelle pro 1791, 6. Tabelle pro 1793.
[398] LAS A 2 286 UNr. 1: Rettig an die kurpfälzische Hofforstkammer, Lautern, 3. April 1791.

wurde der linksrheinische Teil der Kurpfalz von französischen Truppen im Ersten Koalitionskrieg besetzt und das Gebiet der ehemaligen Oberämter Lautern und Lauterecken wurde 1798 durch dessen Eingliederung in das französische Département du Mont-Tonnerre ein Teil Frankreichs.[399] Dieser Umbruch in der politischen Situation behinderte die Karriere von Franz Daniel Rettig im Forstwesen nicht. Er wurde von der Départementalverwaltung zum Forstvermessungsbeauftragten (*chargé de l'aménagement*) ernannt. Sein Verwaltungshandeln vollzog sich also in der Mittelinstanz zwischen der Departementsverwaltung und der Gemeindeebene,[400] sodass er wie sein Vater eine Funktion erfüllte, die zwischen der Zentralverwaltung und den ökonomischen Gegebenheiten vor Ort zu lokalisieren ist. Allein dieser biographische Nachweis belegt, dass die studierten Staatswirte auch in den veränderten politisch-administrativen Kontexten nach dem Ende des Ancien Régime als nützliche Verwaltungsbeamte Anwendung fanden. In einer älteren Arbeit des Historikers Dieter Schattner zur Forstverwaltung im Département du Mont-Tonnerre kommt der Autor zur Schlussfolgerung, dass es der dortigen Forstverwaltung erst ab dem Jahr 1807 gelang, die Forstnutzung zu einem bedeutenden Wirtschaftsfaktor zu machen, wobei er die Motive zur Einrichtung einer produktiven Forstwirtschaft vor allem als Eigeninteresse des französischen Verwaltungsapparats deutet, der aus den Wäldern möglichst viel Gewinn machen wollte und dem die lokale Bevölkerung gleichgültig war.[401] In den Jahren 1807 bis 1809, also in dem Zeitraum, in dem die Forstwirtschaft im Département du Mont-Tonnerre laut Schattner ihren Aufschwung erlebte, erstellte Rettig als Forstvermessungsbeauftragter auf Anweisung des *inspecteur des eaux et forêts*

[399] Vgl. Stein; Wolfgang Hans: Französisches Verwaltungsschriftgut in Deutschland. Die Departementalverwaltungen in der Zeit der Französischen Revolution und des Empire. Marburg 1996, S. 6f: Die linksrheinischen Gebiete der Pfalz waren zwar schon 1792 besetzt worden, aber bis 1798 war nur eine provisorische Militärverwaltung eingerichtet worden, die sich noch nicht darum bemühte, die französische Verwaltungsorganisation einzuführen. Erst die Gründung der linksrheinischen Départements im Jahr 1798 markiert den Zeitpunkt der Etablierung der neuen französischen Verwaltungsordnung.

[400] Zur Verwaltungsorganisation des Département du Mont-Tonnerre vgl. auch: Ortlepp, Rainer: Die französische Verwaltungsorganisation in den besetzten linksrheinischen Gebieten 1797 – 1814 unter besonderer Berücksichtigung des Departements Donnersberg, in: Gerlich, Alois (Hg.): Vom Alten Reich zu neuer Staatlichkeit. Kontinuität und Wandel im Gefolge der Französischen Revolution am Mittelrhein. Wiesbaden 1982, S. 132-151, 143f.

[401] Vgl. Schattner, Dieter: Das Forstwesen im Departement Donnersberg während der Franzosenherrschaft (1792 – 1814). Ein Beitrag zur Wirtschafts- und Verwaltungsgeschichte der Pfalz. Mainz 1959, S. 157f.

des Département Mont-Tonnerre Waldbeschreibungen des sogenannten Reichswaldes (*forêt impériale*) und den Stiftswald im ehemaligen Oberamt Lautern.[402] Diese Waldbeschreibungen sind in französischer Sprache verfasst worden, aber ein Band liegt in deutscher Sprache vor und enthält eine Waldbeschreibung von Franz Daniel Rettig, die sein forstwirtschaftliches Handeln anschaulich dokumentiert.[403] Diese Beschreibung des Lauterer Reichswalds beginnt mit einer Übersicht über die einzelnen Schläge, in die er eingeteilt wurde. Diese Waldbeschreibungen entsprechen in ihrem Aufbau und in ihrem Inhalt den Waldbeschreibungen, die bereits der Vater von Franz Daniel Rettig in kurpfälzischen Diensten angefertigt hatte, sodass hier von einer Kontinuität in den Verwaltungspraktiken gesprochen werden kann. Im Anschluss daran folgen in dem Dokument einige generelle Anmerkungen von Rettig zum Reichswald. Die Themen, die diese allgemeinen Anmerkungen behandeln sollten, waren zwar durch die *Inspection des eaux et forêts* vorgegeben und sind in allen Waldbeschreibungen des Département du Mont-Tonnerre demgemäß die gleichen, aber die Ausführungen selbst belegen die konkreten forstwirtschaftlichen Verwaltungspraktiken des zuständigen Forstvermessungsbeauftragen Rettig. Der erste Teil der allgemeinen Anmerkungen zum Reichswald betrifft den Fortgang der Vermessungsarbeiten. Hier schrieb Rettig: „Die Bestimmung der haubaren Hölzer geschehe durch Vorsorge im Kleinen. Man hat in einem Abschnitt 2 – 3 – 4½ Hectar große Theile heraus gemessen, das danach befindliche Holz nachhero abgeholtzt und hierauf den Ertrag des ganzen Abschnitts durch Zusammen-Stellung der gefundenen Resultaten calculirt. Die Evaluation der jüngeren Hölzer geschah durch analogische Vergleichung mit Ähnlichen wirklich haubaren Theilen, denn dieses ist und bleibt das untrüglichste Mittel zur Bestimmung des Ertrags der ganzen Gegend“.[404] Rettig legitimierte seine Vermessungsarbeit im Lauterer Reichswald im Nachhinein in dieser Waldbeschreibung durch den Hinweis, dass sein Handeln nach systematischen und rational nachvollziehbaren Regeln erfolgt

[402] Vgl. die Bestände LAS G12 23-26.
[403] LAS G 12 25 UNr. 2. Nicht paginiert. Diese Beschreibung ist auf das Jahr 1807 datiert. Bis auf die Partie über den Reichswaldmoor ist diese Akte auch in die französische Sprache übersetzt vorhanden (LAS G 12 UNr. 29).
[404] Ebd. Vgl. für alle Zitate des folgenden Abschnitts ab II. „L’aménagement de la forêt“

sei. Indem er betonte, dass er einen exakt abgemessenen Ausschnitt des jeweiligen Waldabschnitts habe fällen lassen und daraus mathematisch auf den Ertrag des gesamten Abschnitts geschlossen habe, konnte er sich gegenüber der Forstinspektion des Départements als nüchtern rechnender Forstbeamter inszenieren, dessen Handeln auf Basis genauer kartographischer Abmessungen erfolge und deswegen transparent sei. Er unterstrich diese Rationalität seines Handelns darüber hinaus noch dadurch, dass er betonte, wie wichtig es sei, die von ihm erstellten Hauungspläne einzuhalten: „Da nun in den Decanien [zehn gleich große Teile, in die Rettig den Reichswald eingeteilt hat J.G.] auch Rücksicht auf den summarische Holzertrag gemacht worden, so ist es auch Pflicht des Staates, die festgesetzen Decainien nicht zu überschreiten – In 10 Jahren soll also nicht mehr und nicht weniger als der für das Decenium bestimmte Hectar […] abgeholzet sein“. Rettig verlieh seinem forstwirtschaftlichen Verwaltungshandeln also dadurch noch eine zusätzliche Legitimität, dass er es über mögliche willkürliche Eingriffe des Staatsapparats stellte. Implizit kommunizierte Rettig durch diese Anmerkung die Botschaft, dass er selbst als Forstmann für eine langfristige Ressourcennutzung im forstwirtschaftlichen Sektor stehe – eine Selbstdarstellung, die die Forstbeamten zu Beginn des 19. Jahrhunderts im Allgemeinen gerne nutzten.[405] Er stellte sein Handeln somit nicht nur als nützlich für den Staat dar, sondern auch als unverzichtbar, indem er davor warnte, von den von ihm gemachten Vorgaben abzuweichen, um beispielsweise kurzfristig die Staatseinnahmen zu erhöhen. Aber auch auf die im Reichswald vorhandenen Waldbestände selbst ging Rettig in seiner Beschreibung des Zustands der Vermessungsarbeiten ein, indem er feststellte: „Die Kiefern-Waldungen sind mehr Gefahren ausgesetzt als die Laubhölzer. In diesen sind Waldbrände nur schädlich, in jenen zerstörend. Es würde zwar bey Beschreibung der Districte oft bewiesen, wie nöthig es ist, die Kiefern-Waldungen durch gerate Linien zu trennen um das Feuer daselbst aufhalten zu können und es wird hier noch immer als Grundsaz vorgeschlagen, nicht mehr als 25 Hectar jungen Kiefernwald bey einander zu lassen, ohne durch Linien zu separieren“. Um zu begründen, warum die Schläge

[405] Vgl. Radkau, Holz, S. 182.

voneinander getrennt werden sollten, wies Rettig also darauf hin, dass Kiefernwälder waldbrandanfälliger seien als Laubwälder. Dass Rettig dieses forstwirtschaftliche Wissen über die leichtere Brennbarkeit von Kiefernwäldern besaß und auch kommunizierte, ist insoweit bemerkenswert, als dass er daraus nicht die Schlussfolgerung zog, Mischwälder seien eine sinnvollere Alternative. Stattdessen schlug er vor, einfach Schneisen in die Wälder zu schlagen, um mögliche Brände einzuhegen. Obwohl Rettig die schlechten Eigenschaften von reinen Kiefernwäldern kannte, agierte er in erster Linie in Hinblick auf den höchstmöglichen Profit für den Staat.[406] An dieser Stelle zeigt sich, dass der kameralistische Entwurf des forstwirtschaftlichen Verwaltungshandelns lokaler Forstbeamter, der auf die höchstmöglichen finanziellen Einnahmen des Staates hin ausgelegt war, auch nach dem Ende des Ancien Régime noch funktionierte. Rettig ging davon aus, dass die Forstinspektion des Département du Mont-Tonnerre vor allem an höchstmöglichen finanziellen Einnahmen aus dem Holzverkauf interessiert war und sich insoweit nicht von den Interessen der kurpfälzischen Hofforstkammer unterschied.

Warum Rettigs forstwirtschaftliches Verwaltungshandeln auch nach dem Ende des Ancien Régime aus der Sicht des Staates funktionierte, obwohl es Prinzipien folgte, die im späten Ancien Régime zu einem institutionalisierten Wissensbestand wurden, zeigt ein Beispiel seines Verwaltungshandelns, das in den allgemeinen Bemerkungen über die Nutzungsrechte dokumentiert ist. Rettig äußerte sich zu den privaten Nutzungsberechtigungen, die im Reichswald noch Bestand hatten:

> Man siehet hieraus, welch ungeheure Last auf diesem Wald gelegen, und welch großer Schaden dem Wald nothwendig durch die beträchtlichen Berechtigungen zugefügt werden muss. Seit einiger Zeit ist der Plan eingetheilt worden, den Wald also abzutheilen, dann den Berechtigten einen Theil als Ersatz für Ihre Berechtigungen zu geben und den andern Theil als frey von allem Recht für den Staat zu reservieren […] Der blühende Zustand der Bürger macht auch den Staat blühend. Ihr Reichthum, ihr Wohl macht den Staat groß und tüchtig. So ist ausserdem zu

[406] Die Waldbrandgefahr der letzten Jahre, deren Wahrscheinlichkeit sich infolge des Klimawandels erhöht hat, zeigt auch heute noch die Nachteile reiner Kiefernwälder (vor allem in Brandenburg), die zwar profitabler, aber auch anfälliger sind.

> erwegen, ob eine Abhteilung der lebenden und kümmernden Berechtigten vortheilhaft ist, oder ob das Ganze mehr dadurch gewinnt, wenn der ganze Wald als Eigenthum des Gouvenements betrachtet, gut und nach den besten Regeln befördert, und den Berechtigten nach den strengsten Polizey Gesezen das gegeben wird, was ihnen nach ihrem Rechte gebühret.[407]

Aus diesem Handlungsvorschlag von Rettig geht deutlich hervor, dass dieser von den traditionellen Nutzungsrechten einzelner Individuen überhaupt nichts hielt. Er begründet seine Abneigung gegenüber diesen privaten Berechtigungen der Waldnutzung damit, dass diese dem Interesse des Staates und damit dem Interesse aller Bürger entgegenstehen würden. Zwar könne man die privaten Waldnutzungsrechte nicht völlig verbieten, aber man könne den entsprechenden Individuen dieses Nutzungsrecht durch Polizeygesetze sehr gut einschränken. Die Vorgehensweise, die Rettig der französischen Forstinspektion hier vorschlug, belegt, dass die kameralistischen Prinzipien der Forstwirtschaft zu Beginn des 19. Jahrhunderts in ihrer Anwendung durch Forstbeamte uneingeschränkt funktionierten, weil sich die zentralen Prämissen überhaupt nicht geändert hatten. Sowohl für die landesherrlichen Obrigkeiten im späten Ancien Régime als auch für den sich als modernisiert verstehenden französischen Nationalstaat zu Beginn des 19. Jahrhunderts war es entscheidend, dass die Ressourcen des Waldes dem Staat dienen sollten. Der einzige Unterschied bestand darin, dass dies im späten Ancien Régime mit dem abstrakten Verweis auf das Gemeinwohl begründet wurde, was in Bezug auf die Forstwirtschaft in der Kurpfalz natürlich keine überzeugende Begründung ist, denn gerade die Einnahmen aus den Kameralwäldern als herrschaftliche Domänen flossen direkt in die Hofhaltung, während der französische Nationalstaat sich dadurch definierte, dass er mit den Staatsbürgern identisch sei, was als Argument ja auch in den obigen Ausführungen von Rettig über den blühenden Zustand des Staates und seiner Bürger enthalten ist. Private Forstnutzungsrechte waren also sowohl für die Verwaltungsapparate des ausgehenden Ancien Régime als auch für den französischen Nationalstaat zu Beginn des 19. Jahrhunderts ein Ärgernis, weil die Staatsapparate die Waldnutzung

[407] LAS G 12 25 UNr. 2. Vgl. für die Zitate aus diesem Abschnitt den Teil IV „Über die Nutzungs-Rechte“.

für sich selbst beanspruchten und diesen Anspruch ökonomisch begründeten. Das erklärt, warum die studierten Staatswirte als Forstwirte auch noch über das Ende des Ancien Régime hinaus nützlich waren, denn sie konnten die kameralistischen Prinzipien der Forstwirtschaft auch unter völlig veränderten politischen Bedingungen sehr gut nutzbar machen.

Dennoch blieb es faktisch zwiespältig, wenn Forstbeamte wie Rettig ihr Handeln als am Staatswohl und somit am Wohl aller Bürger ausgerichtet darstellten. Das zeigt der folgende Abschnitt „über die zu führende Forst-Wirthschaft". Rettig leitete diesen Abschnitt ein, indem er das aus seiner Sicht ideale forstwirtschaftliche Handeln darstellte, das aus seinen Vermessungsarbeiten resultieren könne: „So wie aus vorstehenden Aménagement zu ersehen, so ist der ganze Wald blos in Decenien getheilt und die Bestimmung der jährlichen Hiebe bleibt dem ausübenden Forstmann überlassen. Die Bestimmung der Decenien sind mit Rücksicht-Nahme auf Länge und Bedürftnis gemacht worden".[408] An dieser Stelle zeigt sich, wie Rettig seine Aufgabe als Forstvermesser inszenierte. Er teilte die Wälder des Départements so ein, dass die konkrete Ausübung der Forstwirtschaft vor Ort, also die Nutzung der Ressourcen des Walds, völlig den lokalen Forstbeamten überlassen werden könne. Rettig fügte seinen Anmerkungen auch Handlungsanweisungen hinzu, die sein forstwirtschaftliches Wissen zeigen: „Es ist nicht rathsam, die Schläge in einem einzigen Hieb abzutreiben a) Weilen der Wind in dem 1ten Jahr, wo der Boden noch locker ist, für die Saatbäume zu gefährlich ist b) weilen die Besaamung durch Stehenlassung mehrerer Saatbäume sich schäuer und gleicher stellt. Alle unnöthgien Neben und Waldweege werden verbotten und nur die auf dem Plan bezeichnete Linien und Hauptweege offen gelassen". Einerseits inszenierte sich Rettig in diesen Anmerkungen als ein Forstwirt, der auch in der Zukunft dem Staat die Ressource Holz bereitstellen könne, indem er darauf hinwies, dass es forstwirtschaftlich sinnvoll sei, die zugewiesenen Schläge nicht ‚auf einen Schlag' zu fällen. Andererseits zeigt sich im letzten Teil des zitierten Abschnittes, in dem Rettig darauf hinweist, dass alle unnötigen Waldwege verboten werden sollten,

[408] Ebd. Vgl. für die Zitate aus diesem Abschnitt den Teil III „Über die zu führende Forst-Wirthschaft".

dass er den Wald tatsächlich nur als einen Ressourcenlieferanten für den Staat ansah und jede andere private Waldnutzung möglichst unterbinden wollte. Auch wenn er sein forstwirtschaftliches Handeln als staatsnützlich und damit als nützlich für alle Bürger darstellte, interessierten ihn die Anliegen der lokalen Bevölkerung, die eventuell ein Interesse daran hatte, Zugang zum Wald zu haben, nicht. Diese Praxis, den lokalen Gemeinschaften den Zutritt zum Wald verbieten zu wollen, blieb auch nach dem Ende des Département du Mont-Tonnerre und der Konstituierung der bayerischen Rheinpfalz bestehen, wie der Historiker Bernd-Stefan Grewe gezeigt hat: Die Kommerzialisierung und die ausschließliche Ausrichtung an der Produktivität in der staatlichen Holzwirtschaft habe den Effekt gehabt, dass für die pfälzische Landbevölkerung zwischen 1820 und 1850 der „versperrte Wald“ eine Grunderfahrung gewesen sei.[409] Insoweit ist die Kontinuitätslinie in dem forstwirtschaftlichen Verwaltungshandeln, das durch den theoretischen Kameralismus geprägt worden ist, noch bis weit ins 19. Jahrhundert zu ziehen.

Allerdings unterschied sich das forstwirtschaftliche Handeln von Franz Daniel Rettig gegenüber der Forstwirtschaft seines Vaters darin, dass der Sohn über naturkundliche Kenntnisse verfügte, die sich aus den Verwaltungspraktiken seines Vaters nicht hatten ableiten lassen. Das zeigt sich darin, dass Franz Daniel Rettig die nachteiligen Folgen der Kiefernbewirtschaftung sehr wohl kannte, auch wenn er daraus nicht die aus heutiger Sicht richtigen Schlüsse einer Mischwaldbewirtschaftung zog. Seine Beschreibung des Reichswaldmoors,[410] die als lose Blätter in die generellen Anmerkungen eingefügt sind, belegen diese Kenntnisse: „Schon beym ersten Blick zeichnet sich selbiges [Moor, J.G.] durch seine Vegetation aus. Das kümmerliche, zwergige Aussehen der über diesen Boden zerstreuten Kiefern und übrigen Holz-Arten zeigt schon von Weitem die Natur des Bodens, der Ihnen zum Wachstum dient. Bey näherer Betrachtung findet sich auch Armuth in der Zahl der Gewächste, welche mit diesem unfruchtbaren Erdreich

[409] Vgl. Grewe, Der versperrte Wald, S. 443.
[410] LAS G12 25 UNr. 2. Vgl. für die Zitate aus diesem Abschnitt den Teil „Die Beschaffenheit dieses Gebürgs ist übrigens folgende“. Ein Textausschnitt aus diesem Teil der Akte findet sich auch ohne Analyse bei Poller, Schicksal, S. 238ff.

vorlieb nehmen“. Hier bestätigt sich, dass Rettig in sein forstwirtschaftliches Wissen auch die Beobachtung vor Ort integrierte, denn seine Analyse der Beschaffenheit des Moors wäre allein aufgrund von kameralistischen Wissensbeständen nicht möglich gewesen, sondern konnte nur aus eigener Betrachtung erfolgen. Rettig konstatierte einen verkümmerten Baumwuchs und schloss daraus auf den Nährstoffgehalt des Bodens. Weiter beschrieb Rettig den Reichswaldmoor folgendermaßen: „Der Torf selbst bestehet nach der gemachten Untersuchung in einem Convolut von Pflanzen, Wurzelen, welche schwammartig einen gewissen Grad von Feuchtigkeit eingesogen, und durch dieselben in ihrer gänzlichen Verwesung gehindert, sich in einem gewissen Grad conservirt haben, so wie das Holz im Wasser viele Jahrhunderte lang der Faulniß widerstehet. Durch die Kürze der Zeit scheinen die eigenthümlichen Säfte dieser Pflanzen Wurzeln eine chemische Veränderung zu erleiten, und dadurch die harzige Bestandtheile zu erzeugen, womit diese Wurzeln durchdrungen“. Rettig hatte offensichtlich vor Ort Bodenproben entnehmen und den Torf analysieren lassen und aus dem Gehalt des Torfs beziehungsweise aus der ausbleibenden Fäulnis auf chemische Prozesse geschlossen, die die Torfbildung ermöglichten, indem sie den Verwesungsprozess unterbrochen hatten. Rettig schloss also von der Bodenbeschaffenheit auf chemische Vorgänge im Boden. Er listete in der Beschreibung sämtliche Pflanzen auf, die in diesem Moor wuchsen und verwendete dabei durchgehend die lateinische Bezeichnung. Das zeigt, dass Rettig sowohl über biologische als auch über chemische Wissensbestände verfügte, die seine Verwaltungspraktiken von denen seines Vaters unterschieden. Dieses hier praktisch angewandte Wissen von Rettig könnte ein Hinweis auf das biologisch-chemische Grundstudium an der Kameral-Hohen-Schule sein. In jedem Fall ging das empirische Vorgehen, das Rettig hier anwandte, über die bloße Nutzung eines Waldes nach kameralistischen Prinzipien hinaus und passt eher zur forstwissenschaftlichen Herangehensweise des 19. Jahrhunderts. Dass Rettig sein biologisch-chemisches Wissen in Eigenleistung in sein Verwaltungshandeln integrierte, kann allerdings auch als Beleg dafür gesehen werden, dass die Institutionalisierung der auf empirisch-naturwissenschaftlicher Basis beruhenden Forstwissenschaft im 19. Jahrhundert nicht einfach ein Top-down-Prozess war, sondern durch das Wissen von

Amtsträgern der mittleren und unteren Behörden befördert wurde.[411] Am Ende dieses Abschnitts über den Reichswaldmoor kommt Rettig jedenfalls von der Ebene der biologisch-chemischen Beobachtung zur Ebene der ökonomischen Relevanz der Torferde, denn er schrieb: „Daß die Torferde von selbsten wieder nachwächst und die Löcher, woraus man Torf gegraben, wieder ganz zuwachsen, ist ein bekannte Sache, daß aber hierzu ein langer Zeitraum erforderlich, ist nicht zu bezweifeln. Schon in einem Zeitraum von 40 Jahren kann eine 6 bis 8 fache tiefe Torfgrube der Erde wieder gleichwachsen, man findet auch hier einen schon ganz gebildeten Torf, allein sein Bestand ist schwammartig, sein Ansehen bräunlich, und sein Feuerbestandtheil nicht zur Hälfte dem guten schweren schwarzen Torf gleichzusetzen“. Zumindest implizit ist an dieser Stelle auch wieder die Perspektive der möglichen Nutzbarmachung enthalten, indem Rettig darauf hinweist, in welchem Zeitraum der Torf sich als Ressource wieder nachbilden würde, wobei er gleichzeitig wieder seine biologisch-empirischen Kenntnisse einfließen lässt und darauf hindeutet, dass es weit länger als 40 Jahre dauere, bis ein qualitativ hochwertiger, also leicht brennbarer Torf gebildet werde. Gerade die Gegenüberstellung der Akteursfallbeispiele Konrad Theodor Rettig und Franz Daniel Rettig hat gezeigt, welche Kontinuitäten und Brüche sich im forstwirtschaftlichen Verwaltungshandeln feststellen lassen. Schon der Vater etablierte als kurpfälzischer Forstmeister der Oberämter Lautern und Lauterecken forstwirtschaftliche Praktiken, die auf das Ziel der Rationalisierung der forstwirtschaftlichen Ressourcen hin ausgelegt waren. Die Praktiken des Sohns Franz Daniel Rettig, der ein studierter Staatswirt war, knüpften durch ihre Ausrichtung auf die Effizienzsteigerung an die Praktiken des Vaters an. Im Unterschied zu seinem Vater legitimierte er sein forstwirtschaftliches Verwaltungshandeln nicht nur, indem er sich als rational rechnender Forstbeamter inszenierte, sondern zusätzlich auch dadurch, dass er seine biologisch-chemischen Wissensbestände in seine Praktiken miteinfließen ließ. Durch dieses als rational und wissensbasiert inszenierte Verwaltungshandeln konnte Franz Daniel Rettig seine Legitimität im administrativen Kontext des Départements du Mont-Tonnerre

[411] Vgl. Radkau, Holz, S. 184.

sicherstellen und im Vergleich zum Vater sogar aufsteigen. Hatte er sein Amt als Forstmeister ursprünglich vererbt bekommen, so hatte er im Dienst nicht nur seine Position, sondern auch seine Legitimität dem gegenüber deutlich steigern können, denn sonst wäre er unter den völlig neuen politischen Rahmenbedingungen des französischen Nationalstaats in seiner Position nicht anerkannt worden. Robert Bernsee hat in seiner Arbeit über Korruption und bürokratische Reformen darauf hingewiesen, dass die Praxis der Ämtervererbung zwar am Ende des Ancien Régimes an Legitimität verloren hatte und für höhere Verwaltungsstellen ein Studium notwendig geworden war, dass aber die alten Praktiken nicht einfach verschwanden.[412] Das vorliegende Akteursbeispiel bestätigt diese Feststellung, sie zeigt aber darüber hinaus, welche Handlungsoptionen das kameralistische Studium in der Kurpfalz den Studierenden eröffnete: Die studierten Staatswirte konnten sich in der Forstwirtschaft nicht nur als formal legitimiert inszenieren, sondern darüber hinaus durch ihr Verwaltungshandeln auch noch die Botschaft an die ihnen übergeordneten staatlichen Akteure kommunizieren, dass sie für eine Rationalisierung und eine Effizienzsteigerung in diesem Wissenssektor standen.

Auch das Akteursfallbeispiel Ludwig Glöckle, der sich 1781 an der Kameral-Hohen-Schule immatrikuliert hatte und danach zunächst Administrationsschaffner in Ingelheim geworden war,[413] bevor er zum Commissaire der Départementverwaltung wurde, zeigt, dass die studierten Staatswirte als Forstwirte auch nach dem Ende des Ancien Régime als nützlich erachtet wurden. Glöckle war für die Kontrolle der Wälder „entre Landau, Dürckheim et Kaiserslautern“ zuständig.[414] Er verfasste im Jahr 1800 einen detaillierten Bericht an die Departementverwaltung, in dem er beschrieb, wie die Waldbestände von lokal agierenden Holzverkäufern genutzt wurden und wie das aus seiner Sicht den Interessen Frankreichs zuwiderlaufen würden. Glöckle ging dabei insbesondere auf die Holzhändler ein, die so, wie sie die Holzbestände entnahmen, dem Wald schadeten: „Les Entrepreneurs donnent leurs déclarations d’une manière confuse,

[412] Vgl. Bernsee, Moralische Erneuerung, S. 378.
[413] Vgl. Poller, Schicksal, S. 116.
[414] LAS G2 574: Eingabe von Ludiwg Glöckle an die Verwaltung des Departement Mont-Tonnerre vom 5. Brumaire an 7.

qu'il mette pas possible de decouvrir les quantités de bois de chauffage et de construction".[415] Zunächst fällt auf, dass auch Glöckle zwischen Brennholz (de chauffrage) und Bauholz (de construction) und damit zwischen Unter- und Oberholz unterschied. Er verwendete diese Kategorisierung, um zu verdeutlichen, dass sich aus den unübersichtlichen Verzeichnissen der Holzhändler nicht entnehmen lasse, welche Mengen Unter- und Oberholz diese aus den Wäldern entnommen hatten. Glöckle zeigt durch diesen Vorwurf, dass er die Sichtweise der Departementverwaltung in Bezug auf die Holzbestände des genannten Bezirks eingenommen hatte. Aus dieser Sichtweise war es relevant, die Menge der gefällten und verkauften Bäume zu kennen und insbesondere zu wissen, ob Ober- oder Unterholz entnommen worden war. Aus den unübersichtlichen Verzeichnissen der Holzverkäufer resultiere das Problem, dass die Wälder in diesem Bezirk des Departement Mont-Tonnerre Schaden nehmen würden. Dies sei beispielsweise in Bezug auf die Wälder bei Eisenstadt bereits der Fall: „La mauvaise faison ne permit pas d'examiner les partis endomagées de cette fôret, ni de decouvrir toutes les ventes partielles faites illegalement. Les vents de bois plus considerable prouvents suffisament combien les intêrest de la République ont été lésés".[416] Aufgrund der Tatsache, dass die Unternehmer ihre vorgeschriebenen Berichte über die von ihnen gefällten Bäume nicht ordentlich führen würden, sei es nicht möglich, beschädigte Teile des Waldes zu identifizieren und illegale Verkäufe aufzudecken. Angesichts dieser Tatsachen seien die Interessen der französischen Republik direkt betroffen. Das zeigt, wie relevant der Wald als Ressourcenbestand für die französische Verwaltung war. Glöckle beweist durch sein Akteurshandeln als Commissaire, dass er dieses Interesse des französischen Staates vor Ort gewährleisten konnte, indem er die aus seiner Sicht fehlerhafte Behandlung des Waldbezirks, für dessen Überwachung er zuständig war, anklagte. Dabei wies er auch explizit auf die finanziellen Interessen des Departements hin : „Il est également constaté que pour ces ventes arbitraries, les arbres ne sont payés d'après la vraie valeur, d'en il résulte un tort considérable pour le trésor

[415] Ebd., (fol. 6).
[416] Ebd., (fol.28).

national".[417] Glöckle legitimierte hier also sein Urteil über die nicht staatlich genehmigten Holzverkäufe damit, dass sie dazu führen würden, dass die Preise des wahren Wertes nicht erzielt werden würden, was für die nationalen Einnahmen notwendigerweise einen Nachteil bedeuten müsse. Der Erwartungshaltung, die von Seiten der Departementverwaltung in Bezug auf Glöckles Arbeit als Commissaire „des eaux et fôrets" bestand, dürfte dieser durch seine Berichte entgegengekommen sein. Glöckle legte dar, welches Handeln derjenigen, die den Waldbezirk nutzten, aus welchen Gründen den Interessen des französischen Staates zuwiderlaufen musste und ging dabei vor allem auf die mangelhafte Verzeichnistätigkeit der beschädigten Waldbestände und die ungenehmigten Verkäufe ein, die für das Département finanzielle Einbußen nach sich ziehen würden.

Ein staatsnützliches forstwirtschaftliches Handeln der lokalen Forstbeamten ließ sich aus der Sicht des Staates vor allem daran messen, wie es diesen gelang, aus dem gewonnenen Holz die größtmöglichen finanziellen Einnahmen zu generieren. Dabei waren zwei Möglichkeiten denkbar: Entweder konnte das Holz über festgesetzte Preise den landesherrlichen Untertanen zur Verfügung gestellt werden, wobei die Preisfestsetzung den Untertanen zugute kam und somit geeignet war die Legitimität des Verwaltungsapparats zu erhöhen, oder es wurde an den Meistbietenden versteigert, was höhere Einnahmen in Aussicht gestellt hätte.[418] Auch wenn sich langfristig im Übergang zum 19. Jahrhundert die Praxis der freien Preisbildung durchsetzte, lehnten die Autoren kameralistischer Publikationen, die sich mit der Forstwirtschaft auseinandersetzten, die freie Preisbildung für Holz noch zu Beginn des 19. Jahrhunderts ab, wie der Umwelthistoriker Rolf-Peter Sieferle betont.[419] Laut Sieferle war das aus der Sicht dieser Autoren rational, weil die sonst steigenden Holzpreise die Exportfähigkeit der gewerblichen Industrie, vor allem die des um 1800 noch völlig brennholzabhängigen Bergbaus, stark beeinträchtigt hätten.[420]

[417] Ebd., (fol. 6).
[418] Vgl. Radkau, Holz, S. 158f.
[419] Vgl. Sieferle, Der unterirdische Wald, S. 196.
[420] Vgl. ebd.

Das Fallbeispiel des Akteurs Karl Friedrich Viktor Jägerschmid, der sich im Wintersemester 1794/95 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert hatte und der ab 1803 Forstverwalter in Gernsbach bei Pforzheim und 1807 dort Forstmeister wurde,[421] belegt, wie forstwirtschaftliche Praktiken mit Holzversteigerungen zusammenhingen. Jägerschmid hatte, wie im Kapitel 2.3 erwähnt wurde, bereits an der Försterschule in Gernsbach das Handwerk eines Försters gelernt, bevor er an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule studiert hatte. Als dortiger Forstverwalter beziehungsweise Forstmeister unterstand er dem Oberforstamt Eberstein und organisierte ab dem Jahr 1806 verschiedene Holzversteigerungen, die die Stadt Gernsbach mit den Holzbeständen ihres Stadtwaldes durchführen wollte, der, im Gegensatz zu den Kameralwäldern, keine landesherrliche Domäne darstellte. In seinem Bericht dokumentierte Jägerschmid zunächst, unter welchen konkreten Umständen die erste geplante Holzversteigerung stattfinden sollte: „In dem Gernsbacher Stadtwald befinden sich 42 Stämme abgängige Eichen, […] wegen deren Verkauf die hiesige Stadt bereits […] einen Accord dahin abgeschlossen hat, daß für jene 112 Stämme […] 515 fl. bezahlt wird […], nach erfolgter Genehmigung des Holz umgehauen und sogleich bezahlt, der Wald aber längstens bis Georgi 1807 geräumt seyn soll“.[422] Jägerschmid berichtete dem Oberforstamt Eberstein also, welchen Preis die Stadt Gernsbach ausgehandelt hatte und genehmigte den Verkauf, da der ausgehandelte Preis dem Wert der gefällten Bäume entsprach. Jägerschmid beurteilte also die Wirtschaftlichkeit des konkreten Verkaufsvorgangs für die Stadt Gernsbach. Er teilte dem Oberforstamt Eberstein darüber hinaus auch mit, welche Holzbestände in den Wäldern rund um Gernsbach zur Verfügung standen: „Im Staufenberger Kameralwald befanden sich 56 Stamm abgängigen Bau und Brennholz inhier, welche ohngefehr 262 Klaster zusammen abwerfen mögen“ und „im Scheuerer Gemeindswald stehen ungefähr 40 Eichen, so gegen 120 Klaster enthalten mögen“.[423] Diese Aussage von Jägerschmid setzte voraus, dass er nicht nur die Zahl der Bäume in dem genannten Staufenberger Kameralwald kannte, die

[421] Vgl. Poller, Schicksal, S. 164.
[422] GLA 263/270: Bericht von Jägerschmid an das Oberforstamt Eberstein vom 10. April 1806.
[423] Ebd.

sich zum Fällen eigneten. Die Beschreibung von Jägerschmid belegt auch, dass er wusste, für welchen Verwendungszweck sich die zu fällenden Bäume eignen und welche Klasterzahl sie ergeben würden. Jägerschmid erfüllte durch sein Verwaltungshandeln somit stillschweigend die Handlungserwartungen des Oberforstamts Eberstein, das von ihm als dem zuständigen Forstmeister eine Einschätzung über die Preisbildung im Zuge der geplanten Versteigerung sowie eine Bestandsaufnahme der Baumbestände erwartete. Jägerschmid dokumentierte daraufhin die Ergebnisse der Versteigerung. So wurden im Gernsbacher Stadtwald „453 Stämm Tannen-Scheid-Holz öffentlich versteigert und bei der Concurrenz der Liebhaber 3666 fl. 28 daraus erlöst“.[424] Da Jägerschmid diesen Erlös kommentarlos kommunizierte, konnte er offenbar ebenfalls voraussetzen, dass diese Summe vom Oberforstamt Eberstein gebilligt werden würde. Das bedeutet aber auch, dass er den Wert der verkauften Stämme einschätzen konnte. Er erwähnte darüber hinaus aber auch, dass „bei diesem Verkaufe sowohl in hiesiger Stadt, als Staufenberger Kameralwald […] nichts zu erneuern, weil das Holz abgängig und der Erloes der Lage der Waldungen und der Beschaffenheit des Holzes noch ziemlich hoch“ sei.[425] An dieser Stelle begründete Jägerschmid also die eigene Einschätzung und legitimierte sie zugleich. Er beurteilte den Verkaufsvorgang als forstwirtschaftlich gerechtfertigt, da der erzielte Preis im Verhältnis zur vorhandenen Qualität des Holzes und im Verhältnis zur Tatsache, dass die betreffenden Stämme sowieso hätten gefällt werden müssen, vergleichsweise hoch ausgefallen sei. Obwohl die Versteigerungspreise für das Holz zwischen den Repräsentanten der Stadt Gernsbach und den privaten Interessenten frei ausgehandelt worden waren, gab es von Seiten des Verwaltungsapparats kein Vertrauen in den Informationsgehalt von Preisen, denn Jägerschmid musste sich einschalten und die ausgehandelten Preise für annehmbar befinden. Jägerschmids Wissen war deswegen gefragt, weil er die Qualität der Bäume einschätzen und auf dieser Basis den erzielten Verkaufspreis der Versteigerung forstwirtschaftlich beurteilen konnte. Dass diese Praxis erhöhte Transaktionskosten verursachte, die durch diese Art der Kontrolle der

[424] Ebd.
[425] Ebd.

Preisfestsetzung entstanden, ist eine Erwägung aus heutiger Sicht und entsprach nicht den Rationalitäten der kameralistisch geschulten Forstwirte. Aus der Sicht historischer, insbesondere staatlicher Akteure im ausgehenden Ancien Régime war es dagegen rational, die Preisbildung von einem Beamten vor Ort überprüfen zu lassen, weswegen Jägerschmid hier eine aus Sicht des Oberforstamtes relevante Funktion erfüllte. Dass sein Handeln damit staatsrelevant war, zeigt sich gleichermaßen an seiner Einschätzung eines weiteren Waldbestandes, des sogenannten Scheuerer Gemeindewalds, den die Stadt Gernsbach ebenfalls nutzen wollte, um kurzfristige Einnahmen generieren zu können. Jägerschmid urteilte in Bezug auf diesen Gemeindewald, das Holz dort sei „nicht abgängig und könnte noch mehrere Jahre stehen, da aber die Gemeinde Scheuer zur Beschreitung ihrer Kriegskasse keine andere Quelle hat“, müsse es dennoch gefällt werden.[426] Die Holzbestände zu verkaufen sei also forstwirtschaftlich nicht gerechtfertigt, da die Bäume noch im Wachstum stünden. Es sei aber dennoch geboten, diese Bäume zu fällen, da die Stadt kurzfristige Einnahmen benötige, um ihre Kriegsabgaben leisten zu können. Auch an diesem Punkt argumentierte Jägerschmid im Sinne einer forstwirtschaftlichen Rationalität, die aber, wie er selbst in seiner Argumentation einräumte, aufgrund der politischen Lage zurückgestellt werden müsse. Das zeigt, dass Jägerschmid als Forstbeamter unterschiedliche Rationalitäten abzuwägen versuchte. Er schlug auf Basis der gegebenen Sachzwänge vor, Bäume im Scheuerer Gemeindewald zu fällen, auch wenn dies rein forstwirtschaftlich betrachtet aus seiner Sicht nicht optimal war: „Der höchst möglichste Erloes dürfte zu erzwecken seyn, wenn man dieses Holz in der Saftzeit fällen und schälen lässt, so fort die Rinde an die Gerber verkauft, die Staemme hingegen als Bau- und Scheidholz, das Abholz aber zum Verbrennen in öffentliche Steigerung verloeset“.[427] Jägerschmid unterfütterte seinen Handlungsvorschlag mit seinem forstwirtschaftlichen Wissen und legitimierte ihn damit. In seiner Argumentation ordnete er die verschiedenen Holzarten und ebenso die Bestandteile der Stämme der jeweils wirtschaftlich sinnvollsten Verwendung zu, was wiederum zeigt, dass er sein forstwirtschaftliches Wissen

[426] Ebd.
[427] Ebd.

auch dazu nutzte, den bestmöglichen Erlös zu gewährleisten. Die höchsten Einnahmen könnten, so Jägerschmid, erreicht werden, wenn man die Holzrinde den Gerbern anböte und das Abholz, also die Äste der Blöcher, als Brennholz versteigerte. Durch diesen Handlungsvorschlag inszenierte Jägerschmid sein forstwirtschaftlich rationales Denken, durch das er die Handlungserwartungen des Oberforstamtes erfüllte. Er konnte überzeugend darlegen, warum die von ihm vorgeschlagene Verfahrensweise sowohl für die Stadt Gernsbach als auch für das Oberforstamt Eberstein in der konkreten Situation die optimale Lösung darstellte.

Im Jahr 1808 musste die Stadt Gernsbach wieder eine Holzversteigerung organisieren, da sie ihre Schulden, die wegen der zu leistenden Kriegsabgaben an das Großherzogtum Baden entstanden waren, nicht mehr bedienen konnte. Jägerschmids Aufgabe war es, die angedachte Versteigerung unter forstwirtschaftlichen Gesichtspunkten zu beurteilen. Seine Einschätzung, welche Bäume dazu am besten versteigert werden sollten, lautete folgendermaßen: „Im sogenannten oberen Stadtwald befinden sich 72 Stamm Tannen-, Säg- und Brennholz, welche nach der vorgenommenen Aufnahme 1033 fl. Werth haben und durchaus in jungem Holze sich befinden, so daß es in forstwirthschaftlicher Hinsicht für den Wald gut ist, wenn jene abgängigen Tannen heraus genommen werden“.[428] Auch hier kommunizierte Jägerschmid an das Oberforstamt Eberstein zunächst die relevanten Informationen, die dem Oberforstamt dabei helfen sollten, die von ihm vorgenommene Preisbildung nachvollziehen zu können. Indem Jägerschmid den Wert der Holzbestände im Stadtwald bezifferte, bestimmte er den Rahmen, in dem sich die zwischen der Stadt Gernsbach und den potentiellen Holzkäufern ausgehandelten Preise bewegen könnten. Diese Handlung ist als autonome Eigenleistung Jägerschmids aufzufassen. Außerdem fällt auf, dass er seine Handlungsvorschläge selbst mit dem Attribut ‚forstwirtschaftlich‘ charakterisierte. Damit legitimierte er seinen Handlungsvorschlag und verwies gleichzeitig implizit auf seine Wissensbestände, die stillschweigend gewährleisten sollten, dass die Forstwirtschaftlichkeit trotz der notwendigen Versteigerung tatsächlich gegeben war. Da Jägerschmid nicht explizit begründete, warum gerade

[428] GLA 144/224: Bericht von Jägerschmid an das Oberforstamt Eberstein, Gernsbach 26. April 1808.

Tannen gefällt werden sollten, ging er an diesem Punkt von einer gemeinsamen impliziten Wissensbasis zwischen ihm und dem Oberforstamt Eberstein aus. Sowohl Jägerschmid als auch das Oberforstamt waren Träger der forstwirtschaftlichen Wissensbestände ihrer Zeit. Beide Parteien wussten, dass Tannen im Vergleich zu anderen Baumarten schneller wachsen. Aus diesem Grund eigneten sie sich für die angedachte Versteigerung, die eine akute Geldnot der Stadt beheben sollte. Jägerschmids wies auch darauf hin, dass „die Stadt Gernsbach noch mehreres dergleichen abgängiges in dem Unterwuchs sich befindliches Laub- und Nadelholz in ihren Waldungen stehen hat, und solches zu Tilgung ihrer Kriegsschulden nach und nach versilbern“ solle.[429] Das Laub- und insbesondere das Nadelholz könne also trotz des Unterwuchses versteigert werden, ohne dass das forstwirtschaftlich gesehen einen nachhaltigen Schaden verursachen würde. Während sich die Wälder des deutschen Südwestens bis zum 18. Jahrhundert natürlicherweise aus Laubwald zusammensetzten,[430] war Nadelholz, also beispielsweise Holz von Kiefern und Tannen, deswegen in den südwestdeutschen Territorien seit der Mitte des 18. Jahrhunderts verbreitet, weil Nadelbäume schneller nutzbares Oberholz hervorbrachten und somit aus der Sicht der Forstämter sowie aus der Sicht der kameralistischen Literatur zur Forstwirtschaft einträglicher waren.[431] In Bezug auf das Handeln des Akteurs Jägerschmid gilt somit, dass er bei dieser konkreten forstwirtschaftlichen Maßnahme stillschweigend von einer Zustimmung des Oberforstamtes Eberstein ausging, was eine Erläuterung obsolet machte.

Auch die nächste Holzversteigerung der Stadt Gernsbach, die im Jahr darauf stattfand, erfolgte, weil diese weiterhin ihre Kriegsschulden tilgen musste. Jägerschmid erläuterte die Bedingungen der Versteigerung wieder vorab:

[429] Ebd.
[430] Vgl. Mußgnug, Einleitung Kurpfalz, S. 14.
[431] Auch der Akteur Konrad Theodor Rettig ließ aus diesem Grund in erster Linie Kiefern anbauen, was laut Allmann auch dazu geführt habe, dass die Bodenqualität in den von ihm bewirtschafteten Forsten gelitten hatte. Vgl. Allmann, Der Wald in der Frühen Neuzeit, S. 204.

> Das Oberholz will die Stadt zum eigenen Bedürfniss selbsten behalten und wurde deswegen denen Steigerern anbedungen, wieder alles von den ersteigerten Stämmen liegen zu lassen, was nicht zu Sägklözen und Nuzholz taugt. Von Seiten des Amtes und der Inspection muss man dem städtischen Vorhaben gänzlich beitreten, da man ausser diesem keine ergiebige Quelle kennt, die preisfressenden und freylich durch dieses mehr anwachsende Schulden zu vermindern und zu tilgen.[432]

Auch in diesem Handlungsvorschlag zeigt sich, dass Jägerschmid darum bemüht war, einen Ausgleich zwischen den in die Zukunft gerichteten forstwirtschaftlichen Interessen des Amtes Eberstein und den kurzfristigen finanziellen Zwängen der Stadt Gernsbach herzustellen. Er nahm eine vermittelnde Position ein, indem er darlegte, wie sowohl die notwendigerweise kurzfristigen Einnahmen der Stadt Gernsbach als auch die langfristige forstwirtschaftliche Behandlung ihrer Waldbestände optimal gewährleistet werden könnten. In der Art, wie Jägerschmid die geplante Holzversteigerung konzipierte, zeigt sich, dass er seine forstwirtschaftlichen Wissensbestände als Verwaltungsakteur nutzbar machte. Einerseits bezog er die äußeren Notwendigkeiten in seine Handlungsvorschläge mit ein, indem er das Problem des Preisverfalls als Komponente mitberücksichtigte und daraus ableitete, dass eine schnell durchgeführte Versteigerung notwendig sei. Gleichzeitig berücksichtigte er die Logik des langfristigen wirtschaftlichen Handelns der Stadt Gernsbach, der es auch gelegen sein musste, das hochwertige Nutzholz (also das Oberholz) nicht einer kurzfristigen Versteigerung auszusetzen und damit unter Wert zu verkaufen, was der Staatskasse ebenfalls geschadet hätte. Durch seine Handlungsvorschläge versuchte Jägerschmid also, für die Stadt Gernsbach eine Versteigerung zu organisieren, die aus der Sicht des badischen Verwaltungsapparats als wirtschaftlich am sinnvollsten erscheinen musste. Dabei nutzte Jägerschmid seine rein forstwirtschaftlichen Wissensbestände, bezog aber auch mit den Schulden der Stadt Gernsbach externe ökonomische Gegebenheiten mit ein. Dadurch war er in der Lage, zwischen den langfristigen forstwirtschaftlichen Interessen des Oberforstamtes Eberstein und den notgedrungen kurzfristigen finanziellen Interessen der Stadt Gernsbach zu vermitteln. Durch sein Handeln wies Jägerschmid sich als staatswirtschaftlicher

[432] GLA 144/224: Bericht von Jägerschmid an das Oberforstamt Eberstein, Gernsbach 26. Febr. 1809.

Forstwirt aus, der sowohl die Interessen des Verwaltungsapparats (des Oberforstamtes) als auch die Interessen lokaler Akteursgruppen (der Stadt) zu berücksichtigen wusste.

Die studierten Staatswirte, die in der Forstwirtschaft Karriere machten, nutzten Praktiken, die belegen, dass sie, wenn sie nach kameralistischen Prinzipien handelten, die vom Staat angestrebte Rationalisierung des Waldes vor Ort umsetzen konnten. Um sicherzugehen, dass die Handlungen der studierten Forstwirte von Seiten der südwestdeutschen Verwaltungsapparate anerkannt werden würden, nutzten sie spezielle Legitimierungsstrategien für ihre forstwirtschaftlichen Praktiken. Sie beförderten die Anlegung von Kiefernwäldern, um Oberholz zu produzieren, sie stimmten ihre Praktiken auf die kartographischen Erfassungstätigkeiten der Waldbestände und auf die Hauungspläne der zentralen Verwaltungsapparate ab und sie organisierten Holzversteigerungen so, dass in forstwirtschaftlicher und damit auch in finanzieller Hinsicht das bestmögliche Ergebnis für den Staat herausspringen würde. Insbesondere die Gegenüberstellung der forstwirtschaftlichen Verwaltungspraktiken von Vater und Sohn Rettig hat gezeigt, dass diese trotz eines jeweils völlig anderen politischen Kontexts ihr Handeln mit der gleichen Legitimationsstrategie begründen konnten, die darin bestand, die von ihnen vor Ort verwirklichte Rationalisierung des Waldes als ökonomisch und politisch unzweifelhaft zu inszenieren, obwohl beide die Nutzungsinteressen der lokalen Bevölkerung offensichtlich zurückdrängen wollten. Der Unterschied des forstwirtschaftlichen Handelns, das der Sohn Franz Daniel Rettig im Gegensatz zu seinem Vater implementierte, ist vor allem darin zu sehen, dass Rettig junior sein Handeln expliziter zu legitimieren versuchte und dabei auch darauf zurückgriff, sein biologisch-chemisches Wissen darzustellen, was als Hinweis auf die Wissenskultur der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule gedeutet werden kann. Der Akteur Viktor Jägerschmid hebt sich ebenfalls dadurch hervor, dass er nicht nur forstwirtschaftliche Publikationen vorlegte, sondern dass er darüber hinaus auch sein Verwaltungshandeln explizit legitimierte, indem er darlegte, wie er bei den Holzversteigerungen der Stadt Gernsbach sowohl deren finanzielle Zwangslage als auch die forstwirtschaftlichen Bedenken des

Oberforstamtes Eberstein berücksichtige. Der Akteur Glöckle begründete seine Forderungen nach Intervention gegen die von ihm berichteten Verstöße ebenfalls explizit und mit dem Verweis darauf, dass sie dem Interesse des Staates widersprachen. Die studierten Staatswirte als Forstwirte begründeten ihr Verwaltungshandeln also argumentativ und legitimierten es explizit mit dem Verweis darauf, dass ihre Maßnahmen ökonomisch sinnvoll und somit unbestreitbar geboten seien. Mit dieser Strategie hatten sie im Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft auch über das Ancien Régime hinaus Erfolg, da die politisch-gesellschaftlichen Umwälzungen nicht dazu führten, dass ihr Verwaltungshandeln aus der Sicht der zentralen staatlichen Akteure weniger nützlich erschien. Der Wald als Ressourcenlieferant galt zwar sowohl im späten Ancien Régime als auch im frühen 19. Jahrhundert als gesamtwirtschaftlich relevant, aber während die studierten Staatswirte im späten Ancien Régime die Ressource Holz eigentlich nur für die Landesherrschaft bereitstellen sollten, deren Hofkammern die Wälder als Domänen gehörten, konnten sie sich zu Beginn des 19. Jahrhunderts, wie zum Beispiel Franz Daniel Rettig, darauf berufen, dass der Staat mit seinen Bürgern identisch sei, was ihr Handeln auch gewissermaßen als öffentliches Interesse legitimierte. Erst dadurch, dass sich die Forstwissenschaft im Laufe des 19. Jahrhunderts mit ihrer empirisch-naturwissenschaftlichen Wissensvermittlung institutionalisierte, wurde der kameralistisch geprägte Staatswirt als Forstwirt abgelöst. Bis dahin erwiesen sich die studierten Staatswirte als Forstwirte noch über 1800 hinaus als staatsnützlich.

3.2 Landwirtschaft: Akteure der Auflösung der Agrarverfassung

Die kameralistische Wissensvermittlung im Südwesten war im Grunde genommen ein Produkt der Aktivitäten der dortigen Ökonomischen Aufklärung. Das gilt, wie der erste Teil der Arbeit gezeigt hat, insbesondere für die studierten Staatswirte

der Kurpfalz, denn dort bestand eine institutionelle Kontinuität. Die Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft hatten die Kameral-Hohe-Schule zu Lautern nicht nur gegründet, sondern sie führten die Sozietät parallel zu dieser Schule fort. Den kurpfälzischen studierten Staatswirten konnten die Lehrer der Hohen-Schule durch diese personelle Übereinstimmung als Sozietätsmitglieder die Wissensbestände zuschreiben, die sie in den Bemerkungen und den Vorlesungen publiziert hatten. Diese Wissensbestände waren, wie bereits erwähnt, insbesondere vor der Gründung der Kameral-Hohen-Schule vornehmlich landwirtschaftliche Wissensbestände. Das spricht dafür, dass den studierten Staatswirten von den reforminteressierten Verwaltungsapparaten zugetraut wurde, landwirtschaftliche Innovationen implementieren zu können. Dass aus der Sicht derjenigen, die die studierten Staatswirte als Absolvententyp konzipiert hatten, deren landwirtschaftliches Wissen besonders relevant war, hat sich auch in den bereits untersuchten Legitimierungsstrategien der gelehrten Akteure im institutionellen Rahmen der Hohen-Karlsschule und des Lehrstuhls für Kameralwissenschaften in Tübingen gezeigt. Sowohl aus der Sicht der Lehrer als auch aus der der württembergischen administrativen Akteure bildeten praktische landwirtschaftliche Kenntnisse, die im Idealfall durch die Verwaltung landwirtschaftlicher Güter erworben worden waren, die idealen Voraussetzungen, um zukünftige Kameralbeamte zu unterrichten. Dass die studierten Staatswirte trotz dieser Voraussetzungen weniger als landwirtschaftliche Innovatoren auftraten, dafür aber als Akteure eines Prozesses fungierten, der die aus der Landwirtschaft sich ergebende politisch-gesellschaftlichen Ordnung transformierte, wird Gegenstand des folgenden Kapitels sein.

Als übergreifender Forschungskonsens ist die These, wonach die Wissensbestände der Ökonomischen Gesellschaften die theoretische Kameralistik ab den 1760er-Jahren vor allem in der Ausrichtung auf das Gemeinwohl entscheidend geprägt haben,[433] als plausibel zu bewerten. Die kurpfälzischen studierten Staatswirte sollten, auch das hat die Analyse bereits gezeigt, aber nicht selbst im vormodernen Sinne als Ökonomen, also als Gutsverwalter tätig werden,

[433] Vgl. Garner, État, Économie, Territoire, S. 61.

sondern sie sollten als Wissensträger die landwirtschaftlichen Wissensbestände zirkulieren lassen, weil der direkte Wissenstransfer zur Landbevölkerung aus der Sicht der Gesellschaftsmitglieder nicht funktioniert hatte. Genau aus diesem Grund war die Kameral-Hohe-Schule ursprünglich auch von der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft gegründet worden. Die studierten Staatswirte sollten als staatliche Akteure eine vermittelnde und verordnende Funktion einnehmen, indem sie neue landwirtschaftliche Techniken in Gesetzesform bringen oder als lokale Amtsträger die Umsetzung dieser Gesetze sicherstellen sollten. Die landesherrlichen Verwaltungsapparate selbst, die im Sektor der Forstwirtschaft über die Kameralwälder als Domänen und somit über die Ressource Holz unmittelbar verfügten, konnten in die Landwirtschaft nur durch Erlasse und Verordnungen indirekt eingreifen, da der landwirtschaftliche Grund und Boden sich nicht in ihrem Besitz befand. Da die Ökonomischen Aufklärer aber durch ihre Forderungen nach landwirtschaftlichen Reformen und Verbesserungen, also beispielsweise nach Einführung der Fruchtwechselwirtschaft, nach Anbau neuer Fruchtarten wie Krapp, Stallfütterung, Viehfutteranbau, Aufhebung der Brache, Handlungsdruck auf die Verwaltungsapparate ausübten, traten die Landesherren zunehmend durch Erlasse und Verordnungen als Rechtsbefehler auf und stellten damit die traditionsbegründeten Rechtsnormen in der Landwirtschaft und damit die etablierten bäuerlichen Praktiken in Frage.[434] Genau an diesem Punkt konnten die studierten Staatswirte aus der Sicht des Staates nützlich werden. Die Verwaltungsapparate brauchten Amtsträger, die die territoriale landwirtschaftliche Gesetzgebung kannten, die die Ziele der Erlasse und Verordnungen teilten, sie gegen traditionelle Rechtsnormen durchsetzen konnten.

Dass gerade der Wirtschaftssektor der Landwirtschaft in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts im Zuge der Ökonomischen Aufklärung ein zentraler Gegenstand der gelehrten europäischen Publizistik wurde, liegt allerdings nicht daran, dass in diesem Sektor besonders bahnbrechende innovative Techniken eingeführt wurden. Der Wirtschaftshistoriker Wilhelm Abel weist darauf hin, dass das steigende Bevölkerungswachstum in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts

[434] Vgl. Lütge, Geschichte der deutschen Agrarverfassung, S. 301.

den Ernährungsspielraum verengte, was strukturell erklärt, warum die Landwirtschaft als Wissensfeld an Bedeutung gewann. Abel betont aber auch, dass das nur ein Faktor, nicht aber die Ursache dafür darstellt, dass die Landwirtschaft in den Fokus der Ökonomischen Aufklärer geriet.[435] Wirtschaftshistorisch plausibler ist die Tatsache, dass die Preise für Agrarprodukte bis 1800 gegenüber der Lohnpreisentwicklung überproportional stark anstiegen, was es aus der Sicht von Gutsbesitzern oder Pächtern sinnvoll erscheinen ließ, die vorhandenen Ackerflächen intensiver zu bewirtschaften oder sich neues Ackerland extensiv zu erschließen.[436] Statt strukturell zu determinieren, warum die Landwirtschaft in den Diskursen der Ökonomischen Aufklärung so zentral war, bietet diese Überlegung einen Erklärungsansatz, der über das wirtschaftliche Handeln von Individuen argumentiert. Kausal lässt sich nicht eindeutig begründen, warum die Landwirtschaft zum zentralen Gegenstand der gelehrten ökonomischen Publizistik im ausgehenden Ancien Régime wurde, aber dass sie es wurde, ist als Forschungskonsens anzusehen. Für die Jahrzehnte von 1750 bis 1770 hat der Agrarhistoriker Walter Achilles eine exorbitante Steigerung an veröffentlichter Agrarliteratur festgestellt, in der Themen wie Futterkräuter, Viehzucht und Vieharznei, Schafzucht und Tierkrankheiten, aber auch der einzuführende Fruchtwechsel zwischen Halm- und Blattfrüchten thematisiert wurde.[437] Ebenso wie die Forstwissenschaft etablierte sich auch die Spezialdisziplin der Wissenschaft der Landwirtschaft im 19. Jahrhundert. Gleichzeitig gilt die Landwirtschaft im ausgehenden Ancien Régime, insbesondere in der Pfalz, auch rückblickend noch als landwirtschaftlich besonders innovationsfreudig.[438] Während die studierten Staatswirte im Südwesten die Landwirtschaft noch als Teil des kameralistischen Wissensfeldes erlernten, setzten sich im 19. Jahrhundert die vom Agrarhistoriker Alois Seidel als „Experimentalökonomen“ bezeichneten Akteure als Vorreiter der

[435] Vgl. Abel, Wilhelm: Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert. Stuttgart 1978[3], S. 289.

[436] Vgl. Abel, Wilhelm: Agrarkrisen und Agrarkonjunktur. Eine Geschichte der Land- und Ernährungswirtschaft Mitteleuropas seit dem hohen Mittelalter. Hamburg 1978[3], S. 200 und S. 203.

[437] Vgl. Achilles, Walter: Deutsche Agrargeschichte im Zeitalter der Reformen und der Industrialisierung. Stuttgart 1993, S. 163f.

[438] Vgl. Mahlerwein, Gunter und Gallé, Volker (Hg.): Rheinhessen 1816-2016. Die Landschaft – Die Menschen und die Vorgeschichte der Region seit dem 17. Jahrhundert. Mainz 2015.

Landwirtschaft durch.[439] Solche Experimentalökonomen, zu denen Seidl insbesondere den berühmten Albrecht Daniel Thaer zählt, etablierten die Landwirtschaft nicht nur als eine experimentelle, naturwissenschaftlich basierte Hochschuldisziplin, sondern transformierten sie auch in der Praxis zu einem spezialisierten Gewerbe, das überhaupt keine soziale Bindungsfunktion mehr erfüllen sollte, sondern Produktivität und Rentabilität zu gewährleisten hatte. Die studierten Staatswirte sind in diesem Transformationsprozess von der sozial-gesellschaftlichen Bedeutung der Landwirtschaft, also von der vormodernen Agrarverfassung hin zu kapitalistisch orientierten und privatwirtschaftlich organisierten Agrarbetrieben zu verorten. Am Ende dieses Umbruchprozesses war der studierte Staatswirt für die Landwirtschaft obsolet geworden, eben weil das Innovationspotential nun in den Händen der privatwirtschaftlich agierenden Produzenten lag.

Als Akteursfallbeispiel dient zunächst wieder ein vererbten Vater eines studierten Staatswirtes. Johann Philipp Sedelmeyer war bis 1790 Amtskeller und Gefällverweser in Hohenecken bei Kaiserslautern gewesen, bevor sein Sohn Daniel Sedelmeyer, der sich im Jahr 1781 an der Kameral-Hohen-Schule immatrikuliert hatte, das Amt als Gefällverweser (gleichbedeutend mit Gefällverwalter, er war also dafür zuständig, die Naturalienabgaben an die Landesherrschaft zu organisieren) übernahm.[440] Den Aktenbeständen ist ein Konflikt über die rechtmäßige Nutzung der sogenannten Hohenecker Erbbestandsmühle zu entnehmen, der Johann Philipp Sedelmeyer zum Handeln zwang. Diese Mühle war, wie der Name andeutet, Erbbestand der kurpfälzischen Hofkammer. Sie stand den kurpfälzischen Untertanen zur Benutzung zur Verfügung, befand sich aber auf dem herrschaftlichen Territorium Landstuhl der Grafschaft Sickingen, woraus die Konfliktsituation hervorging, die Sedelmeyer zum Handeln zwang. Dem Konflikt ging eine Renovation der Erbbestandsmühle, also eine kartographische Erfassung sowie eine Erfassung der verbundenen Rechtsverhältnisse dieser Mühle voraus. In Gegenwart Sedelmeyers, des Oberamt-Geometers Etienne und der lokalen

[439] Vgl. Seidl, Alois: Deutsche Agrargeschichte. Frankfurt a. M. 2006, S. 125.
[440] Vgl. Poller, Schicksal, S. 269f.

Amtmänner,[441] die „der vorgegebenen Abmessung im Feld allhero gegenwärtig waren“ wurde „die von Churpfälzischer [Seite] in Erblehe begebene Hohenecke Mühle“ kartographisch erfasst und die Besitz- und Nutzungsrechte urkundlich beglaubigt.[442] Ein halbes Jahr später, im Mai 1779, berichtete Sedelmeyer der kurpfälzischen Hofkammer von einem Vorfall mit den Behörden der Grafschaft Sickingen. Er begann seine Ausführungen zunächst mit einer Beschreibung der konkreten Rechtslage: „Alle vormaligen Bewohner derselben haben von denen Sickingischen Behörden ein Stück Land ad in circa 5 Morgen Acker und 2 bis 3 Morgen Wiesen gegen einen überhaubtigen Zins von jährlichen 2 fl. zu benutzen […] und den jährlichen Zins davon an die Behörde von der erstern Gang her bis jezo entrichtet“.[443] Sedelmeyer erläuterte der Hofkammer also die Nutzungsrechte der kurpfälzischen Untertanen, was beweist, dass er über die Bedingungen vor Ort informiert war. Er schilderte die lokalen Rechtssituationen und verwendete diese argumentativ, um die landwirtschaftlichen Nutzungsansprüche der Untertanen geltend zu machen. Als nächsten Schritt beschrieb Sedelmeyer die Vorfälle, die einen Bericht notwendig machten: „Vor wenigen Tagen erschien der Sickinigsche Oberförster und Reutmeister auf quaestioniertem District, ließ den Mit-Erbbeständer Heinrich Voltz dorthin berufen, verbotten demselben den Genuß quaestionierten Lands und wollte er gegen alles protestieren, solches Acker- und Wiesen-Stück einziehen“.[444] Dabei sei das besagte Gebiet „ein durch die Länge der Zeit sowohl rechtsbeständig praescribiertes als von Anfang hierfür concediertes Zins-Guth“.[445] Sedelmeyer bewies durch sein Verwaltungshandeln, dass er als Kameralbeamter durch sein Wissen für den Staat nützlich war, weil er bestrebt war, die landwirtschaftlichen Nutzungsrechte der Untertanen abzusichern und damit auch die Gefälleinnahmen sicherzustellen. Auffallend ist, dass Sedelmeyer in

[441] LAS A2 1181 UNr. 6: Bericht Sedemeyers an die kurpfälzische Hofkammer, Lautern 4. August 1778 (fol. 234).
[442] Ebd., Bericht Sedelmeyers an die kurpfälzische Hofkammer, Lautern 31. Decembris 1778. Ein Renovationsplan des Erbbestandes liegt der Akte bei, ebenso wie der erwähnte Erbbestands-Brief vom 1. März 1747 (fol. 594). „Erblehe“ bedeutet, dass die Mühle personalen Erbbeständern, die kurpfälzische Untertanenen waren, verpachtet wurde und von diesen privatwirtschaftlich genutzt werden konnte, aber dennoch gleichzeitig auch kurpfälzischer Erbbestand blieb.
[443] Ebd., Bericht Sedelmeyers an die kurpfälzische Hofkammer, Lautern 12. May 1779 (fol. 270).
[444] Ebd.
[445] Ebd.

diesem konkreten Zusammenhang nicht ökonomisch-funktional, sondern juristisch-traditional argumentiert. Gerade dadurch, dass er aber die lokalen, traditionsbegründeten Rechtsgegebenheiten vor Ort argumentativ verwendete, konnte er die Erwartungen der kurpfälzischen Hofkammer erfüllen, da er sicherstellte, dass die Untertanen weiterhin ihre Abgaben leisten konnten. Die gesamten bäuerlichen Abgaben an die Landesherrschaft lagen übrigens im deutschen Südwesten nach Wolfgang von Hippel bei ungefähr 20 bis 30 Prozent der bäuerlichen Naturalieneinträge,[446] was aus der Sicht der Untertanen, die die landwirtschaftlichen Flächen der Hohenecker Bestandsmühle landwirtschaftlich nutzten, sicherlich verkraftbarer war, als wenn sie dort völlig an der Ausübung gehindert worden wären. Sedelmeyer schrieb weiter, dass ein Nutzer der Mühle namens Peter Stauder „heimlich von solchem Erbbestand mit Frau und Kindern [und] den sonsten dahin gebrachten Habseligkeiten anwiederum entlassen“ wurde, was wiederum nicht zulässig sei, denn auf der Grenze zwischen der Kurpfalz und der Grafschaft Sickingen lägen „verschiedene Weyer und Wööge [sic], welche so wohl im Wasser als im Gras das höchste diesseitige Aerarium zu benutzen ohnfürdencklich in possessione ist, nun auf jenseitiger Territorio als ein privative Sickinigsche Zuständ uns angesehen werden wollen“.[447] Auch hier verwendete Sedelmeyer in seinem Verwaltungshandeln seine lokalen Kenntnisse der Rechtsgegebenheiten. Um den kurpfälzischen Verwaltungsapparats darin zu legitimieren, den eigenen Untertanen die landwirtschaftliche Nutzung dieses Stücks Land sicherzustellen, argumentierte Sedelmeyer auch hier wieder auf Basis seiner Kenntnis der lokalen landwirtschaftlichen Nutzungsrechte. Auch wenn Johann Philipp Sedelmeyer selbst nicht an der Kameral-Hohen-Schule studiert hatte, belegt sein Verwaltungshandeln, dass er als Kameralbeamter auf seine Kenntnis lokaler Rechtsnormen zurückgreifen konnte. Allerdings fällt auch auf, dass er dabei nicht versuchte, den Status quo zu verändern, sondern dass er im Gegenteil eine aus seiner Sicht erschütterte Rechtssicherheit für die kurpfälzischen Untertanen in Hohenecken wiederherstellen wollte.

[446] Vgl. Hippel, Wolfgang von: Zum Problem der Agrarreformen in Baden und Württemberg 1800 – 1820, in: Weis, Eberhard (Hg.) Reformen im rheinbündischen Deutschland, S. 131-144. München 1984, S. 132f.
[447] Ebd., Bericht Sedelmeyers an die Hofkammer, Lautern 22. May 1779 (fol. 282).

Das nächste Akteursfallbeispiel bildet Nikolas Stengel, der sich 1783 an der Kameral-Hohen-Schule immatrikuliert hatte und nach seinem Studium in seinem Geburtsort Wiesloch Gefällverwalter, Stadtschultheiß und schließlich sogar Bürgermeister wurde.[448] In seinen Funktionen, die Stengel als Stadtschultheiß und als Gefällverwalter innehatte, geriet er in eine Konfliktsituation, die in Bezug auf die Schäfereibestände in Wiesloch entstanden war. Aus den Aktenbeständen der Gefällverwaltung der Stadt Wiesloch lässt sich entnehmen, dass dieser Konflikt seinen Ausgangspunkt im Jahr 1791 hatte.[449] Stengel musste sich also konkret mit einem Überbleibsel der Agrarverfassung auseinandersetzen, das bereits die Ökonomischen Aufklärer thematisiert hatten, nämlich die Frage nach der Nutzung der durch reale Erbteilung zersplitterten Felder. Dass Weideflächen für die Schafzucht bereitgestellt werden sollten, war ebenfalls eine Forderung, die bereits die Ökonomischen Aufklärer gestellt hatten. Der Forschungsstand zur Agrargeschichte des deutschen Südwestens differenziert diese generellen Tendenzen aus. Der Historiker Niels Grüne hat in seiner mikrohistorischen Untersuchung der badischen Landgemeinden festgestellt, dass die in der Kurpfalz in den 1760er- und 1770er-Jahren probeweise vollzogene Abschaffung der Gemeindeallmenden schichtabhängig bewertet wurde: Die Allmendteilung in der Kurpfalz wurde von den Oberamtmännern und Landschreibern unterstützt und von den Großbauern gefordert, während die zentralen Regierungsbehörden nicht einfach die Forderungen der Ökonomischen Aufklärer übernahmen, sondern die Interessen der ländlichen Unterschichten, die von der Umwandlung von Kollektivbesitz zu individuellem Ackerbau nicht profitieren konnten, ebenfalls im Blick hatten und zu verteidigen versuchten.[450] Sie forderten mit Erfolg, die gemeinen Weideflächen zwar aufzuheben, sie dabei aber egalitär aufzuteilen, wodurch sie in die „kommerzialisierte Subsistenzökonomie“ der Landwirtschaft integriert werden konnten.[451] Speziell zur Schafzucht gibt es darüber hinaus auch

[448] Vgl. Poller, Schicksal, S.283f.
[449] Vgl. GLA 190/384: Stadtschultheiß Stengel an das Oberamt Heidelberg, Wiesloch 17. Oktober 1791.
[450] Vgl. Grüne, Niels: Prüfstein oder Eigenlogik? Erkenntnis- und Irritationspotentiale mikrohistorischer Zugänge für die Regional- und Allgemeingeschichte, in: Konersmann, Frank (Hg.): Landes-, Regional- und Mikrogeschichte. Perspektiven für die Pfalz und ihre Nachbargebiete, S. 127-148. Speyer 2014, S. 136f.
[451] Vgl. Grüne, Niels: „Wir bedürfen weder überseeischen Taback noch indischen Zucker…“ Vertriebsaktivitäten und handelspolitisches Engagement badisch-pfälzischer Gewerbepflanzenbauern in

das Beispiel eines Lehrers der Staatswirtschafts-Hohen-Schule, der sich mit diesem Thema auseinandergesetzt hat: Ludwig Wallrad Medicus, der Sohn von Friedrich Casimir Medicus, hatte in einer Publikation über die Schäfereien begründet, warum diese für die Landwirtschaft von Nachteil seien.[452] Er argumentierte, dass die Schafzucht zwar als Dünge-, Woll- und Nahrungsmittellieferant wichtig sei, dass Schafherden sich aber nur „für Länder schicken, in denen aus Mangel an Industrie und Bevölkerung noch große öde Pläze vorhanden sind.[453] Das Problem sei laut Medicus in erster Linie, dass das Recht von Landesherren, Grundherren oder auch Gemeinden, Schafe auf den Brachfluren der sonst landwirtschaftlich genutzten Feldflächen weiden zu lassen, zu einer intensiveren Bodennutzung geführt habe, „daß nichts dem Aufkommen und der möglichsten Vervollkommnung des Feldbaues mehr im Wege steht, als jene Schäfereieinrichtung".[454] Dadurch ginge bei der Dreifelderwirtschaft der potentielle Ertrag des dritten Jahres verloren, da dann die Felder für die Schafweide genutzt würden. Außerdem sei es ein Problem, dass die Schafzucht nur als Monopol existiere, wogegen „die Konkurrenz des Bestrebens vieler nach größerem Ertrage" für die Schafzucht viel eher nützlich sein würde.[455] Medicus forderte also nicht, die Schafzucht an sich abzuschaffen, sondern er kritisierte, dass sie insbesondere in der Pfalz noch an die überholte Agrarverfassung gebunden sei. Die juristische, wirtschaftliche und soziale Dimension der Agrarverfassung, also vor allem die bis ins Mittelalter zurückreichende Bindung der Bauern an ihre Grund- oder Gutsherren, hatte schon im 18. Jahrhundert als soziales Element völlig an Bedeutung verloren und war insbesondere im deutschen Südwesten auf ein rein wirtschaftliches Verhältnis reduziert worden, in dessen Rahmen die Bauern Geldrenten oder Naturalabgaben leisten mussten.[456] In der

---

der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: Konersmann Frank (Hg.): Bauern als Händler. Ökonomische Diversifizierung und soziale Differenzierung bäuerlicher Agrarproduzenten (15. – 19. Jahrhundert), S. 135-162. Stuttgart 2011, S. 135f.

[452] Ludwig Wallrad Medicus: Von dem nachtheiligen Einflusse der gewöhnlich sogenannten Schäfereien auf die Schafzucht und den Feldbau, und den Mitteln, bei der Veredlung des Feldbaues auch die Schafzucht ohne Schäfereien ungleich höher zu bringen und zu veredlen. Mannheim 1802.

[453] Ebd., S. 10.

[454] Ebd., S. 12.

[455] Ebd., S. 25.

[456] Vgl. Lütge, Friedrich: Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert. Stuttgart 1967^2, S. 117.

Kurpfalz waren die Bauern schon vor den Aktivitäten der Ökonomischen Aufklärer nicht mehr an ihren Grund und Boden gebunden, sondern bewirtschafteten ihre Parzellen im Pachtverhältnis, das quasi ein Überbleibsel der Agrarverfassung bildete.[457] Trotz der Tatsache, dass die Agrarverfassung als soziale und zunehmend auch als wirtschaftliche Ordnung an Bedeutung verlor, waren bestimmte Überreste aus der Sicht der Ökonomischen Aufklärer hemmend für das wirtschaftliche Wachstum. Zur Agrarverfassung zählten neben den Überresten der Grundherrschaft, die als hinderlich für die freie wirtschaftliche Entfaltung der Landwirte galt, auch alle Formen des gemeinheitlichen Besitzes. Gerade in den Gemeinheiten war das soziale Element der Agrarverfassung noch präsent. Durch die Gemeinheiten waren die Bindungen zwischen den Untertanen selbst noch wirksam und banden diese an ihre dörfliche Gemeinschaft, während zu den Grundherren eine solche sozial zwingende Bindung nicht mehr bestand. Die Ökonomischen Aufklärer griffen die Agrarverfassung insbesondere in Bezug auf die Gemeinheiten an, da hier die freie wirtschaftliche Entfaltung der Individuen aus ihrer Sicht am meisten behindert würde. Aus diesem Grund forderten sie, die Allmenden aufzuteilen, die Gemeinheitsteilungen durchzuführen sowie die Flurbereinigung, also die Zusammenlegung der durch reale Erbteilung zersplitterten Nutzflächen, voranzutreiben.[458] Friedrich Lütge weist darauf hin, dass es nicht die bäuerlichen Schichten selbst waren, die die vollständige Auflösung der Agrarverfassung vorantrieben, sondern Staatsbeamte, Pfarrer und Stadtadvokate, also diejenigen, die sich mit den Wissensbeständen der Ökonomischen Aufklärung auseinandergesetzt hatten, während insbesondere Kleinbauern der vollständigen Abschaffung der Gemeinheiten skeptisch gegenüberstanden.[459] In diesen Kontext ist der Konflikt in der kurpfälzischen Stadt Wiesloch einzuordnen. Die Schäfer der Stadt Wiesloch, also diejenigen, die ein Monopol auf die Schafzucht besaßen, meldeten dem Stadtrat seit dem Jahr 1791 wiederholt, dass sie aufgrund ihrer wirtschaftlichen Situation nicht mehr in der Lage seien, die Bestandsgelder, die für die Nutzung der Weideflächen fällig waren,

[457] Vgl. Schaab, Geschichte der Kurpfalz, S. 226.
[458] Vgl. Lütge, Geschichte der deutschen Agrarverfassung, S. 202.
[459] Vgl. ebd., S. 210f.

zu bezahlen. Aufgrund der Tatsache, dass ihr Viehbestand durch Krankheit zurückgegangen sei und da man die ihnen zugewiesenen Weideflächen reduziert habe, hätten sie Einbußen erlitten.[460] Die wiederholt vorgetragenen Bitten der Schäfer, die Bestandsgelder zu reduzieren, wurden vom Schultheiß Stengel sowie dem Wieslocher Stadtrat abgelehnt. Auch im Jahr 1798 wiesen sie noch darauf hin, dass, „das städtische Aerarium ohnehin gänzlich erschöpfet und wir den Druck der Schulden noch zu sehr empfinden".[461] Da die Schafbestände sich nun aber sowieso reduziert hatten und die Schäfer nicht mehr in der Lage waren, die Bestandsgelder zu zahlen, stellte die Wieslocher Bürgerschaft die Frage, warum man die Schäferei als Institution überhaupt noch aufrechterhielt. Dass die Wieslocher Bürgerschaft die Schäfereien abschaffen wollte, ergibt sich aus dem, was Medicus bereits skizziert hatte, denn kein Bürger hatte einen wirtschaftlichen Vorteil von ihrer Existenz. Stengel und der Stadtrat von Wiesloch verteidigten aber die Institution weiterhin, da sie auf die Bestandsgelder nicht verzichten wollten.

Im Jahr 1801 ging aus diesem Grund bei der rheinpfälzischen Landeskommission eine Klageschrift eines gewissen Carl Theodor Schluhs ein, der die Abschaffung der Schäfereien forderte und der betonte, dass er für diese Forderung eine Mehrheit der Stadt Wiesloch hinter sich habe. Stengel als Schultheiß argumentierte nun nicht, wie man von einem studierten Staatswirt erwartet hätte, ebenfalls für die Abschaffung der Schäfereien, da er auf die städtischen Einnahmen durch die Bestandsgelder, die die Schäfer zu zahlen hatten, nicht verzichten wollte. Er räumte ein, dass „die ehemaligen Beständer der hiesigen Schäferey freylich manchmal zur gerechten Beschwerdte mancher Guts-Besitzer Anlass gegeben haben, die jedoch allemal, bei jeder Anzeige bestrafet worden" seien, es sei aber „unwahr, daß der Schaden so gros gewesen […] – unwahr, daß die ganze Burgerschaft gegen die fernere Betreibung der Fluren mit Schafen, bei gehöriger Einschränkung des Beständers auf eine bestimmte Anzahl protestiret" und dass „diselbe [Bürgerschaft] den Carl Theodor Schluhser, der, wie es scheinet, so gerne das Haupt einer Parthie macht, vervollmächtiget habe, die

[460] GLA 190/384: Stengel an das Oberamt Heidelberg, Wiesloch 17. Oktober 1791.
[461] Ebd.: Stengel an das Oberamt Heidelberg, Wiesloch 18. September 1798.

Schäferey oder vielmehr die Aufhebung derselben für sie zu ersteigern“.[462] Hier zeigt sich wieder die Abneigung der Landwirte gegen die Schäfereien, die Ludwig Wallrad Medicus ebenfalls angedeutet hatte. Offenbar hatten die Schafherden im Feld Schaden angerichtet und so die Erträge der Gutsbesitzer der Stadt Wiesloch vermindert. Stengel bestritt aber einen Schaden, der so groß sei, dass er die Aufhebung der Schafzucht rechtfertige. Er warf Schluhs darüber hinaus vor, ein „Aufwiegler und Verläumder seiner Oberen, die er als Leuthe schildert, welche das offentliche Beste ihrem Privatnuzzen nachsezen“, zu sein.[463] Stengel betonte diesen Punkt, um seiner Argumentation für die Beibehaltung der Schäfereien moralisches Gewicht zu verleihen. Es ging ihm laut eigenen Angaben eben nicht um seinen privaten Vorteil, den er eventuell aus den eingenommenen Bestandsgeldern haben würde, sondern es gäbe rationale ökonomische Gründe dafür, die Schäfereien beizubehalten. Damit stellte Stengel im Voraus klar, dass seine Praktiken mit den Interessen des nach wirtschaftlichem Wachstum strebenden Staates in Einklang stünden.

Stengel eröffnete seine Argumentation, indem er den Ausgangspunkt des Konflikts innerhalb der Stadt Wiesloch darstellte: „Als der leztere Schäferey-Bestand anno 1800 zu Ende war, so entstunden unter der Burgerschaft Debatten, ob man bei den manchen von den Schäfereyen verübten Excessen die Schäferey fernern in Bestand geben, oder dieselbe gegen Bezahlung eines Aequivalent an die verschuldete Stadt aufheben wolle?“.[464] Stengel legte also dar, dass die Schafbestände sich tatsächlich soweit reduziert hatten, dass man die Schäfereien als Handlungsoption tatsächlich hätte aufgeben können. Er äußerte aber die Meinung, dass die Forderungen, die gegen die Beibehaltung der Schäfereien geäußert wurden, sich „gegen den Misbrauch, nicht aber gegen den rechten Gebrauch der Schaafs“ gerichtet hätten.[465] Stengel begründete die von ihm als Handlungsoption favorisierte Beibehaltung der Schäfereien damit, dass diese bei einer ordnungsgemäßen Nutzung keinen wirtschaftlichen Schaden verursachen

[462] Ebd.: Stengel an die rheinpfälzische Landeskommission, Wiesloch 12. Februar 1802.
[463] Ebd.
[464] Ebd.
[465] Ebd.

könnten. Insbesondere widersprach Stengel dem Verfasser der Klageschrift, also Schluhs, wonach „die Schaafszucht mit dem Kleebau und der Rindsviehzucht ganz unverträglich“ sei, und belegte seinen Widerspruch damit, dass beispielsweise der Wieslocher Ochsenhalter namens Koch „jenen Viehstand von 6 bis auf 40 Stück just zu einer Zeit vermehret hat, wo doch die Gemarkung mit hinlänglichem Schaaf-Viehe beschlagen waere“.[466] Es war aus der Sicht Stengels offenbar notwendig, Argumente für die Beibehaltung der Schäfereien zu entwickeln, da die Positionen zu den Schäfereien je nach Akteursgruppe völlig unterschiedlich waren. Aus diesem Grund liegen hier sprechende Praktiken von Stengel vor, die sich in Legitimationsstrategien äußern. Stengel legitimierte die Schäferei zunächst nicht anhand eines Verweises auf bestimmte Wissensbestände der Ökonomischen Aufklärung, sondern am konkreten Beispiel eines städtischen Ochsenhalters, dessen Viehbestand sich trotz der Existenz der Schäfereien vermehret habe, weswegen diese so schädlich nicht sein könnten. Der explizite Verweis Stengels darauf, dass die Schafweide „in Beziehung auf das hiesige Locale von grosem Gewicht“ sei,[467] zeigt, dass dieser die konkreten ökonomischen Bedingungen vor Ort in seine Legitimierungsstrategie einzubinden versuchte. Offenbar ging er davon aus, dass seinen Ausführungen von Seiten des rheinpfälzischen Hofratskollegiums größeres Gewicht zugesprochen würde, wenn er sich als Kenner des städtischen Wirtschaftshandelns präsentierte. Im weiteren Verlauf seiner Rechtfertigung nutzte Stengel nicht mehr die induktive, an der Beobachtung der konkreten ökonomischen Gegebenheiten orientierte Argumentation, sondern formulierte deduktive Prinzipien: „a) Mancher hat nicht Raum oder nicht Futter genug, sich so viel Viehe zu halten, als ihm zu Düngung jener Äcker, sonderlich zum Taback-Bau, nöthig ist; Er verlässt sich auf den Pferch, der noch im 2ten Jahre seine Wirkung thut, und muss ohne solchen den Nutzen entbehren, den er sonst von jenen Äckern bezöge“.[468] Bei diesem ersten Argument stützte sich Stengel darauf, dass zur Düngung landwirtschaftlich genutzter Äcker Tierhaltung notwendig war, wobei er auch erwähnte, dass die Schafzucht im Verhältnis zur

[466] Ebd.
[467] Ebd.
[468] Ebd.

begrenzten Flächengröße oder zur begrenzten Futtermenge am meisten Material zur Düngung abwerfe. Mit diesem Punkt verwies Stengel nicht auf eine konkrete Betrachtung der ökonomischen Bedingungen in der Stadt Wiesloch, sondern auf ein landwirtschaftliches Prinzip und nutzte somit an diesem Punkt seiner Begründung den Rationalitätsanspruch der gelehrten ökonomischen Wissensbestände. Frappierend ist, dass dieser Anspruch im Widerspruch zu den publizierten Wissensbeständen eines Lehrers der Staatswirtschafts-Hohen-Schule stand. Während Ludwig Wallrad Medicus zur gleichen Zeit den Nachteil der Schäferei insbesondere für den Tabakbau betonte, behauptete Stengel, dass die Schafweide auf den Brachen dem Tabakbau als Düngemittel dienen könne. Auch im nächsten Punkt deduzierte Stengel von agrarökonomischen Prinzipien, die er als allgemein gültig voraussetzte: „b) Wenn den Wiesen- und Kleefeldern dadurch Schaden geschieht, daß die Schaafe oft weit ins Frühjahr hinein unbefugterweise, darauf weiden; so entsteht- bei Vermeidung dieses Missbrauchs der grose Nutzen, daß die vom Frost aufgelockerte oder vom Mäusen unterminirte Gras-Böden und Klee-Äcker festgetretten werde und der Futterwuchs weit einträglicher wird.[469] Stengel nutzte auch hier wieder die Begründung, dass die Schäfereien nur dann Schaden verursachten, wenn sie ordnungswidrig praktiziert würden, weswegen er die Beibehaltung der ordnungsgemäß angewandten Praxis fordert. Er formulierte an dieser Stelle also einen als gültig angenommenen landwirtschaftlichen Wissensbestand, wonach der Boden durch die Schafweide verdichtet und somit fruchtbarer gemacht werden würde. Auch dieses Argument steht im Widerspruch zu den Wissensbeständen, die Ludwig Wallrad Medicus publiziert hatte, denn dieser sah den von Stengel hier angedeuteten Vorteil als zu unbedeutend an, als dass er die Brache und deren Nutzung durch Schäfereien rechtfertigen könne. Auch hier diente Stengels Rechtfertigung, die sich als rational-ökonomisch präsentierte, dazu, die eigenen Handlungsabsichten gegenüber dem rheinpfälzischen Hofratskollegium zu legitimieren, obwohl doch offenbar konkurrierende ökonomische Ansichten vorlagen. Der dritte Punkt, den Stengel anführte, um die Praxis der Schäfereien zu legitimieren, lautete: „c) Durch

[469] Ebd.

Einziehung der Schäfereyen im Ganzen muß Fleisch und Wolle nothwendig theurer werden und der Bauer muß für Nahrung und die ihm unentbehrliche Wolle das zusezen, was er anderseits zu gewinnen vermeynt“.[470] Diese Begründung zielte darauf ab, eine ökonomische Abhängigkeit offenzulegen, von der Stengel behauptete, dass sie denjenigen, die die Schäfereien abschaffen wollten, nicht bewusst sei. Wenn weniger Schafe vorhanden seien, sei Fleisch und Wolle knapper und werde dadurch für die Bauern teurer, die somit einen Nachteil hätten und damit zu ihrem eigenen wirtschaftlichen Nachteil handeln würden, wenn sie sich dafür einsetzten, die Schäfereien abzuschaffen. An dieser Stelle nutzte Stengel also sein Wissen über die ökonomischen Mechanismen von Angebot, Nachfrage und Preisbildung dazu, die Forderung der Grundherren und Landwirte der Stadt Wiesloch, die Schäfereien abzuschaffen, als wirtschaftlich irrational darzustellen. Darüber hinaus gab Stengel noch das folgende Argument zu bedenken: „Den gröseren Nutzen für das höchste Aerarium in Besehung des Zehend-Bezugs vom Pferch, Frucht, von Zoll und Accis, von Verhinderung der Geld-Ausfuhr ins Ausland für Wolle und Fleisch und des höheren Gelds nimmt freilich der Bauer nicht in Berechnung“.[471] Stengel versäumte es also nicht, zu betonen, dass die drohende Abschaffung der Schäferei auch staatsrelevant sei. Er nutzte die zu befürchtenden Mindereinnahmen des Staates als Begründung dafür, wobei er neben den potentiell ausbleibenden Steuereinnahmen auch das zu befürchtende reduzierte Handelsvolumen miteinbezog, was noch einmal belegt, dass die Landwirtschaft auch im lokalen Raum als kommerzialisierte Subsistenzökonomie betrieben wurde. Diese Tatsache wurde von Stengel genutzt. Er integrierte in seine Rechtfertigungen den Vorteil, den die Schäfereien dem Staat selbst brachten und legitimierte seine Handlungsabsichten dadurch noch einmal zusätzlich. Es zeigt sich an dieser Stelle aber auch, dass Stengel als Repräsentant des landesherrlichen Verwaltungsapparats versuchte, das landwirtschaftliche Handeln der Wieslocher Bürger anzuleiten, was die These von Friedrich Lütge unterstützt, dass die Ökonomischen Aufklärer durch ihre Forderungen nach landwirtschaftlichen Reformen bei den Landesherren Handlungsdruck erzeugt hatten, was sich darin

[470] Ebd.
[471] Ebd.

äußerte, dass die administrativen Akteure sich zunehmend in die landwirtschaftlichen Praktiken der Untertanen einmischten und dabei auf die Rationalität ökonomischer Wissensbestände verweisen.[472] Stengels Akteurshandeln bestätigt diese Darstellung, denn auch er war durch sein Handeln bestrebt, in die landwirtschaftlichen Praktiken der Stadtbevölkerung von Wiesloch ordnend einzugreifen. Der Bericht Stengels enthält über diese Argumentationsstrategie hinaus noch eine Beschreibung des Versteigerungsvorgangs der vakant gewordenen Bestandsgüter, bei der der Konflikt innerhalb der Bürgerschaft eskalierte. Stengel betonte, dass er es in der Versteigerung offengelassen habe, „ob er [Schluhs] die Trifften mit Schaaf-Viehe beschlagen, oder solche unbetrieben lassen wollte, genug, wenn er die Steigerungs-Conditionen erfüllte".[473] Stengel habe also den Bürgern Wieslochs die Handlungsoption offengelassen, die Schäfereien abzuschaffen. Schluhs hätte sich darum bemühen können, die Trifften zu ersteigern. Stengel behauptete darüber hinaus, dass jeder Wieslocher Gutsbesitzer den Schaden durch die Schäfereien „doch bei weitem so fort nicht empfände, als wenn durch Repartition von 1100 fl. er bei erschöpften Beutel eine baare Auflage auf sein Gutsstücke entrichten soll, die bei den jezigen wohlfeilen Gütterpreisen mit dem ganzen Ertrag des Plazes in keinem Verhältnis stünde?".[474] Auch hier argumentierte Stengel wieder mit einer ökonomischen Rationalität, die die Verfechter der Abschaffung der Schäfereien nicht sehen würden. Die Repartitionszahlungen würden die finanziellen Einnahmen, die der frei nutzbare Boden einbringen könnte, bei weitem übersteigen.

Das rheinpfälzische Hofratskollegium folgte Stengels Überlegungen und löste die Schafweiden nicht vollständig auf. Fünf Jahre später bat die Wieslocher Stadtbürgerschaft in einem Brief an das nun badische Hofratskollegium noch einmal darum, die Schäfereien endlich aufzulösen. Die Legitimierungsstrategien der Stadtbürgerschaft sind gerade im Kontrast zur Argumentation des Akteurs

[472] Vgl. Lütge, Geschichte der deutschen Agrarverfassung, S. 301.
[473] GLA 190/384: Stengel an die rheinpfälzische Landeskommission, Wiesloch 12. Februar 1802. Unter „Trifften" ist der Viehtrieb auf den für den Schafbetrieb zugewiesenen Feldern und Wiesen zu verstehen.
[474] Ebd.

Stengel sehr aufschlussreich, da sie ein Beispiel für die Wissensordnungen lokaler Gemeinschaften darstellen. Die Wieslocher Stadtbürgerschaft schrieb dem badischen Hofratskollegium, es sei „längstens staatswirthschaftlich entschieden, daß die Schäfereien ein schleichendes Gift für den Ackerbau“ seien. In Wiesloch sei durch den kontinuierlichen Rückgang der Schäfereibestände zu beobachten, wie positiv diese Entwicklung sei, denn „das Wieslocher Feld ist alle Jahre so vollständig eingebaut, daß nicht ein Morgen brachliegen bleibt. Die Herrschaft gewinnt dadurch an dem Zehnten, und der Tabackbau, welcher zu Wiesloch vorzüglich ist, giebt durch den Compost eine bemerkungswerte Ausbeuthe“.[475] Die Stadtbürgerschaft betonte, dass die landwirtschaftliche Praxis zeige, wie schädlich die Schäferei sei, womit sich ihre Argumentation im Einklang mit der von Ludwig Wallrad Medicus befand. An diesem Argument der Bürgerschaft ist darüber hinaus auffällig, dass sie betonte, dass ihr Handeln auf bewährten staatswirtschaftlichen Wissensbeständen beruhe – man hätte eher von Stengel erwartet, dass er betont hätte, nach kameralistischen Wissensbeständen zu handeln. Dadurch, dass die Bürgerschaft den Nachteil der Schäfereien als allgemein bekannte „staatswirtschaftliche“ Tatsache darstellte, nutzte sie die gleiche Rationalitätsgrundlage, auf die sich auch Stengel in seiner Argumentation verließ. Die Wieslocher Stadtbürgerschaft schrieb, dass vor allem der nun florierende Tabakbau auch für die herrschaftlichen Einnahmen vorteilhaft sei, womit sie ebenfalls die argumentative Ebene der Staatsrelevanz nutzte. Gleichzeitig verwies auch sie, wie der Akteur Stengel, darauf, dass sie die lokalen ökonomischen Gegebenheiten genau kenne, allerdings nutzte sie diese Kenntnisse eher in Bezug auf die Rechtsverhältnisse in den umliegenden Landgemeinden: „Eine unverkennbare Wahrheit geht daraus hervor, daß auch schon anderen Gemeinheiten, wie z. B. jene zu Rauenberg und Dielheim und noch ganz kürzlich der Bürgerschaft zu Waibstadt, die Aufhebung der Schäfereien gnädigst gestattet worden ist“.[476] Die Wieslocher Stadtbürgerschaft argumentierte also damit, dass in den benachbarten Gemeinden die Abschaffung der Schäfereien bereits realisiert

[475] Ebd.: Antrag der Wieslocher Stadtbürgerschaft an das badische Hofratskollegium, Mannheim 7. Oktober 1806.
[476] Ebd.: Antrag der Wieslocher Stadtbürgerschaft an das badische Hofratskollegium, Mannheim 2. Januar 1807.

worden sei. Damit deutete die Bürgerschaft implizit an, dass der badische Verwaltungsapparat im Sinne einer modernen und einheitlichen Wirtschaftspolitik in Wiesloch gleichziehen müsse, um Rechtsgleichheit herzustellen.

Stengel selbst folgte nun der Argumentation der Wieslocher Stadtbürgerschaft. Es sei „unleugbar, daß die Schäferey zum besten der Leuthe benutzt worden“ sei, allerdings sei diese offensichtlich „nachtheilig für den Ackerbau, besonders da die dermalige Cultur der Feldungen keine Brachen mehr“ lasse, weswegen sie doch abgestellt werden müsse.[477] Offenbar hatte die landwirtschaftliche Praxis den Akteur Stengel gezwungen, seine Ansichten zu revidieren. Er erkannte nun an, dass die Dreifelderwirtschaft und insbesondere die Brache ein überkommenes Element der Agrarverfassung darstellte und somit die Schäfereien keine unterstützenswerte landwirtschaftliche Praxis mehr darstellten. Nun befand sich Stengel also in seiner Argumentation in Einklang mit den agrarökonomischen Wissensbeständen seiner Zeit. Das badische Hofratskollegium reagierte auf die Forderung der Wieslocher Stadtbürgerschaft und die veränderte Einschätzung Stengels mit einer Bitte an die zuständige Landvogtei Dillburg um eine gutachtliche Stellungnahme. Der zuständige Amtmann Langsdorf schloss sich der Einschätzung der Wieslocher Stadtbürgerschaft und jener Stengels an. Die Schafzucht sei zwar „sehr nüzlich und dem gemeinen Wesen sehr ersprieslich“, aber gerade „bei der in neueren Zeiten aufgekommenen Cultur der Felder, wo man keine Akker brach und müsig liegen lässt, ist es […] ganz unmöglich, daß die mit Früchten und Gewächsen angeblümten Felder so geschont werden können, daß kein Schaden entstehen sollte“, auch wenn sie „dem Publikum a) Fleisch zur Nahrung b) Wolle zur Bekleidung und c) guten Dünger für magere Felder“ liefere.[478] Die Überlegungen der Wieslocher Stadtbürgerschaft konnten sich letztendlich gegen die ursprünglichen Handlungsabsichten des Akteurs Stengel als Wieslocher Stadtschultheiß behaupten, obwohl beide Parteien sich sowohl auf lokale erfahrungsbasierte Wissensbestände als auch auf die Rationalitäten deduktiver agrarökonomischer Lehrsätze beriefen. Die Wieslocher

[477] Ebd., Amtsbericht des Amtmannes Langsdorf der Landvogtei Dillburg, Heidelberg 1. Februar 1808.
[478] Ebd.

Stadtbürgerschaft setzte sich in ihrer Überzeugung, dass die Schäfereien wirtschaftlich nachteilig seien, gegen den Akteur Stengel durch, der zwar seine Handlungsabsichten rational ökonomisch legitimierte, sich aber nicht im Einklang mit den staatswirtschaftlichen Wissensbeständen seiner Zeit befand.

Ergänzend zur Darstellung dieses Verwaltungshandelns des Akteurs Stengel und seinen Konflikten mit der Stadt Wiesloch ist noch zu erwähnen, dass gegen diesen im Jahre 1806 eine offizielle Dienstuntersuchung von der zweiten staatswirtschaftlichen Kammer des Badischen Senats geführt wurde, weil in der überprüften Rezepturkasse, die Stengel verantwortete, ein beträchtlicher Geldbetrag fehlte. Aus dem Verhörprotokoll lassen sich ergänzende Legitimierungsstrategien des Akteurs Stengel ableiten, die dieser nutzte, um die ihm gemachten Vorwürfe zu entkräften. Das Verhörprotokoll beinhaltet unter anderem eine Selbstaussage Stengels zu seiner Person: „Er, Stadtschultheißen Nicolaus Stengel, sei katholisch, 52 Jahre alt, in Wiesloch gebohren und wohnhaft daselbst, auch seit 26 Jahren Iustizbeamter und Gefällverwalter allda und habe, ausser verschiedenen Grundstücke, worauf er eine beträchtliche Baumschule angelegt hätte, kein eigenes Vermögen mehr“.[479] Neben seiner Amtsfunktion erwähnte Stengel, dass er eine laut eigenen Angaben beträchtliche Baumschule angelegt habe. Dass ihm die Erwähnung dieser Baumschule wichtig war, deutet darauf hin, dass er damit seine praktischen ökonomisch-forstwirtschaftlichen Erfahrungsbestände betonen wollte, was wiederum dabei helfen sollte, seine Legitimität zu erhöhen. Auf die Frage, „ob sich während seiner Kameral-Geschäfte noch keine Unrichtigkeit in seinem Rechnungs-Wesen gezeigt habe?“, hatte Stengel geantwortet, dass seine „vordern so viele Jahre lang selbstgestellten und justifizierten Rechnungen […] den deutlichen Beweis aufstellten, daß er im Passivregeste geblieben sei, ja nicht einmahl eine Liquidation nachgeführt, sondern jährlich eine vollkommen reine Rechnung gestellt und abgelegt habe“.[480] Auch hier ging es Stengel darum, sich selbst als einen Kameralbeamten darzustellen, der den Forderungen eines modernen Verwaltungsapparats nach

[479] GLA 190/373: Spezial-Protokoll zur Untersuchung der zweiten Kammer des badischen Senats gegen den Gefällverwalter Stengel, Wiesloch 25. Januar 1806.
[480] Ebd.

Genauigkeit und Nachvollziehbarkeit vollkommen entsprach. Den Vorwurf der Veruntreuung wies Stengel von sich, indem er betonte,

> wie sehr er sich schon in seinen früheren Jahren habe angelegen sein lassen, durch landwirthschaftliche Versuche seinen Wohlstand zu begründen. Seien ihm diese Erstlinge seiner kameralistischen Versuche misslungen und habe er sich nicht durch das erste Misslingen abhalten lassen, so werde gewiss niemand dieses für leichtsinnig halten […] Diese Versuche seien aus der nemlichen Anzal, aus der sein nachheriger Versuche in Anlegung eines beträchtlichen Baumschule.[481]

Diese Erwähnung der angestellten landwirtschaftlichen Versuche, die Stengel als kameralistisch bezeichnete, diente offenbar als eine Legitimationsstrategie, die das Ziel hatte, die eigene Qualifizierung für die ausgefüllten Ämter hervorzuheben. Stengel ging anscheinend davon aus, dass es als Verteidigungsstrategie funktionieren würde, das eigene landwirtschaftliche Erfahrungswissen als Einwand gegen die Vorwürfe der Veruntreuung herrschaftlicher Gelder hervorzuheben. Er rechnete also damit, dass die praktische landwirtschaftliche Tätigkeit als Nachweis für die Qualität des eigenen Verwaltungshandelns tauge.[482] Insgesamt zeigt das Fallbeispiel des studierten Staatswirtes Nikolaus Stengel, dass dieser seine Handlungen, die er aus seiner Verwaltungsposition als Schultheiß und Gefällverwalter heraus tätigte, zwar durch rational-ökonomische Wissensbestände zu legitimieren versuchte. Allerdings erwiesen sich die Verweise auf das eigene staatswirtschaftliche Wissen, die Stengel anbrachte, nur kurzfristig als erfolgreich. Insgesamt waren sie im konkreten Fall den praktischen, erfahrungsbasierten landwirtschaftlichen Wissensbeständen der Wieslocher Bürgerschaft unterlegen, weil diese ebenfalls auf gelehrte agrarökonomische Wissensbestände rekurrierte und betonte, dass die Schäfereien dem eigenen wirtschaftlichen Handeln Nachteile brächten. Der Historiker Gunter Mahlerwein weist in seiner Untersuchung der bäuerlichen Oberschichten in Rheinhessen darauf hin, dass Agrarinnovationen zunächst von außen an die Dorfgesellschaften herangetragen

[481] Ebd.

[482] Vgl. Ebd. Im Schlussverhörprotokoll vom 28. November 1807 wurde das Verfahren gegen Nikolaus Stengel mangels Beweisen eingestellt.

wurden, bevor sie von der bäuerlichen Oberschicht und dann erst von allen Vollbauern übernommen wurden, während gleichzeitig die Praxis der Subsistenzwirtschaft bei den bäuerlichen Unterschichten erhalten blieb.[483] In diesen ungleichzeitigen Modernisierungsprozess lässt sich das Handeln des Akteurs Stengel in jedem Fall sehr gut einordnen, der aber wiederum trotz seines kameralistischen Studiums aus dieser Logik der Umsetzung von Agrarinnovationen heraustritt: Durch sein Handeln unterstützte er die Praxis der Schäfereibestände, die eigentlich für die Subsistenzwirtschaft charakteristisch war, obwohl er eigentlich durch sein im Studium erworbenes Wissen als Agrarreformer hätte auftreten sollen. Im Gegensatz dazu forcierte die bäuerliche Oberschicht der Wieslocher Stadtbürgerschaft die landwirtschaftliche Intensivierung, indem sie die Schäfereibestände als hinderlich identifizierte und deren Abschaffung vorantrieb.

Ein weiteres, aussagekräftiges Fallbeispiel bildet Philipp von Hertling, der sich im Wintersemester 1789/90 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert hatte und nach dem Studium das Amt seines Vaters als Landschreiber in Ladenburg annahm, wo er 1793 zum Gefällverwalter befördert wurde.[484] In seiner Funktion als Gefällverwalter ist sein Verwaltungshandeln seit dem Jahr 1793 den entsprechenden Beständen des Amtes Ladenburg zu entnehmen.[485] Als Gefällverwalter versteigerte er die Abgaben, die im Sinne der Agrarverfassung von den Untertanen als Leibrente in Naturalien an die Landesherrschaft abgegeben werden mussten, um diese möglichst profitabel geldwert zu machen. Damit hatte Hertlings Verwaltungshandeln eher einen indirekten Bezug zur Landwirtschaft, da er als Gefällverwalter keine neuen agrarökonomischen Methoden durchsetzen konnte. Stattdessen musste er sich mit einer zunehmend nach marktwirtschaftlichen Kriterien funktionierenden Landwirtschaft auseinandersetzen.

Der Agrarhistoriker Frank Konersmann hat in Hinblick auf die kaufmännischen Aktivitäten von mennonitischen Bauern in der Pfalz festgestellt,

[483] Vgl. Mahlerwein, Die Herren im Dorf, S. 427.
[484] Vgl. Poller, Schicksal, S. 154.
[485] Vgl. GLA 156/106.

dass insbesondere die Landwirtschaft ab der Mitte des 18. Jahrhunderts als kommerzialisierte Subsistenzökonomie funktioniert hat, da im Gegensatz zu gewerblichen und protoindustriellen Produkten Agrarprodukte auch überregional nachgefragt waren und durch den Agrarhandel Marktbeziehungen etabliert wurden, die dazu geführt hatten, dass im 19. Jahrhundert bereits eine ausgebildete marktorientierte Landwirtschaft entstanden war.[486] Gerade diese Marktorientierung habe dazu beigetragen, dass sich die Landwirtschaft spezialisierte und intensivierte und sich die Marktpreise an den einzelnen Standorten des Getreidehandels angleichen konnten.[487] Damit ist auch die Landwirtschaft als Faktor der sogenannten Proto-Industrialisierung anzusehen, da deren Güter nicht mehr nur Subsistenzzwecken dienten, sondern auch als Exportprodukt genutzt wurden und sie somit Kapitalakkumulation ermöglichte.[488] Das spricht dafür, die landwirtschaftlichen Handlungsspielräume der studierten Staatswirte in diesem Stadium zwischen vormoderner Subsistenzwirtschaft und moderner Marktwirtschaft und im Kontext der sich auflösenden Agrarverfassung zu verorten. Im Kontext der kommerzialisierten Subsistenzökonomie konnten studierte Staatswirte wie Hertling als Gefällverwalter somit eine staatsrelevante Funktion erfüllen. Die Versteigerungen, die Hertling durchzuführen hatte, vollzogen sich dabei innerhalb eines vorgegebenen Handlungsrahmens. Zunächst musste Hertling für die vorhandenen Naturalienbestände Angebote einholen. Er protokollierte dazu beispielsweise, dass am 21. August 1795 der „Schutzjud Zacharias Levi“ ein Angebot für die „vorräthige 1794er herrschaftliche Gerst pro Malter 10 fl. 30 kr.“ abgegeben habe. Dieses Angebot bezeichnete Hertling als „annehmlich“ und fügte hinzu, „daß sich der Vorrath auf 180 Malther“ belaufe.[489] Aus dieser eher standardmäßigen Bewertung Hertlings wird deutlich, was sein genereller Handlungsrahmen war. Er musste für die kurpfälzische Hofkammer einschätzen, wie wirtschaftlich das konkrete Angebot eines Marktteilnehmers war, wobei er dabei nicht nur den Preisvorschlag des Nachfragenden, sondern auch die

[486] Vgl. Konersmann, Frank: Agrarproduktion – Gewerbe – Handel, in: Bauern als Händler, S. 79 und S. 82.
[487] Vgl ebd., S. 84 und S. 88.
[488] Vgl. Cerman, Markus und Oglivie, Sheilagh C: Einleitung: Theorien der Proto-Industrialisierung, in: Dies (Hg.): Proto-Industrialisierung in Europa. Industrielle Produktion vor dem Fabrikszeitalter, S. 9-22. Wien 1994, S.9.
[489] GLA 156/106: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 21. August 1795.

Angebotsmenge miteinbeziehen musste. Dass Hertling Rücksicht auf die noch vorhandenen Naturalien nehmen musste, zeigt noch einmal, dass der Getreidemarkt sich zwar kommerzialisiert hatte, aber immer noch durch seinen Subsistenzcharakter eingeschränkt war. Auf welcher Basis sich Hertling nun bemühte, die ihm vorliegenden Angebote zu bewerten, zeigt sich an seiner Einschätzung eines solchen Angebots vom 13. Februar 1796: Da nur die „50 Malther neuer Gerst den Marktpreis erreicht haben, […] muß ich es dem höchsten Ermessen […] anheim geben, ob die gnädigste Ratification in Rücksicht des allgemeinen und fast unbegreiflichen Fallens aller Frucht-Preise bewilligt werden wolle“.[490] Hertling bezog also, um einen vorgebrachten Verhandlungspreis beurteilen zu können, die generellen Preisentwicklungen mit ein. Seiner Ausführung ist zu entnehmen, dass er eher Preissteigerungen für Naturalien gewohnt war, was ja, wie bereits am Anfang des Kapitels erwähnt, bis 1800 auch die Regel war. Durch die fallenden Preise, die er sich laut eigenen Angaben nicht erklären konnte, konnte er dem Informationsgehalt der Preise und damit den Angeboten der Marktteilnehmer nicht mehr vertrauen und musste sich in Bezug auf die konkreten Angebote bei der Hofkammer als Zentralbehörde rückversichern.

Bei einer einige Monate später stattfindenden Versteigerung sah Hertling sich gezwungen, anzumerken, dass zwar „pro Malther Gerst und Spelz 3 Kreuzer“ geboten worden seien, es hätte aber „noch ein höherer Preis verlangt werden können“, weswegen man „die Versteigerung unter Ansaz des höchsten Nachgebots nochmals vornehmen“ könne.[491] Auch hier belegt Hertlings Verwaltungshandeln, dass dessen Handlungsspielraum darin bestand, die Preise zu beurteilen. Dafür brauchte er lokale Marktkenntnisse, die er offensichtlich hatte, denn er betont an dieser Stelle seine Überzeugung, dass ein höherer Preis und damit auch höhere landesherrliche Einnahmen erzielt werden könnten. Eine weitere Versteigerung vom Frühjahr 1796 dokumentiert ebenfalls diesen Handlungsspielraum Hertlings. Angesichts der vorgeschlagenen Angebote schrieb

[490] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 13. Februar 1796.
[491] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 6. April 1796.

er: „Obschon beide Fruchtgattungen gegen die vorderen Preise merklich gering angebracht worden, so glaube ich doch um die Höchste Genehmigung anstehen zu müssen, da sich bey den sich allenthalben befindenden starken Vorräthen eher ein weiteres Sinken dieser beiden Fruchtgattungen als Steigen erwarten lässt“.[492] Bei diesem Handlungsvorschlag des Akteurs Hertling zeigt sich, dass dieser in seine Überlegungen nicht nur die allgemeinen Preisentwicklungen miteinbezog, sondern auch den wirtschaftlichen Kontext als Legitimationsgrundlage für seinen Handlungsvorschlag nutzte. Aus dem großen Vorrat an Naturalien, also aus dem steigenden Angebot, schloss Hertling, dass ein weiterer Preisverfall zu erwarten sei, weswegen er einen zügigen Verkauf empfahl. Das zeigt, dass er als staatlicher Akteur sich den Erfordernissen einer kommerzialisierten Landwirtschaft anzupassen versuchte und dabei Kenntnisse von Preismechanismen in Bezug auf Angebot und Nachfrage bewies. An dieser Stelle zeigt sich am Beispiel des kommunikativen Austauschs zweier staatlicher Akteure, wie die Prinzipien der modernen Marktordnung sich durchsetzten, nämlich nicht wie ein Naturgesetz, sondern aufgrund von Akteursentscheidungen, die auch zu einem früheren oder späteren Zeitpunkt hätten fallen können. Allerdings vertraute Hertling weiterhin den ausgehandelten Preisen nicht und blieb damit in seinen Praktiken von der kurpfälzischen Hofkammer abhängig, die die Gültigkeit der festgelegten Preise zu bestätigen hatte. In Bezug auf eine von Hertling bereits durchgeführte Naturalienversteigerung vom April 1797 wird deutlich, dass die Hofkammer auch eigene Impulse in Bezug auf das Verwaltungshandeln Hertlings setzte. Der zuständige Hofkammerrat merkte im Zusammenhang mit der durchgeführten Versteigerung an: „Nach dem Wochenblatt vom 27ten dieses darinnen inserirten Fruchtpreises stunde der Preis von Heydelberg und Mannheim zusammen genommen noch bey 5 fl. 52 kr. bey der Gerst und 4 fl. 31 kr. bey der Spelz, mithin hätte die Ladenburger Frucht doch noch auf etwaige respective 5 fl. 50 kr. und 4 fl. wenigstens gebracht werden sollen“.[493] Von Seiten der kurpfälzischen Hofkammer wurde an dieser Stelle also eine konkrete Handlungserwartung an Hertlings Praktiken als Gefällverwalter gestellt. Dieser solle sich bei den in den

[492] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 25. April 1797.
[493] Ebd.: Reskript der kurpfälzischen Hofkammer, Mannheim 28. April 1797.

Versteigerungen zu erzielenden Preisen nicht nur an den von ihm vermuteten Preisentwicklungen, sondern viel eher an den festgelegten Marktpreisen in den beiden kurpfälzischen Hauptstädten Mannheim und Heidelberg orientieren. Das bedeutet, dass Hertling die Marktpreise, die in den Mannheimer Intelligenzblättern veröffentlicht wurden, miteinbeziehen sollte. Diese von Seiten der Zentralbehörde als Handlungsanweisung formulierte Nutzung des Mannheimer Intelligenzblattes entspricht einer in der Forschung zu den Intelligenzblättern generell beobachteten Tendenz. Diese wurden zwar nicht von staatlichen Akteuren verfasst, aber deren Informationsgehalt, wie hier am Beispiel der Marktpreise deutlich wird, wurde zunehmend von staatlichen Akteuren anerkannt und genutzt, wofür hier ein anschauliches praktisches Beispiel vorliegt.[494] Damit entspricht die Funktion des Intelligenzblattes in dem hier vorliegenden Fallbeispiel, in welchem es dem Akteur Hertling von der Hofkammer als Informationsquelle für die Preisbildung und damit als Handlungsbasis vorgeschrieben wurde, auch einem weiteren Forschungsergebnis zu den Intelligenzblättern. Diese seien deswegen für die Transformation von der Subsistenz- hin zur Marktorientierung relevant gewesen, weil sie durch die in ihnen enthaltenen Preisinformationen den Vergleich mit den Preisen anderer Produkte und denen an anderen Standorten ermöglichten und dadurch zur Schaffung offener Märkte beigetragen hätten.[495] Hertling integrierte die Nutzung der in den Intelligenzblättern enthaltenden Marktpreisinformationen in seine Praktiken, weil es ihm von Seiten eines Akteurs der Hofkammer vorgegeben wurde. Der kurpfälzische Hofkammerrat formulierte dabei Handlungsanweisungen, die demonstrieren, dass dieser sich persönlich mit Preismechanismen auseinandergesetzt hatte: „Das Ladenburger Malther differirt zwar um ein Geringes gegen das Hiesige und Heydelberger [Malter], allein […] die Verbreitung des vorfalls erfolgten Friedens hat wahrscheinlich den ganzen Fruchthandel gehemmet und lässt bey noch im Land liegenden vielen Früchten

[494] Vgl. Riedl, Tobias: Kleine Welten. Einblicke in süddeutsche Intelligenzblätter, in: Fassl, Peter (Hg): Groß im Kleinen – Klein im Großen. Beiträge zur Mikro- und Landesgeschichte. Gedenkschrift für Pankraz Fried, S. 41-66. Konstanz und München 2014, S. 44.
[495] Ebd., S. 64.

einen weiteren Abfall derselben vermuthen“.[496] Der zuständige Hofkammerrat vermittelte nicht nur praktisch umzusetzende Vorgaben, sondern auch Wissensbestände über die wirtschaftlichen Gesetzmäßigkeiten, die Hertling in seine Praktiken als Gefällverwalter zu integrieren habe. Die Hofkammer kommunizierte an Hertling, dass durch den Friedensschluss (der sogenannte Vorfriede von Leoben, der den Ersten Koalitionskrieg zwischen Frankreich und den habsburgischen Erblanden beendet hatte) politische Stabilität zu erwarten sei (im Vorfeld dieses Friedens waren die französischen Truppen in die rechtsrheinischen Gebiete vorgerückt), weswegen die Händler ihre Naturalien nicht mehr zurückhalten würden. Das wiederum müsse zu einem Preisverfall führen. Somit war es an diesem Punkt die kurpfälzische Hofkammer selbst, die einem studierten Staatswirt ökonomische Praktiken vorschrieb, die dieser zu übernehmen hatte. Die erste Versteigerung des Jahres 1798 sollte nun auf Basis von „dem eingesandten 1797er Frucht-Status“ erfolgen. Wenn „die Früchte den bestehenden Mittleren Marktpreis nicht erreichen sollten“, sei dies aber wiederum der Hofkammer zu melden.[497] Aber auch zu dieser Versteigerung merkte der Hofkammerrat an, sie sei „zu gering im Verhältnis zum Marktpreis“ vollzogen worden, „da nemlich die Gerst zu Ende dieses Monaths, nemlich bey eintrettender Saat-Zeit, etwas besser anzubringen seyn dörfte und die Haaber zum Fourage-Magazin nach diesem Steigpreis besser benutzt werden kann“.[498] Auch hier ist es wieder ein Repräsentant der kurpfälzischen Hofkammer und damit einer Zentralbehörde, der sein Wissen über Preisentwicklungen und die aktuelle landwirtschaftliche Situation als Wissensbestände an Hertling transferierte, damit dieser sein Handeln daran ausrichten konnte.

Hertling reagierte auf diese Handlungserwartungen. Bei einer Versteigerung im Dezember 1798 bemerkte er, dass diese vollzogen worden sei, „obschon nach dem Mannheimer Wochenblättchen der Mittel-Preis der Gerst zu 4 fl. 35 kr., der der Spelz zu 3 fl. 28 kr. angegeben“ sei.[499] Hertling kannte also die

[496] GLA 156/106: Reskript der kurpfälzischen Hofkammer, Mannheim 28. April 1797.
[497] Ebd.: Reskript der Hofkammer, Mannheim 5. Februar 1798.
[498] Ebd.
[499] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 19. Dezember 1798.

Erwartungen der kurpfälzischen Hofkammer und versuchte diese zu erfüllen, indem er schriftlich bestätigte, dass er das Mannheimer Intelligenzblatt konsultiert hatte. Hertling achtete nun zunehmend darauf, aus politischen und wirtschaftlichen Entwicklungen plausible Preisentwicklungen abzuleiten. Eine gescheiterte Versteigerung im Februar 1801 kommentierte Hertling folgendermaßen: „Bey dem allgemeinen Stocken des Fruchthandels hat sich […] niemand auf einen Kauf einlassen wollen“, es sei darüber hinaus „sehr zu zweifeln, ob selbe einen höheren Preis erreichen dörften, um so weniger bey dem neu geschlossenen Frieden [von Lunéville vom 9. Februar 1801], falls die französischen Truppen, wie man allgemein hofft, das Land verlassen, und sich dadurch die Summe der Consumenten verringern sollten“.[500] Hertling leitete also aus dem Abzug der französischen Truppen einen Einbruch in der Nachfrage und damit einen Preisverfall aus den politischen Umständen ab und konnte dieses Wissen wiederum nutzen, um vorauszusagen, dass eine weitere Versteigerung wohl eher nicht sinnvoll sein würde. Eine Versteigerung vom März 1804 beurteilte Hertling wiederum folgendermaßen: „Gleich nach eingethaner Ernde des vorigen Jahres waren die Früchte am höchsten im Preis gestanden, und seit dieser Zeit sind selbe, wenn gleich ganz unmerklich, doch immer um einige Kreuzer pro Malther herunter gefallen“, was ein Beweis dafür sei, „daß der Vorrath für das Bedürfnis hinreichte“.[501] Hertling wusste also aus seiner Erfahrung in der Arbeit als Gefällverwalter, dass die Preise in den Monaten vor dieser Versteigerung langsam gefallen waren, was er wiederum darauf zurückführte, dass die Nachfrage zurückgegangen sei und noch weiter zurückgehen werde. Hertling konnte zunehmend seinen Handlungsspielraum nutzen und auch eigenständig Vorschläge einbringen: „Meiner Meinung nach würde es daher für das herrschaftliche Interesse am Nüzlichsten seyn, von dem Ueberschusse an Korn, Spelz und Haber 2/3 […] zu versteigern, den Überrest aber auf unvorgesehen Fälle“ zu verwahren.[502] An dieser Stelle dokumentiert Hertling seine Überzeugung, den

[500] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 28. Februar 1801.
[501] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 2. März 1804.
[502] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 2. März 1804.

Gegebenheiten der kommerzialisierten Subsistenzökonomie in der Landwirtschaft vollkommen zu entsprechen.

Auch nach dem Übergang des rechtsrheinischen Oberamtes Ladenburg an Baden blieb Hertling zunächst als dortiger Gefällverwalter erhalten, was wieder einmal darauf hinweist, dass auf der lokalen Ebene der Oberämter nach dem Ende des Ancien Régime zunächst eher personelle Kontinuitäten vorherrschten, die den kurpfälzischen studierten Staatswirten zugutekamen. Sie wurden nicht ausgetauscht, sondern blieben, wie Hertling, einfach in ihren Amtspositionen. Am 20. April 1804 antwortete Hertling auf die Frage des ihm nun übergeordneten badischen Hofratskollegiums, das sich nach den tendenziellen Preisentwicklungen im Oberamt Ladenburg erkundigte: Ein „Sinken des Früchten-Werth [sei] nicht zu erkennen, und nach eingezogener Erkundigung lässt sich für die Folge nichts anderes erwarten, indem die Aussichten für die künftige Ernde bis jetzt sehr gut sind“.[503] Hertling demonstrierte hier seine Kenntnisse der konkreten landwirtschaftlichen Bedingungen im Oberamt und leitete daraus eine eigene Einschätzung der generellen Preisentwicklungen ab. Einen Monat später schrieb Hertling an den badischen Hofrat angesichts einer vollzogenen Versteigerung: „Wenn man das tägliche Herunter-Sinken der Fruchtpreise in Erwägung ziehet, wenn man bedenkt, daß die Früchte von Receptur-Speichern theils wegen den dahier bestehenden kleinen Maas, theils wegen dem Unterschied im Messen nie den Fruchtmarktspreis erreichen“, so sei der erzielte Versteigerungspreis das bestmögliche Ergebnis gewesen.[504] Auch hier präsentierte Hertling wieder seine abstrakten Kenntnisse der Preismechanismen sowie seine Kenntnisse der lokalen kommerzialisierten Subsistenzökonomie und nutzte diese, um seine Handlungen als Gefällverwalter zu legitimieren. Dadurch präsentierte er sich als Kameralbeamter, dessen Wissen staatsrelevant war. Allerdings wurde auch deutlich, dass Hertling praktische Vorgaben der Zentralbehörde zur Preisfestsetzung umgesetzt hatte, weil diese selbst bestrebt war, überlokale Marktmechanismen in der Landwirtschaft zu etablieren, um einem möglichen

[503] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 20. April 1804.
[504] Ebd.: Versteigerungsprotokoll, Ladenburg 11. Mai 1804.

Preisverfall und damit finanziellen Einbußen zuvorzukommen. Hertling wurde später aus badischen Diensten entlassen, weil das badische Hofratskollegium Unstimmigkeiten in dessen Rechnungsführung festgestellt hatte.[505] Dass sich Philipp von Hertling zuvor aber nicht nur mit der Funktion von Märkten und Preisen, sondern auch mit Geldmechanismen auseinandersetzte, belegt die von ihm im Jahr 1803 ebenfalls ausgeübte Tätigkeit als badischer Gesandter des Oberrheinischen Reichskreises. In dieser Amtsfunktion konstatierte er die Tendenz zum Geldwertverlust, die sowohl den badischen Staat als auch die anderen Landesherrschaften des Oberrheinischen Reichskreises angehe: „Das Überhandnehmen geringhaltiger Scheide-Münzen ist eines derjenigen Übel, welches dem Münzwesen eine gänzliche Zerrüttung bedrohen, indem dadurch nicht allein von dem Konventions-Fuß völlig abgewichen wird, sondern auch zu befürchten ist, daß alle noch in Umlauf befindlichen größeren Geldsorten zur Befriedigung wucherlicher Absichten noch und noch umgeschmolzen werden, und folglich ganz verschwinden“.[506] Hertling hatte sich also nicht nur mit den Marktmechanismen des Getreidehandels, sondern offenbar auch mit den Gesetzmäßigkeiten der Geldzirkulation beschäftigt. Dabei speist sich die von ihm an dieser Stelle vollzogene Darstellung der Geldentwertung aus zwei Wissensquellen: Zum einen konstatierte er aus eigener empirischer Beobachtung, dass immer mehr Münzen von geringer Qualität geprägt würden. Zum anderen verwies Hertling aber auch auf allgemeine Gesetzmäßigkeiten, denn er führte an, dass die qualitativ Schlechteren die qualitativ guten Scheidmünzen notwendigerweise verdrängen werde. Denn dadurch, dass die minderwertigen Scheidmünzen als Zahlungsmittel akzeptiert würden, gäbe es zwangsläufig einen Anreiz, die noch qualitativ hochwertigen Scheidmünzen ebenfalls umzuschmelzenund sie dadurch zahlenmäßig zu vermehren. Dieser Verweis von Hertling beruhte nicht auf seiner empirischen Beobachtung, sondern war die Ableitung einer Gesetzmäßigkeit, um wirtschaftliche Entwicklungen vorherzusagen. Um sich diesen Entwicklungen entgegenzustellen, schlug Hertling

[505] Vgl. ebd.: Vortrag des badischen Hofratskollegiums, Mannheim 10. Oktober 1805.
[506] GLA 51/1643: Bericht Philipp von Hertling an den Oberrheinischen Reichskreis, Frankfurt 5. Januar 1803.

das folgende wirtschaftspolitische Handeln der Stände des Oberrheinischen Reichskreises vor: „Würde es nun dazu gebracht, daß wenigstens die münzvereinten Stände des Rheinischen Kreises […] eine hinlängliche Anzahl derselben [Scheid-Münzen, J. G.] ausprägen ließen […] es würde dadurch der Vortheil erreicht, daß bei Einführung einer einzigen, ihrem äusseren Gepräg nach leicht kennbaren Scheidmünze, alle anderen, welche sich wie dermalen im Umlauf befinden, von äusserst schlechtem Gehalte sind, um so eher ausser Haus gesetzet werden können“.[507] Hertlings Handlungsvorschlag besteht also im Wesentlichen aus einer konzertierten wirtschaftspolitischen Aktion. Die von ihm vorgeschlagene Maßnahme sah somit vor, dass alle Stände des Reichskreises, die das Prägerecht besaßen, hochwertige Scheidemünzen in großer Zahl prägen lassen sollten, um so dem Geldwertverlust, der ja dadurch entstand, dass der Geldwert im Gegensatz zur Kurantmünze nicht an die Materialität des Geldes gebunden war, entgegenzutreten. Ein solches gemeinschaftliches Handeln des Oberrheinischen Reichskreises sei umso wichtiger, als dass das Münzwesen „einen so wesentlichen Einfluss auf den allgemeinen Wohlstand“ habe, weswegen „gegen alle dasselbe bedrohende Übel zweckmäßige Fürkehren zu treffen“ seien.[508] In Hinblick auf die territoriale Umbruchssituation des Jahres 1803 aufgrund der Auflösung des Heiligen Römischen Reiches, im Rahmen derer sich die neu gebildeten Staaten erst verfassungsmäßig konstituieren mussten, sah es Hertling als eine der wichtigsten Aufgaben an, Geldwertstabilität herzustellen, um wirtschaftliche Stabilität zu gewährleisten. Hertling begründet seinen Handlungsvorschlag, dass die Stände des Oberrheinischen Reichskreises hochwertige Scheidemünzen prägen lassen sollten, damit, dass dadurch der Wohlstand abgesichert werde. Das zeigt, dass sein administratives Handeln in erster Linie danach ausgerichtet war, weiterhin wirtschaftliches Wachstum im Reichskreis zu ermöglichen. Über seine Beteiligung an der Errichtung kommerzialisierter landwirtschaftlicher Märkte hinaus war Hertling somit auch mit Geldpolitik befasst, die natürlich zur Stabilisierung des Getreidehandels und eines ausgeglichenen Prinzips von Angebot und Nachfrage unverzichtbar war, denn wenn der Geldwert weiter gefallen wäre, hätten die

[507] Ebd.
[508] Ebd.

Produzenten landwirtschaftlicher Güter auch bei Nachfrage ihr Angebot zurückgehalten.

In den bisher dargestellten Fallbeispielen ist deutlich geworden, dass die Kenntnisse der studierten Staatswirte, die sie in den gegebenen Amtsfunktionen der administrativen Apparate anwenden konnten, im Sektor der Landwirtschaft immer nur indirekt nutzbar waren. Das folgende Fallbeispiel präsentiert dagegen einen Akteur, der von sich aus Vorschläge zur landwirtschaftlichen Verbesserung an den Verwaltungsapparat herantrug. In den Aktenbeständen zur landwirtschaftlichen Polizey des Département du Mont-Tonnerre befindet sich eine Eingabe, die einen solchen Verbesserungsvorschlag beinhaltet.[509] Sie wurde von einem Bürger des Departements verfasst, der nicht selbst Teil des behördlichen Apparats war. Die Möglichkeit, Verbesserungsvorschläge von außen an den Verwaltungsapparat heranzutragen, war durchaus gegeben. Bereits in der Einleitung ist erwähnt, dass eine Untersuchung, die das dynamische Potential des Verwaltungshandelns mitberücksichtigt, also die Zirkulation von Wissen und Praktiken, mitzubedenken hat, dass auch externe Einflüsse auf das Handeln staatlicher Akteure gegeben sein konnten. Schon allein daraus, dass Kameralämter überhaupt von studierten Staatswirten im deutschen Südwesten übernommen wurden, lässt sich ja bereits ableiten, dass die Verwaltungsapparate neuen Ideen wie dem kameralistischen Studium offen gegenüberstanden. Um Legitimität sicherzustellen, reagierten und reagieren Verwaltungen auf externe Veränderungen, was es aus der Sicht von individuellen Akteuren sinnvoll erscheinen ließ, Vorschläge einzubringen. Diese Aussage gilt nicht nur für die Verwaltungsapparate der Frühen Neuzeit, sondern sie lässt sich auch am Beispiel der französischen Departementgründungen belegen. Der nachrevolutionäre französische Staat war nicht einfach ein bürokratisch voll ausdifferenziertes, nach quasi-militärischen Hierarchien organisiertes Verwaltungssystem, sondern funktionierte auch dadurch, dass die administrativen Akteure externes Wissen miteinbezogen und ihren eigenen Handlungsspielraum nutzten, was entsprechende verwaltungspraxeologische Untersuchungen, beispielsweise zum

[509] Vgl. LAS G6 341.

Straßenbau im Département du Mont-Tonnerre, überzeugend darlegen konnten.[510] Auch die Arbeit der Historikerin Bettina Severin-Barboutie über die französische Herrschaftspolitik im Großherzogtum Berg von 1806 bis 1813 zeigt, dass die französische Regierung im Rahmen der Départementneugründungen bei den Verwaltungsapparaten ansetzte, um Reformen realisieren zu können, und dass dabei die konkrete Umsetzung dieser Vorhaben nur durch lokale reformerprobte Verwaltungsbeamte umgesetzt werden konnten.[511] Lokale Unternehmer und Amtsträger wurden in die Entscheidungen der Departementverwaltungen ebenso miteinbezogen wie Verbesserungsvorschläge von Bürgern. Am Beispiel des französischen Département du Mont-Tonnerre zeigt sich, dass dessen administrativer Apparat ebenso wie diejenigen des späten Ancien Régime ein großes Interesse daran hatten, landwirtschaftliche Verbesserungsmaßnahmen zu realisieren. Aus diesem Grund gab die Departementverwaltung den Bürgern die Möglichkeit, eigene Vorschläge zur Verbesserung der landwirtschaftlichen Gesetzgebung einzubringen. Die Bürger sollten also Vorschläge machen, die die staatlichen Akteure als Gesetzgeber potentiell direkt umsetzen konnten.

Ein solcher Vorschlag zur Verbesserung der Landwirtschaft stammte von dem Bürger Georg Philipp Christian Wilhelm Köster aus Friedelsheim in der Pfalz, dessen Söhne Karl August, Christian Philipp und Johann Friedrich Köster alle drei an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule in Heidelberg studiert hatten (Johann Friedrich 1793 Karl August 1796 und 1799, Christian Philipp 1799).[512] Der Vorschlag von Köster, dem Vater dreier studierter Staatswirte, zeigt, dass die agrarökonomischen Wissensbestände bereits von den Vätern der studierten Staatswirte zur Kenntnis genommen und das staatswirtschaftliche Studium von diesen dazu genutzt wurde, die eigenen Söhne mit staatswirtschaftlichen Wissensbeständen auszustatten, wobei das Studium als formaler Nachweis dieser

[510] Vgl. Wallburger, Nikos: Raumordnung und Raumbegründung in politischen Umbruchszeiten. Das Département du Mont-Tonnerre unter französischer Verwaltung (1792-1815). Frankfurt a. M., Bern und Wien 2015.
[511] Vgl. Severin-Barbouti, Bettina: Französische Herrschaftspolitik und Modernisierung. Verwaltungs- und Verfassungsreformen im Großherzogtum Berg (1806-1813). München 2008, S. 360, S. 366 und S. 367.
[512] Vgl. Poller, Schicksal, S. 176-179. Karl August wurde nach seinem Studium Notar in Friedelsheim und Johann Friedrich Bürgermeister von Friedelsheim, während Christian Philipp Künstler wurde.

Kenntnisse diente. Köster legte der Verwaltung des Departements Mont-Tonnerre eine Eingabe vor, die er folgendermaßen bewarb: „Nach der öffentlichen Ruhe kenne ich keinen richtigern Gegenstand, womit sich die Regierung in ihrem Berathschlagungen beschäftigen könnte, als die Vervollkommung der Landwirthschaft und die vernünftige Ausbildung der Bürger“, weswegen er auch „meine nun erwachsenen zwey älteste Söhne in allen hierzu erforderlichen Wissenschaften auf Universitäten“ habe unterrichten lassen.[513] Köster bestätigte gegenüber der Departementverwaltung, dass der landwirtschaftliche Sektor aus der Sicht des Staates der wichtigste Wirtschaftszweig sein müsse und dass der Verwaltungsapparat dafür Sorge zu tragen habe, dass die Bürger über die Wissensbestände verfügten, die es ihnen ermöglichten, selbst landwirtschaftlich tätig zu werden. Köster hob hervor, dass er seine Söhne die dazu erforderlichen Wissenschaften habe studieren lassen. Dass diese an der Staatswirtschafts-Hohe-Schule in Heidelberg studiert hatten, erwähnte er allerdings nicht konkret. In jedem Fall nutzte Köster das staatswirtschaftliche Studium seiner Söhne argumentativ, da er damit betonen konnte, dass er persönlich sich mit diesen Wissensbeständen auseinandergesetzt habe. Das Studium seiner Söhne diente ihm also selbst als Legitimierungsstrategie. Köster legte auf Basis dieser Selbstlegitimierung einen Plan zur Verbesserung der Landwirtschaft vor, der zeigt, wie dieser seine landwirtschaftlichen Kenntnisse einerseits durch praktisches Erfahrungswissen und andererseits durch kameralistische Wissensbestände begründete. Seine Erläuterungen des von ihm vorgelegten Plans verwiesen zunächst auf gelehrt-ökonomische Wissensbestände. Köster schrieb: „Es ist wohl kein Gewinn erlaubter, als der, den ich von der Oberfläche der Erde erhalte, denn ausserdem, daß hierbey niemand einigen Verlust erleidet, verschaffe ich noch andern die Gelegenheit zum Lebens Unterhalt“.[514] Diese Hypothese von Köster dürfte auf eine grobe Kenntnis der zeitgenössischen agrarökonomischen Literatur beruhen, die die Landwirtschaft als den Wirtschaftssektor der reinsten Produktgewinnung ansah. Köster beschrieb die Landwirtschaft nicht im Sinne der

[513] LAS G6 341, Eingabe von Georg Philipp Christian Wilhelm Köster, Friedelsheim, 8. Floreal [um 1800, J.G.].
[514] Ebd.

physiokratischen Konzeptionen als Quelle des *produit net*.[515] Stattdessen betonte er den wirtschaftlichen Faktor Arbeit, den der Sektor der Landwirtschaft erzeuge. Damit stehen die von ihm dargelegten Wissensbestände im Einklang mit denen der landwirtschaftlichen Lehrbücher der Dozenten der Kameral-Hohen-Schule, denn auch Jung-Stilling hatte in seinem Lehrbuch zur Landwirtschaft deren Vorrangstellung damit begründet, dass diese durch ihre Produkte gleichzeitig auch Arbeit und Unterhalt für die verarbeitenden Sektoren generiere.[516] Die Bedeutung des Faktors Arbeit war schon von den Ökonomischen Aufklärern als notwendig für Produktionssteigerungen identifiziert und dabei auch mit der Frage nach der Größe der arbeitenden Bevölkerung in Beziehung gesetzt worden, wie André Holenstein am Beispiel der Oekonomischen Gesellschaft Bern gezeigt hat.[517] Susan Richter unterscheidet in ihrer Arbeit über die Verflechtung von Herrschaft und Landwirtschaft in der Aufklärung zwischen den Konzeptionen der Kameralisten, die vom Landesherren als Reformer ausgingen, der die in ihren Augen wichtige, aber nicht dominierende Landwirtschaft durch Gesetzgebung fördern sollte, und den Konzeptionen der französischen Physiokraten, die eine landwirtschaftliche Gesellschaftsordnung errichten wollten, der der König vorstehen sollte.[518] Dieser Gegenüberstellung lässt sich leicht entnehmen, dass Kösters Handlungsvorschlag eher in die Tradition der theoretisch-kameralistischen Konzeptionen einzuordnen ist, denn er schlug der französischen Regierung zwar vor, die Landwirtschaft zu perfektionieren, aber er ging nicht von der Errichtung einer landwirtschaftlichen Gesellschaftsordnung aus, sondern kündigte nur an, entsprechende Reformvorschläge zu machen. Allerdings nutzte Köster in erster Linie Versatzstücke von publizierten kameralwissenschaftlichen Werken, die seinem Handlungsvorschlag dienen sollten, und entwickelte deswegen auch kein in sich

[515] *produit net* ist ein zentraler Begriff aus den Lehren der französischen Physiokratie und meint den reinen Ertrag des Bodens, der als einziger in der Lage sei, einen Mehrwert für den Wirtschaftskreislauf herzustellen.

[516] Vgl. Jung-Stilling, Versuch eines Lehrbuches der Landwirthschaft, Vorrede: „Alle Verbesserungen der Landwirthschaft und dahin zielende Verordnungen helfen wenig oder nichts, wenn man nicht vorher dem Bauern Abnehmer oder Käufer genug zu seinen Produkten verschaft hat".

[517] Vgl. Holenstein, André: Industrielle Revolution avant la lettre. Arbeit und Fleiss im Diskurs der Oekonomischen Gesellschaft Bern (2. Hälfte 18. Jahrhundert), in: Holenstein, Stuber, Gerber Viesser, Nützliche Wissenschaft, S. 17-40, S. 17 und S. 29.

[518] Vgl. Richter, Pflug und Steuerruder, S. 487.

geschlossenes theoretisches Konzept. Im weiteren Verlauf seiner Darlegung argumentierte er dementsprechend auch nicht mehr über die Faktoren Arbeit und Unterhalt in Bezug auf die Landwirtschaft, sondern mit der Bevölkerungsdichte: „Die Länder, wo die Volks-Menge mit den Inhalten an Quadrat-Meilen in einem sehr ungleichen Verhältnisse stehet, als zum Beyspiel in Rußland, da kommt es freilich nicht so viel darauf an, ob der Acker den gedoppelten Ertrag liefert oder nicht. Aber in sehr bevölkerten Staaten, da ist dieses wahrlich nicht gleichgültig“.[519] Auch an dieser Stelle begründete Köster seinen Plan zur Verbesserung der Landwirtschaft dadurch, dass er auf Versatzstücke kameralistischer Wissensbestände verwies. Er ging auf die Bevölkerungsdichte ein, womit er an eine Thematik anknüpfte, die im ausgehenden Ancien Régime im gesamten Reich von Universitätslehrern der Statistik und der Geographie diskutiert wurde, so auch von dem Heidelberger Geographen Karl Theodor von Traitteur in Bezug auf die Bevölkerungszahlen in der Kurpfalz.[520] Der Diskurs zur Bevölkerungsdichte war durch die kartographischen und demographischen Erfassungen in den Territorien des Reiches in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts überhaupt erst möglich geworden, da diese dafür das quantitative Rohmaterial lieferten, wobei die exakten Erfassungen der Flächengrößen und der Bevölkerungszahlen in den Territorien erst die quantitative Vergleichbarkeit und die implizierten Prognosen ermöglichten.[521] Da die Zahlen am Ende des Ancien Régime nicht mehr als internes Verwaltungswissen gehandhabt wurden, sondern sich in staatlichen Intelligenzblättern publiziert wiederfanden, war es möglich, dass ein Akteur wie Köster sich auf sie berufen konnte.[522] Er nutzte das Argument der optimalen Bevölkerungsdichte, das er aufgrund der empirisch erfassten Bevölkerungszahlen und Flächengrößen, die ab den 1780er-Jahren für die Territorien des Reiches in amtlichen Publikationen vorlagen, entwickeln konnte.[523] Er setzte die Bevölkerungsdichte zur Landwirtschaft in Beziehung, indem er

[519] LAS G6 341, Eingabe von Georg Philipp Christian Wilhelm Köster, Friedelsheim, 8. Floreal [um 1800].
[520] Vgl. Karl Theodor von Traitteur: Über die Größe und Bevölkerung der Rheinischen Pfalz. Mannheim 1789, Eingang: „Den Flächeninhalt der Länder und ihre Bevölkerung aufzunehmen, ist jetzt in diesem Jahrzehende das allgemeine Bestreben einer jeden klugen und weisen Regierung“.
[521] Vgl. zur Thematik der ‚Bevölkerung‘ als Gegenstand der Staatswirtschaft auch Kapitel 3.4 dieser Arbeit.
[522] Vgl. Fieseler, Der Vermessene Staat, S. 119.
[523] Vgl. ebd., S. 304.

erklärte, dass in dicht bevölkerten Gebieten wie dem Département du Mont-Tonnerre Ertragssteigerungen in der Landwirtschaft zwingend notwendig seien, da sonst die optimale Bevölkerungsdichte überschritten würde und notwendigerweise Nahrungsengpässe drohten.

Köster nutzte aber nicht nur solche Versatzstücke theoretisch-ökonomischer Wissensbestände, sondern er verwendete auch praktisches Erfahrungswissen als Legitimationsgrundlage: „Ich selbst kann aus Erfahrung reden. Es sind nun 18 Jahre her, daß ich hier in Friedelsheim in der Pfaltz ein ziemlich groses Landguth antratt. Ich brachte es durch Einführung des Kleebaues im Grosen und durch andere Mittel dahin, dass mein Guth kurz vor Ausbruch des Kriegs das alterum tantrum eintrug […] Nun wollte Alles Klee pflanzen, Krappbauen, Vieh mästen, Brand-Wein brennen pp“.[524] Köster stellte sich selbst also als derjenige dar, der die landwirtschaftlichen Innovationstechniken, die die Ökonomischen Aufklärer propagiert hatten, also den Kleeanbau und die Stallfütterung, persönlich in Friedelsheim implementiert und damit quasi die Modernisierung der Landwirtschaft in dieser Gegend der Pfalz begründet habe. Er nannte mit dem Anbau von Klee als Futterkraut, der Viehhaltung und dem Anbau neuer Nutzpflanzen wie Krapp landwirtschaftliche Techniken, die auch in der klassischen wirtschaftshistorischen Literatur noch als Grundlage der landwirtschaftlichen Intensivierung gelten.[525] Köster führte diese Innovationstechniken vor allem aus dem Grund an, weil er sich so den Status eines Ökonomischen Aufklärers geben konnte, was seinem Vorschlag zusätzliche Legitimität verschaffte, da er praktisches Erfahrungswissen geltend machen konnte. Auf Basis dieser selbstzugeschriebenen Kompetenzen stellte Köster einen Plan zur Einrichtung einer landwirtschaftlichen Lehranstalt in Friedelsheim vor, den er zunächst folgendermaßen begründete:

> 1) Die Landwirthschaft bestehet in der Kenntnis eines unendlichen Details, welches zwar theoretisch vorgetragen, aber nur durch die Selbstausübung praktisch auf eine bleibende Art erlernt werden kann […]

[524] LAS G6 341: Eingabe von Georg Philipp Christian Wilhelm Köster, Friedelsheim, 8. Floreal [um 1800].
[525] Vgl. Lütge, Geschichte der deutschen Agrarverfassung, S. 210f.

> 2) der blose Theoreticus in der Landwirthschaft, wenn er nicht äusserst behutsam zu Werk geht, die grösten Fehler macht, und nicht selten ganz verdirbt. Er studiert nur die grösten Anlagen und Berechnungen der so oft übertrieben werdenden Vorteile, und achtet nicht auf das mannigfaltige Detail, von dessen genauer Kenntnis und Beobachtung doch der glückliche Erfolg der landwirthschaftliche Berechnungen haubtsächlich abhangt […]
>
> 3) der Viehstand ist die Seele der Landwirtschaft. Nicht jedes Guth aber liefert hinlängliches Futter für den Ihm noch seiner Gröse und Eigenschaft des Bodens nötigen Viehstand […]
>
> Es gereicht daher 4) den grosen Oeconomien der Betrieb einer oder mehreren Gewerbs, die Abgänge mit Nutzen in die Landwirtschaft verwendet. Dergleichen sind die Bierbrauung, die Frucht-Essig-Siederung, die Brandwein-Brennerey, die Puder- und Stärck-Fabriquen, die Pottasche-Siederey, Frucht und Öhl-Mühle […]
>
> 5) Wird die gröseste Pünktlichkeit und Ordnung in Führung der Geschäfte erfordert, diese kann nicht anders, als durch eine Art von Handlungsmäßiger Buchführung erhalten werden.[526]

Diese Thesen veranschaulichen, welche Wissensgrundlagen nach Köster für Landwirte notwendig seien. Mit den ersten beiden Thesen legte Köster der Departementverwaltung dar, warum nur eine Kombination von theoretischen und praktischen landwirtschaftlichen Kenntnissen, die in seiner Person vereint waren, für erfolgreiche landwirtschaftliche Aktivitäten hinreichend seien. Persönlich erworbene praktische Kenntnisse in kleinen Betrieben seien notwendig, damit die Studierenden eigenständig landwirtschaftlich tätig werden könnten. In der dritten, vierten und fünften These machte Köster konkrete Vorschläge, wie ein landwirtschaftlicher Betrieb, der auch für das Studium zukünftiger Landwirte dienen solle, aufgebaut sein müsse. Köster zählte die Gewerbe auf, die in dieser Lehranstalt betrieben werden müssten, um das praktische landwirtschaftliche Wissen umfassend zu vermitteln. Die Wissensvermittlung selbst müsse in einem solchen Lehrinstitut folgendermaßen strukturiert sein:

> Die Eleven [müssten] in nachfolgenden Stücken theoretischen und praktischen Unterricht erhalten: 1) in der Landwirthschaft nach allen ihren Theilen 2) in der Geometrie, jedoch nichts weiters, als zu Ausmessung eines jeden beliebigen Stück Feldes erforderlich ist 3) in der Mechanic 4) in der Chemie und Natur-Lehre, so weit als solche in die Landwirthschaft und die damit verbundene Gewerbe einen Einfluss

[526] LAS G6 341.

> haben, inngleich in der landwirthschaftlichen Botanic 5) in nachstehenden Gewerben als a) Bierbrauuerey b) Fruchtessig-Siederey, c) Branndwein-Brennerey d) Podasche-Siederey e) Puder und Stärkfabrique f) Mahl-, Öhl-, und Krapp-Mühl, die auch noch zu sonstigem oeconomischen Gebrauch eingerichtet seyn müssten 6) in der Dorf-, und Feldpolizey 7) In der Kunst, sowohl über die Oeconomie selbsten als über die Gewerbe handlungsmässige Rechnung zu führen.[527]

Dieser Vorschlag zur Einrichtung eines Studienverlaufs für ein speziell landwirtschaftliches Institut durch einen Akteur außerhalb des Verwaltungsapparats entspricht in der Strukturierung den Studienverläufen, wie sie auch an der Kameral-Hohen-Schule und am Lehrstuhl für Forstwissenschaften in Württemberg etabliert worden waren. Das gilt vor allem für das Verhältnis von hilfs- und hauptwissenschaftlichen Teilen des Studiums, die auch in Kösters Plan vorhanden sind. Allerdings ist dieser Plan mehr auf die Vermittlung praktisch-erfahrungsbasierter Wissensbestände ausgerichtet. Deren Vermittlung konnte Köster durch die behaupteten eigenen Leistungen als landwirtschaftlicher Innovator sich besonders gut selbst zuschreiben. Er betont deswegen auch, dass der Direktor eines solchen Instituts „nicht nur ausgebreitete Kenntnisse in der Landwirthschaft, sondern auch die Gabe das Ganze zu übersehen und zusammen zu halten“ haben müsse, wobei offensichtlich ist, dass er sich in dieser Position sieht.[528] Der vorgeschlagene Studienverlauf präsentiert gleichzeitig eine Art der ökonomischen Ausbildung, die sich von der Ausbildung der studierten Staatswirte darin unterscheidet, dass sie keine Verwaltungsbeamten, sondern private landwirtschaftliche und gewerbliche Unternehmer hervorbringen soll und mehr dem entspricht, was die praktische Ausbildung zum Förster im Verhältnis zum Universitätsstudium der Forstwissenschaften für zukünftige Forstamtsleiter war. Landwirtschaftliche Ertragssteigerung und damit wirtschaftlicher Wohlstand entstehe laut diesem Studienplan dadurch, dass die Bürger selbst die Landwirtschaft gewerblich betreiben, was dann wiederum im Interesse des Departements und des gesamten französischen Staates sei. Dieser Plan Kösters kann somit auch als ein Fallbeispiel für einen Handlungsvorschlag herangezogen

[527] Ebd.
[528] Ebd.

werden, der den generellen Wandel der Landwirtschaft im Übergang zum 19. Jahrhundert verdeutlicht. Der von Köster dargelegte Studienplan setzt voraus, dass wirtschaftliches und hier konkret landwirtschaftliches Handeln von privatwirtschaftlich agierenden Individuen als Gewerbe mit dem Ziel der Produktionssteigerung betrieben wird und nicht einfach nur zur Subsistenzsicherung dient. Im 19. Jahrhundert setzten sich die vom Agrarhistoriker Alois Seidl als „Experimentalökonomen" bezeichneten Landwirte durch.[529] Solche Experimentalökonomen, zu denen Seidl insbesondere Albrecht Daniel Thaer zählt, etablierten die Landwirtschaft nicht nur als eine experimentell-naturwissenschaftliche Fachdisziplin, sondern transformierten sie auch in der Praxis zu einem Gewerbe, das überhaupt keine soziale Bindungsfunktion mehr erfüllte, sondern Produktivität und Rentabilität zu erzielen hatte. Damit repräsentiert diese Eingabe Kösters auch aus der Sicht der staatlichen Wirtschaftsordnung den Übergang zu den wirtschaftsliberalen Konzeptionen zu Beginn des 19. Jahrhunderts.[530] Studierte Staatswirte wären in dieser Konzeption obsolet, da die entsprechend ausgebildeten experimentellen Agrarökonomen über ein landwirtschaftliches Spezialwissen verfügten. Das zeigt, dass der studierte Staatswirt im Wirtschaftssektor der Landwirtschaft, im Gegensatz zum Wirtschaftssektor der Forstwirtschaft, über das Ancien Régime hinaus keine sinnvolle Funktion mehr erfüllen konnte, weil er nach der Auflösung der Agrarverfassung seine Funktion als Rechtsbefehler verloren hatte, denn Landwirtschaft wurde zu einem privatwirtschaftlich betriebenen Gewerbe. Gleichzeitig steht der Vorschlag Kösters aber auch für einen Wandel in der wissenschaftlichen Behandlung der Landwirtschaft an sich, die sich zunehmend zu einer separaten, auf experimentalökonomischen Methoden beruhenden Spezialdisziplin entwickelte. Das Innovationspotential repräsentierten im 19. Jahrhundert zunehmend privatwirtschaftlich agierende Produzenten und keine studierten Staatswirte. Stefan Brakensiek weist in seinem Aufsatz über das Feld der Agrarreformen um 1800 darauf hin, dass agrarwissenschaftliche Expertise diesen Übergang von strukturellen Reformen hin zu den naturwissenschaftlichen

[529] Vgl. Seidl, Alois: Deutsche Agrargeschichte. Frankfurt a. M. 2006, S. 125.
[530] Vgl. Deecke, „Staatwirtschaft vom Himmel herabgeholt.", S. 613.

Feldern der Botanik und der Chemie geebnet hatte.[531] Köster, der sich offenbar mit den theoretischen Wissensbeständen der Landwirtschaft auseinandergesetzt hatte, versuchte, sich in diesen Umbruch von strukturellen Agrarreformen hin zur experimentell-agrarökonomischen Landwirtschaft einzubringen, indem er diese neue Expertenfunktion annahm.

Die untersuchten studierten Staatswirte implementierten keine neuen landwirtschaftlichen Methoden. Aber sie waren als Akteure Teil einer Entwicklung, die in Bezug auf die Landwirtschaft im Kontext der sich auflösenden Agrarverfassung und im Übergang von der vormodernen Subsistenzwirtschaft zur modernen Marktwirtschaft zu verorten ist. Zwar waren auch die Absolventen der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule in Stuttgart als spätere Kameralbeamte mit dem Wirtschaftssektor der Landwirtschaft in Kontakt, aber sie erfüllten bloß Revisoren- oder Rechnungsführertätigkeiten, wie beispielsweise der Amtsverweser Friedrich Carl Fetzer[532] oder der Kirchenratsrevisor Carl Friedrich Wolff,[533] und etablierten in diesen Amtsfunktionen keine wirtschaftspolitischen Praktiken. Die kurpfälzischen studierten Staatswirte mussten sich dagegen mit lokalen Rechtsverhältnissen der landwirtschaftlichen Nutzung von Feldern, mit der Aufhebung der Schäfereien und mit Marktpreisen in der Landwirtschaft auseinandersetzen und waren somit als administrative Akteure im Verwaltungsapparat mit den Umbrüchen konfrontiert, mit denen sich die Staaten insgesamt im Übergang vom späten Ancien Régime in die Moderne auseinandersetzen mussten. Die Untersuchung der studierten Staatswirte im Wirtschaftssektor der Landwirtschaft im Südwesten hat übergreifend gezeigt, dass die studierten Staatswirte hier durch zwei Kategorien ihrer Kenntnisse Staatsrelevanz entwickeln konnten: Die erste Kategorie bestand wieder in der Kenntnis der lokalen-ökonomischen Gegebenheiten. Bereits der

[531] Vgl. Brakensiek, Stefan: Das Feld der Agrarreformen um 1800, in: Engstrom, Hess und Thoms, Figurationen des Experten, S. 101-122, S. 122.

[532] Vgl. Gebhardt, Die Schüler der Hohen Karlsschule, S. 234. Vgl. auch HStAS B 32 Bü 64 zur Tätigkeit Fetzers als Amtsverweser in Balzheim, in deren Rahmen er den Wert des Teils der Gefälle, die dem Freiherrn von Palm zufielen, berechnet.

[533] Vgl. ebd., S. 559. Vgl. auch HStAS H 102/2 Bd. 42. Dieses Lagerbuch des Klosters Alpirsbach aus dem Jahr 1682 und 1683 wurde am 20. Januar 1786 von Wolff einer Revision unterzogen und die „gegenwärthige Abschrift Closter Alpirsbacher Lagerbücher von 1683 nach dem im herzoglichen Arichiv befindlichen Oritinal collationirt […] und alles durchaus gleichlautend erfunden (fol. 1036).

Vater eines studierten Staatswirtes, nämlich Johann Philipp Sedelmeyer, legte aufgrund der ihm bekannten Rechtssituation der Hohenecker Erbbestandsmühle dar, warum man den kurpfälzischen Untertanen die landwirtschaftliche Nutzung des Erbbestandes weiter ermöglichen müsse, obwohl sich die Mühle auf fremdem Territorium befand. Sedelmeyer argumentierte allerdings nicht mit ökonomischen Gesetzmäßigkeiten, sondern auf Basis seiner Kenntnisse der lokalen Rechtstraditionen in der landwirtschaftlichen Nutzung. Der Stadtschultheiß und Gefällverwalter Stengel von Wiesloch dagegen argumentierte, dass der Feldbau in der Stadt Wiesloch von den Schäfereien in wirtschaftlicher Hinsicht profitieren würde, wie er einerseits aus eigener Anschauung der landwirtschaftlichen Entwicklungen vor Ort wisse und was sich andererseits auch aus landwirtschaftlichen Gesetzmäßigkeiten wie der Verdichtung des Bodens durch den Schaftrieb ergeben würde. Der Akteur Hertling ging auf die konkreten politisch-wirtschaftlichen Bedingungen ein, aus denen er einen steigenden oder fallenden Getreidepreis ableitete. Der Vater dreier studierter Staatswirte Köster wies darauf hin, dass er selbst es gewesen sei, der in Friedelsheim für landwirtschaftliche Innovationen gesorgt habe. Die hier untersuchten Akteursfallbeispiele nutzten übergreifend und in ihrem jeweiligen Handlungskontext das Argument, dass sie die Gegebenheiten vor Ort kannten, die die Landwirtschaft beeinflussten, und brachten diese Kenntnisse mit den Interessen des Staates in Zusammenhang. Die zweite Kategorie bestand in der Kenntnis theoretisch-reflexiver ökonomischer Wissensbestände. Sedelmeyer nutzte eher noch sein Wissen über traditionelle Rechtsbestände der Landwirtschaft; Stengel argumentierte dagegen rational-ökonomisch damit, dass die Abschaffung der Schäfereien den Außenhandel direkt beschädigen würden; Hertling verwies auf die Gesetzmäßigkeiten von Preisen und trug damit zur Konstituierung überregionaler landwirtschaftlicher Märkte bei. Köster nutzte die kameralistischen Wissensbestände zur Bevölkerungsdichte und zur Bedeutung der Landwirtschaft für den Staat, um die eigenen Handlungen zu legitimieren. Auch in der Landwirtschaft hat sich gezeigt, dass die studierten Staatswirte (beziehungsweise ihre Väter) sich durch die spezifischen Kenntnisse zu legitimierten versuchten, die auch im staatswirtschaftlichen Studium vermittelt

wurden und mit denen sie ihren eigenen Handlungsabsichten stützten. Allerdings fiel ihr Handlungsspielraum mehr und mehr weg, je mehr sich wirtschaftsliberale Praktiken durchsetzten. Bis dahin nutzten die studierten Staatswirte sowohl die abstrakten kameralistischen Wissensbestände als auch das erworbene lokale Erfahrungswissen, um ihre wirtschaftspolitischen Vorstellungen durchzusetzen.

3.3 Bergbau: Staatswirte als Montanexperten

Neben der Forstwirtschaft und der Landwirtschaft bildete der gewerbliche Sektor den dritten Wirtschaftssektor, der im Rahmen der kameralistischen Wissensvermittlung im deutschen Südwesten gelehrt wurde. Als der Teil des gewerblichen Sektors, in dem die studierten Staatswirte am ehesten als administrative Akteure wirtschaftspolitische Praktiken etablieren konnten, ist der Bergbau zu nennen, da dieses Gewerbe besonders eng mit den Verwaltungsapparaten verflochten war. Obwohl im Bergbau die Kenntnisse der studierten Staatswirte eigentlich besonders gut anwendbar gewesen sein mussten, etablierte sich in diesem Bereich durch sie kein speziell kameralistisch geprägtes bergbauliches Wissen. Warum das so war, wird dieses Kapitel zeigen.

In Bezug auf die kameralistische Wissensvermittlung gab es für den Bergbau bereits spezielle Akademien, die aber nicht im deutschen Südwesten, sondern in den mitteldeutschen Territorien angesiedelt waren, in denen der Bergbau schon allein aufgrund der geologischen Bedingungen weitaus größere Bedeutung hatte. In der 1765 gegründeten Bergakademie zu Freiberg in Sachsen brachte die dort konzipierte Bergbauwissenschaft eine spezifische Wissenskultur des Bergbaus hervor – eine Spezialakademie für eine bergbauwissenschaftlich gebildete Beamtenschaft. Diese Akteure bezeichnet Jakob Vogel, der sich grundlegend mit der Wissensgeschichte des Bergbaus auseinandergesetzt hat, als

Montanexperten.[534] An dieser Bergbauakademie sollten ausschließlich zukünftige Montanexperten auf Basis der kameralistischen Konzeption der Bergbauwissenschaften hervorgebracht werden. Die Studienverläufe an diesen Bergakademien entsprachen in ihrer konzeptionellen Ausrichtung den Studienplänen, denen auch die staatswirtschaftliche Ausbildung im deutschen Südwesten folgte. Schon allein daraus ergibt sich, dass es unabhängig von den jeweiligen Ressourcenfeldern eine übergreifende Kultur der Wissensvermittlung gab: Auf die mathematisch-naturwissenschaftlichen Grundkenntnisse und die Miteinbeziehung der benachbarten Felder wie der Land- und der Forstwirtschaft folgte die Wissensvermittlung in den eigentlichen Bergbauwissenschaften, in deren Rahmen auch die für die zukünftigen Montanexperten relevanten rechtlichen und administrativen Rahmenbedingungen vermittelt werden sollten.[535] Diese Montanexperten entstammten der Bergakademie in Freiberg, der 1775 gegründeten „Clausthaler montanistischen Lehrstätte“ in Braunschweig und der 1770 gegründeten preußischen Bergakademie in Berlin. Übergreifend, so hat Jakob Vogel festgestellt, sei aber ein Prozess der allgemeinen Angleichung der Wissensbestände des Bergbaus und der Verwaltungspraktiken in den einzelnen Territorien zu konstatieren, wobei dieser erst ab der Mitte des 19. Jahrhunderts als weitestgehend abgeschlossen betrachtet werden könne. Dieser Angleichungsprozess von lokalen Wissenskulturen und Verwaltungspraktiken im Bergbau gilt, wie in den beiden vorigen Kapiteln bereits deutlich wurde, auch für die Forstwirtschaft und in der Landwirtschaft.[536]

Nimmt man diese wirtschaftshistorischen und wissensgeschichtlichen Entwicklungen in Bezug auf den Bergbau als Kontext für die entsprechenden Entwicklungen im deutschen Südwesten, werden die Hintergründe der bergbauwissenschaftlichen Wissensvermittlung an den dortigen Hohen-Schulen klarer. In der Kurpfalz gab es zwar Bergwerke, die bereits seit dem Spätmittelalter betrieben wurden, und die Berge des Pfälzer Waldes bildeten eine Bergbauregion,

[534] Vgl. Vogel, Aufklärung untertage, S. 14.
[535] Vgl. ebd.
[536] Vgl. Vogel, Jakob: Reform unter staatlicher Aufsicht. Wirtschafts- und Sozialgeschichte des deutschen Bergbaus und des Salzwesens in der frühen Industrialisierung, in: Weber (Hg.), Salze, Erze und Kohlen, S. 11-110, S. 59.

in der es Gruben für Quecksilber, Kohle und Eisen gab. Geographisch gesehen war also die Kameral-Hohe-Schule prädestiniert dafür, ihre kameralistische Wissensvermittlung auf den Bergbau auszudehnen und ebenfalls Montanexperten hervorzubringen. Außerdem hatten sich, wie im Kapitel 2.1 erwähnt, deren Lehrer Succow und Gatterer mit bergbauwissenschaftlichen Wissensbeständen auseinandergesetzt, sodass die personalen Voraussetzungen gegeben gewesen wären, viele studierte Staatswirte als Montanexperten hervorzubringen.[537] Ebenso existierte an der württembergischen Hohen-Karlsschule der Bergbau in der Wissensvermittlung an der Fakultät für Ökonomie und Camerale. Als Lehrer war dort Johann Friedrich Widenmann zuständig, der unter anderem eine Beschreibung des Hütten- und Schmelzwesens im sächsischen Freiberg publizierte und die dortigen Verfahren lobte.[538] Er verfasste sogar ein Lehrbuch speziell für seinen Unterricht an der Hohen-Karlsschule, das aber, wie das entsprechende Lehrbuch von Succow, nur mineralogische und keine praktisch-bergbaulichen Kenntnisse vermittelte.[539] Allerdings hat bereits Alexandra Plettenberg in ihrer Arbeit über die Kameral-Hohe-Schule festgestellt, dass die bergbauliche Wissensvermittlung im Gegensatz zur Forstwirtschaft dort kaum eine Rolle gespielt hat.[540] Da die Kameral-Hohe-Schule sowohl an ihrem Standort Lautern als auch an ihrem späteren Standort Heidelberg in geographischer Nähe zu Bergwerken lag, muss der Grund dafür, dass dort fast keine Montanexperten hervorgebracht wurden, in der bergbaulichen Praxis gelegen haben. Der Bergbau im Südwesten galt, insbesondere in Bezug auf den Untersuchungszeitraum dieser Arbeit, aus wirtschaftsgeschichtlicher Sicht als irrelevant, und nur in der Oberpfalz hatte die Erzgewinnung in der Frühen Neuzeit eine gewisse Bedeutung, die aber im 18. Jahrhundert nachließ.[541] Erst die Analyse der Verwaltungspraktiken der

[537] Vgl. Succow, Anfangsgründe der Mineralogie, der aber, wie bereits erwähnt, nicht auf die bergbauliche Praxis eingeht. Vgl. die Einleitung S. V-XVI. Vgl. auch Gatterer, Anleitung, der am Beispiel des Harz darlegt, wie Erze und Metalle entdeckt werden können, wie eine Grube angelegt werden müsse und wie sie dann gefürdert werden können. Vgl. das Inhaltsverzeichnis S. X-XI.

[538] Johann Friedrich Widenmann: Beschreibung der zu Freyberg gegenwärtig gewöhnlichen Hütten- und Schmelzarbeiten. Freyberg 1789.

[539] Vgl. Widenman, Handbuch der Mineralogie, Inhaltsverzeichnis Band 1 und Inhaltsverzeichnis Band 2 (nicht paginiert).

[540] Vgl. Plettenberg, Die Hohe-Kameral-Schule, S. 167.

[541] Vgl. Mußgnug, Einleitung, S. 14.

Staatswirte, deren bergbauliche Karriere in der Kurpfalz begann, zeigt, warum die bergbauliche Wissensvermittlung nicht dazu führte, dass vermehrt Montanexperten in Erscheinung traten. Als ein bekannter Absolvent der Kameral-Hohen-Schule, der im Eisenbergbau lokale Bedeutung erlangte, ist Jean-Louis (Johann Ludwig) Gienanth zu nennen, der ab 1800 eine Reihe von Eisenwerken und Erzgruben erwarb, zur Nutzung der Gruben auch Straßen anlegen ließ, Wälder erwarb und dessen Familie noch bis ins 20. Jahrhundert hinein eine bedeutende Rolle in der pfälzischen Wirtschaftsgeschichte in Bezug auf die Eisenindustrie spielte.[542] Gienanth war zwar im Jahr 1802 von der Verwaltung des Département du Mont-Tonnerre als Departementsrat und 1805 zum Oberaufseher des Straßenbaus des Departements berufen worden,[543] aber für den Wirtschaftssektor des Bergbaus ist eher Jean-Louis Gienanth privat-unternehmerisches als sein staatlich-administratives Handeln dokumentiert. Daher konnte er als Untersuchungsfallbeispiel für diese Arbeit nicht herangezogen werden.

Das folgende Akteursfallbeispiel, das sich zur Untersuchung bergbaulicher Verwaltungspraktiken studierter Staatswirte eignet, bildet Johann Daniel Weber. Er war einer der ersten Studierenden der Kameral-Hohen-Schule, hatte sich 1774 immatrikuliert. Im Jahr 1780 wurde er Bergbauinspektor am Quecksilberbergwerk in Wolfstein, später machte in der Nähe von Budapest und ab 1788 in Argentinien und Bolivien Karriere.[544] Es ist bezeichnend, dass es einer der ersten Absolventen der Kameral-Hohen-Schule war, der eine solche Funktion als Montanexperte hatte einnehmen können, denn das ist ein Indiz dafür, dass die Spezialisierung der bergbauwissenschaftlichen Wissensbestände tatsächlich im Vergleich zur denen der Forst- und Landwirtschaft schneller vorangeschritten war und das generalisierte staatswirtschaftliche Studium im deutschen Südwesten früher für diese spätere Tätigkeit unbrauchbar gemacht hatte. Für diese Lesart spricht, dass sie von Lehrern wie Adolph Succow selbst mitgetragen wurde. Succow fügte in seinem Lehrbuch der Mineralogie von 1790 die Anmerkung hinzu, die

[542] Vgl. Warmbrunn, Paul (Bearb.): Findbuch des Bestandes Familien- und Werksarchiv Gebr. Gienanth-Eisenberg. Koblenz 2000, S. X-XI: Der Enkel von Jean-Louis Gienanth heiratete die Tochter von Friedrich Engelhorn, dem Gründer der BASF.
[543] Vgl. ebd.
[544] Vgl. Poller, Schicksal, S. 308-310.

Bergbauwissenschaften seien so weit vorangeschritten, dass die Vermittlung entsprechender Wissensbestände nicht mehr im Rahmen des staatswirtschaftlichen Studiums berücksichtigt werden könne.[545] Jakob Vogel weist aber auch darauf hin, dass die bergbauwissenschaftlichen Wissensbestände von den lokalen Produktionsbedingungen abhingen, die dann im Detail durchaus unterschiedliche bergbauwissenschaftliche Wissensbestände hervorbringen konnten.[546] Das deutet darauf hin, dass die bergbauliche Praxis im deutschen Südwesten schlicht nicht relevant genug war, um aus der Sicht Succows zu einer separaten bergbaulichen Wissensproduktion zu führen. Denkbar ist aber auch, dass die administrativen Bedingungen einen Einfluss darauf hatten, dass sich keine theoretisch-kameralistisch geprägten Wissensbestände für den Bergbau durchsetzten.

Die Aktenbestände der Quecksilberbergwerke in Wolfstein, wo Weber Bergbauinspektor war, geben Auskunft über dessen Handlungsmöglichkeiten und Handlungsgrenzen in diesem administrativen Kontext.[547] Unter wirtschaftlichen Gesichtspunkten galt der Quecksilberabbau in der Pfalz als der wichtigste Zweig des lokalen Bergbaus.[548] Dadurch, dass Weber im Verwaltungsbereich des Bergbaus die Funktion eines Bergbauinspektors einnahm, handelte er aus einer Amtsposition heraus, in der er gegenüber den Steigern, die in den einzelnen Gruben arbeiteten, weisungsbefugt war. Die etablierte Verwaltungspraxis, in die die Montanexperten integriert werden sollten, war in den Territorien, in denen der Bergbau betrieben wurde, meist so ausgerichtet, dass die Landesherren entweder selbst direkt am Bergbau beteiligt waren oder die Schürfrechte an Berggenossenschaften übertragen hatten und von diesen den Bergzehnt erhielten. Die Berggenossenschaften wurden als Gewerkschaften bezeichnet. Sie waren Miteigentümer der jeweiligen Grube und teilten sich sowohl den Gewinn als auch

[545] Vgl. Suckow, Anfangsgründe der Mineralogie, Einleitung S. 2: „Inzwischen läßt sich die eigentliche Bergbaukunde hier wegen ihrer besonderen Ausdehnung nicht vortragen, so sehr auch beide unzertrennliche Fächer sind“.
[546] Vgl. Vogel, Reform unter staatlicher Aufsicht, S. 59.
[547] Vgl. LAS A2 518 UNr.4, 521 und 525.
[548] Vgl. Spuhler, Der Bergbau in der Pfalz, S. 122.

die Kosten, die im Bergbau anfielen.[549] Aber selbst dort, wo der Landesherr nur indirekt am Bergbau beteiligt war, blieb der landesherrliche Verwaltungsapparat mit dem Bergbau eng verflochten. Durch die landesherrlichen Bergwerkskommissionen versuchten die staatlichen Akteure, in die Bergbautätigkeiten der Gewerkschaften aus der Zentralbehörde heraus zu intervenieren. Diese Intervention war aus der Sicht der Verwaltungsapparate notwendig, weil der Holzverbrauch der Bergwerke angesichts der befürchteten Holzknappheit überwacht werden musste, denn Steinkohle setzte sich als Brennmaterial erst im 19. Jahrhundert durch. Als Bergbauinspektor sollte Weber somit die Interessen der landesherrlichen Bergräte, die in der kurpfälzischen Bergwerkskommission versammelt waren, durchsetzen helfen. Er repräsentierte also durch seine Stellung den Typus des Montanexperten, wie ihn der Historiker Jakob Vogel definiert hat, denn er sollte aus dem Verwaltungsapparat heraus sein kameralistisch-bergbauliches Wissen staatsnützlich einsetzen,[550] stand dabei aber den Gewerkschaften, insbesondere den Steigern in den jeweiligen Gruben gegenüber, die im Gegensatz zu Weber über implizites, durch praktische Erfahrung erworbenes Wissen verfügten.

Die Verwaltungspraktiken Webers als Bergbauinspektor sind wiederum in Konfliktsituationen besonders gut rekonstruierbar, in denen dieser sich gegenüber den Räten der kurpfälzischen Bergwerkskommission rechtfertigen musste. Diese hatten mit den Quartalsrechnungen und den Bergwerksprotokollen ein Mittel, um das wirtschaftliche Handeln in den jeweiligen Gruben und Bergwerken zu kontrollieren. Als sich in den Quartalsrechnungen und den Bergwerksprotokollen aus der Sicht der Räte der kurpfälzischen Bergwerkskommission im Jahr 1781 in Bezug auf dessen Tätigkeit im Quecksilberbergwerk Theodors Erzlust[551] Unstimmigkeiten fanden, musste Weber als zuständiger Bergwerksinspektor handlungsrechtfertigend auftreten. Die Bergwerkskommission sandte einen

[549] Vgl. Aubin, Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte, S. 418.
[550] Vgl. Vogel, Aufklärung untertage, S. 14.
[551] Vgl. Spuhler, Der Bergbau in der Pfalz, S. 138: Der Geograph Ludwig Spuhler schreibt, dass das Quecksilberbergwerk Theodors Erzlust am Pfälzer Königsberg eines der profitabelsten gewesen sei und im Jahr durchschnittlich 5000 Pfund Quecksilber abgeworfen habe.

Fragenkatalog an Weber, um die entstandenen Unstimmigkeiten zu klären.[552] Sie konstatierte auffällige Diskrepanzen zwischen den Angaben in den Quartalsrechnungen zu denen der in den Bergwerksprotokollen festgehaltenen „Laborir-Tabellen“, denn die Mengenangaben der gewonnen Erze seien nicht übereinstimmend. Weber antwortete darauf in Bezug auf die Unstimmigkeiten im zweiten Quartal des Jahres 1780, dass die „angesezten 203 Bränd in befragtem Quartal würklich elaborirt, die davon gefallenen Quecksilber aber dem vorher gehenden 1ten Quartal-Elaborir-Register beigefüget, mithin auch allda zur Einnahme gebracht worden“ seien.[553] Er versicherte darüber hinaus, „daß diejenigen hier in Frage stehenden 41 Bränd 125 Quecksilber gegeben, so in der 1. Quartals-Laborir-Tabelle, und zwar durch zwey Brände unterm Martz 1780, um den Pack Quecksilber ad 158 complett zu machen, herüber getragen worden“ seien.[554] Die durch diese Aussagen im Nachhinein schriftlich festgehaltenen Verwaltungspraktiken weisen Weber als einen Repräsentanten der kameralistisch geprägten Wissenskulturen des Bergbaus aus, womit er auch in seinem Handeln als Montanexperte auftrat. Er legitimierte sich selbst als ein solcher Montanexperte, indem er schrieb, dass die entstandenen Unstimmigkeiten dazu gedient hätten, die Schreibvorgaben in den Quartalsrechnungen und in den Laborirtabellen eindeutig zu halten und damit für den Verwaltungsapparat rational nachvollziehbar zu machen. Weber betonte außerdem, dass durch sein Handeln der kurpfälzischen Bergwerkskommission und damit der Hofkammer kein finanzieller Schaden entstanden sei, da die Erze nur in einem anderen Quartal gewonnen als abgerechnet worden seien. Durch seine Ausführungen versuchte Weber sicherzustellen, dass sein Handeln die Erwartungen des Verwaltungsapparats nach rationalem und nachvollziehbarem Vorgehen erfüllte und somit seine Legitimität gewahrt blieb. Weber konnte das entstandene Missverständnis mit Verweis auf seine Schreibpraktiken aufklären, indem er die scheinbar unstimmigen Angaben in der Quartalsrechnung und in der Laborirtabelle aufklärte und sein Handeln als sachbezogen und damit rational darstellte.

[552] LAS A2 525: Notamina zur Theodors Erzluster 1780er Rechnung des 2., 3. und 4. Quartals. Wolfstein, 27. und 28 März 1781.
[553] Ebd.
[554] Ebd.

Die Bergwerkskommission bemerkte aber noch einen weiteren Punkt der Unstimmigkeit: Es sei „zwar nicht mehr als 60 Maas Öhl verrechnet, in der Material-Rechnung aber 143 ½ Maas voraus gesezt, welche Summa in einen Quartal ohnmöglich auf dem Werth verbrannd worden sein kann“. Dem entgegnete Weber, dass „die 143 ½ Maas unrichtig annotirt worden. Den Unterschied beizubringen seien in diesem Quartal 46 Maas mehr als verbrannd worden zu Tilgung des Recesses abgesetzet“.[555] Auch hier erklärte Weber die als nicht plausibel beurteilten Zahlen, die der Bergwerkskommission vorlagen, mit einem Notationsfehler, den er aber, um der Logik der Materialrechnungen zu folgen, mit einer entsprechenden zu hoch notierten Menge genutzten Öls korrigiert habe. Das gleiche gilt für eine von der Bergwerkskommission konstatierten Differenz von 26 Brandhölzern zwischen der Rechnung und den Laborir-Tabellen, die Weber damit erklärte, dass „die Quecksilber von der 1ten Woche des Quartals abermahlen zur Ergäntzung eines Packes ins vorhergehende Quartal geflossen [seien]. Ein Fehler aber seye es, daß die Anzahl der Brände aus Versehen nicht angemerket worden“.[556] Auch hier führte Weber wieder den Akt des Aufschreibens selbst an, den er letztlich aber als Mittel des rationalen Verwaltungshandelns darstellte, da er bestimmte Mengen an Quecksilber in einem Quartal erreichen musste. Dass die kurpfälzische Bergwerkskommission bei den Brandmitteln wie Holz und Öl, die zur Erzgewinnung notwendig waren, so nachhakte, hat mit der bereits mehrfach angeklungenen allgemeinen Wahrnehmung eines Ressourcenmangelns zu tun, der zur Folge hatte, dass die für den Bergbau notwendigen Holzbestände für den Brandvorgang der zunehmenden Kontrolle der Verwaltungsapparate unterworfen waren, womit das konkrete Handeln der kurpfälzischen Bergwerkskommission dem generellen Handeln der für den Bergbau zuständigen Teile der Verwaltungsapparate in den Territorien des Reiches entspricht.[557] Bis hierhin zeichnet sich Webers Handeln vor allem dadurch aus, dass er die für einen Bergverwalter notwendigen Techniken beherrschte, die sein Handeln aus der Sicht des Verwaltungsapparats nachvollziehbar machten.

[555] Ebd.
[556] Ebd.
[557] Vgl. Vogel, Reform unter staatlicher Aufsicht, S. 60.

Die administrativen Überlieferungen des Bergwerks „Pfälzer Hoffnung und Muth“ enthalten darüber hinaus einzelne Berichte Webers, in denen dieser seine Praktiken als Bergwerksinspektor im Nachhinein beschrieb. Diese Berichte waren an den Direktor der Kameral-Hohen-Schule, Friedrich Casimir Medicus gerichtet, der gleichzeitig Bergrat war und der einem Absolventen der Kameral-Hohen-Schule logischerweise wohlwollend gegenüberstand. In einem Brief Webers erläuterte dieser dem Bergrat Medicus sein Handeln als Bergwerkverwalter im dritten Quartal des Jahres 1780: „Seit dieser Zeit wurde bis zum Schluß verflossener Woche von deren gewonnenen Puch-Ertzen, und seit Anfang dieser Woche 4 Bränd-Scheidt-Ertzen laboriert, welche in Summa 270 Quecksilber abgeworfen haben. Ich werde diese Woche noch fort laborieren lassen, fort das Laboriren vor dieses Quartal beschließen“.[558] Aus dieser Erläuterung des eigenen Verwaltungshandelns heraus lässt sich zunächst einmal feststellen, dass Weber über grundlegende mineralogische und bergbauwissenschaftliche Wissensbestände verfügte. So dokumentierte Weber, dass er Scheideerz, also von Gestein ohne Erzgehalt getrenntes Erz, gewonnen habe.[559] Diese nicht explizit legitimierte Praxis zeigt, dass Weber mit den Grundlagen der Erzgewinnung vertraut war. Auch dadurch, dass er betonte, dass er sein Handeln an den Quartalsrechnungen ausrichte, konnte sich Weber als Montanexperte inszenieren und seine Nützlichkeit für den Staat herausstellen, da sein Handeln Genauigkeit und Nachvollziehbarkeit versprach. Außerdem betonte Weber, dass er entschieden habe, in der Grube weitergraben zu lassen. Damit deutete er implizit an, dass er Kenntnisse von den bergbaulichen Bedingungen vor Ort besaß, denn er unternahm eine autonome Einschätzung darüber, ob sich der Erzabbau konkret noch oder nicht mehr lohne. Dass Weber diese konkreten Kenntnisse nutzte, um seine Position als Montanexperte zu legitimieren, lässt sich auch der folgenden Äußerung entnehmen: „Die Grubenarbeiten gingen zufolg meinem letzteren Schreiben in Verfolgung des Gangs[560] zu Feld vor Orth, und in die Tiefe durch das Gesenk nach fort. Vor Orth auf dem Liegenden wollten sich die Derb-Ertzen nicht

[558]LAS A2 518 UNr. 4: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 27. September 1780.
[559] Vgl. Hauptfleisch, Günter und Boltz, Gerhard: Bergmännische Termini und Redensarten für Branichsberger Silber- und Vitriolbergwerk Grube „Anna-Elisabeth“ Schriesheim. Eisleben 2010, S. 15.
[560] Vgl. ebd., S. 10: Ein Gang ist eine mit Erzen zugewachsene Gesteinsspalte.

anlegen, sondern man spürte solche sehr zerstreut mit Puch-Ertzen“.[561] Weber verwies also in dem Bericht auf seine Einschätzung der Dinge vor Ort und unterfütterte seine im Nachhinein dargestellten Praktiken auch mit seinem mineralogischen Wissen. Die Entscheidung Webers, die Grubenarbeiten fortzusetzen, beruhte auf seiner Bestimmung der quecksilberhaltigen Pucherze. Außerdem schrieb Weber: „Vor Orth auf dem Liegenden[562] wollten sich die Derb-Ertzen nicht anlegen, sondern man spürte solche sehr zerstreut mit Puchertzen: Der Gang continieret noch mit seiner Mächtigkeit,[563] auch hat derselbe ein so schäues Ansehen, dass ich alle Schicht vollkommen Anbrüch zu setzen die Hoffnung habe“.[564] Dadurch, dass er diese Kategorisierung anwandte, präsentierte er das bergbauliche Wissen, das aus der Sicht des Verwaltungsapparats von einem Montanexperten zu erwarten war. Weber betont darüber hinaus in seinem Brief an Medicus, dass „wir in der weiteren Verfolgung des Gangs vor Orth noch edlere Anbrüche[565] zu hoffen haben, habe ich nicht nur, sondern noch mehrere, und unter anderem Herr Bergmeister[566] Ludolph, die beste Hoffnung“.[567] Weber verwies also, um seine eigene Einschätzung zu untermauern, auf seine Übereinstimmung im Urteil mit dem Bergmeister Ludolph, der durch sein Amt das praktische Erfahrungswissen repräsentierte. Trotz seiner Zuschreibung als Montanexperte sah Weber es also in seinem Handeln als Bergverwalter als notwendig an, das praktische Erfahrungswissen des zuständigen Bergmeisters und damit auch der diesem unterstellten Bergwerker als Legitimation für die eigenen Vorhaben heranzuziehen. Die Legitimierungsstrategien, die Weber nutzte, vor allem seine stillschweigende Verwendung „spätabsolutischer“ Schreibtechniken der bergbaulichen Berichte und Rechnungen sowie seine expliziten Erläuterungen dieser Schreibtechniken, weisen diesen als einen Akteur aus, der mit dem Typus

[561] LAS A2 518 UNr. 4: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 27. September 1780.
[562] Vgl. Hauptfleisch, Bergmännische Termini, S. 13: „Liegendes“ verweist auf Gebirgsschichten, die sich unter einer abbauwürdigen Konzentration nutzbarer Gesteine und Mineralien befinden.
[563] Vgl. ebd., S. 13: „Mächtigkeit“ meint die Dicke einer abbauwürdigen Konzentration von nutzbaren Gesteinen und Mineralien.
[564] LAS A2 518 UNr. 4: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 27. September 1780.
[565] Vgl. Hauptfleisch, Bergmännische Termini, S. 4: Als Anbruch ist „durch bergmännische Arbeit frisch angetroffenes Erz“ gemeint.
[566] Vgl. Hauptfleisch, Bergmännische Termini, S. 6: Der Bergmeister ist der Vorsitzende der für das Bergwerk zuständigen Bergbehörde
[567] LAS A2 518 UNr. 4: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 27. September 1780.

des Montanexperten, wie ihn Jakob Vogel definiert hat, tatsächlich übereinstimmte.[568] Aber gerade die naturwissenschaftlich-mineralogischen Wissensbestände, die sich Weber durch sein Studium an der Kameral-Hohen-Schule sich selbst zuschreiben konnte, reichten ihm offenbar nicht aus, um sein Handeln zu legitimieren. Weber merkte auch in einem anderen Quartalsbericht an, er habe in der Grube „das Laborium selbst eingestellt, indem damit der Qualitaet nicht so viel gewonnen wird, daß die Kösten abwirfft, weswegen mit Schaden laboriert werden müsste".[569] Hier begründete Weber sein Handeln vor allem mit der wirtschaftlichen Rentabilität, womit er die Handlungserwartungen der Bergwerkskommission zu erfüllen glaubte. Webers abschließende Bemerkung in diesem Bericht lautete: „Dies ist dieses Quartal laboriert worden, werden ohngefehr in einem Sack bestehen […] Ob sich hier die Ertze, wie jedermann Hoffnung hat, wieder anlegen werden, und ob damit das Werck wieder werde secundieret werden können, wird der Erfolg lehren".[570] Er positionierte sich als ein Verwaltungsakteur, der die praktische Erfahrung der erprobten Wissensbestände der Bergleute vor Ort in seine Handlungen zu integrieren versuchte, um als Montanexperte anerkannt zu werden. Gleichzeitig versuchte er sich dadurch zu legitimieren, dass er sich gegenüber der Bergwerkskommission als Verwaltungsakteur positionierte, der darauf achtete, dass der Betrieb des Bergwerkes so lief, dass es für den Staat nützlich sei. Weber meldete auch, dass „das Abteufen[571] in dem vorderen Gesenk stehen geblieben, davor aber das Abteufen in dem hinteren Gewercke anwie davor angefangen werden solle, um sich von dem weiteren Widersetzen der Ertzen zu überpuchen. Dieses geschehe. Ich liess hinten abteufen".[572] Explizite Verweise im Sinne von argumentativen Verweisen auf theoretische bergbauliche Wissensbestände finden sich bei Weber kaum, was darauf hindeutet, dass dieser sich von Begründungen der von ihm gewählten Praktiken keinen Legitimitätsvorteil versprach. Das spräche dafür, dass der Typus des Montanexperten in den Bergwerken des deutschen Südwestens für

[568] Vgl. Vogel, Aufklärung untertage, S. 16.
[569] Ebd.: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 17. Juni 1781.
[570] Ebd.: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 17. Juni 1781.
[571] Vgl. Hauptfleisch, Bergmännische Termini, S. 4: „Abteufen" bedeutet die Niederbringung eines Schachtes.
[572] LAS A2 518 UNr. 4: Brief von Weber an Bergrat Medicus, Wolfstein 17. Juni 1781.

den Teil des landesherrlichen Verwaltungsapparats, der für den Bergbau zuständig war, kein Interesse weckte und man sich von dessen Wissensbeständen keinen Vorteil versprach. Legitimierungsstrategien von Weber sind an den Punkten zu finden, in denen er auf seine Besoldung zu sprechen kommt. So begründete er die Tatsache, dass er diese in einer Quartalsrechnung auf 8 fl. festgesetzt hatte, folgendermaßen: „Ich glaube gewiss, daß wenn sie einmahl hier währe, und meine Arbeit ansehen könnten, die Gewerkschaft würde gewiss gegen meine Anforderung nichts gesagt und gebilligt haben".[573] Außerdem schreibt er: „Ich habe bis dato der Gewerkschaft vor 4 Quartal gedient […] allein, da das Werk einmahl in einem solchen Stande ist, daß es sich freybaut, und mit der Hülfe Gottes auch zur Ausbeuthe gelangen kann, glaube ich, daß ich die angeforderten 25 fl. gewiss redlich verdiene".[574] Medicus formulierte vollstes Vertrauen in die Fähigkeiten Webers und bestätigte dessen Handeln im Bergwerk „Pfälzer Hofnung und Muth": „Ich halt es mit ihnen vor das allerbeste, alles neu zu machen und alles Alte abzustosen, denn sonst gehet es doch mit beyden Werken nicht guth".[575] Es ist auffällig, dass es in erster Linie der wichtigste Akteur der Kameral-Hohen-Schule war, der Weber unterstützte. In dem genannten Bergwerk gab es dagegen im Jahr 1781 Beschwerden aus der Bergkommission von einem gewissen Engelbert Vöppen gegen Weber: „Ich kann nicht begreifen, was Herr Weber machet: Ich habe von demselben den Original-Conto des Schnitts abverlangt, um einzusehen, woher 80 fl. in einem Quartal kommen, er wird demnächst von der Gewerkschaft verschiedene Anmerkungen über die 1te Quartals-Rechnung erhalten, gegen Pfingsten aber werden einige Herren nach Wolfstein gehen, und die Haushaltung einsehen".[576] Offenbar geriet Weber als Repräsentant des theoretisch geprägten bergbauwissenschaftlichen Wissens mit dem praktischen Erfahrungswissen lokal verorteter Akteure, also mit dem Wissen der zünftisch organisierten Handwerker

[573] Ebd.: Brief von Weber an Medicus, Wolfstein 16. Oktober 1780.
[574] Ebd.
[575] Ebd.: Brief von Medicus an Weber, Mannheim 9. Oktober 1781.
[576] LAS A2 521: Brief von Engelbert Vöppen an Bergmeister Ludolph, Mannheim, 21. April 1781.

im Bergbau, in Konflikt, was aber auch Jakob Vogel zufolge den Absolventen der sächsischen Bergakademien passierte.[577]

Aus verwaltungspraxeologischer Sicht muss man konstatieren, dass der studierte Staatswirt als Modell eines Montanexperten im Südwesten keinen Erfolg hatte, obwohl es mit Weber durchaus einen Akteur gab, der dieses Modell zu erfüllen versuchte. Die kameralistischen Wissensbestände des Bergbaus konnten sich nicht gegen die praktische Erfahrung der Bergleute vor Ort durchsetzen, sodass der für den Bergbau zuständige Teil des kurpfälzischen Verwaltungsapparats kein Vertrauen in die potentiellen Montanexperten hatte. Webers Verwaltungspraktiken belegen aber zumindest, dass er die ihm durch sein Studium an der Kameral-Hohen-Schule zugedachte Rolle an der Schnittstelle zwischen dem Verwaltungssystem und den Bergarbeitern vor Ort auszufüllen versuchte. Er bemühte sich, seine Legitimität zu steigern, indem er seine operativen Entscheidungen in den Gruben vor Ort mit impliziten Verweisen auf sein wissenschaftlich fundiertes Bergbauwissen begründete. Explizit legitimierte er sein Handeln dann aber damit, dass seine Entscheidungen mit den Einschätzungen des Bergmeisters Ludolph übereinstimmten, der wiederum das praktische Erfahrungswissen repräsentierte. Dadurch, dass er dieses praktische Erfahrungswissen stärker machte, schwächte er seine eigene Legitimität im Verwaltungsapparat und änderte als Akteur nichts daran, dass dieses praktische Erfahrungswissen in der Bergbaupraxis der Grube, für die er zuständig war, bestimmend blieb.[578] Wäre der Bergbau an sich in der Kurpfalz aber bedeutender gewesen, hätten die studierten Staatswirte vielleicht als Montanexperten einen größeren Erfolg gehabt. Da aber sowohl der Landesherr Karl Theodor als auch die zentralen Instanzen des kurpfälzischen Verwaltungsapparats, vor allem die für die Gewerbeförderung zuständige Kommerzienkommission, den Porzellan-, Krapp-

[577] Vgl. Vogel, Aufklärung untertage, S. 20.

[578] Ein studierter Staatswirt, der in Bayern als Montanexperte tätig wurde, war Georg Leopold Franz von Stengel. Stengel machte zunächst als Salinenpraktikant Karriere, bevor er 1807 unter anderem Oberstbergrat, aber auch Ministerialrat des Königlichen Staatsministeriums der Finanzen und bayerischer Staatsrat wurde. Sein Vater Stephan von Stengel war höchstwahrscheinlich natürlicher Sohn des Kurfürsten Karl Theodor und seit 1788 dessen Kabinettssekretär in Bayern. Dessen wirtschaftspolitische Maßnahmen sind beschrieben bei: Groening, Monika: Karl Theodors stumme Revolution. Stephan Freiherr von Stengel (1750-1822) und seine staats- und wirtschaftspolitischen Innovationen in Bayern. Ubstadt-Weiher 2001. Vgl. zu Georg Leopold Franz von Stengel ebd., S. 49.

und Papierfabriken weit mehr Aufmerksamkeit widmeten, waren auch die Rahmenbedingungen für den Erfolg von Montanexperten im deutschen Südwesten schlicht nicht gegeben.[579] Im Wirtschaftssektor des Bergbaus scheiterten die studierten Staatswirte also an den administrativen Gegebenheiten.

3.4 Statistik: Der makroökonomische Blick der Staatswirte

Während die Kapitel 3.1 bis 3.3 die verschiedenen Wirtschaftssektoren im späten Ancien Régime in den Blick genommen haben, um die Praktiken der studierten Staatswirte zu untersuchen, sollen im nun folgenden Kapitel die wirtschaftspolitischen Praktiken der Akteure fokussiert werden, die die Wirtschaftseinheit des Staates und nicht nur einzelne Sektoren, betreffen. Die Konzeption der studierten Staatswirte kurpfälzischer Prägung zeichnete sich, wie Kapitel 2.2 gezeigt hat, dadurch aus, dass diese das wirtschaftliche Wachstum insgesamt befördern sollten, wozu sie nach Maßgabe des Direktors der Staatswirtschafts-Hohen-Schule, Friedrich Casimir Medicus, alle Wirtschaftssektoren steuern und in einem harmonischen Verhältnis halten sollten. Dieses Kapitel geht von der Grundannahme aus, dass dort, wo die gesamte ökonomische Entwicklung eines Territoriums fassbar wird, dieses den studierten Staatswirten zugeschriebene, quasi makroökonomische wirtschaftspolitische Handeln nachweisbar ist. Deswegen wird am Beispiel der administrativen Statistik im Südwesten analysiert, wie sich Verbindungen zwischen den Wissensbeständen der Lehrer der studierten Staatswirte und denen der Verwaltungsakteure in statistischen Praktiken manifestierten. Erst der kommunikative Austausch über die erhobenen Daten, der zwischen staatlichen und gelehrten Akteuren, die zum politisch-ökonomischen Diskurs mit eigenen Publikation beitrugen, stattfand, ermöglichte es, das Territorium als intervenierbaren ökonomischen Funktionsraum

[579] Vgl. Schaab, Geschichte der Kurpfalz, S. 230.

erscheinen zu lassen, worauf Behrisch hinweist.[580] Auch bei den administrativen Akteuren, bei den gelehrten Akteuren und bei den studierten Staatswirten müssten sich, so die These dieses Kapitels, Praktiken der Nutzung von statistischem Material finden lassen, die auf die Handlungsabsicht hindeuten, die Wirtschaft des Territoriums als Einheit steuern zu wollen.

Die administrative Statistik wurde als Verwaltungspraxis im ausgehenden Ancien Régime auf territorialstaatlicher Ebene in den 1770er-Jahren zunächst aus fiskalischen Gründen etabliert, bevor die erhobenen Zahlen im politisch-ökonomischen Diskurs genutzt wurden.[581] Auch im Südwesten wurden die Erhebungen in diesem Zeitraum zu einer etablierten Praxis der Verwaltungsapparate: 1769 wurden jährlich zu erstellende Gemeindestatistiken in Württemberg und in Baden-Durlach, 1770 die jährlich zu erstellenden Generaltabellen in der Kurpfalz etabliert.[582] Für diese Territorien wurde das entsprechende statistische Aktenmaterial bereits vielfach aufgearbeitet und genutzt, wobei dessen konstruktives Potential die landesgeschichtliche Forschung nur am Rande interessiert hat. Die kurpfälzischen Generaltabellen, von dem Wirtschafts- und Sozialhistoriker Wolfgang von Hippel untersucht, dienten diesem in erster Linie dazu, Aussagen über die wirtschaftliche und soziale Situation sowie den Erfolg der Wirtschaftspolitik in der Kurpfalz in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts abzuleiten und diese im Vergleich zur badischen Wirtschaftspolitik als rückständig zu beurteilen.[583] Die kulturalistische Herangehensweise des Frühneuzeithistorikers Lars Behrisch an die administrative Statistik im späten Ancien Régime zeigt demgegenüber ein völlig anderes Erkenntnispotential, das in diesen Quellenbeständen liegt. Die Statistiken determinierten die Akteure zwar nicht, aber beeinflussten deren Handlungsentscheidungen, sodass die Erhebungen sich zwar in allen Territorien als Praxis durchsetzten, dabei aber je nach Standort eigenen Logiken folgten.[584] Insbesondere die Möglichkeit, die Bevölkerung eines Territoriums statistisch zu erfassen und nach Merkmalen zu differenzieren, führte

[580] Vgl. Behrisch, Berechnung der Glückseligkeit, S. 490 und S. 496.
[581] Ebd., S. 312.
[582] Vgl. Schaab, Die Anfänge einer Landesstatistik, S. 89 und S. 109.
[583] Vgl. Hippel, Wirtschaftliche Lage, S. 242f.
[584] Vgl. Behrisch, Berechnung der Glückseligkeit, S. 505.

dabei dazu, dass diese aus der Sicht des Staates in Hinblick auf Einwohnerzahl und -struktur zu einem Gegenstand von „Eingriff und Verbesserung“ wurde.[585] Sie wurde ein gouvernementalistisches Regierungsobjekt, weil sie zusammen mit dem wirtschaftlichen Wachstum in den Statistiken empirisch fassbar wurde. Sie wurde von den Verwaltungsakteuren als potentielles politisches und ökonomisches Problem aufgefasst, das mittels Eingriff der Verwaltungsakteure beeinflusst werden konnte, so wie diese auch die Handlungsnotwendigkeit sahen, auf Basis der statistischen Erfassungen in den Produktionsakt der Wirtschaftssektoren einzugreifen.[586] Wirtschaftshistoriker betonen demgegenüber, die im 18. Jahrhundert zu beobachtende Steigerungsrate des Bevölkerungswachstum habe auf die Innovationsfähigkeit eine positive Wirkung gehabt und habe dazu beigetragen, die Agrarstrukturen zu verbessern, indem sie die Transport- und Transaktionskosten reduzierte, die Arbeitsteilung erleichterte, die Marktexpansion beförderte und Kapitalzirkulation und damit auch Wirtschaftswachstum ermöglichte.[587] Allerdings weist der Bevölkerungshistoriker Andreas Weigl auch darauf hin, dass durch diese Steigerungsrate im Bevölkerungswachstum am Ende des 18. Jahrhunderts eine Spannung zwischen Bevölkerungsdruck und vorhandenen Ressourcen entstanden sei, da der kultivierte Boden und der Kapitalstock dem Wachstum der Bevölkerung noch nicht Schritt halten konnten.[588] Hieraus sei die Angst vor einem verengten Nahrungsspielraum entstanden, die erst dadurch verschwunden sei, dass die Erträge und die Arbeitsproduktivität zur Mitte des 19. Jahrhunderts enorm gesteigert werden konnten.[589] Diese wirtschaftshistorischen Erklärungsansätze liefern einen möglichen

[585] Vgl. Sohn, Werner: Von der Policey zur Verwaltung. Transformation des Wissens und Veränderungen der Bevölkerungspolitik um 1800, in: Wahrig, Bettina (Hg.): Zwischen Aufklärung, Policey und Verwaltung. Zur Genese des Medizinalwesens 1750 – 1850, S. 71-90. Wiesbaden 2003, S. 73.

[586] Vgl. Fuhrmann, Martin: Volksvermehrung als Staatsaufgabe. Bevölkerungs- und Ehepolitik in der deutschen politischen und ökonomischen Theorie des 18. und 19. Jahrhunderts. Paderborn, München, Wien und Zürich 2002, S. 57. Grundlegend zur Bevölkerung als Regierungsobjekt der ‚Biopolitik‘ und zum Begriff der „Gouvernementalität“: Foucault, Michel: Sexualität und Wahrheit Band 1. Der Wille zum Wissen. Frankfurt a. M. 1977.

[587] Vgl. Komlos, John, Schmidtke, Susann: Bevölkerung und Wirtschaft in: Ambrosius, Gerold, Petzina, Dietmar, Plumpe, Werner (Hg.): Moderne Wirtschaftsgeschichte. Eine Einführung für Historiker und Ökonomen, S. 95-116. München 2006^2, S. 101f.

[588] Vgl. ebd., S. 106.

[589] Vgl. Weigl, Andreas: Bevölkerungsgeschichte Europas. Von den Anfängen bis in die Gegenwart. Köln, Weimar und Wien 2012, S. 28.

Erklärungsansatz dafür, warum Verwaltungsakteure es für notwendig erachteten, in die Bevölkerungsentwicklung einzugreifen und dabei am Ende des Ancien Régime von einer rein populationistischen, auf Bevölkerungsvermehrung abzielenden Beeinflussung abwichen. An diese Feststellungen soll das vorliegende Kapitel anknüpfen, denn es fehlt eine systematische Analyse darüber, wie die Lehrer der studierten Staatswirte und diese selbst die administrativen Statistiken gerade in Hinblick auf die Bevölkerung argumentativ nutzten, um wirtschaftspolitische Handlungsforderungen zu legitimieren. Eine solche Analyse ermöglicht es, zu beurteilen, ob die studierten Staatswirte tatsächlich wirtschaftspolitische Praktiken im makroökonomischen Sinn, also auf das Wirtschaftswachstum des gesamten Territoriums bezogen, implementieren konnten.

Die Wissensakkumulation über den ökonomischen Zustand in der Kurpfalz fand bereits statt, bevor die Verwaltungsapparate selbst statistische Praktiken etabliert hatten. Die Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften in Mannheim, die 1763 gegründet wurde, entstand im Kontext der allgemeinen europäischen Akademiebewegung. Das Besondere an der Mannheimer Akademie war, dass deren Mitglieder in eine „Physicalisch-Naturwissenschaftliche Klasse“ und eine „Historische Klasse“ aufgeteilt waren.[590] Die Mitglieder beider Klassen publizierten jährlich wissenschaftliche Abhandlungen, die sogenannten „Acta Academiae Theodoro-Palatinae“.[591] In diesen Acta findet sich bereits für das Jahr 1763 ein Beispiel für eine politisch-ökonomischen Beschreibung, bei der empirische Bevölkerungszahlen als Argumentationsgrundlage verwendet wurden. Cosimo Allessandro Collini, der Hofsekretär der Mannheimer Akademie,[592] veröffentlichte

[590] Allgemein zur den Akademiegründungen vgl. Hammermayer, Ludwig: Akademiebewegung und Wissenschaftsorganisation während der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Formen, Tendenzen, Wandel, in: Amburger, Erik (Hg.): Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa. Wissenschaftliche Gesellschaften, Akademien und Hochschulen im 18. Jahrhundert und beginnenden 19. Jahrhundert. Berlin 1976, S. 1-84.

[591] Vgl. Kreutz, Jörg, Kreutz, Wilhelm und Wiegand, Hermann (Hg.): In omnibus veritas: 250 Jahre Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften in Mannheim (1763-1806). Mannheim 2014, im weiteren Verlauf als ‚Kurpfälzische Akademie‘ bezeichnet. Die Preisaufgaben der Akademie sind dort auf S. 249-258 abgedruckt, das Inhaltsverzeichnis der „Acta“ auf S. 259-278.

[592] Zu Collini vgl.: Kreutz, Jörg: Cosimo Alessandro Collini (1727-1806). Ein europäischer Aufklärer am kurpfälzischen Hof. Ubstadt-Weiher, Neustadt a. d. W., Heidelberg und Basel 2009. Speziell zur Rolle

in den Acta des Jahres 1766 den Beitrag „Cosmi Collinii descriptio urbis Mannhemii physico-oeconomica“.[593] Dabei handelte es sich, wie der lateinische und der französische Titel es bereits besagen, um eine Beschreibung der kurpfälzischen Hauptstadt Mannheim. Als empirische Basis seiner Argumentation nutzte Collini unter anderem den historischen Plan der Stadt Mannheim aus dem Jahre 1652,[594] aber in erster Linie Pfarrregister der Mannheimer Kirchengemeinden.[595] Er leitete aus den Zahlen unter anderem ein Ehe- und ein Geburtenhoch in den 1730er-Jahren ab.[596] Aus den scheinbar rational-evidenten Zahlen zog er die Schlussfolgerung, die Geburten- und die Ehequote seien nicht nur von den physischen Gegebenheiten, sondern auch von den politischen Entscheidungen, die in der Kurpfalz getroffen wurden, beeinflusst.[597] Er legitimierte so seine Aussage, dass die Bevölkerungsentwicklung in Mannheim Resultat der änderbaren politischen Gegebenheiten sei. Dass Collini Pfarrregister dazu benutzte, um aus ihnen generelle Entwicklungen in Bezug auf die demographischen Schlüsselereignisse Geburt (Taufe), Hochzeit und Tod zu entnehmen und daraus politische Forderungen abzuleiten, war wiederum bis in die 1760-er Jahre ein typisches Vorgehen für gelehrte Akteure war, die politisch-ökonomische Publikationen verfassten und aus Bevölkerungsentwicklungen politische Forderungen ableiteten. Weil in dem sogenannten ‚protostatistischen‘ Zeitalter noch keine administrativen Statistiken erhoben wurden, griffen die gelehrten Akteure auf vorhandene Pfarrregister zurück und stellten diese in ihren eigenen Interpretationszusammenhang.[598] Bevor die administrative Statistik in der Kurpfalz

---

Collinis in der Kurpfälzischen Akademie vgl. Kreutz, Jörg: Cosimo Alessandro Collini (1727-1806). Hofhistoriograph und Naturforscher, in: Kreutz, in omnibus veritas, S. 105-118.

[593] Cosmi Collini : descriptio urbis Mannhemii physico-economiae, in : Acta academiae theordo-palatinae, Band 1, S. 440-468. Mannheim 1766, S. 440. Der französische Titel des Aufsatzes lautet: „Déscription physique & économique de la ville de Mannheim“.

[594] Ebd., S. 443.

[595] Vgl. ebd., S. 464-468. Konkret verwendete Collini die Pfarrregister aus den Jahren 1655 bis 1684 und die Geburten-, Ehe- und Todeslisten, nach den Kirchengemeinden in Mannheim geordnet und führte diese für die 9 Jahre vor dem Erscheinen des Aufsatzes zusammen (von 1757 bis 1765).

[596] Vgl. ebd., S. 455f.

[597] Ebd., S. 461: „Si cette multiplication de mariages avoit eu la source dans la constitution de la ville, il seroit de nos jours utile au politique de remonter à cette constitution“.

[598] Vgl. Pfister, Christian: Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1500-1800. München 2007[2], S. 1. Vgl. auch Mackenroth, Gerhard: Bevölkerungslehre. Theorie, Soziologie und Statistik der Bevölkerung. Berlin, Göttingen und Heidelberg 1953, S. 111, der die Periode des Übergangs zu zuverlässigen Bevölkerungsstatistiken auf die Zeit von 1750-1830 datiert.

etabliert worden war, wurden Bevölkerungszahlen somit bereits von einem gelehrten Akteur der Kurpfälzischen Akademie argumentativ verwendet, um Aussagen über das Wirtschaftswachstum einer in sich geschlossenen Wirtschaftseinheit, der ersten kurpfälzischen Hauptstadt Mannheim, zu treffen.

Nachdem Collinis Beitrag in den Acta publiziert worden war, begannen im Anschluss daran die Mitglieder der Kurpfälzischen Akademie, von sich aus Praktiken der lokalen Wissensakkumulation zu erproben. Da der kurpfälzische Verwaltungsapparat zu diesem Zeitpunkt noch keine periodisch wiederkehrenden statistischen Erhebungen etabliert hatte, die als empirische Basis für entsprechende physisch-ökonomische Beschreibungen des Territoriums hätten verwendet werden können, sahen die Mitglieder der Kurpfälzischen Akademie an dieser Stelle ein für sie reizvolles Handlungsfeld. Sie erprobten eigenständig Praktiken der Akkumulation von empirischen Wissensbeständen, mit denen sie Aussagen über den ökonomischen Zustand der ganzen Kurpfalz treffen konnten. Vergleichbare Praktiken für eine derartige, nicht vom Verwaltungsapparat selbst initiierte Wissensakkumulation hatte die Ökonomische Gesellschaft Bern bereits in den 1760er-Jahren etabliert. Sie hatte spezifische Fragebögen zur Erfassung des ökonomischen Zustands in Bern entworfen. Die Fragebögen wurden dort durch eine „Pfarrerenquête“ bearbeitet, bei der die teilnehmenden Geistlichen, meist Ortspfarrer aus Berner Gemeinden, mit einem vorgedruckten Formular demographische Daten zur Arbeits- und Armutssituation in den Gemeinden erhoben.[599] Auch die Kurpfälzische Akademie konzipierte solche Fragebögen und etablierte somit diese Praxis der Berner Gesellschaft in der Kurpfalz.[600] Für sieben kurpfälzische Oberämter ist vollständig überliefert, wie die Gemeinden die sogenannten „historischen Fragen“ der Kurpfälzischen Akademie beantwortet hatten.[601] Allerdings widerspricht die Überlieferung, wie sie heute in der

[599] Vgl. Wyss, Pfarrer als Vermittler, S. 56-58.
[600] Vgl. zu den „historischen Fragen“ Kreutz, Wilhelm: Die Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften. „In omnibus veritas“ ein Wissensort der Aufklärung, in: Kremb (Hg.), Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 21-32.
[601] Vgl. ebd., S. 24.

Bayerischen Staatsbibliothek München vorliegt, dem Signaturtitel,[602] denn die historischen Fragen der Kurpfälzischen Akademie bildeten nur einen von drei ursprünglich geplanten Fragebögen, worauf der Signaturtitel verweist. Nur die historischen Fragen sind für die sieben Oberämter vollständig überliefert. Die kurpfälzischen Fragebögen gingen an die Oberämter und von dort an lokale Amtsträger (also an Schultheißen, Gerichtsvorsteher und Gerichtsdiener) in den Städten, Gemeinden und Gerichtsbezirken. Die dortigen Amtmänner sollten die Fragen für ihre Gemeinde, ihre Stadt oder ihren Gerichtsbezirk beantworten und den jeweiligen Fragebogen dann zurück an das Oberamt senden, wo wiederum der Sekretär der Kurpfälzischen Akademie sie sammelte. Die gelehrten Akteure der Kurpfälzischen Akademie nutzten also die bestehenden Strukturen des kurpfälzischen Verwaltungsapparats für ihre Fragebogenaktion. Aber die Kurpfälzische Akademie hatte auch einen sogenannten „physicalischen" Fragebogen entworfen, bei dem aus dem überlieferten Überrest dieses Quellenbestandes rekonstruierbar ist, dass der Fragebogen im Jahr 1766 im Gerichtsbezirk Rockenhausen im Oberamt Lautern eingegangen war.[603] Der dortige Gerichtsschreiber, ein gewisser Roemer, hatte den von ihm beantworteten Fragebogen am 9. Juli 1766 an das Oberamt Lautern zurückgesandt. Die physikalischen Fragen, die die Akademie in diesem Fragebogen gestellt hatte, lauteten folgendermaßen:

> I. Wie viel ungebautes Land befindet sich in der Gegend, in was vor einem Stand ist es?
>
> II. Ist ungebautes Land vorhanden, von welcher Beschaffenheit und Größe ist es?
>
> III. Warum bauet und rettet man die Früchte nicht und das öde Land, ist die Nachlässigkeit oder der Mangel an Einwohner und des Geldes schuld daran?
>
> IV. Sind Sümpfe und Moräste vorhanden, wie viel und wozu werden sie gebraucht?

[602] Sie sind als historisch-topographisch-statistische Fragen im Verzeichnis der BSB München überliefert: cgm 7544 Mosbach, cgm 7545 Neustadt, cgm 7546 Simmern, cgm 7547 Lautern, cgm 7547 a Germersheim, 7547 b Oppenheim, cgm 7547 c (nochmal) Simmern.

[603] Dieser ‚physikalische' Fragebogen der Kurpfälzischen Akademie befindet sich unter der Signatur BSB cgm 7547 (Rockenhausen war ein Unteramt des Oberamts Kaiserslautern), ab fol. 56 unterpaginiert in 56.1-56.28.

V. Giebt es vielerley Gattung Erd in der Gegend? Worin sind sie voneinander unterschieden? Was vor Kräuter kommen von sich selbst hervor? Welches sind die nützlichste Gewächse man pflantzet?

VI. Von welcher Beschaffenheit und Dichte, ist diejenige Frucht der Erden, so unmittelbahr unter derjenigen, welche Gewächs hervorbringet, oder unter dem Sand und Heyden lieget?

VII. Wälder, deren Nahmen, Lage und Größe, die Beschaffenheit des Bodens und der Bäume woraus sie bestehen, wann und wie man diese letzer bauet?

VIII. Bächer Flüsse, Regenbäche?

IX. Sind die Flüsse ungestüm, tretten sie aus ihren Ufern, thun sie schaden, was für Materien führen sie mit sich, ist es Sand, siend sie schlickreich, bis wohin sind sie es?

X. Weiß man die Ursache, warum sie nicht schlickreich sind, und wann sie es wären, was hätte man von einem Nutzen davon?

XI. Ist ein Bach oder Fluss vermittels davon man das umligende Land wässert? Wie gehet man damit zu Werck? Zu was für einer Gattung Mühlen und Manufacturen dienen diese Flüße wie viel sind von diesen letzeren vorhanden? Verhindern sie nicht den schlickfass des Fluß?

XII. Erze, deren Nahmen, Verstärkung, und Lage, was bringen sie von sich selbst hervor, wie bauet man sie? Wie hoch sind sie ohngefähr, sind sie abgesondert, oder hangen sie miteinander zusammen?

XIII. Sind Steinbrüch in der Gegend, man begehret ein kleines Muster davon.

XIV. Was vor Gattung Wasserquellen findet man?[604]

Diese vierzehn Fragen zeigen, welche Aspekte des ökonomischen Zustands in den kurpfälzischen Ämtern von den Akademiemitgliedern als wissenswert erachtet wurden. Sie belegen einen kommunikativen Austausch zwischen gelehrt-privaten und institutionell-administrativen Akteuren mit dem Ziel, physisch-ökonomische Wissensbestände dadurch zu erhalten, dass man empirisch-ökonomische Informationen akkumuliert, die im Gegensatz zu bereits verarbeiteten und systematisierten Wissensbeständen noch „roh“, spezifisch und zu Wissen formbar sind.[605]

[604] BSB cgm 7547, fol. 56.17-56.34.

[605] Für diese Unterscheidung zwischen Wissen und Information vgl.: Brendecke, Arndt, Friedrich Markus und Friedrich, Susanne: Information als Kategorie historischer Forschung. Heuristik, Etymologie und Abgrenzung vom Wissensbegriff, in: Dies (Hg.), Information in der Frühen Neuzeit. Status, Bestände, Strategien, S. 11-44. Berlin und Münster 2008, S. 16. Die Autoren weisen auf S. 18 darauf hin, dass die Unterscheidung zwischen Wissen und Information nicht ahistorisch ist, sondern auch von den Akteuren genutzt wurde.

Bei den Fragen fällt zunächst auf, dass sie so abstrakt formuliert sind, dass sie in jeder möglichen Gemeinde, in jedem möglichen Bezirk oder in jeder möglichen Stadt beantwortbar wären. Der Fragebogen stellt durch diese Abstraktheit Vergleichbarkeit her. Es fällt weiterhin auf, dass die Fragen keine quantifizierbaren, sondern qualitative Antworten verlangen. Es werden keine Zahlen erhoben, sondern beschreibende und zum Teil auch beurteilende Antworten eingefordert. Auch wenn die Fragen als „physicalische“ Fragen ausgewiesen sind, was eher auf eine bloße Beschreibung physischer Zustände hinweisen könnte, formulieren manche der Fragen doch eine weitergehende Erwartung hinsichtlich dessen, was von demjenigen, der die Fragen zu beantworten hatte, erwartet wurde. Die Fragen selbst belegen somit, dass die Kurpfälzische Akademie die Beschreibung der physisch-ökonomischen Zustände nicht nur zur bloßen Kenntnisnahme, sondern auch zur Gewinnung von Argumenten sammelte, die als Basis für Forderungen nach Maßnahmen zur wirtschaftlichen Verbesserung dienen konnten. Das von ihr durch die Fragebögen akkumulierte Wissen über physisch-ökonomische Gegebenheiten diente somit als Legitimationsgrundlage, um von dem kurpfälzischen Verwaltungsapparat wirtschaftspolitische Reformmaßnahmen zu fordern. Dass die Wissensbestände dazu dienen sollten, solche wirtschaftspolitischen Maßnahmen zu fordern, zeigt sich in den Fragen nach dem unbebauten Land, nach dem Schlick der Flüsse und nach den Steinbrüchen. Hier werden nicht einfach nur physische Gegebenheiten, sondern auch potentielle Ressourcen abgefragt. Aus dem Wissen über diese Ressourcen konnten dann Forderungen gestellt werden, diese besser zu nutzen. Die meisten Fragen zielten zwar auf eine deskriptive Beantwortung ab, verlangten also Beschreibung, Benennung und Aufzählung. Die dritte Frage allerdings nötigte den Beantworter durch ihre kausale Fragestellung, eine Begründung des konstatierten physisch-ökonomischen Zustands zu liefern. Sie brachte den verantwortlichen Amtmann somit in einen Rechtfertigungszwang: Er musste in seiner Antwort zu dieser dritten Frage konkret die landwirtschaftliche Situation nicht nur konstatieren, sondern auch argumentativ rechtfertigen. Gleichzeitig gab die Frage aber auch Rechtfertigungskategorien vor: Sie bot „Nachlässigkeit“ und „Mangel an Einwohnern und des Geldes“ als Begründungsdimensionen an. Damit

schränkte sie die potentiellen Antworten des Amtmannes ein (was vielleicht auch dazu gedient hatte, diese komplexere Frage in ihren Antwortmöglichkeiten einfach und vergleichbar zu halten). Der Amtmann konnte entweder politisch-ökonomisch begründen, warum die Landwirtschaft stagnierte, indem er die Vorgabe „Mangel an Geld und Einwohnern" nutzte, oder er konnte eine moralische Begründung verwenden, indem er die „Nachlässigkeit" der Einwohner als Ursache der stagnierenden Landwirtschaft anführte. Dass individuelle Nachlässigkeit eine legitime kausale Erklärung für den gesamtwirtschaftlichen Zustand darstellte, entsprach dem zeitgenössischen Verständnis von Ökonomie, in dem Fragen nach der Moral der landwirtschaftlich tätigen Bevölkerung noch selbstverständlich als Erklärungsansatz zur wirtschaftlichen Lage einer Gemeinde taugten. An diesem Punkt lässt sich die Fragebogenaktion der Kurpfälzischen Akademie sehr gut in den Kontext der Ökonomischen Aufklärung setzen, die nicht nur die natürlichen, sondern auch die moralischen Ressourcen, also die Kultivierung des Individuums, steigern wollte.[606] Beide Kategorien bot der Fragebogen also als legitime Argumentationsstrategien zur Beschreibung eines wirtschaftlichen Defizits in dem jeweiligen Unteramt an. Die Fragebögen hatten darüber hinaus noch eine kommunikative Wirkungsmacht. Der Amtmann als Verwaltungsakteur wurde durch diese Fragebögen mit den Deutungswerten konfrontiert, die die Kurpfälzische Akademie kommunizierte. Durch seine Antworten verifizierte der Amtmann nicht nur das Zustandswissen, das aus den Fragebögen entnommen werden konnte, sondern geriet gegenüber der Akademie sogar in einen Rechtfertigungszwang. Das zeigt auch die Antwort Roemers auf Frage Nummer drei:

> Die 400 Morgen ungebautes Land, unter welchen die Bürger auch Grundstücke liegen haben, werden von denen Bürgern deshalb ohnbebaut belassen, weilen solche zu weit von der Statt entlegen […]. Der Bürger dahier, welcher keiner Nachlässig- und Saumseligkeit beschuldigt werden kann, würde dieses entliegende Land, allwo sehr guter Boden zum Fruchttragen sich findet, nicht ohnbenutzet lassen, seys nicht der Mangel des Geldes, durch welches der Bürger außer Stand gesezet wird, das zum Ackerbau nöthige Vieh und ohnentbehrliche Schlick und Geschirr sich anzuschaffen. An diesen entliegenden Feldern die mehreste Ursach seye, indero gar wenige Bürger

[606] Vgl. Holenstein, Stuber, Gerber-Visser, Einleitung, S. 8.

> dahier leben, welche so viel Brod anbauen, als für ihre jährlich Haus-Consumption erfordert wird, doch kaum so viel rausbringen können, als viel ihnen nöthig ist, die schuldige herrschaftliche Abgaben zu bestreiten.[607]

Roemer nutzte in seiner Antwort also die vorgegebenen Kategorien. Er wies die individuell-moralische Kategorie der Nachlässigkeit als Ursache des schlechten landwirtschaftlichen Zustands zurück und bestätigte dagegen den Geldmangel als Ursache. Er brachte aber gleichzeitig auch andere Begründungszusammenhänge ins Spiel, nämlich die Entlegenheit der Felder, die fehlenden Investitionsmöglichkeiten und die Höhe der herrschaftlichen Abgaben, womit er mögliche Felder potentiellen politischen Handelns anbieten konnte. Diese Begründungen hatten also das Potential, von den gelehrten Akteuren der Akademie aufgenommen zu werden, um daraus Verbesserungsvorschläge abzuleiten, die der landesherrliche Verwaltungsapparat ergreifen konnte. Dieser Fragebogen ist ein wichtiges Dokument dafür, dass in der Kurpfalz mit den Akademiemitgliedern zuerst individuelle, nicht-staatliche Akteure das Sammeln von Informationen über die ökonomischen Gegebenheiten betrieben, um politisch-ökonomische Verbesserungsvorschläge empirisch begründen zu können und ihnen mehr Legitimität zu verleihen. Die Fragebögen der Ökonomischen Gesellschaft Bern, zu denen sich an dieser Stelle ein Vergleich anbietet, folgten der gleichen Logik. Auch deren Fragen zielten darauf ab, dass dadurch, dass die ökonomischen Bedingungen so exakt wie möglich erfasst wurden, effektivere Verbesserungsmaßnahmen vorgeschlagen und somit wirtschaftspolitische Maßnahmen auf einer rational-empirischen Grundlage gefordert werden konnten.[608] In Bezug auf die dortigen Fragebögen hat der Historiker Daniel Schläppi konstatiert, dass die Fragebögen der Ökonomischen Gesellschaft Bern betont objektiv waren, während die Pfarrer eine subjektive Wertung hineinzubringen versuchten, die die lokale Landbevölkerung möglichst positiv

[607] BSB cgm 7547 fol. 56.18. Die übrigen Antworten waren den Fragen entsprechend eher deskriptiv.
[608] Vgl. Schläppi, Daniel: Bäuerliches Handeln. Ökonomische Praxis zwischen Subsistenzwirtschaft und Marktintegration in der alten Eidgenossenschaft (1750-1830), in: Konersmann, Bauern als Händler, S. S. 115-134, S. 131.

darstellen sollte.[609] Das passt zu der Auswertung des vorliegenden physisch-ökonomischen Fragebogens der Kurpfälzischen Akademie, in dem die Fragen auf objektive Wissensakkumulation abzielten, während der Amtmann von Rockenhausen gleichzeitig bemüht war, die Landbevölkerung vor Ort in ein gutes Licht zu rücken, auch wenn er die landwirtschaftliche Situation als unbefriedigend beurteilen musste.

Die physikalischen Fragebögen wurden in der Kurpfalz von den seit 1770 erhobenen administrativen Statistiken abgelöst,[610] denn die quantifizierten und periodisierten statistischen Erfassungen der staatlichen Akteure machten die Fragebögen obsolet, da der Verwaltungsapparat die statistischen Daten schlicht effektiver erheben konnte. Darüber hinaus hatten die Mitglieder der Kurpfälzischen Akademie ab 1769 sowieso keinen Grund mehr, sich mit Fragen zu beschäftigen, die auf die wirtschaftliche Lage in der Kurpfalz abzielten, da die kurfürstlich-kurpfälzische Gesellschaft nun dafür zuständig war. Friedrich Casimir Medicus, der sich als Akademiemitglied vor der Gründung der Gesellschaft noch hauptsächlich mit botanischen Fragestellungen beschäftigt hatte, repräsentiert diesen Transfer personell, indem er sich Ende der 1760er-Jahre politisch-ökonomischen Themen zuwandte.[611] Seine bereits erwähnte Publikation aus dem Jahr 1769 mit dem Titel „Von dem Bevölkerungs-Stand in Chur-Pfalz, vorzüglich in Mannheim“ belegt darüber hinaus, wie Medicus sich nach dem Vorbild Collinis mit empirischem Material auseinandersetzte, um auf dieser Basis politisch-ökonomische Forderungen zu legitimieren. Die Angst vor der ‚Entvölkerung‘, die vor allem in Frankreich im 18. Jahrhundert Gegenstand politisch-ökonomischer Debatten war, bildet das übergreifende Narrativ dieser Publikation.[612] Wie Collini leitete auch Medicus aus den Pfarrregistern einen Zustand der Stagnation ab, der

[609] Vgl. ebd., S. 131.
[610] Vgl. Hippel, Wirtschaftliche Entwicklung, S. 77.
[611] Vgl. Knoll, Medicus,
[612] Vgl. Medicus, Von dem Bevölkerungs-Stand in Chur-Pfalz. Zur Angst vor der „Entvölkerung“ in Frankreich vgl. Blum, Carol: Strength in numbers. Population, reproduction, and power in eighteenth-century France. Baltimore 2002, S. 3. Blum weist darauf hin, dass es Faktoren wie Geburtenrückgang und Stadtflucht waren, die zu dieser wahrgenommenen Entvölkerung beitrugen. Schon die ersten Bevölkerungserhebungen in Frankreich in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts widerlegten diese Befürchtungen.

die Kurpfalz „entkräften“ würde[613] und nutzte die Bevölkerungszahlen, um seiner Argumentation rational-ökonomische Evidenz zu geben. Die demographische Entwicklung in der Kurpfalz setzte er dabei mit der ökonomischen Entwicklung gleich, weswegen er vom Bevölkerungsrückgang auf wirtschaftliche Stagnation schloss. Die offensichtlich suggestive Frage: „Befinden sich aber die Triebfedern hievon in der Lage der Stadt, in der Nahrung, oder in dem ganzen Wesen des Bürgers? Oder hängt sie von den abgeänderten Maximen in der Regierungs-Form ab?“,[614] nutzte Medicus als rhetorisches Mittel, um die wirtschaftspolitischen Maßnahmen des kurpfälzischen Verwaltungsapparats an sich als Ursache für das stagnierende Wirtschaftswachstum zu identifizieren. Die politische Kritik von Medicus tarnte sich also als Analyse der ökonomischen Gegebenheiten. So konstatierte Medicus nach einem Vergleich der Zahl der Ehen mit der der Geburten: „Die Zahl der Ehen hangen offenbar von dem Gouvernement eines Staates [ab], aber nicht die eheliche Fruchtbarkeit“.[615] Er deutet also an, in welchem Bereich der polizeylichen Gesetzgebung landesherrliche Verordnungen notwendig seien. Die Zahl der Ehen könne durch eine gelockerte Ehegesetzgebung steigen. Da die eheliche Fruchtbarkeit von dieser Gesetzgebung unbeeinflusst sei, bedeuteten mehr Ehen in der Logik von Medicus mehr Geburten und damit wirtschaftliches Wachstum. Medicus erlaubte es sich also, gestützt auf sein Datenmaterial, Verbesserungen in der Ehegesetzgebung, ebenso bei der Bürgerannahme und bei der Heiratserlaubnis von Soldaten zu fordern.[616] Medicus erwähnte darüber hinaus in einer Fußnote, dass zu dem Zeitpunkt, an dem er die vorliegende Publikation zum Druck gegeben habe, ein landesherrlicher Erlass verabschiedet worden sei, der genau diese Heiratserlaubnis für Soldaten erleichtere.[617] Obwohl es diesen Erlass wirklich gab,[618] bedeutet das nicht, dass

[613] Vgl. Medicus, Von dem Bevölkerungs-Stand., S. 1.
[614] Ebd., S. 102.
[615] Ebd., S. 113-116.
[616] Ebd., S. 115.
[617] Ebd., S. 34f: „So eben, als ich dis will zum Druck befördern, bekomme ich ein gnädigstes Reskript vom 8. Februar 1769 zu Gesicht, in welchem den Regiments-Inhabern erlaubt wird […][den Soldaten, die mehr als dreihundert Gulden besitzen [J.G.]]die Erlaubnis zum Heyrathen nicht zu erschweren […] vielleicht könnte aber diese Erlaubniß zum Vortheil des Landes noch ungleich mehr ausgedehnet werden“.
[618] Die entsprechende Polizeyverordnung findet sich unter GLA 77/2965. Der von dem kurpfälzischen Regierungspräsidenten Carl Friedrich von Venningen veröffentlichte Erlass selbst ist auf den 3. Februar 1769 datiert.

Medicus direkten Einfluss auf die landesherrliche Gesetzgebung hatte. Medicus konnte die Gesetzgebung nicht vorgeben, aber er konnte Themen wie die Entvölkerung und die wirtschaftliche Stagnation auf die Agenda des aufgeklärten öffentlichen Diskurses setzen, auf die die staatlichen Akteure in ihrem Handeln reagierten.

Der Verwaltungsapparat ließ sich nicht nur thematisch, sondern auch in den angewandten Praktiken von den gelehrten Akteuren beeinflussen. Während die Antworten auf die zwischen 1771 und 1774 erhobenen historischen Fragen in erster Linie dem kurpfälzischen Historiker Johann Goswin Widder für seine zwischen 1784 und 1786 erschienene Darstellung der Kurpfalz dienten,[619] wurde der dritte Fragebogen, der „topographische" Fragen beinhaltete, offenbar direkt von den administrativen Akteuren als Praxis übernommen. Die kurpfälzische Regierung sandte im Jahr 1772 fünfzehn Fragen an die linksrheinischen Oberämter Lautern und Germersheim, die dem Modell der Fragebogen folgten.[620] Wie bei dem historischen und dem physikalischen Fragebogen wurden auch bei diesem topographischen Fragebogen lokale Amtsträger in der Pflicht genommen, die „erforderte[n] Verzeichnisse über die geographische Situation sämtlicher zu dahiesige[m] Oberamt gehörigen Ställen, Fleckern, Dörfer und Höfe […]" einzureichen, wobei nun individuelle gelehrte Akteure überhaupt nicht mehr beteiligt waren.[621] Die in diesem Fragebogen gestellten Fragen lauteten:

> 1. Wie jede Stadt, Flecken Dörfer, Dorfmühlen und dergleichen abgesondert jehendes Gebäude heissen und recht geschrieben werde?
>
> 2. Wie viel Stund solcher Orth von der hiesigen Haubtstatt, wie auch einschlagende Oberambtsstatt entlegen?

[619] Vgl. Schaab, Geschichte der Kurpfalz, S. 210. Die dritte historische Frage „Wie gros ist ungefehr die Gemarkung des Orts, und wie heissen derselben verschieden Felder sowohl an Aekern, als an Weinbergen, Wiesen, Waldungen und Weiden?", die nach Größe und Zugehörigkeit von land- und forstwirtschaftlich genutzten Flächen fragt, belegt, dass die einem historischen Zweck dienende Informationsakkumulation auch die Akkumulation ökonomischer Informationen mit einschließt und dass somit historische Wissensbestände auch den politisch-ökonomischen Diskurs berühren konnten.

[620] LAS A2 112 UNr. 1 und 5.

[621] Vgl. LAS A2 112 UNr. 1: Reskript der kurpfälzischen Regierung vom 4. Februar 1772.

3. Wie die nächst gelegenen Ortschaften sowohl gegen Morgen, und Abend, als gegen Mittag und Mitternacht genannt werden, wem solche gehören, und wie weith entfernt sind?

4. Ob Flüße oder Bäche durch oder neben den Ort, wie solche heißen, wohin sie entspringen und herkommen, dann wohin sie hier ziehen, und in welche anderen Fluß sich demnächst ergießen?

5. Ob solche Gewässer in dem Orth oder ahnsonsten in dortiger Gegend ein oder mehren und was für Mühlen betrieben?

6. Ob in oder ausser den Ort Hölzwern oder Brüken über solche Gewässer gebaut seyn?

7. Was für ein Landstraß durch oder neben dem Ort ziehe, woher und wohin solche führe und ob darauf eine Chausee angeleget sey?

8 Ob ein Zollhaus in oder ausser dem Orth befinde, und wem solches gehöre?

9. Wie viel morgen Waldungen in der Gemackrung seyen wohin solche gräntzen wem sie gehören und wie genannt werde?

10. Ob sich Weyher oder anderer stillstehende Wässer und Sümpfe [befinden], auch in welchem Entfernung um der Ort entlegen?

11. Ob ein Richtplatz vor dem Orth aufgeführet seyn und in welcher Gegend der Rabenstein, oder Galgen stehe?

12. Ob sich in oder um den Orth, auch in welcher Gegend, und Entlegenheit, Brücken, Gesundheitbrunnen, Salinen od. Bergwerck befinden und wie solche genannt werden?

13. Wie die angräntzende Gebürge heissen, und wohin solche zeigen?

14 Wie weith der Orth von denen 6 nächsten Städten oder Marcksteinen entlegen seyn?

15: Ob ein oder mehrere Clöster, Schlösser, und dergleichen merkwürdige Gebäude inmahls allda gestanden, und noch würcklich daselbst befindlich seyn, auch wie solche genant werden?[622]

Auch bei den topographischen Fragen, die die kurpfälzische Regierung vorlegte, zeigt sich, dass diese darauf angelegt waren, möglichst objektive Antworten zu erhalten. Die Fragen verlangten von den lokalen Amtsträgern keine Begründungen und Legitimierungen, sondern nur deskriptive Antworten. Dennoch belegt dieser Fragebogen, dass die staatlichen Akteure sich in dem Ziel, ein möglichst lückenloses Wissen auch über die potentiellen ökonomischen Ressourcen zu erhalten, der Praktiken bedienten, die von individuellen Akteuren wie den Mitgliedern der Kurpfälzischen Akademien erprobt waren. Da der Fragebogen

[622] Ebd. Die Fragen sind in den Signaturen LAS A2 112 UNr. 1 und UNr. 5 identisch.

auch forderte, die im jeweiligen Unteramt vorhandenen Salinen, Bergwerke, Waldungen und Chausseen zu nennen, hatten die Antworten der lokalen Amtsträger für die landesherrliche Verwaltung unzweifelhaft auch eine ökonomische Relevanz, da die Antworten dazu beitragen konnten, sich ein umfassendes Bild von den einzelnen Wirtschaftssektoren zu machen und somit potentielle Handlungsfelder zu erschließen. Fragebögen in dieser Form wurden von den administrativen Akteuren noch über das Ancien Régime hinaus verwendet. Im Jahr 1803 fertigte das Generallandeskommissariat solche Bögen in Bezug auf den „Politisch-ökonomischen und kirchlichen Zustand der Rheinpfalz an“, wobei die ökonomischen Fragen neben den Arten der Landwirtschaft, der Forstwirtschaft und der betriebenen Gewerbe auch Straßenbau, Steuereinnahmen und die eventuell vorhandenen herrschaftlichen Gütern zum Gegenstand hatten.[623] Das belegt, dass die von der Kurpfälzischen Akademie ursprünglich erprobte Form der Wissensakkumulation durch Fragebögen als administrative Praxis erhalten blieb.

Nachdem 1770 die ersten Erhebungen durchgeführt worden waren,[624] folgten ab 1776 periodische Erhebungen in den kurpfälzischen Generaltabellen, die, wie schon Meinrad Schaab konstatiert hat, im Vergleich zu den Erhebungen in den anderen südwestdeutschen Territorien weitaus fortschrittlicher waren, sowohl hinsichtlich ihrer Zuverlässigkeit als auch in Bezug auf die Daten, die erhoben wurden.[625] Die kurpfälzische Verwaltungsstatistik wurde in der älteren Landesgeschichte als Beleg dafür herangeführt, dass der Absolutismus vor allem an der Bevölkerung in ihrer Gesamtheit ein Interesse gehabt habe, aber an personalen Informationen keinesfalls.[626] Dass diese Aussage in Bezug darauf, was vom kurpfälzischen Verwaltungsapparat als wissenswert erachtet wurde, als zutreffend bezeichnet werden kann, zeigt sich auch zu einem späteren Zeitpunkt.

[623] GLA 132/296 dient als Beispiel für einen solchen Fragebogen für das rheinpfälzische Oberamt Bretten. Die ökonomischen Fragen finden sich dort ab fol. 153. Die Antworten des Oberamtes kamen zwischen dem 28. Februar und den 25. April 1803 zurück. Die Fragen dürften kurz zuvor formuliert worden sein.
[624] Vgl. GLA 77/6148, Reskript, Mannheim 22. August 1770.
[625] Vgl. Schaab, Die Anfänge einer Landesstatistik, S. 108.
[626] Vgl. Dotzauer, Winfried: Beiträge zur Statistik der kurpfälzischen Oberämter am Ausgang des Ancien Régime und der territorialen Nachfolgeinstanzen während der französischen Herrschaft, in: Gerlich, Vom Alten Reich neuer Staatlichkeit, S. 1-28, S. 14.

Ab dem Jahr 1784 wurden statt einer fünf Generaltabellen jährlich erstellt und somit das, was erhoben wurde, weiter ausdifferenziert. Die erste Tabelle beinhaltete nun die Entfernung des jeweiligen Unteramts zu den kurpfälzischen Hauptstädten sowie die Bevölkerungszahlen, die zweite Daten zur Viehzucht, zu Gebäuden, zu den Feldgütern und zum Schatzungskapital, die dritte die „Künstler, Professionisten und Handwerker", sie verriet also die Merkmalsausprägungen der Beschäftigung, die vierte die Fabriken im Land und „die Zahl der davon ernähret werdenden Arbeitern" und die fünfte Tabelle, die „Produktionstabelle", beinhaltete die Erträge, die Beschaffenheit, die Bauart und die Ergiebigkeit des Erdreichs sowie die Entlegenheit der entferntesten Äcker von dem Ort".[627] Es ist an diesem Punkt hilfreich, die theoretischen Annahmen zu übertragen, die der Historiker Peter Becker am Beispiel der Bevölkerungserhebungen in Niederösterreich in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts getroffen hat: Erhebungen repräsentieren den Willen des Verwaltungsapparats zur Intervention in den erhobenen Bereichen, die erhobenen Daten müssen dem Realitätsprinzip gehorchen, also dem „Naturalaugenschein" entsprechen, aber sie reduzieren die Realität auf den statistisch erfassbaren Teil, der dadurch höhere Relevanz erhält.[628] Das bedeutet auf den Untersuchungsgegenstand übertragen, dass der kurpfälzische Verwaltungsapparat ab 1784 bemüht war, das Datenmaterial vor allem in Hinblick auf die Landwirtschaft, die Beschäftigungszweige, die Fabrikstandorte und die Erträge zu akkumulieren, da er in diesen Bereichen einen besonderen Interventionsbedarf sah. Insbesondere in der Landwirtschaft und im gewerblichen Wirtschaftssektor dokumentieren die ausdifferenzierten Generaltabellen diesen Wissensbedarf von Seiten der staatlichen Akteure. Aus verwaltungspraxeologischer Sicht ist nun aber insbesondere relevant, wie die staatlichen Akteure mit dem Datenmaterial kommunikativ umgingen und daraus Handlungslegitimationen ableiteten. Unmittelbar bevor die Generaltabellen ausdifferenziert waren, setzte sich der für sie zuständige Secretarius und

[627] Vgl. GLA 77/6152 für die „Professionistentabelle" vom 1. Januar 1786. Die Kategorien dieser Tabelle sind darüber hinaus bei Hippel, Wirtschaftliche Situation, S. 208 abgedruckt.

[628] Vgl. Becker, Peter: Beschreiben, Klassifizieren, Verarbeiten. Zur Bevölkerungsbeschreibung aus kulturwissenschaftlicher Sicht, in: Brendecke (Hg.), Information in der Frühen Neuzeit, S. 393-422, S- 395 und S. 402.

Landesoberrevisor Mayer, der sich immer wieder über die unzuverlässig ausgefüllten Tabellen der Ortsvorsteher und lokalen Amtsträger beschwert hatte,[629] mit der Frage auseinander, welche Wissensbestände als staatsrelevant anzusehen seien, die noch nicht in den Generaltabellen repräsentiert waren: „Da ich nun schon [einige] Zeit über diese Tabellen schreibe, wäre [ich] wohl längst begierig zu wissen, ob auch unsere Pfalz in dem bevölkerten, angebauten und benutzten Stand stehe, welches derselben angemessen ist“.[630] Die wünschenswerten Attribute, die Mayer in Bezug auf den Zustand der Kurpfalz als untersuchenswert darstellte, entsprachen den Attributen, die auch die gelehrten Akteure der Ökonomischen Aufklärung in der Kurpfalz immer propagiert hatten. Mayer machte durch seinen Kommentar zu den Generaltabellen deutlich, dass er das Ziel des wirtschaftlichen Wachstums im Staat, dem sich auch die studierten Staatswirte verschrieben hatten, verfolgte und dabei die Generaltabellen als den entscheidenden Schlüssel sah, um zu beurteilen, ob dieses Ziel erreicht worden sei. Um diesen Erfolg nun anhand der Generaltabellen zu beurteilen, nutzte Mayer die Methode des Vergleichs, was im Prinzip typisch für die gelehrte Universitätsstatistik war und die an und für sich keine Methode staatlicher Akteure darstellte. Die administrative Statistik ist im späten Ancien Régime von der sogenannten Universitätsstatistik, also der Lehre von der Staatenkunde an den Universitäten, zu unterscheiden.[631] Die Universitätsstatistik etablierte sich vor der Praxis der administrativen Statistik und war ein Lehrfach an den Hohen-Schulen, das für sich in Anspruch nahm, den Landesherren Wissen über die Macht der Staaten zu vermitteln. Die administrative Statistik, also die Techniken der empirischen Messbarkeit der Objekte der Statistik, etablierte sich erst in den 1760er- und 1770er-Jahren, sodass die Feststellung von Harm Klueting zutrifft, dass aus dem Wissen von der Ordnung eine Messung der Macht wurde.[632] Da die beschreibende Universitätsstatistik vor der administrativen Statistik, die mit mathematischen Operationen und einer validen Datenbasis politisch-ökonomische

[629] Vgl. Hippel, wirtschaftliche Situation, S. 180.
[630] GLA 77/6175: Pro Memoria Mayer, Mannheim 14. März 1783.
[631] Vgl. Klueting, Harm: Die Lehre von der Macht der Staaten. Das außenpolitische Machtproblem in der „politischen Wissenschaft“ und in der praktischen Politik im 18. Jahrhundert. Berlin 1986, S. 19.
[632] Vgl. ebd., S. 40 und S. 74.

Zusammenhänge zu erfassen versprach, als Praxis etabliert war, ist es auch legitim, von „alter“ und von „neuer“ Statistik zu sprechen, wie es Klaus Hildebrandt in seinem Aufsatz über die Projekte statistischer Experten getan hat.[633] Im Untersuchungszeitraum des späten Ancien Régime konnten sich die gelehrten und die administrativen statistischen Praktiken jedoch auch gegenseitig beeinflussen. Das gilt insbesondere für die Bevölkerung als potentielles Erfassungs- und Steuerungsobjekt der landesherrlichen Verwaltungen. Während sich im 19. Jahrhundert die Bevölkerungswissenschaft mit dem Ziel etablierte, biologisch-demographische Gesetzmäßigkeiten zu entdecken, war die Bevölkerung als Regierungsobjekt im ausgehenden Ancien Régime viel mehr in ihrer politisch-ökonomischen Dimension relevant und die wissenschaftlich-demographische mit der politisch-administrativen Betrachtung eng verbunden.[634] Aus diesem Grund ist es auch sinnvoll, im ausgehenden Ancien Régime von einem Praxiszusammenhang der Statistik zwischen den Spannungspolen der Universität und der Verwaltung zu sprechen, wie es in der Einleitung eines Aufsatzbandes über die Praktiken statistischen (Nicht-)Wissens zu finden ist.[635] Für diesen Praxiszusammenhang ist das Akteurshandeln von Mayer ein sehr gutes Beispiel. Er wählte, um das wirtschaftliche Wachstum in der Kurpfalz zu beurteilen, die Methode des Vergleichs und nutzte als Vergleichsobjekt das benachbarte Herzogtum Jülich-Berg. Ein solcher Vergleich war erst dadurch möglich, dass quantifizierte und damit vergleichbare Informationen überhaupt vorhanden waren, sodass Mayer die Flächengröße, die Bevölkerungs- und die Familienzahlen und den Viehstand vergleichen konnte. Mayer reduzierte in seinem Vergleich also die beiden Territorien auf das statistisch Messbare und leitete die wirtschaftliche Stärke der beiden Staaten aus den erfassbaren, vergleichbaren und skalierbaren ökonomischen Daten ab. Mayers Fazit lautete dabei, dass das „Herzogthum Jülich nach seinem Verhältnis besser bevölkert, angebauet und auch dem Herrn mehr

[633] Vgl. Hildebrandt, Klaus: Experten wider Willen. Statistische Projekte und ihre Akteure um 1800, in: Engstrom, Hess, Thoms, Figurationen des Experten, S. 167-190, S. 168.
[634] Vgl. Lischke, Ralph-Jürgen: Biographisches Lexikon zur Geschichte der Demographie. Personen des bevölkerungswissenschaftlichen Denkens im deutschsprachigen Raum vom 16. bis zum 20. Jahrhundert. Berlin 2007, S. 14.
[635] Vgl. Berg, Gunhild, Török, Borbála Zsuzsanna und Twellmann, Marcus: Einleitung, in: Dies (Hg.): Berechnen / Beschreiben. Praktiken statistischen (Nicht-)Wissens 1750 – 1850. Berlin 2015, S.7-20, S. 8.

einträglich sey“.[636] Das war das Ergebnis, das sich aus dem Vergleich der vorliegenden Daten ergab. Mayer ging jedoch über dieses Ergebnis hinaus und versuchte, Gründe für die wirtschaftliche Rückständigkeit der Kurpfalz im Vergleich zu Jülich-Berg zu finden. Er identifizierte das folgende Problem: „Unsere großen Dorfschaften haben auch große Gemarkungen. Was nahe lieget, ist kleiner, und wird wohl gebaut, das entfernte Land wird versäumet, da es zu weit ablieget, und eben dadurch lenkt die Population hiesiger Lands-Gegend die Hände der Arbeiter, [die] nicht nach Erfordernis beschäftiget werden“.[637] Diese Schlussfolgerungen, die Mayer formulierte, weisen über die Generaltabellen hinaus auf Wissensbestände der Ökonomischen Aufklärer und damit auf die Sphäre der gelehrten Akteure hin. Seine Feststellung, dass Bodenflächen landwirtschaftlich ungenutzt blieben, da sie zwar günstig zu erwerben, aber zu entlegen seien, was dazu führe, dass das Problem der Armut bestehen bleibe, gleicht der Beschreibung der Probleme in der Landwirtschaft, die die Mitglieder der Kurpfälzische Akademie bereits 1766 dargelegt hatten. Das zeigt die Grenzen der Aussagekraft der Generaltabellen, denn das, was Mayer hier feststellte, war bereits als Problem identifiziert worden, bevor die Generaltabellen überhaupt periodisiert worden waren. Allerdings leitete Mayer aus seinem Vergleich noch die Erkenntnis ab, dass die Generaltabellen zum Stand des Jahres 1783 außerdem nicht aussagekräftig in Bezug auf wirtschaftliches Wachstum seien, „wenn nicht eine Produktionstabelle über alle Gattung des Wachstums gefertiget wird, wodurch so viel als thunlich ist, die eigentliche Erträglichkeit sich ergibt“.[638] Genau diese bis dahin fehlende Produktionstabelle wurde dann ein Jahr später etabliert. Erst dadurch, dass das wirtschaftliche Wachstum erfasst wurde, konnte auch der Interventionsradius der staatlichen Akteure vergrößert werden. Dass dieser Gedanke implizit hinter dem formulierten Wunsch steckte, neue Tabellenkategorien in die regelmäßigen Erhebungen zu integrieren, zeigt sich an den Problemen, die Mayer in Bezug auf dieses neue Format potentiell sah: „Nun aber kömmt es noch darauf an, welchen Anschlag man bei dem Werth und Wachsthum zum Grund legen wolle. Ersterer hat wohl

[636] 77/6175, Pro Memoria Mayer, Mannheim 14. März 1783.
[637] Ebd.
[638] Ebd.

mindere Beschwerlichkeit, indem man darinn nach dem mittleren Verkaufspreis richten kann. Die größte Schwierigkeit lieget in Bestimmung des Wachstums“.[639] An dieser Stelle formulierte Mayer zunächst praktische Probleme, die sich bei der Einrichtung der Produktionstabelle einstellen würden. Der Wert der produzierten Güter könne einfach am Marktpreis orientiert werden und stelle so keine Probleme bei der Erfassung. Zur statistischen Bestimmung des Wachstums müssten aber die Einnahmen und das Vermögen der Untertanen erfasst werden, und wenn dies geschehen solle, müsse man deutlich machen, „daß hieraus allein die Verbesserung des Land-Baues und dessen Erträglichkeit bezielet werde“, da die Landbevölkerung sonst befürchten würde, höhere Abgaben leisten zu müssen.[640] Da es sich hierbei um eine verwaltungsinterne Aussage Mayers handelte, ist nicht davon auszugehen, dass er irgendetwas verschleiern wollte. Er hätte verwaltungsintern keinen Grund gehabt, eine vermeintliche Absicht, auf Basis der aus der Produktionstabelle gewonnenen Informationen neue Einnahmequellen für den Staat zu generieren, zu verbergen. Dennoch argumentierte er, dass es das Ziel des Staates sein müsse, die Landwirtschaft zu verbessern und die Erträge zu erhöhen, obwohl das eigentlich Sache der Landwirte und der Grundherren war. Die Produktionstabellen konnten also den staatlichen Akteuren als Anlass dazu dienen, als Rechtsbefehler in der Landwirtschaft aufzutreten. Diese Tendenz war kennzeichnend für die Verwaltungsapparate im ausgehenden Ancien Régime, was bereits in Kapitel 3.2 dargestellt wurde. Wenn Mayer darüber hinaus betonte, dass sich bei den administrativen Statistiken in Preußen, Österreich und Württemberg bereits durch die Aufnahme der mittleren Geburten- und Sterberaten „vielfältiger Nutzen […] in Berechnung des Volks, Errichtung der Wittwen-Kassen, Abhaltung der Krankheiten etc“ ergeben habe,[641] dann belegt diese Aussage, dass die staatlichen Akteure selbst durch die Statistiken ein enormes Potential zur wirtschafts- und sozialpolitischen Intervention sahen. Der kurpfälzische Regierungspräsident Carl Philipp von Venningen betonte in Hinblick auf die

[639] Ebd.
[640] Ebd.
[641] Ebd.

Ergebnisse, die Mayer vorlegte, dass „auf Vermehrung nützlicher Einwohner der geflissene Bedacht“ gerichtet sein müsste und dass

> der Vorschlag erwartet werde, wie die zur Urbarmachung derer von denen theils zu weit entlegenen, theils wüst belassenen Feldern […] mit gedeihlicher Würckung angelegt werden mögen, wie alle Hindernisse dem zahlreicheren Einzug wohlhabender und geschickter Personen zu heben, deren Inheimischer aber ihro Aufnahm und Verheurathung zu befördern seyn, alle pflicht- und ordnungswidrigen Taxe und Erhebungen […] zu untersagen [seyn und] einem jeden den gehörigen Schuz, gute Policey und unbefangene Justiz zur Beförderung der Population und Production angedeyhe.[642]

Regierungspräsident Venningen übernahm also die Interpretationen des Sekretarius Mayer und formulierte daraus wirtschafts- und sozialpolitische Maßnahmen. Zum einen griff er das Problem der Felder auf, die zu entlegen waren, um bewirtschaftet zu werden, zum anderen forderte er qualifizierte Zuwanderung, aber auch Heiratserleichterungen, Steuertransparenz und Rechtssicherheit. Auch die kurpfälzische Regierung machte sich also das Ziel des allgemeinen wirtschaftlichen Wachstums zu Eigen. Venningen betonte darüber hinaus, dass die Einführung einer Produktionstabelle, wie von Mayer gefordert, wünschenswert sei, „denn einmahl ist und bleibt die Subsistenz der Maasstab, nach welchem Population, Industrie und Geldcirculation sich richten“.[643] Diese Aussage scheint auf den ersten Blick die Gegebenheiten eines vormodernen, von der Subsistenz abhängenden Wirtschaftssystems zu bestätigen. Venningen betonte als leitender Verwaltungsakteur, dass Bevölkerungswachstum, industrieller Aufschwung und Geldzirkulation von der landwirtschaftlichen Produktion abhingen. Das zeigt, dass ein übergeordnetes wirtschaftliches Wachstum als Zielvorgabe für die Akteure handlungsleitend wurde. Dieses Ergebnis passt zu der These von Wolfgang von Hippel, der die landwirtschaftlichen Reformvorschläge wie den nach der Abschaffung der gemeinheitlichen Nutzung der Allmenden, der Beseitigung der Leibeigenschaft und der Absicherung der

[642] Ebd.: Reskript Venningen, Mannheim 18. September 1784.
[643] Ebd.

erblichen bäuerlichen Besitzrechte als „populationistisch inspiriert“ bezeichnet, weil auch dadurch Bevölkerungswachstum stimuliert werden sollte.[644] Dieser Zusammenhang wurde, das hat die Analyse bis zu diesem Punkt gezeigt, auch von den staatlichen Akteuren in der Kurpfalz in ihrem Handeln hergestellt.

Wie die badischen staatlichen Akteure mit den Statistiken umgingen, die ihnen in ihrem Territorium zur Verfügung standen, ist an dieser Stelle ebenfalls aufschlussreich. In den badischen Landesteilen hatte der Verwaltungsapparat zwar bereits um 1765 damit begonnen, die Bevölkerung und den Viehstand tabellarisch zu erfassen, aber erst nach der Vereinigung der baden-badischen und baden-durlachschen Landesteile wurden periodische statistische Erfassungen, die sogenannten „Menschen- und Viehtabellen“, etabliert.[645] Ein Beispiel dafür, wie auf der Basis gelehrter Wissensbestände das statistische Material interpretiert wurde, bietet der Amtmann Georg Wilhelm Kröber in Winningen.[646] Kröber fügte im Jahr 1780 zu der von ihm für die Gemeinde Winningen auszufüllenden Tabelle in Eigeninitiative ein „Verzeichnus der Volksmenge von den Jahren 1644 bis 1769 und über die 10 letztvorhergehende Jahre von 1770 bis 1779 eine Populations- und Mortalitätstabelle mit deren Resultaten“ hinzu und wies speziell in Bezug auf die Zahlen in der Menschentabelle darauf hin, dass diese „von den süsmilchschen Berechnungen“ merklich abwichen.[647] Kröber begründete seine Initiative, zusätzliches Datenmaterial bereitzustellen, mit dem Verweis auf Johann Peter Süßmilch, der in seinen „Bevölkerungsgrundsätzen“ erstmals Gesetzmäßigkeiten für demographische Schlüsselparameter wie Fertilität und Nuptialität erkannt hatte.[648] Er nutzte Süßmilch in seiner Arbeit als Referenz, um aus den Bevölkerungszahlen Erkenntnisse abzuleiten. Obwohl durch die Vorgaben der badischen Tabellen nur die Bevölkerungs- und Viehzahlen erhoben wurden und

[644] Vgl. Hippel, Wolfgang von: Napoleonische Herrschaft und Agrarreform in den deutschen Mittelstaaten 1800 – 1815, in: Berding, Helmut und Ullmann, Hans Peter (Hg.): Deutschland zwischen Revolution und Restauration, S. 296-310. Düsseldorf 1981, S. 297.
[645] Vgl. GLA 74/9040.
[646] Winningen an der Mosel war von 1776 bis 1794 unter badischer Verwaltung.
[647] GLA 74/9040: Kröber an die badische Rentkammer vom 18. Dezember 1780.
[648] Vgl. Birg, Herwig: Johann Peter Süßmilch und Thomas Robert Malthus. Marksteine der bevölkerungswissenschaftlichen Theorieentwicklung, in: Mackensen, Rainer (Hg.): Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungstheorie in Geschichte und Gegenwart, S. 53-76. Frankfurt a. M. 1989, S. 69.

insbesondere statistisches Material zum Wirtschaftssektor der Landwirtschaft fehlte, wurden die Tabellen doch genutzt, um sie mit gelehrten Wissensbeständen in Verbindung zu bringen. Darüber hinaus nutzte Kröber das vorhandene statistische Material, um daraus politisch-ökonomische Maßnahmen abzuleiten:

> Und doch könnte diese bereits ausserordentlich starke Volksmenge noch sehr stark, vielleicht um ein ganzes Drittel vermehrt werden, wenn die innseits der Mosel gelegenenden Flecken beinahe ganz unnuzliche Gemeinds-Waldung gegen den diesseits gelegenen Chur-Tririschen Cammeralwald Altenforst vertauscht und das hiesige Gränz-Elzische Gut auf eine oder die andere Art in der Unterthanen Hände gebracht werden könnte. Möchten doch diese beiden Hauptmittel dem hiesigen Wohlstand und Verbesserung zur Wirklichkeit gedeihen und solchergestalt nebst dem, dass sie den jetzt hier lebenden 1000 Menschen-Zustand verbessern, noch 300 weitere, als den hier lebend könnenden Menschen ihr Daseyn möglich machen.[649]

Die in der badischen Erhebungspraxis etablierten Viehtabellen wiederum dienten Kröber nur als Ausgangspunkt, um zu genau der gleichen Forderung wie der obigen zu kommen:

> Zu der heurigen Viehzählungstabelle und über dem darin enthaltenen, in Ansehung der hiesigen Volksmenge, ausserordentlich geringen Viehstand, in dem 4 Menschen nur ein Stück Rindvieh, 43 Menschen nur 1 Ziege, 90 Menschen nur 1 Schwein und 143 Menschen nur 1 Pferd und 999 Menschen nicht ein einziges Stück Schaaf-Vieh haben, kann ich nicht unangemerkt lassen, dass diesem ausserordentlichen Mangel an einem der ergiebigsten Nahrungszweige nur durch die zwei hauptsächlichsten Winninger Wohlstands-Verbesserungs-Mittel, nemlich der Eintausch des Kurtrier-Walds Altenforst gegen den Winninger Gemeindswald, […] abgeholfen werden können, als wodurch gedachter Viehstand nach und nach in nicht gar langer Zeit um die Hälfte vermehret werden würde.[650]

Obwohl die badischen Generaltabellen nur Menschen- und Viehzählungen beinhalteten, leitete der Winninger Amtmann Kröber aus ihnen doch politisch-ökonomische Forderungen ab. Auch in der Praxis der administrativen Akteure des badischen Verwaltungsapparats wurde also die Akkumulation empirischer

[649] GLA 74/9040: Körber an die badische Rentkammer vom 18. Dezember 1780.
[650] Ebd.

ökonomischer Daten dazu genutzt, um den eigenen politischen Forderungen rational-ökonomische Evidenz zu verleihen. Der Historiker Klaus-Jürgen Matz hat in seiner Arbeit über die Ehegesetzgebung in den südwestdeutschen Staaten beispielsweise darauf hingewiesen, dass zwar in den theoretisch-kameralistischen Publikationen eine populationistische Politik mit dem Ziel des Wirtschaftswachstums durch Bevölkerungsvermehrung propagiert wurde, was aber in Konflikt mit den lokalen Rechtstraditionen in den Gemeinden stand, die Eheschließungen stärker zu regulieren versuchten.[651] In Bezug auf die Kurpfalz sieht der Landeshistoriker Stefan Mörz in den landesherrlichen Erlassen einen Beweis dafür, dass Karl Theodor eine populationistische Bevölkerungspolitik verfolgt habe, die sich in Auswanderungsverboten manifestierte, wobei er aber auch Rücksicht auf die Vorbehalte der Zünfte genommen habe, die Konkurrenz durch Neuankömmlinge befürchtete.[652] Bereits 1774, als das Vermögen bei Bürgerannahme auf 100 Gulden reduziert wurde, hätten die konfessionellen Skrupel und die Ängste der Zünfte zugunsten einer unbeschränkten Bevölkerungsvermehrung, die im Sinne der Ökonomischen Aufklärer war, gesiegt.[653] Im Verlauf der bisherigen Analyse hat sich demgegenüber aber gezeigt, dass die administrativen Akteure aus den Statistiken heraus ihre wirtschaftspolitischen Maßnahmen entwickelten, denn die erhobenen Daten ließen es handlungsnotwendig erscheinen, das Bevölkerungswachstum und infolgedessen das wirtschaftliche Wachstum zu befördern.

In diese Praktiken der Nutzung statistischen Materials durch staatliche Akteure reiht sich das folgende Fallbeispiel eines studierten Staatswirtes ein: Carl Theodor von Hacke hatte sich im Wintersemester 1792/93 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert und war danach zunächst vom Hofgerichtsrat zum Hofrichter aufgestiegen, bevor er 1808 badischer Minister des Inneren und 1815 badischer Minister des Äußeren geworden und sich somit als ein zentraler Verwaltungsakteur im badischen Verwaltungsapparat etabliert hatte.[654]

[651] Vgl. Matz, Klaus-Jürgen: Pauperismus und Bevölkerung. Die gesetzlichen Ehebeschränkungen in den süddeutschen Staaten während des 19. Jahrhunderts. Stuttgart 1980.
[652] Vgl. Mörz, Aufgeklärter Absolutismus, S. 274f.
[653] Vgl. ebd., S. 277.
[654] Vgl. Poller, Schicksal, S. 125-129.

Als Minister des Äußeren wurde er im Jahr 1816 mit einem politischen Problem konfrontiert, das er statistisch zu lösen versuchte. Die territorialen Veränderungen am Ende des Ancien Régime hatten bereits gezeigt, dass Informationen über die Flächengröße und die Bevölkerungsdichte politisch relevant waren, um eventuell als Tauschobjekt zur Verfügung stehende Gebiete exakt einschätzen zu können.[655] Damit waren auch die statistischen Erhebungen des Südwestens politisch relevant geworden. Im Zuge der Friedensverhandlungen nach dem Wiener Kongress in den Jahren 1814 und 1815 folgten in Frankfurt am Main die sogenannten Territorial-Ausgleichs-Verhandlungen. In den Verhandlungen der Territorial-Kommission zu Frankfurt ging es darum, die Neuordnung nach dem Wiener Kongress für die einzelnen Staaten des Deutschen Bundes vertraglich festzulegen, sodass kein Landesherr territoriale Verluste erleiden musste und im Zweifelsfall entschädigt würde. Die statistische Kommission, die die empirische Basis dieser Ausgleichsverhandlungen liefern sollte, war ein Resultat der territorialen Neuordnungen, für die die Flächengrößen und die Bevölkerungszahlen als Basis der Verhandlungen dienen sollten und die schon 1803 diskutiert worden waren.[656] Die statistische Kommission konnte sich in vielen Fällen 1814-1815 auf die Zahlen berufen, die bereits 1802-1803 erhoben worden waren, sie waren nun lediglich politisch relevanter geworden.[657] Allerdings hatte die Universitätsdisziplin der Statistik zu Beginn des 19. Jahrhunderts einen Legitimitätsverlust erfahren, weil sie die politischen Umbruchsprozesse nach dem Ende des Ancien Régime trotz der Tatsache, dass ihnen nun die Datengrundlagen der Verwaltungen vorlagen, die politischen Umbrüche nicht hatten vorhersagen können.[658] Das ist im Blick zu behalten, um die Unterschiede in der praktischen Nutzung des statistischen Datenmaterials beim kurpfälzischen Sekretarius Mayer und beim badischen Außenminister Hacke richtig einschätzen zu können.

[655] Vgl. Heinz, Joachim P.: Vom Nutzen und Nachteil der Statistik in vor-statistischer Zeit, in: Konersmann, Frank (Hg.): Landes-, Regional- und Mikrogeschichte. Perspektiven für die Pfalz und ihre Nachbargebiete, S. 73-96. Speyer 2014, S. 78.
[656] Vgl. Behrisch, Lars und Fieseler, Christian: Les cartes chiffrées : L'argument de la superficie à la fin de l'Ancien Régime en Allemagne, in: Berlin, Genèses 2007/3, S. 4-24, S. 16.
[657] Vgl. ebd., S. 23.
[658] Vgl. Berg, Törör, Twellmann, Einleitung, S. 13.

Der badische Außenminister Hacke hatte im Zuge der territorialen Ausgleichsverhandlungen die Aufgabe, das bestmögliche Ergebnis für das Großherzogtum Baden herauszuholen. Was die Ideallösung aus der Sicht des Großherzogtums Baden sein müsse, versuchte Hacke in seinem Gutachten darzulegen. Zunächst bemerkte er in seiner Einschätzung, man solle pragmatisch von einer „wechselseitigen gültlichen Vereinbarung“ mit den benachbarten Staaten ausgehen und daher anerkennen, dass auch andere Staaten mit dem Ergebnis der Ausgleichsverhandlungen zufrieden sein müssten: „Unter diesen Voraus-Setzungen ist es sehr gerathen, eventuell diejengien Objecte, welche sich ihrer Lage oder sonstigen Verhältnisse nach zum Austausch eignen, sowohl zu bezeichnen, als die Beziehungen des diesseitigen Lands zu dem jenseits Rheinischen an und für sich, dann mit Rücksicht auf dessen jeweiligen Besize zu erwägen“.[659] Indem die Teile des badischen Territoriums, die sich als potentielle Tauschobjekte eigneten, identifiziert würden, könne man in den Ausgleichsverhandlungen ein für Baden besseres Ergebnis erzielen. Um nun die Tauschobjekte zu identifizieren, war es aus der Sicht Hackes notwendig, Vergleichbarkeit herzustellen. Dazu nutzte Hacke vorhandenes statistisches Material über das badische Territorium und die benachbarten Territorien. Solches statistisches Material war zu Beginn des 19. Jahrhunderts kein internes Wissen der landesherrlichen Verwaltungsapparate mehr, sondern lag publiziert vor und wurde vor allem im universitär-wissenschaftlichen Kontext der Statistik und der Geographie genutzt.[660] Um die Ausgleichsverhandlungen adäquat vorzubereiten, legte Hacke seinem Vorschlag unter anderem „die Übersicht der Bevölkerung der an die Krone Bayern, auf dem linken Rheinufer von Oesterreich abgetretenen Landes-Theile nach den neuesten statistischen Jahrbüchern“ bei, damit den Verhandelnden die Bevölkerungszahl und die Bevölkerungsdichte der für den Austausch in Frage kommenden Gebiete vorlag.[661] Aus der Sicht Hackes stellten die Bevölkerungszahl und die Bevölkerungsdichte maßgebliche Faktoren für den Wert eines Staatsgebiets dar. Die statistischen Jahrbücher, auf die Hacke verwies,

[659] GLA 48/6745: Gutachten des Außenministers von Hacke vom 18. Mai 1816.
[660] Ebd.
[661] Ebd.

waren die sogenannten *Annuaires*, in denen die statistischen Erhebungen der französischen Departements veröffentlicht worden waren.[662] Die zweite Tabelle, die Hacke in seine Berechnung integrierte, beinhaltete „die Übersicht der als Tausch-Objecte eventuell in Vorschlag gebrachten Lands-Theile des Grosherzogthums mit speciellen Übersichten“, worin „eine vergleichende statistische Würdigung der Bevölkerungs-Angaben der jenseits Rheinischen Landestheilen, nach Müllers und Bodmanns statistischen Jahrbüchern, mit einer Zusammenstellung der aus einer hieraus gezogenen Mittelzahl sich ergebenden Resultaten“ enthalten war.[663] Hacke bediente sich in seinen Berechnungen also bei den öffentlich publizierten Zahlen und machte diese für die bevorstehenden Ausgleichsverhandlungen handhabbar. Die Wissensbestände, die in der Universitätsstatistik vermittelt wurden, beinhalteten, wie bereits in diesem Kapitel erwähnt, genau diesen Staatenvergleich. Auf der Basis dieser gelehrten Praxis entwickelte Hacke anhand der periodisch publizierten administrativen Statistiken eine Vorgehensweise, die zum Ziel hatte, für das Großherzogtum Baden die ökonomisch sinnvollsten Gebietsforderungen abzuleiten. Hacke gewann beispielsweise aus den Tabellen folgende Erkenntnis: „Die diesseits als zu Austausch-Objecten sich eignenden bezeichneten Landes-Theilen enthalten nur eine Bevölkerung von nicht viel über 100,000 der badischen Landes-Hoheit unmittelbar untergebenen Seelen“.[664] Durch die Angabe der niedrigen Bevölkerungszahl im Verhältnis zur Flächengröße der in Frage kommenden rechtsrheinischen Landesteile machte Hacke deutlich, dass sich diese aus der Sicht des Großherzogtums Baden als Austauschobjekte eignen könnten. Sein Handlungsvorschlag macht deutlich, dass die Bevölkerungsdichte und damit

[662] Vgl. Heinz, Vom Nutzen und Nachteil, S. 82f.

[663] GLA 48/6745: Gutachten des Außenministers von Hacke vom 18. Mai 1816. Die von Hacke erwähnten statistischen Jahrbücher lauten: Bodmann, Ferdinand: Statistisches Jahrbuch für das Departement von Donnersberg, Mainz 1811. Bodmann betont, er sei es „den Bewohnern dieses Landes schuldig“, die 1808, 1809 und 1810 von ihm bereits auf Französisch publizierten Erhebungen erstmals auch in deutscher Sprache zu veröffentlichen. Das andere Werk, auf das Hacke sich bezieht, ist: Müller, P. A. (Hg.): Statistisches Jahrbuch für die deutschen Länder zwischen dem Rhein, der Mosel und der französischen Grenze. Mainz 1815. Müller selbst schreibt, er wolle durch dieses Jahrbuch „die statistische Lage dieses Gebiets“ aufklären helfen. Vgl. auch Dotzauer, Beiträge zur Statistik, S. 14f: Diese Annuaires wurden seit 1801 von Friedrich Lehne, Professor der schönen Wissenschaften in Mainz, herausgegeben; das Modell wurde von Bodmann fortgeführt.

[664] Ebd.

kartographisches und statistisches Material aus der Sicht staatlicher Akteure notwendig zum adäquaten politischen Handeln waren.[665] Außerdem zeigt sich, dass die Bevölkerungsdichte, da auf die entsprechend aussagekräftigen Datensätze durch deren Veröffentlichung noch leichter zurückgegriffen werden konnte, als Konzept und damit als wirtschaftspolitisches Argument jetzt noch attraktiver als am Ende des Ancien Régime wurde.[666] Zur weiteren Unterstützung seiner Argumentation fügte Hacke nun noch die entsprechenden Tabellen aus den veröffentlichten statistischen Jahrbüchern des aufgelösten linksrheinischen Départements du Mont-Tonnerre an. Diese Tabellen enthielten eine Übersicht der Bevölkerung des Departements, eine als Überblick bezeichnete Sammlung statistischer Notizen über das Departement, eine Übersicht des vorrätigen Viehs sowie eine Spezialtabelle aus dem Jahr 1813 mit Aufzählung der von Frankreich an Deutschland abgetretenen Gebiete. Aus diesen Daten extrahierte Hacke eine „Übersicht der als Austausch-Objekte eventuell in Vorschlag gekommenen Landes-Theile des Großherzogthums“, in der er auf Basis der von ihm aufgeführten Zahlen den quantifizierten (Tausch-)Wert der jeweiligen Gebiete festlegte. Als drittes folgte noch eine „Vergleichende statistische Würdigung der Bevölkerungs-Angaben der jenseits rheinischen Landestheile“.[667] Hacke führte aber auch andere Argumente an, die vor allem dafür sprachen, die ehemaligen linksrheinischen badischen Landesteile zu fordern. Der Erhalt der territorialen Einheit des Großherzogtums Baden links und rechts des Rheins würde, so Hacke, zum einen teure Militärstraßen obsolet machen und „statt der aus jedem nachbarlichen Mauth-System hervorgehenden verderblichen Beschränkungen des Handels die nicht zu berechneten Vortheile eines freyen Verkehrs zwischen dies und jenseits“ ermöglichen.[668] Hacke nannte also auch mögliche Zollschranken als wirtschaftshemmenden und damit nicht wünschenswerten Faktor. Zusammen mit

[665] Vgl. Fieseler, Der Vermessene Staat, S.340.
[666] Vgl. Nipperdey, Justus: Ehre durch Zahlen. Publizistische Rangstreitigkeiten und die Evidenz der Zahl im späten 18. Jahrhundert, in: Berg, Török, Twellmann, Berechnen / Beschreiben, S. 43-60, S. 49.
[667] GLA 48/6745: Gutachten des Außenministers von Hacke vom 18. Mai 1816. Die statistischen Notizen, die Hacke in sein Gutachten eingefügt hat, sind Informationen zu den Arrondissements, der Anzahl der Gemeinden, der Höfe, der Bevölkerung, der Haupt-Summe der Scheunen. Außerdem sind in dem Gutachten Spezial-Tabellen eingefügt, die Angaben zum Ackerland, zu Wiesen, zu Weinbergen und zu Waldungen in den Bezirken des ehemaligen Départements du Mont-Tonnerre enthalten.
[668] Ebd.

den zu erwartenden Steuereinnahmen sowie dem Kapitalwert der linksrheinischen Bestandsgüter liege der finanzielle Vorteil, der sich bei gleichzeitiger Abtretung der ehemals zum Fürstentum Leiningen gehörenden rechtsrheinischen Gebiete ergäbe, bei 2,5 Millionen Gulden.[669] Hacke nutzte die statistischen Informationen, um eine Quantifizierung aller Gegebenheiten der als Tauschobjekte in Frage kommenden Gebiete vorzunehmen. In seiner Argumentation erwähnte er aber auch den Vorteil des freien Warenverkehrs, der sich durch den Wegfall politischer Grenzen zwischen den badischen Landesteilen ergäbe, womit seine Handlungsvorschläge eine wirtschaftspolitische Dimension erhielten. Hacke konnte also aus den vorhandenen statistischen Darstellungen der Staaten die als Tauschobjekte in Frage kommenden Gebiete mit einer exakten Bevölkerungszahl und einem exakten Wert bestimmen und so die anstehenden Ausgleichsverhandlungen in wirtschaftspolitischer Sicht optimal vorbereiten. Dass Hacke bei den Gebietsneuordnungen mögliche Zugehörigkeitswünsche in den betroffenen Gemeinden selbst nicht einmal als einen zu bedenkenden Faktor miteinbezog, zeigt die Ambivalenz dieses vermeintlich rational-objektiven wirtschaftspolitischen Handelns. Hacke erweist sich somit als ein Akteur, dessen Handeln zwar darauf ausgerichtet war, dem badischen Staat die bestmöglichen Resultate sicherzustellen, der aber die Ebenen unterhalb des Zentralstaates ignorierte und der sich für die konkreten sozialökonomischen Bedingungen der zum Tausch in Frage kommenden Gebiete überhaupt nicht interessierte. Das statistische Material machte es aus seiner Sicht obsolet, sich selbst ein Bild vor Ort zu machen, sodass er die Tauschgebiete völlig auf ihre statistischen Größen reduzierte.

In Bezug auf die südwestdeutschen Praktiken der Akkumulation ökonomischer Wissensbestände hat sich gezeigt, dass in der Kurpfalz zunächst die gelehrten Akteure der Kurpfälzischen Akademie die Notwendigkeit gesehen hatten, den wirtschaftlichen Zustand des Territoriums zu erfassen. Die staatlichen Akteure im Südwesten übernahmen daraufhin nicht nur die ökonomische Wissensakkumulation an sich, sondern auch spezifisch gelehrte Praktiken wie die

[669] Ebd.

Verwendung von Fragebögen, den Staatenvergleich oder den Abgleich mit gelehrten Wissensbeständen wie den demographischen Werken von Johann Peter Süßmilch. Das Fallbeispiel Carl Theodor von Hacke zeigt, wie diese gelehrten und administrativen statistischen Praktiken von einem studierten Staatswirt nutzbar gemacht werden konnten. Sein Gutachten zu den Territorial-Ausgleichsverhandlungen belegt, dass er das zu Beginn des 19. Jahrhunderts eigentlich zu wissenschaftlichen Zwecken publizierte statistische Material politisch-ökonomisch nutzbar machen konnte, um die für das Großherzogtum Baden sinnvollsten Tauschobjekte zu benennen, womit er sich selbst als staatsrelevanter Akteur präsentieren konnte. Wenn man aber bedenkt, dass die historischen und statistischen Jahrbücher des Département du Mont-Tonnerre auch Personenmaterial bis auf die Ebene der munizipalen Amtsträger beinhalteten,[670] ist doch erstaunlich, dass sich die Nutzung des Materials durch Hacke auf die Staatsebene beschränkte. Hacke stellte sein Handeln durch seine Nutzung der Statistiken zwar als nützlich für den Staat dar, aber gleichzeitig ist seine gouvernementalistische Verwaltungspraxis, das Territorium durch den statistischen Blick als beliebig austauschbare Fläche zu behandeln, nicht gerade ein Beleg dafür, dass er das Gemeinwohl und insbesondere das Wohl der von diesem Gebietstausch betroffenen Untertanen im Blick hatte.

3.5 Studierte Staatswirte in badischen Diensten: Ein erfolgreicher Wissenstransfer?

Die studierten Staatswirte, wie sie nach dem Umzug der Kameral-Hohen-Schule im Jahr 1784 von deren Lehrern konzipiert wurden, sollten über die einzelnen Wirtschaftssektoren hinaus eine quasi makroökonomische Funktion erfüllen, indem sie das Wirtschaftswachstum im gesamten Staat sicherstellten. Schon das Fallbeispiel des im letzten Kapitel erwähnten Staatswirtes Carl Theodor von Hacke

[670] Vgl. Dotzauer, Beiträge zur Statistik, S. 16.

hat gezeigt, dass es durchaus möglich war, sich durch statistische Praktiken als Repräsentant dieser Ausprägung des studierten Staatswirtes zu inszenieren. Bis zu diesem Punkt der Untersuchung fehlt aber noch eine Analyse der Beurteilungen, die die Verwaltungsapparate für das konkrete Handeln der studierten Staatswirte, die sich selbst als solche ‚Makroökonomen' darstellten, vornahmen. Um diese Analyse zu ermöglichen, sollen im nun folgenden Kapitel die Absolventen fokussiert werden, die nach ihrem Studium in den badischen Verwaltungsapparat integriert wurden. Die Untersuchung des Austauschs zwischen den studierten Staatswirten in badischen Diensten und dem badischen Verwaltungsapparat gibt Aufschluss darüber, ob es einen Wissenstransfer des theoretisch-kameralistischen Wissens von der Kurpfalz nach Baden gab.

Die Fallbeispiele dieses Kapitels sind nicht auf der Ebene der Ämter, die sich sowieso durch strukturelle und personelle Kontinuitäten auszeichneten, sondern auf der Ebene der zentralen badischen Verwaltungsinstanzen zu verorten. Dabei stellten die politischen Neuordnungen zu Beginn des 19. Jahrhunderts, die zur Auflösung der Kurpfalz und zum Abfall der ehemals rechtsrheinischen Gebietsteile an Baden führten, eine Umbruchssituation dar, die insbesondere den zentralen Verwaltungsapparat betraf. 1771 noch in die Markgrafschaften Baden-Durlach und Baden-Baden geteilt, wurde das Großherzogtum Baden im 19. Jahrhundert zu einem geschlossenen Staatsgebiet mit einer mehr als viermal so großen Bevölkerungszahl wie zum Zeitpunkt der Vereinigung der beiden Teilmarkgrafschaften.[671] Die Tatsache, dass die kurpfälzischen studierten Staatswirte auf der durch Umbrüche geprägten Ebene der zentralen Landesverwaltung nach 1800 erfolgreiche Karrieren in badischen Diensten absolvierten, lässt vermuten, dass diese Absolventen vom badischen Verwaltungsapparat als staatsrelevant angesehen wurden. Dass das Großherzogtum Baden an den Kompetenzen der studierten Staatswirte interessiert war, lässt sich aus mehreren Gegebenheiten herleiten. Der Historiker Armin Kohnle betont, dass der Übergang zum Großherzogtum unter dem Leitmotiv

[671] Vgl. Kohnle, Armin: Modernisierungspolitik und Integration. Der Übergang der Kurpfalz an Baden, in: Schindling, 1806, S. 77-98, S. 77.

der Modernisierung stand, wie es von den Akteuren der Zeit aufgefasst wurde, und dabei an den Merkmalen der Rationalität und den Zielen der Effizienzsteigerung und der Ressourcennutzung orientiert war.[672] Aus der Sicht des sich als modernisiert verstehenden Großherzogtums Baden war es noch relevanter als zu Zeiten der Markgrafschaft Baden, dass die lokalen Amtmänner die Kennnisse besaßen, die sie dazu befähigten, die wirtschaftliche Situation in den Ämtern und Gemeinden einschätzen und verbessern zu können. Aus diesem Grund wurde im Großherzogtum im Jahr 1809 per Edikt verordnet, dass die Amtmänner alle zwei Jahre zur Vornahme einer solchen Einschätzung vor Ort verpflichtet waren,[673] denn nur so konnten eventuell noch vorhandene lokale Unterschiede in der wirtschaftlichen Situation erkannt und entsprechende wirtschaftspolitische Maßnahmen getroffen werden. Die studierten Staatswirte waren also genau die Träger des Ideals gewesen, das im Rahmen der Neuorganisation Badens handlungsleitend war. Außerdem weist der Historiker Bernd Wunder, der die badische Beamtenschaft im 19. Jahrhundert untersucht hat, darauf hin, dass es in Baden bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts eine staatliche Kameralistenausbildung, ein Äquivalent zum Referendariat bei den Juristen, gab, die zeitgleich nur Württemberg und Hessen-Darmstadt vorweisen konnten.[674] Auch das zeigt, dass die zentralen staatlichen Akteure des Großherzogtums Baden diese Studienabsolventen für staatsrelevant hielten. Gleichzeitig gab es im Großherzogtum in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts nur am Standort Heidelberg mit der bereits dargestellten Staatswirtschaftlichen Sektion die Möglichkeit eines Studiums, das die Grundlage für die vom Staat durchgeführte Kameralistenausbildung bildete. Die zweite badische Universität in Freiburg etablierte erst 1840 das kameralistische Studium.[675] Auch wenn diese beiden Punkte zunächst darauf hindeuten, dass es die studierten Staatswirte des 19. Jahrhunderts waren, die als badische Beamte Karriere machten, muss zunächst

[672] Vgl. ebd., S. 87.
[673] Vgl. Eibach, Joachim: Der Staat vor Ort. Amtmänner und Bürger im 19. Jahrhundert am Beispiel Badens. Frankfurt a. M. 1999, S. 140f.
[674] Vgl. Wunder, Bernd: Die badische Beamtenschaft zwischen Rheinbund und Reichsgründung (1806-1871). Dienstrecht, Pension, Ausbildung, Karriere, soziales Profil und politische Haltung. Stuttgart 1998, S.292.
[675] Vgl. ebd., S. 293.

daran erinnert werden, dass die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion ja daran gescheitert waren, ihre Absolventen zu legitimieren. Das bedeutet aber nicht, dass nicht bereits die studierten Staatswirte des Ancien Régime in badischen Diensten als staatsrelevant erkannt worden wären.

Der erste Akteur namens Johann Christoph Volz, der als Fallbeispiel in diesem Abschnitt herangezogen wird, wurde bereits als Landeskind der Markgrafschaft Baden zusammen mit einem anderen Studierenden namens Maler, der allerdings früh starb,[676] zum Studium an die Kameral-Hohe-Schule gesandt und erhielt für dieses Studium auch ein Stipendium des Markgrafen von Baden.[677] Markgraf Karl Friedrich von Baden war selbst Ehrenmitglied der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft,[678] was zeigt, dass es seine Absicht war, sich als ein Landesherr zu inszenieren, der die Ziele der Ökonomischen Aufklärer teilte. Sein allerdings gescheiterter Versuch, eine Reform der Landwirtschaft nach physiokratischen Prinzipien in Baden zu implementieren, zeigt, dass er nicht nur die Ziele der Ökonomischen Aufklärung teilte, sondern konkret versuchte, administrative Reformen umzusetzen, indem er auf den herrschaftlichen Kammergütern Mustergüter anlegen ließ, um neue Agrartechniken, wie die mit den in Kapitel 3.2 genannten neuen Kulturpflanzen, zu erproben und der Landbevölkerung vorzuführen.[679] Das 1770 begonnene physiokratische Experiment, im Rahmen dessen Karl Friedrich von Baden zusammen mit Johann August Schlettwein, dem späteren Dekan der Ökonomischen Fakultät Gießen, in den drei badischen Gemeinden Bahlingen, Teningen und Dietlingen eine Steuer- und Agrarpolitik nach physiokratischen Prinzipien zu etablieren versuchte, weist darauf hin, dass die badische Regierung wirtschaftspolitische Reformen für notwendig hielt.[680] Die physiokratischen Reformen scheiterten aber unter anderem an der Skepsis der lokalen Amtmänner (wobei dazu erwähnt werden muss, dass in erster Linie die ausschließliche Besteuerung der landwirtschaftlichen

[676] Vgl. Poller, Schicksal, S. 296-298.
[677] Vgl. ebd.
[678] Vgl. Plettenberg, Die Hohe-Kameral-Schule, S. 84.
[679] Vgl. Stockert, Harald: Deutschlands bester Fürst oder doch nur ein halbherziger Aufklärer? Annäherungen an Karl Friedrich von Baden aus Mannheimer Sicht, in: Wiegand, Hermann und Nieß, Ulrich (Hg.): Karl Friedrich von Baden. Markgraf, Kurfürst, Großherzog. Mannheim 2012, S. 7-38, S. 17.
[680] Vgl. Zimmerman, Reformen, S. 171 und S. 179.

Produktion, die zentrale physiokratische Forderung, sich in der Praxis als kontraproduktiv erwies).[681] Es war somit die Zentrale des badischen Verwaltungsapparats selbst, die sich bereits im Ancien Régime um bürokratische Reformen durch wirtschaftspolitische Maßnahmen bemühte. Die 1765 von Karl Friedrich von Baden zusammen mit Schlettwein etablierte Karlsruher Ökonomische Gesellschaft, die ausschließlich aus zentralen Amtsträgern des badischen Verwaltungsapparats bestand, belegt ebenfalls das wirtschaftliche Reformbestreben des Markgrafen.[682] Darüber hinaus ließen die Zentralbehörden des badischen Verwaltungsapparats ab der Mitte des 18. Jahrhunderts regelmäßig Visitationen in den badischen Ämtern und Gemeinden durchführen, die dem Ziel dienten, die wirtschaftlichen und sozialen Gegebenheiten vor Ort zu erfassen. Aus den so gewonnen Erkenntnissen sollten wiederum die notwendig erscheinenden wirtschafts- und sozialpolitischen Reformen angestoßen wurden, was nach Aussage von André Holenstein ein Beleg dafür ist, dass die badische Verwaltung darum bemüht war, die Gemeinden in ihre Entscheidungen miteinzubeziehen.[683] Aus diesen Gründen lag es aus der Sicht des Markgrafen nach der Gründung der Kameral-Hohen-Schule in Lautern nahe, diese dazu zu nutzen, kameralistisch geschulte Studienabsolventen in die badische Verwaltung zu integrieren. Sie sollten das in Lautern vermittelte Wissen, das allgemeines wirtschaftliches Wachstum und Modernisierung versprach, in die badische Verwaltungspraxis überführen.

Aus diesem Grund wurden mit Volz und Maler zwei Landeskinder aus Baden an die Kameral-Hohen-Schule geschickt.[684] Der studierte Staatswirt Volz musste als sogenannter „Cameral-Praktikant“ Zwischenberichte über seine Fortschritte an die badische Rentkammer senden, um weiterhin ein Stipendium zu erhalten. In diesen Berichten war er logischerweise darum bemüht, zu betonen, dass das Geld in ihn gut investiert war. In seinem ersten Bericht aus dem Jahr 1788 erwähnte Volz eine Reise, die er bereits im Jahr 1786 zusammen mit dem Naturforscher Gmelin in das

[681] Vgl ebd.
[682] Vgl. Zimmermann, Clemens: Reformen in der bäuerlichen Gesellschaft. Studien zum aufgeklärten Absolutismus in der Markgrafschaft Baden 1750 – 1790. Ostfildern 1983, S. 130.
[683] Vgl., Holenstein, Gute Polizey, S. 827.
[684] Da Ernst Ludwig Maler früh starb, konnte er als Fallbeispiel nicht weiter verfolgt werden.

Amt Sponheim[685] unternommen hatte. Angesichts dieser Reise betonte Volz, dass er hoffe, „jezo noch in meinen Vorbereitungs-Jahren recht oft dergleichen oeconomische Reisen durch das Land machen zu können“.[686] Die Praxis, durch das Reisen die lokalen ökonomischen Gegebenheiten innerhalb des Staates kennen zu lernen, war auch von den Lehrern der Kameral-Hohen-Schule immer wieder für wichtig befunden worden. Die Reisen und Exkursion innerhalb der Kurpfalz mit den Studierenden der Kameral-Hohen-Schule sollten verhindern, dass den studierten Staatswirten nur abstrakte kameralistische Wissensbestände zugeschrieben werden würden. Die Exkursionen sollten die Botschaft vermitteln, dass die studierten Staatswirte auch lokale ökonomische Gegebenheiten aus eigener Anschauung kannten. Volz übernahm somit diese Legitimierungsstrategie und unternahm deshalb ökonomische Reisen durch die badischen Ämter, um sich selbst konkretes Erfahrungswissen in Bezug auf die Markgrafschaft Baden zuschreiben zu können.[687] Die weiteren Ausführungen von Volz bestätigen diese argumentative Strategie:

> Wie oft verräth nur nicht eine Pflanze die Kultur und die Beschaffenheit des Landes, auf dem sie wächst. Wie wichtig ist es nicht für den Oekonom, dass er die schädlichen Pflanzen kenne, und an deren Stelle bessere zu bringen wisse? Wie unumgänglich wichtig ist es nicht für den Kammeralist, der überall Quellen zur Vermehrung des Staatsreichthums finden soll, daß er sich nicht blos auf der Oberfläche der Erde verweile, sondern ihr auch in das Innere nachgehe, ihre verborgenen Schätze aufsuche, und wenn es auch nur neue Steine und Kalke sind, sie nach ihrer Bestimmung zu bearbeiten und zu bewegen suchen.[688]

Volz orientierte sich an dieser Stelle am Idealtypus eines Ökonomen beziehungsweise eines Kameralisten, was sicherlich auch dazu diente, die eigenen Qualitäten in Anlehnung an diesen Idealtyp hervorzuheben. Ausgehend davon,

[685] Johann Friedrich Gmelin war Professor in Göttingen und unter anderem Mitglied der dortigen Akademie der Wissenschaften in der Klasse der Chemie und der Medizin. Vgl. dazu Krahnke, Holger: Die Mitglieder der Akademie der Wissenschaften zu Göttingen 1751-2001. Göttingen 2001, S. 93, S. 343 und S. 347.

[686] GLA 76/8130: Bericht von Volz an das Rentkammerkollegium, Karlsruhe 11. Januar 1781.

[687] Ebd.: Volz erwähnt, er habe 1780 bereits die Oberämter Karlsruhe und Durlach durchwandert und wolle sich im nun folgenden Sommer 1781 die Oberämter Pforzheim und Stein vornehmen.

[688] Ebd.

was ein Kameralist in Bezug auf die Finanzen und ein Ökonom in Bezug auf die Landwirtschaft idealerweise wissen sollte, deutete Volz implizit an, wie er als Ökonom nützliche Pflanzen anbauen und als Kameralist den Reichtum des Staates vermehren würde, denn er konnte sich durch sein Studium ja genau diese Wissensbestände zuschreiben. Volz erwähnte in diesem Zusammenhang in dem Bericht auch explizit seine botanischen, mineralogischen und chemischen Kenntnisse, die für seine Tätigkeit als Ökonom beziehungsweise als Kameralist hilfreich sein würde, was Plettenberg richtigerweise als einen Beleg dafür sieht, dass Volz auf sein Studium an der Kameral-Hohen-Schule hinweisen wollte.[689] Er nutzte den dortigen systematischen Studienverlauf, um seine Kenntnisse gegenüber dem badischen Rentkammerkollegium als besonders nützlich darzustellen. Dieser Strategie folgt auch seine nächste Anmerkung: „Und dann macht sich gegenwärtig das Sponheimische [Amt] durch die mancherlei Landes-Kultur-Verbesserungen, die mit herrschaftlichen Geldern unternommen werden, für die fürstliche Rentkammer äusserst wichtig, und wie mich dünkt, einer genauen Nachforschung, wie überhaupt gewirtschaftet werden, nicht ganz überflüssig".[690] Volz betonte also, dass die Reise nicht nur ihn persönlich zu einem nützlicheren zukünftigen Staatsbeamten machte. Dadurch, dass er sich selbst die Aufgabe auferlegte, zu überprüfen, ob sich die von der badischen Regierung initiierten ökonomischen Reformen vor Ort im Amt Sponheim als fruchtbar erwiesen hatten, machte er sein eigenes Handeln durch den Akt des Berichtschreibens staatsrelevant. Er konnte dabei erwarten, dass seine Einschätzung geteilt würde, denn die vom badischen Verwaltungsapparat initiierten Agrarreformen, also Kultivierungsmaßnahmen und der Bau von speziellen Höfen, waren kostenintensiv, weswegen die Behörden sie als riskant einschätzten.[691] Volz bot sich den Behörden also als ein Garant für die Risikominimierung an. Da in Baden die zentralen Verwaltungsinstanzen in ihren

[689] Ebd.
[690] Ebd.
[691] Vgl. Zimmermann, Reformen, S. 168.

Reformvorhaben auf eine reservierte Haltung der badischen Oberamtmänner stießen,[692] konnte Volz aus deren Sicht tatsächlich unmittelbar nützlich sein.

Die badische Rentkammer war mit den Reiseabsichten von Volz tatsächlich einverstanden, gab diesem aber als Aufgabe mit auf den Weg, „daß er bei dieser Gelegenheit seine besondere Aufmerksamkeit auf die Herrschafts-Gütter und Hofanlagen in dem Oberamt Linkenfeld, Amt Herrstein und Weiterburg richten, ihre dermalige Beschaffenheit und Kultur-Einrichtung genau prüfen und sich mit den betreffenden Stellen nach den ihm bekannten diesseitigen Grundsätzen aufs sorgfältigste berathen solle, wie diese Güther für die Zukunft zu Erreichung der vorgesetzen Zwecke zu behandeln seyen“.[693] Diese Anweisung belegt, dass Volz von der badischen Rentkammer als ein staatsrelevanter Akteur angesehen wurde. Sie nahm Volz nicht nur als einen symbolischen Akteur wahr, um die eigene Reformbereitschaft zu betonen, sondern sah dessen Kenntnisse als direkt anwendbar an und ging davon aus, dass sie dem Staat nützen würden. Volz sollte die landwirtschaftlichen Mustergüter im Amt Sponheim in Hinblick auf deren Wirtschaftlichkeit überprüfen und auch mit den lokalen administrativen Akteuren Kontakt aufnehmen. Offenbar nahm die badische Rentkammer an, dass Volz sogar in der Lage sei, sein Wissen vor Ort an diese lokalen Verwaltungsbeamten zu transferieren. Das bedeutet auch, dass die badische Rentkammer mehr Vertrauen in das theoretisch-kameralistische Wissen von Volz als in das praktische Erfahrungswissen der lokalen Verwaltungsakteure hatte. Auch der folgende Auftrag ist ein Beleg für dieses Vertrauen der badischen Rentkammer in die Fähigkeiten von Volz. Sie schrieb ihm, „daß er sich bemühen solle, die unter der Direktion des Amtskellers Goßweiler stehende technische Schulanstalt in ihrem kleinsten Detail kennen zu lernen, und sich dadurch unter Berathung mit dem Amtskeller Goßweiler in den Stand zu setzen, über deren Bestand, Nuzen, und die künftig dabei sowohl zur Sicherheit der Herrschafts-Vorschüsse als zur Befoerderung der Industrie bei den dortigen Unterthanen zu treffende

[692] Vgl. ebd., S. 169.
[693] GLA 76/8130: Badisches Rentkammerprotokoll, Karlsruhe 14. Juni 1788. Die in diesem Absatz folgenden Quellenzitate sind auch zum Teil bei Poller, Schicksal, S. 296-298, ohne weitere Analyse abgedruckt.

Maaßnahmen ausführliche Nachricht zu geben“.[694] Auch dieser von der badischen Rentkammer erteilte Auftrag ist ein Beleg dafür, dass das Wissen, das Volz zugeschrieben wurde, aus der Sicht der badischen Rentkammer unmittelbar nutzbar gemacht werden sollte, um die praktische Durchführung wirtschaftlicher Reformmaßnahmen durch lokale Amtsträger nach kameralistisch-wissenschaftlichen Kriterien zu überprüfen. Die badische Rentkammer erwähnte, dass das Ziel der in Goßweiler liegenden technischen Schulanstalt sowohl in der Vermehrung der landesherrlichen Einkünfte als auch in der allgemeinen Förderung der Industrie liege. Die Förderung der Industrie war eine aus der Sicht der Rentkammer staatsrelevante Maßnahme, deren Gelingen Volz beurteilen sollte. Ein weiterer Auftrag an Volz lautete, „daß er sich genau erkundigen solle, was durch den zu Schurfarbeiten in dortiger Gegend [Bad Hombach] angestellten Berg-Steiger Virth inzwischen geschehen seye“.[695] Volz fungierte also sogar als Montanexperte, was belegt, dass die badische Rentkammer ihm in allen Wissensfeldern des theoretisch-kameralistischen Wissens Expertise zutraute. Darüber hinaus beurteilte sie dieses Wissen offenbar dem praktisch-erfahrungsbasierten Wissen des genannten Steigers als überlegen. Der letzte Auftrag der Rentkammer, „daß er [Volz] von dem Amtsverwalter Koerber zu Winningen vernehmen solle, wie weit derselbe in den angefangenen Verhandlungen wegen des neuen Langmauer-Lehnbestands gekommen seye, auch von dem Lehngut selbst eine Localeinsicht nehmen, und den Befund anzeigen solle“, weist schließlich darauf hin, dass die Expertise von Volz von der Rentkammer genutzt wurde, um auf Basis seines Urteils eine politisch-ökonomische Entscheidung zu treffen.[696] Die badische Rentkammer stellte sich die Frage, wie sie mit dem genannten Bestandsgut umgehen sollte und benötigte eine rational-ökonomische Einschätzung von Volz, um auf dieser Basis eine geeignete politische Entscheidung zu treffen.

Die Karriere von Johann Christoph Volz im badischen Verwaltungsapparat führte ihn im weiteren Verlauf von der Position eines Kammerassesors, die ihm

[694] Ebd.
[695] Ebd.
[696] Ebd.

1788 übertragen wurde, über die Position eines Rentkammerrats, die er 1792 einnahm, schließlich 1801 zur Beförderung zum badischen Hofkammerrat und 1802 zum Beisitzer des „staatswirthschaftlichen Departements“.[697] Als Hofkammerrat wurde er von dem zu diesem Zeitpunkt als Pariser Gesandter fungierenden Kabinettsminister Sigismund von Reitzenstein gebeten, die von den Franzosen im Jahr 1796 geforderten Kriegskontributionen neu zu berechnen. In dieser Situation stellte Volz bei der Durchsicht der Rechnungen fest, dass bestimmte Posten versehentlich doppelt berechnet worden waren. Außerdem sah er sich veranlasst, die „Contributions-Naturalien nur in denjenigen Preisen, in welchen solche durch die damals aufgestellt gewesenen Lieferanten nach den mit ihnen getroffenen Accorden zur Ablieferung wären übernommen worden“, zu berechnen.[698] Volz erkannte also einen Fehler in der Kontributionsberechnung. Die Transaktion der Kontributionen in Naturalien habe zu einem Zeitpunkt stattgefunden, an dem die Preise im Vergleich zur Berechnungsgrundlage wesentlich niedriger gewesen seien. Volz stellte die Vermutung auf, dass die bis 1795 „angenommenen hohen Naturalien-Preise, die zur Zeit der Occupation dieser Lande vom kaiserlichen und königlichen preußischen Truppen courriert haben, für die folgenden Jahre unter veränderten Umständen nicht beibehalten, sondern mindere Preise, wie solche den Zeit-Umständen angemessen geschienen haben, dabei zum Grund gelegt worden sind“.[699] Durch sein Wissen über Preisfunktionen und Preisschwankungen konnte Volz also in der konkreten Situation eine Senkung der zu leistenden Kontributionszahlungen begründen, womit sein Handeln für den badischen Staat unmittelbar finanziell nützlich war. Außerdem stellte Volz die Vermutung auf, dass die Armeen ihre Lieferungen in den badischen Landsteilen „um die theuersten Preise anschaffen mussten, erpresst worden, gegen denjenigen, die bei der Ablieferung in der französischen Magazinen in den geordneten Wegen statt gefunden hätte, auf die unter diesem verschiedenen Verhältnissen sich notwendig veränderten kostenden Preise in Anrechnung

[697] Vgl. ebd.: Badisches Geheimratsprotokoll, Karlsruhe 28. Dezember 1802.
[698] GLA 233/1140: Gutachten von Volz, Karlsruhe 16. Januar 1802.
[699] Ebd.

gebracht werden dürften".[700] Volz brachte demnach neben den Preisschwankungen auch erhöhte Transaktionskosten ins Spiel, die durch eine verzerrte Marktsituation entstanden seien. Auch hier diente die Argumentationsstrategie von Volz in Bezug auf das Zustandekommen von Preisen unmittelbar den Interessen des badischen Staates, der auf dieser Basis Rückforderungen stellen konnte. Außerdem seien „die jeweiligen Verwendungen von dem Renten-Ertrag zur Verbesserung der Landes-Cultur, der Abgang bei Speicherung der Naturalien, die Kosten für neue Bauwiesen ohnberücksichtigt geblieben".[701] Das heißt, Volz brachte abschließend sogar noch verpasste Einnahmen durch Investitionen in die gesamtwirtschaftliche Entwicklung ins Spiel, die ihrerseits bei der Neuberechnung der Kriegskontributionen mitberücksichtigt werden müssten. Volz argumentierte folglich auch mit der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung in Baden, deren Potential durch die fehlenden Investitionsmöglichkeiten nicht ausgeschöpft sei, und leitete daraus eine zusätzliche Reduktion der Kontributionen ab. Die auf Wissen über Preismechanismen basierende Argumentation, die Volz anwendete, erfüllte in der praktischen Verwendung genau die Funktion, die dem badischen Staat in der gegebenen Situation nützlich war. Das Wissen über Preismechanismen, das in den von Volz hier angewandten Praktiken durchscheint, weist unabhängig davon, woher es kam, ihn als einen Akteur aus, der gemäß rational-ökonomischer Kriterien handelte.

Als zweites Fallbeispiel dafür, dass der badische Verwaltungsapparat die wirtschaftspolitische Expertise der Absolventen der Kameral-Hohen-Schule als staatsrelevant erachtete, kann August von Boeckh angeführt werden, der sich im Jahr 1800 an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule immatrikuliert hatte, ab 1803 als Steuerexperte im badischen Finanzrat Karriere machte und im Jahr 1828 sogar badischer Finanzminister wurde.[702] Boeckh erhielt, wie fast zwanzig Jahre vorher Volz, für sein Studium ein Stipendium der badischen Rentkammer, wofür er allerdings auch laufend über seinen Studienverlauf Rechenschaft ablegen musste.

[700] Ebd.
[701] Ebd.
[702] Vgl. Poller, Schickals, S. 73-75.

Am 8. Januar 1800 schrieb er dem Rentkammerrat Junker: „In dem abgewichenen Sommerhalbjahr habe ich die Vorlesungen über Landwirtschaft, Forstwirthschaft und Technologie gehört“.[703] Junker antwortete Boeckh, dass das badische Kirchenratskollegium zwar zur Zeit keinen Fonds zu dessen Unterstützung habe, dass die badische Rentkammer aber bestrebt sei, Boeckhs Studium weiterhin finanziell zu fördern. Das allerdings nur unter der Voraussetzung, dass Boeckh ihr kommuniziere, „was für Collegien Sie in Jena und Heidelberg bisher gehört haben und welche Sie in dem nächsten Jahr noch hören wollen“.[704] Zwar ergab sich aus einer finanziellen Unterstützung der badischen Rentkammer logischerweise der Wunsch, die Verwendung der Geldmittel zu überprüfen. Dennoch fällt auf, dass die badische Rentkammer anscheinend nicht nur wissen wollte, ob das Studium erfolgreich verlief, sondern auch inhaltlich daran interessiert war. Es ging der Rentkammer also darum, zu wissen, in welchen spezifischen Bereichen aus dem gelehrt-kameralistischen Wissensfeld sich Boeckh Kenntnisse aneignete. Boeckh antwortete auf Junkers Frage: „In der Mathematik habe ich dieses Jahr halbweis die Anwendliche durchgegangen“ und in „diesem Sommerhalbjahr die höhere Mechanik, in Naturwissenschaft aber die Hydromechanik“. Aber die „Vieharzneykunde“ habe er noch nicht gehört, da diese erst „in Verbindung mit der Landwirthschaft vorgetragen wird“.[705] Boeckh reagierte so auf Junkers Frage, weil er wusste, dass es der badischen Rentkammer wichtig war, im Detail zu erfahren, welche Wissensbestände er sich in den Vorlesungen der Staatswirtschafts-Hohen-Schule aneignete. Der badische Rentkammerrat Junker stellte auf diese Darstellung von Boeckh fest, dass ein „Theil der Collegien, welche Sie in dem 3. Jahr noch hören wollen […] für Ihre Bestimmung überflüssig [seien]“, denn „die übrigen Kenntnisse könnten Sie sich hier erlernen“. Welche Kollegien das genau waren, führte Junker weiter aus:

> Zu den ersten [also denen, die für Boeckh überflüssig seien] rechnet man: Das Regierungsprivatrecht, das Staatsrecht, die Politik, die Bergwerkswissenschaft,

[703] GLA 69/3: Brief von Boeckh an den badischen Rentkammerrat Junker, Heidelberg 8. Januar 1800.
[704] Ebd.: Brief des badischen Rentkammerrats Junker an Boeckh, Karlsruhe 4. April 1801.
[705] Ebd.: Brief von Boeckh an Junker, Heidelberg 17. April 1801.

> welche blos theoretisch gelesen werden kann; zu der zweyten Gattung [also denen, die Boeckh in der badischen Verwaltungspraxis besser erlernen] kann die Baukunst, die Statistik und die Staatsgeschäfte. Handlungswissenschaft würde vielleicht auszunehmen seyen, allein was werden sie im Collegio darüber hören? Selbst in Göttingen soll dieses Collegium nicht viel seyn. Blose Theorie lässt sich aus Büsch, May und anderen Schriften durch eigenes Studium lernen usw. Man glaubt daher, Sie könnten alle Collegien dieses dritten Jahres vollkommen entbehren.[706]

Auffallend ist, wie zielgerichtet Junker das Studium von Boeckh zu lenken versuchte und wie detailliert er sich offenbar mit den Inhalten des staatswirtschaftlichen Studiums in Heidelberg auseinandergesetzt hatte. Junker sah sich in der Lage, die dortigen Studieninhalte in Hinblick darauf, ob sie dem späteren Verwaltungsbeamten Boeckh dienen könnten, in Frage zu stellen. Ein Teil der vermittelten Kenntnisse sei für die voraussichtliche Verwendung des Absolventen irrelevant. Das zeigt, dass der badische Verwaltungsapparat wirklich bestrebt war, dass ‚seine' Studierenden an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule nur staatsrelevantes Wissen vermittelt bekommen sollten. Alles, was für den Verwendungszweck des Absolventen nicht nützlich war, konnte somit ausgelassen werden. Indem Junker aussagte, dass Baukunst, Statistik und Staatsgeschäfte als Wissensfelder sowieso nur in der praktisch-erfahrungsbasierten Arbeit vermittelt werden könnten, delegitimierte Junker sie als theoretisch-kameralistische Wissensfelder und erklärte sie für das Studium als obsolet. Auch hier ging Junker wieder von der maximal möglichen Nützlichkeit des Absolventen Boeckh aus, indem er die Überzeugung formulierte, dass das Studium dieser speziellen Wissensfelder überhaupt kein nützliches Wissen vermitteln könne. Das passt dazu, dass Junker zu dem Zeitpunkt, als die staatliche Kameralausbildung im Verwaltungsapparat des Großherzogtums Baden etabliert werden sollte, dafür plädiert hatte, dass die angehenden Staatswirte vor ihrem Studium ein Kammerpraktikum zu machen hatten.[707] Auch in der Kommunikation mit Boeckh machte Junker deutlich, dass er es für wichtiger hielt, dass die Kandidaten durch die Verwaltungspraxis selbst die Kenntnisse erlernten, die für ihre späteren Ämter

[706] Ebd., Brief von Junker an Boeckh, Karlsruhe 28. April 1801.
[707] Vgl. Wunder, Die badische Beamtenschaft, S. 294.

als notwendig angesehen wurden. Die Vermittlung theoretisch-reflexiver Wissensbestände interessierte Junker dagegen nicht.

Am 10. Oktober 1802 bat „Boeckh, der Cameral-Wissenschaften beflissen", den zweiten, staatswirtschaftlichen Senat des badischen Hofratskollegiums in Mannheim[708] um seine Zulassung zum Examen für den Staatsdienst.[709] Zur Durchführung dieser Examensprüfung wurden Boeckh vier Fragen zugesandt, die dieser schriftlich zu beantworten und nach Karlsruhe zurückzusenden hatte. Diese Fragen, die Boeckh als Examensprüfung zugesandt wurden, sind ein Beleg dafür, welches Wissen man von Seiten des badischen Verwaltungsapparats von einem studierten Staatswirt erwartete. Die Prüfungsfragen lauten:

> 1. Welche Aufklärungen über landwirthschaftliche Gegenstände haben wir der neueren Chemie zu verdanken
>
> 2. Sind in einem Agricultur-Staat landesherrliche Gesetze gegen eigenmächtige Cultur-Veränderungen nötig und nützlich?
>
> 3. Was für Folgen entstehen für einen Staat, der aus den Prinzipien regiert wird, keine auswärtigen Manufakturen und Fabriken Waaren in denselben einführen zu lassen, sondern alle diese Waaren, selbst durch die inländische Gewerbe zu verfertigen, auch die dazu erforderliche rohen Stoffe im Lande, so gut es Boden und Clima verstatten, selbst zu gewinnen?
>
> 4. Wenn man die Staats-Abgaben von der produktiven- sowohl als von der verarbeitenden Volksklassen eines Landes erheben will: Wie ist zwischen beiden Classen ein gerechtes Verhältnis ihren beiderseitigen Abgaben zu finden, wie viel soll nehmlich von der einen und wieviel von der anderen Klassen erhoben werden, und wie wäre insbesondere der Erwerb der Leztern zu erforschen?[710]

An den Fragen fällt auf, dass sie in ihrer konzeptionellen Anlage tatsächlich auf das absolvierte Studium an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule zugeschnitten waren. Die erste Frage des zweiten Senats des badischen Hofratskollegiums zeigt, dass die

[708] Die beiden Senate des badischen Hofratskollegiums wurde 1804 in ein „staatsrechtliches" und in ein „staatswirtschaftliches" Departement getrennt, um die „Geschäfts-Gränzen" der beiden Senate genauer zu bestimmen. Vgl. GLA 233/549, Reskript, Mannheim 28. September 1804.

[709] GLA 69/12: Brief von Boeckh an den zweiten Senat des badischen Hofratskollegiums, Mannheim 10. Oktober 1802.

[710] Ebd.: Prüfungsfragen des zweiten Senats des badischen Hofratskollegiums, Mannheim 16. Oktober 1802.

Verbindung zwischen naturkundlichen und landwirtschaftlichen Kenntnissen, die die gelehrten Akteure als Grundlage des Studiums an der Kameral-Hohen-Schule entworfen und in die von ihnen konzipierte Strukturierung des Studiums integriert hatten, bei dem Examen als Prüfungsfrage verwendet wurde. Ein Teilfeld des theoretisch-kameralistischen Wissens wurde durch diese Frage also ohne direkten Anwendungsbezug überprüft. Die zweite Frage zielte auf die staatliche Gesetzgebung zur Landwirtschaft ab und sollte wohl Boeckhs Fähigkeit im gesetzgeberischen Handeln in der Landwirtschaft prüfen. Auch dabei handelt es sich um eine Frage, die direkt die im Studium erworbenen Kenntnisse von Boeckh abfragte, hier die theoretischen Kenntnisse in Bezug auf die optimale Gesetzgebung in der Landwirtschaft. Die dritte Prüfungsfrage entfernte sich von dem Fokus auf den Wirtschaftssektor der Landwirtschaft und fragte eher das eigentliche staatswirtschaftliche Wissen des Absolventen Boeckh ab. Auch diese Frage bezog sich auf die im Studium erworbenen Kenntnisse. Die Frage danach, ob es sinnvoll sei, statt dem Import von Produktionsgütern einheimische Produktionsstätten zu bevorzugen, korrespondiert mit einer Problematik, die auch in den staatswirtschaftlichen Lehrbüchern zu finden ist. Das Hofratskollegiums formulierte diese Frage vermutlich, weil es wissen wollte, welche wirtschaftspolitischen Maßnahmen Boeckh treffen würde, wenn dieser tatsächlich in eine Amtsfunktion kommen sollte, in der er eine entsprechende Entscheidung fällen müsste. Das gilt auch für die vierte Frage nach der richtigen Steuererhebung in Bezug auf die Steuersubjekte im jeweiligen gewerblichen Wirtschaftszweig. Auch hier musste Boeckh im Hinblick auf die gesamtwirtschaftlichen Bedingungen in einem Staat argumentieren – natürlich nur als Simulation in einer Prüfungssituation. Der Bezug zu den staatswirtschaftlichen Lehrinhalten in Heidelberg ist in allen vier Fragen gegeben, sie bezogen sich nicht auf praktisch erworbene Amtsroutinen. Es ist zwar kein schriftlich festgehaltener Erwartungshorizont der Prüfer überliefert, aber die Fragen deuten zumindest den normativen Rahmen an, den der badische Verwaltungsapparat anlegte. Die Fragen belegen, dass das kameralistische Wissen, das im staatswirtschaftlichen Studium in Heidelberg erworben werden konnte, aus der Sicht des badischen Verwaltungsapparats so relevant war, dass er es zum Prüfungsgegenstand eines

kameralistischen Staatsexamens machte. Es ist davon auszugehen, dass es bei den Fragen tatsächlich nur eine aus der Sicht der Fragenden korrekte Antwort gab (zum Beispiel bei Frage drei, dass die Warenverarbeitung im Inland erfolgen sollte, denn die Theorie des komparativen Kostenvorteils war noch nicht bekannt), sodass Boeckh auch keinen besonders großen Freiraum bei der Beantwortung hatte. Es ging bei der Prüfung vor allem darum, das staatswirtschaftliche Wissen von Boeckh in allen seinen Teilbereichen zu prüfen, um sicherzustellen, dass dieser die Kenntnisse besaß, die notwendig waren, damit er als späterer Verwaltungsbeamter für die staatliche Wirtschaftsentwicklung nützlich sein würde. Boeckh wurde im Jahr 1803 zum besoldeten Hofratsassessor ernannt. Er beschäftigte sich im Jahr 1807 als bereits etablierter Verwaltungsbeamter persönlich mit der Frage, ob die studierten Staatswirte nach dem Studium ein Pflichtpraktikum absolvieren sollten. Er war vom Finanzdepartement des Geheimen Rates in diesem Zusammenhang um eine Einschätzung darüber gebeten worden, ob studierte Staatswirte sich nach ihrem Studium noch Praxiskenntnisse in einem Oberamt, einer Rezeptur oder in einer Kanzlei aneignen sollten.[711] Boeckh war, so schreibt der Historiker Bernd Wunder, dabei zu dem Schluss gekommen, dass nur diejenigen, die als höhere Beamte Karriere machen wollten, ein wissenschaftliches Studium bräuchten, dass aber sowohl diese Kandidaten als auch das schreibende Hilfspersonal Praxiserfahrung sammeln müssten.[712] Im Jahr 1810 wurden die studierten Staatswirte den Juristen durch die formale Verpflichtung auf ein zweijähriges Praktikum gleichgestellt, bevor Mitte des 19. Jahrhunderts Kameralbeamte für den badischen Staatsdienst völlig irrelevant wurden, da nun technisch geschulte Studienabsolventen aus land- und forstwirtschaftlichen Lehranstalten zur Verfügung standen, die sich als geeigneter erwiesen.[713]

Studierte Staatswirte wie Boeckh und Volz belegen als Fallbeispiele, dass sowohl die Wissensbestände der studierten Staatswirte, die im ausgehenden

[711] Vgl. Wunder, Die badische Beamtenschaft, S. 294.
[712] Vgl. ebd., S. 294f. Bernd Wunder weist darauf hin, dass damit Skribenten und Akademiker gleichgestellt wurden.
[713] Vgl. ebd., S. 296.

Ancien Régime in der Kurpfalz entworfen worden waren, als auch die kurpfälzischen studierten Staatswirte selbst die Kontinuität der Staatsrelevanz des staatswirtschaftlichen Studiums in Form eines Wissenstransfers gewährleisten konnten, wenn der externe Verwaltungsapparat reforminteressiert war. Der badische Verwaltungsapparat zeigte zu Beginn des 19. Jahrhunderts genau diese Aufgeschlossenheit und hatte insbesondere in die theoretisch-kameralistischen Wissensbestände Vertrauen, durch die sich die Absolventen der Kameral-Hohen-Schule auszeichneten. Die etablierten Akteure des badischen Verwaltungsapparats hatten sich darüber hinaus mit den Inhalten und der Konzeption des kameralistischen Studiums in der Kurpfalz auseinandergesetzt und versuchten, die dortige spezielle Wissenskultur nutzbar zu machen, weswegen Volz zusätzlich als Fachspezialist für alle Wirtschaftssektoren eingesetzt wurde. Allerdings zeigt die Argumentation des Rentkammerrats Junker ebenso, dass die badische Verwaltung praktisch erworbene Amtsroutine für den wichtigsten Bestandteil in der Ausbildung von Kameralbeamten hielt und dass das kameralistische Studium in dieser Hinsicht nur einen Vorlauf bildete.

3.6. Zwischenfazit

Die gewonnenen Ergebnisse leisten nicht nur einen Beitrag zur Landesgeschichte des Südwestens, sondern erweitern auch die kulturalistisch vorgehende Verwaltungsgeschichte. Zwar konnte als bekannt vorausgesetzt werden, dass studierte Staatswirte tatsächlich in Verwaltungsämter kamen und anhand der vorhandenen prosopographischen Studien sind auch deren Amtspositionen nachprüfbar. Es war aber weitgehend unbekannt, was die studierten Staatswirte in den Verwaltungsämtern, die sie einnahmen, konkret taten. Dieses Forschungsdesiderat konnte dadurch behoben werden, dass die studierten Staatswirte in ihrem Verwaltungshandeln untersucht wurden. Indem die Handlungen der studierten Staatswirte sowie die Strategien, mit denen sie ihre

Handlungen legitimierten, in den Blick genommen wurden, konnte festgestellt werden, dass theroretisch-kameralistische Wissensbestände handlungsleitende und handlungsrechtfertigende Funktionen einnahmen, ihnen aber auch konkurrierende Wissensordnungen wie lokales Erfahrungswissen dienen konnten. Dass es solche Zirkulationsprozesse gab, ist bis jetzt nur für Mitglieder Ökonomischer Gesellschaften, die als externe „Experten" die Verwaltungsapparate berieten, oder an Bauern, die neue landwirtschaftliche Praktiken für die Verwaltungen evaluierten, anhand von Fallbeispielen untersucht worden.[714] Die vorliegende Arbeit hat erstmals unter der Prämisse, dass sich übergreifende Wissenskulturen in vergleichbaren Verwaltungspraktiken manifestieren, eine Akteursgruppe in den Blick genommen, die sich mit den ökonomischen Wissensbeständen zu der Zeit in der Form eines Studiums auseinandergesetzt hatten, als dieses Wissen sich im Übergangsstadium vom präprofessionellen Expertenwissen zum professionellen Fachwissen befand.

Dass sich das gelehrte ökonomische Wissen, das die studierten Staatswirte in die Verwaltungspraxis trugen, in diesem Übergangsstadium befand, zeigte sich unter anderem darin, dass diese als Verwaltungsbeamte in den einzelnen Wirtschaftssektoren tätig wurden, wo sie unmittelbare Nützlichkeit entfalten sollten, indem sie die Ressourcenausbeute erhöhten. Im Sektor der Forstwirtschaft kamen nicht nur die meisten studierten Staatswirte im deutschen Südwesten nach ihrem Studium in Amtspositionen. Ihre Praktiken erwiesen sich in diesem Sektor darüber hinaus auch am nützlichsten für die Ziele des staatlichen Verwaltungsapparats im ausgehenden Ancien Régime. Das lag daran, dass die südwestdeutschen Wälder größtenteils Staatsbesitz waren und die Verwaltungsapparate einen Bedarf an Personal hatten, das über forstwirtschaftliche Kenntnisse verfügte. Genau diese Kenntnisse versprachen die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule in der Kurpfalz, aber auch die Forstlehrer der Hohen-Karlsschule in Stuttgart und des Lehrstuhls für Forstwissenschaften in Tübingen zu vermitteln. Die untersuchten Fallbeispiele der studierten Forstwirte erfüllten dieses Versprechen: Die analysierten Praktiken der forstwirtschaftlichen

[714] Vgl. Dauser, ‚Experten-Kulturen', S. 43f.

Akteure belegen, dass diese in ihren Verwaltungspositionen Träger jenes forstwirtschaftlichen Wissens waren, das den studierten Staatswirten in den Lehrinstitutionen des deutschen Südwestens vermittelt wurde. Die Handlungen des Akteurs Konrad Theodor Rettig basierten auf den kartographischen Erfassungen der Kameralwälder in den Oberämtern Lautern und Lauterecken. Rettig handelte auf Basis der Forstwirtschaftstabellen, die für seine Praktiken notwendig waren, um exakte Ertragsprognosen zu entwerfen, die dem Realaugenschein entsprachen. Durch seine Praktiken inszenierte er sich als rationaler Forstwirt, der der kurpfälzischen Hofkammer langfristige Erträge versprechen konnte. Sein Akteurshandeln belegt, dass sich bereits die Väter der studierten Staatswirte als kameralistisch denkende und handelnde Forstwirte verstanden. Sein Sohn Franz Daniel Rettig stellte sich durch sein forstwirtschaftliches Handeln zwar in die gleiche Tradition des kameralistisch geprägten forstwirtschaftlichen Handelns, verwies aber gleichzeitig auch explizit auf seine biologisch-chemischen Wissensbestände. Rettig junior legitimierte sein Verwaltungshandeln explizit mit dem Verweis auf das Staatswohl, allerdings hatte es den realen Effekt, dass den lokalen Bevölkerungsgruppen die Waldnutzung nicht gestattet wurde. Viktor Jägerschmid, ebenfalls als Akteursfallbeispiel herangezogen, konnte als Forstmeister durch seine forstwirtschaftlichen Praktiken gewährleisten, dass die Stadt Gernsbach kurzfristig finanzielle Einnahmen zur Kriegsschuldentilgung erzielen konnte, ohne dabei forstwirtschaftliche Praktiken grundlegend zu verändern. Das Akteursfallbeispiel Ludwig Glöckle, der als Commissaire die Forstnutzung in einem Bezirk des Departements Mont-Tonnerre kontrollierte, berichtete die Vorfälle, die aus der Sicht des Departements die Forstwirtschaft schädigten. Im Wirtschaftssektor der Landwirtschaft stimmen die Praktiken der studierten Staatswirte darin überein, dass sie sich im Zeitraum der kommerzialisierten Subsistzenökonomie bewegten. Wie das Fallbeispiel Nikolas Stengel am Beispiel der Aufhebung der Brache in der Stadt Wiesloch gezeigt hat, waren sie mit den Überresten der Agrarverfassung konfrontiert, wobei Stengel sich zunächst für die Beibehaltung der Brache für die Schafweide einsetzte, um die städtischen Einnahmen aus den Schafbeständen nicht zu verlieren. Die studierten Staatswirte konnten nur indirekt auf die Landwirtschaft einwirken, indem sie wie

der Gefällverwalter Philipp von Hertling an der Marktpreisentwicklung der versteigerten landwirtschaftlichen Produkte teilnahmen. Der Akteur Köster, der dem Département du Mont-Tonnerre vorschlug, ein landwirtschaftliches Lehrinstitut zu errichten, ist ein Beleg dafür, dass sich in der Akteurswahrnehmung die Landwirtschaft bereits zu einem produzierenden Gewerbe entwickelt hatte, das von privatwirtschaftlich handelnden Akteuren betrieben werden sollte. Im Bergbau hat das Fallbeispiel Johann Daniel Weber deutlich gemacht, dass dieser als Akteur nicht in der Lage war, sich durch seine Handlungen als Montanexperte zu legitimieren und sich gegenüber dem impliziten Erfahrungswissen der Bergsteiger zu profilieren. Auch die Statistik als Wissensfeld zwischen gelehrter Universitätsstatistik und administrativer Statistik konnte von den studierten Staatswirten nutzbar gemacht werden, wovon Karl Theodor von Hackes Handeln ein Beispiel gegeben hat, der die vorhandenen Daten zur Bevölkerungsdichte und zu Bevölkerungszahlen nutzte, um für die Territorial-Ausgleichsverhandlungen die aus seiner Sicht rationalsten Forderungen für das Großherzogtum Baden zu entwickeln. Dass die studierten Staatswirte neben den ressourcenbezogenen Wissensfeldern auch als wirtschaftspolitische Experten für das ganze Territorium wahrgenommen wurden, belegen die Fallbeispiele der Akteure Volz und Boeckh. Sie inszenierten sich durch ihre Handlungen als Staatswirte, die das gesamtwirtschaftliche Wachstum des Staates zu befördern wussten. Die Handlungserwartungen, die die Zentralbehörden des badischen Verwaltungsapparats im Gegenzug an diese Akteure kommunizierten, lassen den Schluss zu, dass dieser den studierten Staatswirten tatsächlich auch die Fähigkeit zuschrieb, potentiell in allen Wirtschaftssektoren nützlich zu sein, wobei gerade die Aussagen des Rentkammerrats Junker gegenüber dem Studierenden Boeckh verdeutlichen, dass dem badischen Staat praktische, in der Amtsroutine erworbene Kenntnisse im Vergleich relevanter erschienen als das Studium an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule.

Die Untersuchung der Praktiken der studierten Staatswirte im Südwesten im ausgehenden Ancien Régime hat deutlich gemacht, dass diese unabhängig davon, in welchem wirtschaftlichen Kontext sie handelten, als Teil einer

übergeordneten kameralistischen Wissenskultur geprägt waren. Diese Wissenskultur lag ihrem Verwaltungshandeln zugrunde. Auch wenn dem Historiker Keith Tribe darin zuzustimmen ist, dass der Kameralismus als Universitätsdisziplin sowohl im deutschen Südwesten als auch an allen anderen Standorten im Reich zu keinem Zeitpunkt ein Alleinstellungsmerkmal in der Ausbildung von Kameralbeamten beanspruchen konnte, da die juristische Universitätsausbildung und die Adjunktion bestehen blieben, ist seine Vermutung, dass selbst die seinerzeit so berühmte Kameral-Hohe-Schule keine wirksamen Absolventen hervorgebracht habe, grundlegend zu hinterfragen.[715] ‚Wirkung' ist ein für die historische Analyse sehr problematischer Begriff, da er nur das für relevant erklärt, was sich in einer teleologischen Betrachtung zu höheren Entwicklungsschritten hin verfolgen lässt. Die wirtschaftspolitischen Praktiken der studierten Staatswirte hatten einfach kontingente Auswirkungen und waren deswegen nicht strukturbildend, was aber nicht bedeutet, dass sie in ihrer Zeit nicht konkrete Auswirkungen auf andere Akteure oder Akteursgruppen hatten. Langfristige Wirkungen im Sinne einer Beeinflussung der Land-, Forst oder der gesamtstaatlichen Wirtschaft können den studierten Staatswirten alles in allem nicht ausschließlich zugeschrieben werden, aber sie beteiligten sich an Veränderungen in den Wirtschaftssektoren, die mit den Begriffen Rationalisierung und Kommerzialisierung beschrieben werden können. Aber dass die studierten Staatswirte als Verwaltungsakteure über wirtschaftspolitische Handlungsspielräume verfügten und diese auch auszunutzen versuchten, hat diese Arbeit deutlich gemacht und damit gezeigt, dass die studierten Staatswirte als historische Akteursgruppe eine größere Beachtung verdienen, als sie bis jetzt im Rahmen von prosopographischen Forschungsarbeiten erhalten haben. Sie sind nicht nur als Einzelakteure relevant, sondern weisen in ihrem Verwaltungshandeln übergreifende Logiken auf. Ein zentrales übergreifendes Merkmal in den Handlungslegitimationen der studierten Staatswirte sticht hervor: Sie legitimierten ihre Handlungen übergreifend damit, dass sie implizit oder explizit auf die Rationalität der kameralistischen Wissensbestände verwiesen, auch wenn sie

[715] Vgl. Tribe, Governing economy, S. 40f.

dabei keine konkreten Autoren- oder Werkreferenzen nannten, auf die sie sich bezogen. Sie versuchten aber auch, sich als Träger von praktischem Erfahrungswissen, das die Kenntnisse der lokalen ökonomischen Bedingungen miteinschloss, zu inszenieren. Sie waren somit bestrebt, das Defizit auszugleichen, dass die kameralistischen Wissensbestände abstrakt und deduktiv funktionierten. In der Verwaltungspraxis erwies es sich für sie als hilfreich, auf die eigene Erfahrung zu verweisen, um ihre wirtschaftspolitischen Maßnahmen zu legitimieren.

4. Fazit

Konkretes menschliches wirtschaftliches Handeln unterscheidet sich fundamental von dem, was wirtschaftswissenschaftliche Modelle vorhersagen. Die offensichtliche Ferne der Wirtschaftswissenschaften zur Wirklichkeit der Wirtschaftsakteure selbst ist auch der zentrale Kritikpunkt der Mitglieder des ‚Netzwerks Plurale Ökonomik'. Sie prangern den Autismus der mathematischen Modelle in den Wirtschaftswissenschaften an und fordern mehr gesellschaftlichen Bezug in der Lehre. Historisch betrachtet ist diese Kritik in doppelter Hinsicht durchaus zutreffend: Zum einen griffen Wirtschaftsakteure im Laufe der Geschichte auf die in ihrer Zeit verfügbaren theoretisch-ökonomischen Wissensbestände zurück, die sich von dem Modell des ‚homo oeconomicus' fundamental unterschieden, sodass ihr wirtschaftliches Handeln ganz anderen Leitbildern unterlag. Außerdem handelten Wirtschaftsakteure in der Vergangenheit wie in der Gegenwart fast nie so, wie es in ökonomischen Theorien vorausgesagt wurde und wird. Wirtschaftliche Praktiken sind nicht durch theoretisch-ökonomische Konzeptionen determiniert, stattdessen machen die Akteure sie von ihrem Handlungskontext abhängig. Akteurszentrierte methodische Herangehensweisen können dagegen aufzeigen, dass wirtschaftliches Handeln durch abstrakte Modelle nur idealisiert wiedergegeben werden kann. Die vorliegende Arbeit hat diese Gedanken aufgegriffen und das wirtschaftliche Handeln der studierten Staatswirte im Südwesten im ausgehenden Ancien Régime untersucht. Zur Analyse kam einerseits, wie die Staatswirte als Wirtschaftsakteure konstruiert und legitimiert wurden, welche ökonomischen Wissensbestände ihnen dabei zugeschrieben wurden, und andererseits, wie sie ihr tatsächliches wirtschaftliches Handeln gegenüber diesen Konzeptionen vollzogen. Das folgende Fazit gliedert sich nach den zwei zentralen Ergebnissen der Arbeit, die zum einen die Wissenskultur und zum anderen das Verwaltungshandeln der studierten Staatswirte betreffen.

Die Begriffe ‚Wissen' und ‚Verwalten' hatten für die Analyse programmatische Bedeutung: Ausgangspunkt der Analyse waren die Thesen, dass

es eine übergreifende Wissenskultur der studierten Staatswirte gab und dass die studierten Staatswirte spezielle wirtschaftspolitische Praktiken in ihrem Verwaltungshandeln vollzogen, die damit zu erklären sind, dass sie ihr Handeln in den übergreifenden Sinnzusammenhang des theoretisch-kameralistischen Wissens stellten. Im Kontext einer von den Landesherren, den Verwaltungsapparaten und von gelehrten ökonomischen Aufklärern angestrebten ökonomischen und bürokratischen Effizienzsteigerung entstanden im Südwesten in den 1770er-Jahren spezielle Hohe-Schulen. Diese sollten ausschließlich Studienabsolventen hervorbringen, die für den Staat nützliches Wissen besaßen und auf Basis dieses Wissens aus den Verwaltungsapparaten heraus Reformmaßnahmen anstoßen konnten. Diese Institutionen, also die kurpfälzische Kameral-Hohe-Schule und die Fakultät für Ökonomie und Camerale der württembergischen Hohen-Karlsschule, sind der geschichtswissenschaftlichen Forschung zwar bekannt, aber es lag bis heute keine Arbeit darüber vor, welche Erwartungen an die neuen Absolventen dieser Hohen-Schulen konkret gestellt wurden. Außerdem war bis jetzt unbekannt, wie und warum die Absolventen in ihren späteren Amtspositionen so handelten, wie sie handelten und in welchem Verhältnis die Erwartungen einerseits und die Handlungen andererseits zueinander standen. Die vorliegende Arbeit hat erstmals anhand von Fallbeispielen die Aushandlungsprozesse und die Verwaltungspraktiken der sogenannten studierten Staatswirte im deutschen Südwesten untersucht, die ein entsprechendes Studium absolviert hatten und danach als staatliche Akteure im Verwaltungsapparat tätig wurden. Zwei zentrale Ergebnisse hat die Analyse geliefert:

1. Die studierten Staatswirte waren zwar Teil einer übergreifenden Wissenskultur, die konkrete Ausprägung der Wissenskultur unterschied sich aber und war standortabhängig. Das lag daran, dass die studierten Staatswirte legitimiert werden mussten. Da die Legitimation der Staatswirte zwischen denen, die sie an den ökonomischen Lehrstühlen, Fakultäten oder Instituten ausbildeten, und den administrativen Akteuren des Territoriums, in dem sich die Lehrinstitution befand, ausgehandelt wurde, entstanden in Württemberg und in der Kurpfalz jeweils andere Konzeptionen dieses neuen Absolvententyps.

2. Die studierten Staatswirte richteten ihr Handeln nach dem Idealbild des „well-ordered police-state“[716] aus und begründeten es damit, dass es deswegen nützlich sein werde, weil es rationalen ökonomischen Kriterien folge und wirtschaftliches Wachstum ermöglichen werde. Ihr Handeln selbst widersprach aber diesem Ideal, und auch das Ideal selbst ist kritisch zu sehen.

Das erste Ergebnis, nach dem durch die ökonomischen Lehrstühle, Fakultäten und Hohen-Schulen, die in den 1770er-Jahren gegründet worden waren, zwar eine übergreifende Wissenskultur hervorgebracht wurde und die Studienabsolventen Träger ihrer Wissensbestände waren, die Ausprägung dieser Wissenskultur aber standortabhängig war, lässt sich auf einen Grund zurückführen, der zunächst banal erscheinen mag: Die Ausprägung der konkreten Wissenskultur unterschied sich je nach Standort, weil die studierten Staatswirte unter unterschiedlichen Bedingungen von unterschiedlichen Akteuren konzipiert wurden. Es bestanden zwar institutionelle Gemeinsamkeiten, denn sowohl in der Kurpfalz als auch in Württemberg dienten die neugegründete Kameral-Hohe-Schule beziehungsweise die Hohe-Karlsschule im kameralistischen Studienfach als Gegenmodell zu den bestehenden Universitäten in Heidelberg und in Tübingen. Sie sollten Absolventen hervorbringen, die über Wissen verfügten, das versprach, nützlich für den Staat zu sein. Diese neuen Lehrinstitutionen griffen damit vom Sinn her den zentralen Reformgedanken der Ökonomischen Aufklärung auf, solches Wissen zu sammeln und zu distribuieren. Während aber die studierten Staatswirte in der Kurpfalz das Produkt einer neuen Strategie in Bezug auf die Vermittlung der Wissensbestände der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft waren, waren die württembergischen studierten Kameralisten aus dem Eigendbedarf des Verwaltungsapparats heraus konzipiert worden. Die Kontinuitätslinie zwischen kurfürstlich-kurpfälzischer Gesellschaft und Kameral-Hoher-Schule erklärt, warum die studierten Staatswirte im Publikationsorgan der Gesellschaft, den ‚Bemerkungen‘ beziehungsweise ab 1784 den ‚Vorlesungen‘,

[716] So der Titel von: Raeff, Marc: The well-ordered police state. Social and institutional change through law in the Germanies and Russia, 1600-1800, New Haven 1983. Vgl. Insbesondere S. 251f: Raeff untersucht zwar die Polizeygesetzgebung, er setzt die Polizeygesetze aber nicht mit der ökonomischen Realität gleich, indem er betont, dass die Flut wirtschaftspolitischer Verordnungen der Landesherren das lokale wirtschaftliche Handeln nicht determinieren konnten.

immer wieder als Träger ihrer Wissensbestände dargestellt wurde. Der kurpfälzische studierte Staatswirt wurde als ein Wissensträger konstruiert, ausgehandelt und legitimiert, der die lokal erprobten agrarökonomischen Verbesserungsmaßnahmen der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft in der gesamten Kurpfalz implementieren sollte. In Hinblick auf die Publikationen der Mitglieder der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft und der Lehrer der Kameral-Hohen-Schule hat die Analyse gezeigt, dass deren studierter Staatswirt zwar später als Kameralbeamter tätig werden sollte, dass er aber von ihnen als ein Meta-Verwaltungsbeamter kommuniziert wurde. Er bildete das Versprechen auf den „well-ordered police state", also auf den Wunschtraum des rational-effizient verwalteten Staates, den seine Lehrer als praktische Kameralisten nicht hatten erfüllen können.[717] Die Lehrer der Kameral-Hohen-Schule legitimierten ihre kurpfälzischen Studienabsolventen, indem sie auf den zentralen Vorteil hinwiesen, den diese im Vergleich zu den Bemühungen der kurfürstlich-kurpfälzischen Gesellschaft haben würden: Die studierten Staatswirte trügen ihr Wissen nicht als externe Berater an die Verwaltungsapparate heran, sondern sie würden selbst Teil der Verwaltungsapparate sein. Dieser kurpfälzische Entwurf der studierten Staatswirte wurde vom Verwaltungsapparat reflektiert und anerkannt, wie die Analyse des Gutachtens der Hofkammer aus dem Jahr 1797 gezeigt hat. Die administrativen Akteure sahen die studierten Staatswirte als Wissensträger an, die es ermöglichten, Modernisierung und wirtschaftliches Wachstum aus dem Verwaltungsapparat heraus voranzutreiben.

Den württembergischen studierten Kameralisten lag dagegen eine völlig andere Ausprägung der Wissenskultur zugrunde: Sie wurden sowohl von den Lehrern der Fakultät für Ökonomie und Camerale an der Hohen-Karlsschule als auch später von der württembergischen Rentkammer, die die Besetzung des kameralwissenschaftlichen und die Einrichtung des forstwissenschaftlichen Lehrstuhls in Tübingen organisiert hatte, als Praktiker für ganz konkrete Verwaltungsaufgaben konzipiert. Auch als die Hohe-Karlsschule in Stuttgart im Jahr 1782 Universitätsrang erhielt, richteten sich die Lehrer der Fakultät für

[717] Vgl. Wakefield, the disordered police state, S. 141.

Ökonomie und Camerale daran aus, in erster Linie Kameralbeamte für spätere Amtsfunktionen als Schreiber, Rechner oder im Forstdienst auszubilden. Aus diesem Grund hoben die württembergischen Lehrer ihre praktischen Kenntnisse als Gutsverwalter, als Amtsschreiber oder als Kaufleute hervor und wurden vom württembergischen Verwaltungsapparat nach diesen Kriterien der praktischen Erfahrung ausgewählt. Nachweisbare Amtsroutine der Lehrer der studierenden Kameralisten in der Verwaltungspraxis sollte gewährleisteten, dass auch deren Absolventen dieses praktische Erfahrungswissen besitzen würden. Die Analyse der Aushandlungsprozesse rund um die Einrichtung des kameral- und des forstwissenschaftlichen Lehrstuhls in Tübingen hat dementsprechend ergeben, dass die württembergische Rentkammer ihren Bedarf an studierten Kameralbeamten und Forstwirten selbst formulierte und diesen Bedarf durch eine entsprechend ausgerichtete Lehrstuhlbesetzung und Studiengangsgestaltung zu decken versuchte. Dagegen delegitimierten die Lehrer der Staatswirtschaftlichen Sektion, die aus der Kameral-Hohen-Schule im Zuge der Auflösung der Kurpfalz und des Übergangs der Universität Heidelberg an Baden 1802/03 hervorgegangen war, praktisch-erfahrungsbasiertes Wissen. Sie strebten stattdessen danach, die Staatswirtschaft als reflexiv-theoretische Universitätswissenschaft zu legitimieren. Diese Strategie führte aber dazu, dass sie das Versprechen, die studierten Staatswirte würden für den Staat unmittelbar nützlich sein, nicht mehr glaubwürdig vertreten konnten.

Die Wissenskultur der studierten Staatswirte im Südwesten schwankte also zwischen dem württembergischen Modell eines Absolventen für praktische Schreib-, Rechen- und Forstämter und dem kurpfälzischen Modell eines Meta-Verwaltungsbeamten, der durch sein theoretisch-reflexives Wissen über die Wirtschaft des Staates an sich für alle Kameralämter qualifiziert sein sollte. Diese spezielle kurpfälzische Ausprägung der Wissenskultur der studierten Staatswirte zeigt, dass diese nicht einfach nur als nützliche Staatsdiener verstanden werden sollten. Bezieht man die historische Korruptionsforschung mit ein, dann können die kurpfälzischen studierten Staatswirte auch als ein generelles Versprechen auf bürokratische Reformen gedeutet werden. Robert Bernsee hat in seiner Arbeit

über Korruption und bürokratische Reformen darauf hingewiesen, dass die Verwaltungsapparate bereits im Ancien Régime grundlegend kritisiert wurden und diese Kritik nicht erst in der Französischen Revolution aufkam, sondern bereits um 1780.[718] Die Analyse der Strategien, mit denen die kurpfälzischen studierten Staatswirte legitimiert wurden, lässt den weiterführenden Schluss zu, dass diese in der Kurpfalz als personifizierte Reformversprechen dienen sollten: Die Verwaltungsapparate konnten dadurch, dass sie die studierten Staatswirte als Personen in ihr System integrierten, die Botschaft vermitteln, sie selbst seien bestrebt, rational und effektiv zu arbeiten. Da der Ämterkauf als gängige Praxis erhalten blieb, bildete die formale Qualifikation der studierten Staatswirte das scheinbar wirksame Gegenmittel. Demgegenüber fällt auf, dass die württembergischen studierten Kameralisten nicht in gleicher Weise als Versprechen auf Reformen des Verwaltungsapparats nach außen kommuniziert wurden. Der württembergische Verwaltungsapparat sah die studierten Kameralisten zwar ebenfalls aus den gleichen Gründen der Modernisierung und der Effizienzsteigerung als notwendig an, aber er kommunizierte dieses Reformpotential des neuen Absolvententyps nicht an eine aufgeklärte Öffentlichkeit. Vermutlich fehlte es in Württemberg an einer verwaltungsexternen Kritik, die wie in der Kurpfalz von Ökonomischen Aufklärern hätte formuliert werden können. Das führte dazu, dass die studierten Kameralisten in Württemberg einfach nur für die Verwaltungsapparate nützlich sein sollten, ohne dabei ein grundlegendes Reformversprechen erfüllen zu müssen. Das Versprechen auf Staatsnützlichkeit im Allgemeinen bildete jedoch die Gemeinsamkeit in der Wissenskultur der Staatswirte. In einem relativ kurzen Zeitraum vom Ende des Ancien Régime bis zum Beginn der Moderne im 19. Jahrhundert gab es im deutschen Südwesten somit zwei Lehranstalten mit Universitätsrang, die einen Absolvententypus ausbildeten, dessen Wissensbestände völlig von jedem Ideal der Zweckfreiheit abgekoppelt waren. Beide Lehranstalten wurden als Staatswirtschaftliche Sektion beziehungsweise als kameral- und forstwissenschaftliche Lehrstühle an die Universitäten Heidelberg und Tübingen

[718] Vgl. Bernsee, Moralische Erneuerung, S. 373.

überführt, sodass sogar diese Universitäten in einem kurzen Zeitraum staatsnützliches Wissen vermittelten und für sich in Anspruch nahmen, praxisorientierte Absolventen auszubilden. Zwar lässt sich eine institutionelle Kontinuitätslinie von den ersten ökonomischen Lehrstühlen, Fakultäten und Hohen-Schulen zu der Nationalökonomie des 19. Jahrhunderts ziehen. Aber nicht nur in Bezug auf die Studieninhalte an sich,[719] sondern vor allem auch in Bezug auf die Kenntnisse und die Fähigkeiten, die den Studienabsolventen zugeschrieben wurden, ist ein Bruch in dieser Linie festzustellen. Die Kontinuitätslinie, die in den jüngeren Forschungsbeiträgen von der Kameral-Hohen-Schule[720] und der Hohen-Karlsschule[721] hin zu den land- und forstwissenschaftlichen Hochschulen des 19. Jahrhunderts gezogen wird, ist dagegen plausibler, weil sie deutlich macht, dass die Nützlichkeit, durch die sich die studierten Staatswirte auszeichneten, nicht verloren ging, sondern von den Universitäten auf praktische Lehrinstitute transferiert wurde. Im Endeffekt wurde gelehrt-wissenschaftliches und praktisch-anwendungsbezogenes ökonomisches Wissen im 19. Jahrhundert voneinander getrennt. Der studierte Staatswirt zeigt eine Alternative zu dieser strikten Trennung von universitärem Wissen und Fachhochschulwissen auf. Er stellte, zumindest in seinem Idealbild, einen Absolvententyp dar, der zwar wissenschaftlich ausgebildet wurde, dessen Wissen jedoch in erster Linie nützlich zu sein hatte. Die vorliegende Arbeit zeigt, dass die Gründe für die so selbstverständliche Trennung zwischen Universitäten und Fachhochschulen nicht als allein maßgebend und von entscheidender Bedeutung hingenommen werden müssen. Wissenschaftliches und anwendungsbezogenes Wissen müssen keine Gegensätze sein – eine Erkenntnis, die auch heute noch wissenschaftspolitisch relevant ist. Den studierten Staatswirten im deutschen Südwesten am Ende des Ancien Régime wurden beide Wissensdimensionen zugeschrieben.

Das zweite zentrale Ergebnis dieser Arbeit lautet, dass die Staatswirte ihr Handeln zwar an dem Idealbild, das in den kameralistischen Wissensbestände

[719] Vgl. Hennings, Aspekte der Institutionalisierung, S. 53: Hennings schreibt, dass aus einer praktisch orientierten Kameralwissenschaft eine Staatswirtschaftslehre wurde, die eher Richtlinien politischen Handelns vermitteln wollte.
[720] Vgl. Kremb, „Die aechte Quelle…“, S. 243
[721] Vgl. Asche, Zwischen Polytechnicum und Universität, S. 288.

vermittelt wurden, ausrichteten, ihre konkreten Praktiken aber mit diesem Idealbild auf verschiedenen Ebenen in Widerspruch standen. Die Staatswirte legitimierten ihr wirtschaftspolitisches Handeln also damit, dass es ökonomisch rational und deswegen nützlich sei, was aber nicht bedeutet, dass es das tatsächlich war. Dass die Staatswirte ihr Handeln selbst als rational ansahen und es auch so inszenierten, hat die Analyse übergreifend gezeigt. In der Forstwirtschaft waren die landesherrlichen Bemühungen, die Waldbestände einer effizienten Rationalisierung nach kameralistsichen Prinzipien zu unterziehen, bereits weitgehend verwirklicht, bevor die ersten studierten Staatswirte in Erscheinung traten. Dennoch inszenierten sich Forstwirte wie der exemplarisch betrachtete Akteur Konrad Theodor Rettig, der auf Basis von kartographischen Erfassungen und von Forstwirtschaftstabellen Ertragssteigerungen in Aussicht stellte, als Rationalisierer, was zeigt, wie Karten und Tabellen tatsächlich von subalternen Behörden zur Intensivierung von Verwaltung und Herrschaft benutzt wurden.[722] Im Unterschied zu Konrad Theodor Rettig, der selbst nicht an der Kameral-Hohen-Schule studiert hatte, nutzte sein Sohn, der studierte Staatswirt Franz Daniel Rettig, als Forstwirt explizit und argumentativ seine biologisch-chemischen Wissensbestände und das Ziel der rational geordneten Forstwirtschaft, um sich zu legitimieren. Das Handeln dieser beiden exemplarisch betrachteten Forstwirte folgte dem Ziel der lokalen Herrschaftsausübung nach rationalen Prinzipien, der studierte Sohn jedoch legitimierte es ausführlicher und mit explizieren Verweisen auf sein kameralistisches Wissen. Auch Holzversteigerungen wurden von den Staatswirten so organisiert, dass sie den Prinzipien der ökonomischen Rationalität folgten, wie das Beispiel Viktor Jägerschmids gezeigt hat, der neben den kurzfristigen Geldsorgen der Stadt Gernsbach auch die langfristigen Einnahmen des Großherzogtums Baden im Blick hatte. In der Landwirtschaft konnten die studierten Staatswirte sich als Akteure des Übergangs von der überkommenen Agrarverfassung hin zur gewerblich orientierten und kommerzialisierten Landwirtschaft inszenieren. Nikolas Stengel argumentierte als Schultheiß und Gefällverwalter der Stadt Wiesloch, eine Beibehaltung der Schäferei sei

[722] Die entsprechende Hypothese hat Fieseler, Der vermessene Staat, S. 341 formuliert.

ökonomisch rational, da Wolle und Fleisch der Schafe zur Subsistenz und zum Handel dienten. In den Kontext des Übergangs der Landwirtschaft von der vormodernen Subsistenz- zur modernen Marktwirtschaft ist auch das Handeln des Gefällverwalters Philipp von Hertling zu stellen, der bei den Getreideversteigerungen im Amt Ladenburg die Marktpreise des Umlands heranzog und auch allgemeine Marktbedingungen wie eine sich verändernde Nachfrage mitberücksichtigte und so die ausgehandelten Verkaufspreise rational legitimierte. Die Praktiken der studierten Staatswirte als Gefällverwalter lassen sich somit in den Übergang vom kameralistisch kontrollierten staatlichen Subsistenzraum zum wirtschaftsliberalen Marktraum einordnen.[723] Im Bergbau inszenierte sich der Bergbauinspektor Johann Daniel Weber als Montanexperte, der sowohl über theoretisch-kameralistische Wissensbestände als auch über praktisches Erfahrungswissen verfügte, indem er einerseits die Wirtschaftlichkeit der von ihm verwalteten Gruben beurteilte, andererseits aber auch über die Produktionsbedingungen vor Ort Rechenschaft ablegen konnte. Karl Theodor von Hacke, der anlässlich der territorialen Ausgleichsverhandlungen im Jahr 1816 statistisches Material verwendete, um aus der Sicht des Großherzogtums Baden möglichst sinnvolle Gebietsansprüche und Gebietsabtretungen zu formulieren, nutzte die empirische Rationalität statistischer Erhebungen in seiner Argumentation. Die studierten Staatswirte inszenierten sich somit entweder implizit durch ihre wirtschaftspolitischen Praktiken oder explizit dadurch, wie sie ihre Praktiken legitimierten, als Träger rational-ökonomischer Wissensbestände und damit als die nützlichen Modernisierer, als die sie in der Kurpfalz entworfen worden waren und als die sie auch nach dem Ende des Ancien Régime im Zuge der Entstehung des Großherzogtums Baden noch von Interesse waren.[724] Durch ihr Verwaltungshandeln kommunizierten die Staatswirte das Versprechen, die Landesherren könnten die rationalen wirtschaftspolitischen Ordnungsvorstellungen, die in den theoretisch-kameralistischen Werken postuliert wurden, aus der Verwaltung heraus praktisch umsetzten

[723] Vgl. Garner, État, économie, territoire, S. 12.
[724] Vgl. Kohnle, Modernisierungspolitik, S. 77.

Faktisch blieb dieses Rationalitätsversprechen allerdings nur zum Teil eingelöst. Das zeigt sich bereits an den Ämtern, die die studierten Staatswirte einnahmen. Auch wenn mit dem staatswirtschaftlichen Studium eine formale Qualifikation gegeben war, änderte das nichts daran, dass die Verwaltungsämter in der Kurpfalz weiterhin vererbt oder über persönliche Beziehungen vergeben wurden. Die Analyse von Vätern studierter Staatswirte, als Fallbeispiele in die Untersuchung miteinbezogen, hat gezeigt, dass diese sich bereits mit kameralistischen Wissensbeständen auseinandergesetzt hatten und auf diese Weise ihr eigenes Handeln als rational-ökonomisch legitimierten. Neben Konrad Theodor Rettig, dessen Sohn Franz Daniel Rettig sein Amt als Forstmeister geerbt hatte, hat das vor allem das Fallbeispiel Georg Philipp Christian Wilhelm Köster gezeigt. Dieser hatte seine Söhne an der Staatswirtschafts-Hohen-Schule studieren lassen und nutzte selbst Versatzstücke von gelehrten ökonomischen Wissensbeständen über die optimale Bevölkerungsdichte und die Bedeutung der Landwirtschaft für den Staat, um der Verwaltung des Départements du Mont-Tonnerre vorzuschlagen, ein landwirtschaftliches Spezialinstitut zu errichten. Bereits die Väter der studierten Staatswirte nutzten den Verweis auf ihre ökonomischen Wissensbestände, um ihr wirtschaftspolitisches Handeln zu legitimieren. Dass ihre Söhne ein staatswirtschaftliches Studium absolvierten, ist ein Hinweis darauf, dass sie sich durch dieses Studium eine höhere Legitimation versprachen. Die grundsätzliche Feststellung von Uwe Distler, dass es in der Kurpfalz bis zu deren Auflösung nicht gelang, das Adjunktionssystem zu durchbrechen, wird durch die Untersuchung der studierten Staatswirte also eher noch bestätigt als widerlegt.[725] Die Söhne der Kameralbeamten profitierten von der etablierten Praxis der Ämtervererbung, konnten sich aber obendrein durch die formale Qualifikation des staatswirtschaftlichen Studiums zusätzlich als Modernisierer darstellen, was ihnen einen erweiterten Handlungsspielraum verschaffte. Das belegt noch einmal, dass die studierten Staatswirte in der Kurpfalz als das personifizierte Versprechen bürokratischer Reformen fungierten. Bernsee spricht von einer neuen Form von „Gesinnungspatronage“: Zwar blieben

[725] Vgl. Distler, Uwe: Franz Albert Leopold von Oberndorff. Die Politik Pfalzbayerns (1778-1795). Kaiserslautern 2000, S. 484.

Verwandtschaftsbeziehungen in den Verwaltungsapparaten erhalten, gleichzeitig konnten sich die Akteure als Träger von Reformwissen inszenieren, was ihnen zusätzlichen Handlungsspielraum verschaffte.[726] Nimmt man diesen Gedanken auf und versteht die studierten Staatswirte als Reformakteure, dann wird deutlich, dass sie dieses Selbstverständnis nicht nur dazu nutzten, ihre eigene Amtsposition zu legitimieren, sondern auch dazu, den eigenen Handlungsspielraum durch den Verweis auf die ökonomische Rationalität der wirtschaftspolitischen Maßnahmen auszubauen. Das deutet bereits darauf hin, dass die Rationalität, auf die sich die Staatswirte beriefen, in erster Linie eine Inszenierung war und der Legitimitätssteigerung diente.

Darüber hinaus hat sich gezeigt, dass die studierten Staatswirte ihr wirtschaftspolitisches Handeln zwar selbst als rational-ökonomisch legitimierten, jedoch durch ihre Praktiken de facto nur dazu beitrugen, die Ordnungsvorstellungen des landesherrlichen Verwaltungsapparats umzusetzen. Die im Studium an die studierten Staatswirte weitergegebenen Wissensbestände beinhalteten die Botschaft, nützliches Wissen im Sinne von neutral-technischem Kenntnissen in der Land-, Forst- und Gewerbswirtschaft, aber auch in Bezug auf eine korrekte Finanzhaushaltung, eine angemessene Gesetzgebung und die Durchsetzung von als richtig befundenen Gesetzen zu kommunizieren. Die kameralistischen Publikationen beinhalteten die Botschaft, nützliches Wissen im Sinne von gemeinwohlförderndem und unstrittigem Wissen zu vermitteln. Die studierten Staatswirte konnten ihre wirtschaftspolitischen Praktiken dadurch zwar als rational-ökonomisch inszenieren, aber da sie durch ihr wirtschaftspolitisches Handeln die bestehenden Verhältnisse konkret veränderten, setzten sie auch bestimmte Ordnungsvorstellungen durch. Der Forstmeister Konrad Theodor Rettig praktizierte zwar laut eigenen Angaben eine nachhaltige Forstwirtschaft, allerdings war sein Handeln nur insoweit nachhaltig, als dass er der Hofforstkammer auch in den kommenden Jahren stabile Einnahmen durch schnell wachsende, Oberholz bringende Fichten versprechen konnte. Auch Viktor Jägerschmid berücksichtigte bei der Organisation der Holzversteigerungen der Stadt Gernsbach

[726] Vgl. Bernsee, S. 379 und S. 383f.

forstwirtschaftliche Gesichtspunkte gegenüber den von kurzfristigen finanziellen Engpässen geleiteten Interessen der Stadt, aber er sah in den Waldbeständen gleichwohl in erster Linie forstwirtschaftliche Ressourcenlieferanten und behandelte sie entsprechend. Der Wieslocher Stadtschultheiß und Gefällverwalter Nikolaus Stengel setzte sich für die Beibehaltung der Schäfereien ein, weil er auf die Bestandsgelder nicht verzichten wollte, obwohl die Wieslocher Stadtbürgerschaft über die landwirtschaftlichen Schäden durch die Schafe klagte. Das Fallbeispiel Karl Theodor von Hackes, der im Jahr 1816 die zum Tausch geeigneten badischen Gebiete auf Basis der statistischen Jahrbücher identifizierte, hat gezeigt, dass in dessen Handeln die lokalen Gegebenheiten und Traditionen und daraus eventuelle folgende Zugehörigkeitswünsche völlig unberücksichtigt blieben. Auch der als Montanexperte fungierende Bergwerksinspektor Johann Daniel Weber und der Gefällverwalter Philipp von Hertling richteten ihr Handeln ausschließlich an den finanziellen Erwartungen der Hofkammer aus, auch wenn sie für sich in Anspruch nahmen, dem Gemeinwohl zu dienen. Die Staatswirte erfüllten somit dadurch, dass sie sich als rational-ökonomische Akteure inszenieren konnten, eine primär kommunikative Funktion. Dieses Ergebnis erweitert die Forschung zu kommunikativen Prozessen zwischen Herrschaft und Untertanen um ein wichtiges Element:[727] Die studierten Staatswirte funktionierten als personifizierte Botschaften, die das Vertrauen der Untertanen in den Verwaltungsapparat absichern sollten. Dass die Staatswirte durch ihr theoretisch-kameralistisches Wissen für sich in Anspruch nehmen konnten, rational-ökonomisch und damit im Sinne des Gemeinwohls zu handeln, war das, was die Landesherren an die Untertanen weitergeben wollten. Sie waren dadurch auch tatsächlich nützlich, aber eben in erster Linie für die landesherrlichen Verwaltungsapparate selbst. Gleichzeitig aber eröffnete die rational-ökonomisch begründete Herrschaft, die die Verwaltungsapparate als Botschaft kommunizierten, den Untertanen eine neue Möglichkeit, Kritik zu äußern. Sie mussten einfach nur die rational-ökonomischen Legitimierungsstrategien, die die Staatswirte durch das ihnen zugeschriebene theoretisch-kameralistische Wissen

[727] Vgl. Brakensiek, Herrschaftsvermittlung, S. 12.

repräsentierten, übernehmen. Das hat das Beispiel der Wieslocher Stadtbürgerschaft anschaulich verdeutlicht, die selbst darauf hingewiesen hatte, dass es staatswirtschaftlichen Prinzipien widerspräche, wenn die Schäfereien beibehalten werden würden, da sie für die intensivierten landwirtschaftlichen Flächennutzungen schädlich seien. In diesem Zusammenhang wären weitere Forschungen sinnvoll: Niels Grüne hat beispielsweise festgestellt, dass bei den Allmendstreitigkeiten in den Landgemeinden der badischen Rheinpfalz, so in der Gemeinde Feudenheim, die Großbauern ihre Interessen je nach situativer Lage mit kameralistisch-staatswirtschaftlichen oder mit partikular-juristischen Argumenten verteidigten, wobei sie langfristig eher auf die staatswirtschaftlich-agrarökonomischen statt auf die traditionell-rechtlichen Argumente setzten.[728] Das zeigt, dass die Wissensbestände der studierten Staatswirte auch von lokalen Akteursgruppen übernommen wurden. Eine umfassendere Studie darüber, wie und in welchen Kontexten Versatzstücke theoretisch-kameralistischer Wissensbestände von der Landbevölkerung am Ende des Ancien Régime und zu Beginn des 19. Jahrhunderts zur Durchsetzung ihrer eigenen Interessen genutzt wurden, würde mehr Klarheit darüber bringen, welche Reichweite die staatswirtschaftlichen Konzeptionen außerhalb des universitären Kontextes hatten.

An diesem Beispiel für mögliche weitergehende Forschungen zeigt sich auch, wo die Erkenntnisgrenzen und das Erkenntnispotential der vorliegenden Arbeit zu verorten sind. Aufgrund der akteurszentrierten Herangehensweise liefert die vorliegende Arbeit keine neuen Ergebnisse über langfristige wirtschaftliche Entwicklungen. Aus dem Handeln der untersuchten Akteure ließen sich keine Aussagen ableiten, ob sie in der Forstwirtschaft, in der Landwirtschaft, im Bergbau oder in der zentralstaatlichen Wirtschaftspolitik strukturell wirksame Innovationen herbeigeführt hätten.[729] Genau solche Entwicklungen könnten allerdings ausgehend von den Ergebnissen der vorliegenden Arbeit durch weiterführende

[728] Vgl. Grüne, Niels: Wissenstransfer und politische Teilhabe. Agrarische Wissensbezüge als Partizipationsressource im 18. und 19. Jahrhundert, in: Dauser, Fassl, Schilling, Wissenszirkulation auf dem Land, S. 23-36, S. 34f.
[729] Vgl. Popplow, Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten, S. 234.

mikrohistorische Studien erfasst werden, die einzelne Ämter und Gemeinden fokussieren und dabei in den Blick nehmen, wie in diesen lokalen Ökonomien neues wirtschaftliches Wissen und neue wirtschaftliche Methoden implementiert wurden. Gerade die Spannung zwischen dem impliziten Erfahrungswissen von bäuerlichen Gemeinschaften, von Förstern und Steigern auf der einen Seite und dem schriftlich festgehaltenen theoretisch-kameralistischen Wissen, das sich am Ende des Ancien Régime und zu Beginn des 19. Jahrhunderts an den Universitätslehrstühlen etablierte, könnte durch solche mikrohistorischen Ansätze gewinnbringend untersucht werden. So könnten zumindest auf lokaler Ebene strukturelle wirtschaftliche Entwicklungen mit den verschiedenen Ausprägungen ökonomischer Wissensbestände in Bezug gesetzt werden. Der Erkenntnisfortschritt einer solchen Arbeit könnte darin liegen, die Durchsetzungsfähigkeit der theoretisch-kameralistischen Wissensbestände in Bezug auf langfristige ökonomische Entwicklungen besser einschätzen zu können. Interessant sind die Ergebnisse dieser Arbeit auch in Hinblick darauf, dass im 19. Jahrhundert die horizontale Struktur von Netzwerken staatlicher Akteurr in einzelnen Wirtschaftssektoren bestehen blieb, wie der 1817 gegründete Württembergische landwirtschaftliche Verein zeigt, der allerdings weitaus zentralistischer gesteuert war (der württembergische König Wilhelm I. ernannte die Mitglieder dieses Vereins), während die studierten Staatswirte zwar in administrative Netzwerke eingebunden waren, aber nicht untereinander kommunizierten.[730] An diesem Punkt wären Untersuchungen darüber vielversprechend, wie die südwestdeutschen Landesherren im 19. Jahrhundert versuchten, Verwaltungsbeamte zwischen ihrem Staatsapparat und den lokal zu verortenden Wirtschaftssektoren einzusetzen und ob die dann eingesetzten Verwaltungsbeamten beispielsweise Absolventen der neuen forst- und landwirtschaftlichen Spezialschulen waren.

Die vorliegende Arbeit hat aber durch ihren Fokus auf die studierten Staatswirte des ausgehenden Ancien Régime ein ganz anderes Potential

[730] Vgl. Loose, Rainer: Die Centralstelle des Württembergischen landwirtschaftlichen Vereins. Die Erneuerung von Landwirtschaft und Gewerben unter König Wilhelm I. von Württemberg (1817 – 1848). Stuttgart 2018. S. 1.

ausschöpfen können. Ihr Wissen war bis zu dem Zeitpunkt, an dem sie als Akteurstyp konstituiert wurden, noch nicht professionalisiert und spezialisiert. Das Konglomerat kameralistischer Wissensbestände über den wohlgeordneten Polizeystaat und praktisch-ökonomischer Wissensbestände über land- oder forstwirtschaftliche Techniken war bis zum Erscheinen der studierten Staatswirte nur von einzelnen Experten an die Verwaltungsapparate herangetragen worden.[731] Die studierten Staatswirte waren dagegen zum einen rein quantitativ zahlreicher als diese externen Experten, zum anderen wurden sie im Gegensatz zu ihnen direkt in die Verwaltungsapparate integriert, sie mussten in Bezug auf ihr Wissen also nicht um Berücksichtigung werben, sondern konnten es direkt aus den Verwaltungen heraus umsetzen. Sie konnten ihre wirtschaftspolitischen Ordnungsvorstellungen als staatliche Akteure selbst implementieren und waren nicht darauf beschränkt, die Verwaltungsapparate beratend zu beeinflussen. Der Wirkungskreis der studierten Staatswirte selbst ist zwar eher als multilokal zu bezeichnen, denn ihre wirtschaftspolitischen Praktiken beschränkten sich auf einzelne Wirtschaftssektoren und hatten keinen strukturbildenden Einfluss auf gesamtwirtschaftliche Entwicklungen. Aber in ihrem Handeln waren sie aus der Sicht des Staates die perfekten Akteure, um die Durchsetzung der landesherrlichen Ordnungsvorstellungen zu legitimieren. Dass diese politischen Ordnungsvorstellungen durch die Verwaltungsapparate durchgesetzt werden sollten, konnten die studierten Staatswirte verschleiern, indem sie ihre Maßnahmen als rational-ökonomisch legitimierten. Sie richteten ihr Handeln an wirtschaftlichen Gesetzmäßigkeiten aus, die ihre Lehrer als abstrakte und allgemeingültige Prinzipien in ihren kameralistischen Publikationen postuliert hatten. Die Staatswirte im Südwesten stellten durch ihr Handeln Erfüllungsgehilfen von Entwicklungen dar, die aus heutiger Sicht sehr kritisch zu bewerten sind, die aber bereits von ihren Lehrern genau so gefordert worden waren: Während wir heute mit den negativen Folgen von Monokulturen in der Land- und in der Forstwirtschaft und mit den dortigen Zwängen nach ständigen Produktivitätssteigerungen zu kämpfen haben, während wir heute die bloße

[731] Vgl. Dauser, ‚Experten-Kulturen', S. 37.

Fixierung auf wirtschaftliches Wachstum kritisieren, waren die studierten Staatswirte im Südwesten am Ende des Ancien Régime Garanten dafür, dass der Staat als Wirtschaftsakteur Produktivitätssteigerung und wirtschaftliches Wachstum überhaupt erst als gemeinwohlfördernd kommunizieren und legitimieren konnte. Dass Produktivitätssteigerung und Wirtschaftswachstum dann tatsächlich auch positive Auswirkungen für die Menschen im 19. Jahrhundert hatten und auch auf uns heute noch haben, soll dabei gar nicht bestritten werden. Es bleibt nur festzuhalten, dass die studierten Staatswirte zwar diese Entwicklungen mit vorantrieben, ihr Motiv dabei aber in der konkreten Umsetzung staatlicher Ordnungsvorstellungen lag. Die verbesserte wirtschaftliche Lage eines großen Teils der Bevölkerung im Südwesten des 19. Jahrhunderts (keine Hungerkrisen mehr, gebremstes Bevölkerungswachstum, landwirtschaftliche Ertragssteigerungen) war eher ein positiver Nebeneffekt des Handelns der Staatswirte. Die vorliegende Arbeit bringt aber nicht nur für die moderne, praxeologisch vorgehende Verwaltungsgeschichtsschreibung neue Erkenntnisse, indem sie die Wissenskultur und die Verwaltungspraktiken einer in dieser Hinsicht noch unerforschten Akteursgruppe untersucht hat und dabei zeigen konnte, dass diese sich vor allem durch die Inszenierung der eigenen ökonomischen Rationalität Legitimität verschafften. Die vorliegende Arbeit trägt auch zu einem besseren Verständnis der wirtschaftlichen Entwicklungen im ausgehenden Ancien Régime bei, indem sie gezeigt hat, welche wirtschaftlichen Handlungsmöglichkeiten ökonomische Studienabsolventen in der Verwaltungspraxis hatten. Die langfristigen positiven Auswirkungen des wirtschaftspolitischen Handelns der studierten Staatswirte, die in dieser Arbeit untersucht worden sind, könnten für die heutigen Absolventen eines wirtschaftswissenschaftlichen Studiums als Vorbild dienen, ihr Motiv eignet sich jedenfalls nicht dazu: Die studierten Staatswirte im Südwesten im ausgehenden Ancien Régime handelten wirtschaftspolitisch, um die in ihrer Vorstellung ideale Welt zu gestalten, real produzierten und legitimierten sie damit nur Interventionsmöglichkeiten des gouvernementalistischen Verwaltungsapparats, was dann im 19. Jahrhundert unbeabsichtigt zu positiven wirtschaftlichen Effekten führte.

5. Quellen- und Literaturverzeichnis

5.1 Ungedruckte Quellen

Generallandesarchiv Karlsruhe (GLA):

Abt. 48/6745, 51/1643, 69/3,12, 74/9040, 76/8130, 77/6148,6152,6175, 132/296, 144/224, 156/106, 190/373,384, 205/1110,1113,1114,1115,1117,1118, 233/549, 1140, 263/270

Hauptstaatsarchiv Stuttgart (HStAS):

A 272 Bü 112, 128, 129

A 280 Bü 8 e-f

B 32 Bü 64

H 102/2

Landesarchiv Speyer (LAS):

A2 112 UNr. 1 und 5, 283, 286 UNr. 1-5, 295 UNr. 1-5, 518 UNr. 4, 521, 525, 1181 UNr. 6, 1241 UNr. 11, 19 und 20

G2 574

G6 341

G12 25 UNr. 2

Universitätsarchiv Heidelberg (UAH):

H-VI-190/1-4

Bayerische Staatsbibliothek München (BSB):

cgm 7547 (Lautern)

5.2 Gedruckte Quellen

Anzeige der Vorlesungen, welche im […] auf der Churpfälzischen Staatswirthschaft-Hohen-Schule in Heidelberg gehalten werden. Mannheim 1790-1802.

Bodmann, Ferdinand: Statistisches Jahrbuch für das Departement von Donnersberg, Mainz 1811.

Christoph Wilhelm Jakob Gatterer: Anleitung, den Harz und andere Bergwerke mit Nutzen zu bereisen. Erster Theil, Göttingen 1785. Zweiter Theil, Göttingen 1786.

Christoph Wilhelm Jakob Gatterer: Technologisches Magazin. Erster Band, erstes Stück. Memmingen 1790.

Cosmi Collini: descriptio urbis Mannhemii physico-economiae, in : Acta academiae theordo-palatinae, Band 1, S. 440-468. Mannheim 1766.

Friedrich Casimir Medicus: Von dem Bevölkerungs-Stand in Chur-Pfalz, vorzüglich in Mannheim. Frankfurt und Leipzig 1769.

Friedrich Casimir Medicus: Ueber die blos practischen Beispiele, in: Bemerkungen vom Jahr 1773, S. 210-258.

Friedrich Casimir Medicus: Ueber den Nuzen, den die oekonomische Gesellschaft der Stadt und dem Oberamte Lautern schon verschaffet hat, und noch in Zukunft verschaffen wird. Lautern und Mannheim 1780.

Friedrich Casimir Medicus: Auch etwas über Monopolium, verbothener Einfuhr und Ausfuhr, in: Bemerkungen vom Jahr 1782, S. 169-204.

Friedrich Casimir Medicus: Wie kann elender Ackerbau einer Gemarkung in einen bessern verwandelt werden, in: Bemerkungen vom Jahr 1782, S. 232-336.

Friedrich Casimir Medicus: Nachricht an das Publikum, die Verlegung der Staatswirthschafts-Hohen-Schule nach Heidelberg betreffend. Mannheim 1784.

Friedrich Casimir Medicus: Über die Ursachen, warum ökonomische Gesellschaften nicht immer den Nuzen gestiftet haben, den man von Ihnen erwartet, in: Vorlesungen von dem Winter 1785 bis 1786, S. 285-328.

Friedrich Peter Wundt: Etwas zur Geschichte der pfälzischen Oberämter überhaupt und zur ältern und neuern Geschichte und Erdbeschreibung des Oberamtes Bretten insbesondere, in: Vorlesungen der Churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1785 bis 1786, zweiter Band, S. 43-126. Mannheim 1787.

Friedrich Peter Wundt, Geschichte und Beschreibung der Stadt, Mannheim 1805.

Georg Adolph Succow: Plan der Hohen-Kameralschule, welche mit kurfürstlich gnädigster Erlaubnis den 3. October 1774 ist eröffnet worden. Zweite Auflage, Lautern 1776.

Georg Adolph Succow: Oekonomische Botanik. Mannheim und Lautern 1777.

Georg Adolph Sucow: Anfangsgründe der ökonomischen und technischen Chymie. Leipzig 1784.

Georg Adolph Succow: Über einige wesentliche Hilfsmittel zur Landeskunde und ihrer Vervollkommenung, in: Vorlesungen vom Winter 1784 bis 1785, S. 193-214.

Georg Adolph Succow: Über das Studium der Architektur, insbesondere für den Staatswirth, in: Vorlesungen der churpfälzischen physikalisch-ökonomsichen Gesellschaft von dem Winter 1789 bis 1790. Fünften Bandes zweiter Theil, S. 107-144. Mannheim 1791.

Georg Adolph Succow: Anfangsgründe der Mineralogie. Leipzig 1790.

Georg Adolph Succow: Anfangsgründe der theoretischen und angewandten Naturgeschichte der Thiere. Leipzig 1797-1801.

Geschichte der Gesellschaft, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1773, S I-XLVIII, Lautern, 1775.

Geschichte der Gesellschaft vom Jahr 1775, 1776, 1777, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1775, Lautern 1779.

Jakob Karl Herzogenrath, Von dem gegenwärtigen Zustand Otterbergs, in: Bemerkungen vom Jahr 1772, S. 284-303.

Johann David Krämer: Geschichte der Gesellschaft, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physicalisch-ökonomischen Gesellschaft vom Jahr 1772, Mannheim 1774.

Johann Friedrich Wilhelm Widenmann: Beschreibung der zu Freyberg gegenwärtig gewöhnlichen Hütten- und Schmelzarbeiten. Freyberg 1789.

Johann Friedrich Wilhelm Widenmann: Handbuch des oryktognostischen Theils der Mineralogie. 2 Bände, Leipzig 1794.

Johann Heinrich Gottlob von Justi: Staatswirthschaft oder systematische Abhandlung aller Ökonomischen und Cameralwissenschaften, die zur Regierung eines Landes erfordert werden. 2 Bände, Leipzig 1755.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Staatswirthschaftliche Anmerkungen bei Gelegenheit der Holznutzung des Siegerlandes, in: Bemerkungen des Jahres 1775, S. 126-169. Lautern 1779.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Beschreibung der Nassau-Siegenschen Methode, Kohle zu brennen, mit physischen Anmerkungen begleitet, in: Bemerkungen des Jahres 1776, S. 257-371.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch einer Grundlehre sämmtlicher Kameralwissenschaften. Lautern 1779.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Forstwirthschaft. Mannheim und Lautern 1781.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Landwirthschaft der ganzen bekannten Welt, in so fern ihre Produkten in den Europäischen Handel kommen. Leipzig 1783.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Einige wichtige Bemerkungen über das Studium der Staatswirthschaft, nebst dem Beweiß, daß auch die Vieharzneikunde dazu gehöre, in: Vorlesungen von dem Winter 1784 bis 1785, S. 3-40.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Von den gemeinnützigsten Fabriken. Erste Abhandlung. Vom Oelgewerbe, in: Vorlesungen vom Winter 1784 bis 1785, S. 307-338.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Versuch eines Lehrbuchs der Fabrikwissenschaft zum Gebrauch akademischer Vorlesungen. Nürnberg 1785.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Lehrbuch der Vieharzneykunde. Erster Theil. Heidelberg 1785.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Vom hohen Werthe eines rechtschaffenen staatswirthschaftlichen Landbeamtens, hergeleitet aus der landwirthschaftlichen Geschichte des freiherrlich-Uxküllschen Guts zu Münchszell, in: Vorlesungen der Churpfälzischen physicalisch-ökonomischen Gesellschaft Von dem Winter 1785 bis 1786, S. 3-42. Mannheim 1787.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Jubelrede über den Geist der Staatswirthschaft. Mannheim 1787.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Vorschläge zu einem bequemeren Kameral-Rechnungstyl, in: Vorlesungen von dem Winter 1785 bis 1786, S. 229-284.

Johann Heinrich Jung-Stilling: Bemerkungen über die wichtigsten Theile der Gewerbpolizei, in: Vorlesungen der churpfälzischen physikalisch-ökonomischen Gesellschaft von dem Winter 1786 bis 1788, III. Band, S. 141-180. Mannheim 1788.

Johann Ludwig Born: Von den mancherley Nachtheilen der in dem Oberamt Lautern herkommlichen gemeinen Zugvieh- oder Ochsenweyden, in: Bemerkungen vom Jahr 1772, S. 304-354.

Johann Ludwig Born: Über den landwirthschaftlichen Zustand von Weilerbach, in: Bemerkungen vom Jahr 1776, S. 121-164.

Johann Ludwig Erb: Versuch die eigenthümlichen und rechtmäsigen Grenzen der Polizei zu bestimmen, in: Vorlesungen von dem Winter 1786 bis 1788, S. 181-224.

Karl Theodor von Traitteur: Über die Größe und Bevölkerung der Rheinischen Pfalz. Mannheim 1789.

Ludwig Benjamin Schmid: Lehre von der Staatswirtschaft. Zu den Vorlesungen auf der Kameral-Hohen-Schule zu Lautern. Erster und zweiter Band, Mannheim und Lautern 1780.

Ludwig Benjamin Schmid: Von der vielfältigen Brauchbarkeit öffentlicher Armenhäuser, in: Bemerkungen vom Jahr 1782, S. 3-59.

Ludwig Wallrad Medicus: Forsthandbuch oder Anleitung zur deutschen Forstwissenschaft. Tübingen 1802.

Ludwig Wallrad Medicus: Von dem nachtheiligen Einflusse der gewöhnlich sogenannten Schäfereien auf die Schafzucht und den Feldbau, und den Mitteln, bei der Veredlung des Feldbaues auch die Schafzucht ohne Schäfereien ungleich höher zu bringen und zu veredlen. Mannheim 1802.

Martin Engelbert Semer: Zweifel über den Bevölkerungsgrundsaz, als ersten Grundsaz staatswirthschaftliche Wissenschaften, in: Vorlesungen von dem Winter 1786 bis 1788, S. 263-330.

Martin Engelbert Semer: Beitrag zur näheren Bestimmung des Begrifes der eigentlichen Staatswirthshaft und ihres Gebietes. Mannheim 1794.

Müller, P. A. (Hg.): Statistisches Jahrbuch für die deutschen Länder zwischen dem Rhein, der Mosel und der französischen Grenze. Mainz 1815.

Stephan Gugenmus: Von dem Ackerbaue des kurpfälzischen Dorfes Handschuhsheim, in: Bemerkungen der kuhrpfälzischen physicalisch-ökonomischen Gesellschaft, S. 65-120. Lautern 1779.

5.3 Literaturverzeichnis

Abel, Wilhelm: Geschichte der deutschen Landwirtschaft vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert. Stuttgart 1978[3].

Abel, Wilhelm: Agrarkrisen und Agrarkonjunktur. Eine Geschichte der Land- und Ernährungswirtschaft Mitteleuropas seit dem hohen Mittelalter. Hamburg 1978[3].

Achilles, Walter: Deutsche Agrargeschichte im Zeitalter der Reformen und der Industrialisierung. Stuttgart 1993.

Allmann, Joachim: Der Wald in der Frühen Neuzeit. Eine mentalitäts- und sozialgeschichtliche Untersuchung am Beispiel des Pfälzer Raumes 1500 – 1800. Berlin 1988.

Amburger, Erik (Hg.): Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa. Wissenschaftliche Gesellschaften, Akademien und Hochschulen im 18. Jahrhundert und beginnenden 19. Jahrhundert. Berlin 1976.

Asche, Matthias: Zwischen Polytechnicum und Universität – zur Stellung der Hohen Carlsschule im höheren deutschen Bildungswesen der späten Aufklärung, in: Mährle, Wolfgang (Hg.): Aufgeklärte Herrschaft im Konflikt. Herzog Carl Eugen von Württemberg 1728–1793. Stuttgart 2017, S. 286-298.

Aubin, Hermann und Zorn, Wofgang (Hg.): Handbuch der deutschen Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Band 1: Von der Frühzeit bis zum Ende des 18. Jahrhunderts. Stuttgart 1971.

Becker, Peter: Beschreiben, Klassifizieren, Verarbeiten. Zur Bevölkerungsbeschreibung aus kulturwissenschaftlicher Sicht, in: Brendecke (Hg.), Information in der Frühen Neuzeit, S. 393-422.

Behrisch, Lars (Hg.): Vermessen, Zählen, Berechnen. Die politische Ordnung des Raums im 18. Jahrhundert. Frankfurt a. M. 2006.

Ders.: Vermessen, Zählen, Berechnen des Raums im 18. Jahrhundert, in. Vermessen, Zählen, Berechnen, S. 7-26.

Ders.: Zahlen machen Räume: Landwirtschaftsstatistik und Raumwahrnehmung in der Grafschaft Lippe im späten 18. Jahrhundert, in: Ders. (Hg.), Vermessen, Zählen, Berechnen, S.95-130.

Ders. und Fieseler, Christian: Les cartes chiffrées : L'argument de la superficie à la fin de l'Ancien Régime en Allemagne, in: Berlin, Genèses 2007/3, S. 4-24.

Ders.: Die Berechnung der Glückseligkeit: Statistik und Politik in Deutschland und Frankreich im späten Ancien Régime. Ostfildern 2016.

Berding, Helmut und Ullmann, Hans-Peter (Hg.): Deutschland zwischen Revolution und Restauration. Düsseldorf 1981.

Berg, Gunhild, Török, Borbála Zsuzsanna und Twellmann, Marcus (Hg.): Berechnen / Beschreiben. Praktiken statistischen (Nicht-)Wissens 1750 – 1850. Berlin 2015.

Dies, Einleitung, in: Dies, Berechnen / Beschreiben. S.7-20.

Berghoff, Hartmut und Vogel, Jakob: Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Ansätze zur Bergung transdisziplinärer Synergiepotential, in: Dies., Wirtschaftsgeschichte als Kulturgeschichte. Dimensionen eines Perspektivwechsels, S. 9-42. Frankfurt a. M. 2004.

Bernsee, Robert: Moralische Erneuerung. Korruption und bürokratische Reformen in Bayern und Preußen, 1780-1820. Göttingen 2018.

Birg, Herwig: Johann Peter Süßmilch und Thomas Robert Malthus. Marksteine der bevölkerungswissenschaftlichen Theorieentwicklung, in: Mackensen, Rainer (Hg.): Bevölkerungsentwicklung und Bevölkerungstheorie in Geschichte und Gegenwart, S. 53-76. Frankfurt a. M. 1989.

Boßhardt, Werner: Architekten an der Staatswirtschaftlichen Fakultät, in: Marcon, 200 Jahre Wirtschafts- und Staatswissenschaften, S. 1457-1470.

Blum, Carol: Strength in numbers. Population, reproduction, and power in eighteenth-century France. Baltimore 2002.

Bödeker, Hans Erich, Reill, Peter Hanns und Schlumbohm, Jürgen (Hg.): Wissenschaft als kulturelle Praxis, 1750-1900. Göttingen 1999.

Ders.: Economic Societies in Germany, 1760–1820: Organisation, Social Structures and Fields of Activities, in: Stapelbroek und Marjanen, Rise of Economic Societies, S. 182-211.

Brakensiek, Stefan, Wunder, Heide (Hg.): Ergebene Diener ihrer Herren? Herrschaftsvermittlung im alten Europa. Köln, Weimar und Wien 2005.

Ders.: Herrschaftsvermittlung, im alten Europa. Praktiken lokaler Justiz, Politik und Verwaltung im internationalen Vergleich, in: Ders., Wunder, Ergebene Diener ihrer Herren?, S. 1-22.

Ders.: Das Feld der Agrarreformen um 1800, in: Engstrom, Hess und Thoms (Hg.), Figurationen des Experten, S. 101-122.

Brakensiek Stefan: Einleitung: Herrschaft und Verwaltung in der Frühen Neuzeit, in: Ders. (Hg.), Herrschaft und Verwaltung in der Frühen Neuzeit S. 9-24, Berlin 2014.

Brendecke, Arndt, Friedrich Markus und Friedrich, Susanne (Hg.): Information in der Frühen Neuzeit. Status, Bestände, Strategien. Berlin und Münster 2008.

Dies.: Information als Kategorie historischer Forschung. Heuristik, Etymologie und Abgrenzung vom Wissensbegriff, in: Dies., Information in der Frühen Neuzeit, S. 11-44.

Brian, Éric: Staatsvermessungen. Condorcet, Laplace, Turgot und das Denken der Verwaltung: politische Philosophie und Ökonomie. Wien und New York 2001.

Brückweh, Kerstin: Menschen Zählen. Wissensproduktion durch britische Volkszählungen und Umfragen vom 19. Jahrhundert bis ins digitale Zeitalter. Berlin und Oldenburg 2015.

Brunner, Otto (Hg.): Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte. Göttingen 1968².

Ders.: Das „Ganze Haus“ und die alteuropäische „Ökonomik“, in: Ders, Neue Wege der Verfassungs- und Sozialgeschichte, S. 103-127.

Burkhardt, Johannes: Der Begriff des Ökonomischen in wissenschaftsgeschichtlicher Perspektive, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 55-76.

Cerman, Markus und Oglivie, Sheilagh C. (Hg.): Proto-Industrialisierung in Europa. Industrielle Produktion vor dem Fabrikszeitalter. Wien 1994.

Dies.: Einleitung: Theorien der Proto-Industrialisierung, in: Dies., Proto-Industrialisierung in Europa, S. 9-22.

Clark, William: On the Table Manners of Académie Examination, in: Bödeker, Reill, und Schlumbohm (Hg.), Wissenschaft als kulturelle Praxis, S. 33-68.

Cser, Andreas: Zur Eingliederung pfälzischer Landesteile in Baden, in: Reese, Eigenständigkeit und, S. 205-253.

Dauser, Regina: ‚Experten-Kulturen'. Wissenszirkulation und Tabakanbau am Beispiel der Kurpfalz, in: Schilling, Dauser, Fassl (Hg.), Wissenszirkulation auf dem Land, S. 37-46.

Deecke, Clara: "Staatswirtschaft vom Himmel herabgeholt" - Konzeptionen liberaler Wirtschaftspolitik in Universität und Verwaltung 1785-1845. Ausprägungen und Brechungen am Beispiel Ostpreußens und Vorpommerns. Frankfurt a. M. 2015.

Desrosières, Alain: Die Politik der großen Zahlen. Eine Geschichte der statistischen Denkweise. Berlin und Heidelberg 2005.

Dickerhof, Harald: Kameralstudium und Bildungssystematik in Bayern von der Spätaufklärung bis zum Vormärz, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 233-265.

Distler, Uwe: Franz Albert Leopold von Oberndorff. Die Politik Pfalzbayerns (1778-1795). Kaiserslautern 2000.

Dotzauer, Winfried: Beiträge zur Statistik der kurpfälzischen Oberämter am Ausgang des Ancien Régime und der territorialen Nachfolgeinstanzen während der französischen Herrschaft, in: Gerlich, Vom Alten Reich neuer Staatlichkeit, S. 1-28.

Drüll, Dagmar: Heidelberger Gelehrtenlexikon 1652 – 1802. Berlin, Heidelberg und New York 1986.

Dies.: Heidelberger Gelehrtenlexikon 1803 – 1932. Berlin, Heidelberg und New York 1986.

Eibach, Joachim: Der Staat vor Ort. Amtmänner und Bürger im 19. Jahrhundert am Beispiel Badens. Frankfurt a. M. 1999.

Emich, Birgit: Verwaltungskulturen im Kirchenstaat? Konzeptionelle Überlegungen zu einer Kulturgeschichte der Verwaltung, in: Brakensiek, Herrschaft und Verwaltung, S. 164-181.

Engehausen, Frank: Kleine Geschichte des Großherzogtums Baden 1806-1918, S. 24-26. Karlsruhe 2012[3].

Engel, Michael: Der berg- und hüttenmännische Unterricht in Berlin 1770 bis 1810, die sogenannte Bergakademie, in: Schleiff, Konencny, Staat, Bergbau und Bergakademie, S. 161-192.

Engstrom, Eric J., Hess, Volker und Thoms, Ulrike: Einleitung, in: Dies. (Hg.), Figurationen des Experten. Ambivalenzen der wissenschaftlichen Expertise im ausgehenden 18. und frühen 19. Jahrhundert, S. 7-17. Frankfurt a. M., Berlin und Bern 2005.

Facius, Friedrich: Wirtschaft und Staat: Die Entwicklung der staatlichen Wirtschaftsverwaltung in Deutschland vom 17. Jahrhundert bis 1945. Boppard am Rhein 1959.

Fassl, Peter (Hg): Groß im Kleinen – Klein im Großen. Beiträge zur Mikro- und Landesgeschichte. Gedenkschrift für Pankraz Fried. Konstanz und München 2014

Fieseler, Christian: Der vermessene Staat: Kartographie und die Kartierung nordwestdeutscher Territorien im 18. Jahrhundert. Hannover 2013.

Forberger, Rudolf: Zu den Begriffen „Manufaktur“ und „Fabrik“ in technischer und technologischer Hinsicht, in: Troitzsch (Hg.), Technologischer Wandel, S. 175-188.

Foucault, Michel: Sexualität und Wahrheit Band 1. Der Wille zum Wissen. Frankfurt a. M. 1977.

Fuhrmann, Martin: Volksvermehrung als Staatsaufgabe. Bevölkerungs- und Ehepolitik in der deutschen politischen und ökonomischen Theorie des 18. und 19. Jahrhunderts. Paderborn, München, Wien und Zürich 2002.

Gardey, Delphine: Schreiben, Rechnen, Ablegen. Wie eine Revolution des Büros unsere Gesellschaft verändert hat. Mit einem Vorwort von Hans-Christian von Herrmann. Aus dem Französischen von Stefan Lorenzer. Konstanz 2008.

Garner, Guillaume: État, économie, territoire en Allemagne. L'espace dans le caméralisme et l'économie politique 1740 - 1820. Paris 2005.

Gebhardt, Werner: Die Schüler der Hohen Karlsschule. Ein biographisches Lexikon. Stuttgart 2011.

Gerlich, Alois (Hg.): Vom Alten Reich zu neuer Staatlichkeit. Kontinuität und Wandel im Gefolge der Französischen Revolution am Mittelrhein. Wiesbaden 1982.

Gigl, Caroline: Die Zentralbehörden Kurfürst Karl Theodors in München 1778 – 1799. München 1999.

Graf, Sieglinde: Aufklärung in der Provinz. Die sittlich-ökonomische Gesellschaft von Ötting-Burghausen 1765 – 1802. München 1993.

Grewe, Bernd-Stefan: Der versperrte Wald. Ressourcenmangel in der bayerischen Pfalz (1814-1870). Köln, Weimar und Wien 2004.

Groening, Monika: Karl Theodors stumme Revolution. Stephan Freiherr von Stengel (1750-1822) und seine staats- und wirtschaftspolitischen Innovationen in Bayern. Ubstadt-Weiher 2001.

Grüne, Niels: Dorfgesellschaft - Konflikterfahrung – Partizipationskultur. Sozialer Wandel und politische Kommunikation in Landgemeinden der badischen Rheinpfalz (1720-1850). Stuttgart 2011.

Ders.: „Wir bedürfen weder überseeischen Taback noch indischen Zucker…“ Vertriebsaktivitäten und handelspolitisches Engagement badisch-pfälzischer Gewerbepflanzenbauern in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: Konersmann, Bauern als Händler, S. 135-162.

Ders., Prüfstein oder Eigenlogik? Erkenntnis- und Irritationspotentiale mikrohistorischer Zugänge für die Regional- und Allgemeingeschichte, in: Konersmann, Frank (Hg.): Landes-, Regional- und Mikrogeschichte. Perspektiven für die Pfalz und ihre Nachbargebiete, S. 127-148. Speyer 2014.

Ders.: Wissenstransfer und politische Teilhabe. Agrarische Wissensbezüge als Partizipationsressource im 18. und 19. Jahrhundert, in: Dauser, Fassl, Schilling, Wissenszirkulation auf dem Land, S. 23-36.

Haasis, Lucas und Rieske, Constantin: Historische Praxeologien. Paderborn 2015.

Dies., Eine Einführung, in: Dies. (Hg.), Historische Praxeologien.

Hammermayer, Ludwig: Akademiebewegung und Wissenschaftsorganisation während der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Formen, Tendenzen, Wandel, in: Amburger, (Hg.): Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa, S. 1-84.

Hederer, Franz: Im Sog des Egalitären. Ökonomisches Denken und der Wandel gesellschaftlicher Ordnungsvorstellungen in der Sattelzeit. Göttingen 2014.

Heinz, Joachim P.: Vom Nutzen und Nachteil der Statistik in vor-statistischer Zeit, in: Konersmann, Landes-, Regional- und Mikrogeschichte, S. 73-96.

Hennings, Klaus Hinrich: Aspekte der Institutionalisierung der Ökonomie an deutschen Universitäten, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 42-54.

Hentschel, Volker: Die Wirtschaftswissenschaften als akademische Disziplin an der Universität Heidelberg 1822-1924, in: Waszek (Hg.), Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 192-232.

Hildebrandt, Klaus: Experten wider Willen. Statistische Projekte und ihre Akteureum 1800, in: Engstrom, Hess, Thoms, Figurationen des Experten, S. 167-190.

Hippel, Wolfgang von: Napoleonische Herrschaft und Agrarreform in den deutschen Mittelstaaten 1800-1815, in: Berding, Ullmann, Deutschland zwischen Revolution und Restauration, S. 296-310.

Ders.: Zum Problem der Agrarreformen in Baden und Württemberg 1800 – 1820, in : Weis, Eberhard (Hg.) Reformen im rheinbündischen Deutschland, S. 131-144. München 1984.

Ders.: Die Kurpfalz zur Zeit Carl Theodors (1742-1799). Wirtschaftliche Lage und wirtschaftspolitische Bemühungen, in: Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins 148 (2000), S. 177-243.

Holenstein, André: "Gute Policey" und lokale Gesellschaft im Staat des Ancien Régime. Tübingen 2003.

Ders., Stuber, Martin und Gerber-Visser, Gerrendina: Nützliche Wissenschaft und Ökonomie im Ancien Régime. Akteure, Themen, Kommunikationsformen. Heidelberg 2007.

Ders.: Industrielle Revolution avant la lettre. Arbeit und Fleiss im Diskurs der Oekonomischen Gesellschaft Bern (2. Hälfte 18. Jahrhundert), in: Ders., Stuber, Gerber-Viesser (Hg.), Nützliche Wissenschaft, S. 17-40.

Homa, Bernhard: „[…] aus Eyfer vor der Universität Bestes“: die Politik Carl Eugens gegenüber der Universität Tübingen im Spannungsfeld von Gestaltungswillen, -möglichkeiten und -grenzen, in: Mährle, Aufgeklärte Herrschaft, S. 249-271.

Hubrig Hans: Die Patriotischen Gesellschaften des 18. Jahrhunderts. Weinheim 1957.

Iseli, Andrea: Gute Polizey. Öffentliche Ordnung in der Frühen Neuzeit. Stuttgart 2009.

Klein, Ernst: Geschichte der öffentlichen Finanzen in Deutschland (1500-1870). Wiesbaden 1974.

Kleinehagenbrock, Frank: Die Konsolidierung von Regierung und Verwaltung in Württemberg unter Carl Eugen. Zur Bedeutung der Reformimpulse Johann Jacob Mosers für die herzogliche Politik, in: Mährle, Aufgeklärte Herrschaft, S. 184-198.

Klippel, Diethelm: Die Ökonomische Fakultät der Ludwigs-Universität Gießen, S. 25-34, in: Gießen im 18. Jahrhundert. Universität - Stadt – Region. Gießen 1995.

Klueting, Harm: Die Lehre von der Macht der Staaten. Das außenpolitische Machtproblem in der „politischen Wissenschaft“ und in der praktischen Politik im 18. Jahrhundert. Berlin 1986.

Knoll, Ilona: Der Mannheimer Botaniker Friedrich Casimir Medicus (1736 - 1808). Leben und Werk. Heidelberg 2003.

Konersmann, Frank: „Ueber die Nutzbarkeit des Predigtamtes“. Pfarrer als Agrarschriftsteller und Landwirte in der Pfalz (1770-1852), in: Aufklärung 17 (2005), S. 5-33.

Ders. (Hg.): Bauern als Händler. Ökonomische Diversifizierung und soziale Differenzierung bäuerlicher Agrarproduzenten (15. – 19. Jahrhundert). Stuttgart. 2011.

Ders.: Agrarproduktion – Gewerbe – Handel. Studien zum Sozialtypus des Bauernkaufmanns im linksrheinischen Südwesten Deutschlands (1740-1880), in: Ders., Bauern als Händler, S. 77-94.

Konersmann, Frank (Hg.): Landes-, Regional- und Mikrogeschichte. Perspektiven für die Pfalz und ihre Nachbargebiete, Speyer 2014.

Kohnle, Armin: Kleine Geschichte der Kurpfalz. Karlsruhe 2005.

Ders.: Modernisierungspolitik und Integration. Der Übergang der Kurpfalz an Baden, in: Schindling, 1806, S. 77-98.

Komlos, John, Schmidtke, Susann: Bevölkerung und Wirtschaft in: Ambrosius, Gerold, Petzina, Dietmar, Plumpe, Werner (Hg.): Moderne Wirtschaftsgeschichte. Eine Einführung für Historiker und Ökonomen, S. 95-116. München 2006^{2}.

Koselleck, Reinhart: Begriffsgeschichten. Studien zur Semantik und Pragmatik der politischen und sozialen Sprache. Frankfurt a. M. 2006.

Krahnke, Holger: Die Mitglieder der Akademie der Wissenschaften zu Göttingen 1751-2001. Göttingen 2001.

Kremb, Klaus: "Die aechte Quelle des Reichthums". Wissenstransfer im 18. Jahrhundert. Prolegomena zu einem Tagungsprojekt der Pfälzischen Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften und der TU Kaiserslautern; in: Kaiserslauterer Jahrbuch für pfälzische Geschichte und Volkskunde 12 (2012), S. 233-251.

Ders. (Hg.): Wissensdialog und Wissenstransfer. Von der Aufklärungsgesellschaft des 18. zur Kompetenzgesellschaft des 21. Jahrhunderts. Speyer 2015.

Ders.: „Die Begierde und der Eifer, wahre Grundsätze zu verbreiten" Die Physikalisch-ökonomische Gesellschaft und die Kameral-Hohe-Schule in Kaiserslautern, in: Ders. (Hg.), Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 33-50.

Ders. und Müller-Merbach, Heiner: Johann Heinrich Jung-Stilling. Wirtschaftswissenschaften im Zeitalter der Aufklärung; in: Kremb, Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 61-76.

Kreutz, Jörg: Cosimo Alessandro Collini (1727-1806). Ein europäischer Aufklärer am kurpfälzischen Hof. Ubstadt-Weiher, Neustadt a. d. W., Heidelberg und Basel 2009.

Ders., Kreutz, Wilhelm und Wiegand, Hermann (Hg.): In omnibus veritas: 250 Jahre Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften in Mannheim (1763-1806). Mannheim 2014.

Ders.: Cosimo Alessandro Collini (1727-1806). Hofhistoriograph und Naturforscher, in: Kreutz, in omnibus veritas, S. 105-118.

Kreutz, Wilhelm: Die Kurpfälzische Akademie der Wissenschaften. „In omnibus veritas“ ein Wissensort der Aufklärung, in: Kremb (Hg.), Wissensdialog und Wissenstransfer, S. 21-32.

Kunz, Wolfgang: In Treue fest zur Kurpfalz. Freiherr Peter Emanuel von Zedtwitz-Liebenstein (1715-1786), Dorfherr und Minister, in: Mannheimer Geschichtsblätter (1995), S. 283-296.

Laborier, Pascale, Audren, Frédéric, Napoli, Paolo et Vogel, Jakob (Hg.): Sciences camérales. Activités pratiques et histoire des dispositifs publiques. Paris 2011.

Ders.: Introduction. Les sciences camérales, prolégomènes à toute bureaucratie future ou parades pour gibiers de potence, in: Ders., Audren, Napoli, Vogel (Hg.), Sciences camérales, S. 11-30.

Landwehr, Achim: Das Sichtbare sichtbar machen. Annäherungen an ‚Wissen‘ als Kategorie historischer Forschung, in: Achim Landwehr (Hg.): Geschichte[n] der Wirklichkeit. Beiträge zur Sozial- und Kulturgeschichte des Wissens. Augsburg 2002, S. 61-89.

Ders.: Die Erschaffung Venedigs. Raum, Bevölkerung, Mythos 1570 - 1750. Paderborn, München, Wien und Zürich 2007.

Lischke, Ralph-Jürgen: Biographisches Lexikon zur Geschichte der Demographie. Personen des bevölkerungswissenschaftlichen Denkens im deutschsprachigen Raum vom 16. bis zum 20. Jahrhundert. Berlin 2007.

Loose Rainer: Die Centralstelle des Württembergischen landwirtschaftlichen Vereins. Die Erneuerung von Landwirtschaft und Gewerben unter König Wilhelm I. von Württemberg (1817 – 1848). Stuttgart 2018.

Lowood, Henry: Patriotism, profit, and the promotion of science in the German Enlightenment: the economic and scientific societies, 1760-1815. Michigan 1991.

Lütge, Friedrich: Geschichte der deutschen Agrarverfassung vom frühen Mittelalter bis zum 19. Jahrhundert. Stuttgart 1967[2].

Mackenroth, Gerhard: Bevölkerungslehre. Theorie, Soziologie und Statistik der Bevölkerung. Berlin, Göttingen und Heidelberg 1953.

Mährle, Wolfgang (Hg.): Aufgeklärte Herrschaft im Konflikt. Herzog Carl Eugen von Württemberg 1728–1793. Stuttgart 2017.

Mahlerwein, Gunter: Die Herren im Dorf. Bäuerliche Oberschicht und ländliche Elitenbildung in Rheinhessen 1700 – 1850. Mainz 2001.

Ders. und Gallé, Volker (Hg.): Rheinhessen 1816-2016. Die Landschaft – Die Menschen und die Vorgeschichte der Region seit dem 17. Jahrhundert. Mainz 2015.

Mann, Bernhard: Kleine Geschichte des Königreiches Württemberg 1806-1918. Karlsruhe 2012[2].

Marcon, Helmut, Strecker, Heinrich (Hg.): 200 Jahre Wirtschafts- und Staatswissenschaften der Eberhard-Karls-Universität Tübingen. Stuttgart 2004.

Matz, Klaus-Jürgen: Pauperismus und Bevölkerung. Die gesetzlichen Ehebeschränkungen in den süddeutschen Staaten während des 19. Jahrhunderts. Stuttgart 1980.

Mörz, Stefan: Aufgeklärter Absolutismus in der Kurpfalz während der Mannheimer Regierungszeit des Kurfürsten Karl Theodor (1742-1777). Stuttgart 1991.

Napp-Zinn, Anton Felix: Johann Friedrich von Pfeiffer und die Kameralwissenschaften an der Universität Mainz. Wiesbaden 1955.

Nipperdey, Justus: Die Erfindung der Bevölkerungspolitik. Staat, politische Theorie und Population in der Frühen Neuzeit. Göttingen 2012.

Ders.: Ehre durch Zahlen. Publizistische Rangstreitigkeiten und die Evidenz der Zahl im späten 18. Jahrhundert, in: Berg, Török, Twellmann, Berechnen / Beschreiben, S. 43-60.

Ortlepp, Rainer: Die französische Verwaltungsorganisation in den besetzten linksrheinischen Gebieten 1797 – 1814 unter besonderer Berücksichtigung des Departements Donnersberg, in: Gerlich, Vom Alten Reich zu neuer Staatlichkeit, S. 132-151.

Pfister, Christian: Bevölkerungsgeschichte und historische Demographie 1500-1800. München 2007[2].

Pierenkemper, Toni: Gewerbe und Industrie. München 1994.

Ders.: Geschichte des modernen ökonomischen Denkens. Große Ökonomen und ihre Ideen. Göttingen 2012.

Plettenberg, Alexandra: Die Hohe-Kameral-Schule zu Lautern 1774 - 1784. München 1983.

Poller, Oskar: Schicksal der ersten Kaiserslauterer Hochschule und ihrer Studierenden: Kameral-Hohe-Schule zu Lautern 1774-1784, Staatswirtschafts-Hohe-Schule zu Heidelberg 1784-1804. Lebensbeschreibungen und Abstammung der Professoren und Studierenden. Ludwigshafen am Rhein 1979.

Popplow, Marcus (Hg.): Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens. Strategien innovativer Ressourcennutzung in Zeitschriften und Sozietäten des 18. Jahrhunderts. Münster, München und Berlin 2010.

Ders.: Die Ökonomische Aufklärung als Innovationskultur des 18. Jahrhunderts zur optimierten Nutzung natürlicher Ressourcen, in: Ders. (Hg.), Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens, S. 2-48.

Ders.: Von Bienen, Ochsenklauen und Beamten. Die Ökonomische Aufklärung in der Kurpfalz, in: Ders. (Hg.), Landschaften agrarisch-ökonomischen Wissens, S. 175-235.

Radkau, Joachim: Holz. Wie ein Naturstoff Geschichte schreibt. München 2012.

Raeff, Marc: The well-ordered police state. Social and institutional change through law in the Germanies and Russia, 1600-1800, New Haven 1983.

Reese, Armin (Hg.): Eigenständigkeit und Integration. Das Beispiel Rhein-Neckar-Raum. Villingen-Schwenningen 1987.

Reininghaus, Wilfried: Gewerbe in der Frühen Neuzeit. München 1990.

Richter, Susan: Pflug und Steuerruder. Zur Verflechtung von Herrschaft und Landwirtschaft in der Aufklärung. Köln, Weimar und Wien 2015.

Riedl, Tobias: Kleine Welten. Einblicke in süddeutsche Intelligenzblätter, in: Fassl (Hg): Groß im Kleinen – Klein im Großen, S. 41-66.

Sandl, Marcus: Ökonomie des Raumes. Der kameralwissenschaftliche Entwurf der Staatswirtschaft im 18. Jahrhundert. Köln, Weimar und Wien 1999.

Sarasin, Philipp: Was ist Wissensgeschichte?, in: Internationales Archiv für Sozialgeschichte der deutschen Literatur 36(1) 2011, S. 159-172.

Schaab, Meinrad: Die Anfänge der Landesstatistik im Herzogtum Württemberg, in den Badischen Markgrafschaften und in der Kurpfalz, in: Zeitschrift für Württembergische Landesgeschichte 26 (1967), S. 89-112.

Ders.: Die Herausbildung einer Bevölkerungsstatistik in Württemberg und in Baden während der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, in: Zeitschrift für Württembergische Landesgeschichte 30 (1971) S. 164-200.

Ders.: Geschichte der Kurpfalz. Band 2: Neuzeit. Stuttgart 1992

Schafmeister, Klaus: Entstehung und Entwicklung des Systems der Politischen Ökonomie bei Friedrich List. Eine Rekonstruktionsanalyse seiner Beiträge zur wirtschaftlichen Entwicklung in Württemberg 1806-1823 und Pennsylvania 1806-1835. St. Katharinen 1995.

Schattner, Dieter: Das Forstwesen im Departement Donnersberg während der Franzosenherrschaft (1792 – 1814). Ein Beitrag zur Wirtschafts- und Verwaltungsgeschichte der Pfalz. Mainz 1959.

Schilling, Lothar, Dauser, Regina, und Fassl, Peter (Hg.): Wissenszirkulation auf dem Land vor der Industrialisierung. Augsburg 2016

Dies, Einleitung, in: Dies (Hg.), Wissenszirkulation auf dem Land, S. 1-22.

Schläppi, Daniel: Bäuerliches Handeln. Ökonomische Praxis zwischen Subsistenzwirtschaft und Marktintegration in der alten Eidgenossenschaft (1750-1830), in: Konersmann, Bauern als Händler, S. S. 115-134.

Schleiff, Hartmut und Konecny, Peter (Hg.): Staat, Bergbau und Bergakademie. Montanexperten im 18. und frühen 19. Jahrhundert. Stuttgart 2013.

Ders.: Aufstieg und Ausbildung im sächsischen Bergstaat zwischen 1765 und 1868, in: Ders., Konecny, Staat, Bergbau und Bergakademie, S. 125-160.

Schlögl, Rudolf: Die patriotisch-gemeinnützigen Gesellschaften: Organisation, Sozialstruktur, Tätigkeitsfelder, in: Reinalter, Helmut (Hg.): Aufklärungsgesellschaften, S. 61-82. Frankfurt a. M. 1993.

Schmidt, Daniel: Statistik und Staatlichkeit. Wiesbaden 2005.

Schneider, Michael C.: Wissensproduktion im Staat: Das königlich preußische statistische Bureau 1860 – 1914. Frankfurt a. M. 2013.

Schüttpelz, Erhard: Elemente einer Akteur-Medien-Theorie, in: Schüttpelz, Erhard und Thielmann, Tristan (Hg.): Akteur-Medien-Theorie, S. 9-70. Bielefeld 2013.

Schwinge, Gerhard: Der Wirtschaftswissenschaftler Johann Heinrich Jung als Vertreter der Aufklärung in der Kurpfalz, 1778-1787. Siegen 2013.

Seidl, Alois: Deutsche Agrargeschichte. Frankfurt a. M. 2006.

Severin-Barbouti, Bettina: Französische Herrschaftspolitik und Modernisierung. Verwaltungs- und Verfassungsreformen im Großherzogtum Berg (1806-1813). München 2008.

Sieferle, Rolf Peter: Der unterirdische Wald. München 1982.

Sohn, Werner: Von der Policey zur Verwaltung. Transformation des Wissens und Veränderungen der Bevölkerungspolitik um 1800, in: Wahrig (Hg.), Zwischen Aufklärung, Policey und Verwaltung, S. 71-90.

Spuhler, Ludwig: Der Bergbau in der Pfalz, in: Pfalzatlas. Textbd. 1, Speyer 1964, S. 117-148.

Stapelbroek, Koen und Marjanen, Jani (Hg.): The Rise of Economic Societies in the Eighteenth Century. Patriotic Reform in Europe and North America. Basingstoke 2012.

Dies.: Political Economy, Patriotism and the Rise of Societies, in: Dies. (Hg.), The Rise of Economic Societies, S. 1-25.

Starbatty, Joachim und Strecker, Heinrich: Über 400 Semester. Wirtschaftswissenschaftliche Vorlesungen an der Eberhard Karls Universität Tübingen 1798-2013. Stuttgart 2014.

Stein, Wolfgang Hans: Französisches Verwaltungsschriftgut in Deutschland. Die Departementalverwaltungen in der Zeit der Französischen Revolution und des Empire. Marburg 1996.

Stieda, Wilhelm: Die Nationalökonomie als Universitätswissenschaft. Leipzig 1907.

Stockert, Harald: Deutschlands bester Fürst oder doch nur ein halbherziger Aufklärer? Annäherungen an Karl Friedrich von Baden aus Mannheim er Sicht, in: Wiegand, und Nieß, Karl Friedrich von Baden, S. 7-38.

Stollberg-Rilinger, Barbara (Hg.): Was heißt Kulturgeschichte des Politischen? Berlin 2005.

Dies, Einleitung, in: Dies, Was heißt Kulturgeschichte des Politischen?, S. 9-26.

Tribe, Keith: Die 'Kameral Hohe Schule zu Lautern' und die Anfänge der ökonomischen Lehre in Heidelberg, in: Waszek, Institutionalisierung der Nationalökonomie, S. 162-191.

Ders.: Governing Economy. The reformation of German economic discourse, 1750 – 1840. Cambridge 1988.

Troitzsch, Ulrich (Hg.): Technologischer Wandel im 18. Jahrhundert. Wolfenbüttel 1981.

Ders.: Technik und Gesellschaft im 18. Jahrhundert. Forschungsstand und Forschungsdefizite, in: Ders. (Hg.), Technologischer Wandel, S. 9-38.

Uhland, Robert: Die Geschichte der Hohen Karlsschule in Stuttgart. Stuttgart 1953.

Vogel, Jakob: Aufklärung untertage: Wissenswelten des europäischen Bergbaus im ausgehenden 18. und frühen 19. Jahrhundert, in: Schleiff, Konecny, Staat, Bergbau und Bergakademie, S. 13-34.

Ders.: Reform unter staatlicher Aufsicht. Wirtschafts- und Sozialgeschichte des deutschen Bergbaus und des Salzwesens in der frühen Industrialisierung, in: Weber, Salze, Erze und Kohlen, S. 11-110.

Wahrig, Bettina (Hg.): Zwischen Aufklärung, Policey und Verwaltung. Zur Genese des Medizinalwesens 1750 – 1850. Wiesbaden 2003.

Wakefield, Andre: The disordered police state. German cameralism as science and practice. Chicago 2009.

Wallburger, Nikos: Raumordnung und Raumbegründung in politischen Umbruchszeiten. Das Département du Mont-Tonnerre unter französischer Verwaltung (1792-1815). Frankfurt a. M., Bern und Wien 2015.

Warmbrunn, Paul (Bearb.): Findbuch des Bestandes Familien- und Werksarchiv Gebr. Gienanth-Eisenberg. Koblenz 2000.

Waszek, Norbert: Die Institutionalisierung der Nationalökonomie an deutschen Universitäten. Zur Erinnerung an Klaus-Hinrich Hennings. St. Katharinen 1988.

Weber, Wolfhard (Hg.): Salze, Erze und Kohlen. Der Aufbruch in die Moderne im 18. und frühen 19. Jahrhundert (Geschichte des deutschen Bergbaus Band 2). Münster 2015.

Webler, Heinrich: Die Kameral-Hohe-Schule zu Lautern. Ein Beitrag zur Geschichte der Sozialökonomik als Universitätswissenschaft. Heidelberg 1922.

Weigl, Andreas: Bevölkerungsgeschichte Europas. Von den Anfängen bis in die Gegenwart. Köln, Weimar und Wien 2012.

Weis, Eberhard (Hg.): Reformen im rheinbündischen Deutschland. München 1984.

Weulersse, Georges: Le mouvement physiocratique en France, Band 1. Paris 1910.

Wiegand, Hermann und Nieß, Ulrich (Hg.): Karl Friedrich von Baden. Markgraf, Kurfürst, Großherzog. Mannheim 2012.

Willer, Wilfried: Die Bibliothek der Churpfälzischen Physikalisch-Ökonomischen Gesellschaft (1770-1804). Wiesbaden 1967.

Wolgast, Eike: Die Universität Heidelberg 1386-1986. Berlin, Heidelberg und New York 1986.

Wunder, Bernd: Die badische Beamtenschaft zwischen Rheinbund und Reichsgründung (1806-1871). Dienstrecht, Pension, Ausbildung, Karriere, soziales Profil und politische Haltung. Stuttgart 1998.

Ders.: Die Entstehung des modernen Staates in Württemberg. Verwaltung und Gesetze – Bürger – Beamte, in: Schindling, Anton: 1806 – Souveränität für Baden und Württemberg. Beginn der Modernisierung? Stuttgart 2007, S. 99-122.

Ders.: Kleine Geschichte des Herzogtums Württemberg. Leinfelden-Echterdingen 2009.

Wyss, Regula: Pfarrer als Vermittler ökonomischen Wissens? Die Rolle der Pfarrer in der Oekonomischen Gesellschaft Bern im 18. Jahrhundert. Nordhausen 2007.

Dies. und Stuber, Martin: Paternalism and Agricultural Reform: The Economic Society of Bern in the Eighteenth Century, in: Stapelbroek and Marjanen (Hg.), Rise of Economic Societies, S. 157-181.

Zimmermann, Clemens: Reformen in der bäuerlichen Gesellschaft. Studien zum aufgeklärten Absolutismus in der Markgrafschaft Baden 1750-1790. Ostfildern 1983.

5.4 Online-Ressourcen

Dauser, Regina und Schilling, Lothar: Einleitung. Raumbezüge staatsrelevanten Wissens, in: Dies. (Hg.), Grenzen und Kontaktzonen von Wissensräumen zwischen Frankreich und den deutschen Ländern 1700-1850, In: Discussions 7 (2012): (06.02.2016):

http://www.perspectivia.net/content/publikationen/discussions/7-2012/dauser-schilling_einleitung

www.plurale-oekonomik.de/das-netzwerk/ziele-und-aktivitaeten (06.08.2018).

https://www.plurale-oekonomik.de/das-netzwerk/geschichte-des-netzwerkes (06.08.2018).

Neuhaus, Markus Matthias: Forstliche Wissenschaftsgeschichte des langen 19. Jahrhunderts – Institutionalisierung forstlicher Ausbildung in Baden und Württemberg. Diss. Universität Freiburg im Breisgau 2014.

Tagungsbericht: Experten des Ökonomischen – Ökonomie der Experten: Wirtschaftliche Praktiken und Expertenkulturen in der Vormoderne (12. bis 18. Jahrhundert), 08.06.2016 – 09.06.2016 Göttingen, in: H-Soz-Kult, 06.12.2016, www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-6863, (09.11.2018).